

Les origines du gallicanisme. Tome 1 / Victor Martin

Martin, Victor (1886-1945). Auteur du texte. Les origines du gallicanisme. Tome 1 / Victor Martin. 1939.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

LES
ORIGINES DU GALLICANISME
*

Victor Martin

Les origines du Gallicanisme

Tome premier



Genève
Mégariotis Reprints
1978

Réimpression de l'édition de Paris, 1939.

AVANT-PROPOS

Quand nous avons entrepris ce travail, nous ne pensions pas lui donner la forme sous laquelle, finalement, il se présente. A l'instigation de quelques lecteurs de nos précédentes études, un éditeur nous avait demandé une Histoire générale du Gallicanisme. Suivant ses prévisions, deux volumes, trois au plus, devaient y suffire. Mais pour la période des origines, la confusion, le manque de perspective, les contradictions des nombreux ouvrages déjà consacrés à ce sujet nous ont montré la nécessité de tout reprendre en détail et de soumettre faits et doctrines à un nouvel examen. A cette seule condition l'on pourrait discerner ce qui est vraiment gallican de ce que trop souvent l'on croit à tort être tel, et voir à quelle époque s'est formé le Gallicanisme.

Cette besogne de révision s'imposait pour chacun des trois éléments essentiels dont l'ensemble constitue ce que l'Ancien Régime a nommé les Libertés de l'Église gallicane : indépendance du roi de France en matières temporelles, supériorité du concile général sur le pape, union du roi Très Chrétien et du clergé de France pour limiter, dans le royaume, au nom des anciens canons, les interventions pontificales. Cela faisait déjà la matière d'un travail important. Nous avons donc décidé de nous y tenir et de nous arrêter à la fin de la période de formation, marquée par la Pragmatique Sanction de Bourges, en 1438.

Nous avons touché naguère au xvi^e et au xvii^e siècles dans deux ouvrages consacrés, l'un à l'opposition que firent les Parlements aux décrets réformateurs du concile de Trente¹, l'autre à l'adoption par le clergé français de la thèse de l'indépendance absolue du roi dans les choses temporelles². Aux tomes XIX et XX de l'Histoire de l'Église dont nous avons entrepris la publication avec M. Augustin Fliche, doyen de la

(1) *Le Gallicanisme et la réforme catholique*, Paris, Picard, 1919, in-8° de xxvii-415 p.

(2) *Le Gallicanisme politique et le clergé de France*, Paris, Picard, 1929, in-8° de 337 p.

Faculté des Lettres de Montpellier, nous aurons à examiner le mouvement des idées aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. Cela nous amènera à étudier le Gallicanisme à son apogée, et les contaminations que lui firent subir les doctrines jansénistes et protestantes. De la sorte, nous l'aurons suivi depuis sa naissance jusqu'à sa mort, car malgré des tentatives isolées pour lui insuffler une survie factice, le Gallicanisme est un mouvement d'Ancien Régime, qui disparaît avec celui-ci.

Certes, nous n'aurons pas tout dit, et il restera place pour d'abondantes études particulières : chacune des libertés qu'énumère Pierre Pithou dans son catalogue de quatre-vingt-trois articles pourrait avantageusement faire l'objet d'une monographie. Ici, nous croyons être plus utile en insistant un peu longuement sur les origines que d'ébaucher, dans le même cadre matériel, une histoire « générale » qui serait forcément superficielle.

LISTE DES OUVRAGES CITÉS

I. — Sources

- ACHERY** (Dom Luc d'), *Spicilegium sive collectio veterum aliquot scriptorum*, Paris, 1723, 3 vol. in-fol.
- AGUESSAU** (d'), *Œuvres complètes*, éd. PARDESSUS, Paris, 1819, 13 vol. in-8°.
- AILLY** (P. d'). Tous les traités de Pierre d'Ailly cités ici se trouvent parmi les œuvres de Gerson (voir ce nom ci-dessous), sauf l'*Apologia concilii pisani* et l'*Epistola diaboli Leviathan*, publiées par Tschackert (voir également ce nom ci-dessous). Nous indiquerons chaque fois la référence complète.
- ALMAIN** (J.), *Tractatus de autoritate Ecclesiae et conciliorum generalium*, dans J. GERSON, *Opera*, t. II, col. 976-1012.
- Antequam essent clerici*, dans P. DUPUY, *Histoire du différend* (voir plus bas pour cet ouvrage), p. 21-23, sous cette fausse indication : *Responsiones nomine Philippi Regis ad bullam Bonifacii PP. VIII datam Anagninae II kalend. Octobr., Pontificatus anno secundo*.
- APALTILS** (Martin d'), *Chronica acclitatorum*, p. p. F. EHRLE, au t. XII des *Quellen und Forschungen* de la Goerres-Gesellschaft, 1906.
- BALDE** (Baldo degli Ubaldi), *Super decretalibus*, Lyon, 1564, in-fol.
- BALUZE-MANSI**, *Stephani Baluzii Tutelensis Miscellanea, novo ordine digesta...*, opera ac studio J. D. Mansi, Lucques, 1761-1764, 4 vol. in-fol.
- BARONIUS-THEINER**, *Caesaris S.R.E. card. Baronii, Od. Raynaldi et Jac. Laderchii Annales ecclesiastici, denuo excusi et ad nostra usque tempora perducti ab Augustino Theiner*, Bar-le-Duc, 1864-1883, 37 vol. in-4°.
- BASIN** (Thomas), *Histoire de Charles VII*, éditée et traduite par Ch. SAMARAN, t. I, 1407-1444 (Les classiques de l'histoire de France au Moyen Age, vol. 15), Paris, 1933, in-16.
- BAYE** (N. de), *Journal de Nicolas de Baye, greffier au parlement de Paris, 1400-1417*, p. p. A. TUETÉY (Société de l'histoire de France), Paris, 1885 et 1888, 2 vol. in-8°.
- BEAUMANOIR** (Ph. de), *Coutumes de Beauvaisis*, éd. Am. SALMON (Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire), Paris, 1899-1900, 2 vol. in-8°.
- BERGER** (Élie), *Les registres d'Innocent IV* (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome), Paris, 1884-1897, 4 vol. in-4° (le

- quatrième, formé par les tables, n'a pas de date ; l'introduction se trouve au début du t. II).
- BORETIUS (A.), *Capitularia regum francorum*, t. I, 1883, M. G. H., *Legum sectio II*.
- BORETIUS (A.) et KRAUSE (V.), *Capitularia regum francorum*, t. II, 1897, M. G. H., *Legum sectio II*.
- BOSSUET, *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte*, éd. LACHAT, t. XXIII-XXIV, des œuvres complètes, Paris, 1864, in-8°.
- BOUCHEL (L.), *La Bibliothèque canonique, contenant par ordre alphabétique toutes les matières ecclésiastiques et bénéficiales qui ont été traitées par Maître Laurent Bouchel, à laquelle ont été ajoutées... par Maître Claude BLONDEAU*, Paris, 1689, 2 vol. in-fol.
- BOULAY (C. du), *Historia universalis parisiensis...*, auctore Caesare Egassio Bulaeo, Paris, 1665-1673, 6 vol. in-fol.
- BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Paris, 1718, in-4° (le texte est suivi d'une seconde partie, intitulée *Preuves*, contenant des pièces importantes).
- BOUTARIC (E.), *Notice et extraits de documents relatifs à l'histoire de France* (dans *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque impériale*, t. XX, 2^e partie, p. 183-237), Paris, 1862.
- BOUTEILLER (ou Boutillier, J.), *Somme rurale ou le grand coutumier général de Pratique civil et canon, reveu... par Louys CHARONDAS LE CARON*, Paris, 1603, in-8°.
- BREUIL (Guil. du), *Stylus curie parlamenti*, éd. F. AUBERT, Paris, 1909, in-8°.
- [BRUNET (J.-L.)], *Traitez des droits et libertez de l'Église gallicane*, Paris, 1731, 2 vol. in-fol.
- CAGNY (P.), *Chroniques de Perceval de Cagny*, p. p. H. MORANVILLÉ (Société de l'histoire de France), Paris, 1902, in-8°.
- CASPAR (E.), *Das Register Gregors VII.* (*Monumenta Germaniae historica*, série in-8°, *Epistolae selectae*, t. II), Berlin, 1920-1923, 2 vol.
- Choix de pièces inédites relatives au règne de Charles VI* : voir DOUËT-D'ARCQ.
- Chronique anonyme pour le règne de Charles VI* (citée parfois sous le titre de *Chronique des Cordeliers*, parce que le manuscrit s'en trouvait sous la cote de « Cordeliers », à la Bibliothèque impériale), publiée par L. DOUËT-D'ARCQ, au t. VI de la *Chronique de Monstrelet*, p. 191-327.
- Chronique d'Enguerran de Monstrelet* : voir MONSTRELET.
- Chronique du Religieux de Saint-Denys* : voir RELIGIEUX DE SAINT-DENYS.
- Chroniques de Perceval de Cagny* : voir CAGNY.
- Clémentines* : voir *Corpus juris canonici*.
- COCHET DE SAINT-VALIER, *Traité de l'indult du parlement de Paris*, Paris, 1747, 3 vol. in-4°.

- Code* (de Justinien) : voir *Corpus juris civilis*.
- Codex juris canonici, Pii X Pontificis Maximi jussu digestus, Benedicti Papae XV auctoritate promulgatus*, Rome, 1918.
- Collection des procès-verbaux des Assemblées générales du clergé de France* (depuis l'année 1560), Paris, 1767-1780, 9 vol. in-fol.
- Concilium basiliense : Studien und Quellen zur Geschichte des Concils von Basel*, Bâle, 1896-1926, 7 vol. in-8° (les 4 premiers vol. sont dus à J. HALLER, le 5^e à divers collaborateurs, le 6^e à G. BECKMANN, le 7^e à H. HERRE. Un premier fasc. du t. VIII a paru en 1936, p. p. H. DANNENBAUER, *Die Handakten des Konzilpraesidenten Cesarini*).
- CONRAD de Gelnhausen (voir GELNHAUSEN).
- Corpus juris canonici*, éd. d'E. FRIEDBERG, Leipzig, 1879-1881, 2 vol. in-4° (le t. I contient le *Décret* de Gratien, le t. II les *Décrétales* de Grégoire IX, le *Sexte* de Boniface VIII, les *Clémentines*, les *Extravagantes de Jean XXII* et les *Extravagantes communes*. C'est à cette édition que nous renvoyons d'ordinaire. Pour les gloses, nous nous sommes servi de l'éd. de Lyon de 1584, 3 vol. in-fol.).
- Corpus juris civilis* (*Institutes*, par P. KRUEGER ; *Digeste* ou *Pandectes*, par Th. MOMMSEN ; *Code*, par P. KRUEGER, *Novelles*, par R. SCHÖLL et G. KROLL), Berlin, 1911-1914, 3 vol. in-8° (Pour les gloses, nous renvoyons à l'éd. de Lyon de 1562, 5 vol. in-fol.).
- COURTECUISSÉ (J. = *Breviscoxa*), *Tractatus de fide et Ecclesia, Romano pontifice et concilio generali*, dans J. GERSON, *Opera*, t. I, col. 806-903.
- CUSA (Nicolas de), *De concordia catholica*, dans S. SCHARD, *De jurisdictione*, etc. (voir ci-dessous), p. 478-676.
- Décret** de Gratien : voir *Corpus juris canonici* ; l'indication de la colonne, dans nos notes, renvoie au t. I de FRIEDBERG.
- Décrétales** de Grégoire IX : voir *Corpus juris canonici* ; nous désignons fréquemment cette collection par le sigle traditionnel X, pour *Extra*, familier aux canonistes ; l'indication de la colonne se rapporte au t. II de FRIEDBERG.
- DEGRASSALIUS (C. = Ch. de Grasaille), *Regalium Franciae jura omnia et dignitates Galliae regum complectentium libri duo*, Lyon, 1538, in-8°.
- DELABORDE (H. F.), *Œuvres de Rigord et de Guillaume le Breton* (Société de l'histoire de France), Paris, 1882, 1885, 2 vol. in-8°.
- DENIFLE (H.), *Die Denkschriften der Colonna gegen Bonifaz VIII. und der Cardinäle gegen die Colonna*, dans *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte des Mittelalters*, Berlin et Fribourg-en-Brisgau, t. V, 1889.
- DENIFLE (H.) et CHATELAIN (E.), *Chartularium universitatis parisiensis*, Paris, 1889-1897, 4 vol. in-4°.
- ID., *Auctarium chartularii universitatis parisiensis (Liber procuratorum nationis anglicanae [Germanicae])*, Paris, t. I, 1889, t. II, 1897 (Un 3^e vol. a été publié en 1935, par Ch. SAMARAN et E. A. VAN MOË, avec l'aide de Mlle Suzanne VITTE, sous le même titre, mais sans mention des précédents auteurs).

- DEUSDEDIT, *Collectio canonum*, éd. W. von GLANWELL, *Die Kanonessammlung des Kardinals Deusdedit*, Paderborn, 1905, in-8°.
- DIGARD (G.), FAUCON (M.), THOMAS (A.) et FAWTIER (R.), *Les Registres de Boniface VIII* (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome), Paris, 1884-1904, 4 vol. in-4°.
- Digeste* : voir *Corpus juris civilis*.
- Disputatio inter clericum et militem*, dans GOLDAST, *Monarchia*, t. I, p. 13-18 (avec fausse attribution à Occam).
- DOUËT-D'ARCO (L.), *Choix de pièces inédites relatives au règne de Charles VI* (Société de l'histoire de France), Paris, 1863-1864, 2 vol. in-8°.
- DUBOIS (P.), *De recuperatione Terre Sancte*, éd. Ch. V. LANGLOIS (Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire), Paris, 1891, in-8°.
- DU CANGE (Ch.), *Glossarium mediae et infimae latinitatis*, éd. L. FABRE, Niort, 1883-1887, 10 vol. in-4°.
- DUCHESNE (A. et F.), *Historiae Francorum scriptores coetanei, ab ipsius gentis origine ad R. Philippi IV dicti Pulchri tempora*, t. I et II, *opera ac studio Andreae Du Chesne*; t. III-V... *filii post patrem Francisci Duchesne*, Paris, 1636-1649, 5 vol. in-fol.
- DUPLESSIS-D'ARGENTRÉ (C.), *Collectio judiciorum de novis erroribus*, Paris, 1728-1736, 3 vol. in-fol.
- [DUPUY (P.)], *Histoire du différend d'entre le pape Boniface VIII et Philippe le Bel roy de France*, Paris, 1655, in-fol.
- [ID.], *Preuves des libertez de l'Église gallicane*, éd. [BRUNET], « l'an 1731, sur l'imprimé » (c'est-à-dire sur la 3^e éd., de 1651), Paris, 2 vol. in-fol. (chaque vol. contient 2 parties, avec une pagination spéciale).
- ID., *Commentaire de M. Dupuy sur le traité des libertez de l'Église gallicane de M. Pierre Pithou, avocat en la cour de Parlement*, Paris, 1715, 2 vol. in-4°.
- DURAND DE MAILLANE, *Les libertez de l'Église gallicane prouvées et commentées*, Lyon, 1771, 5 vol. in-4°.
- ID., *Dictionnaire de droit canonique et de pratique bénéficiale*, 3^e éd., Lyon, 1776, 5 vol. in-4°.
- DURAND DE MENDE (Guil., l'Ancien), *Speculum judiciale*, éd. de Lyon, de 1547, 2 vol. in-fol.
- DURAND DE MENDE (Guil., le Jeune), *De modo generalis concilii celebrandi*, Lyon, 1534, in-fol.
- EHRLE (F.), Pièces relatives aux conciles parisiens de la fin du xiv^e siècle, dans *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte des Mittelalters*, Berlin et Fribourg-en-Brisgau, t. VI et VII, 1892-1893.
- Établissements de saint Louis (Les)*, éd. P. VIOLLET (Société de l'histoire de France), Paris, 1881, 4 vol. in-8°.
- ÉTIENNE DE TOURNAI, *Summa Stephani*, éd. J. F. von SCHULTE, Giessen, 1891, in-8°.
- EUBEL (C.), *Hierarchia catholica medii aevi*, Munster, 2^e éd., 3 vol. in-4°.

(les deux premiers vol. de cette édition ont été publiés par l'auteur en 1913 et 1914, le 3^e, en 1929, par SCHMETZ-KALLENBERG).

Extravagantes : voir *Corpus juris canonici*.

Fausse Décrétales : voir P. HINSCHIUS.

FÉVRET (Ch.), *Traité de l'abus et du vrai sujet des appellations qualifiées du nom d'abus*, Lyon, 1736, 2 vol. in-fol.

FILLASTRE (Guil.), *Journal*, publié par H. FINKE, *Acta concilii constantiensis*, t. II, 1923, p. 13-170, A. (sic) *Fillastres Gesta concilii constantiensis*.

FINKE (H.), *Acta concilii constantiensis*, Munster, 1896-1928, 4 vol. in-8^o.

FRIEDBERG (E.) : voir *Corpus juris canonici*.

GAGUIN (R.), *Roberti Gaguini rerum gallicarum annales, cum Huberti Velleii supplemento*, Francfort, 1577, in-fol.

Gallia christiana, in provinciis distributa, Paris, 1715-1865, 16 vol. in-fol.

(les 3 premiers vol. sont de Denys de Sainte-Marthe ; jusqu'au t. XIII inclus, l'œuvre fut continuée par les bénédictins de Saint-Maur ; les t. XIV-XVI sont l'œuvre de B. HAURÉAU).

GELNHAUSEN (Conrad de), *Epistola concordiae*, dans MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus*, t. II, col. 1200-1226.

GERSON (J.), *Opera omnia, novo ord. digesta... opera et studio M. Lud. ELLIES DU PIN*, Anvers, 1706, 5 tomes en 3 vol. in-fol.

GODEFROY (Th. et D.), *Le ceremonial françois, recueilly par Théodore Godefroy, conseiller du Roy en ses conseils et mis en lumière par Denys Godefroy, avocat au Parlement et historiographe du Roy*, Paris, 1649, 2 vol. in-fol.

GOLDAST (M.), *Monarchia sancti Romani imperii sive tractatus de jurisdictione imperiali seu regia et pontificia seu sacerdotali*, Francfort, 1668, 3 vol. in-fol.

Grand coutumier de France, éd. Ed. LABOULAYE et R. DARESTE, Paris, 1868, in-8^o.

GRATIEN : voir *Décret* de Gratien.

HALLER (J.) : voir *Concilium basiliense*.

HARDT (H. von der), *Magnum œcumenicum constantiense concilium*, Francfort et Leipzig, 1700, 3 vol. in-fol. (cette date est celle de la préface ; diverses parties portent des dates d'impression s'échelonnant de 1696 à 1700. Les 3 vol. sont divisés en 5 tomes, et ceux-ci en parties, avec des paginations spéciales, ce qui rend les références particulièrement embrouillées).

HENRI de Langenstein : voir LANGENSTEIN.

HENRI de Suse : voir HOSTIENSIS.

HÉRICOURT, *Les lois ecclésiastiques de France*, Paris, 1756, in-fol.

HINCMAR DE REIMS. Nous citons ses œuvres d'après la *P. L.*, t. CXXIV et CXXVI ; cependant pour le *De ordine Palatii*, nous renvoyons à

- l'éd. de Maurice Prou, Paris, 1884 (Biblioth. de l'École des Hautes-Études, Sciences philologiques et historiques, fasc. 58).
- HINSCHIUS (P.), *Decretales pseudo-isidorianae et capitula Angilramni*, Leipzig, 1863, in-8°.
- Historiae Francorum scriptores* : voir A. et F. DUCHESNE.
- HÖFLER (C.), *Rückblick auf P. Bonifacius VIII. und die Literatur seiner Geschichte, nebst einer wichtigen urkundlichen Beilage aus dem vaticanischen Archiv in Rom* (t. III, fasc. 3, des *Abhandlungen der königlich bayerischen Akademie der Wissenschaften. Hist. Klasse*), Munich, 1843, in-8°.
- HOSTIENSIS, *Henrici de Segusio cardinalis Hostiensis Summa aurea*, Bâle, 1573, in-fol.
- HUILLARD-BRÉHOLLES (A.), *Historia diplomatica Friderici secundi sive constitutiones, privilegia, mandata... Accesserunt epistolae paparum et documenta varia*, Paris, 1852-1861, 6 tomes en 11 vol., plus un vol. d'introduction (1859), in-4°.
- INNOCENT IV, *In quinque libros decretalium commentaria*, éd. de Lyon, 1554, in-fol.
- Institutes* : voir *Corpus juris civilis*.
- ISAMBERT (Jourdan, Decrussy et Isambert, communément cité sous ce dernier nom), *Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à la révolution de 1789*, Paris, 1823-1827, 28 vol. in-8°, plus un vol. de tables, paru en 1833.
- JAFFÉ (Ph.), *Monumenta gregoriana* (t. II de la *Bibliotheca rerum germanicarum*), Berlin, 1865, in-8°.
- JEAN DE PARIS, *De potestate regia et papali*, dans GOLDAST, *Monarchia*, t. II, p. 108-147.
- JEAN DE RAGUSE, *Journal des conciles de Sienné et de Bâle*, p. p. F. PALACKY, dans les *Monumenta conciliorum generalium seculi decimi quinti*, t. I, p. 1-131.
- JEAN DE SÉGOVIE, *Historia gestorum generalis synodi basiliensis*, p. p. E. BIRK, puis, à partir du l. XVI, par R. BEER, et enfin, à partir du l. XIX, par C. STEHLIN, C. HIERONIMUS et G. BONER, t. II et III des *Monumenta conciliorum generalium seculi decimi quinti*.
- Journal d'un bourgeois de Paris*, p. p. A. TUEY (Société de l'histoire de Paris), Paris, 1881, in-8°.
- JUVÉNAL (ou JOUVENEL) DES URSINS, *Histoire de Charles VI*, éd. D. GODEFROY, Paris, 1653, in-fol.
- KERVYN DE LETTENHOVE, *Études sur l'histoire du XIII^e siècle. De la part que l'ordre de Cîteaux et le comte de Flandre prirent à la lutte de Boniface VIII et de Philippe le Bel* (Contient d'importantes lettres des ambassadeurs à Rome du comte de Flandre). Dans les *Mémoires de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique*, t. XXVIII, Bruxelles, 1854.

- LANGENSTEIN (Henri de, ou de Hesse), *Epistola concilii pacis*, dans J. GERSON, *Opera*, t. II, col. 809-840.
- LE GENTIL (J.), *Recueil des actes, titres et mémoires concernant les affaires du clergé de France*, Paris, 1675, 6 vol. in-fol.
- Libri carolini*, dans *P. L.*, t. XCVIII ; nouvelle édition dans M. G. H., *Concilia*, t. II, supplément, 1924, due à H. BASTGEN.
- Li livres de justice et de plet*, éd. RAPETTI (Collection des documents inédits de l'histoire de France), Paris, 1850, in-4°.
- LOYSEL (Ant.), *Institutes coutumières*, publiées avec les notes d'Eus. de Laurière, par DUPIN et LABOULAYE, Paris, 1846, 2 vol. in-8°.
- MAJOR (ou MAIR, J.), *Disputatio de autoritate concilii supra pontificem maximum (excerpta ex ejusdem commentariis in Maltheum, cap. XVIII)*, dans J. GERSON, *Opera*, t. II, col. 1131-1145.
- MANSI (J.-D.), *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio* (continuée, à partir du t. XXXVI, par L. PETIT et J.-B. MARTIN), Paris et Leipzig, 1901-1927, 53 tomes, dont quelques-uns en plusieurs vol., in-fol.
- MARCA (P. de), *De concordia sacerdotii et imperii seu de libertatibus Ecclesiae gallicanae*, éd. d'E. BALUZE, Paris, 1669, in-fol., 2 tomes en 1 vol.
- MARSILE DE PADOUE, *Defensor pacis*, éd. C. W. PREVITÉ-ORTON, *The Defensor pacis of Marsilius of Padua*, Cambridge, 1928, in-8°.
- MARTÈNE (E.) et DURAND (U.), *Thesaurus novus anecdotorum*, Paris, 1717, 5 vol. in-fol.
- ID., *Veterum scriptorum et monumentorum historicorum, dogmaticorum, moralium, amplissima collectio*, Paris, 1724-1733, 9 vol. in-fol.
- MONSTRELET, *La chronique d'Enguerran de Monstrelet, en deux livres avec pièces justificatives, 1400-1444*, p. p. L. DOUËT-D'ARCQ (Société de l'histoire de France), Paris, 1857-1862, 6 vol. in-8°.
- Monumenta conciliorum generalium seculi decimi quinti*, publiés par l'Académie impériale des Sciences de Vienne : t. I, 1857 ; t. II, 1873 ; t. III, 1886-1935, in-4°.
- M. G. H. : *Monumenta Germaniae historica, inde ab anno Christi quingentesimo usque ad annum millesimum et quingentesimum, edidit Societas aperiendis fontibus rerum germanicarum medii aevi*. Série in-4°. Hanovre, Berlin, Leipzig, 1877 et années suiv. (voir PERTZ).
- NANGIS (Guil. de), *Chronique latine de Guil. de Nangis, de 1113 à 1300, avec les continuateurs de cette chronique de 1300 à 1368*, éd. H. GÉRAUD (Société de l'histoire de France), Paris, 1843, 2 vol. in-8°.
- NIEHEM (Thierry, ou Dietrich, de), *De modo uniendi ac reformandi Ecclesiam in concilio universali*, dans J. GERSON, *Opera*, t. II, col. 161-201 (faussement attribué à Gerson).
- ID., *De Scismate libri tres*, éd. G. ERLER, Leipzig, 1890, in-8°.
- Novelles* : voir *Corpus juris civilis*.

OCCAM (Guil d'), *Dialogus*, dans GOLDAST, *Monarchia*, t. II, p. 398-957.
 ID., *Octo quaestionum decisiones*, *ibid.*, p. 313-391.

Ordonnances des rois de France de la troisième race (souvent désigné sous le nom de « Collection des ordonnances du Louvre ») publiées successivement par les soins d'Eusèbe de LAURIÈRE, de SECOUSSE, de VILLEVAUT, de BRÉQUIGNY, de CAMUS, de PASTORET et de PARDESSUS (Sous l'ancien régime, cette publication se fit par l'initiative et sous l'autorité des chanceliers. Après la création de l'Institut de France, elle reprit sous le patronage et la direction de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres). Paris, 1723-1849, 21 vol. in-fol.

Pandectes : voir *Corpus juris civilis*.

P. L. (= Patrologie latine), *Patrologiae cursus completus. Series prima, in qua prodeunt Patres, doctores scriptoresque Ecclesiae latinae, accurate* J. P. MIGNE, Paris, 218 vol. in-8°, suivis de 4 vol. d'*Indices*, 1844-1865.

PERTZ (G. H.), *Monumenta Germaniae historica*, série in-fol. (*Scriptores*, t. I-XXX, Hanovre, 1826-1934 ; la 2^e partie du t. XXX a été publiée à Leipzig ; Pertz a signé l'édition jusqu'au t. XXIII inclus, 1874. — *Leges*, t. I-V, Hanovre, 1835-1889 ; de Pertz jusqu'au t. IV inclus, 1878).

PINSSON (F.) : voir *Pragmatique Sanction*.

PITHOU (P.), *Les libertez de l'Eglise gallicane* (Se trouve notamment au début du *Commentaire* de P. DUPUY, t. I, p. 1 et suiv., et des *Preuves*, du même, t. I, p. 15 et suiv.).

POTTHAST (A.), *Regesta pontificum romanorum* (de 1198 à 1304), Berlin, 1874-1875, 2 vol. in-4°.

Pragmatique Sanction. — *Caroli septimi Francorum Regis Pragmatica Sanctio cum glossis D. Cosmae Guymier parisini, supremae Galliarum curiae senatoris et inquisitionum praesidis, et additionibus Philippi Probi [Prudhomme] biturici, ad Pragmaticae Sanctionis et concordatorum dissidia componenda ; accedunt historia Pragmaticae Sanctionis et concordatorum, annotationes marginales et veterum instrumentorum supplementa, opera et studio Francisci PINSSONII biturici, advocati parisiensis*. Paris, 1666, in-fol.

PROU (M.), *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, Paris, 1908, in-4° (Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de France, publiés par les soins de l'Acad. des Inscriptions et Belles-Lettres).

ID. : voir HINCMAIR DE REIMS.

PULKA (Pierre de), *Lettres*, dans *Archiv für Kunde österreichischer Geschichts-Quellen*, t. XV, Vienne, 1856, in-8°.

Quaestio de potestate papae : voir *Rex pacificus*.

Quaestio in ultramque partem, dans GOLDAST, *Monarchia*, t. II, p. 95-107 (fausse attribution à Gilles de Rome).

- Recueil des actes, titres et mémoires concernant les affaires du clergé de France** (éd. publiée conformément à la délibération de l'Assemblée générale du clergé de France du 29 août 1705), Paris, 1716-1750, 12 vol. in-fol., plus un vol. (1740) contenant les cahiers et les remontrances et harangues.
- RELIGIEUX DE SAINT-DENYS, *La chronique du Religieux de Saint-Denys*, éd. L. BELLAGUET (Collection des documents inédits de l'histoire de France), Paris, 1839-1852, 6 vol. in-4°.
- Rex pacificus* (titre communément donné, à cause de l'incipit, à la *Quaestio de potestate papae*) dans [P. DUPUY], *Histoire du différend*, p. 663-683.
- RIGORD : voir DELABORDE.
- Rotuli parliamentorum ut et petitiones et placita in parlamento* (parlements d'Angleterre), 6 vol. in-fol., sans lieu ni date.
- RUFIN, *Summa decretorum*, éd. H. SINGER, Paderborn, 1902, in-8°.
- RYMER (Th.), *Fœdera, conventiones, litterae et cujuscumque generis acta publica inter reges Angliae et alios quosvis*, éd. de Londres, 1816-1830, par A. CLARKE, J. CALEY et Fred. HOLBROOKE, 6 vol. in-fol.
- SCHARD (S.), *De jurisdictione, autoritate et praeeminentia imperiali ac potestate ecclesiastica*, Bâle, 1566, in-fol.
- SCHULTE (J. F. von), *Die Stellung der Concilien, Päpste und Bischöfe* (la 2^e partie est formée d'extraits de canonistes anciens), Prague, 1871, in-8°.
- Sexte : voir *Corpus juris canonici*.
- Somnium viridarii*, dans GOLDAST, *Monarchia*, t. I, p. 59-229.
- Songe du vergier (Le)*, dans [BRUNET], *Traitez des droits et libertez de l'Église gallicane*, t. II (« sur l'imprimé par Jacques Maillet, l'an mil CCCC quatre-vints et unze, le vintième jour de mars »), Paris, 1731.
- Statutes (The) of the realm, printed by command of his Majesly King George the Third*, Londres, 1810-1828, 9 vol. in-fol. et 2 vol. de tables.
- SUGER, *Vie de Louis VI le Gros*, éditée et traduite par H. WAQUET (Les classiques de l'histoire de France au Moyen Age, vol. 11), Paris, 1929, in-16.
- THIEL (A.), *Epistolae romanorum pontificum genuinae*, Braunsberg, 1867-1868, t. I, in-8° (en deux livraisons).
- TILLEMONT (Lenain de), *Vie de saint Louis, roi de France*, éd. J. de GAULLE (Société de l'histoire de France), Paris, 1847-1851, 6 vol. in-8°.
- Traitez des droits et libertez de l'Église gallicane*. Voir [BRUNET].
- TSCHACKERT (P.), *Peter von Ailli* (contient plusieurs opuscules de P. d'Ailly), Gotha, 1877, in-8°.
- WINKELMANN (Ed.), *Acta imperii inedita*, Innsbruck, 1880-1885, 2 vol. in-8°.
- ZABARELLA (F.), *Tractatus de schismate*, dans SCHARD, *De jurisdictione*, p. 688-711.

II. — Travaux

- ARQUILLIÈRE (H. X.), *Charlemagne et les origines du Gallicanisme*, dans *L'Université catholique*, t. LXII, Lyon, 1909.
- ID., *L'appel au concile sous Philippe le Bel et la genèse des théories conciliaires*, dans *Revue des questions historiques*, nouvelle série, t. XLV, 1911.
- ID., *L'origine des théories conciliaires*, dans *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, t. CLXXV (75 de la nouvelle série), 1911.
- ID., *Le plus ancien traité de l'Église : Jacques de Villerbe, De regimine christiano*, Paris, 1926, in-8°.
- ID., *L'augustinisme politique. Essai sur la formation des théories politiques du Moyen Age*, Paris, 1934, in-8°.
- ID., *Saint Grégoire VII. Essai sur sa conception du pouvoir pontifical*, Paris, 1934, in-8°.
- AUSSAC (d') : voir SAINT-PALAIS D'AUSSAC.
- BABUT (E. Ch.), *Le concile de Turin*, Paris, 1904, in-8°.
- BARION (H.), *Das fränkisch-deutsche Synodalrecht des Frühmittelalters* (t. V et VI des *Kanonistische Studien und Texte* de A. KÖNIGER), Bonn et Cologne, 1931, 2 vol. in-8°.
- ID., *Die Nationalsynode im fränkisch-deutschen Synodalrecht des Frühmittelalters*, Königsberg, 1934, in-8°.
- BARRACLOUG (G.), *Un document inédit sur la soustraction d'obédience de 1398*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique* de Louvain, t. XXX, 1934.
- BATIFFOL (P.), *L'Église naissante et le catholicisme*, 4^e éd., Paris, 1909, in-18.
- BAUMGARTEN (P. M.), *Untersuchungen und Urkunden über die Camera Collegii cardinalium für die Zeit von 1295 bis 1437*, Leipzig, 1898, in-8°.
- BEAUCOURT : voir DU FRESNE DE BEAUCOURT.
- BILLOT (card. L.), *Tractatus de Ecclesia Christi*, 4^e éd., Rome, 1921, 2 vol. in-8°.
- BLANCHET (A.) et DIEUDONNÉ (A.), *Manuel de numismatique française*, Paris, 1912-1936, 4 vol. in-8°.
- BLOCH (M.), *Les rois thaumaturges* (Publications de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg), Strasbourg, 1924, in-8°.
- BOURGEOIS (E.), *Le capitulaire de Quiercy-sur-Oise. Étude sur l'état et le régime politique de la société carolingienne à la fin du IX^e siècle*, Paris, 1885, in-8°.
- BOUTARIC (E.), *La France sous Philippe le Bel. Étude sur les institutions politiques et administratives du Moyen Age*, Paris, 1861, in-8°.
- BROOKE (Z. N.), *The english church and papacy, from the conquest to the reign of John*, Cambridge, 1931, in-8°.
- BUCHNER (M.), *Zur Datierung und Charakteristikaltfranzösischer Krönungsordnungen, mit besonderer Berücksichtigung des « angeblichen » Ordo Ludwigs VII.* (dans *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*,

- Germ. Abl.*, t. XXXI, 1910). — *Nochmals die Krönungsordnung Ludwigs VII. von Frankreich* (*ibid.*, t. XXXIII, 1912).
- CAILLEMER (E.), *L'enseignement du droit civil en France vers la fin du XIII^e siècle*, dans *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. III, 1879.
- CALASSO (F.), *La dottrina degli statuti per l'Italia meridionale*, dans *Rivista di storia del diritto italiano*, t. I, 1928.
- CARLYLE (R. W. et A.), *A history of mediaeval political theory in the west*, Edimbourg et Londres, 1903-1936, 6 vol. in-8°.
- CARTELLIERI (A.), *Philipp II. August, König von Frankreich*, Leipzig et Paris, 1899-1922, 4 vol. in-8°.
- CHAMPEAUX (E.), *Les légendes savantes de la vieille Alsace* (Collection d'études sur l'histoire du droit et des institutions de l'Alsace), Strasbourg, 1930, in-8°.
- CHÉNON (E.), *Histoire générale du droit français public et privé*, Paris, 1926, in-8°.
- Id., *Le droit romain à la curia regis, de Philippe-Auguste à Philippe le Bel*, dans *Mélanges Fitting*, Montpellier, t. I, 1907, in-8°.
- CLERCQ (Carlo de), *La législation religieuse franque de Clovis à Charlemagne. Étude sur les actes de conciles et les capitulaires, les statuts diocésains et les règles monastiques*. Louvain et Paris, 1936, in-8°.
- CLERGEAC (A.), *La curie et les bénéficiers consistoriaux. Étude sur les communs et menus services (1300-1600)*, Paris, 1911, in-8°.
- COVILLE (A.), *Jean Petit. La question du tyrannicide au XV^e siècle*, Paris, 1932, in-8°.
- Id., *Evrard de Trémaugon et le Songe du Verger*, Paris, 1933, in-8°.
- DELACHENAL (R.), *Histoire de Charles V*, Paris, 1909-1931, 5 vol. in-8°.
- DELISLE (L.), *L'auteur du Grand coutumier de France*, dans *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, t. VIII, 1881.
- Dictionnaire apologétique de la foi catholique*, 4^e éd., publiée sous la direction d'A. d'ALÈS, Paris, 1911-1928, 4 vol. in-8°, (plus un 5^e, de 1931, contenant une table analytique de l'ouvrage).
- Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, p. p. Dom F. CABROL et Dom H. LECLERCQ, Paris, 1907 et années suiv., in-8°.
- Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, commencé sous la direction de Mgr A. BAUDRILLART, continué par A. de MEYER et Et. Van CAUWENBERGH, Paris, 1912 et années suiv., in-8°.
- Dictionnaire de théologie catholique*, commencé sous la direction de A. VACANT et E. MANGENOT, continué par E. AMANN, Paris, 1909 et années suiv., in-8°.
- DIDIER (N.), *La garde des églises au XIII^e siècle*, Grenoble, 1927, in-8°.
- DIGARD (G.), *Philippe le Bel et le Saint-Siège de 1285 à 1304* (ouvrage posthume, p. p. Françoise LEHOUX), Paris, 1936, 2 vol. in-8°.
- DUCHESNE (L.), *Histoire ancienne de l'Eglise*, Paris, 1906-1910, 3 vol. in-8°.
- Id., *Les premiers temps de l'État pontifical*, 3^e éd., Paris, 1911, in-18.

- DU FRESNE DE BEAUCOURT (G.), *Histoire de Charles VII*, Paris, 1881-1891, 6 vol. in-8°.
- EHRLE (F.), *Petrus Johannis Olivi, sein Leben und seine Schriften*, dans *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte des Mittelalters*, t. III, 1887.
- ERCOLE (F.), *L'origine francese d'una nota formola bartoliana*, dans *Archivio storico italiano*, t. LXXIII, 1915.
- ESMEIN (A.), *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 14^e éd., par R. GÉNESTAL, Paris, 1921, in-8°.
- FABRE (P.), *Étude sur le Liber censuum de l'Église romaine*, Paris, 1892, in-8°.
- FERRARIS (L.), *Prompta bibliotheca canonica*, éd. du Mont-Cassin, Mont-Cassin et Naples, 1846-1855, 7 vol. in-4°.
- FINKE (H.), *Das pariser Nationalkonzil vom Jahre 1290*, dans *Römische Quartalschrift für christliche Alterthumskunde und für Kirchengeschichte*, t. I, 1895.
- Id., *Forschungen und Quellen zur Geschichte des konstanzer Konzils*, Paderborn, 1889, in-8°.
- Id., *Aus den Tagen Bonifaz VIII.* (t. II des *Vorreformationsgeschichtliche Forschungen*), Munster, 1902, in-8°.
- FLICHE (A.), *La réforme grégorienne*, Louvain, 1924-1937, 3 vol. in-8°.
- Id., *Y a-t-il eu en France et en Angleterre une querelle des Investitures ?* dans *Revue bénédictine*, avril-juillet 1934.
- FLICHE (A.) et MARTIN (V.), *Histoire de l'Église* (en cours de publication), Paris, à partir de 1934.
- FOURNIER (M.), *L'Église et le droit romain au XIII^e siècle*, dans *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. XIV, 1890.
- FOURNIER (P.), *Étude sur les Fausses Décrétales*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique* de Louvain, t. VII et VIII, 1906 et 1907.
- Id., *Un tournant de l'histoire du droit*, dans *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. XLI, 1917.
- Id., *Les collections canoniques romaines de l'époque de Grégoire VII*, dans *Mémoires de l'Institut national de France*, Acad. des Inscriptions et Belles-Lettres, t. XLI, 1920.
- Id., *La propriété des églises dans les premiers siècles du Moyen Age*, dans *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. XXI, 1897.
- Id., *La monarchia de Dante et l'opinion française*, dans *Bulletin du jubilé publié par le Comité français catholique pour la célébration du sixième centenaire de la mort de Dante Alighieri*, n° 3, Paris, 1921.
- FOURNIER (P.) et LE BRAS (G.), *Histoire des collections canoniques en Occident, depuis les Fausses Décrétales jusqu'au Décret de Gratien*, Paris, 1931-1932, 2 vol. in-8°.
- GIERKE (O. von), *Les théories politiques du Moyen Age*, trad. française de J. de PANGE, Paris, 1914, in-8°.

- GOTTLÖB (A.), *Die Servitientaxe im 13. Jahrhundert. Eine Studie zur Geschichte des päpstlichen Gebührenwesens* (fasc. 2 des *Kirchenrechtliche Abhandlungen* d'U. STUTZ), Stuttgart, 1903, in-8.
- GRISAR (H.), *Histoire de Rome et des papes au Moyen Age*, trad. française de E. G. LEDOS, Paris, 1906, 2 vol. in-8°.
- Id., *San Gregorio Magno*, trad. italienne de A. DE SANTI, Rome, 1904, in-8°.
- GUYOT (J. N.), *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, Paris, 1784-1785, 17 vol. in-4° (plus un vol. de supplément, in-8°, de 1786).
- HALLER (J.), *Papsttum und Kirchenreform*, Berlin, t. I, 1903, in-8°.
- HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles d'après les documents originaux*, par Ch. J. HEFELE. Nouvelle traduction française faite sur la 2^e éd. allemande, corrigée et augmentée de notes critiques et bibliographiques par un religieux bénédictin de l'abbaye Saint-Michel de Farnborough (Dom H. LECLERCQ, dont le nom figure à partir du t. II^e), Paris, 1907-1921, 8 tomes en 16 vol., in-8°.
- HERVIEU (H.), *Recherches sur les premiers États généraux*, Paris, 1879, in-8°.
- HINSCHIUS (P.), *System des katholischen Kirchenrechts, mit besonderer Rücksicht auf Deutschland*, Berlin, 1869-1897, 6 vol. in-8°.
- HIRSCH (K.), *Die Ausbildung der konziliaren Theorie im XIV. Jahrhundert* (fasc. 8 des *Theologische Studien der Leo-Gesellschaft*), Vienne, 1903, in-8°.
- Histoire littéraire de la France*, commencée par des Religieux bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur (t. I-XII, 1733-1763) ; continuée par une commission prise dans la classe d'Histoire et de Littérature ancienne de l'Institut (t. XIII, 1814) ; puis par des membres de l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres (t. XIV, XV, 1817, 1820) ; enfin par des membres de l'Institut (t. XVI-XXXVII, 1^{er} fasc., 1824-1936), Paris, in-4°.
- HÜBLER (B.), *Die Constanzer Reformation*, Leipzig, 1867, in-8°.
- HUILLARD-BRÉHOLLES (A.), *Vie et correspondance de Pierre de la Vigne, ministre de l'empereur Frédéric II, avec une étude sur le mouvement réformiste au XIII^e siècle*, Paris, 1865, in-8°.
- IMBART DE LA TOUR (P.), *Les élections épiscopales dans l'Église de France du IX^e au XII^e siècle*, Paris, 1891, in-8°.
- Id., *Les origines religieuses de la France : les paroisses rurales du IV^e au XI^e siècle*, Paris, 1900, in-8°.
- Id., *Les origines de la Réforme*, Paris, 1905-1935, 4 vol. in-8°.
- Id., *La crise religieuse au XV^e siècle*, dans *Le Correspondant*, t. CCVI, 1911.
- JARRY (E.), *La vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*, Paris, 1889, in-8°.

- KLEINCLAUCZ (A.), *L'empire carolingien*, Paris, 1902, in-8°.
 ID., *Charlemagne*, Paris, 1934, in-8°.
 KNEER (A.), *Die Entstehung der konziliaren Theorie*, dans *Römische Quartalschrift für christl. Altertumskunde und für Kirchengeschichte. Erstes Supplementheft*, Rome et Fribourg-en-Br., 1893, in-8°.
- LAGARDE (G. de), *La naissance de l'esprit laïque au déclin du Moyen Age* (t. I, *Bilan du XIII^e s.* ; t. II, *Marsile de Padoue*), Saint-Paul-Trois-Châteaux, 1934, 2 vol. in-16.
 ID., *Le « Songe du Verger » et les origines du Gallicanisme*, dans *Revue des Sciences religieuses* de Strasbourg, t. XIV, 1934.
 ID., *Marsile de Padoue et Guillaume d'Ockham*, *ibid.*, t. XVII, 1937.
- LANGLOIS (Ch. V.), t. III^a de l'*Histoire de France* de LAVISSE.
 ID., *Les origines du parlement de Paris*, dans *Revue historique*, t. XLII, 1890.
- LAPLATTE (Cl.), *L'administration des évêchés vacants et la régie des économats*, dans *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. XXIII, 1937.
- LAVISSE (E.), *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution*, Paris, 9 t. en 18 vol. (sans date : copyright de 1911).
- LE BRAS (G.), *L'immunité réelle*, Paris, 1920, in-8°.
- LECLER (J.), *L'argument des deux glaives*, dans *Recherches de Science religieuse*, t. XXI, 1931.
 ID., *Qu'est-ce que les libertés de l'Église gallicane ?* *Ibid.*, t. XXIII et XXIV, 1933 et 1934.
- LEROUX (A.), *Recherches critiques sur les relations de la France avec l'Allemagne, de 1292 à 1378*, Paris, 1882, in-8° (fasc. 50 de la Bibliothèque de l'École des Hautes-Études ; Sciences philologiques et historiques).
 ID., *Nouvelles recherches critiques sur les relations de la France avec l'Allemagne, de 1378 à 1461*, Paris, 1892, in-8°.
 ID., *Essai sur les antécédents historiques de la question allemande*, Paris, 1886, in-8°.
 ID., *La royauté française et le saint Empire romain*, dans *Revue historique*, t. XLIX, 1892.
- LESNE (E.), *Histoire de la propriété ecclésiastique en France* (t. I, *Époque romaine et mérovingienne*, Lille et Paris, 1910 ; t. II, *La propriété ecclésiastique et les droits régaliens à l'époque carolingienne* : fasc. 1, *Les étapes de la sécularisation des biens d'Église du VIII^e au X^e siècle*, Lille, 1922 ; fasc. 2, *Le droit du roi sur les églises et les biens d'Église*, Lille, 1926 ; t. III, *Inventaire de la propriété : églises et trésors des églises, du commencement du VIII^e à la fin du XI^e siècle*, Lille, 1936), in-8°.
 ID., *Les diverses acceptions du mot « beneficium » du VIII^e au X^e siècle*, dans *Revue historique de droit français et étranger*, 4^e série, t. III, 1924.
- LOT (F.), *Étude sur le règne de Hugues Capet et la fin du X^e siècle*, Paris, 1903, in-8°.
- LUCHAIRE (A.), *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens*, 2^e éd., Paris, 1891, 2 vol. in-8°.

- ID., t. III¹ de l'*Histoire de France* de LAVISSE.
 ID., *Innocent III, La papauté et l'empire*, Paris, 1906, in-16.
 ID., *Innocent III, Les royautés vassales du Saint-Siège*, Paris, 1908, in-16.
 MARTIN (V.), *Le Gallicanisme et la réforme catholique. Essai historique sur l'introduction en France des décrets du concile de Trente*, Paris, 1919, in-8°.
- ID., *Le Gallicanisme politique et le clergé de France*, Paris, 1929, in-8°.
- ID., *Les cardinaux et la curie*, Paris, 1930, in-16.
 ID., *Les congrégations romaines*, Paris, 1930, in-16.
 MAUGIS (E.), *Histoire du parlement de Paris, de l'avènement des rois Valois à la mort d'Henri IV*, Paris, 1913-1916, 3 vol. in-8°.
- MOLLAT (G.), *Les papes d'Avignon (1305-1378)*, 4^e éd., Paris, 1924, in-18.
 ID., *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, Paris, 1921, in-8°.
- ID., *Les grâces expectatives sous le règne de Philippe VI de Valois*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique* de Louvain, t. XXXII, 1936.
 ID., *Jean XXII fut-il un avare ?*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique* de Louvain, t. V, 1904 et VI, 1905.
- MORÉRI (L.), *Le grand dictionnaire historique, ou le mélange curieux de l'histoire sacrée et profane*, Bâle, 1731-1732, 6 vol. in-fol., suivis de 3 vol. de *Supplément*, Bâle, 1743-1745, également in-fol.
- OTTO (H.), *Marsilius von Padua und der Defensor pacis*, dans *Historisches Jahrbuch im Auftrage der Görres-Gesellschaft*, t. XLV, 1925.
- PALANQUE (J. R.), *Saint Ambroise et l'empire romain. Contribution à l'histoire des rapports de l'Église et de l'État à la fin du IV^e siècle*, Paris, 1933, in-8°.
- PASTOR (L.), *Histoire des papes depuis la fin du Moyen Age*, trad. française de FURCY-RAYNAUD, continuée par A. POIZAT, puis par POIZAT et W. BERTEVAL, Paris, in-8°, en cours de publication (19 vol. de 1911 à 1938).
- PERROT (E.), *Précis élémentaire d'histoire du droit français public et privé*, Paris, 1932, in-8°.
- PFISTER (Chr.), *Études sur le règne de Robert le Pieux*, Paris, 1885, in-8°.
- POCQUET DU HAUT-JUSSÉ (B. A.), *Le second différend entre Boniface VIII et Philippe le Bel*, dans *Mélanges Albert Dufourcq*, Paris, 1932, in-16.
- POURRAT (P.), *La théologie sacramentaire. Étude de théologie positive*, 3^e éd., Paris, 1908, in-18.
- PRÉCLIN (E.), *Les Jansénistes du XVIII^e siècle et la Constitution civile du Clergé. Le développement du richérisme ; sa propagande dans le bas clergé*, Paris, 1929, in-8°.
- RENAN (E.), *Guillaume de Nogaret, légiste. Notice de l'Histoire littéraire de la France*, t. XXVII, 1877.

- ID., *Un ministre du roi Philippe le Bel, Guillaume de Nogaret*, dans *Revue des Deux-Mondes*, 1872 (livraison du 15 mars).
- RIVIÈRE (J.), *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, Louvain et Paris, 1926, in-8°.
- ID., *Saint Columban et le jugement du pape hérétique*, dans *Revue des Sciences religieuses* de Strasbourg, t. III, 1923.
- ROCQUAIN (F.), *La papauté au Moyen Age*, Paris, 1881, in-8°.
- ID., *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, Paris, 1893-1897, 3 vol. in-8°.
- SAINT-PALAIS D'AUSSAC (F. de), *Le droit de dépouille (Jus spolii)*, Strasbourg, 1930, in-8°.
- SALEMBIER (L.), *Le Grand Schisme d'Occident*, Paris, 1900, in-18.
- ID., *Petrus de Alliaco*, Lille, 1886, in-8°.
- ID., *Le cardinal Pierre d'Ailly*, Tourcoing, 1932, in-8° (ouvrage posthume).
- SAMARAN (Ch.) et MOLLAT (G.), *La fiscalité pontificale en France au XIV^e siècle* (fasc. 96 de la Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome), Paris, 1905, in-8°.
- SCADUTO (F.), *Stato e chiesa negli scritti politici (Pubblicazioni del R. Istituto di studi superiori pratici e di perfezionamento. Sezione di filosofia e filologia)*, Florence, 1882, in-8°.
- SCHOLZ (R.), *Die Publizistik zur Zeit Philipps des Schönen und Bonifaz VIII.* (fasc. 6-8 des *Kirchenrechtliche Abhandlungen* d'U. STUTZ), Stuttgart, 1903, in-8°.
- SCHRAMM (P. E.), *Kaiser, Rom und Renovatio. Studien und Texte zur Geschichte des römischen Erneuerungsgedankens vom Ende des karolingischen Reichs bis zum Investiturstreit*. Leipzig et Berlin, 1929, 2 vol. in-8°.
- ID., *Der König von Frankreich. Wahl, Krönung, Erbfolge und Königsidee vom Anfang der Kapetinger (987) bis zum Ausgang des Mittelalters*, dans *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Kanonistische Abteilung*, t. XXV, 1936 et XXVI, 1937.
- SCHREUER (H.), *Die rechtlichen Grundgedanken der französischen Königskrönung*, Weimar, 1911, in-8°.
- SCHRÖRS (H.), *Hinkmar Erzbischof von Reims*, Fribourg-en-Br., 1884, in-8°.
- SCHUBERT (H. v.), *Staat und Kirche in den arianischen Königreichen und im Reiche Chlodwigs. Mit Exkursen über das älteste Eigenkirchenwesen*, Munich, 1912, in-8°.
- ID., *Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter*, Tübingue, 1921, in-8°.
- SCHULTE (J. F. v.), *Literaturgeschichte der Compilationes antiquae, besonders der drei ersten*, dans *Sitzungsberichte der kaiserlichen Akademie der Wissenschaften* de Vienne, t. LXVI, 1870.
- SOUCHON (M.), *Die Papstwahlen in der Zeit des grossen Schisma*, Brunswick, 1898-1899, 2 vol. in-8°.

- STUTZ (U.), *Geschichte des kirchlichen Benefizialwesens, von seinem Anfang bis auf die Zeit Alexanders III.*, t. I, Berlin, 1895, in-8°.
- ID., *Die Eigenkirche als Element des Mittelalterlich-germanischen Kirchenrechts*, Berlin, 1895, in-8°.
- ID., *Das Eigenkirchenvermögen*, dans *Festschrift Otto Gierke*, Weimar, 1911.
- ID., *Eigenkirche, Eigenkloster*, dans le supplément à la 3^e éd. de la *Realencyklopädie für protestantische Theologie und Kirche*, d'A. HAUCK, t. XXIII, 1913.
- ID., *Das Eigenkirchenwesen in England*, dans *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Kan. Abt.*, t. XII, 1922.
- SZNURO (J.), *Les origines du droit d'alternative bénéficiale*, dans *Revue des Sciences religieuses* de Strasbourg, t. V, 1925 et VI, 1926.
- TARDIF (Ad.), *Histoire des sources du droit français ; origines romaines*, Paris, 1887, in-8°.
- THOMASSIN (L.), *Ancienne et nouvelle discipline de l'Église*, éd. ANDRÉ, Bar-le-Duc, 1864-1867, 7 vol. in-4°.
- TOSTI (L.), *Storia di Bonifazio VIII e de' suoi tempi*, Mont-Cassin, 1846, 2 vol. in-8°.
- VALOIS (N.), *La France et le Grand Schisme d'Occident*, Paris, 1896-1902, 4 vol. in-8°.
- ID., *Histoire de la Pragmatique Sanction de Bourges sous Charles VII* (Archives de l'histoire religieuse de la France), Paris, 1906, in-8°.
- ID., *La crise religieuse du XV^e siècle. Le pape et le concile*, Paris, 1909, 2 vol. in-8°.
- ID., *Jean de Jandun et Marsile de Padoue, auteurs du Defensor pacis* (Notice de l'Histoire littéraire de la France, t. XXXIII, 1906).
- ID., *Jacques Duèse, pape sous le nom de Jean XXII* (*Ibid.*, t. XXXIV, 1915).
- VANSTEENBERGHE (E.), *Le cardinal Nicolas de Cues*, Lille, 1920, in-8°.
- VIDAL (Mgr J.-M.), *Bernard Saisset, évêque de Pamiers*, dans *Revue des Sciences religieuses* de Strasbourg, t. V, 1925 et VI, 1926.
- ID., *Antoine Charlas, directeur du séminaire et vicaire général de Pamiers (1634-1698)*, Castillon-en-Couserans (Ariège), Bureaux du Bulletin historique du diocèse de Pamiers, 1934, in-8°.
- VIOLLET (P.), *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, Paris, 1890-1903, 3 vol. in-8°.
- ID., *L'infailibilité du pape et le Syllabus*, Besançon et Paris, 1904, in-8°.
- ID., *Examen critique d'un ouvrage de M. Gérin sur la Pragmatique Sanction de saint Louis*, dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XXXI, 1870.
- VOOSEN (E.), *Papauté et pouvoir civil à l'époque de Grégoire VII. Contribution à l'histoire du droit public*, Gembloux, 1927, in-8°.

I

NATURE DU GALLICANISME ET CONDITIONS HISTORIQUES QUI ONT FAVORISÉ SA FORMATION

CHAPITRE PREMIER

QU'EST-CE QUE LE GALLICANISME ?

Il ne semble pas que l'on se soit jamais préoccupé de définir le Gallicanisme. Et parce qu'il reste une chose vague, l'on a pu émettre sur ses origines les opinions les plus variées. Certains historiens en trouvent déjà des traces au ^v^e siècle ¹, alors que d'autres soutiennent qu'il naît seulement au ^{xv}^e, à la faveur du Grand Schisme d'Occident ². Il en est qui le font remonter à Charlemagne ³. D'autres se contentent d'en signaler des manifestations sous Hugues Capet ⁴. Pour les théoriciens gallicans du ^{xvi}^e et du ^{xvii}^e siècle, il est aussi vieux que l'Église de France ⁵. Ce qui n'empêche pas des membres de l'ordre ecclésiastique, dans les assemblées de la même époque, de le traiter de « chimère sans substance de corps », inventée récemment par les parlementaires, dans le but de faire pièce au clergé ⁶.

§ 1. — La physionomie du Gallicanisme.

TRAITS QUI NE SUFFISENT PAS
A LA CARACTÉRISER

Il s'agit de s'entendre. Si l'on veut nommer gallicane toute tendance à limiter les interventions du Saint-Siège dans l'administration intérieure d'une église locale, il est évident que le Gallicanisme est fort ancien. Il faut traiter de gallicans

(1) E. Ch. BABUT, *Le concile de Turin*, 1904. « Si nos canonistes du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle avaient reconnu la date et la signification de la *Lettre synodale*, ils auraient rendu le concile de Turin célèbre. Tous les défenseurs des libertés gallicanes auraient autorisé leur résistance aux prétentions ultramontaines de ce précédent antique et décisif. L'assemblée de 1682 se fût placée sous le patronage de l'assemblée de 417 » (p. 211).

(2) J. HALLER, *Papsttum und Kirchenreform*, t. I, 1903, ch. II, *Der Ursprung der gallikanischen Freiheiten*.

(3) H. X. ARQUILLIÈRE, *Charlemagne et les origines du Gallicanisme*, dans *L'Université catholique*, t. LXII, 1909, p. 219-235. Pour H. SCHRÖRS, *Hinkmar von Reims*, 1884, p. 406, les quatre articles de 1682 se trouvent déjà dans les écrits d'Hincmar de Reims.

(4) F. LOT, *Étude sur le règne de Hugues Capet et la fin du X^e siècle*, 1903, ch. IV, *Le Gallicanisme aux IX^e et X^e siècles*, p. 130.

(5) « Ce que nos pères ont appelé Libertez de l'Église gallicane, et dont ils ont esté si fort jaloux, ne sont point passe-droits ou privilèges exorbitans, mais plustost franchises naturelles et ingenuitez, ou droits communs, *quibus* (comme parlent les prélats du grand concile d'Afrique, écrivant sur pareil sujet au pape Célestin) *nulla patrum definitione derogatum est Ecclesiae gallicanae* : esquels nos ancêtres se sont tres-constamment maintenus, et desquels partant n'est besoin montrer au titre que la retenuë et naturelle jouyssance ». P. PITHOU, *Les Libertez de l'Église gallicane*, art. II.

(6) *Commentaire de M. Dupuy sur le traité des Libertez de l'Église gallicane de M. Pierre Pithou*, t. I, p. 7.

saint Cyprien et les évêques africains du III^e siècle ; on n'y a pas manqué¹. Si même, restreignant cette conception, l'on n'envisage que l'opposition venant du pouvoir séculier, le Gallicanisme n'est pas seulement de tous les temps, mais de tous les pays. Une définition comme celle que donnait, à la fin du XVII^e siècle, le célèbre ultramontain Antoine Charlas, dont le traité anonyme sur les libertés de l'Église gallicane connut plusieurs rééditions, et qui passe pour un des plus pénétrants adversaires du Gallicanisme, « oppression de la juridiction ecclésiastique par la juridiction laïque et abaissement de l'autorité pontificale par le clergé de France »², n'est qu'une boutade ou une arme de combat. C'est par pur arbitraire que son auteur restreint à la France un Gallicanisme ainsi compris. Dans quel pays le pouvoir séculier ne s'est-il pas efforcé d'empiéter sur les droits de l'Église ? Du X^e au XVI^e siècle, l'histoire ecclésiastique est pleine des luttes que la papauté dut soutenir pour imposer sa volonté aux souverains et aux clergés d'Europe. Or, ce n'est pas en France qu'elle rencontra les adversaires les plus violents ni les plus opiniâtres³. Dans la longue série des antipapes du Moyen Âge, on n'en trouve pas un seul qui ait été suscité par le roi Très Chrétien. Ce n'est pas non plus la France que l'esprit de résistance à Rome conduisit, au XVI^e siècle, à une rupture totale et définitive.

ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES

Le Gallicanisme ne consiste donc pas seulement dans la propension à s'opposer à l'ingérence du Saint-Siège dans les affaires ecclésiastiques du royaume. Il implique cela, oui, mais autre chose encore, qui justement le caractérise, qui le différencie des autres courants d'opposition, allemand ou anglais, qui constitue sa note spécifique. Il suppose l'union, la collaboration du clergé et du roi ; la limitation de ses soucis à la France, sans viser à protéger ou à réformer l'Église universelle : sauf quelques exceptions épisodiques, surtout verbales, qui sont plutôt le fait d'ora-

(1) « Le gallicanisme et le donatisme, ces deux graves erreurs sur la constitution du catholicisme, se débattent donc confusément dans ces démêlés... » P. BATIFFOL, *L'Église naissante et le catholicisme*, 4^e éd., 1909, p. 457.

(2) *Oppressio jurisdictionis ecclesiasticae a laica et depressio auctoritatis romani Pontificis a clero gallicano*. Cité dans le *Dictionnaire apologétique de la foi catholique*, art. *Gallicanisme*, col. 193. Charlas, supérieur du séminaire de Pamiers sous le pontificat de Caulet, dont il soutint vigoureusement le parti dans la fameuse affaire de la régale, dut s'exiler à Rome, après la mort de son évêque, pour échapper aux poursuites de l'intendant de Guyenne. Il y mourut en 1698. C'était, dit P. Dupuy, « un homme inquiet et qui vouloit beaucoup remuer » (*Commentaire sur le traité des Libertés de l'Église gallicane*, t. I, p. 228). La 1^{re} édition de l'ouvrage de Charlas, *Tractatus de Libertatibus Ecclesiae gallicanae*, auctore M.C.S., parut à Liège en 1684. Sur Charlas, voir la brochure de Mgr J.-M. VIDAL, *Antoine Charlas, directeur du séminaire et vicaire général de Pamiers (1634-1698)*.

(3) Qu'on lise, par exemple, dans *La réforme grégorienne* de M. A. FLICHE, t. III, *L'opposition antigrégorienne*, les pages 50 à 96, consacrées au schisme d'Henri IV : l'on ne trouvera rien d'équivalent dans l'histoire de France.

teurs isolés que de la masse au nom de laquelle ils parlent ; et enfin la prétention de se rattacher à une tradition locale. Depuis que le Gallicanisme est né, ses tenants ont toujours eu à la bouche les mots d'anciennes franchises, d'anciennes libertés. Ils plaident, généralement au moins, au possessoire, non pas au pétitoire : ils ne réclament pas de réforme, mais le maintien ou le rétablissement d'un état de choses toujours conservé, disent-ils, ou interrompu pour des raisons de circonstance qui ont perdu leur valeur.

ESSAI DE DÉFINITION Tel nous apparaît le Gallicanisme dans la complexité de ses éléments essentiels. S'il fallait le définir, on pourrait dire de lui qu'il consiste dans l'accord du roi et du clergé pour gouverner l'Église de France en contrôlant et en refrénant l'ingérence du Saint-Siège et en prétendant s'appuyer sur des droits anciennement acquis. A quoi il faudrait ajouter encore la volonté délibérée de ne pas rompre avec l'Église romaine. Les Gallicans sont catholiques et entendent, consciemment, le rester : du moins dans leur très grande majorité. Ils iront peut-être fort loin dans la voie qui mène au schisme, mais jamais jusqu'au bout : parce qu'ils ne le veulent pas ¹. Cela, il ne faut ni le méconnaître ni l'oublier, si l'on veut comprendre l'histoire ecclésiastique de l'Ancien Régime. Sans doute, à la fin du XVIII^e siècle, le Gallicanisme aboutira à la Constitution civile du Clergé : mais parce qu'alors des éléments étrangers, protestants notamment, se sont mêlés à lui ; il n'est plus pur ². Mais au XVI^e siècle et au commencement du XVII^e, à une époque où de toutes parts déferlait vers Rome le flot du mécontentement, il servit, en France, de soupape de sûreté et l'on peut estimer sans grand risque d'erreur qu'il contribua puissamment à maintenir le pays hors des chemins de la Réforme.

§ 2. — Causes d'erreur pour l'historien.

VARIATIONS DES DÉFENSEURS DU GALLICANISME Plusieurs causes contribuent à rendre malaisée l'étude du Gallicanisme et à fourvoyer les historiens. Si, dès son origine et pour ainsi dire par définition, le Gallicanisme prend pour mot d'ordre le maintien des anciennes libertés, la nature de celles-ci n'apparaît pas tout de suite avec une très grande netteté.

(1) Cette volonté des Gallicans de ne point rompre l'unité de l'Église a été fortement soulignée par le cardinal L. BILLOT dans son *Tractatus de Ecclesia Christi*, t. I, p. 514 de la 4^e éd., 1921

(2) Voir E. PRÉCLIN, *Les Jansénistes du XVIII^e siècle et la Constitution civile du Clergé*, Paris 1929, où est étudié le mélange des courants gallican, janséniste et protestant.

De quoi s'agissait-il tout d'abord, nous essayerons de nous en rendre compte plus loin, en prêtant l'oreille aux premiers cris, d'ailleurs assez bruyants, du Gallicanisme en train de naître. Mais peu à peu la notion de ces libertés se précise et leur nombre s'accroît. Deux principales émergent parmi les autres : l'indépendance du roi de France dans le domaine politique et l'obligation, pour le pape, de respecter dans le royaume les anciens canons conciliaires qui y furent admis. De ces deux maximes, écrira Pierre Pithou en 1594, dérivent « des particularitez qui pourront sembler infinies »¹. Toutefois ces libertés, et même les deux principales, ne sont pas toujours revendiquées à la fois, ni par tout le monde en France. Si le Parlement reste fidèle à l'ensemble, au moins à partir de 1418, l'opinion du clergé est beaucoup moins stable : il n'adhère que relativement tard, par exemple, à la théorie de l'indépendance absolue du roi dans les choses temporelles ; et s'il y demeure attaché jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, il abandonne progressivement, en revanche, la thèse de la supériorité du concile sur le pape, qu'il avait embrassée tout d'abord avec enthousiasme². Ces variations, ces différences d'attitude entre les divers éléments de l'Église nationale, donnent à l'histoire du Gallicanisme une complexité voisine parfois de la confusion.

ROLE DE L'INTÉRÊT Autre source de difficulté : les intérêts du moment poussent assez souvent les protagonistes à changer de camp. Si l'épiscopat ne défend guère le pape contre le roi, il n'est pas rare que le roi s'entende avec le pape aux frais du clergé ; dans plusieurs circonstances, le pape, le roi, l'épiscopat se trouvent d'accord et il ne reste plus, pour soutenir les purs principes gallicans, que le parlement de Paris, champion intransigeant, que suit, d'ordinaire, au moins une fraction de l'Université. Que les circonstances se modifient, et l'on verra le Gallicanisme regrouper ses tenants³.

(1) *Les libertés de l'Église gallicane*, art. 3.

(2) Voir V. MARTIN, *Le Gallicanisme politique et le clergé de France*, 1929.

(3) Dans une brochure écrite à l'occasion de la mort du regretté R. Génestal, dont on connaît les si minutieuses recherches sur le *Privilegium fori*, M. G. LE BRAS note très justement combien il importe de ne point perdre de vue les préoccupations intéressées, sous peine de fausser l'histoire des rapports entre l'Église et le pouvoir séculier : « Combien plus nuancé, remarque-t-il, plus suggestif, plus intelligible que les oppositions scolastiques des deux glaives, du clerc et du chevalier, du soleil et de la lune, ce spectacle des intérêts enchevêtrés... ! Papes et princes médiévaux émerveillent les simples — il s'en trouve beaucoup parmi les docteurs — par leurs affirmations de la supériorité du sacerdoce ou de l'empire. Pendant ce temps, voici cent officiaux appliqués à tourner une décrétale qui, pour l'honneur de l'Église universelle, les prive d'une clientèle de faux-clercs ; cent officiers royaux qui, tout tremblants devant les censures, rendent à l'évêque des ton-surés frauduleux ; voici un roi de France et un pape de Rome ou d'Avignon qui s'accordent pour imposer des décimes, pour distribuer les bénéfices, malgré la résistance conjuguée des clercs et de certains jurisconsultes laïcs. Que deviennent, dans la réalité politique, ces grandes abstractions : l'Église et l'État, la théocratie et l'Empire universel ? » (Robert Génestal, 1932, p. 8). Cela ne signifie pas, toutefois, qu'il faille négliger les courants « scolastiques »...

LE VOCABULAIRE Enfin, les maîtres mots de la langue gallicane ont eux-mêmes changé de sens avec le temps. Quand les juristes construisent, au xvi^e et au xvii^e siècle, la théorie du Gallicanisme, ils s'appuient sur des détails historiques certains, mais qui n'avaient pas, à l'époque où ils les situent justement, la signification qu'ils leur prêtent, et qu'ils n'ont acquise que plus tard. Quand nous étudierons la doctrine de l'indépendance du roi en matières politiques, nous en verrons des exemples dans certains axiomes invoqués comme témoins du passé¹. Mais même le sens des expressions que l'on pourrait dire fondamentales, celle d'« Église gallicane », celle de « libertés gallicanes », a évolué. Les partisans d'une haute antiquité du Gallicanisme triomphent de les rencontrer dans des documents d'âge vénérable : elles y sont, mais ne signifient point ce qu'ils prétendent. L'on n'a pas, à notre avis, prêté à ce détail une attention suffisante et il convient d'y insister un peu ici.

L'EXPRESSION D'« ÉGLISE GALLICANE » C'est un lieu commun, pour les théoriciens du Gallicanisme, que l'Église gallicane ne se compose pas seulement des clercs, mais de tout l'ensemble des fidèles qui professent la foi catholique, y compris les laïcs et à leur tête le roi. Tous s'appesantissent sur cette idée². Et avec raison, car dans leur thèse elle a son importance. En effet, si l'Église gallicane ainsi entendue défend ses franchises, notamment par la bouche de son roi, l'adversaire qui les menace, ou l'interlocuteur qui les reconnaît, ne peut être qu'au dehors : c'est vis-à-vis du pape que leur existence s'affirme. De là le souci de ces théoriciens de rechercher dans les vieux textes l'allégation de l'Église gallicane ou des libertés gallicanes. Ils n'ont pas de peine à l'y trouver³. Malheureusement ces termes y ont une acception tout autre que celle qu'ils leur attribuent⁴. Jusqu'aux dernières années du xiii^e siècle, quand on parle de l'Église gallicane, c'est le seul clergé que l'on a en vue ; les libertés dont il s'agit sont le plus souvent les privilèges ecclésiastiques, les immunités de toute nature, fiscales ou judiciaires⁵.

(1) Voir plus loin, p. 145.

(2) Cf. P. DUPUY, *Commentaire*, t. I, p. 3 ; P. DE MARCA, *De concordia Sacerdotii et Imperii*, l. II, ch. 1^{er}, n° 2, p. 47 ; HÉRICOURT, *Les lois ecclésiastiques de France*, 1756, p. 113 ; DURAND DE MAILLANE, *Dictionnaire de droit canonique*, v° Église, § 1^{er}.

(3) Ils aiment à citer, notamment, la décrétale *Quod Sedem*, d'Alexandre III à l'évêque d'Amiens, X l. IV, tit. xv, *de frigidis et maleficiatis*, c. 2, col. 706 (*pars decisa*) et la décrétale *In Genesi*, de Grégoire IX, X, l. I, tit. vi, *de electione et electi potestate*, c. 55, col. 94. Cf. HÉRICOURT, *loc. cit.*, p. 112 ; FÉVRET, *Traité de l'abus*, t. I, p. 28, etc.

(4) Cf. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 633, note 169.

(5) « La coutume, la multiplication et l'uniformité des diplômes ont créé comme un droit commun de l'Église, un ensemble de privilèges fiscaux qui constituent une part importante des libertés ecclésiastiques... Le roi se considère comme le créateur, le régulateur et le défenseur de ces libertés... » — I.

Les grands vassaux, les barons, les seigneurs laïcs, et aussi quelquefois les fonctionnaires de la Couronne, voilà leurs adversaires. C'est contre eux que les clercs invoquent la protection royale. Aucun souci de se défendre contre le pape. Au contraire, quand le pape intervient et parle des libertés, c'est pour aider à leur maintien ¹. Dans le *Dialogue du clerc et du chevalier*, opuscule anonyme de polémique dont il faut placer la composition vers 1302 ², le clerc utilise encore le mot de « libertés » dans le sens traditionnel ³.

Toutefois, six ans auparavant, de nouvelles conceptions avaient été lancées par les légistes de Philippe le Bel. « Le Christ est-il donc mort et ressuscité pour les seuls gens du clergé ? *Absit !* Le Seigneur fait-il donc acception des personnes, à telle enseigne que les clercs seuls aient la grâce en ce monde et la gloire dans l'autre ? *Absit !* » Donc l'Église, épouse du Christ — et par conséquent, en France, l'Église gallicane — est formée des laïcs aussi bien que des clercs ; elle comprend tous les « justes, du plus grand jusqu'au plus petit ». Et bien qu'en France « le clergé ait l'avantage du nombre et du mérite, il ne doit ni ne peut, sans abus, s'approprier la franchise ecclésiastique ». Il y a les libertés de l'Église gallicane et il y a les privilèges des clercs, deux choses fort différentes, qu'il convient de ne point confondre. Et voilà lancée l'idée originale qui fera son chemin. Elle apparaît, pour la première fois, à notre connaissance, dans le fameux écrit de 1296 qui débute par ces mots : *Antequam essent clerici* ⁴. Elle est un produit de cette extraordinaire fermentation de doctrines politico-religieuses que provoqua la lutte entre Boniface VIII et Philippe le Bel et qui favorisa si puissamment l'éclosion du Gallicanisme proprement dit.

libertés. Rigord expose qu'il s'est réservé la garde des églises dans tout le royaume, pour éviter que les hauts barons à qui il a confié des terres ne les chargent de corvées, de tailles et d'autres exactions. Et il rapporte le châtement infligé au duc de Bourgogne, qui a extorqué 30.000 livres aux églises. Philippe le contraint par les armes à promettre restitution et il retient trois châteaux en gage. Plusieurs fois, dans la *Philippide*, le roi est présenté comme le vengeur des libertés ecclésiastiques aussi bien contre ses barons que contre le roi d'Angleterre et contre l'empereur. L'un des premiers actes de la monarchie, après la pacification du Midi, est d'exiger que les églises du comté de Toulouse aient les mêmes libertés et immunités que l'Église gallicane ». G. LE BRAS, *L'immunité réelle*, p. 110.

(1) Par exemple, dans la ligue des barons contre le clergé, en 1246, Innocent IV prend la défense de l'Église gallicane contre ses ennemis français : Élie BERGER, *Registres d'Innocent IV*, t. II, p. CLXXV et suiv. Plusieurs lettres de ce pape seraient à citer ; en voici une du 13 janvier 1254, où les expressions qui nous occupent sont claires à souhait : *Gravem dudum ad Sedem Apostolicam GALLICANA ECCLESIA universaliter deferente quod maligna quorundam improbitas... ecclesias et personas ecclesiasticas ipsarum, que in eis erat LIBERTATE subversa deprimere et dejicere... nequiter conaretur : nos... auditum avertere... non valentes, praesertim quia si suffragaretur hiis veritas que hujusmodi defererebat querela, erectus in regno Francie videretur nutare solidus catholice fidei paries in gravissimum dispendium LIBERTATIS ejusdem... excommunicationis sententia per litteras subjecimus... etc.* Ibid., t. III, p. 353, n° 7190.

(2) Cf. J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 130.

(3) *Disputatio inter clericum et militem*, dans GOLDAST, *Monarchia s. Romani imperii*, t. I, p. 13.

(4) Texte dans P. DUPUY, *Histoire du différend d'entre le pape Boniface VIII et Philippe le Bel*, *Preuves*, p. 21. Cf. J. RIVIÈRE, *ibid.*, p. 99.

§ 3. — Le prétendu Gallicanisme de Charlemagne.

Celui-ci n'apparaît pas avant la fin du ^{xiv}^e siècle. L'on peut être tenté de rapprocher les deux grands noms de Charlemagne et de Louis XIV, de chercher dans l'Église carolingienne une préfiguration de celle d'Ancien Régime ; de fait, on a cru reconnaître dans le gouvernement de l'Église franque du début du ^{ix}^e siècle les mêmes éléments essentiels qui se retrouveront dans le Gallicanisme du ^{xvii}^e ¹. A notre avis, il s'agit là d'un simple mirage. Un abîme sépare les conceptions carolingiennes de celles du Roi Soleil. La politique religieuse de Louis XIV et de ses derniers devanciers suppose, de la part des papes, une résistance que Charlemagne ne connut pas.

ROLE ECCLÉSIASTIQUE On le répète avec raison : autour de **QU'ASSUME CHARLEMAGNE** 750, l'Occident n'avait point perdu le souvenir de l'ancienne Rome. L'onction de Pépin le Bref, son titre de patrice des Romains prédisposaient le roi franc à hériter des prérogatives reconnues aux empereurs. Que sera-ce quand son fils se verra paré de l'illustre titre ! Pour tous, y compris les prélats et le souverain Pontife, il sera le nouvel Auguste. Or on sait quel respect le Saint-Siège témoignait aux empereurs : à condition qu'ils gardassent la vraie foi et consentissent à ne point trop se mêler de théologie, il leur laissait une grande part dans le gouvernement de l'Église ². Il agira de même à l'égard de Charlemagne. Celui-ci a conscience de son rôle ; il a reçu de Dieu, croit-il très ferme, une mission, celle d'étendre le royaume du Christ sur la terre et de faire régner l'ordre et la paix parmi les fidèles ³. Ses vues sur les deux pouvoirs, il les expose avec une telle tranquillité que l'on ne peut même pas, aujourd'hui, parler d'outrecuidance : à lui de commander, au pape d'élever vers le ciel des mains suppliantes pour obtenir les bénédictions du Très-Haut ⁴. Il fait la guerre pour convertir les mécréants, oui, mais il légifère en matières ecclésiastiques, il règle la liturgie, il dispose en toute liberté des charges cléricales. Il protège l'Église, à la façon

(1) H. X. ARQUILLIÈRE, *Charlemagne et les origines du Gallicanisme*, loc. cit.

(2) Cf. H. GRISAR, *Histoire de Rome et des papes au Moyen Âge*, t. II, p. 375 ; L. DUCHESNE, *Histoire ancienne de l'Église*, t. II, p. 660 ; pour la fin du ^{vi}^e siècle et le commencement du ^{vii}^e, H. GRISAR, *San Gregorio Magno* (traduit de l'allemand par A. DE SANTI, 1904), p. 154.

(3) A. KLEINCLAUSZ, *L'empire carolingien*, p. 211 ; *Charlemagne*, p. 60-65, 225-249 ; E. AMANN, t. VI de l'*Histoire de l'Église* de A. FLICHE et V. MARTIN, p. 76 ; H. X. ARQUILLIÈRE, *L'augustinisme politique*, p. 113 et suiv.

(4) *Nostrum est, secundum auxilium divinae pietatis, sanctam ubique Christi Ecclesiam ab incursu paganorum et ab infidelium devastatione armis defendere, foris et intus catholicae fidei agnitione munire. Vestrum est, Sanctissime Pater, elevatis ad Deum cum Moyse manibus, nostram adjuvare militiam, quatenus... nomen Domini nostri Jesu Christi toto clarificetur in orbe*. P. L., t. XCVIII, col. 908. La lettre se trouve également parmi les lettres d'Alcuin, éd. DUEMMER, M. G. H., *Epistolae*, t. IV, p. 137 (t. II des *Epistolae Karolini aevi*).

d'un maître. Et saint Léon III, loin de s'insurger, bénit plutôt le Seigneur qu'il daigne donner à son troupeau un défenseur si vigilant ¹.

RIEN DE COMPARABLE SOUS LOUIS XIV Quoi de semblable sous Louis XIV ? Entre temps, un événement s'est produit : avec Grégoire VII, la papauté, « d'un formidable coup d'aile », s'est élevée « au-dessus de toute la politique occidentale » ². Dès lors, au lieu d'un empereur dont personne ne conteste l'indépendance dans le gouvernement de ses états et qui jouit en paix d'un très grand nombre de prérogatives ecclésiastiques, on aura une papauté consciente de son pouvoir exclusif en matières spirituelles et dont une longue habitude d'intervenir sur le terrain politique peut faire un adversaire redoutable. L'atmosphère a changé, et la question des rapports entre les deux pouvoirs se pose d'une façon toute différente : au ix^e siècle, confiance réciproque, nuancée de déférence de la part du pape ; plus tard, à partir de l'époque où s'affirme la notion d'État laïc, deux antagonistes qui se surveillent, toujours prêts à protester contre d'éventuels empiétements.

CHARLEMAGNE ET LES ROIS DU XVI^e SIÈCLE
EN FACE DES CONCILES

On assimile l'une à l'autre l'attitude que prirent à l'égard des conciles

Charlemagne et la royauté du xvi^e et du xvii^e siècle ; et dans cette attitude, que l'on croit identique, on reconnaît « un legs du césarisme païen, qu'on peut regarder à coup sûr comme un élément fondamental du Gallicanisme » ³. Charlemagne, en effet, a condamné, à Francfort, le deuxième concile de Nicée de 787, VII^e œcuménique, et les rois de France ont refusé de recevoir le concile de Trente. Mais l'analogie est toute superficielle. Les rois n'ont pas formulé de griefs contre les décisions *dogmatiques* du concile de Trente et, si nous en trouvons parfois dans la bouche ou sous la plume des parlementaires, ceux-ci n'y attachaient qu'une importance secondaire : ils les avançaient pour renforcer leur thèse du refus. Les objections graves, efficaces, celles qui décidèrent de l'attitude de la Couronne, portaient sur la « police », en d'autres termes sur les décrets disciplinaires, dont plusieurs étaient contraires, jugeait-on, aux libertés gallicanes ⁴. Charlemagne, lui, ne se soucie pas de « libertés » : il se sait maître chez lui ;

(1) Cf. notamment le début des lettres 1, 2 et 9, dans K. HAMPE, *Epistolae Karolini aevi*, t. III, p. 87, 89, 100 (M. G. H., *Epistolae*, t. V).

(2) L. DUCHESNE, *Les premiers temps de l'État pontifical*, p. 406.

(3) H. X. ARQUILLIÈRE, *loc. cit.*, p. 227.

(4) V. MARTIN, *Le Gallicanisme et la réforme catholique : essai historique sur l'introduction en France des décrets du concile de Trente*.

mais il franchit d'emblée le seuil du sanctuaire : il condamne le concile de Nicée à cause d'expressions qui touchent la foi — parce qu'il les entend mal, d'ailleurs, ambiguës qu'elles étaient dans leur traduction latine — et il reprend le pape de ses complaisances pour un vocabulaire qu'il estime païen¹. Ce faisant, il croit accomplir un acte de sa fonction spirituelle. Quel roi de la troisième dynastie aurait songé à jouer pareil rôle ?

LE DROIT DIVIN

Enfin, Charlemagne et les rois de l'Ancien Régime professaient, pense-t-on, les mêmes opinions sur le « droit divin » de leur souveraineté². Tout, ici, se ramène à une similitude de mots. Si jamais Charlemagne avait employé l'expression de « pouvoir de droit divin », il aurait certainement voulu dire ceci : que Dieu l'avait investi d'une fonction incomparable, tout à la fois religieuse et civile, qu'il était sur terre le lieutenant du Très-Haut, *Vicarius Dei*³, le pape n'étant, lui, que *Vicarius Petri*. Au xvii^e siècle, les mêmes mots ne visent pas les mêmes réalités. Sans doute, Bossuet écrira que « les princes agissent comme ministres de Dieu et ses lieutenants sur la terre », que « la personne des rois est sacrée et qu'attenter sur eux c'est un sacrilège »⁴, etc. Mais que recouvrent ces périphrases ? Pas autre chose que la négation de la conception démocratique de la souveraineté. Elles signifient que le roi n'est pas roi par la grâce de ses sujets, ou, pour parler comme Mannegold de Lautenbach, en vertu d'un pacte analogue à celui que conclut un propriétaire avec le manant qu'il charge, moyennant juste salaire, de garder ses porcs⁵. Cette idée que la souveraineté réside dans le peuple et que le roi n'est qu'un mandataire, révocable s'il s'acquitte mal de sa tâche, nous la trouvons dans tout le bas Moyen Âge et le clergé de France lui resta fidèle jusqu'après la Ligue, en plein xvi^e siècle⁶. Puis il la prit en horreur et employa toutes les ressources de son éloquence à faire dépendre le roi de Dieu seul, sans intermédiaire. C'est de Dieu, directement, qu'il reçoit ses pouvoirs et il ne doit compte qu'à lui de la façon dont il les exerce. S'il gouverne mal, les sujets n'ont qu'un droit, celui de formuler « des remontrances respectueuses, sans mu-

(1) *Libri carolini*, l. I^{er}, ch. III, dans *P. L.*, t. XCVIII, col. 1014. Cf. HEFELE-LECLERQ, *Histoire des conciles*, t. III, p. 1067 et suiv., et surtout E. AMANN, t. VI de l'*Histoire de l'Église* d'A. FLICHE et V. MARTIN, p. 121-123.

(2) H. X. ARQUILLIÈRE, *loc. cit.*, p. 235.

(3) Sur l'attribution à l'empereur de ce qualificatif, cf. J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, appendice VI : « *Vicarius Dei* », p. 435 et suiv.

(4) *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte*, l. III, art. 2 ; dans l'éd. LACHAT, t. XXIII, p. 533.

(5) *Manegoldi ad Gebhardum*, ch. xxx, dans M. G. H., *Libelli de lite*, t. I, p. 365.

(6) V. MARTIN, *Le Gallicanisme politique et le clergé de France*, chap. III, *Transformation de la notion de souveraineté*.

tinerie et sans murmure, et des prières pour sa conversion »¹. Voilà ce que signifie, au xvii^e siècle, l'expression de « royauté de droit divin ». Entre cela et ce qu'avait dans l'idée Charlemagne il y a, certes, une différence importante.

Non, il faut y renoncer, il n'y a pas de Gallicanisme au ix^e siècle ; il ne peut pas y en avoir ; il y est inconcevable. A moins, bien entendu, d'appeler Gallicanisme toute ingérence outrancière des souverains dans le domaine ecclésiastique. Mais, dans ce cas, les principaux gallicans ne furent pas Catherine de Médicis, Richelieu, ni même Louis XIV : ils se nomment bien plutôt Henri IV de Franconie ou Frédéric Barberousse.

§ 4. — Quand apparaît le Gallicanisme proprement dit ?

Le Gallicanisme proprement dit, impliquant l'accord du roi et du clergé pour régler le fonctionnement de la vie ecclésiastique en France, en tenant le pape à distance et en prétendant jouir d'anciennes franchises, est né quelque trente ans après le début du Grand Schisme², sous le règne de Charles VI. Plus précisément : au cours des débats qui préparèrent la déclaration de neutralité du 25 mai 1408.

CONCILE PARISIEN DE 1398 Dans le concile parisien de 1398, nous voyons l'idée d'une « soustraction partielle d'obédience » présentée comme un moyen d'en finir avec le schisme. Benoît XIII³, dit-on, se cramponne à la papauté parce qu'elle est trop riche ; voilà pourquoi il refuse avec tant de duplicité la « voie de cession ». Qu'on lui retire donc les sources de revenus qui lui permettent de soutenir sa malfaisante ambition : collation des bénéfices, taxes de toute sorte.

ET DE 1406 Dans l'assemblée de 1406, c'est toujours la même solution que l'on préconise, la « soustraction » bénéficiale et fiscale. Mais ce qui n'était qu'un simple remède provisoire, huit ans auparavant, apparaît maintenant sous un tout autre jour : comme une espèce de fin en soi. Le schisme est moins le malheur qu'il faut écarter à tout prix que l'occasion favorable qu'il convient de saisir. L'Église étouffe depuis trop longtemps sous le poids d'une centralisation irrégulière et intolérable : c'est le moment de s'en libérer. Il

(1) BOSSUET, *op. cit.*, p. 16, titre de la 6^e proposition.

(2) On se rappelle que le schisme a commencé en 1378.

(3) Benoît XIII, Pierre de Luna, était le pape avignonnais, que les Français tenaient pour légitime ; les papes de Rome furent, à cette époque, Boniface IX (1389-1404), Innocent VII (1404-1406) et Grégoire XII, élu le 30 novembre 1406.

n'est plus guère question de l'union qu'en passant. Il s'agit de restaurer les anciennes libertés gallicanes. Retour au droit commun, voilà ce que réclament les porte-parole du clergé ; et, pour cela, refus au pape des prérogatives qu'il s'est abusivement arrogées.

SENS DES DÉCISIONS DE 1406 En demandant au roi de réglementer la situation de l'Église de France par des décrets rétablissant l'ancienne discipline, en l'invitant à légiférer sur la base des décisions du clergé, en matières non seulement financières, en somme, mais juridictionnelles, les prélats et les chapitres énoncèrent implicitement une idée nouvelle et grosse de conséquences : que l'Église gallicane peut trouver en elle-même la propre source de son droit. Alors qu'on n'avait cherché tout d'abord qu'un expédient pour rétablir l'unité, finalement s'est offert à l'Église de France le moyen d'opérer, en ce qui la concernait, la réforme réclamée à grands cris, dès avant le schisme, par la catholicité tout entière.

LE GALLICANISME EST UN PHÉNOMÈNE FRANÇAIS ET D'ANCIEN RÉGIME

Né en France, le Gallicanisme est un mouvement spécifiquement français. Exporté hors du royaume, il y meurt vite ou s'y dénature. Mais il est aussi, essentiellement, un phénomène d'Ancien Régime, car il suppose, de la part du clergé, le loyalisme le plus absolu, la confiance la plus entière dans le détenteur de l'autorité politique. Après la Révolution, il a pu jeter encore quelques lueurs intermittentes ; le pouvoir civil a essayé parfois de le ranimer ; certaines idées isolées qui lui appartenaient de tradition ont gardé des tenants jusqu'au concile du Vatican : les conditions indispensables à son existence ont disparu avec la lignée des rois Très Chrétiens. Aujourd'hui, l'on peut parler de lui en toute sérénité, comme l'on parle des morts déjà tombés en poussière et qui ne risquent plus de soulever la pierre de leur tombeau.

IL SUPPOSE UNE LONGUE PRÉPARATION

Il ne faudrait pas croire, cependant, que le Gallicanisme classique du XVII^e siècle soit un produit à la fois spontané et parfait du Grand Schisme. Il n'est pas, telle Minerve sortant toute casquée du cerveau de Jupiter, issu complètement formé du concile de 1406. Certaines de ses conceptions ne se préciseront qu'à la longue ; et surtout ce n'est que plus tard qu'il prendra pleine conscience de lui-même, expliquera sa nature et se constituera en système. Mais en outre il n'est éclos, sous Charles VI, que parce qu'il a trouvé un terrain favorable, préparé de longue date. Des conditions préalables l'ont

rendu possible, qui auraient pu, toutefois, ne pas le produire. On les retrouve ailleurs sensiblement analogues, où elles ont finalement procuré d'autres résultats. La tournure d'esprit des Français, les intérêts spéciaux du moment, diverses circonstances contemporaines firent qu'en 1406 ces conditions aboutirent à lui donner naissance. Le tort qu'on a trop souvent est de confondre ces conditions avec lui-même. Il nous a semblé que pour bien comprendre le Gallicanisme, il fallait d'abord en préciser la nature et montrer à quelle date il apparaît, vraiment lui-même, pour la première fois. Cela fait, il convient maintenant de remonter dans le passé, pour rechercher, à travers nos institutions, quelles conditions lui ont permis de se constituer¹.

(1) Si nous sommes tout à fait d'accord avec Haller pour fixer au début du xv^e siècle l'origine du Gallicanisme, nous nous séparons nettement de lui quand il prétend n'expliquer sa naissance que par des événements à peu près contemporains.

CHAPITRE II

LIENS QUI UNISSENT LE CLERGÉ DE FRANCE AU ROI

§ 1. — Appui mutuel que se prêtent le roi et le clergé.

LE CLERGÉ
ET L'AVÈNEMENT DES CAPÉTIENS

Depuis l'accession au trône de la troisième dynastie de nos rois, la monarchie a toujours été mêlée de très près à la vie de l'Église de France. Dans la déliquescence de l'empire carolingien, affaibli par les disputes et les compétitions, les évêques ont assumé un rôle politique de premier plan. Non seulement ils interviennent dans les affaires du gouvernement à titre de conseillers et de pacificateurs, mais ils suppléent souvent eux-mêmes aux défaillances des représentants du pouvoir civil. La papauté y trouve son compte, car l'épiscopat franc se tourne fréquemment vers elle pour chercher lumière et appui¹. Alors qu'Hincmar de Reims proclame que la dignité sacerdotale prime celle de la Couronne, puisque les rois reçoivent leur onction de la main des pontifes, et ne craint pas d'affirmer que l'Église, puisqu'elle sacre les princes, peut aussi les déposer, Grégoire IV se considère comme chargé d'assurer la paix publique et la concorde entre les grands². Nicolas I^{er} va plus loin et élève des prétentions au pouvoir universel³. Mais de cet état de choses la royauté capétienne a été, sinon en théorie du moins en fait, la principale bénéficiaire. « C'est à l'Église, dépositaire de la tradition romaine et monarchique, qu'est due l'élection de Hugues Capet. Ce sont les efforts du clergé, représenté et dirigé par trois hautes personnalités, l'archevêque de Reims Adalbéron, son secrétaire et conseiller Gerbert et l'évêque d'Orléans Arnoul, qui ont amené l'avènement de la troisième maison royale. Adalbéron aura beau dire, dans une lettre à Charles de Lorraine : « Qui étais-je, moi, pour pouvoir, avec mes seules forces, imposer un roi aux Français ?

(1) A. KLEINCLAUSZ, *L'empire carolingien*, p. 376.

(2) *Ibid.*, p. 373-376.

(3) *Ibid.*, p. 378. Les théoriciens du Gallicanisme, recherchant les premières manifestations de la tendance papale à l'hégémonie, ont très bien compris l'importance, à cet égard, du pontificat de Nicolas I^{er}. Voir, par exemple, L. BOUCHÉL, *Bibliothèque canonique*, t. I, p. 551.

Ce sont là des affaires publiques qui échappent à l'action d'un simple particulier ». Cette modestie, de tradition tout ecclésiastique, ne peut donner le change à l'opinion. Croyons-en plutôt Gerbert, qui parle quelque part des efforts de sa politique active et pleine de ressources « pour faire revivre la dignité royale, presque morte aux yeux des Français ». L'étude approfondie du règne de Lothaire, de celui de Louis V et des événements qui ont suivi la mort de ce dernier, prouve que l'Église, gagnée aux idées neustriennes, a tout préparé et tout conduit »¹.

*SECOURS DU CLERGÉ
DANS L'ORDRE POLITIQUE*

Créée par l'Église, la royauté des premiers Capétiens emprunte à l'Église ses principaux moyens d'action. Dans l'ordre politique, les évêques et les abbés ont avec le souverain « des attaches bien autrement sérieuses et solides que les liens féodaux » : ils sont ses associés, ses auxiliaires les plus précieux « dans la grande lutte soutenue au nom de l'idée de centralisation et d'unité contre les éléments d'indépendance et d'anarchie qui sont le fond même de la féodalité ». Ils peuplent ses conseils, où non seulement se rend la justice, mais où s'arrêtent les décisions intéressant le gouvernement intérieur et les relations avec les autres pays.

FINANCIER

Dans l'ordre financier, ils sont ses principaux bailleurs de fonds. « Le clergé seul est soumis à l'usage onéreux qui oblige l'évêque ou l'abbé à envoyer au roi, à titre de cadeau, et surtout lors des avènements, tout ce qui peut lui plaire parmi les produits du pays. Lorsque le numéraire manque au trésor royal, c'est aux évêques et aux ordres religieux... que les Capétiens empruntent les sommes nécessaires à leurs expéditions ou à leurs croisades. L'Église ne fournit donc pas seulement au roi des fonctionnaires : elle lui donne encore l'argent dont il a besoin ».

MILITAIRE

Dans l'ordre militaire, enfin, le clergé procure au roi les ressources que « la féodalité lui refuse ou ne lui accorde qu'avec parcimonie et comme à regret. Non seulement, en effet, les seigneurs ecclésiastiques sont astreints comme les autres au service de la chevauchée et de l'ost et tenus d'amener au roi les milices des évêchés, des abbayes et des paroisses, mais les contingents qu'ils conduisent sont les plus nombreux dont le gouvernement royal puisse disposer ». C'est donc dans tous les domaines que l'Église sou-

(1) A. LUCHAIRE, *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens*, t. I, p. 31.

tient la royauté, après lui avoir donné la vie. « Maîtresse du trône carolingien par la faveur de l'aristocratie religieuse, la dynastie nouvelle subsiste véritablement par l'Église, agit avec elle, et parviendra peu à peu, grâce à elle, à regagner le terrain perdu. Le pouvoir de ces premiers rois a donc pour fondement essentiel, non des relations précaires avec la féodalité, qui est leur ennemie et ne leur prête qu'un concours des plus limités, non l'appui du peuple, qui vient à peine de naître à la vie politique, mais leur autorité sur la société ecclésiastique, qui les soutient à condition d'être soutenue par eux. C'est là le point lumineux qui éclaire toute l'histoire primitive de la royauté fondée par Hugues Capet »¹.

L'intérêt, aussi bien, était réciproque. De même que le roi comptait surtout sur le clergé, celui-ci trouvait près du roi son principal appui. La formation rapide de nombreuses principautés souveraines au profit de seigneurs guerriers et violents resserra nécessairement les liens entre l'Église et la Couronne. Harcelés par la féodalité locale, obligés de défendre leurs propriétés contre elle, évêques et abbés invoquent le secours royal, protestent que leurs biens sont ceux du roi, qu'il doit les défendre comme les siens propres².

Mais les rapports du roi avec le clergé ne se limitent pas aux questions purement temporelles ; ses interventions dans les affaires de l'Église revêtent toutes les formes. Son rôle de protecteur se mue souvent en un rôle de tuteur. Il a, du reste, pour lui l'exemple de ses devanciers. Il intervient dans les élections, convoque et préside les assemblées épiscopales, sanctionne la législation canonique et parfois la complète lui-même ; on lui reconnaît le droit de veiller au maintien de la discipline ; tenant sous sa garde les églises, il les protège contre les empiétements des seigneurs, mais aussi prélève à ce titre, dans certaines circonstances, sa part sur leurs revenus ; la défense des privilèges et des immunités ecclésiastiques, dont il est en partie l'auteur³, lui fournit une bonne occasion de s'opposer éventuellement au pape, sous le prétexte que celui-ci les méconnaît ou y porte atteinte.

§ 2. — Le roi et les élections.

AVANT LES CAPÉTIENS Loin d'être une innovation des Capétiens, l'intervention du roi dans les élections épiscopales et abbatiales devint au contraire, sous leur règne, peu à peu

(1) A. LUCHAIRE, *op. cit.*, t. II, p. 112-115.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 55-59 ; cf. *ibid.*, t. I, p. 56. Pour la géographie des fiefs épiscopaux et abbatiaux, cf. Chr. PFISTER, *Études sur le règne de Robert le Pieux*, p. 183 et suiv.

(3) Cf. P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 191 : « Les premiers Capétiens administrent leurs domaines, accordent des immunités aux églises,

moins abusive. Elle ne cessa jamais, cependant. D'après Hincmar de Reims, les droits réguliers du souverain consistent en ceci : accorder aux évêques voisins le permis d'élire, mettre le nouveau prélat en possession des biens de son siège et autoriser le métropolitain à procéder à la consécration¹. Ces droits, la papauté elle-même les reconnaît formellement : « Nous conservons l'ancienne coutume, écrivait Jean X au temps de Charles le Simple, d'après laquelle personne ne peut conférer l'épiscopat à un clerc, sinon le roi, à qui le sceptre a été divinement confié »². Les évêques parlent couramment de leur évêché comme d'un don du roi³. Mais vouloir imposer les candidats, ajoutait Hincmar, c'est suivre les inspirations « de l'esprit mauvais qui, par le serpent, a déçu nos premiers parents dans le paradis ». Il y a des gens, continue-t-il, qui prétendent le contraire, mais leurs paroles ne sont qu'« un vomissement de l'enfer ». Dans la pratique, cependant, quand les Carolingiens ne nommaient pas eux-mêmes les évêques et les abbés, ils ne se gênaient nullement pour imposer leurs protégés au suffrage des électeurs. Ce faisant, ils n'étaient pas convaincus d'outrepasser leurs droits. Dans leur pensée, le choix des prélats est une des prérogatives de la souveraineté. Comme les comtes, les évêques sont des fonctionnaires royaux : par le comte, le roi pourvoit aux intérêts temporels de ses sujets, par l'évêque aux besoins de leurs âmes⁴.

SOUS LES CAPÉTIENS Les premiers Capétiens héritèrent de ces conceptions. On les voit intervenir dans le choix des prélats avec d'autant moins de scrupule qu'au x^e siècle les transformations politiques avaient amené le seigneur féodal à se considérer comme le propriétaire de l'évêché. Il en dispose comme il l'entend, et à sa mort l'évêché entre dans la succession. Dès lors, l'*electio*, c'est-à-dire exactement le choix de l'évêque, fait partie de ses droits seigneuriaux : il la garde pour lui, la concède à titre gracieux ou même la

confirment les acquisitions qu'ils ont pu faire, octroient à certaines villes des chartes de privilèges tel est, à peu de chose près, le résumé des plus anciens diplômes royaux ».

(1) Ce sont les termes de la lettre écrite à Louis III par le concile tenu à Sainte-Macre de Fismes en 881, qu'Hincmar cite et commente. *P. L.*, t. CXXVI, col. 110 et suiv.

(2) *P. L.*, t. CXXXII, col. 806. ... *qualiter nullus alicui clerico episcopatum conferre debeat nisi rex cui divinitus sceptrum collatum est...* Valde namque admirari non distulimus cur contra rationem absque regis iussione agere pertentastis : cum vobis reminscentibus hoc nullo modo esse debeat ut absque regali praeceptione in qualibet parochia episcopus sit consecratus.

(3) IMBART DE LA TOUR, *Les élections épiscopales dans l'Église de France du IX^e au XII^e siècle*, p. 226.

(4) IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 74-106. Louis le Débonnaire le dit d'ailleurs en propres termes, dans son *Admonitio ad omnes regni ordines* ; A. BORETIUS, M. G. H., *Capitularia regum francorum*, t. I, p. 303, n° 4 : *Sed quoniam scimus quod specialiter pertineat ad episcopos ut... sibi commissis iter vitae praebeant... omnes vos in hoc sacro ordine constitutos... monemus atque rogamus ut... nobis veri adjuvatores in administratione ministerii nobis commissi existatis.*

vend ; elle est sa propriété, sa chose¹. Ainsi, dans les provinces qui appartiennent au domaine de la Couronne, le roi peut intervenir à double titre, de seigneur et de souverain.

LA QUERELLE DES INVESTITURES Cette situation, cependant, dura peu. En effet, dès le milieu du XI^e siècle, la papauté entre en action pour dégager l'Église, dans toute l'Europe, de sa dépendance à l'égard du pouvoir civil. La lutte contre les investitures, particulièrement violente sous le pontificat de Grégoire VII, fut une réaction contre le laïcisme².

L'investiture, apparemment d'origine carolingienne et déjà pratiquée régulièrement en Allemagne au X^e siècle, ne se répandit guère en France qu'au XI^e : du moins, l'on n'en peut citer avant cette époque que de très rares exemples³. Or, au XI^e siècle, quelle signification avait-elle ? En remettant le bâton pastoral au nouveau prélat, le seigneur haut-propriétaire entendait lui accorder l'évêché lui-même ; *accipe ecclesiam*, lui disait-il : non seulement la terre, mais le pouvoir de gouverner, la juridiction. Ainsi, grâce à une confusion grosse de conséquences, la charge spirituelle se trouvait, tout aussi bien que la possession du territoire, conférée par un laïc. On comprend les efforts de la papauté contre cet abus : tolérer l'investiture, telle qu'on était arrivé à la concevoir, équivalait à reconnaître en l'évêque un chapelain, ou plutôt un fonctionnaire, du seigneur⁴.

ELLE FUT PEU VIOLENTE EN FRANCE Cette fameuse « querelle des Investitures » fut loin d'avoir, en France, la même âpreté qu'en Allemagne ou en Italie. Elle se borna à « la publication d'un certain nombre de décrets sous Grégoire VII, Urbain II, Pascal II, Calixte II, à quelques dépositions d'évêques, et ce fut tout »⁵. Il faut nous limiter ici à ce qui concerne

(1) IMBART DE LA TOUR, *Les élections épiscopales*, p. 285-301, 335-341. Pour la propriété des laïcs sur les biens de l'Église, voir U. STUTZ, *Geschichte des kirchlichen Benefizialwesens*, 1895 ; *Die Eigenkirche als Element des mittelalterlich-germanischen Kirchenrecht*, 1895 (leçon inaugurale où sont dégagées les idées générales du livre précédent) ; *Das Eigenkirchenvermögen*, 1911 ; *Eigenkirche, Eigenkloster*, 1913 ; *Das Eigenkirchenwesen in England*, 1922 (on trouvera un exposé critique des conceptions de Stutz sur les églises privées, dû à P. FOURNIER, dans l'art. intitulé *La propriété des églises dans les premiers siècles du Moyen Age*, paru dans la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, t. XXI, 1897, p. 486 et suiv.) ; H. V. SCHUBERT, *Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter*, 1921.

(2) IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 375. Sur la théorie grégorienne de l'investiture, la théorie opposée des impériaux et la conception intermédiaire de Guy de Ferrare, voir A. FLICHE, *La réforme grégorienne*, t. III, p. 292-301.

(3) IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 345.

(4) *Ibid.*, p. 347-350.

(5) *Ibid.*, p. 398. La plupart des évêques déposés au XI^e siècle par les légats pontificaux le furent pour simonie, non pas à cause de l'investiture : *ibid.*, p. 378-390. Voir aussi l'art. de M. A. FLICHE, *Y a-t-il eu en France et en Angleterre une querelle des investitures ?* dans *Revue bénédictine*, avril-juillet 1934, p. 283-295.

le roi, sans parler des évêchés seigneuriaux. Grégoire VII avait condamné formellement la pratique de l'investiture dans un concile romain de février 1075. Ce décret ne fut publié en France que deux ans après, par le légat Hugues de Die, au synode d'Autun. Il rencontra tout d'abord une vive résistance de la part du haut clergé. Beaucoup d'évêques et d'abbés se demandèrent si les droits légitimes du souverain n'étaient pas en cause et si eux-mêmes ne devaient point, en les défendant, sauvegarder leur propre indépendance vis-à-vis des décisions romaines. Hugues de Die n'hésita pas à frapper de suspense les archevêques de Reims, de Bordeaux, de Sens et de Bourges, qui avaient refusé de paraître à Autun. Quand, sur l'ordre de Grégoire VII, le légat voulut réunir à Poitiers un second synode, pour y publier de nouveau le décret de 1075, Philippe I^{er} s'y opposa ; il investit par la crosse et l'anneau le nouvel évêque de Chalon, Frotger, que Grégoire déposa en 1079. Mais nous ne voyons pas que Philippe se soit entêté. Les successeurs immédiats de Grégoire VII condamnèrent eux aussi l'investiture. Finalement le synode de Reims de 1119, que présidait Calixte II, adopta un canon ainsi conçu : « Nous défendons d'une manière absolue que les investitures pour les évêchés et les abbayes soient faites par des laïcs. Tout laïc qui donnera l'investiture sera frappé d'anathème. Celui qui l'aura reçue perdra sa dignité ». Or le roi de France, Louis VI le Gros, assistait en personne à l'assemblée. Depuis cette date, l'on ne trouve plus aucune trace de conflit ¹.

POURQUOI ? Aussi bien, les Capétiens n'avaient pas les mêmes raisons que l'empereur d'Allemagne d'exposer leur couronne pour maintenir les investitures. En Allemagne, les grands dignitaires ecclésiastiques étaient à la fois de puissants princes temporels, dotés de vastes territoires et jouissant de droits régaliens étendus ; ils commandaient les armées, gouvernaient parfois les provinces ; ils dirigeaient la politique comme la conscience de l'empereur. L'on comprend le souci qu'avait le chef de l'État de les tenir dans son étroite dépendance. En France, au contraire, « bien peu d'évêques possédaient l'autorité publique sur un territoire étendu ou seulement sur une ville ; ils se confondaient avec cette foule de seigneurs justiciers qui couvraient le sol ». Le maintien des investitures avait donc, pour le roi, une bien moindre importance politique. Il apparaissait, en outre, beaucoup plus aléatoire : alors que les évêques allemands, serrés autour de l'empereur dont ils dépendaient tous, opposaient au pape un bloc compact et redoutable, l'épiscopat français ne relevait pas du roi

(1) IMBART DE LA TOUR, *Les élections épiscopales*, p. 393-399.

seul ; celui-ci courait même le danger de se trouver isolé dans son propre royaume, si les grands seigneurs, voyant leur intérêt à lui faire échec, s'accordaient avec Rome ¹.

ATTITUDE DU CLERGÉ Dans ces conjonctures, les meilleurs éléments du haut clergé français surent proposer opportunément des explications tranquillissantes, qui enlevaient au conflit son principal intérêt. « Qu'importe, disait Yves de Chartres, que cette concession (de l'évêché) se fasse par la main, par un signe de tête, par un mot, ou à l'aide d'un bâton (*virga*) ? L'important, c'est que les rois n'entendent conférer rien de spirituel. Ils ne font que signifier ou qu'ils adhèrent aux vœux des électeurs ou qu'ils remettent aux élus les résidences épiscopales et autres lieux extérieurs que les Églises obtiennent de la munificence royale » ². Et les rois eurent la sagesse de ne point démentir cette interprétation.

APRÈS LA QUERELLE Il ne semble pas qu'aucun traité ait été conclu, aucun concordat, comme en Allemagne ou en Angleterre, mettant fin à l'investiture ; la monarchie capétienne ne s'entêta pas, elle céda peu à peu et laissa tomber l'usage. Ce faisant, elle ne perdit rien de son pouvoir réel sur l'Église, et l'Église continua de lui montrer le même attachement ³. Depuis Louis le Gros, l'intervention du roi se borne à ceci : il accorde le permis d'élire, il exige que l'on soumette les choix à son approbation, il fait prêter à l'élu le serment de fidélité et le met en possession des biens de manse, il autorise le métropolitain à procéder au sacre ⁴. Si l'on tient compte que, pendant la vacance, l'évêché est « dans la main » du roi, que le roi en perçoit les fruits ⁵, l'on comprend aisément que, même avec cette intervention plus régulière et mieux tolérée dans l'élection, le roi fasse encore figure de « donateur » : c'est à lui que le nouvel élu se sent redevable de son épiscopat. Cet état de choses disparut quand se multiplièrent les réserves pontificales et que, surtout au temps des papes d'Avignon, les évêchés furent tous, pratiquement, pourvus

(1) IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 400-401. Cf. A. LUCHAIRE, *Histoire des institutions monarchiques sous les premiers Capétiens*, t. II, p. 82 ; Chr. PFISTER, *Études sur le règne de Robert le Pieux*, p. 200.

(2) *Domnus quoque papa Urbanus reges tantum a corporali investitura excludit, quantum intelleximus, non ab electione, in quantum sunt caput populi, vel concessione : quamvis octava synodus solum prohibeat eos interesse electioni, non concessioni. Quae concessio sive fiat manu, sive lingua, sive virga, quid refert, cum reges nihil spirituale se dare intendunt, sed tantum aut votis petentium innuere, aut villas ecclesiasticas et alia bona exteriora, quae de munificentia regum obtinent Ecclesiae, ipsis electis concedere.* Voir texte et commentaire dans P. DE MARCA, *De concordia Sacerdotii et Imperii*, liv. VIII, ch. xx, t. II, p. 428.

(3) IMBART DE LA TOUR, *op. cit.*, p. 401-402.

(4) *Ibid.*, p. 440-452. Cf. A. LUCHAIRE, dans *Histoire de France* de LAVISSE, t. III¹, p. 214.

(5) *Ibid.*, p. 440, 442, 448, 449.

par le Saint-Siège. Mais qui ne devine quelle force cette longue tradition dut donner aux liens qui unissaient déjà l'Église de France à la royauté ?

§ 3. — Le roi et les conciles nationaux.

Si, au début du ^{xv}^e siècle, les élections épiscopales et le rôle qu'y avait joué le roi n'étaient plus qu'un souvenir historique, en revanche le souverain n'avait jamais cessé d'assembler, le cas échéant, les prélats du royaume. Sans doute, avec les Capétiens, la vieille tradition mérovingienne et carolingienne s'est transformée : il ne s'agit plus de conciles proprement dits, appelés à délibérer sur des questions de croyance ou de discipline intérieure ; mais tout ce qui intéresse le droit public de l'Église, sa vie politique, et notamment ses relations avec le siège de Rome, alimente les débats de ces assises ¹. Les synodes parisiens du temps du Grand Schisme s'insèrent dans une série non interrompue jusque-là et ne présentent rien d'insolite dans leur forme extérieure.

CONVOCATION DES CONCILES PAR LES MÉROVINGIENS

L'on ne peut nier que les premiers conciles nationaux tenus en Gaule le furent par la volonté du roi. Nous ne parlons pas des simples conciles provinciaux, réunis et présidés par le métropolitain, mais des assemblées extraordinaires, groupant l'épiscopat de plusieurs provinces. La tradition s'inaugura en 511, au 1^{er} concile d'Orléans : Clovis y convoqua les évêques, fixa lui-même les matières à traiter et approuva les décisions qui y furent prises ². En 533, le deuxième concile d'Orléans fait mention des « glorieux rois » qui ont ordonné sa tenue, c'est-à-dire les trois fils de Clovis. Celui qui se tint dans la même ville en 549 se déclare réuni par le roi Childebert ³.

Est-ce à dessein que les évêques essayèrent parfois de dissimuler le caractère impératif de l'intervention royale ? Les actes de plusieurs conciles, en effet, n'avouent pas expressément le commandement du prince. Le concile de Clermont de 535 ne parle que du « consentement de Notre Seigneur le très glorieux et très pieux roi Théodebert » ⁴ ; les 3^e et 4^e conciles d'Orléans, de 538 et 541, le concile de Paris de 557, celui de Lyon de 567 ne mentionnent même pas le roi ⁵ ; cependant

(1) H. BARION, *Das fränkisch-deutsche Synodalrecht des Frühmittelalters*, 1931 ; *Die National-synode im fränkisch-deutschen Synodalrecht des Frühmittelalters*, 1934 ; C. DE CLERCQ, *La législation religieuse franque de Clovis à Charlemagne*, 1936.

(2) HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. II², p. 1005.

(3) *Ibid.*, t. III², p. 158.

(4) *Concilium Arvernense, Praefatio*, dans MANSI, *Ampliss. coll.*, t. VIII, col. 859.

(5) MANSI, *Ampliss. coll.*, t. IX, col. 11 (*conc. Aurelianense III*), col. 112 (*conc. Aurelianense IV*), col. 743 (*conc. Parisiense III*), col. 786 (*conc. Lugdunense II*).

Grégoire de Tours nous apprend que ce dernier synode se réunit par ordre du roi Gontran¹. Des formules prudentes apparaissent dans les actes des assemblées de Paris et de Tours, en 555 et 567 : « invitation » du roi, portent les premiers ; les seconds parlent de « connivence »².

En revanche, c'est franchement de convocation royale qu'il est de nouveau question à Mâcon en 583, à Valence en 584, à Paris en 614 (ou 615), à Chalon-sur-Saône en 644 (ou 650)³. Le 2^e concile de Mâcon, prescrivant la tenue, tous les trois ans, de conciles de tout le royaume, précise qu'ils se réuniront « sur l'ordre de notre magnifique prince »⁴. Non seulement la papauté ne protestait pas contre cette pratique : elle l'approuvait par ses propres initiatives. Voulant combattre la simonie dans le royaume, saint Grégoire le Grand demande à Brunehaut, en 599, de donner les ordres nécessaires pour qu'un concile se réunisse et s'attaque vigoureusement au mal⁵. Il écrit dans le même sens à Théodebert II et au roi des Burgondes Thierry II⁶. Quant aux princes eux-mêmes, nous voyons par une intervention du roi d'Austrasie Sigebert, vers le milieu du VII^e siècle, qu'ils avaient conscience de leur pouvoir et n'entendaient pas l'abdiquer⁷.

PAR LES CAROLINGIENS Ce n'est certes pas sous les premiers Carolingiens, dont on connaît assez le rôle ecclésiastique, que la tradition risquait de s'interrompre. La famille de Charles Martel la continue avant même d'accéder au trône. Alors

(1) ... *Quod cum rex Guntchramnus comperisset, congregari synodum apud urbem Lugdunensem jussit*. *Hist. Franc.*, l. V, ch. xx, dans l'éd. de W. ARNDT et Br. KRUSCH, M. G. H., p. 217.

(2) *Cum in urbem Parisios ad invitationem domini regis gloriosissimi Childeberti venissemus...* MANSI, *Ampliss. coll.*, t. IX, col. 739. — ... *Quapropter Christo auspice, in Turonica civitate concilio concordante, juxta conniventiam gloriosissimi domini Chariberti regis annuentis, coadunati pro pace...* etc. *Ibid.*, col. 792.

(3) MANSI, *Ampliss. coll.*, t. IX, col. 931 (*conc. Matisconense*. « *Cum ex evocatione gloriosissimi Gunthramni regis...* »), col. 947 (*Ad synodum Valentinam adnotatio*) ; t. X, col. 539 (*conc. Parisiense V* : « *Cum in Dei nomine... ex evocatione gloriosissimi principis domini Clotacharii regis...* »), col. 1189 (*conc. Cabilonense* : « *... ex evocatione vel ordinatione gloriosissimi domini Clodovei regis* »). Sur la date exacte de ces deux derniers conciles, cf. HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. III¹, p. 250, 282.

(4) Can. 20. ... *Una cum dispositione magnifici principis nostri, prius definientis locum mediterraneum ad quem omnes episcopi sine labore alacres congregentur*. MANSI, *Ampliss. coll.*, t. IX, col. 957.

(5) *P. L.*, t. LXXVII, col. 1038, 1261.

(6) *Ibid.*, col. 1039.

(7) *Dum fabula currente a plures et fidelibus nostris cognovimus quasi vocati ab eodem Patre nostro Vulfolendo episcopo synodali concilio Kal. Septembris in regno nostro. Ignoramus in quo loco una cum reliquos fratres et comprovinciales vestros debeat conjungere. Licet nos statuta canonum et ecclesiasticas regulas, sicut parentes nostri in Dei nomen conservarunt, ita et nos conservare optamus, tamen dum ad nostram antea notitiam non fuit perlatum, sic nobis cum nostris proceribus convenit ut sine nostra scientia synodale concilium in regno nostro non agatur, nec ad dictas Kal. Septembris nulla conjunctio sacerdotum, ex his qui ad nostram ditionem pertinere noscuntur, non fiat. Postea vero, opportuno tempore, si nobis antea denuntiatur, utrum pro statu ecclesiastico, sive etiam pro qualibet rationabili conditione, conventio esse decreverit, non abnuimus : sic tamen, ut diximus, ut in nostri prius deferatur cognitionem*. Lettre à Didier, évêque de Cahors, dans *P. L.*, t. LXXXVII, col. 264.

que Carloman réunit les évêques d'Austrasie en 742 et 743, Pépin assemble ceux de Neustrie à Soissons en 744. Mais déjà nous voyons ces conciles revêtir un aspect nouveau : non seulement le maire du palais, mais les comtes y assistent, et les décrets en sont publiés sous forme de capitulaires, comme l'œuvre propre de l'autorité séculière¹. Devenu roi de France, Pépin convoqua le synode de Ver, en 755, dont le 4^e canon prescrivit la tenue de deux conciles chaque année, l'un aux calendes de mars, en la présence du roi et à l'endroit désigné par lui, l'autre le 1^{er} octobre, à Soissons ou ailleurs, selon que les évêques l'auraient décidé à la réunion de printemps².

Hincmar nous a laissé le tableau des assemblées tenues deux fois par an par Charlemagne. Les questions générales venaient en délibération devant tous les membres de la diète, clercs et laïcs ; celles qui intéressaient uniquement le spirituel étaient examinées par les évêques et les abbés, réunis à part. On faisait à l'empereur un résumé des débats et lui-même décidait³. Les cinq grands conciles réformateurs tenus en 813 à Arles, Reims, Mayence, Tours et Chalon-sur-Saône furent ordonnés par Charlemagne et présidés par ses *missi*. Ils ne publièrent pas leurs décisions, mais les soumirent à l'empereur, qui en prit ce qu'il jugea bon et l'inséra dans deux capitulaires arrêtés la même année à la diète d'Aix-la-Chapelle⁴.

Louis le Débonnaire usa des mêmes procédés. Il ordonna la tenue, en 829, de quatre conciles simultanés à Paris, Lyon, Mayence et Toulouse. En possession de leurs actes, il convoqua à Worms un *placitum generale*. Mais cette assemblée finit en tumulte : la proposition faite par l'empereur de tailler un royaume à son plus jeune fils Charles rencontra de telles oppositions que l'on dut se séparer sans que les décisions synodales eussent obtenu de sanction⁵.

CHARLES LE CHAUVÉ Il faut attendre le règne de Charles le Chauve pour voir la monarchie franque abdiquer ses prérogatives en matières conciliaires. Sans doute, ce prince imita d'abord ses devanciers. C'est lui qui ordonna la tenue des conciles de Meaux et de Paris, en 845 et 846, et quand il s'agit d'en publier les décrets, à la diète d'Épernay de 846, il n'hésita pas à en sacrifier 61 sur 80 ; lui encore qui prescrivit la réunion du concile de Soissons

(1) HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. III², p. 854-861 ; cf. p. 815 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 935.

(3) *De ordine palatii*, éd. M. PROU (*Bibliothèque de l'École des Hautes Études : Sciences philologiques et historiques*, fasc. 58), 1884, p. 70 et suiv.

(4) HEFELE-LECLERCQ, *op. cit.*, t. III², p. 1135 et suiv.

(5) *Ibid.*, t. IV¹, p. 54-78.

en 853¹. Mais un événement capital dans l'histoire des conciles francs se produisit en 866. Jamais l'épiscopat national n'avait mis en doute le pouvoir des papes de convoquer des synodes sur le territoire du royaume ; pratiquement, cependant, les papes ne l'avaient jamais fait, et quand Grégoire le Grand, par exemple, avait jugé ces assemblées nécessaires, il s'était adressé au roi pour qu'il les réunît. Nicolas I^{er} inaugura une méthode nouvelle. L'occasion lui en fut offerte par l'interminable affaire de la déposition d'Ebbon, prédécesseur d'Hincmar sur le siège de Reims. A vrai dire, Hincmar lui-même, par ses pratiques antérieures, favorisa cette innovation, sans le vouloir. Après le concile de Soissons de 853, où il avait fait déposer plusieurs clercs ordonnés par Ebbon déjà destitué, il sollicita en effet du Siège apostolique, contrairement à l'usage, la confirmation des actes synodaux. Il l'obtint de Benoît III en 855 et jugea bon de la faire renouveler encore par Nicolas I^{er}². Mais ce pape, en 866, releva, « dans les pièces de ses archives », des détails qui lui firent douter de la justice des sanctions prises treize ans plus tôt. Il écrivit à Hincmar pour l'engager à réintégrer spontanément les clercs déposés. Sur le refus de celui-ci, Nicolas convoqua à Soissons, de son propre mouvement, un concile de tous les évêques « des Gaules et de Neustrie ». En ce qui concerne le roi, il se borna à lui communiquer sa décision³. Charles le Chauve s'intéressait vivement au sort d'un des clercs en question, Wulfade, précepteur de son fils Carloman. Il avait même décidé de le nommer archevêque de Bourges⁴. Non seulement il ne protesta

(1) HEFELE-LECLERCQ, *op. cit.*, t. IV¹, p. 121-130, p. 192 et suiv.

(2) Voir la lettre de Nicolas I^{er}, avec les intéressantes réserves qu'elle contient, dans E. PERELS, M. G. H., *Epistolae*, t. VI, p. 366. — Sur le concile de Soissons de 866, voir HEFELE-LECLERCQ, *op. cit.*, t. IV¹, p. 392-412. — Gallicans et Ultramontains se sont efforcés d'agréger à leur parti la forte personnalité d'Hincmar de Reims, à qui sa science et son influence assignent une place de choix dans l'épiscopat franc du ix^e siècle. Ni les uns ni les autres ne manquent d'arguments. A notre avis, la question ne devrait même pas se poser : Hincmar ne fut ni gallican ni ultramontain, parce que de tels qualificatifs, à cette époque, n'ont aucun sens. Hincmar était, avant tout, archevêque ; il se préoccupait de maintenir ses prérogatives de métropolitain et cherchait le meilleur moyen de n'être point battu dans les luttes qu'il soutenait à leur sujet. Ses préférences spéculatives allaient vers une certaine indépendance de l'épiscopat franc vis-à-vis de Rome et il voyait dans l'observation des canons anciens la règle fondamentale du droit ecclésiastique. Cela ne l'empêchait pas, lorsqu'il l'estimait avantageux, de recourir au pape, en se fondant, au besoin, sur les fausses décrétales, auxquelles il n'attribuait cependant pas, d'ordinaire, grande autorité. C'est l'occasion de rappeler ce que nous disions plus haut (p. 32) du rôle de l'intérêt personnel, et la remarque s'applique également à l'attitude de Charles le Chauve. Un théoricien du Gallicanisme fait à ce propos une réflexion pleine de bon sens ; après avoir montré les positions contradictoires d'Hincmar, il conclut : « A quel propos tout cecy ? Non à autre, sinon pour montrer comme les affaires de nostre Église gallicane se trouvèrent alors vagues et fluctuantes pour l'injure du temps, et que pour vray dire il n'y avoit rien de si certain que l'incertain. Parce que ceux qui en tenoient la plus forte clef embrouilloient à leur appétit la serrure, faisans sur le même sujet le fait et défait ». Laurent BOUCHEL, *Bibliothèque canonique*, p. 554.

(3) Dom H. QUENTIN, *Lettre de Nicolas I^{er} pour le concile de Soissons*, reproduit par H. LECLERCQ dans son édition française de *l'Histoire des conciles* d'HEFELE, t. IV¹, p. 397, note 3 ; également par E. PERELS, M. G. H., *Epistolae*, t. VI, p. 402.

(4) HEFELE-LECLERCQ, *op. cit.*, t. IV¹, p. 394 et 396.

pas, mais il seconda le pape. Le concile, dans ses actes, se déclara réuni par l'autorité pontificale, et le roi, écrivant à Nicolas, employa la formule : « le concile assemblé par votre ordre » ¹.

Par la suite, Charles le Chauve convoqua sans doute plusieurs conciles de sa propre autorité, à Douzy, par exemple, en 871 et 874, à Ponthion en 876 ². Mais par son initiative de 866 Nicolas I^{er} avait ouvert dans les pratiques anciennes une de ces multiples brèches par où ses successeurs devaient passer pour dominer les évêques et substituer l'exercice permanent de leur volonté à la vieille indépendance locale. Au x^e siècle, la papauté multiplie ses légats, et la convocation des conciles entre dans leurs attributions. C'est en qualité de légat d'Agapet II que l'archevêque Robert de Trèves convoque et préside les synodes de Verdun et de Mouzon, en 947 et 948 ³.

LES CAPÉTIENS Quand la troisième dynastie accéda au trône, la royauté française avait donc abandonné en grande partie son ancien rôle par rapport aux conciles proprement dits. Hugues Capet usa cependant, au moins une fois, du droit qu'il héritait des Carolingiens. A Saint-Basle de Verzy, en 991, il tint un synode véritable, qui déposa l'archevêque de Reims, Arnoul. L'épiscopat y afficha, par la bouche de ses orateurs, son mépris pour les derniers papes, dont la vie scandaleuse déshonorait le siège de saint Pierre et déclara reconnaître dans les anciens canons la source principale du droit ecclésiastique ⁴.

LE « CONCILIUM REGIUM » Mais c'est surtout dans des assemblées d'un autre genre que les premiers Capétiens prirent contact avec le clergé de France : dans ces « conciles royaux », composés de laïcs et de clercs, dont les Carolingiens leur avaient également légué la tradition. Nous avons vu Charlemagne et Louis le Débonnaire tenir des assises où les comtes et les grands fonctionnaires de l'Empire voisinaient avec les dignitaires ecclésiastiques. Hincmar donne à ces réunions le nom de *colloquium*, et il appelle *curia* le lieu où elles délibéraient. Sous les Capétiens, les expressions de *colloquium*, *concilium*, *curia*, *conventus*, sont prises indifféremment pour désigner ces assemblées. Les rois les réunissaient plu-

(1) *Convenimus siquidem ut sacrissimis vestrae paternitatis apicibus nobis injunctum est...* (Mansi, *Ampliss. coll.*, t. XV, col. 728).

(2) HEFELE-LECLERCQ, *op. cit.*, t. IV^a, p. 620, 650. Le II^e concile de Douzy est dit réuni *nutu divino et sanctione domni Caroli regis gloriosi*. Mansi, *Ampliss. coll.*, t. XVII^a, col. 281.

(3) HEFELE-LECLERCQ, *op. cit.*, t. IV^a, p. 760, note 2.

(4) F. Lot, *Études sur le règne de Hugues Capet*, ch. II, *Le concile de Saint-Basle de Verzy*, p. 31-81 ; le principal orateur fut Arnoul d'Orléans, dont on trouvera le discours p. 56 et suiv. ; cf. HEFELE-LECLERCQ, *op. cit.*, t. IV^a, p. 844 et suiv.

sieurs fois l'an, notamment à la Noël et à Pâques¹. Ils y appelaient, nous rapporte un chroniqueur de Louis VII, les prélats et les grands du royaume, pour examiner avec eux les affaires intéressant l'Église aussi bien que l'État². Ces assemblées mixtes n'ont plus à discuter de questions de dogme ou de morale³ : les nombreux conciles réformateurs, réunis à la même époque, suffisent à cette besogne, et de la tenue de ceux-ci la royauté ne s'occupe à peu près pas ; les légats les convoquent et les président ; ils soumettent au pape les décisions qui y sont prises, pour qu'il les confirme ou les amende.

Mais on aurait tort de croire que les questions ecclésiastiques traitées dans les *concilia regia* se réduisaient à des demandes d'argent adressées au clergé, ou à des protestations d'évêques contre les empiétements de la juridiction laïque. C'est dans une assemblée de ce genre, tenue à Étampes en 1130, que Louis VI le Gros se déclara en faveur d'Innocent II contre son rival Anaclet III (Pierre de Léon). Dans une autre, à Beauvais, en 1160, Louis VII le Jeune prit le parti d'Alexandre III contre l'antipape Victor V (Octavien)⁴. Et celle de 1302, où Philippe le Bel soumit au clergé son différend avec Boniface VIII, n'est pas d'une autre espèce. A l'époque de la réforme grégorienne, où les légats imposaient au nom du pape des redressements rigoureux, c'est dans les conciles royaux que l'on critiquait ces décisions, que l'on examinait dans quelle mesure elles portaient atteinte aux droits du roi ou aux coutumes du royaume. L'opposition des laïcs, plus indépendants à l'égard de Rome, fournissait aux évêques une excuse auprès du pape s'il leur répugnait d'obéir à certaines injonctions. Après Grégoire VII, Urbain II et Pascal II avaient interdit aux nouveaux évêques de prêter au roi le serment d'hommage. Au *concilium* réuni par Philippe I^{er} à Orléans, pour la Noël de 1108, le roi rendit le siège de Reims à l'archevêque Raoul, qui en avait été dépossédé ; mais négligeant les défenses pontificales, l'assemblée exigea que Raoul se soumît au serment d'usage. Et Yves de Chartres écrivit à ce propos

(1) Sur les assemblées capétiennes, cf. A. LUCHAIRE, *Histoire des institutions monarchiques de la France*, t. I, p. 253-276.

(2) A cette époque, les *conventus* se tenaient le plus souvent à Paris, *quae est regni caput et sedes regia, ubi solent reges antiqui conventum praelatorum et principum evocare, ad tractandum super statu Ecclesiae et de regni negotiis ordinandum*. F. DUCHESNE, *Historiae Francorum scriptores*, t. IV, p. 390.

(3) C'est cependant dans un de ces conciles royaux, tenu à Orléans, pour la Noël de 1022, que furent condamnés au feu les « Manichéens ». Chr. PFISTER, *Études sur le règne de Robert le Pieux*, p. 331-335.

(4) Cf. A. LUCHAIRE, *Histoire des institutions monarchiques de la France*, t. I, p. 266. « Les affaires ecclésiastiques, si importantes et si complexes au Moyen Âge, se réglaient surtout avec l'aide des évêques et des abbés. Mais il serait aisé de démontrer qu'une part assez considérable était laissée à l'influence laïque lorsque l'Église et la religion étaient en cause. Dans les assemblées qui revêtaient plus particulièrement le caractère d'un concile, les évêques commençaient par vider les questions purement ecclésiastiques ; le roi et les seigneurs étaient ensuite introduits et participaient aux débats ». *Ibid.*, p. 265.

à Pascal II que force était bien de relâcher la rigueur du précepte, puisque la paix de l'Église et la charité fraternelle ne permettaient point de faire autrement ¹.

Ainsi, fréquemment, et depuis la conversion de la monarchie franque au christianisme, l'épiscopat national s'assemblait sur l'ordre du roi ; depuis le x^e siècle, il délibérait en sa présence ou près de lui ; toutes les questions importantes qui concernaient l'Église de France, et notamment ses rapports avec la cour de Rome, se discutaient avec le roi ou ses représentants. Quoi d'étonnant, dès lors, si, à une heure particulièrement grave, et où la papauté fait à peu près défaut, cette Église de France demande au roi de l'organiser lui-même ?

§ 4. — Le roi et la législation canonique.

CONFIRMATION DES DÉCRETS CONCILIAIRES Ajoutons qu'une longue tradition reconnaissait au roi des pouvoirs étendus sur la discipline ecclésiastique. D'abord, il était à l'origine même d'une bonne partie de la législation intéressant l'Église locale. Nous l'avons vu confirmer les décrets conciliaires. Clovis, notamment, et plus tard les Carolingiens, en ajoutant leur sanction aux décisions épiscopales, les convertissent en lois du royaume ; ils en deviennent ainsi les auteurs et prennent l'engagement implicite de les faire observer. Le roi sanctionne également les prescriptions papales, qu'il publie revêtues de son autorité.

SURVEILLANCE DE LA DISCIPLINE Mais la vigilance des princes ne se borne pas à imposer l'obéissance aux décrets qui paraissent ainsi émaner d'eux : c'est à l'ensemble de la législation canonique que s'étend la sollicitude royale. Les *missi dominici* de Charlemagne ne surveillent pas seulement l'administration des comtes et des fonctionnaires impériaux, mais bien aussi la conduite des évêques et des abbés. Louis le Débonnaire proclame son droit d'admonester les prélats et de les contraindre à s'acquitter comme il faut de leur mission spirituelle ². Les Capétiens n'ont rien abdiqué de cette autorité inhérente à la fonction souveraine. Robert le Pieux intervient dans toutes les affaires spirituelles de quelque

(1) *Reclamante Curia, plenariam pacem impetrare nequivimus, nisi praedictus metropolitanus per manum et sacramentum eam fidelitatem regi faceret... Quod persuadentibus et impellentibus totius Curiae optimatibus, etsi propter mandatorum rigorem minus licebat, factum est tamen, quia ecclesiae pacis et fraternae dilectioni sic expediebat.* Et il conclut : *Ibi consilii et pietatis studeatis visceribus abundare ubi fas non est debitam fortitudinem exercere.* YVES DE CHARTRES, ép. 190, dans *P. L.*, t. CLXII, col. 196.

(2) A. BONETIUS, M. G. H., *Capitularia regum francorum*, t. I, p. 303, n° 2.

importance. « Les chroniqueurs se plaisent à nous montrer l'humilité de Robert chantant au lutrin. Qu'on ne s'y trompe pas. En réalité il commande, et l'Église suit l'impulsion reçue »¹. Les principales occasions qu'a le roi d'imposer l'obéissance aux canons se trouvent même inscrites dans les vieux coutumiers : « Evesques ne puet lessier sa citié ne aler aillors por i remanoir. Et s'il le fet, li rois puet fere prandre toz ses biens tenporex jusqu'il soit venuz à amendement »². Tous les rois, il est vrai, n'ont pas employé cette autorité dans un sens également bienfaisant pour l'Église. Si Robert le Pieux, si Louis le Jeune se firent les soutiens de ce que leur clergé comptait de bons éléments, Philippe I^{er}, au contraire, et Louis le Gros appliquèrent plutôt leurs efforts à entraver la réforme dont la papauté prenait l'initiative, convaincus, dit un contemporain, que moins une Église est régulière, « plus elle est dépendante du roi et lui rapporte de profits, en ce qui touche du moins les intérêts temporels »³. Mais, du point de vue qui nous occupe, peu importe quel usage les rois de France firent de leur pouvoir : il suffit d'enregistrer que personne ne le leur contestait lorsqu'ils l'employaient pour le maintien de la discipline canonique.

§ 5. — Le roi et les biens temporels de l'Église.

PENDANT LA VACANCE DES SIÈGES A défaut de toute autre occasion, le soin de ses intérêts temporels aurait suffi pour faire prendre à l'Église de France, au cours du Moyen Age, l'habitude de se tourner à chaque instant vers le roi. Nous avons vu que le roi se réservait de remettre aux nouveaux élus les biens temporels de leur évêché. C'est que celui-ci, pendant la vacance, se trouvait sous la domination royale. Dès que mourait un évêque, ou que, pour toute autre raison, il quittait sa charge, tous les fruits de son siège tombaient « dans la main du roi ». Pour tout ce qui concerne le temporel, le roi se substituait à l'évêque, ses officiers prenaient possession des châteaux et des maisons de campagne épiscopales et géraient le patrimoine. L'activité du roi ne se bornait pas, pendant ce temps, à percevoir les revenus : il en profitait pour s'immiscer jusque dans les détails de l'administration diocésaine. Souvent les chapitres, ou des maisons religieuses, recouraient à lui pour obtenir

(1) Chr. PFISTER, *Études sur le règne de Robert le Pieux*, p. 205-206.

(2) *Li livres de jostice et de plet*, p. 327. Ce recueil est de la seconde moitié du XIII^e siècle.

(3) A. LUCHAIRE, *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens*, t. II, p. 265. Sur l'attitude de Robert le Pieux vis-à-vis de la réforme ecclésiastique, cf. Chr. PFISTER, *op. cit.*, p. 300-321 ; sur celle de Philippe I^{er} et de Louis le Gros, A. LUCHAIRE, *op. cit.*, p. 242-243, 265-269.

des concessions que l'ancien évêque leur avait refusées et qu'ils savaient ne pas devoir attendre de la bonne volonté du successeur¹. Le roi agissait ainsi en vertu du droit de régale. Les historiens n'emploient guère ce terme avant le règne de Louis VI et même de Louis VII, mais l'institution qu'il désigne apparaît alors comme établie déjà depuis longtemps².

LE DROIT DE RÉGALE La régale se rattache plutôt au droit de propriété qu'au droit de souveraineté ; aussi dut-elle exister d'abord pour les seuls évêchés appartenant au domaine royal proprement dit³. Mais si la royauté française, quand les Capétiens y accédèrent, trouvait en face d'elle une multitude de droits qui s'opposaient aux siens, cependant elle n'avait point de limites définies, écrites. « Dans son origine et dans sa nature, elle est essentiellement indéfinie, flexible, capable de se resserrer et de s'étendre, de s'adapter aux circonstances les plus diverses, de jouer les rôles les plus différents, ancienne de nom, jeune de fait, et placée évidemment à l'entrée d'une vaste carrière »⁴. Or, les Capétiens profitèrent, justement, de cette heureuse flexibilité pour faire coïncider les limites du domaine avec celles du royaume, pour étendre au royaume les droits dont ils jouissaient sur le domaine ; et c'est là ce qui donne à la monarchie française son caractère original. En recevant la couronne, les rois de la troisième dynastie « ont gardé tout ce qu'ils possédaient auparavant et ils se sont servis des ressources du domaine pour remplir leur métier de roi. Certes, les princes qui étaient placés à la tête de l'Allemagne avaient une puissance bien plus grande que celle de nos rois français du XI^e et du XII^e siècle. Mais parce que les ducs, aussitôt élus rois, abandonnaient leurs duchés à leurs parents ou à leurs amis, parce que les comtes renonçaient à leurs comtés pour prendre la pourpre impériale, les souverains de ce pays en furent bientôt réduits à transporter de résidence en résidence, de plaid en plaid, leur épée, leur justice, leur impuissance et leur pauvreté. Bientôt, dans l'intérieur du royaume de France, on opposa le domaine à ce qui n'était pas le domaine, et les souverains firent tous leurs efforts pour augmenter la première partie au détriment de la seconde. Robert avait commencé cette nouvelle sorte de conquête et ses successeurs continuèrent son œuvre. Ils ne s'arrêtèrent que le jour où

(1) A. LUCHAIRE, *op. cit.*, t. II, p. 59.

(2) Chr. PFISTER, *op. cit.*, p. 204.

(3) Sur le fonctionnement de la régale (avec quelques bonnes indications bibliographiques sur les origines), cf. Cl. LAPLATTE, *L'administration des évêchés vacants et la régie des économats*, dans *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. XXIII, 1937, p. 161 et suiv.

(4) P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 185.

les limites du domaine furent aussi étendues que celles du royaume, et alors on vit ce spectacle étrange d'un roi joignant à son droit de souveraineté des droits de propriété »¹. Ainsi s'explique, semble-t-il, l'extension de la régale à des évêchés de plus en plus nombreux.

LES ALIÉNATIONS Après avoir remis les biens épiscopaux à leurs nouveaux possesseurs, le roi ne les perdait pas de vue. Son droit de propriétaire éventuel l'amenait à les tenir sous sa surveillance. Les lois ecclésiastiques interdisaient de les aliéner : le roi se préoccupait de faire observer cette règle. D'après un usage déjà répandu au XI^e siècle, et que déploraient, d'ailleurs, les prélats les plus pieux, les églises cédaient parfois à des laïcs, sous le nom d'« autel », les revenus de quelques terres, moyennant une légère redevance destinée à subvenir aux frais du culte ; mais pour cette opération même il fallait le consentement du roi².

LES ACQUISITIONS, LA MAINMORTE Sans doute, l'Église jouissait de la liberté d'acquérir des biens-fonds ; mais comme, une fois dans ses mains, ils n'en devaient plus sortir, la féodalité s'était émue du préjudice que ces acquisitions portaient aux finances des seigneurs, qui tiraient une bonne partie de leurs revenus des droits imposés sur les transmissions héréditaires ou les aliénations entre vifs. Parmi les remèdes tentés, celui-ci prévalut : moyennant une indemnité payée une fois pour toutes, et représentant les profits éventuels que cette acquisition par l'Église lui faisait perdre, le seigneur consentait à laisser le bien « tomber en main morte ». Mais le seigneur qui autorisait ainsi l'achat n'était pas seul intéressé à cette mutation : l'amortissement pouvait diminuer le domaine utile, ou tout au moins le domaine éminent, d'un féodal plus élevé, en remontant jusqu'au souverain ; leur consentement à tous était donc nécessaire et c'était finalement le souverain qui autorisait l'amortissement. Au XIII^e siècle, le roi tira profit de cette institution. Invoquant son titre de souverain universel du royaume, il exigea d'intervenir à l'occasion de chaque acquisition de biens par une église. Avec l'affaiblissement du système féodal, les intermédiaires s'éliminèrent : le roi autorisait l'achat, percevait le droit d'amortissement, et indemnisait le seigneur direct³. Ainsi, pour l'acquisition de ses biens comme pour leur aliénation, le clergé ne pouvait rien faire sans le roi.

(1) Chr. PFISTER, *op. cit.*, p. 207.

(2) *Ibid.*, p. 203.

(3) A. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 270.

LE DROIT DE GARDE La possession de ces biens n'allait pas sans difficultés : il fallait les défendre contre l'envahisseur, le déprédateur, contre le voisin plus fort, toujours tenté de molester le propriétaire ecclésiastique. A qui le clergé s'adressait-il ? Souvent au roi de prime abord ; mais toujours avait-il au moins la ressource suprême d'invoquer son secours, si celui des autres lui faisait défaut. En effet, le roi tenait sous sa *garde* toutes les églises du royaume.

LES DIFFÉRENTES GARDES On distinguait parfois trois situations juridiques dans lesquelles les églises pouvaient se trouver par rapport à la protection royale. « Scachez, dit Bouteiller dans sa *Somme rurale*, que encores y a un autre droict appartenant aux églises. Car les aucunes sont en la sauve et especiale garde du Roy nostre Sire, de droict especial. Les autres de droict general, et les autres n'y sont fors tant seulement que le Roy comme leur seigneur souverain les doit aider à garder et defendre de violence de tort et de puissance d'homme desordonné »¹. Mais en fait le roi admettait toutes les églises dans sa garde au moins générale. Chaque église était nécessairement, en outre, sous la garde spéciale d'un protecteur : en principe, le baron. C'est ce que nous affirme Beaumanoir : « Voirs est que li rois generaument a la garde de toutes les eglises du roiaume, mes especiaument chascun baron l'a en sa baronie, se par renonciation ne s'en est ostee »². Mais cette règle n'allait pas sans de nombreuses exceptions. Tout d'abord, comme le remarque Beaumanoir, le baron n'a cette garde que s'il n'y a pas renoncé : « se li barons renonce especiaument a la garde d'aucune eglise, adonques vient ele en la garde du roi especiaument ». En outre, toutes les cathédrales jouissent de la garde spéciale du roi, en vertu même de leur qualité ; et aussi les églises de fondation royale, celles qui peuvent invoquer une coutume ancienne, celles qui ont obtenu positivement ce privilège en vertu de « lettres de garde gardienne »³. La prescription trentenaire⁴, les malversations du baron qui opprime

(1) J. BOUTEILLER, *Somme rurale*, p. 741 (l'ouvrage est de la seconde moitié du xiv^e siècle).

(2) Ph. DE BEAUMANOIR, *Coutumes de Beauvaisis*, n° 1465 (le livre a été terminé en 1283).

(3) *Grand coutumier de France* (achevé entre 1387 et 1389, par Jacques d'Ableiges, qui arrêta définitivement la forme de ce recueil, formé progressivement par le travail de plusieurs compilateurs et par des additions successives. Cf. Léopold DELISLE, *L'auteur du Grand coutumier de France*, dans *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, t. VIII, 1881, p. 140 et suiv.), p. 96. « Item au roy et pour le tout en tout son royaume appartient la congnoissance souveraine et ressort sans moyen des églises cathédrales et des églises qui sont de fondacion royale, de garde antique et aultres qui sont réservées et exemptées par privilège ou en aultre manière, en chief et en membres, et aussi de leurs subjects, hommes et serviteurs, terres et possessions et des aultres droicts à eux appartenans en quelque manière que ce soit ». Cf. BOUTEILLER, *Somme rurale*, *Annotations sur le tilre neufiesme*, p. 744.

(4) « Aucunes églises sont qui ont privileges des rois de France, liquel privilege tesmoignent

l'église au lieu de la protéger¹ sont encore des titres invoqués par le roi pour étendre sa garde spéciale. A partir du XII^e siècle, il entre dans la politique de la monarchie de prendre le plus d'églises possible sous cette garde expresse. Le mouvement est commencé dès avant Philippe-Auguste ; il se continue sous les règnes de Louis VIII, Louis IX, Philippe le Hardi, pour atteindre à peu près complètement son but sous celui de Philippe le Bel. En agissant ainsi, la royauté n'obéissait pas seulement à des préoccupations religieuses, les seules qui apparaissent dans les chartes : elle étendait son pouvoir au détriment des seigneurs féodaux ; placée sous la garde spéciale du roi, une église devenait comme un petit État indépendant, « un foyer d'où l'influence monarchique rayonnera, ouvrant les voies à l'action des officiers royaux et préparant l'annexion de la province »².

LA GARDE SPÉCIALE La garde spéciale imposait à son détenteur des devoirs dont les églises tiraient les plus précieux avantages. La protection du gardien couvrait les personnes : religieux du monastère, serviteurs, habitants de la paroisse, ouvriers travaillant à la construction ou à l'entretien des bâtiments, marchands qui se rendent aux foires de l'abbaye ; les biens meubles et immeubles : terres, animaux domestiques, fours, moulins, greniers, granges, etc. ; les droits incorporels : dîmes, redevances, droits de justice³. Le gardien devait à ses assistés le « conseil » : les clercs, peu versés dans la connaissance des lois ou de la procédure, pouvaient lui demander qu'il les éclairât, qu'il intervînt, en personne ou par ses gens, dans les négociations relatives à leurs intérêts. Il leur devait l'« aide », et cette expression est des plus larges ; elle s'applique à l'emploi de l'influence du gardien pour écarter de ses protégés tout préjudice qu'une mesure quelconque, prise par un seigneur ou un établissement voisin, pourrait leur causer, par contre-coup ; à son intervention dans les affaires intérieures du couvent ou de la paroisse, pour y maintenir la paix et le bon accord ; à son action auprès des créanciers pour empêcher les saisies trop brutales. Mais surtout le gardien devait à ses

qu'elles sont en chief et en membres en la garde le roi. Nepourquant se teus eglises ou li membres de teus eglises sont en la terre d'aucuns des barons et estoient au tans que li privileges leur fu donnés, li privileges ne tout pas la garde especial du baron ; car quant li rois donne, il est entendu sauf le droit d'autrui. Nepourquant se li barons lessa le roi user de la garde puis le privilege par XXX ans pesiblement sans debat, au roi doit demourer la garde especiaus selonc le privilege, car bien otroie ce que ses sires souverains fet, qui tant de tans suefre sans debatre ». BEAUMANOIR, *op. cit.*, n° 1467.

(1) « ... Se li barons leur fet tort en sa garde ou s'il ne les veut garder de ceux qui tort leur font, adonques pueent il trere au roi comme a souverain et ce prouvé contre le baron qui les devoit garder, la garde especiaus demeure au roi ». BEAUMANOIR, *op. cit.*, n° 1466.

(2) Noël DIDIER, *La garde des églises au XIII^e siècle*, p. 176.

(3) *Ibid.*, p. 221.

églises la « défense », la protection contre les coups de force, les invasions, le pillage, l'exigence de services non dus ; et s'il arrivait trop tard et que le mal fût fait, il imposait réparation ¹.

En règle générale, le gardien ne doit pas s'immiscer spontanément dans les affaires de l'église : il lui faut attendre qu'on l'en requière. Toutefois, il lui appartient d'imposer des mesures conservatoires, propres à parer aux dangers éventuels. Une fois sollicité, il agit le plus rapidement possible ; dans les cas les plus graves, il se déplace lui-même, à la tête de ses gens : les premiers Capétiens l'ont fait à maintes reprises. Mais d'ordinaire, et surtout avec le progrès de l'administration, le roi confie le soin de veiller sur ses églises à ses agents généraux, les baillis, les sénéchaux, et ceux-ci, quand un danger menace, dépêchent à l'église des sergents, avec le titre de custodes, ou d'agents gardiens. Habituellement, une délégation générale suffisait pour que les baillis et sénéchaux s'acquittassent de leur mission de protecteurs ; mais les cas ne sont pas rares où le roi en personne, sollicité par une église, leur fait expédier des lettres pour exciter leur vigilance et leur signaler les craintes de ses protégés ².

Les procès soulevés contre une église que le roi tenait en sa garde spéciale, ou ceux qu'elle-même intentait, n'allaient pas devant d'autres tribunaux que ceux du roi. Quelquefois, le bailli ou le sénéchal en connaissait ; mais souvent aussi, surtout lorsque des troubles se produisaient, le roi nommait un commissaire, qui venait sur les lieux, tranchait sommairement le cas s'il lui paraissait clair, ou, dans l'hypothèse contraire, plaçait le débat « dans la main » du roi et assignait les parties à un prochain parlement ³.

Bien qu'il existât d'assez nombreux cas de garde absolument gratuite, cependant, la plupart du temps, les charges de la garde avaient des compensations. Le gardien pouvait user dans son propre intérêt des forteresses dépendant de l'église ; il avait droit au gîte, lui et les gens de sa suite, recevait des redevances en espèces ou en nature. Il alléguait aussi fréquemment son titre pour intervenir dans les élections ⁴.

LA GARDE GÉNÉRALE Si l'on se dit que le roi de France est arrivé, aux XIII^e et XIV^e siècles, à assumer la garde spéciale de la plupart des églises, séculières et régulières, l'on devine quelles relations suivies il entretenait avec le clergé et les moines du

(1) N. DIDIER, *op. cit.*, p. 224-243.

(2) *Ibid.*, p. 252-268.

(3) *Ibid.*, p. 323-345.

(4) *Ibid.*, p. 288-289.

royaume. Mais même les églises qui restaient sous la protection spéciale d'un seigneur féodal étaient au moins sous la garde générale du roi. Cette dernière se rattache à l'idée que le roi, en vertu même de son titre de souverain, héritier des traditions romaine et franque, placé en dehors et au-dessus de tout rapport féodal, a l'obligation de protéger l'Église. Ce patronage des Capétiens ne fut pas seulement théorique, « l'histoire du pouvoir royal, du ^x^e au ^{xiii}^e siècle, est faite en grande partie des expéditions entreprises contre les dévastateurs des domaines ecclésiastiques. De toutes parts, les églises adressent au roi leurs doléances au sujet des actes de brigandage et des vexations innombrables que les barons leur font subir. Jusque sous Louis VII, au delà même, l'autorité capétienne est obligée de réduire par la force les seigneurs qui empiètent sur les droits des églises et des monastères »¹.

En qualité de gardien général, il appartient au roi de contrôler comment les barons s'acquittent de leur garde spéciale, de les exciter s'ils se montrent négligents, de se substituer à eux lorsque le danger presse et qu'ils sont dans l'impossibilité de remplir leur devoir. Dans ce dernier cas, le secours immédiat une fois accordé, le souverain s'efface devant le gardien ordinaire. Au contraire, s'agit-il d'actes nuisibles posés par celui-ci, ou d'un refus injustifié de prêter l'assistance qu'il doit, alors le seigneur féodal déchoit de ses prérogatives et le roi assume pour toujours, en son lieu et place, la garde spéciale².

§ 6. — Le roi et les privilèges ecclésiastiques.

*L'ÉGLISE ET L'IMPOT
AVANT L'AN MILLE* Que dire, maintenant, des relations qu'établissaient entre l'Église de France et le roi les préoccupations fiscales, le maintien des privilèges et des immunités ? Au cours du premier millénaire de son existence, l'Église avait vu se poser plusieurs fois à son sujet la question de l'impôt. Sous l'empire romain, si elle considéra elle-même la propriété comme une création artificielle du droit positif, légitimement réglée par les seules lois de l'État, si elle ne vit aucune raison de se soustraire aux charges communes et de ne point contribuer, comme tout le monde, à fournir au souverain les moyens de maintenir la paix, ses biens furent cependant, à l'instar des biens des corporations chargées d'un service public, exonérés de certaines corvées ou redevances. Cette immunité relative disparut, en Occident, avec

(1) N. DIDIER, *op. cit.*, p. 157.

(2) *Ibid.*, p. 165 et suiv.

l'empire, et, sous le régime barbare, l'Église supporta d'abord toutes les charges dont les biens profanes étaient grevés ¹.

*EFFORTS DE L'ÉGLISE FRANQUE
POUR SE LIBÉRER DU FISC*

Mais entre temps l'Église est devenue grand propriétaire ; elle va s'attacher à défendre ses possessions.

En territoire franc, l'effort des évêques tend à libérer les biens ecclésiastiques de l'ingérence des agents du fisc : obéir à ces fonctionnaires laïcs leur paraît, en effet, la pire des servitudes. Ils obtiennent donc du prince, en vertu de diplômes particuliers, des privilèges d'immunité. Ces diplômes n'exemptent pas de l'impôt la propriété ecclésiastique : ils la soustraient à la compétence des fonctionnaires séculiers. Les églises payent, mais à des collecteurs spéciaux et suivant un mode de perception fixé par elles-mêmes. En apparence, elles échappent au droit commun : les canonistes partiront de ce fait pour aboutir au principe de la contribution volontaire, du don gratuit, de l'indépendance du patrimoine spirituel.

THÉORIE DU PRIVILÈGE

Ils vont se mettre, en effet, dès l'époque carolingienne, à élaborer une théorie du privilège. Il ne faut pas que des concessions octroyées par chartes puissent être révoquées ; il convient de les asseoir sur des fondements moins chancelants que le bon vouloir actuel du prince. Ils relèvent donc avec soin et mettent en valeur les textes anciens favorables à l'immunité ecclésiastique. La Sainte Écriture ne leur en fournit que quelques-uns, mais frappants, comme ce passage de saint Mathieu : *ergo filii sunt liberi*. Ils trouvent dans le code théodosien un arsenal mieux pourvu. Pour justifier l'exemption des *munera sordida*, pour confirmer les immunités ecclésiastiques et punir ceux qui les violeraient, les empereurs romains avaient employé des expressions témoignant d'une grande déférence à l'égard des biens d'Église. Les auteurs des Fausses Décrétales s'en emparent ; les détournant de leur sens primitif, ils les font servir contre la spoliation ; ils étendent à la propriété ce qui ne visait que la contribution fiscale. Mis sous le nom des plus vénérables papes, ces textes paraissent refléter la tradition apostolique et rattacher le principe au Christ lui-même. Par immunité, l'Église franque entend donc, à la fin de l'époque carolingienne, l'autonomie de ses domaines ; le privilège fiscal s'absorbe dans quelque chose de plus vaste : la défense de la propriété ; en attendant que la théorie générale de la *consecratio*, élaborée définitivement pendant

(1) G. LE BRAS, *L'immunité réelle*, p. 17-31.

la querelle des Investitures, donne un fondement plus solide encore à l'intangibilité du patrimoine ecclésiastique¹.

APPLICATION A LA PRATIQUE

Ces conceptions sur la « franchise » de ses biens, il faut que l'Église les harmonise avec la pratique, car elle n'entend point refuser sa participation aux charges séculières : elle y arrive avec les notions de contrat et de subside caritatif. Le principe souvent formulé, et toujours au moins implicitement supposé, par les canonistes du Moyen Age est que l'Église n'est jamais tenue qu'en vertu d'un contrat, consenti par elle. Elle a accepté le contrat féodal : elle s'acquittera donc des obligations du vassal à l'égard du suzerain, service militaire, aides, corvées, droit de gîte, droit de péage, etc. Entre le prince et les sujets subsiste un contrat tacite, qu'elle accepte de même : elle payera donc les impôts ordinaires, parce qu'ils représentent un salaire pour la protection du roi, une assurance contre les troubles qui pourraient menacer la tranquille possession de ses biens. Ces charges diverses, les autres vassaux ou sujets y sont obligés par la loi ; il n'en va pas de même pour l'Église : elle exécute des clauses qu'elle a consenties librement, et cela lui permet, le cas échéant, de résister à l'arbitraire².

En dehors de ces charges contractuelles, elle ne doit rien ; mais elle payera cependant bien davantage. Fréquemment, pour assurer la paix, ou les aider dans des entreprises considérables, les Capétiens ont demandé aux églises des subsides extraordinaires. Réclamées, à l'origine, à titre exceptionnel, ces contributions tendent, au XII^e siècle, à se régulariser, à se transformer en de véritables impôts ; et l'on ne relève guère, de la part du clergé, que des oppositions de pure forme, d'ailleurs rares. Mais il revendique son droit de consentir : c'est le subside caritatif, librement octroyé. Sans doute, il lui serait difficile de se soustraire aux pressantes sollicitations du roi ; il s'exécutera donc toujours, en pratique, mais le principe restera sauf³. Il en ira de même au XIII^e siècle, quand ces levées prendront un autre caractère. A cette époque, ce n'est plus le roi, mais le pape, qui s'adresse aux églises, en faveur des croisades ; le légat s'entend avec le roi pour taxer le clergé, un mode de contribution s'organise qui devient bientôt le seul usité : la décime. Ces contributions sont lourdes ; le clergé discute ; non seulement il ne laisse jamais d'affirmer son droit de consentir, mais il règle l'exécution. En 1294, par exemple, il dicte ses volontés : la levée « sera faite exclusivement par ses soins, elle

(1) G. LE BRAS, *op. cit.*, p. 31-56.

(2) *Ibid.*, p. 107, 110-118.

(3) *Ibid.*, p. 118-122.

ne se prolongera pas au delà du temps des opérations militaires ; pendant cette période, le roi n'exigera de l'Église aucune contribution »¹. Mais qu'on ne s'y trompe pas : si le clergé proteste, c'est contre les exigences pontificales. Il se « plaint des ordres venus de Rome, tout en affirmant sa fidélité au roi »².

LE ROI GARDIEN DES IMMUNITÉS

Du reste, le roi n'est-il pas le défenseur de ces « libertés » ? C'est lui qui les a accordées, par ses innombrables diplômes, et quand les papes veulent y toucher, pour des fins qui n'intéressent pas la politique du royaume, il n'hésite pas à protester. L'imposition de décimes en faveur des croisades se rattache, en effet, à une conception générale des pouvoirs de la papauté sur les biens ecclésiastiques. Les clercs en jouissent, ils en ont l'usufruit. Mais qui en possède la propriété ? Les héritiers des anciens donateurs ? Les pauvres ? L'Église universelle ? En France, nous avons vu en quelle dépendance ils se trouvaient par rapport au roi. Mais à Rome l'idée prévaut que le pape peut en disposer, les taxer comme bon lui semble et en choisir les détenteurs. Il use de ce droit pour favoriser les croisades, mais aussi pour subvenir aux besoins de sa curie ou aux expéditions contre les ennemis des États pontificaux. Grégoire IX est tellement persuadé de la réalité de ce pouvoir qu'il ne demande pas seulement aux évêques de l'argent, mais des soldats³. On comprend aisément que le roi n'ait point protesté contre ces prétentions quand il en tirait profit et que le produit des impôts exigés par décret papal entrait dans ses propres coffres. Il n'en va pas de même quand les deniers doivent sortir de France et que les exactions appauvrissent le clergé sans servir aux intérêts de l'État.

SAINT LOUIS ET INNOCENT IV

L'Église gallicane n'eut peut-être pas de protecteur plus ferme de ses libertés que le saint roi Louis IX. L'on trouverait difficilement, dans une autre bouche, affirmation plus nette de l'obligation qu'a le souverain de défendre les intérêts matériels de son clergé, et à la

(1) G. LE BRAS, *op. cit.*, p. 133.

(2) *Ibid.*, p. 131. Sur les protestations du clergé contre les impositions romaines, cf. F. ROQUAIN, *La papauté au Moyen Age*, p. 221 ; *Id.*, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. II, p. 166, 167, 180 ; P. VIOLLET, *Examen critique d'un ouvrage de M. Gérin sur la Pragmatique Sanction de saint Louis*, dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1870, p. 170. Le clergé déclare qu'il préfère se laisser excommunier, car s'il cède, on lui demandera davantage. En 1263, il refuse d'abord le centième que le pape lui impose pour la croisade. Il finit par l'accorder sur les instances de saint Louis et après avoir appris les victoires remportées en Palestine par le sultan d'Égypte. Mais il déclare expressément qu'il le fait « non en vertu des ordres apostoliques ni par aucune contrainte, mais de sa seule volonté ».

(3) Ch. V. LANGLOIS, dans *l'Histoire de France* de LAVISSE, t. III², p. 62 et suiv.

fois de son droit d'employer au bien de l'État les ressources dont les églises peuvent disposer.

Le 2 mai 1247, arriva devant Innocent IV, résidant alors à Lyon, une ambassade conduite par Ferry Pâté, maréchal de France, représentant le roi. Elle comprenait les évêques de Soissons et de Troyes, mandataires des prélats français, et deux délégués des chapitres et du bas clergé. Elle exposa au pape un certain nombre de griefs : à propos de ses usurpations en matière de juridiction, des abus commis par les agents pontificaux chargés de maintenir les privilèges apostoliques des Templiers, des Hospitaliers et de quelques étrangers possédant en France des bénéfices : ils n'hésitaient point à frapper de censures les prélats et à jeter l'interdit sur les terres de quiconque leur résistait ; à propos de la collation de bénéfices français à des Italiens, des subventions que le pape exigeait pour l'Église romaine et l'Empire d'Orient ; à propos, enfin, des procédés employés par les collecteurs pontificaux. Le pape promit de faire une enquête sur ses agents, de rappeler ceux qui auraient mal agi. Il était prêt, dit-il, à révoquer en temps et lieu les usurpations récentes de pouvoir, s'il y en avait eu, — ce que d'ailleurs il ne croyait pas, — mais il entendait ne rien changer aux droits dont la papauté était en possession ou à peu près, *vel quasi*¹.

Les envoyés trouvèrent ces réponses insuffisantes et s'en retournèrent mécontents. Saint Louis dut partager leur sentiment, car une seconde ambassade partit pour Lyon dans les premiers jours de juin. Le mémoire que lut son chef a été conservé². « Le roi mon maître, dit-il, a depuis longtemps supporté à grand'peine le tort qu'on fait à l'Église de France, et par conséquent à lui-même, à son royaume. De peur que son exemple ne poussât les autres souverains à prendre contre l'Église romaine une attitude hostile, il a tu ses griefs, en prince chrétien et dévoué ; jusqu'à ce jour il a pu croire ou espérer que vous renonceriez à de fâcheux procédés, soit de vous-même, soit par égard pour ses prières réitérées ; mais voyant aujourd'hui que sa patience reste sans effet, que chaque jour amène de nouveaux griefs, après en avoir mûrement délibéré, il nous a envoyés vous exposer ses droits et vous faire part de ses avis ».

Après avoir observé que les grands partagent le mécontentement du prince, qu'ils lui reprochent de laisser détruire le royaume et qu'ils n'obéissent plus à l'Église que par crainte de l'autorité royale, que leur indignation gagne le pays, où l'amour traditionnel pour le Saint-Siège est à la veille de se changer en haine, l'orateur passe au détail

(1) E. BERGER, *Les registres d'Innocent IV*, t. II, p. cxcii.

(2) E. BERGER, *loc. cit.*, p. cxci et suiv.
Martin. — I.

des abus dont la papauté donne au monde le triste spectacle. Chaque fois, dit-il, que le pape se trouve dans le besoin, il lève des impôts sur le temporel des églises de France ; il taille les prêtres, les évêques, comme s'il s'agissait de juifs ou de manants ; s'ils refusent de s'exécuter, il les menace de censures. « Il est inouï d'entendre par le monde cette parole : donnez-moi tant ou je vous excommunie ». Ne va-t-il pas même jusqu'à demander aux prélats des soldats pour combattre Frédéric II ? Fiers guerriers que ceux que les évêques pourraient lui fournir ! D'ailleurs, on ne sait même pas si l'empereur veut l'attaquer ; et dût-il venir, ne vaudrait-il pas mieux se rappeler le conseil évangélique : « si l'on vous poursuit dans une ville, fuyez dans une autre » ? C'est le septième de tous leurs revenus qu'Innocent réclame à certaines églises, à d'autres le cinquième. Les collecteurs pontificaux aggravent encore ces charges par leurs exigences personnelles : même les moines mendiants employés à cette besogne se font entretenir à grands frais. Le Saint-Siège manifeste autrement encore une dangereuse tendance à empiéter sur les droits du clergé national : il impose aux églises une foule de pensions, il réserve une quantité de prébendes, il prive les églises de leurs maisons, de leurs granges, de leurs terres, au profit d'étrangers qui ne résident pas et dont on ignore même, pour plusieurs, s'ils sont jamais nés. Et il n'attend même pas la mort des anciens possesseurs. « La concession d'un bénéfice non vacant est défendue par les lois, afin que nul ne désire la mort de son prochain ; et quoique vous ne soyez pas astreint aux règles du droit humain, il serait convenable que vous obéissiez à la loi que vous avez faite, tout comme Notre-Seigneur Jésus, qui, ne devant rien à la loi, voulut pourtant être soumis à certaines prescriptions légales. Il n'est pas convenable que vous donniez aux gens l'occasion de souhaiter la mort de leur prochain. Quel horrible spectacle dans l'Église de Dieu : chaque jour des chanoines vivants voient à côté d'eux ceux qui attendent leur mort, comme les corbeaux attendent les cadavres ! » Les choses en sont venues à un tel point que les évêques n'ont même plus de quoi pourvoir les clercs honorables de leurs diocèses.

Tous ces abus, le roi de France ne peut les souffrir davantage. Il aime le pape, il le prie de ne point douter de son affection sincère ; mais cette affection ne peut l'empêcher de s'acquitter de son devoir, lequel est de conserver intactes les libertés et les coutumes du royaume que Dieu lui a confié. Il entend que l'Église de France prospère sous son règne, au lieu de déchoir ; il ne peut admettre que des servitudes nouvelles soient imposées au clergé, et par conséquent à l'État. Car non seulement les exactions du Saint-Siège nuisent au culte divin :

en tirant l'argent hors du royaume pour enrichir des étrangers, en appauvrissant ainsi l'Église de France, le pape enlève à celle-ci les moyens de contribuer aux dépenses publiques. C'est comme s'il dépouillait le trésor royal, puisqu'en cas de nécessité les biens ecclésiastiques appartiennent au souverain et qu'il est libre d'en user comme des siens propres. Le roi de France va partir pour la croisade : il entend que les églises de son royaume contribuent largement à son expédition et qu'il leur reste néanmoins assez pour subvenir comme elles le doivent, le cas échéant, à la défense du pays¹.

(1) Du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècle, les défenseurs du Gallicanisme n'ont cessé d'alléguer, comme le palladium des franchises de l'Église nationale, la fameuse *Pragmatique Sanction* de saint Louis. Cf. P. DUPUY, *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. I (2^e partie), p. 77, où l'auteur montre l'usage qui en a été fait jusqu'à son époque ; P. DE MARCA, pourtant modéré, en parle avec enthousiasme : *Inter reges tertiae stirpis emicat sanctus Ludovicus ; qui propria auctoritate, nulla facta mentione congregationis Ecclesiae Gallicanae, celebre illud edictum tulit anno MCCLXVIII, quo pessumdantur novitates ab Ecclesia romana per illas tempestates introductae et Ecclesia Gallicana revocatur ad observationem canonum* (*De Concordia Sacerdotii et Imperii*, t. II, p. 301). Il rappelle les paroles de Jean Juvénal des Ursins, archevêque de Reims, faisant remarquer à Charles VII que sa *Pragmatique* à lui n'est pas la première : « Et n'êtes pas le premier roy qui a fait telles choses... Si fit S. Louis, qui est saint et canonisé. Et faut dire qu'il fit très-bien. Vostre père et les autres ['] ont approuvé » (*Ibid.*). Personne ne croit plus, aujourd'hui, à l'authenticité de ce document célèbre ; cf. Ch. V. LANGLOIS, dans l'*Histoire de France* de LAVISSE, t. III², p. 63. Mais le faussaire qui la rédigea n'eut pas grand mal à en trouver les idées : elles sont exactement celles qu'expose le mémoire de 1247, résumé ci-dessus. Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler ici les termes de la prétendue *Pragmatique* de saint Louis. Elle se trouve notamment dans P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 76. *Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, ad perpetuam rei memoriam. Pro salubri et tranquillo statu Ecclesiae regni nostri, nec non pro divini cultus augmento, et Christi fidelium animarum salute, utque gratiam et auxilium omnipotentis Dei (cujus solius ditioni ac protectioni regnum nostrum semper subjectum extitit et nunc esse volumus) consequi valeamus, quae sequuntur, hoc edicto consultiissimo in perpetuum valituro statuimus et ordinamus.*

Primo, ut ecclesiarum regni nostri praelati, patroni, et beneficiorum collatores ordinarii jus suum plenarie habeant et unicuique sua jurisdictio servetur.

II. Item, ecclesiae cathedrales, et aliae Regni nostri, liberas electiones et earum effectum integraliter habeant.

III. Item, simoniae crimen pestiferum Ecclesiam labefactans a Regno nostro penitus eliminandum volumus et jubemus.

IV. Item, promotiones, collationes, provisiones et dispositiones praelaturarum, dignitatum, et aliorum quorumcumque beneficiorum et officiorum ecclesiasticorum Regni nostri, secundum dispositionem, ordinationem et determinationem juris communis, sacrorum conciliorum Ecclesiae Dei, atque institutorum antiquorum sanctorum Patrum, fieri volumus et ordinamus.

V. Item, exactiones et onera gravissima pecuniarum, per Curiam romanam Ecclesiae Regni nostri impositas vel imposita, quibus Regnum nostrum miserabiliter depauperatum extitit, sive etiam imponendas vel imponenda levare aut colligi nullatenus volumus, nisi dumtaxat pro rationabili, pia et urgentissima causa, vel inevitabili necessitate, ac de spontaneo et expresso consensu nostro et ipsius Ecclesiae Regni nostri.

VI. Item, libertatem, franchisias, immunitates, praerogativas, jura et privilegia per inclitae recordationis Francorum Reges praedecessores nostros, et successive per nos, ecclesiis, monasteriis, atque locis piis, religiosis, nec non personis ecclesiasticis Regni nostri, concessas et concessa innovamus, laudamus, approbamus et confirmamus per praesentes. Earum tenore universis justiciariis, officiariis et subditis nostris ac loca tenentibus, praesentibus et futuris, et eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, distincte praecipiendo mandamus, quatenus omnia et singula praedicta diligenter et attente servent, teneant et custodiant, atque servari, teneri et custodiri inviolabiliter faciant ; nec aliquid in contrarium quovis modo faciant vel attentent, seu fieri vel attentari permittant : transgressores aut contra facientes, juxta casus exigentiam, tali poena plectendo quod ceteris deinceps cedat in exemplum. In quorum omnium et singulorum testimonium praesentes literas sigilli nostri appensione muniri fecimus. Datum Parisiis anno Domini 1268, mense martio.

Cette ordonnance fut composée par un faussaire du ^{xv}^e siècle, qui ignorait les règles de chancellerie des Capétiens directs. Mais elle n'est pas, comme on s'est plu à le dire, invraisemblable parce qu'elle implique, chez son auteur, une indépendance vis-à-vis du Saint-Siège, qui répugne

LES SUCCESSEURS DE SAINT LOUIS Ce mémoire, au témoignage du chroniqueur Mathieu de Paris, produisit une vive impression sur le pape et les cardinaux qui en entendirent la lecture¹. Ils connaissaient assez les vertus de saint Louis pour ne point discuter sur la qualité des sentiments qui dictaient ses paroles. Les rois de France n'oublièrent pas ce précédent. Ce sont les mêmes idées que l'on retrouve, exprimées en termes moins élevés, dans les allégations que firent tenir à Clément V, en 1311, Guillaume de Nogaret et Guillaume de Plaisian, pour justifier l'interdiction portée par Philippe le Bel d'exporter l'argent hors de France² : les biens des églises ont été donnés pour assurer le culte divin et les détourner de cette affectation constitue un pillage, *rapina* ; le roi est le protecteur des églises de son royaume et il a le devoir de les défendre. Du reste, il y a bien peu de diplômes capétiens dont le préambule ne rappelle la nécessité où est le roi, sous peine de compromettre le salut de son âme, de sauvegarder les possessions du clergé³ ; et l'on devine aisément que cette protection s'exercera, éventuellement, même et surtout contre le pape quand les intérêts de la monarchie ne rejoindront pas ceux de la papauté⁴.

Ainsi, de quelque côté que l'on regarde l'Église de France au Moyen Age, on aperçoit quelqu'un des innombrables liens qui l'attachaient au roi : à celui de qui les évêques et beaucoup d'abbés tenaient leur

au caractère de saint Louis (cf. P. VIOLLET, *Examen critique d'un ouvrage de M. Gérin sur la Pragmatique Sanction de saint Louis*, dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1870, p. 162 et suiv.). On vient de voir avec quelle liberté celui-ci s'adressait à Innocent IV. Louis IX est loin d'être un dévot timoré, tremblant devant la majesté de Rome et les foudres ecclésiastiques. En 1234, encore mineur et à l'instigation de sa pieuse mère Blanche de Castille, il refuse de se laisser impressionner par les menaces d'excommunication de Grégoire IX et répond tranquillement qu'une censure injuste ne saurait avoir d'effet. Cf. F. ROCQUAIN, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. II, p. 59 ; sur ses idées à l'égard des excommunications épiscopales, cf. TILLEMONT, *Vie de saint Louis*, éd. de la *Société de l'histoire de France*, t. II, p. 150, 156 et suiv., 255, 262 et suiv.

Ce qui est invraisemblable, c'est la forme même que prend la prétendue *Pragmatique*, celle d'un règlement unilatéral, émanant du roi seul. Saint Louis n'a pas eu l'idée d'enlever au Saint-Siège un pouvoir qu'il savait lui appartenir ; il n'a pas voulu régler de sa propre autorité la discipline de l'Église de France, comme le fera Charles VI en 1407. Il proteste, et avec vigueur, certes, contre les abus, mais il demande à Innocent IV qu'il les élimine lui-même ; il ne pose pas ce principe de droit public que l'Église gallicane est maîtresse chez elle et a le droit de se passer du pape. C'est pour cela que saint Louis, malgré toute sa liberté de langage, n'est pas un « gallican », dans le sens où nous entendons ce terme.

(1) E. BERGER, *Les registres d'Innocent IV*, t. II, p. cxcviii.

(2) P. DUPUY, *Histoire du différend d'entre le pape Boniface VIII et Philippe le Bel, roy de France*, p. 317.

(3) A. LUCHAIRE, *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens*, t. I, p. 43 et suiv.

(4) Il convient, en effet, de ne point perdre de vue ici ce que nous disions plus haut, p. 32. Même à l'époque où les rois se sont montrés le plus fermes à l'égard du Saint-Siège, ils ont su s'entendre avec lui, aux frais du clergé, quand ils y trouvaient leur propre intérêt. Saint Louis ne fait pas exception à cette règle. À la fin de sa vie, il se montra plutôt complaisant vis-à-vis de la papauté, à tel point que le clergé de France sollicita de Clément IV qu'il n'autorisât pas les levées que projetait le roi. Sa démarche, d'ailleurs, n'eut aucun résultat, et le pape renvoya les émissaires « en les accablant de menaces ». Ch. V. LANGLOIS, dans l'*Histoire de France* de LAVISSE, t. III², p. 70.

siège, qui participait à sa législation, qui surveillait sa discipline, avec qui l'on négociait les secours financiers destinés à l'État, qui protégeait contre toute exaction les biens ecclésiastiques.

Certes, tous les rois de France ne furent pas également chers au clergé. A l'égard de Philippe le Bel, par exemple, il se montra servile, accordant tout, s'efforçant d'acheter à ce prix l'intervention du prince contre le zèle agressif de ses officiers ; mais il se plaignit souvent. En effet, sa situation n'était pas enviable : il recevait, à sa demande, d'innombrables chartes, mais annulées par des réticences ou des réserves ; toutes, un *sauf*, un *à moins que*, les rendait pratiquement inefficaces ; aucune ne le garantissait contre l'arbitraire¹. Et pourtant son loyalisme ne faiblit pas. Les clercs savent faire la différence entre la personne et la fonction ; ils gémissent des errements de Philippe, mais, quand il meurt, un *Avisemens* témoigne que « Sainte Église » met sa confiance en son successeur ; elle qui ne pouvait « prier de tout son cœur »² pour le père ne demande qu'à donner au fils sa traditionnelle affection.

(1) Ch. V. LANGLOIS, *loc. cit.*, p. 240 et suiv.

(2) *Avisemens pour le roy Loys* (Louis X le Hutin) cité par Ch. V. LANGLOIS, *loc. cit.*, p. 247.

CHAPITRE III

CARACTÈRE RELIGIEUX DE LA MONARCHIE FRANÇAISE

Les sentiments de vénération, d'attachement, de soumission, que l'Église de France professe à l'égard du roi ne s'expliquent pas uniquement par la mémoire qu'elle garde de ses bienfaits. Elle le voit orné d'une autre auréole que celle du pouvoir souverain : il participe du sacerdoce ; l'onction l'a marqué du sceau divin. Il convient de ne jamais perdre de vue que la royauté française a un caractère sacré¹. Quelquefois, des écrivains catholiques raillent ou s'indignent quand ils rencontrent, dans les discours que certains évêques de jadis adressaient au prince, l'affirmation que celui-ci est un dignitaire d'Église. Ils voient là une flatterie si outrée qu'elle dépasse les bornes de l'obséquiosité permise. Ils ont tort. Quand l'archevêque de Reims, Jean Jouvenel des Ursins, disait à Charles VII : « Au regard de vous, mon souverain Seigneur, vous n'êtes pas seulement personne laye, mais prélat ecclésiastique » ; quand il le nommait la « première personne ecclésiastique » de France, « le premier en vostre royaume qui soit après le pape, le bras dextre de l'Église »², il traduisait la conviction intime de son temps.

§ 1. — Le sacre.

IMPORTANCE DE L'ONCTION Lorsque Pépin le Bref imagina de renouveler à son profit les rites sanctificateurs qui marquaient l'entrée en charge des chefs hébreux de l'Ancien Testament, il transforma la conception que les Francs avaient eue jusqu'alors de la dignité royale. A la vague auréole mystique dont la conscience populaire, influencée par d'obscures réminiscences païennes³, environnait les précédents monarques, il substitua un prestige de nature chrétienne, reposant sur des données bibliques.

(1) Cf. P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. I, p. 269.

(2) JUVENAL DES URSINS, *Histoire de Charles VI*, p. 628 (annotations) ; GODEFROY, *Le cérémonial françois*, t. I, p. 77 ; IMBART DE LA TOUR, *Les origines de la Réforme*, t. I, *La France moderne*, p. 13.

(3) M. BLOCH, *Les rois thaumaturges*, p. 55 et suiv.

Aux yeux de ses sujets, le roi est l'« oint du Seigneur », le *Christus Domini*¹. Ce caractère fut soigneusement mis en relief par les intéressés eux-mêmes. Les évêques francs de l'époque carolingienne eurent beau s'efforcer de montrer que, l'onction ne pouvant être accordée que par les prêtres, ceux qui la recevaient tenaient leur dignité de l'Église et lui restaient inférieurs, ils n'arrivèrent pas à empêcher de prévaloir le sentiment que l'huile sainte opérait par sa vertu propre et que le consécrateur n'était qu'un instrument. Dans les prières du cérémonial, dans le vocabulaire qui devient en usage, les images se multiplient d'où ressort le caractère sacré, et comme sacerdotal, du roi. Les évêques d'Italie ne craignent pas de dire à Charles le Chauve qu'il est « roi et prêtre » ; le pape Étienne III, s'adressant à Carloman, lui applique les expressions de la 1^{re} épître de saint Pierre : « Vous êtes la race sainte, royale, sacerdotale ». Fulbert de Chartres donne à Robert le Pieux le titre de « Sainteté », de « Saint-Père »². Jusqu'au xiii^e siècle, où la théologie sacramentaire reçut toute sa précision³, le terme de « sacrement » est couramment utilisé pour désigner l'onction royale ; on la trouve sous la plume d'Yves de Chartres, de saint Pierre Damien, de saint Thomas Becket⁴. Elle laissait entendre que le rite opérait dans l'âme du prince une transformation d'ordre surnaturel, qu'il lui infusait des grâces spéciales. D'aucuns lui reconnaissaient, entre autres effets, celui d'effacer les péchés⁵. Au moins passait-il pour avoir celui de tirer le roi de la masse des laïcs et d'en faire un clerc, un homme d'Église. Cette idée est nettement formulée par Suger ; racontant brièvement le couronnement de Louis le Gros : « il déposa, dit-il, l'épée de la milice séculière et l'archevêque le ceignit du glaive ecclésiastique »⁶.

Les papes ne furent pas sans pressentir le danger d'une pareille opinion. Ils s'efforcèrent d'éliminer du sacre des rois l'onction sur la tête, caractéristique de celui des évêques ; mais en vain : l'huile sainte

(1) M. BLOCH, *op. cit.*, p. 67.

(2) M. BLOCH, *op. cit.*, p. 71-75.

(3) Cf. P. POURRAT, *La théologie sacramentaire, histoire de théologie positive*, 3^e éd., 1908, p. 238 et suiv.

(4) M. BLOCH, *op. cit.*, p. 195.

(5) « Quand le roy se despoille, c'est signifiante qu'il relenquist l'estat mondain de par devant pour prendre celui de la religion royal ; et s'il le prent en tele devocion comme il doit, je tieng qu'il est telement nettoié de ses pechiez comme celui qui entre nouvellement en religion esprouvée : de quoy dit saint Bernard ou livre de *precepto et dispensacione* vers la fin : que aussi comme ou baptesme les pechiez sont pardonnez, aussi a l'entrée de religion ». Commentaire du carme Jean GOLEIN, dans son *Traité du sacre*, composé à l'inspiration de Charles V ; extraits et analyse dans M. BLOCH, *op. cit.*, appendice IV, p. 483.

(6) *Qui* (Daimbert, archevêque de Sens) *in die inventionis sancti prothomartyris Stephani, sacratissime unctionis liquore delibutum, missas gratiarum agens, abjectoque secularis militie gladio, ecclesiastico ad vindictam malefactorum accingens, diademate regni gratanter coronavit*. SUGER, *Vie de Louis le Gros*, éd. H. WAQUET (*Les classiques de l'histoire de France au Moyen Age*, vol. 11), 1929, p. 86.

ne cessa point de marquer non seulement les épaules, la poitrine et les bras de nos rois, comme l'autorisaient les règles liturgiques, mais aussi leur chef. Ce motif de confusion ne put jamais être écarté ¹.

L'HUILE MIRACULEUSE Et ce n'était point une huile ordinaire, qui servait à cette cérémonie : « Onques regratiers n'i gaaigna denier a vendre l'oncion » ². C'est Dieu lui-même qui fournissait directement la matière du sacre. En cela, les rois de France se plaçaient bien au-dessus de tous les autres « christs ». « Il y a quatre rois qui reçoivent l'onction, écrit, au x^v^e siècle, le juriste Grassaille : ceux de Jérusalem, de France, d'Angleterre et de Sicile, comme on le lit dans le *Liber censuum* de l'Église romaine... On dit le même de l'empereur. Quelques rois tiennent cela d'un privilège. Mais aucun n'est oint d'une huile envoyée du ciel, comme le roi de France. Dieu lui a fait parvenir une ampoule remplie d'une liqueur très parfumée, que l'on montre au monastère de Saint-Remy, dans la ville de Reims, et dans laquelle l'huile apparaît seulement au temps qu'il faut sacrer des rois de France » ³.

ORIGINE DE LA LÉGENDE Chacun connaît la légende de la Sainte-Ampoule. Au baptême de Clovis, la foule était si dense que le prêtre chargé d'apporter les saintes huiles ne put se frayer un passage. On vit alors descendre de la voûte une colombe, tenant une fiole emplie d'une liqueur précieuse et surnaturelle, dont l'évêque saint Remy se servit pour les onctions baptismales et à la fois pour le sacre de Clovis. Depuis, cette même liqueur a toujours été employée pour l'onction des rois de France. En réalité, ni Clovis, ni les autres Mérovingiens ne furent sacrés. Comme nous l'avons déjà dit, le rite ne remonte qu'à Pépin le Bref. La légende apparaît pour la première fois dans les écrits d'Hinemar de Reims, mais elle s'implanta fortement dès la fin du x^e siècle. Une fois établie, on ne lui connaît pas de contradicteur jusqu'au xvii^e. Tout au plus subit-elle quelques variantes de détail : au xiii^e siècle, on prétendait que le niveau de l'huile ne baissait jamais, quel qu'en fût l'usage ; à partir

(1) M. BLOCH, *op. cit.*, p. 199.

(2) RICHIER, *Vie de saint Rémi*, en vers, cité par M. BLOCH, *op. cit.*, p. 229.

(3) DEGRASSALIUS, *Regalium Franciae*, l. 1, *Primum jus*, p. 10. — Jean Golein (cf. plus haut, p. 72, n. 5) dit, de même, que le roi de France est sacré « non mie de huile ou balme confit de main d'evesque ou d'apotiquere, mais de la sainte liqueur celestiele qui est en la Sainte Ampole, laquelle est a Saint-Remi de Reims conservée et gardée, comme celle qui fu du ciel aportée par la main des angelz pour oindre les nobles et dignes roys de France plus noblement et plus saintement que onques roy de la vieille loy ne de la nouvelle. Et pour ce est il appelé le plus noble, le très chrestien, deffendeur de la foy et de l'Église, et ne recognoist nul souverain temporel estre sur lui ». Dans M. BLOCH, *op. cit.*, p. 480.

du ^{xiv}^e, au contraire, l'huile s'y formerait spontanément pour chaque sacre, et le reste du temps, le vase demeurerait vide ¹.

VÉNÉRATION QUI ENTOURE
LA SAINTE-AMPOULE

De quelle vénération la Sainte-Ampoule était l'objet et quelles précautions respectueuses entouraient son transport, les cérémoniaux et les récits de couronnement le montrent assez. Le jour du sacre, de grand matin, le roi dépêchait au monastère de Saint-Remy, pour la demander, quatre des plus nobles seigneurs du royaume, qui prêtaient serment de la reconduire après la cérémonie. Entre prime et tierce, la procession se formait, croix en tête. Monté sur une haquenée blanche, caparaçonnée de drap d'argent, l'abbé portait l'Ampoule dans une cassette suspendue à son cou. Au-dessus de lui, quatre moines vêtus d'aubes blanches soutenaient un dais d'étoffe précieuse. Devant, marchaient les notables de la ville, portant des torches allumées ; tous les moines de l'abbaye suivaient. Entre Saint-Remy et la cathédrale, les rues étaient toutes tendues de tapisseries. Averti de l'arrivée du cortège, l'archevêque, accompagné des autres prélats et de tout le clergé, allait à la grande porte et y recevait le précieux dépôt des mains de l'abbé, non sans avoir juré, devant notaires, qu'il le rendrait fidèlement. En grande pompe il l'apportait à l'autel, où le roi et toute l'assistance, se prosternant, le vénéraient. Au moment de procéder au sacre, l'archevêque, avec une « aiguille d'or », extrayait de l'ampoule un peu d'huile, « de la grosseur d'un pois », et le mélangeait au saint chrême, sur la patène d'un calice consacré. Après l'onction des mains, de peur que le roi ne souillât, par un contact profane, la céleste liqueur, l'archevêque lui passait aussitôt des gants. La messe achevée, la Sainte-Ampoule était aussitôt reportée au monastère, avec la même pompe ². L'on imagine aisément l'éloquence, pour les témoins de tout genre, d'une si auguste cérémonie ³.

§ 2. — Prérogatives spirituelles des rois de France.

Plusieurs particularités contribuaient à mettre en évidence, aux yeux des Français, le caractère saint, religieux, de leur monarque

(1) M. Bloch, *op. cit.*, p. 224 et suiv.
(2) Voir notamment, dans *Le cérémonial françois* de GODEFROY, t. I, l'ordo de 1179, p. 2, et le récit du sacre de Louis XIII, en 1610, p. 407 et 409.
(3) Sur le sacre des rois de France et son importance, voir P. E. SCHRAMM, *Der König von Frankreich. Wahl, Krönung, Erbfolge und Königsidee vom Anfang der Kapetinger (987) bis zum Ausgang des Mittelalters*, 1936-1937.

une fois sacré. Quand la règle se fut établie, dans l'Église latine, de ne plus communier les simples laïcs sous l'espèce du vin, le roi continua d'avoir accès au précieux sang. Jusqu'au xvi^e siècle, il usa de ce privilège de façon ordinaire. A partir d'Henri IV, huguenot converti, de la part de qui l'usage du calice aurait pu laisser croire qu'il conservait les pratiques de ses anciens coreligionnaires, la communion sous les deux espèces se restreignit à la seule cérémonie du sacre. Mais sur ce point l'*ordo* du couronnement demeura immuable¹. Puisque les seuls prêtres gardaient la prérogative de participer au calice, n'y avait-il pas là de quoi renforcer l'idée que le roi n'était point « pur lay » ?

VASES SACRÉS. INDULGENCES.
OFFICE PROPRE AU BRÉVIAIRE

En outre, il lui était permis de toucher aux vases sacrés²; quiconque priait pour lui gagnait des indulgences³; à lui seul, depuis Charles V, la cour réservait le titre de « très chrétien », que l'on donnait jadis à tous les souverains⁴. Après sa mort, un office liturgique propre commémorait son anniversaire, comme pour les saints du calendrier; on célébrait cet office à Saint-Denys, et les moines lisaient au chœur, à matines, des « leçons » historiques tirées des « gestes » du défunt⁵. Il n'y a pas, croyons-nous, d'évêque ou même de pape qui aient reçu cet honneur posthume, à moins d'être rangé personnellement dans le catalogue des bienheureux.

POUVOIR DE GUÉRIR LES ÉCROUELLES

Mais qu'était tout cela, à côté du privilège merveilleux que les rois de France tenaient de Dieu : celui de faire des miracles ? Jusqu'au moment où déclina la foi générale au surnaturel, personne ne mit en doute, dans le royaume, leur pouvoir de guérir les écrouelles par le simple toucher de leur main, accompagné du signe de croix. Saint Louis « touchait » chaque jour les malades, et seulement au sortir de la messe. Le vivre et le couvert étaient fournis, dans le palais, à ceux qui arrivaient après ce moment et devaient attendre le lendemain⁶. Sous Philippe le Bel, le rite s'accomplissait encore sans périodicité régulière, suivant les besoins; les malades venaient en très grand nombre, des coins les plus reculés du royaume : bien plus,

(1) M. BLOCH, *op. cit.*, p. 205.

(2) *Ibid.*, p. 207.

(3) DEGRASSALIUS, *Regalium Franciae*, l. 1, *Quintum jus*, p. 66.

(4) M. BLOCH, *op. cit.*, p. 136.

(5) MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. IV, préface, p. xxvi. Les leçons historiques de l'office de Louis le Gros, attribuées à Suger, sont reproduites dans *P. L.*, t. CLXXXVI, col. 1342.

(6) M. BLOCH, *op. cit.*, p. 94.

même d'Espagne et d'Italie. Ils appartenaient à toutes les conditions : la plupart étaient de pauvres gens, mais il y avait aussi des nobles, des religieux¹. Plus tard, par économie de temps, et sans doute pour éviter une continuelle cohue, le roi n'exerça son pouvoir guérisseur qu'à dates fixes : sous Louis XI, c'était un jour par semaine². Au xiv^e siècle, ce privilège était si peu discuté que médecins et chirurgiens le mentionnent dans leurs écrits³.

ORIGINE ET SIGNIFICATION A quelle époque remonte le don miraculeux des rois de France ? Il est certainement l'attribut propre de la dynastie capétienne. Le premier dont on puisse dire avec certitude qu'il ait pratiqué le toucher des écrouelles est Philippe I^{er}. Robert le Pieux passe pour avoir accompli des guérisons, mais sans que l'on précise le genre de maladie ; surtout l'on ne distingue pas si, dans la pensée des contemporains, il tenait ce pouvoir au titre de sa fonction et de sa race ou s'il l'exerçait en vertu de sa sainteté personnelle. A partir de Philippe I^{er}, au contraire, il s'agit d'une affection précise, et c'est en qualité de roi, issu d'une famille déterminée, que le thaumaturge opère⁴. Ce détail a son importance. En effet, au moment où s'affirme le don de miracle des souverains français, il revêt comme un aspect apologétique. Un des arguments du pape Grégoire VII, contemporain de Philippe, pour établir la supériorité du sacerdoce sur la puissance séculière était celui-ci, qu'il développe tout au long dans sa lettre à Hermann de Metz, du 15 mars 1081 : les princes temporels n'ont aucune part aux prérogatives spirituelles des membres de la hiérarchie sacrée ; un simple exorciste est plus que l'empereur, car il commande aux démons, alors que l'empereur ne règne que sur des hommes. Et le pape ajoutait : « Où trouver, parmi les empereurs et les rois, un homme qui, sans parler même des apôtres ou des martyrs, ait égalé par ses miracles saint Martin, saint Antoine ou saint Benoît ? Quel est l'empereur ou le roi qui a ressuscité les morts, rendu la santé aux lépreux, la lumière aux aveugles ? »⁵. A cette question, Dieu ne fournissait-il pas la meilleure réponse, celle des faits ? Si, semblait-il vouloir dire : il y a un roi à qui j'ai donné ce privilège incomparable, un roi qui guérit régulièrement, et non pas simplement une fois en passant, la forme de « lèpre » la plus répandue de nos jours ; et c'est mon serviteur le roi de France.

(1) M. Bloch, *op. cit.*, p. 95, 99, 105.

(2) *Ibid.*, p. 94.

(3) *Ibid.*, p. 113-119.

(4) *Ibid.*, p. 29-41.

(5) Traduction dans M. Bloch, *op. cit.*, p. 123.

ATTITUDE D'ABORD RÉSERVÉE DU CLERGÉ Dans ces conditions, il ne faut pas trop s'étonner de la prudente réserve que garde tout d'abord le clergé favorable à la réforme grégorienne. Dans les écrits ecclésiastiques on trouve peu d'allusions au don miraculeux jusqu'à la fin du XIII^e siècle.

APRÈS SAINT LOUIS Mais cette réserve cesse après la mort de Louis IX. Les biographes du saint roi n'ont plus de scrupule à célébrer les prodiges d'un si vertueux personnage. Sans doute, les gens d'Église ont le souci de ne pas s'égarer dans l'explication du charisme : c'est Dieu qui opère le miracle, non pas le roi ; mais il n'en reste pas moins qu'il l'opère par la main du roi¹.

Sous Philippe le Bel, le pouvoir guérisseur s'étale dans la littérature ; non seulement les apologistes l'invoquent comme argument pour établir le bon droit du roi contre Boniface VIII : « Nostre Seigneur le Roy en respondant de son juste titre puet dire celle parole de l'euvangille, laquelle nostre Seigneur Jhesu Christ respondi contre les fraudes des Juifs, en disant ainsi : Se ne me voules croire, crees en mes euvres »² ; mais les historiens le mentionnent dans leurs chroniques. Bien plus, les prédicateurs le célèbrent en chaire³.

INFLUENCE IMPRÉVUE DE SAINT THOMAS D'AQUIN Un petit détail, en apparence insignifiant, fortifie son crédit, à supposer qu'il en ait encore besoin. Vers 1300, un écrivain bien connu des théologiens qu'intéresse l'histoire des doctrines politiques, le dominicain Tolomeo de Lucques, compléta un traité sur le gouvernement des princes, laissé inachevé par son maître saint Thomas d'Aquin⁴. C'est un Italien, mais attaché à la maison d'Anjou et par conséquent sympathique à la dynastie capétienne. En passant, il glisse quelques mots sur l'huile sainte envoyée du ciel pour l'onction de Clovis et de ses successeurs et il mentionne, comme effets de cette onction, les « signes, prodiges et guérisons qui apparaissent en eux ». Ainsi complété par une main étrangère, ce traité prend place parmi les œuvres authentiques de saint Thomas et l'autorité du docteur Angélique est invoquée comme garant du pouvoir guérisseur⁵. Le branle donné sous Philippe le Bel s'augmente sous

(1) M. Bloch, *op. cit.*, p. 124-129.

(2) *Quaestio in utranque partem*, trad. de Raoul de Presle, dans M. Bloch, *op. cit.*, p. 130. Sur cet opuscule de controverse, voir J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 133-135, 274-281.

(3) M. Bloch, *op. cit.*, p. 131.

(4) Sur Tolomeo de Lucques, voir J. RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 160, 320-326.

(5) M. Bloch, *op. cit.*, p. 131-134.

Charles V ; « désormais les guérisons merveilleuses ne cessent plus de faire partie obligée de tout éloge de la royauté française »¹.

RAPPEL DES PRIVILÈGES SPIRITUELS DU ROI
AU CONCILE PARISIEN DE 1406

Alors que tant d'autres titres historiques prédisposaient déjà le

roi de France à prendre en main, le cas échéant, les affaires de l'Église nationale, comment celle-ci aurait-elle pu concevoir des scrupules à marcher derrière lui, puisqu'elle le savait, en outre, enrôlé par son sacre dans la milice ecclésiastique, « premier prélat du royaume » et favorisé par Dieu d'un charisme exceptionnel qui lui servait de caution ? Tout cet ensemble de raisons se trouve, du reste, fort bien condensé dans quelques mots que prononça, à l'assemblée de 1406, Jean Jouvenel des Ursins, avocat du roi au Parlement et père de l'archevêque de Reims que nous avons déjà rencontré. « Les Rois, dit-il, ont assemblé les Conseaux, et leur appartient par raison de leur héritage assembler les Conseaux, spécialement en matière de foy. N'avons-nous mie que *Papa Pelagius* se purgea devant le Roy de France, et *Sixtus Papa* pareillement ? Les histoires en sont toutes manifestes... Et par ce je veul conclure que le Roy, lui especiallement qui est *unctus puer*, puet tres-bien assembler les prelates de son royaume, pour se conseiller avec eux qu'est à faire en la matière de ce present scisme, et trop mieux, ce sembleroit, le puet faire, que ne le feroit un primat, un simple prelat ou capitre. Le Roy, en ce faisant, pourroit estre appellé celui *Gallus*, de quoy parle S. Jérôme, qui dit que le coq est messenger de lumière² ».

(1) *Ibid.*, p. 134-140. Étienne de Conty, moine de Corbie, auteur d'un traité sur la royauté française composé au début du règne de Charles VI, par conséquent à l'époque même où naît le Gallicanisme, conclut ainsi son développement sur le pouvoir qu'ont les rois de France de guérir *omnino de venenosa, turpi et immunda scabie, que gallice vocatur escroelles...* : « *Et est rei veritas quod quasi innumerabiles sic de dicta infirmitate fuerunt sanati per plures reges Francie* ». *Ibid.*, p. 92, note 1.

(2) BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 203. Au lieu de *papa Pelagius*, le texte porte *papa Begalius*, ce qui est une manifeste erreur de copie.

CHAPITRE IV

LES LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE DANS LEUR ACCEPTION PRIMITIVE

Au moment où va se constituer le Gallicanisme, quelque chose existe donc déjà, qui deviendra l'un de ses éléments essentiels : à savoir la tendance de l'Église nationale à chercher auprès du roi l'appui dont elle a besoin dans un moment critique : appui, s'il le faut, contre la papauté. Mais nous avons vu que cet appui, dans le Gallicanisme proprement dit, tend à un but déterminé : le maintien des anciennes franchises. Que pouvait-on entendre, au début du ^{xv}^e siècle, par cette expression ? Sous ce rapport, l'Église de France créa-t-elle du nouveau, ou si le passé lui fournissait des matériaux tout préparés ?

IMPORTANCE DE LA COUTUME AU MOYEN AGE

Si les libertés gallicanes ne sont pas un mythe, elles ne peuvent être que des coutumes. C'est ainsi, du reste, qu'on les a toujours présentées ¹. Il faut bien reconnaître qu'au Moyen Age, la France a vécu sous le régime d'un droit essentiellement

(1) Dans le langage des parlementaires du ^{xvii}^e siècle, ce terme de coutumes a un sens assez étendu. « Il est certain que la police de l'Église de France a pris son fondement sur le droit des Apôtres, compris en leurs écrits, puis les conciles y ont ajouté beaucoup d'articles, dont les uns sont dans le code canonique premier, autres dans le second, autres dans le troisième, qui est celui de Gratian ; les constitutions des Empereurs prédécesseurs des Rois de France en la seigneurie souveraine de la Gaule en ont introduit quelques-uns, retenus par les Rois de France leurs successeurs en leur autorité sur la police de l'Église ; les codes particuliers des anciens Conciles de France, approuvés par les Rois, y ont aussi contribué, comme aussi ont fait les capitulaires des Rois, leurs pragmatiques, leurs ordonnances, leurs concordats, les arrêts de leurs cours souveraines, et puis l'usage non écrit, la pratique et le stile des sièges de leurs justices. Comme les restes du droit romain gardez en France s'appelloient par les anciens François les us et coutumes romaines de France, ainsi tout ce qu'un corps de la police de l'Église gallicane, composé de la contribution des ruisseaux susdits qui y sont entrez, s'appelle les us et les coutumes du Royaume en la police de l'Église, sans que l'on se souvienn plus de quelle puissance chacun article ait tiré son origine... Suivant ce langage, nos Rois dans leurs ordonnances sur des chefs particuliers des libertez ou franchises du Royaume en la police de l'Église, disent ordinairement ces paroles ou autres semblables : *Nous prohibons et reprouvons telle chose comme contraire aux us et coutumes anciennes et louables de notre Royaume, ou aux saints decretz reçus en iceluy, ou aux ordonnances de nos predecesseurs et arrêts de nos cours souveraines*... Car c'est une façon de parler accoutumée aux anciens François d'appeler us et coutumes toutes sortes de droits écrits, pratiquez et reçus par usage ; et les Rois faisans des ordonnances et établissemens disent par iceux qu'ils font des coutumes qu'ils veulent être gardées ». J. LESCHASSIER, *Contre ceux qui disent que les juges de ce Royaume doivent dire et compter quelles et combien sont les Libertez de l'Église gallicane et de quelle autorité elles sont procédées*. Se trouve imprimé dans DURAND DE MAILLANNE, *Les libertez de l'Église gallicane prouvées et commentées*, t. III, p. 745.

coutumier¹. La grande préoccupation des Français, ecclésiastiques et autres, fut de suivre le *mos majorum*, d'agir comme avaient agi les ancêtres. Alors qu'en Allemagne le droit romain était considéré comme officiel et que les lois de l'empereur germanique étaient censées continuer l'œuvre de Justinien, en France, au contraire, et suivant un vieil adage, « coutume passe droit »². Ce n'est guère qu'au xv^e siècle que les légistes érigèrent en dogme les principes du droit romain et, avec un remarquable esprit de suite, les imposèrent à l'usage³. Tout Français du xi^e, du xii^e ou du xiii^e siècle aurait souscrit à cet aphorisme d'un vieil auteur italien : « une coutume immémoriale a force de loi, de titre, de justice, de privilège, de convention et de vérité »⁴. Le droit écrit n'est invoqué que pour compléter la coutume, et encore ne tire-t-il sa force que de la volonté du roi et du consentement du peuple⁵. En effet, la volonté du roi crée la loi, mais parce que le peuple lui donne ce pouvoir ; l'édit royal ne fait, en somme, que formuler ce que veulent les sujets⁶. Une fois proclamée, la loi s'impose au roi lui-même ; elle s'incorpore dans cet ensemble qu'est la coutume et dont la fonction du roi est d'assurer le maintien⁷.

Tel était le respect à l'égard de la coutume que pour introduire une nouveauté utile qui y contrevînt l'on s'efforçait de donner à celle-ci des apparences d'ancienneté ; l'on n'hésitait pas, le cas échéant, à composer de faux documents⁸, à mettre en circulation des légendes historiques créées de toutes pièces, qui justifiaient l'innovation en lui procurant de lointains ancêtres⁹. Les rois se plaisent, dans leurs

(1) « Chascun puet savoir qu'ils sont II manières de tans : li uns de pes et li autres de guerre. Si est resous que li tans de pes soit demenés par les us et par les coustumes qui ont esté uzées et acoustumées de lonc tans por vivre en pes ». BEAUMANOIR, *Coutumes de Beauvaisis*, n° 1510. Sur le régime de la coutume en France au Moyen Âge, cf. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 682 et suiv.

(2) P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 225.

(3) IMBART DE LA TOUR, *Les origines de la Réforme*, t. I, *La France moderne*, p. 33 et suiv.

(4) Cité par FR. CALASSO, *La dottrina degli statuti per l'Italia meridionale*, dans *Rivista di storia del diritto italiano*, 1928, p. 512.

(5) DEGRASSALIUS, *Regalium Franciae*, l. II, *jus VII*, p. 94 : le droit romain n'est pas reçu de *necessitate*, mais seulement *ex commissione regis et beneplacito populi*.

(6) « Ce que plect au prince vaut loi, ausint com se toz li peuples donoit tout son poer et son commandement à la loi que li rois envoie ». *Li livres de justice et de plet*, p. 9.

(7) « Li princes n'est pas sus la loi, mès la loi est sus le prince, quar il li donèrent tiel privilège comme ils avoient ». *Li livres de justice et de plet*, p. 6. Il est intéressant de noter que le même mot de « costume » sert à traduire les deux termes de *consuetudo* et de *constitutio* : « Donques quand l'empereor establist par letres ou par escriz ou par jugement ou par interlocutoire, ou ce que il commande par son ban, loi est ; et ce sont ce que nos apelons costumes (*constitutiones*) ». *Li livres de justice et de plet*, p. 9.

(8) Rappelons, comme exemple de faux célèbre, la prétendue Pragmatique Sanction de saint Louis, composée au xv^e siècle, pour servir de précédent à celle de Charles VII.

(9) « A une époque où la tradition forme la base du droit, un acte nouveau est injuste parce que nouveau ; une juste nouveauté impliquerait une contradiction dans les termes, puisque la justice c'est l'ancienneté ; mais comme tout de même pour vivre il faut admettre des nouveautés, on arrive à concilier ces nouveautés pratiques avec la théorie de la tradition en présentant les actes nouveaux comme des réapparitions de précédents très vieux. En somme, pour permettre à un enfant de s'introduire dans ce musée des antiques que constituent les institutions du Moyen

diplômes, à rappeler l'obligation qu'ils ont d'assurer le maintien de la tradition¹. Dans les remontrances qu'il adresse à Innocent IV, en 1247, saint Louis déclare qu'il ne doit ni ne veut laisser détruire les usages du royaume². Dès le début du xiv^e siècle, ses successeurs invoquent la coutume pour interdire à certains légats l'accès du territoire³. Pour encourager la résistance de Philippe le Bel aux volontés de Boniface VIII, le duc de Bourgogne s'exprime ainsi : « Nous vous conseillons de ne souffrir en aucune manière que quelqu'un introduise dans votre royaume des choses qui ne l'ont pas été du temps de vos prédécesseurs »⁴.

§ 1. — Le serment du sacre.

Or, de toutes les coutumes, ces anciennes libertés gallicanes, dont le clergé de 1406 poursuit le rétablissement, ne sont-elles pas les plus précieuses, les plus saintes, puisque le roi de France, le jour de son sacre, jure de façon toute spéciale d'en assurer le maintien ?

LA FORMULE DU SERMENT La formule du serment que prêtaient nos rois avant leur couronnement, telle qu'elle s'est maintenue au moins jusqu'au xvii^e siècle⁵, a été utilisée pour la première fois, dans tous ses éléments, par saint Louis, en 1226⁶. Mais la partie la plus ancienne date de beaucoup plus loin. Elle fut, selon toute vraisemblance, composée pour le sacre de Louis le Bègue, en 877⁷. Le serment revêtait la forme d'une réponse. Avant de pro-

Age, il faut lui passer préalablement une barbe postiche, une longue barbe blanche. Cette barbe, c'est un faux document ou c'est une légende ». E. CHAMPEAUX, *Les légendes savantes de la vieille Alsace* (Collection d'études sur l'histoire du droit et des institutions de l'Alsace), 1930, p. 8.

(1) Voici, par exemple, comment s'exprime Philippe I^{er}, en 1079, au début du diplôme par lequel il confirme la fondation de Saint-Quentin de Beauvais : *Instituta regia de rebus ecclesiasticis aut secularibus, publica vel privata, sine ulla juris controversia, priorum regum jussu et auctoritate firmata non violare, sed inconcussa servare, nostra quoque nulla juris parte reclamante, praesentibus ac posteris servando mandare, regi culminis est opus implere.* — *Gallia christiana*, t. X, *Instrumenta*, p. 246.

(2) E. BERGER, *Les registres d'Innocent IV*, t. II, p. cxcviii.

(3) P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 290.

(4) *Consulimus etiam vobis quod nullo modo patiamini quod aliquis in regno vestro aliquid novum instituat, quod temporibus praedecessorum vestrorum institutum non fuerit, vel ordinatum, vel usitatum.* Cité par P. DE MARCA, *De concordia Sacerdotii et Imperii*, l. II, ch. xvii, n^o 5, t. I, p. 120.

(5) Nous n'avons pas recherché les serments de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI.

(6) GODEFROY, *Le cérémonial françois*, t. I, p. 26.

(7) Texte du serment de Louis le Bègue dans BORETIUS et KRAUSE, M. G. II., *Capitularia regum francorum*, t. II, p. 364, et dans GODEFROY, *Cérémonial*, t. I, p. 106. Les serments prêtés par Charles le Chauve sont d'une forme tout autre, beaucoup plus oratoire : voir celui de 858, dans BORETIUS et KRAUSE, *loc. cit.*, p. 296, renouvelé dans les mêmes termes à Pavie, pour le couronnement impérial, en 876, *ibid.*, p. 100. Le contenu se ramène à ceci : promesse d'honorer chacun suivant son ordre, de ne faire aucun tort à personne et d'assurer bonne justice à tous. Celui qu'il prononça dans la cathédrale de Metz, en 869, comme roi de Lorraine, est différent, et commence par une promesse de maintenir « l'honneur et le culte de Dieu et des saintes églises ». Dans GODEFROY, *Cérémonial*, t. I, p. 99.

Martin. — I.

céder à toute autre cérémonie, l'archevêque consécrateur s'adressait en ces termes au roi : « Nous vous prions de nous octroyer, à chacun de nous et aux Églises dont nous avons la charge, le *privilegium canonicum*, de conserver la loi due et la justice et de nous assurer défense, comme roi en son royaume le doit à chaque évêque et à l'Église à lui soumise ». A quoi le roi répondait : « Je vous promets et octroie qu'à chacun d'entre vous et aux Églises à vous soumises je conserverai le *privilegium canonicum*, la loi due et la justice et que, dans la mesure où je le pourrai, avec l'aide de Dieu, je vous assurerai la défense, comme roi en son royaume le doit faire par droit à chaque évêque et à l'Église à lui soumise »¹. Au cours de huit siècles, cette formule n'a jamais varié : telle Louis le Bègue la prononça en 877, telle nous la retrouvons dans la bouche de Louis XIII, avec les mêmes termes latins, en 1610².

Au sacre de Philippe I^{er}, en 1059, elle s'enrichit d'un appendice : la promesse faite au peuple de maintenir les lois³. Dans l'*Ordo* que Louis le Jeune aurait fait composer, en 1179, pour le couronnement de son fils Philippe-Auguste⁴, cet appendice s'est développé et comprend trois points : « Au peuple chrétien à moi sujet je promets ceci, au nom de Jésus-Christ. Premièrement, que tout le peuple chrétien conservera toujours, par notre volonté, vraie paix à l'Église de Dieu ; *item*, que j'empêcherai, à tous degrés, toute rapine et toute iniquité ; *item*, qu'en tout jugement je prescrirai la justice et la miséricorde, afin que Dieu clément et miséricordieux accorde à nous et à vous miséricorde »⁵. A la suite des décisions du IV^e concile du Latran,

(1) Question : *A vobis perdonari petimus ut unicuique de nobis et Ecclesiis nobis commissis canonicum privilegium et debitam legem atque iustitiam conservetis, et defensionem exhibeatis, sicut rex in suo regno debet unicuique episcopo et Ecclesiae sibi commissae.* — Réponse : *Promitto vobis et per dono quod unicuique de vobis et Ecclesiis vobis commissis canonicum privilegium et debitam legem atque iustitiam servabo, et defensionem, quantum potero, adjuvante Domino, exhibebo, sicut rex in suo regno unicuique episcopo et Ecclesiae sibi commissae per rectum exhibere debet.*

(2) GODEFROY, *Cérémonial*, t. I : *Ordo qualiter Philippus primus in regem consecratus est* (1059) p. 120 ; *L'ordre qui se doit observer au sacre et couronnement des rois de France, commandé par le roy Louis le Jeune l'an 1179* (pour le sacre de Philippe-Auguste) p. 1 ; *Incipit ordo ad consecrandum et coronandum regem* (Louis VIII, 1223) p. 13 ; Charles V, p. 33 ; Charles VIII, p. 197 ; François I^{er}, p. 248 ; Henri IV, p. 360 ; Louis XIII, *Formulaire moderne qui s'observe au sacre et couronnement des roys de France*, p. 59.

(3) *Populo quoque nobis credito me dispensationem legum in suo jure consistentem nostra auctoritate concessurum.* *Ibid.*, p. 120.

(4) On croit aujourd'hui cet *ordo* postérieur à la date assignée ; cf. A. LUCHAIRE, *Histoire des institutions monarchiques de la France*, 2^e éd., 1891, t. II, p. 310. Les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France* supposent qu'il s'agirait là d'un formulaire dressé en 1223 pour le sacre de Louis VIII. Sur cet *ordo*, voir deux études de M. BUCHNER dans la *Zeitschrift der Savigny Stiftung für Rechtsgeschichte, germ. Abt.*, l'une de 1910 : *Zur Datierung und Charakteristik altfranzösischer Krönungsordnungen, mit besonderer Berücksichtigung des « angeblichen » ordo Ludwigs VII.*, t. XXXI, p. 360-423 ; l'autre de 1912 : *Nochmals die Krönungsordnung Ludwigs VII. von Frankreich*, t. XXXIII, p. 328-389. Au point de vue qui nous occupe, cette question de date précise n'a qu'une importance très relative : la formule que nous relevons se retrouve en substance dans les sacres postérieurs.

(5) GODEFROY, *loc. cit.*, p. 3, ne donne qu'une traduction française ; voici le texte latin, emprunté au sacre de Louis VIII, *ibid.*, p. 14 : *Haec tria populo christiano et mihi subdito in Christi*

en 1215, une quatrième promesse fut ajoutée, celle de combattre les « hérèges » et de les exterminer du royaume, « suivant mon pouvoir et de bonne foi »¹. Dans l'*Ordo* attribué à Charles V, on trouve une clause insolite, intercalée entre la première et la troisième : celle de n'aliéner aucun des droits souverains de la Couronne de France. Peut-être s'agit-il d'un document fabriqué après coup ; en tout cas cette addition n'eut pas de succès puisqu'on ne la trouve dans aucun formulaire ultérieur².

DÉDOUBLEMENT DE LA FORMULE Jusqu'à Philippe-Auguste inclusivement, le serment ne forma qu'un seul bloc. A partir de Louis VIII, nous voyons les promesses au peuple séparées, par le chant du *Te Deum*, de la *perdonatio* faite aux évêques. Mais Charles IX, en 1561, vise encore explicitement le tout dans l'appel à Dieu et l'attouchement des Évangiles, qui constituent le serment proprement dit³. Au contraire, avec Henri IV et Louis XIII, il semble que les deux parties soient bien distinctes et que le serment ne porte plus que sur « le saint et sacré lien des lois fondamentales de l'État » ; la réponse aux évêques paraît ne faire l'objet que d'une simple promesse, non jurée⁴.

nomine promitto. Imprimis, ut Ecclesiae Dei omnis populus christianus veram pacem nostro arbitrio servet in omni tempore ; secundo, ut omnes rapacitates et iniquitates interdiciam ; tertio, ut in omnibus judiciis aequitatem et misericordiam praecipiam. Les formulaires des autres sacres présentent quelques variantes ; pour Henri IV (p. 361) et pour Louis XIII (p. 60), *secundo et tertio* sont remplacés par *item* ; au 2^e, les rapines et iniquités sont visées *omnibus gradibus* ; le 3^e est complété par ces mots : *ut mihi et vobis indulgeat suam misericordiam clemens et misericors Deus*. Il semble bien que ce soit là le meilleur texte, car la traduction française du formulaire de Louis le Jeune lui est conforme. L'*ordo* du sacre de Louis VIII présenterait donc une variante épisodique.

(1) L'*ordonnance à enoindre et couronner le Roy*, p. 27, utilisée pour le sacre de Louis IX, ne donne pas le texte, et mentionne simplement « le serment de la nouvelle constitution du concile de Latran : c'est à sçavoir de mettre hors de son royaume les hereges ». Le voici, emprunté au sacre de Louis XIII, p. 60 : *Item, de terra mea ac jurisdictione mihi subdita universos haereticos ab Ecclesia denotatos pro viribus bona fide exterminare studebo*. Même texte dans le serment de Charles VIII, en 1484, p. 197.

(2) GODEFROY, *loc. cit.*, p. 33 : *Superioritatem, jura et nobilitates Coronae Franciae inviolabiliter custodiam, et illa nec transportabo nec alienabo*. Cf. *ibid.*, p. 76 et 79 ; DELACHENAL, *Histoire de Charles V*, t. III, p. 76-92, et notes de p. 80, 81, 82, 570.

(3) GODEFROY, *loc. cit.* « *Haec OMNIA supradicta firmo juramento*. Et en disant les mots et jurements il mit les deux mains sur le livre des évangiles et le baisa » (Charles VIII, p. 197). Les documents ultérieurs, jusqu'à celui du sacre de Charles IX inclus, ne mettent aucune différence entre la nature des diverses promesses.

(4) C'est du moins ce qui ressort des récits du sacre, bien que la formule se maintienne la même : *Haec omnia supradicta firmo juramento. Sic me Deus adjuvet et haec sancta Dei Evangelia*. Mais dans l'esprit des contemporains *haec omnia* se restreint aux quatre articles du second serment. « Le roy fut humblement requis de vouloir confirmer les privilèges des ecclésiastiques, leur faire justice et prévenir d'oppression, ainsi qu'ensuit : *A vobis perdonari*... — ... L'évêque de Chartres luy présenta le serment du royaume, qui est le saint et sacré lien des Loix fondamentales de l'État. ... Il le presta publiquement... avec invocation de l'ayde divin, ses mains mises sur l'Évangile, qu'il baisa reveremment ». Sacre d'Henri IV, GODEFROY, *loc. cit.*, p. 360 et 361. Évidemment, le ton n'est pas le même.

LA PARTIE VISANT L'ÉGLISE
RESTE UNE CONDITION DU SACRE

Depuis Louis le Bègue jusqu'à Philippe-Auguste, le roi jure d'abord ; après, seulement, les assistants le reconnaissent en l'acclamant. La protestation de fidélité des sujets, qu'implique l'ovation, revêt donc un caractère nettement conditionnel : elle est motivée par le serment et vaut dans la mesure où le roi tiendra ses engagements ¹. Il n'en va plus de même à partir de Louis VIII : l'interrogation faite à l'assistance, si elle reconnaît pour roi celui que l'on va sacrer, a dès lors sa place nettement fixée : immédiatement avant la promesse de garder les lois et de faire bonne justice. Deux évêques aident le prince à se lever de son siège et, pendant qu'il se tient debout, ils requièrent l'assentiment du peuple. Celui-ci exprimé, le roi prête son serment. Mais il est remarquable que les évêques continuent toujours de demander avant tout le maintien des privilèges ecclésiastiques ². Et, en bonne exégèse, n'en faut-il point conclure ceci : à partir de 1223, la royauté française n'a plus jugé décent de se contenter d'une promesse conditionnelle de fidélité ; elle a voulu que le serment prêté au peuple apparût comme un acte libre, un acte de bon vouloir ; mais elle ne s'est pas refusée, cependant, à donner d'abord au clergé les garanties qui lui permettraient de procéder, en toute tranquillité d'esprit, aux rites de la consécration. De la sorte, au moins jusqu'à l'époque d'Henri IV, où l'on peut se demander si la *perdonatio* fait encore partie du serment, un pacte lie l'Église de France et le roi : parce que le roi a juré de conserver à l'Église le « privilège canonique », celle-ci lui a conféré l'onction, nécessaire pour qu'il règne.

LE SERMENT DU SACRE
N'EST PAS UNE PURE FORMALITÉ

Ce serment des rois de France n'était pas considéré comme une pure cérémonie. Aussi bien le prince que le clergé savent l'évoquer quand leur intérêt le conseille. Dans une lettre écrite à Clément V, à propos des Templiers, Philippe le Bel en fait mention. Exhortant le pape à s'appuyer sur les évêques du royaume : ceux-ci partagent avec vous, dit-il, la sollicitude de la foi et des mœurs ; vous passer d'eux serait une injure à leur endroit, et le serment que nous leur avons prêté nous interdit de la tolérer ³.

(1) Cela a été mis en pleine lumière par H. SCHNEUER, *Die rechtlichen Grundgedanken der französischen Königskrönung*, Weimar, 1911, notamment p. 47 et suiv.

(2) GODEFROY, *loc. cit.*, p. 14. L'usage se maintint et nous le retrouvons encore au sacre de Louis XIII, *ibid.*, p. 59 ; cf. *ibid.*, p. 410.

(3) P. DUPUY, *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. I^{er}, p. 18. Le respect du serment est une des raisons invoquées par Guillaume de Nogaret, dans sa harangue du 12 mars 1302, pour prouver que Philippe le Bel ne doit point tolérer les agissements de Boniface VIII : *III, propter juramentum quod pro Ecclesiarum regni defensione præstitit, quas prorsus dilacerat dictus rapax*. P. DUPUY, *Histoire du différend d'entre le pape Boniface VIII et Philippe le Bel*, p. 58.

Dans les discours de l'archevêque de Reims, Jean Jouvenel des Ursins, la mention du serment apparaît plusieurs fois. Il le rappelle à Charles VII, dans sa « remontrance pour la réformation du royaume ». Parlant de la juridiction ecclésiastique : « Vous êtes tenu, dit-il, de [la] garder et conserver. Car, quand vous avez esté sacré de la main de mon prédécesseur vostre chancelier, vous promites garder leurs justices, droicts et privilèges, en disant ces paroles : *promitto vobis et perdono quod unicuique de vobis...* Laquelle promesse est bien grande et à amplifier ». Il y revient dans sa harangue aux États de Tours de 1468 : ce sont là « franchises et libertez de l'Eglise de France, que le roy à son sacre a promis et juré garder et faire entretenir »¹.

LE « *PRIVILEGIUM CANONICUM* » Mais en quoi consiste donc, au juste, ce *privilegium canonicum*, que les rois juraient de maintenir ? Le meilleur moyen de s'en rendre compte est de se reporter à l'origine de la formule. Quand les évêques sollicitèrent les promesses de Louis le Bègue, le 8 décembre 877, ils insérèrent, dans le texte qui devait connaître une si longue fortune, une incidente qui, elle, ne reparut plus : « suivant le 1^{er} article que récemment, à Quierzy, le seigneur empereur, votre père, déclara qu'il garderait ainsi que vous, [article qui fut] approuvé par ses fidèles et les vôtres, de même que par les légats du Siège apostolique, et dont Gauzlin donna lecture »². Le terme de *privilegium canonicum* sert donc à désigner la substance de l'article 1^{er} de ce fameux capitulaire de Quierzy-sur-Oise, où Charles le Chauve régla l'état du royaume, avant d'entreprendre, peu avant sa mort, sa seconde campagne d'Italie³. Nous y lisons ceci : l'honneur et le culte de Dieu et des saintes églises, accrus par les largesses de notre père et les nôtres seront maintenus ; les prêtres et serviteurs de Dieu garderont la « vigueur ecclésiastique » et leurs légitimes privilèges ; le pouvoir royal, les barons et les fonctionnaires, prêteront au clergé l'appui dont il aura besoin ; enfin, l'héritier de la Couronne tiendra la main à l'observation de tout cet ensemble⁴. Il convient de remarquer que

(1) Cité par GODEFROY, *Cérémonial*, t. I, p. 77.

(2) *A vobis perdonari nobis petimus ut unicuique de nobis et Ecclesiis nobis commissis, secundum primum capitulum quod novissime in Carisiaco Dominus Imperator pater vester a se et a vobis servatum, consentientibus fidelibus illius ac vestris, atque Apostolicae Sedis legatis, legente Gauzleno denuntiavit, canonicum privilegium et debitam legem...* BORETIUS et KRAUSE, M. G. H., *Capitulare*, t. II, p. 364 ; GODEFROY, *Cérémonial*, t. I, p. 106.

(3) L'assemblée de Quierzy eut lieu au mois de juin 877. Les termes du capitulaire furent arrêtés le 14 ; touchant le chapitre 1^{er}, l'approbation est conçue en ces termes : *Primum capitulum, sicut Deo inspirante decrevisti, omnes conlaudamus et conservare volumus*. Le surlendemain, 16, le chancelier Gauzlin donna lecture publique de la nouvelle loi. BORETIUS et KRAUSE, *loc. cit.*, p. 355 et 362. Cf. E. BOURGEOIS, *Le capitulaire de Quierzy-sur-Oise*, 1885. Louis le Bègue fut sacré à Compiègne moins de six mois après, le 8 décembre.

(4) *De honore et cultu Dei atque sanctarum ecclesiarum, quae auctore Deo sub ditione et tuitione*

l'expression de *vigor* avait, au Moyen Age, le sens de *consuetudo*¹. Parmi les choses dont Charles le Chauve veut assurer le respect, il faut donc ranger les coutumes des Églises. Mais qu'est-ce à dire ? Le texte de Quierzy s'éclaire si l'on rapproche de lui d'autres paroles que prononça Louis le Bègue. Avant toute question des évêques, en effet, il souscrivit spontanément une *professio*, où il donnait comme un avant-goût de ses bonnes dispositions : « Je promets de conserver, maintenant et toujours, les règles écrites par les Pères et fortifiées de l'approbation apostolique »². Voilà en quoi consiste le *vigor ecclesiasticus*, la coutume de l'Église : observer sa propre législation. De ces textes il résulte que le « privilège canonique » comprend l'ensemble des faveurs et immunités accordées aux églises par la royauté, et, en outre, le droit, pour le clergé, de vivre conformément à sa tradition, c'est-à-dire de suivre la discipline des canons conciliaires³. C'est tout cela que les rois, le jour de leur sacre, juraient de conserver ; et c'est aussi cela qui constituait les « franchises de l'Église gallicane ».

PREMIÈRE CATÉGORIE DE FRANCHISES : La première catégorie de ces « franchises » pouvait
LES IMMUNITÉS ET PRIVILÈGES donner lieu, éventuellement, à des difficultés pratiques : les barons les attaqueraient, la royauté elle-même serait peut-être un jour tentée de les restreindre, et le clergé se montrait prudent en les entourant de garanties ; mais au moins n'y a-t-il pas moyen de se méprendre sur leur nature : il s'agissait des privilèges de toutes sortes, octroyés par d'innombrables diplômes.

regiminis nostri consistunt, Deo mediante decernimus, ut, sicut tempore beatae recordationis Domini et genitoris nostri excoltae et honoratae atque rebus ampliatae fuerunt, et quae a nostra liberalitate honoratae atque ditatae sunt, de cetero sub integritate sui servantur ; et sacerdotes atque servi Dei vigorem ecclesiasticum et debita privilegia juxta reverendam auctoritatem optineant ; et eisdem principalis potestas et inlustrium virorum strenuitas seu rei publicae administratores, ut suum ministerium competenter exsequi valeant, in omnibus rationabiliter et juste concurrant. Et filius noster haec supradicta similiter Deo juvante conservet. BORETIUS et KRAUSE, loc. cit., p. 362.

(1) DU CANGE, *Glossarium*, v^o Vigor.

(2) *Ego Hladowicus, misericordia Dei et electione populi rex constitutus, promitto teste Ecclesia Dei omnibus ordinibus, Episcoporum videlicet, sacerdotum, monachorum, canonicorum et sanctimonialium, regulas patribus conscriptas et apostolicis adestationibus roboratas ex hoc et in futurum tempus me illis ex integro servaturum. Pollicor etiam me servaturum leges et statuta populo qui mihi ad regendum misericordia Dei committitur, pro communi consilio fidelium nostrorum, secundum quod praedecessores mei imperatores et reges gestis inseruerunt et omnino inviolabiliter tenenda et observanda decreverunt. Ego igitur Hladowicus rectitudinis et justitiae amore hanc spontaneam promissionem meam relegens manu propria firmavi.* BORETIUS et KRAUSE, loc. cit., p. 364.

(3) C'est, en somme, ce que nous trouvons déjà dans une constitution de Justinien, de l'année 545 : Novelle 131, *De ecclesiasticis canonibus et privilegiis*, dans l'éd. du *Corpus juris civilis* de SCHOELL et KROLL, p. 654. I : *Sancimus igitur ut legum vicem obtineant sancti ecclesiastici canones qui a sanctis quattuor conciliis expositi vel confirmati sunt...* — IV : *... Omnia autem privilegia et solacia, quae ex imperiali liberalitate vel etiam alio qualicumque modo sanctis ecclesiis vel aliis venerabilibus locis praestita sunt, firmiter iis per omnia servantur.* A cette différence près, qu'ici les canons conciliaires obtiennent force de loi non point seulement pour les ecclésiastiques, mais pour tous les sujets de l'empereur.

SECONDE CATÉGORIE:
LE DROIT DE SE RÉGIR SUIVANT LES CANONS

La question devient plus compliquée lorsqu'on passe à l'autre

genre de « franchises », c'est-à-dire au droit que revendique l'Église d'obéir aux saints canons. C'est à ce propos que l'expression de libertés gallicanes connut deux sens successifs. Jusqu'au ix^e siècle, rien ne pouvait menacer la législation conciliaire, sinon la contrainte du pouvoir séculier. Dans la pensée de Charles le Chauve et des évêques de son temps, assurer l'Église qu'elle resterait libre d'observer les canons équivalait à promettre qu'aucune disposition du droit laïc ne lui imposerait d'y contrevenir.

DROIT ANCIEN ET DROIT MODERNE

Sans doute, cette idée n'a jamais disparu ; mais une autre ne tarda pas à la reléguer à l'arrière-plan. Dès le pontificat de Nicolas I^{er}, un danger d'un nouveau genre apparaît ; il vient, d'ailleurs, de Rome même. On tient pour un lieu commun, dans l'Église d'aujourd'hui, que la législation est quelque chose de vivant, perpétuellement en voie de perfectionnement, qu'à des besoins nouveaux doivent correspondre des prescriptions nouvelles et que le pape, législateur suprême, peut retoucher les règlements canoniques lorsqu'il l'estime opportun. Les esprits du Moyen Age ne concevaient rien de pareil. Ils considéraient comme intangible l'œuvre des premiers conciles, complétée par les décrétales des anciens papes. Aucune autorité ne pouvait, selon eux, y déroger de manière quelconque. Du jour où le Siège apostolique, avec Nicolas I^{er}, se mit à intervenir d'une façon particulièrement active dans le gouvernement des Églises locales, la question se posa d'une antinomie entre la discipline traditionnelle et les innovations papales. Bien loin que l'autorité romaine se soit imposée sans difficulté, le clergé de France aurait prétendu, dit-on, s'en tenir à l'ancien droit.

A la suite de Pierre Pithou, les théoriciens du Gallicanisme affirment à l'envi qu'en cela consistent essentiellement les franchises gallicanes : elles ne sont rien autre, disent-ils, que la liberté jalousement gardée par nos pères de vivre conformément à la pure discipline des huit premiers siècles. On ne peut leur donner le nom de privilèges, car aucun pape n'a concédé ce régime d'exception. Il s'agit d'un droit proprement dit : en fait, l'Église gallicane est restée fidèle aux canons des vieux conciles ; son attitude a créé une coutume : coutume immémoriale, puisque l'origine s'en perd dans le passé, coutume prescrite avec le temps, coutume qui a donc force de loi, et que le Saint-Siège ne saurait légitimement ni méconnaître ni abroger¹.

(1) P. PITHOU, *Les libertez de l'Église gallicane*. « Ce que nos pères ont appelé Libertez de l'Église

§ 2. — Exagérations des théoriciens du Gallicanisme.

ATTACHEMENT DU CLERGÉ DE FRANCE
À LA VIEILLE DISCIPLINE

Cette conception s'harmonise-t-elle avec l'histoire ? L'on ne peut nier que le clergé gallican n'ait toujours protesté d'un attachement particulier à la discipline imposée par les anciens conciles et aussi par les papes antérieurs à la décadence de l'empire carolingien.

DOCTRINE D'HINC MAR DE REIMS

Dès le ix^e siècle, Hincmar de Reims définit ainsi la valeur respective des décisions conciliaires et des décrétales ; reprenant les propres paroles de saint Gélase : il faut, dit-il, observer les premiers absolument, *irrefragabiliter*, et les pontifes de Rome y sont eux-mêmes tenus ; quant à « ces lettres que les bienheureux papes ont écrites en divers temps », il convient de les recevoir avec vénération, *venerabiliter*¹. Elles n'ont donc point la même force que les canons : elles les complètent, mais ne sauraient les contredire. En effet, toute leur valeur provient du « privilège de Pierre », de cette prérogative de lier et de délier que l'Apôtre a reçue du Christ et transmise à ses successeurs. Or comment arguer de ce privilège, si le pape viole la justice ou contrevient à la loi édictée par l'Église en ses légitimes assemblées² ? Il faudrait pouvoir citer ici toute la longue épître, vrai traité des limites de la puissance pontificale, que Charles le Chauve adressa à Hadrien II touchant la déposition d'Hincmar de Laon et que rédigea l'archevêque de Reims. « Nous lisons dans votre lettre ce conseil, — si l'on peut appeler conseil ce qui est contraire à l'exemple du Seigneur et aux maximes des saints, — à savoir, pour reprendre vos propres paroles, [que nous devrions] recevoir d'un esprit allègre tout ce qui nous vient du Siège apostolique, auquel, par la grâce de Dieu, vous présidez. Or on nous écrit en votre nom que nous sommes un parjure,

gallicane et dont ils ont été si fort jaloux ne sont point passedroits ou privilèges exorbitants, mais plutôt franchises naturelles, et ingénuités, ou droits communs, *quibus* (comme parlent les prélats du grand concile d'Afrique, écrivant sur pareil sujet au pape Célestin) *nulla Patrum definitione derogatum est Ecclesiae Gallicanae* : lesquels nos ancêtres se sont très-constamment maintenus, et desquels partant n'est besoin monstrier au titre que la retenue et naturelle jouissance » (art. II). « ... Encore que le pape soit reconnu pour souverain des choses spirituelles : toutesfois en France la puissance absolue et infinie n'a point de lieu, mais est bornée par les canons et règles des anciens conciles de l'Église reçus en ce royaume. *Et in hoc maxime consistit libertas Ecclesiae Gallicanae* » (art. V).

(1) *Opusculum LV capitulorum adversus Hincmarum Laudunensem* ; chap. 25, *De auctoritate et differentia conciliorum et epistolarum Sedis Apostolicae pontificum*. Dans *P. L.*, t. CXXVI, col. 384-391. Voir aussi le mémoire lu par Hincmar au concile de Douzy, de 871, dans *Mansi, Ampliss. collectio*, t. XVI, col. 621-622.

(2) Lettre de Charles le Chauve à Hadrien II (écrite par Hincmar) dans *P. L.*, t. CXXIV, col. 894.

un tyran, un perfide, un homme qui déchire l'Église : cela aussi, nous devons le recevoir d'un esprit allègre, l'embrasser d'un cœur reconnaissant, l'accueillir avec humilité ? ¹ ...Ordonnez et écrivez ce qui est conforme à votre ministère et au nôtre, comme vos prédécesseurs ont commandé et écrit à nous et à nos devanciers, et nous le recevrons d'un esprit allègre et d'un cœur reconnaissant ²... Le bienheureux Augustin dit dans son livre à Janvier : ce qui n'est pas contenu dans les saintes Écritures ou les statuts des conciles, et ce qui n'est point conforme à la coutume de l'Église universelle, j'estime qu'il faut le retrancher ; et saint Léon, parlant des décrets des saints conciles, promulgués par le Siège apostolique, a déclaré qu'on ne pouvait les détruire sous aucun prétexte ³ ».

Comme l'habitude se répandait parmi les clercs d'appeler au pape des condamnations portées par leurs évêques et que les tribunaux romains accueillaient ces causes, le même Hincmar rédigea une lettre que Charles le Chauve fit tenir à Jean VIII. Il y feint d'expliquer l'abus par la seule bonté d'âme des juges pontificaux, mais il demande qu'il cesse. Il allègue les canons de Nicée, d'Antioche, de Sardique, etc., qui réservent au synode provincial les appels d'une sentence épiscopale ; rappelant le concile de Carthage, qui interdit de recourir au juge « transmarin » : il y a lieu, remarque-t-il, de dire tout aussi bien « transalpin » ; et il conclut que le Saint-Siège, après avoir approuvé les décisions conciliaires que reconnaît l'Église universelle, ne doit pas se contredire lui-même ⁴.

CONCILE DE SAINT-BASLE Sous le règne de Hugues Capet, les orateurs du concile de Saint-Basle de Verzy, en 991, affirment en termes très vifs la supériorité des canons sur les décisions papales. « Nous estimons, très révérends Pères, dit l'évêque d'Orléans, qu'en mémoire de Pierre l'Église romaine doit être à jamais honorée, et nous ne prétendons pas aller à l'encontre des décrets des pontifes de Rome : mais en réservant l'autorité du concile de Nicée que la même Église romaine a toujours vénéré. Nous enseignons que les canons sacrés promulgués en divers lieux et en divers temps, mais toujours sous la même inspiration divine, ont une autorité éternelle et nous croyons que tous doivent les observer... Qu'est-ce à dire ? Porterons-nous atteinte aux privilèges de l'évêque de Rome ? Non, certes ! Car si ce pontife est recommandable par sa science et

(1) *P. L.*, t. CXXIV, col. 883.

(2) *Ibid.*, col. 884.

(3) *Ibid.*, col. 888.

(4) Ep. xxxii, *ad Joannem papam, Caroli II imperatoris nomine*, dans *P. L.*, t. CXXVI, col. 230-241. Sur la résistance d'Hincmar de Reims à la papauté, voir H. SCHRÖRS, *Hinkmar von Reims*.

ses vertus, on n'aura à redouter ni son silence ni une constitution nouvelle. S'il s'égare sous l'influence de l'ignorance, de la frayeur ou de la cupidité, si les circonstances le dominant, comme nous l'avons vu presque de nos jours, les tyrans étant maîtres de Rome, son silence et ses décrets seront encore bien moins à craindre, car celui qui, jusqu'à un certain point, est l'ennemi des lois ne peut infirmer les lois ¹ ».

CONCILE DE CHELLES

A Chelles, quelque deux ans plus tard, c'est le concile tout entier, à l'instigation de Gerbert, le futur Sylvestre II, qui se prononce solennellement. « Si le pape de Rome avançait une opinion contraire aux canons des Pères », elle devrait être tenue pour « nulle et non avenue, conformément aux paroles de l'Apôtre : fuyez l'hérétique, l'homme qui se sépare de l'Église ». Appliquant cette maxime au cas concret de la déposition de l'archevêque de Reims Arnoul et du choix qu'elle venait de faire de Gerbert pour occuper ce siège, l'assemblée déclare ces mesures irrévocables, « car il est écrit dans les canons : que les statuts d'un concile provincial ne soient attaqués par personne » ².

TÉMOIGNAGE DE RAOUL GLABER

Une histoire que raconte le moine Raoul Glaber nous montre quelle était l'opinion générale, dans les premières années du XI^e siècle, sur l'autorité respective du pape et des anciens conciles. Le comte d'Anjou, Foulque, ayant versé pas mal de sang au cours de sa vie et redoutant l'enfer, résolut de faire œuvre pie, afin d'obtenir le pardon de ses péchés. Il construisit près de son château de Loches un monastère, dont les moines prieraient pour lui, et le dota d'une magnifique basilique. Celle-ci achevée, il demanda à Hugues, l'archevêque de Tours, de la consacrer. Hugues jugea qu'il ne pouvait « transmettre à Dieu » les présents d'un seigneur dont les biens de l'Église de Tours avaient par trop souffert : il refusa. Foulque prit le chemin de Rome. Comme il avait, dit le chroniqueur, la bourse bien garnie, il obtint de Jean XVIII qu'un cardinal de curie vînt procéder à la dédicace. Les évêques de France se scandalisèrent et s'irritèrent, trouvant « d'une extrême indécence que celui qui occupait le Siège apostolique transgressât ainsi les anciennes règles apostoliques et canoniques » ³. En effet, toute consécration d'église revenait de droit à l'ordinaire du territoire. Ils durent cependant laisser faire, ne pouvant s'opposer

(1) F. LOT, *Études sur le règne de Hugues Capet*, p. 57.

(2) F. LOT, *op. cit.*, p. 87.

(3) ... *Quoniam nimium indecens videbatur ut is qui Apostolicam regebat Sedem, apostolicum primatum ac canonicum transgrediebatur tenorem.* RAOUL GLABER, *Historiarum sui temporis libri quinque*, dans *P. L.*, t. CXLII, col. 633.

aux volontés combinées du pape et du comte. Plusieurs se virent même contraints, par l'ordre de ce dernier, d'assister à la cérémonie, qui se déroula avec une très grande pompe. Mais, le soir même, un violent ouragan se déchaîna, les maîtresses poutres cédèrent et le toit de la basilique fut emporté. Dieu voulut ainsi montrer, conclut Glaber, que le pape avait outrepassé ses droits ; et tout le monde le comprit : « car si le pontife de l'Église romaine l'emporte en dignité sur tous les prélats de l'univers, il ne lui est cependant point permis de transgresser en quoi que ce soit la législation canonique »¹.

YVES DE CHARTRES Yves de Chartres lui-même, qui pousse si loin, en d'autres circonstances, le respect des prérogatives du Saint-Siège, n'hésite cependant pas, le cas échéant, à s'élever contre certaines pratiques insolites que le pape veut introduire. En 1096, Hugues de Lyon, légat d'Urbain II, prétendit réunir un concile général alors qu'il y en avait eu déjà deux dans l'année et que les anciennes règles n'en prévoyaient pas davantage. Yves voit là une « oppression injuste » et, en termes très vifs, il conseille au roi Philippe I^{er} de résister vigoureusement².

CONCILE DE BOURGES DE 1225 En 1225, à l'issue du concile de Bourges, réuni pour régler une querelle entre Raymond de Toulouse et Amaury de Montfort, le cardinal Romain, légat d'Honorius III, voulut faire réserver à la nomination papale deux prébendes dans chaque cathédrale et monastère de France. La proposition était contraire à la règle ordinaire des provisions canoniques. Craignant surtout les délégués des chapitres, Romain leur avait donné congé, déclarant le synode terminé. Mais quand ils apprirent ce dont on s'occupait, les chanoines se hâtèrent d'envoyer les représentants de leur ordre ; ceux-ci firent une telle opposition, menacèrent si bien de soulever toute la France, roi et princes en tête, que le légat dut battre en retraite, assez piteusement³.

(1) *Licet namque pontifex Romanae Ecclesiae ob dignitatem Apostolicae Sedis caeteris in orbe constitutis reverentior habeatur, non tamen ei licet transgredi in aliquo canonici moderaminis tenorem.* *Ibid.*

(2) *De eo quod parvitati meae mandavit vestra sublimitas, post duo concilia hoc anno a domino papa celebrata, nunc legatum ejus Lugdunensem archiepiscopum infra eundem annum tertium generale convocare et ad hoc regni vestri episcopos invitare, serenitati vestrae respondeo quia cum nuper litteras ejus habuerim nihil tale ibi legi vel a misso ejus audiri. Quod tamen si faceret, non esset haec apostolica constitutio vel ecclesiastica consuetudo... Quod si quis eos ultra terminos a patribus constitutos angariare voluerit, vos habito cum eis communi consilio injustis oppressionibus pro persona vestra resistite, sic ut quae Dei sunt Deo reddant et quae Caesaris sunt Caesari reddere non omittant.* *P. L.*, t. CLXII, col. 67. Cf. P. FOURNIER et G. LE BRAS, *Histoire des collections canoniques en Occident, depuis les Fausses Décrétales jusqu'au Décret de Gratien*, t. II, p. 112-113 (pour les tendances d'Yves de Chartres et notamment son attitude vis-à-vis des légats).

(3) *MANSI, Ampliss. collectio*, t. XXII, col. 1213-1218 ; la lettre d'Honorius III se trouve *ibid.*, col. 1217-1220 ; cf. HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. V², p. 1442.

GUILLAUME DURAND Faut-il rappeler le *De modo generalis concilii celebrandi*, composé par l'évêque de Mende Guillaume Durand le Jeune, à l'occasion du concile de Vienne de 1310 ? L'auteur n'a aucune intention de contester la primauté romaine ; mais il refuse de reconnaître au pape un pouvoir sans limites. Tout le mal dont souffre la chrétienté, dit-il, vient de ce qu'on oublie les anciens canons. Ils sont l'œuvre du Saint-Esprit ; l'autorité du Siège apostolique ne peut pas les modifier, elle ne peut rien édicter contre eux ¹.

L'on pourrait aisément multiplier les exemples de ce genre. Ils prouvent que l'Église de France n'a jamais perdu le souvenir de l'ancienne « liberté », qu'elle a gardé pour la discipline primitive un attachement dont chaque époque fournit des témoignages et qui prend la forme de regret nostalgique lorsque le clergé mesure, au xiv^e siècle, quelle distance le sépare des institutions de jadis.

FORCE DU COURANT CONTRAIRE Mais il ne faut certainement pas aller plus loin et prétendre, avec Pierre Pithou, que les franchises gallicanes sont un dépôt « auquel nos ancêtres se sont très constamment maintenus ». Les doléances auxquelles l'abandon même de ces « ingénuités » a si souvent donné lieu le démontrent d'abondant. Malgré son désir de principe de demeurer fidèle aux usages des « majeurs », l'Église de France ne pouvait pas rester en dehors du mouvement centralisateur qui, depuis Nicolas I^{er} et surtout depuis Grégoire VII, tendait à restreindre, au profit de Rome, la primitive indépendance de fait des chrétientés locales. L'intérêt, le besoin d'une réforme des mœurs ecclésiastiques, l'influence des collections canoniques mises en circulation furent autant de motifs qui entraînèrent une évolution de la discipline gallicane.

L'INTÉRÊT INDIVIDUEL : CHEZ LES ÉVÊQUES Déjà Nicolas I^{er}, dans une lettre qu'il adressait à tous les archevêques et évêques francs, au mois de janvier 865, leur reprochait de considérer surtout, dans les textes pontificaux, s'ils leur étaient favorables ou contraires. Certains d'entre vous, leur écrit-il, prétendent ne pas trouver ces décrétales dans leur recueil canonique : ils n'ont pourtant aucun scrupule à s'en prévaloir lorsqu'elles servent leurs intérêts ². Cette remarque reste vraie pour tout

(1) Cf. J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 364-368.

(2) *Quoniam quidam vestrum scripserint haud illa decretalia priscorum pontificum in toto canonum codicis corpore contineri descripta, cum ipsi, ubi suae intentioni haec suffragari conspiciunt illis indifferenter utantur et solum nunc in imminutionem Sedis Apostolicae potestatis et ad suorum*

le Moyen Age. Hincmar de Reims, dont nous avons dit l'ombrageux souci de sauvegarder l'indépendance des évêques et surtout des archevêques, ne néglige pas de faire confirmer par deux papes les actes du synode de Soissons de 853, qui consacraient la déchéance de son prédécesseur et renforçaient sa propre position¹. Nous venons de voir Yves de Chartres défendre la tradition ecclésiastique contre certaines innovations du légat pontifical. Mais ailleurs, il va jusqu'à suspecter d'hérésie quiconque ose s'opposer à un acte du pape. Et à quelle occasion ? Quand lui-même est en cause. Urbain II avait déposé du siège chartrain l'évêque Geoffroy et l'avait remplacé par Yves ; Richer, l'archevêque de Sens, ne voulait pas reconnaître la légitimité de cette double intervention : c'est à lui qu'Yves écrit cette phrase, revendiquant pour le Pontife romain le droit de confirmer et d'infirmar les jugements des métropolitains, sans que personne puisse toucher aux siens².

CHEZ LES ROIS Les évêques n'étaient pas seuls sensibles à l'intérêt : les rois favorisaient aussi les entreprises du Saint-Siège quand ils en tiraient profit. Jean VIII avait nommé primat de l'Église cisalpine l'archevêque de Sens Anségise ; le concile de Ponthion de 876 s'opposa de toutes ses forces à cette innovation, sous le prétexte qu'elle préjudiciait aux droits légitimes des métropolitains, reconnus par les canons : Charles le Chauve imposa le primat, parce qu'Anségise devait soutenir sa politique contre les menées de Louis le Germanique³. Quand les papes du XIII^e siècle se mirent à lever des taxes sur les biens du clergé de France, les rois furent les premiers à y prêter la main, tout protecteurs qu'ils se disaient des immunités de leurs églises, car le produit de la décime tombait dans leur trésor⁴. Pour les réserves bénéficiales, si violemment combattues par les collèges électoraux, les papes trouvèrent un appui dans le roi, qui estimait plus simple et moins chanceux de leur recommander ses candidats que de gagner à ses vues les chapitres⁵.

augmentum privilegiorum minus accepta esse perhibeant. E. PERELS, M. G. II., *Epistolae*, t. VI, p. 394.

(1) Voir plus haut, p. 51.

(2) *Cujus iudiciis et constitutionibus obviare plane est haereticæ pravitatis notam incurrere... Cum ad ipsam [Sedem] principaliter et generalissime pertineat tam metropolitanorum quam cæterorum episcoporum consecrationem confirmare vel infirmare, constitutiones vestras et iudicia retractare, suas vero inconcussas retinere et nullius inferioris iudicio retractandas vel corrigendas concedere.* P. L., t. CLXII, col. 18-19.

(3) MANSI, *Ampliss. collectio*, t. XVII^a, col. 307-310 ; HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. IV², p. 651 et suiv.

(4) G. LE BRAS, *L'immunité réelle*, p. 124, 129.

(5) G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, p. 199 et suiv.

LES FAUSSES DÉCRÉTALES Toutefois, l'on aurait tort de n'attribuer la déchéance de l'ancienne discipline qu'à des considérations intéressées. Quand Nicolas I^{er} opposait au *Codex canonum* les textes pontificaux connus par ailleurs, que les évêques rejetaient, il pensait manifestement à cette collection qui commençait à se répandre sous le nom d'Isidore et que nous appelons plus communément les Fausses Décrétales. Leur composition fut inspirée par un louable souci de réforme. Les auteurs de cette compilation n'avaient pas pour but d'affermir le prestige de la papauté ; mais en se servant de ce prestige, ils contribuèrent à l'augmenter. Dans leur désir de lutter contre les abus dont ils étaient les témoins et sentant l'inefficacité de décrets qui n'auraient eu pour eux que l'autorité précaire d'obscurs synodes locaux, ils imaginèrent d'attribuer la paternité de leurs textes aux papes les plus anciens et les plus vénérés. Sur des points de discipline qu'il n'était pas encore d'usage de soumettre à l'évêque de Rome dans les premiers siècles et que les évêques tranchaient eux-mêmes, on eut, grâce à ces faux, l'avis de saint Anacleto, de saint Télesphore, de saint Eleuthère ou de saint Zéphirin. Des prélats éclairés comme Hincmar de Reims les tinrent en suspicion ; mais d'autres, plus confiants et moins avertis, ou parce qu'ils y voyaient des armes en leur faveur, les utilisèrent sans ménagement. Ces fausses décrétales renforcèrent, dans les esprits du x^e et du xi^e siècle, l'idée d'une présence originelle et constante de la papauté dans toutes les affaires concernant l'administration intérieure des Églises de l'univers entier. En les invoquant, les papes purent montrer qu'ils n'innovaient point, mais ne faisaient que reprendre la plus vénérable des traditions. En outre, les faussaires du ix^e siècle n'avaient pas ménagé, sous la plume des soi-disant papes des premiers âges, les revendications utiles au but de réforme qu'ils visaient eux-mêmes. Ce faisant, ils fortifièrent encore le respect général pour les prérogatives du Saint-Siège et rendirent acceptables des interventions papales qui eussent été, sans cela, plus malaisément admises¹.

LA RÉFORME GRÉGORIENNE Le mouvement de réforme, amorcé dès le ix^e siècle, s'accrut à la fin du x^e, pour prendre toute son ampleur avec Grégoire VII. Menant une lutte sans merci contre les deux grandes plaies de l'époque, la simonie et le concubinage des clercs, ce pape tint à cœur d'établir son action sur

[1] P. FOURNIER, *Étude sur les Fausses Décrétales*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique* de Louvain, t. VII, 1906, p. 33, 301, 543, 761 et t. VIII, 1907, p. 19 ; P. FOURNIER et G. LE BRAS, *Histoire des collections canoniques en Occident*, t. I, 1931, chap. 1, *Les recueils pseudo-isidoriens* ; HINSCHIUS, *Decretales pseudo-isidorianae et capitula Angilramni*.

des bases juridiques. Les abus auxquels il s'attaque invoquent des textes pour justifier leur maintien : Grégoire veut leur en opposer de plus forts ; et surtout il mettra en pleine lumière les titres mêmes de la papauté au gouvernement effectif de l'Église universelle. Il se fait donc le promoteur d'une efflorescence de nouvelles collections canoniques, à tendance nettement romaine ¹. Il est vrai, malgré leurs qualités, ces recueils n'éliminèrent pas les anciens. Mais la confusion de ces textes divergents donna elle-même naissance à une science nouvelle, celle de l'interprétation des lois ecclésiastiques ; et les principes fondamentaux de cette science nouvelle servirent, eux aussi, l'influence romaine. Un exemple : quand deux lois sont en contradiction, c'est la plus générale qui l'emporte sur la plus particulière ; cela revient à dire qu'une constitution papale, émanant du pouvoir suprême, doit prévaloir sur toutes les prescriptions locales qui lui sont opposées.

LE DÉCRET DE GRATIEN
ET LES DÉCRÉTALES DE GRÉGOIRE IX

Ces conceptions, qui prévalurent sans peine, trouvèrent place, vers le milieu du XII^e siècle, dans une collection qui relégua bien vite dans l'ombre toutes ses devancières, le *Décret* du moine bolonais Gratien, ou *Concordia discordantium canonum*. Ce célèbre recueil devint le bréviaire de tous les canonistes, en attendant que la collection des Décrétales de Grégoire IX s'y ajoutât, moins d'un siècle plus tard, en 1234. Glosés dans les universités, consultés par les juges et les administrateurs ecclésiastiques, ces codes nouveaux exercèrent une influence profonde sur la formation du clergé, en France comme ailleurs. Dans ces conditions, le maintien de la discipline des huit premiers siècles était chose impossible ; les recueils où l'on trouvait les règles furent eux-mêmes en grande partie oubliés. Et cela explique, remarquons-le tout de suite, l'existence parallèle, plus tard, de deux gallicanismes différents : celui du clergé, qui ne peut s'empêcher d'être tributaire des collections canoniques modernes et de faire au pouvoir pontifical une assez large place, et celui des parlementaires, plus radical, qui prétend retrouver le vieux *Codex canonum* d'avant les Fausses Décrétales, cherche à en imposer la pratique intégrale et refuse toute valeur

(1) P. FOURNIER, *Un tournant de l'histoire du droit*, dans *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, t. XLI, 1917, p. 129-180 ; *Les collections canoniques romaines de l'époque de Grégoire VII*, dans *Mémoires de l'Institut national de France*, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, t. XLI, 1920, p. 271-395 ; P. FOURNIER et G. LE BRAS, *Histoire des collections canoniques en Occident*, t. II, 1932, chap. I, *Les collections grégoriennes*. Cf. A. FLICHE, *La réforme grégorienne*, t. II.

aux décisions pontificales de plus basse époque qui n'y sont pas conformes ¹.

*LES LIBERTÉS GALRICANES SONT DES COUTUMES
PLUS SOUVENT VIOLÉES QU'OBSERVÉES*

L'on peut ainsi se rendre compte dans quelle mesure les

anciennes libertés gallicanes sont des coutumes. Elles ne le sont pas autant que leurs apologistes modernes ont bien voulu le dire ; elles ne le sont pas assez pour qu'on ait pu légitimement invoquer la prescription en leur faveur : elles furent, en effet, beaucoup plus violées que respectées. Mais de temps en temps on reparlait d'elles, on affirmait qu'elles seules représentaient la règle et le salut. Cela suffisait peut-être, si l'on veut, à interrompre la prescription contraire ; mais cela suffisait certainement à les maintenir en réserve, pour le jour où les circonstances conseilleraient d'y faire appel.

*PERSÉVÉRANCE DE L'ANCIEN SENS
DU MOT « LIBERTÉS »*

Remarquons-le bien, cependant : en employant jusqu'ici l'expression de « libertés gallicanes » pour

désigner l'observation de l'ancienne discipline conciliaire, nous avons sacrifié à la commodité du langage : étudiant les origines de ce que cette expression devait signifier plus tard, nous nous sommes servi d'elle par anticipation. Mais avant la fin du ^{xiv}^e siècle, nous l'avons déjà dit, on ne l'utilisa pas dans ce sens. Les controversistes du temps de Philippe le Bel opposent simplement la liberté de l'Église aux

(1) Les positions du gallicanisme parlementaire sont indiquées en termes très clairs dans un *Discours* du célèbre avocat du roi au Parlement, Jacques LESCHASSIER : *De la liberté ancienne et canonique de l'Église gallicane, aux cours souveraines de France*, 1606. L'auteur conclut ainsi : « Messieurs, vous avez en France, sous le nom du Roi, la garde et la protection non-seulement de la liberté présente, mais encore de l'ancienne, vraie, naturelle et canonique liberté de l'Église, qui est le plus grand honneur qui puisse être en la main des juges souverains, que de rendre à l'Église la sainteté de ses anciens règlements. Aussi cela se peut-il plus aisément faire par la voye insensible des arrests, ramenans peu à peu l'ancienne discipline, que par ordonnances expresses des Rois, pour la résistance et contradiction du sujet. Cette protection des saints décrets anciens est due par vous à l'honneur de l'Église en général, elle est due à la liberté de l'Ordre de la Justice en l'administration de laquelle ils sont tous les jours allégués devant vous, à ce qu'ils soient défendus contre ceux qui, ne cognoissans ou ne voulans connoistre que les nouveaux, calomnient les anciens et les font sonner mal aux oreilles des ignorans. Mais cette protection est encore plus due à l'assurance si nécessaire en ce temps des Couronnes des Rois. Car comme il n'y a rien qui soit tant ami de leur seureté que la pureté du droit apostolique et canonique premier, aussi n'y a-t-il rien qui y soit si contraire que la corruption et dépravation d'icelui, telle qu'elle se trouve aux droits qui lui ont été depuis subrogés. La contrariété de ces codes, même en ce qui concerne la liberté ou servitude de l'Église, seroit d'un trop long discours pour ce petit mémoire, qui vous est dédié, Messieurs, d'une très-humble et serviable affection, comme aux naturels et légitimes protecteurs du droit ancien ; afin que tout ainsi que la vertu de vos prédécesseurs a esté admirée et honorée des Rois et princes étrangers, vous aussi soyez chefs et serviez d'exemple à leurs juges et magistrats, en la conservation et rétablissement de l'ancienne liberté de l'Église : vous ressouvenant que ce qui a esté dit autresfois de la République romaine se doit encore plus véritablement dire de l'Église : *Moribus antiquis res stat romana virisque* ». Dans DURAND DE MAILLANNE, *Les libertez de l'Église gallicane prouvées et commentées*, t. III, p. 744.

privilèges du clergé : leur distinction reste encore dans le vague¹. Jusqu'au règne de Charles VI, quand on trouve la mention des « libertés » de l'Église gallicane, il s'agit de ses immunités fiscales ou juridictionnelles. Du reste, cette acception ne s'oubliera pas tout d'un coup. Quand l'archevêque de Reims, Jôuvenel des Ursins, aux États de Tours de 1468, comme dans sa « remontrance à Charles VII pour la réformation du royaume », parle des « franchises et libertez de l'Église de France, que le Roy à son sacre a promis et juré garder », il n'entend pas autre chose que la juridiction ecclésiastique, menacée par les fonctionnaires royaux et dont il demande qu'on assure le maintien². Mais à cette date l'expression connaît déjà, depuis plus d'un demi-siècle, un sens nouveau : celui qui finira par prévaloir, par évincer l'ancien, et qui implique l'idée de limiter, en France, les pouvoirs du Saint-Siège. Elle a ce sens, pour la première fois, dans la bouche des orateurs qui prônèrent le refus d'obédience à Benoît XIII. Ce sont les assemblées parisiennes de 1396, de 1398 et de 1406 qui brodèrent, pour ainsi dire, le drapeau derrière lequel l'Église de France va marcher.

De ce qui précède on peut conclure que le Gallicanisme n'est pas le fruit d'une création subite et tout arbitraire. Une longue tradition en a fourni les éléments essentiels. L'idée que le roi devait prendre en main, dans les moments critiques, le sort de l'Église nationale avait été de tout temps familière au clergé. Une vieille habitude d'en appeler de temps à autre aux prescriptions conciliaires, d'affirmer que le pape n'avait pas le droit de les enfreindre, fournissait l'arme un peu rouillée, un peu émoussée, qu'il suffisait de fourbir et d'aiguiser.

Mais ces matériaux n'étaient pas encore le Gallicanisme lui-même ; on les trouverait également dans d'autres pays, où ils ont fini par servir à des constructions bien différentes. Autant que les Capétiens, tous les rois de la chrétienté médiévale se sont immiscés dans les affaires ecclésiastiques³. Quant à l'appel aux saints canons, pour justifier l'opposition à certaines nouveautés gênantes voulues par le Saint-Siège, il est chose trop naturelle à cette époque pour qu'on n'en puisse relever des exemples aussi bien en Allemagne qu'en Angleterre ou en Espagne.

En outre, si le roi de France avait pris quelquefois, contre la papauté, la défense de l'ancienne discipline, ce n'était jusque-là que de façon

(1) Voir plus haut, p. 34.

(2) GODEFROY, *Le cérémonial français*, t. I, p. 77.

(3) A. LUCHAIRE, *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens*, t. II, p. 111.

Martin. — I.

épisodique, au titre de protecteur des intérêts de ses églises ou de souverain que telle mesure romaine gênait spécialement : il ne s'érigait pas en défenseur né, permanent, de ce qui va dès lors porter le nom de « libertés gallicanes ».

Alors qu'elle cherchait à sortir du schisme et du même coup à opérer pour son compte la réforme désirée par la catholicité tout entière, l'Église de France, utilisant des ressources préexistantes, a donc cependant créé du nouveau : elle a défini, de manière durable, que dans le royaume l'autorité papale se heurtait à des limites. Ces idées d'indépendance se seraient sans doute vite évaporées, si les circonstances, en illustrant leur utilité et en les maintenant, pour ainsi dire, à l'ordre du jour, n'avaient donné aux esprits le temps de se familiariser avec elles et ne leur avaient permis de passer, en quelque sorte, à l'état de tradition. La longueur du Grand Schisme, les débats des conciles de Constance et surtout de Bâle, la Pragmatique Sanction de Bourges, les démêlés auxquels celle-ci donna lieu entre la France et le Saint-Siège, jusqu'au concordat de 1516, procurèrent ce résultat.

II

L'INDÉPENDANCE DU ROI DE FRANCE AU TEMPOREL

CHAPITRE PREMIER

LA PAPAUTÉ ET LE POUVOIR CIVIL AVANT BONIFACE VIII

Les théoriciens des libertés de l'Église gallicane considèrent comme l'une des plus importantes l'indépendance absolue du roi de France, vis-à-vis du pape, dans les affaires temporelles. Il s'agit bien là, en effet, d'un élément essentiel du Gallicanisme. Toutefois, l'on ferait mieux de ne le point mêler au reste des franchises. Sans doute, il possède avec elles plusieurs traits communs : il s'incorpore à cet ensemble de particularités, revendiquées comme des droits et non point comme des privilèges, par quoi la France entend imposer, en ce qui la concerne et sans se préoccuper des autres pays, des limites au plein exercice de la puissance romaine. Mais il ne repose pas sur le même fondement, qui est, pour les autres, la différence entre l'ancienne législation conciliaire et les constitutions pontificales : la première intangible, les secondes, au contraire, d'autorité toute conditionnelle et soumises à examen. Si l'on tient à faire entrer l'indépendance du roi de France parmi les libertés gallicanes, au moins faut-il reconnaître qu'elle y forme, à elle seule, une catégorie spéciale. Elle a, du reste, ses origines propres. Nos princes ont revendiqué leur pleine autonomie politique plus d'un siècle avant de prétendre rétablir les anciennes franchises. Il convient donc, ici, d'examiner cet axiome à part et en premier lieu.

Vers l'année 1302, un ami des formules lapidaires, voulant résumer la lutte que se livraient Philippe le Bel et Boniface VIII, imagina une bulle papale en trois lignes : « *Bonifacius, episcopus, servus servorum Dei*, à Philippe, roi de France, très noble. Nous voulons toy savoir que es choses spirituelles et temporelles tu es soubz nous. Et les croyans autrement nous reputons heretiques ». A quoi le roi était censé répliquer : « Phelippe, par la grâce de Dieu roi de France, à Boniface, soi portant pour evesque de Romme, salut petite ou nulle. Nous voulons toy savoir que es choses temporelles nous ne reconnoissons nul que Dieu. Les croyans autrement nous reputons folz

et hors de sens¹ ». Tel était bien l'essentiel du différend. Mais avant d'exposer les événements qui amenèrent les deux conceptions à s'affronter au grand jour, il convient d'étudier le cheminement antérieur des idées relatives au pouvoir politique du pape et du roi. En effet, si les doctrines se formulent le plus souvent sous la pression des faits, au moins ont-elles subi, d'ordinaire, une élaboration préalable plus ou moins obscure.

§ 1. — La papauté avant Grégoire VII.

SAINT GÉLASE: LETTRE A ANASTASE

La plus ancienne conception que l'Église se soit faite de ses rapports avec l'État laïc est celle d'une supériorité purement morale, tenant à l'excellence des fins spirituelles qu'elle poursuit. Cette prééminence n'impliquait aucune prétention à s'ingérer dans les affaires temporelles². Saint Gélase s'est expliqué très clairement à ce sujet, dans des textes célèbres, souvent allégués plus tard. Écrivant à Anastase, en 494, à propos de l'hérésie d'Eutychès que cet empereur byzantin favorisait, il s'exprime ainsi : « Il y a deux souverainetés, qui gouvernent le monde, l'autorité sacrée des pontifes et la puissance royale. La charge des prêtres est d'autant plus lourde qu'ils devront, au tribunal de Dieu, rendre compte même des rois qui commandent aux hommes. Tu le sais, en effet, fils très clément : bien que ta dignité te place à la tête du genre humain, tu courbes dévotement le front devant les ministres des choses divines, tu attends d'eux les causes de ton salut, tu reconnais que, pour la réception des célestes sacrements et la juste réglementation de leur usage, tu dois, s'agissant de religion, te soumettre plutôt que dominer. Si, en ce qui regarde le gouvernement de l'État, les chefs religieux, reconnaissant que ta souveraineté te vient de Dieu, obéissent eux-mêmes à tes lois..., avec quel cœur, je te le demande, ne convient-il pas que tu obéisses à ton tour à ceux qui sont préposés à la dispensation des vénérables mystères ?³ »

(1) Ces deux textes fictifs ont été cités, d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale, par P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 275. Ils ne sont qu'un résumé français de deux autres documents, également fictifs, publiés par P. DUPUY, *Histoire du différend d'entre le pape Boniface VIII et Philippe le Bel, roy de France*, Preuves, p. 44 : la bulle *Scire te volumus* et la réplique *Sciat tua maxima fatuitas*. Voir plus loin, p. 175.

(2) Cf. A. J. CARLYLE, *A history of mediaeval political theory in the west*, t. I, *The second century to the ninth*, ch. xv. Sur les rapports théoriques de l'Église et de l'État, voir la vigoureuse synthèse de M. G. GLEZ, *Le pouvoir du pape en matière temporelle*, dans *Dictionnaire de théol. cath.*, t. XII, 1935, col. 2704-2772.

(3) *Duo quippe sunt, imperator auguste, quibus principaliter mundus hic regitur : auctoritas sacra pontificum et regalis potestas. In quibus tanto gravius est pondus sacerdotum, quanto etiam pro ipsis regibus hominum in divino reddituri sunt examine rationem. Nosti etenim, fili clementissime, quod licet praesideas humano generi dignitate, rerum tamen praesulibus divinarum devotus colla*

LE « TOME » Ailleurs, le pape développe la même idée avec une netteté plus grande encore. Avant le Rédempteur, dit-il, il y avait déjà des rois et des prêtres, et le diable n'a pas manqué d'insuffler aux premiers la pensée de s'immiscer tyranniquement dans l'organisation du culte : les empereurs païens se faisaient appeler souverains pontifes. « Mais après l'avènement de celui qui était réellement à la fois roi et pontife, l'empereur ne s'est plus arrogé le titre de pontife et le pontife n'a pas revendiqué les prérogatives royales... Tenant compte de la fragilité humaine, le Christ a disposé magnifiquement ce qui convenait au salut des siens. Il a réparti l'exercice des deux pouvoirs en des actes propres, relevant de dignités distinctes..., de sorte que les empereurs chrétiens ont besoin des pontifes pour la vie éternelle et les pontifes se conforment aux règlements impériaux pour ce qui concerne les choses temporelles. [Il a voulu] que le gouvernement spirituel se tienne éloigné des préoccupations terrestres et que quiconque s'enrôle dans la milice de Dieu ne s'embarrasse pas des affaires du siècle ; en revanche, que celui-là n'ait pas à gouverner les choses divines qui est impliqué dans les affaires temporelles : afin que la modestie soit sauvegardée de part et d'autre, alors que s'enorgueillirait, au contraire, un détenteur des deux pouvoirs, et que chacun puisse avoir les qualités spéciales nécessaires à sa mission¹ ».

ZACHARIE ET PÉPIN Cette conception gélasienne d'une double souveraineté, indépendante dans sa sphère respective, restait encore en honneur au ix^e siècle². Il n'y a pas grand argument à tirer, en effet, du rôle joué par Zacharie dans la déposition du dernier roi fainéant et l'attribution de la couronne franque

submitis atque ab eis causas tuae salutis expectas, inque sumendis caelestibus sacramentis eisque ut competitis disponendis, subdi te debere cognoscis religionis ordine potiusquam praeesse, itaque inter haec ex illorum te pendere iudicio, non illos ad tuam velle redigi voluntatem. Si enim, quantum ad ordinem pertinet publicae disciplinae, cognoscentes imperium tibi superna dispositione collatum, legibus tuis ipsi quoque parent religionis antistites, ne vel in rebus mundanis exclusae videantur obviare sententiae : quo, oro te, decet affectu eis obedire, qui praerogandis venerabilibus sunt attributi mysteriis ? — Epît. 12, dans A. THIEL, Epistolae romanorum pontificum genuinae, t. I, p. 350, n° 2.

(1) *Tomus de anathematis vinculo*, dans A. THIEL, *ibid.*, p. 567, n° 11. ... *Sed quum ad verum ventum est eundem regem atque pontificem, ultra sibi nec imperator pontificis nomen imposuit, nec pontifex regale fastigium vindicavit : (quamvis enim membra ipsius, id est, veri regis atque pontificis, secundum participationem naturae magnificae utrumque in sacra generositate sumpsisse dicantur, ut simul regale genus et sacerdotale subsistant :) quoniam Christus, memor fragilitatis humanae, quod suorum saluti congrueret, dispensatione magnifica temperavit, sic actionibus propriis dignitatibusque distinctis officia potestatis utriusque discrevit, suos volens medicinali humilitate salvare, non humana superbia rursus intercipi : ut et christiani imperatores pro aeterna vita pontificibus indigerent et pontifices pro temporalium cursu rerum imperialibus dispositionibus uterentur : quatenus spiritalis actio a carnalibus distaret incursibus et Deo militans minime se negotiis saecularibus implicaret, ac vicissim non ille rebus divinis praesidere videretur qui esset negotiis saecularibus implicatus : ut et modestia utriusque ordinis curaretur, ne extolleretur utroque suffultus, et competens qualitatibus actionum specialiter professio aptaretur.*

(2) Cf. A. J. CARLYLE, *op. cit.*, t. I, chap. XXI.

à Pépin, maire du palais. Sans entrer ici dans l'examen des discussions auxquelles cet événement donna lieu à partir du ^{xiii}^e siècle, il est incontestable que l'avis du pape, ou, si l'on préfère, sa décision, fut sollicitée par les grands du royaume et ne fit que tranquilliser leur conscience sur la légitimité d'une mesure qu'ils désiraient prendre. Plus tard, le fait acquit une importance polémique : les partisans de l'hégémonie pontificale l'invoquèrent comme un précédent, pour démontrer que le pape pouvait créer et déposer les rois. Mais, à l'époque, ni pour l'Église ni pour les laïcs il n'eut cette signification.

SOUS CHARLEMAGNE Ce n'était certes pas avec Charlemagne que la papauté pouvait espérer imposer son action dans le domaine de la politique. Ce que nous avons dit plus haut de la psychologie de ce prince laisse suffisamment deviner qu'il ne l'aurait pas souffert et même qu'il inclinait plutôt à se mêler de problèmes où l'autorité séculière n'avait pourtant que faire ¹.

DÉCADENCE DE L'EMPIRE. Après sa mort, quand l'empire franc
HINCMAR DE REIMS s'émietta, les circonstances invitèrent l'Église à dire son mot dans les questions relevant du pouvoir laïc. Mais, l'Église, c'était surtout le clergé local, qui se servait du Saint-Siège suivant les besoins. Les interventions romaines étaient tolérées, et même sollicitées, dans la mesure où on les jugeait utiles. Si elles se produisaient spontanément et paraissaient inopportunes, on s'arrangeait pour les écarter. Par exemple : le concile de Soissons de 866 demande à Nicolas I^{er} de menacer, et au besoin d'excommunier, le duc de Bretagne, qui s'émancipe de la domination franque et refuse de payer à Charles le Chauve le tribut annuel ². Affaire temporelle, évidemment. Mais qu'Hadrien II s'avise, en 870, de s'immiscer dans la succession de Lothaire II, Hincmar de Reims lui laissera entendre qu'il perd son temps. Cet épisode montre bien de quelle indépendance la noblesse et le clergé francs savaient faire preuve à l'égard de la papauté, quand son ingérence dans le domaine politique gênait leurs plans. Hadrien avait donné l'ordre à Hincmar de s'opposer, au nom du Saint-Siège, à ce que Charles le Chauve gardât la Lorraine, où les principaux du pays l'avaient appelé et

(1) Voir plus haut, p. 35.

(2) Lettre des membres du concile à Nicolas I^{er}, dans MANSI, *Ampliss. collectio*, t. XV, col. 733. ... *Interea ut more praecessorum suorum idem auctor Britonum fidentissimo filio vestro, domno et seniori nostro Carolo, in cunctis obtemperet, seque omni humiliatione debita colla submittat, annuosque census persolvat, quia isdem specialis filius vester diverso unde secus Northmannorum aliorumve agitur incommodo, vestris suasionibus et ut expedit redargutionibus quaesumus decernite. Qui si contra hortamenta salubria praecellentiae vestrae demum aspirare nititur, gladio sancti apostolatus vestri se percellendum debito cognoscat libramine.*

couronné ; l'empereur Louis II prétendait faire valoir ses droits sur ce royaume et le pape le soutenait. Si Charles s'obstinait, l'archevêque de Reims devrait le déclarer excommunié et le traiter comme tel¹. Hincmar répondit, « le cœur brisé de douleur et en gémissant », qu'il avait notifié au roi, aux évêques et aux seigneurs la volonté pontificale et avait insisté pour qu'ils s'y conformassent. Hélas ! Ils avaient accueilli ses instances avec bien peu d'égards. Le Siège apostolique, lui avaient-ils dit, n'a jamais donné de tels ordres à vos prédécesseurs ; et pourtant d'autres rois se sont combattus, jadis, malgré leurs serments de paix ; et l'on a même vu le père et le fils lutter l'un contre l'autre sans que Rome protestât². Et quand j'ai essayé, continue Hincmar, de leur remontrer que le Christ a donné à saint Pierre et aux apôtres, de même qu'à leurs successeurs, le pouvoir de lier et de délier, les seigneurs m'ont répliqué ceci : « Défendez plutôt, par vos prières, le royaume contre les Normands et ses autres ennemis, et ne vous occupez pas de nos intérêts. Si vous voulez que nous vous protégions, comme nous voulons, nous, que vous nous aidiez de vos oraisons, ne cherchez pas à nous nuire. Dites au Seigneur Apostolique qu'il ne peut pas être à la fois évêque et roi, que ses prédécesseurs ont réglementé l'ordre ecclésiastique, ce qui est leur rôle, mais non point la république, ce qui est l'affaire des princes. Qu'il ne nous commande pas de reconnaître un roi trop éloigné de chez nous pour nous protéger contre les incursions subites et fréquentes des païens ; qu'il ne nous prescrive pas la servitude, à nous, Francs : ses prédécesseurs n'ont point imposé pareil joug à nos ancêtres et il ne se peut que nous le portions, car nous avons entendu lire dans les saints livres que nous devons lutter jusqu'à la mort pour notre liberté et nos héritages. Si un évêque excommunie un chrétien illégalement, il s'enlève son pouvoir de lier ; personne ne peut priver de la vie éternelle celui qui ne s'en prive lui-même par ses péchés³ ». Ils m'ont déclaré, ajoute encore l'archevêque, que si je maintenais mon attitude, je pourrais bien chanter devant l'autel de mon église, mais que je perdrais tout droit sur mes biens diocésains⁴. Et cet argument est à méditer ; l'expérience me permet d'être sûr que ni le roi ni les seigneurs ne céderont. Faudra-t-il donc abandonner mon troupeau, comme un mercenaire ? Et où aller, hors du royaume ? Hincmar supplie donc le « très révérend seigneur père » de réfléchir et de ne

(1) Sur ces démêlés, voir E. AMANN, au t. VI de l'*Histoire de l'Église* d'A. FLICHE et V. MARTIN, p. 442-446.

(2) Lettre d'Hincmar à Hadrien II, dans *P. L.*, t. CXXVI, col. 179.

(3) *Ibid.*, col. 181.

(4) ... *Si in mea sententia permanerem ad altare ecclesiae meae cantare possem, de rebus vero et hominibus nullam potestatem haberem.* — *Ibid.*, col. 183.

pas susciter entre l'autorité épiscopale et le pouvoir royal, entre l'Église et l'État, un scandale qui ne pourrait s'apaiser, plus tard, sans préjudice pour les biens ecclésiastiques dont vivent les serviteurs et servantes de Dieu et dont l'Église a besoin pour exercer son action ¹.

NICOLAS I^{er} En réalité, rois, seigneurs et évêques francs de cette époque entretiennent avec Rome, à propos des questions temporelles, des rapports tout empiriques ². La papauté elle-même ne conçoit pas encore l'idée d'un pouvoir politique universel, dont elle serait dépositaire. Aucun pape du Moyen Age, avant Grégoire VII, n'a eu un sentiment plus aigu que Nicolas I^{er} de l'importance du rôle que pouvait jouer le Saint-Siège dans les affaires de toute nature intéressant la chrétienté ; aucun n'a affirmé avec plus de force la prééminence du pouvoir spirituel ; aucun n'a imposé son intervention, au profit de la paix publique, avec plus de fréquence, d'énergie et de continuité ³. Or Nicolas I^{er} ne professe pas, au sujet de l'indépendance des princes dans le domaine temporel, d'autres principes que ses devanciers du v^e siècle. Ses démêlés avec Michel l'Ivrogne, empereur d'Orient, lui fournirent l'occasion de s'expliquer sur ce point, en 865. Il répond avec fermeté à la lettre « pleine de blasphèmes et d'injures » qu'il a reçue de Constantinople ; mais il ne revendique pas autre chose, pour le Siège apostolique, que la haute magistrature en matières religieuses. Il répète l'affirmation que « quiconque est inscrit au catalogue des clercs et combat dans la milice de Dieu ne doit pas s'embarrasser dans les affaires séculières » et il copie tex-

(1) *Quapropter, Domne pater reverendissime, consulite secundum privilegium sedis vestrae subjectioni nostrae, ne talia nobis cujuscumque suggestionis mandatis unde inter episcopalem auctoritatem et regalem potestatem, inter Ecclesiam et rempublicam tantum scandalum possit oriri, quod facile ac sine dispendio religionis vel detrimento ecclesiasticarum rerum unde servi et ancillae Dei debeant nutrir, et ecclesiastica negotia contineri, postea non possit sedari.*—*Ibid.*, col. 184. Hincmar conseille au pape de s'adresser directement à Charles le Chauve, s'il a des reproches à lui faire : « il est en âge, dit-il ; qu'il parle pour lui » (col. 183). Mais ce que l'archevêque n'ajoute pas, c'est que pour répondre à cette lettre, si jamais elle vient, lui-même tiendra la plume au nom du roi et s'exprimera avec beaucoup plus de liberté encore qu'il ne le fait pour son propre compte. Voir la réponse de Charles le Chauve, écrite par Hincmar, dans *P. L.*, t. CXXIV, col. 881 et suiv.

(2) A. J. CARLYLE remarque très justement qu'au ix^e siècle les mêmes hommes savent très bien, suivant les besoins, soutenir des opinions contraires : « It is the characteristic of the ninth century that these apparently divergent tendencies of thought can often be traced in the same person ; that we find the same person using language which in later times would mark him clearly as a papalist, and the next moment using phrases which became the catchwords of the imperialist ». *Op. cit.*, t. I, p. 257. Hincmar fournit le meilleur exemple de cette aptitude à changer de tendance apparente.

(3) Voir F. ROCQUAIN, *La papauté au Moyen Age*, p. 1-74. Cet auteur montre fort bien, dans toute sa force, l'action de Nicolas I^{er}. Mais si l'on doit admettre sans difficulté que ce pape « apparaît, dans une certaine mesure, comme le médiateur des princes et le tuteur des peuples », qu'il fait « de la papauté cette magistrature suprême et tutélaire dont l'idée s'incarnera un jour dans Grégoire VII avec plus de force et d'éclat » (p. 70), l'on ne peut souscrire sans restriction à ce jugement que Nicolas I^{er} a « posé ouvertement les bases de la théocratie » (p. 3) et qu'il « tend également à se déclarer le maître des princes » (p. 68). Il y a là un manque de nuances que nous tâchons d'éviter.

tuellement, sans d'ailleurs indiquer sa source, tout le passage que nous avons cité plus haut du *Tome* de Gélase¹. Il faut attendre le XI^e siècle, et la fameuse querelle du Sacerdoce et de l'Empire, pour voir naître peu à peu des idées qui amèneront finalement la papauté à revendiquer la double souveraineté et à considérer le pouvoir des princes comme une émanation, ou plutôt une délégation partielle, de la puissance universelle donnée par le Christ à saint Pierre.

FRANCE, EMPIRE GERMANIQUE ET PAPAUTÉ Soit dit en passant, ces démêlés de la papauté avec l'empire eurent peut-être, sur la destinée de la royauté française, une influence plus considérable qu'on ne le croit d'ordinaire. Vers la fin du XIX^e siècle, l'opinion fut exprimée, avec une certaine insistance², que la monarchie capétienne, à ses débuts, acceptait la suzeraineté de l'empire. Les meilleurs historiens de nos institutions ne manquèrent pas de relever l'inconsistance de cette thèse³. Non, les rois de France ne se sont jamais considérés comme vassaux⁴. Mais n'y eut-il pas, après la restauration de la dignité impériale au profit d'Othon le Grand, en 962, une tendance de la papauté à reconnaître à l'empereur comme une espèce de lieutenance générale de Dieu sur tout l'Occident et par conséquent un droit d'intervention dans les affaires religieuses des royaumes par ailleurs indépendants ? Plusieurs détails le donnent à penser⁵.

GRÉGOIRE V Par exemple, Othon III siège aux côtés de Grégoire V, au concile romain de 998-999, qui oblige le roi de France Robert le Pieux à se séparer de sa femme Berthe, épousée malgré des liens de cousinage et qui lui impose, ainsi qu'à Berthe, une pénitence de sept années ; le même concile prive de son siège un prélat français, Étienne, du Puy en Velay, dont l'élection était entachée d'illégalité. Les actes ne mentionnent point quelle part l'empereur prit aux travaux de l'assemblée ; mais nous savons par d'autres sources qu'il ne se bornait pas, en pareille circonstance, à

(1) Cette très longue lettre (elle n'a pas moins de trente-deux pages) se trouve notamment dans E. PERELS, M. G. H., *Epistolae*, t. VI, p. 454-487. Le passage qui nous intéresse ici figure aux pages 485-486.

(2) A. LEROUX, *Recherches critiques sur les relations de la France avec l'Allemagne, de 1292 à 1378* (Bibliothèque de l'École des Hautes-Études, 1882) ; *Nouvelles recherches critiques sur les relations de la France avec l'Allemagne, de 1378 à 1461* (1892) ; *La royauté française et le saint Empire romain*, dans *Revue historique*, t. XLIX, 1892, p. 241-288 ; *Essai sur les antécédents historiques de la question allemande* (brochure, 1886).

(3) Voir la réponse de Paul FOURNIER, dans *Bulletin critique*, 1895, p. 544 et suiv.

(4) Cf. A. CARTELLIERI, *Philippe II. August, König von Frankreich*, t. IV (1921-1922), p. 599.

(5) Nous les empruntons à P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 42 et 43 (on trouvera là les références opportunes).

une assistance passive ; en effet, dans le procès d'un évêque espagnol déposé au concile précédent, auquel Othon assistait de même, nous lisons cette formule : *consentiente et judicante domno Ottone imperatore Augusto*, et encore : *domno imperatore iubente*. L'empereur donnait donc son consentement, il était juge : bien plus, on prenait ses ordres.

SYLVESTRE II Sous le pontificat de Sylvestre II, l'ancien moine Gerbert, qui fut l'ami et le conseiller d'Othon III, la collaboration apparaît singulièrement étroite. Robert le Pieux se plaignait de l'évêque de Laon : Sylvestre communique sa lettre à l'empereur. Deux sujets français ayant porté leur litige devant le pape, celui-ci les invite à s'expliquer contradictoirement devant Othon. Il semble bien que l'épiscopat d'alors ait parfaitement compris les intentions pontificales. En 1050, l'on s'inquiétait des hérésies que professait sur l'eucharistie un Français, Bérenger de Tours. Théoduin, l'évêque de Liège, écrit au roi de France Henri I^{er} pour l'engager à sévir¹ ; mais il l'invite à en conférer, « s'il lui plaît », avec l'empereur *son ami*. Cet évêque, « dont la langue est rigoureuse et précise », se montre bon diplomate : « il se garde d'indisposer, de heurter, l'ombrageux roi de France, mais il sert habilement l'idée romano-impériale »².

PERSISTANCE DE L'IDÉE Si cette tendance pontificale n'avait pas existé à un moment donné, si elle n'avait pas été connue, si même elle n'avait pas laissé de traces durables dans l'esprit de quelques gens d'Église, l'on s'expliquerait mal qu'à la fin du xiii^e siècle le clergé du royaume ait pu être encore soupçonné de croire à une certaine subordination du roi à l'égard de l'empereur. Or ce soupçon est manifeste chez le rédacteur de l'écrit anonyme qui porte le titre de *Dialogue entre un clerc et un chevalier*³. Parlant des privilèges du clergé, le chevalier soutient que le roi peut les diminuer, comme il peut, du reste, modifier toute loi, si l'intérêt supérieur de l'État l'exige⁴. Mais, réplique le clerc, ce ne sont pas

(1) Cf. F. VERNET, dans *Dictionnaire de théologie catholique*, t. II, col. 724.

(2) P. VIOLLET *loc. cit.*

(3) *Disputatio inter clericum et militem*. Sur la date de ce petit traité polémique (vers 1300 environ) et les auteurs auxquels on l'a fausement attribué, cf. J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 129 ; analyse, *ibid.*, p. 253-261.

(4) *Scire vero debetis, quod quicquid rectores Reipublicae faciunt, ad utilitatem Reipublicae intendunt... Unde plane colligitur in omnibus privilegiis hoc exceptum, scilicet ut nisi privilegium indultum videatur in posterum Reipublicae nociturum, vel pro ardua necessitate vel utilitate Reipublicae manifesta mutandum. Igitur non est dubium quin pro regni necessitatibus gratias vobis indultas legibusque sancitas possunt altissimi principes consultiori suspendere ratione et secundum exigentiam temporis mutare*. GOLDAST, *loc. cit.*, p. 17.

les rois qui nous les ont accordés, ce sont les empereurs ; c'est donc l'empereur, non pas le roi, qui peut les modifier ¹. — « Réponse blasphématoire », s'écrie le chevalier ; et il explique que le royaume de France et l'empire actuel procèdent l'un et l'autre, par voie de division, de l'ancien empire carolingien ; ils sont égaux en dignité. Tous les droits, toutes les prérogatives appartenant à l'empereur sur la portion soumise à son pouvoir, le roi de France en jouit, avec la même légitimité et la même étendue, sur les territoires qui relèvent de sa couronne ².

En d'autres termes, et suivant un axiome que l'on répétera si souvent, plus tard, le roi de France est empereur en son royaume. Sans doute, cet axiome sera surtout une réponse aux canonistes et légistes étrangers pour qui, l'empereur étant le maître du monde, tous les rois lui sont soumis, celui de France comme les autres ³. Mais il paraît bien être dirigé aussi contre les ecclésiastiques attardés du royaume, s'il y en a, qui garderaient la mémoire des anciennes velléités papales. Le Chevalier du *Dialogue* veut leur enlever toute illusion et il conclut sa semonce par cette invitation péremptoire : « Monsieur le Clerc, tenez votre langue ! ⁴ »

La querelle du Sacerdoce et de l'Empire épargna à l'Occident cette unification au profit de l'empereur germanique et préserva la France d'un péril qu'elle n'aurait sans doute pas écarté sans difficulté. Mais en revanche elle provoqua l'élaboration d'une théorie de droit public qui aboutit, au dernier stade de son développement, à

(1) *Imperatores sanxerunt ista, non reges ; et ideo per bonos imperatores, o miles, nunc crit legum gubernacula moderari.* — *Ibid.*

(2) *Hoc responsum est blasphemiae... Regnum Franciae dignissima conditione Imperii portio est, pari divisione ab eo discreta... Quicquid ergo privilegii et dignitatis retinet Imperii nomen in parte una, hoc Regnum Franciae in alia... Et ideo sicut omnia, quae infra terminos Imperii sunt, subjecta esse noscuntur Imperio, sic quae infra terminos Regni, Regno. Et sicut imperator supra totum Imperium suum habet leges condere, addere eis aut demere, sic et Rex Franciae, aut omnino leges imperatorias repellere, aut quamlibet placuerit permutare, aut illis a toto Regno suo proscriptis et abolitis, novas si placuerit promulgare.* — *Ibid.* Il est toutefois intéressant de noter que le Chevalier, malgré son intransigeance à proclamer l'absolue indépendance du roi de France, reconnaît à l'empereur le droit de lever des impôts sur l'univers entier dans le dessein de le défendre. *Sicut ego super certos agros habeo certum censum, sic Imperator super orbem terrarum pro defensione Reipublicae, eum opportunum fuerit, pro arbitrio voluntatis potest levare tributum.* — *Ibid.* Ce serait comme une espèce de droit de protection générale... L'auteur du *Dialogue* n'est pas encore complètement dégagé des conceptions du droit romain, qui voyait dans l'empereur le seul maître du monde. Lire, à ce sujet, les intéressants développements de P. FOURNIER, dans son article sur *La Monarchie de Dante et l'opinion française*, paru dans le *Bulletin du jubilé*, publié par le « Comité français catholique pour la célébration du sixième centenaire de la mort de Dante Alighieri », 1931, n° 3, p. 167 et suiv. — Le Chevalier du *Dialogue* appartient à l'école des légistes. Mais il semble bien que les idées du Clerc doivent être rattachées à un autre courant que celui du droit romain.

(3) Sur la formation de cet axiome, voir P. FOURNIER, art. cité, p. 167 et suiv. ; F. ERCOLE, *L'origine française d'une nota formola bartoliana*, dans *Archivio storico italiano*, t. LXXIII, 1915, p. 241 et suiv. — On trouvera l'indication d'un usage plus ancien de la formule, mais sans les mêmes préoccupations politiques, dans J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, appendice IV, *Sur une création juridique des publicistes français*, p. 424-430.

(4) *Et ideo, domine clerice, linguam vestram coerce.* — *Ibid.*

reconnaître au pape un pouvoir universel, non plus restreint à la cité des âmes, mais s'étendant aux affaires de l'État, considérées en elles-mêmes.

§ 2. — Grégoire VII.

ABUS DU MOT « THÉOCRATIE » Quand on étudie cette terrible lutte qui dura près de deux cents ans, il faut se garder d'un danger : celui de prêter aux papes du ^x^e siècle des conceptions qui ne se précisèrent qu'au ^{xiii}^e. Ce danger est d'autant plus réel que l'on a pris l'habitude de désigner par un même mot, celui de *théocratie*, les principes qui inspirèrent les actes tout aussi bien d'un Grégoire VII que d'un Innocent IV. D'un bout à l'autre du conflit, qu'elle eût en face d'elle Henri IV, Barberousse ou Frédéric II, la papauté professa toujours, il est vrai, que le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel n'ont pas entre eux un rapport d'égalité, mais bien de subordination, que le second est justiciable du premier, que l'Église peut corriger les princes et, au besoin, les déposer. Mais ce qui changea, ou plutôt ce qui s'élargit, c'est le fondement juridique de l'intervention pontificale ¹.

LE PAPE GARDIEN DE LA MORALE ET DE LA DISCIPLINE CHRÉTIENNES Pour une société comme celle du Moyen Age, si imprégnée de croyance chrétienne, il n'est pas douteux que tout pouvoir, suivant la parole de saint Paul, vient de Dieu ². Quiconque possède l'autorité doit donc en user conformément à la volonté divine, c'est-à-dire en vue du bien. Interprètes de cette volonté, et à la fois responsables du salut des fidèles, si haut placés soient-ils, les chefs ecclésiastiques peuvent et doivent reprendre les princes quand ils se conduisent mal : qu'ils pèchent dans leur vie publique en abusant de leur fonction, ou qu'ils scandalisent le peuple par les écarts de leur conduite privée. Aussi loin que l'on remonte, depuis la reconnaissance officielle de l'Église, il n'est pas un chrétien qui n'admît ce principe, et l'attitude de l'empereur Théodose en face de l'archevêque de Milan, saint Ambroise, montre assez que les plus puissants monarques, dès le ^{iv}^e siècle, n'y contredisaient point ³.

(1) Sur les doctrines en matière de pouvoir papal, voir G. DE LACARDE, *La naissance de l'esprit laïque au déclin du Moyen Age*, t. I, *Bilan du XIII^e siècle*, et notamment le chap. II : Les données fondamentales de la distinction du spirituel et du temporel au début du ^{xiii}^e siècle.

(2) Ép. aux Romains, chap. XIII, v. 1.

(3) Cf. P. DE LABRIOLLE, dans *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. II, col. 1098, et surtout J. R. PALANQUE, *Saint Ambroise et l'empire romain*, 1933.

Au-dessus des évêques, le pape a la sollicitude de toutes les âmes. Où qu'il y ait des abus, son intervention est légitime. Plus éloigné et par conséquent plus indépendant que l'épiscopat local, plus dégagé des intérêts immédiats et moins sensible à la crainte qui favorise les complaisances, il peut, mieux que personne, faire entendre la voix de l'Église en rappelant les droits de la justice et en adressant aux souverains chrétiens les reproches qu'ils méritent. S'ils s'obstinent dans leur mépris du devoir, il possède un moyen de contrainte dont les évêques, sujets des princes, ne peuvent que malaisément se servir : la menace d'exclure le coupable de la communauté des fidèles et d'interdire tout rapport avec lui tant qu'il ne s'amendera pas.

L'on n'en finirait point si l'on voulait relever toutes les remontrances, dont quelques-unes extrêmement sévères, que les papes adressèrent aux empereurs de Constantinople, avant la rupture. Pour rester en Occident, un pontife énergique comme Nicolas I^{er} n'hésite pas à jouer ce rôle de justicier. En 862, il menace d'excommunication le comte d'Auvergne, s'il ne rétablit pas sur son siège l'évêque Sigon, injustement expulsé par lui. Le roi Lothaire II, non content de violer les lois du mariage en répudiant sa femme Teutberge pour épouser Waldrade, sa concubine, empêchait l'élection canonique d'un évêque au siège de Cambrai et prétendait imposer un clerc de son choix ; Nicolas lui écrit en ces termes : « Nous apprenons que vous venez d'ajouter de nouveaux excès à ceux dont vous vous êtes rendu coupable. Nous ne pouvons supporter plus longtemps de semblables forfaits, et, si vous ne vous hâtez d'y mettre un terme, nous vous frapperons du glaive ecclésiastique »¹.

DU IX^e AU XI^e SIÈCLE Qu'une pareille énergie ne se soit plus rencontrée à la fin du ix^e siècle, pendant tout le x^e et la première moitié du xi^e, il n'y a pas lieu de s'en étonner : la papauté subit alors une des plus graves crises de son histoire ; tenue en tutelle par l'empire germanique, affaiblie par les luttes locales, avilie par la faible moralité de plusieurs de ses représentants, elle a perdu momentanément son prestige et son autorité ; c'est pour elle, suivant une expression devenue classique, « l'âge de fer »². Mais qu'apparaisse un pape à la fois intègre, intrépide et pénétré de la grandeur de sa mission, il ne pourra manquer de vouloir reprendre, à la tête de la chrétienté, le rôle que lui assigne sa suprême magis-

(1) F. ROCQUAIN, *La papauté au Moyen Âge*, p. 58. — Sur « les fondations déjà existantes de l'édifice que Grégoire VII essaya d'élever », cf. P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 269 et suiv.

(2) Voir L. DUCHESNE, *Les premiers temps de l'État pontifical*, chap. XVI-XIX.

trature. Cela se produisit, de fait, à l'avènement de Grégoire VII. Au lendemain de son couronnement, il écrit aux Milanais : « Je veux que vous le sachiez, frères très chers, et beaucoup d'entre vous le savent : du lieu où j'ai été placé, il me faut, que je le veuille ou non, annoncer à toutes les nations, et surtout aux nations chrétiennes, la vérité et la justice. Le Seigneur a dit : crie sans repos, enfle ta voix comme une trompette et fais connaître à mon peuple ses scélératesses. Et ailleurs : si tu ne découvres pas au méchant son iniquité, je te demanderai compte de sa perte. De son côté, le prophète s'écrie : maudit soit l'homme qui refuse de tremper son épée dans le sang, c'est-à-dire qui n'applique point la parole de la prédication à reprocher leur conduite aux hommes charnels »¹. Qu'un tel pape trouve en face de lui un souverain qui se fasse le complice et même l'auteur des abus que sa fonction royale, au contraire, l'obligerait à combattre, il est bien évident qu'il lui livrera une lutte sans merci : sa conscience l'y oblige.

GRÉGOIRE VII ET HENRI IV Les démêlés de Grégoire VII avec Henri IV ont été trop souvent racontés pour qu'il soit nécessaire d'y revenir ici². Ce qui nous intéresse, c'est la position juridique que prend la papauté ; une fois cette position précisée, il nous sera facile de voir comment elle se modifie par la suite. Le 14 février 1076, le pape excommunie l'empereur, délie ses sujets du serment de fidélité et interdit qu'ils lui obéissent. Il consent à l'absoudre, à la fin de janvier 1077, après l'humiliation de Canossa. Mais comme l'amendement d'Henri manque de sincérité et que l'empereur revient à ses mauvais errements, Grégoire le frappe d'un nouvel anathème, le 7 mars 1080, le dépouille de sa dignité et reconnaît à sa place un rival, Rodolphe de Souabe.

Les termes dont se sert le pape dans ses sentences sont déjà fort clairs³. Mais il explique plus au long sa pensée dans deux lettres à Hermann, évêque de Metz, où il répond à ceux qui l'accusent d'abus de pouvoir et prétendent qu'il ne lui est pas loisible d'excommunier un empereur, à plus forte raison de le déposer⁴. Comme successeur

(1) E. CASPAR, *Das Register Gregors VII.*, t. I, p. 23 (*Ep.* I, 15). Cf. F. ROCQUAIN, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. I, p. 46-47.

(2) Qu'il nous suffise de renvoyer à l'étude de M. A. FLICHE, *La réforme grégorienne* ; on y trouvera, au t. II, une bibliographie détaillée du pontificat de Grégoire VII, p. 427-433. Il est cependant indispensable d'y ajouter H. X. ARQUILLIÈRE, *Saint Grégoire VII*, 1934, et, au point de vue des théories juridiques en présence, E. VOOSSEN, *Papauté et pouvoir civil à l'époque de Grégoire VII*, 1927.

(3) Citation et exégèse dans J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 10.

(4) La première de ces lettres est écrite après la sentence de 1076, la seconde après celle de 1080 ; texte dans E. CASPAR, *Das Register Gregors VII.*, t. I, p. 293-297 (*Ep.* IV, 2) et t. II, p. 546-562 (*Ep.* VIII, 21).

de saint Pierre, dit Grégoire VII, il a puissance de lier et de délier. S'il peut, en vertu de ce privilège, ouvrir et fermer les portes du ciel, à plus forte raison lui est-il permis d'agir sur les réalités simplement terrestres. Quand il estime des patriarches, des primats, des archevêques indignes de leur mission, il les écarte et leur substitue des hommes sincèrement religieux : n'aurait-il donc pas le droit de priver de leur empire, de leur royaume, de leur principauté, de leurs possessions quelconques, des laïcs qui méritent ce châtement par l'excès de leurs crimes ? Les rois appartiennent, tout comme les autres chrétiens, au troupeau que le Fils de Dieu a confié à saint Pierre. S'ils doivent répondre de leurs péchés devant les prêtres, qui, mieux que le Pontife romain, a qualité pour les juger ?

LA VRAIE POSITION DE GRÉGOIRE VII Comme on l'a très justement remarqué, entre l'ordre spirituel, où Grégoire prétend se maintenir, et l'ordre temporel, où les effets de son action se font sentir, s'intercale l'ordre moral¹. Si le pape dépouille de ses prérogatives un souverain, de même qu'il prive un prélat de son siège, c'est qu'en sa qualité d'arbitre des consciences il lui appartient de se prononcer sur les « mérites » de chacun et d'ôter aux méchants leurs moyens de mal faire. Cela suppose « un système du monde établi sur ce double postulat que personne n'a le droit de commander ou de posséder s'il n'en est digne et que, de cette dignité, c'est le pape qui est juge au nom de Dieu »². Grégoire ne revendique aucun droit direct sur le temporel, il ne se dit ni ne se croit le maître du monde ; il n'affirme pas autre chose que l'autorité de l'Église sur les âmes, sur toutes les âmes, y compris celles des rois, et son pouvoir de leur infliger les sanctions qu'elle estime salutaires. Pour cela, un seul argument lui suffit : le Christ a conféré à Pierre la puissance de lier et de délier, qui n'admet d'exception ni à l'égard des personnes ni à l'égard des objets. L'on peut dire que Grégoire VII, loin d'être le révolutionnaire que certains se sont plu à dénoncer, n'innove rien et se maintient dans la ligne traditionnelle de ses prédécesseurs³ ; son originalité consiste dans l'audacieuse rigueur avec laquelle il va jusqu'au bout dans l'interprétation et dans l'usage d'un pouvoir religieux que le Moyen Age ne

(1) J. RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 11.

(2) *Ibid.*

(3) Nous nous séparons ici nettement de l'opinion de P. VIOLLET, pourtant d'ordinaire si perspicace, qui voit en Grégoire VII le représentant du « système théocratique pur » et ne fait aucune différence entre son attitude doctrinale et celle de Grégoire IX et d'Innocent IV : *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 272 et suiv. — Cette question a été magistralement traitée par M. A. FLICHE, dans son étude sur *La réforme grégorienne*, t. II, chap. v, vi et vii. Voir aussi H. X. ARQUILLIÈRE, *Saint Grégoire VII*, notamment les chap. iii et vii.

Martin. — I.

faisait aucune difficulté de reconnaître. Il ne laisse pas à d'autres, comme l'avaient fait jusque-là ses devanciers, le soin de dégager les conséquences politiques de l'excommunication : il les tire lui-même ; bien plus, dans la sentence de 1076, il s'attaque d'abord au pouvoir de l'empereur, délie les sujets du serment de fidélité et leur prescrit la révolte ; l'excommunication ne vient qu'en fin de phrase¹. Mais s'il vise droit au but et se montre comme pressé de porter le coup le plus propre à mater l'adversaire, il a de son rôle la même idée que ses devanciers ; il agit comme ministre d'un Dieu qui lui commande d'imposer la justice. Un siècle et demi plus tard, on verra tout autre chose.

§ 3. — Le pouvoir direct.

PRÉTENDU TEXTE DE NICOLAS II En effet, une conception nouvelle des pouvoirs du pape va s'élaborer au XII^e siècle, pour triompher au XIII^e. Elle ne reconnaîtra plus seulement dans le Pontife romain le juge des consciences et le suprême magistrat chargé d'imposer l'obéissance à la volonté divine. Le Christ, dira-t-on, était souverain prêtre, mais il était aussi le maître du monde, le roi universel ; il a transmis à saint Pierre l'intégralité de sa puissance, matérielle aussi bien que spirituelle, et les successeurs de l'apôtre en ont hérité. A ce titre, ils peuvent commander aux princes, qui ne sont que leurs mandataires, leurs lieutenants. Grégoire VII n'a pas soupçonné cette doctrine ; elle n'est apparue qu'après lui. Un texte prétendu de Nicolas II (1059-1061) pourrait laisser croire qu'elle a des origines plus anciennes ; Gratien l'a inséré dans son *Décret* avec cette attribution². L'Église romaine, y lit-on, a institué les patriarchats, les métropoles et les cathédrales, mais elle n'a pas elle-même d'autre fondateur que « celui qui a donné au bienheureux porte-clefs de la vie éternelle les droits souverains à la fois sur le ciel et sur la terre »³. Ce passage célèbre fut maintes fois, par la suite, allégué et commenté. En réalité, il n'émane pas de Nicolas II : il se trouve dans un discours de saint Pierre Damien, prononcé à Milan en 1059, et il n'a pas du tout le sens qu'on a voulu lui reconnaître : il s'agit là simplement d'une paraphrase oratoire du passage évangélique où saint Matthieu raconte l'épisode de la tradition des

(1) J. RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 10.

(2) Dist. xxii, c. 1, col. 73.

(3) *Omnes sive patriarchii cujuslibet apices, sive metropoleon primatus, aut episcopatum cathedras, vel ecclesiarum cujuslibet ordinis dignitatem instituit Romana ecclesia. Illam vero solus ipse fundavit et super petram fidei mox nascentis e. exit, qui beato eternae vitae clavigero terreni simul et celestis imperii jura commisit.*

clefs, « tout ce que tu lieras sur la terre sera lié dans le ciel »¹. Il faut attendre plus tard pour voir se former la théorie qu'on a longtemps cru qu'il résumait.

LA DONATION DE CONSTANTIN Les démêlés de Grégoire VII avec Henri IV, ceux d'Alexandre III avec Frédéric Barberousse firent travailler les esprits. Théologiens, canonistes, dissertent sur les effets de l'excommunication, sur le respect dû au serment d'allégeance et l'hypothèse où on ne peut l'observer sans péché, sur la portée des pouvoirs donnés par le Christ à ses apôtres et à leurs successeurs, sur la prééminence du Siège apostolique². Ils argumentent sur l'étendue et les conséquences de la Donation de Constantin. Ce fameux apocryphe, dont les origines restent assez obscures, avait été vulgarisé au ix^e siècle, grâce à son insertion dans le recueil des Fausses Décrétales³. On y voyait que l'empereur avait transféré à la papauté la souveraineté sur l'Occident. « Nous voulons, y disait Constantin, que la dignité pontificale ne soit pas avilie, mais qu'elle soit honorée plus que la dignité de l'empire terrestre et que notre puissance glorieuse. Nous livrons donc et abandonnons à notre bienheureux pontife Sylvestre, pape universel, d'abord notre palais, comme il a été dit, ensuite la ville de Rome et toutes les provinces, lieux et cités de l'Italie et ses régions occidentales. Nous voulons que tout cela soit à la disposition, sous la puissance et juridiction de Sylvestre et des pontifes ses successeurs ; nous le décrétons, en vertu de la fermeté des censures impériales, par notre sacrée divine ordonnance et pragmatique sanction, et nous voulons que ces dons restent toujours en la possession de la sainte Église romaine ». Et Constantin expliquait pourquoi il allait établir son trône sur les rives du Bosphore : « Là où le royaume sacerdotal et la capitale de la religion chrétienne ont été établis par l'empereur du ciel, il n'est pas juste que l'empereur de la terre conserve de l'autorité »⁴.

LES DEUX GLAIVES Un passage de l'évangile selon saint Luc fournissait à la spéculation médiévale un thème de choix⁵. Quelques heures avant sa passion, le Christ avait recommandé à ses apôtres de vendre leurs vêtements pour acheter plutôt

(1) J. RIVIÈRE, *op. cit.*, appendice 1, *Saint Pierre Damien et les droits de la papauté*, p. 387-393.

(2) A. J. CARLYLE, *A history of mediaeval political theory in the west*, t. II, ch. x, p. 198 et suiv.

(3) Texte dans P. HINSCHIUS, *Decretales pseudo-Isidorianae et capitula Angilramni*, p. 249-254. Cf. H. LECLERCQ, dans *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, t. III, col. 2676 et suiv.

(4) P. HINSCHIUS, *loc. cit.*, p. 253-254.

(5) Chap. xxii, v. 38.

des glaives ; « il y en a deux ici », avaient-ils fait remarquer ; et Notre-Seigneur avait répondu : « cela suffit ». Les polémistes verront là « des profondeurs insoupçonnées » ; ils déploieront, à commenter ce texte, « le maximum de subtilité »¹. A travers cette littérature touffue et disparate se dessine peu à peu une théorie de droit public qui donne satisfaction au besoin d'unité et de hiérarchie qu'éprouve si vivement la pensée du Moyen Age². La chrétienté ne forme-t-elle pas un seul corps mystique, dont le Christ est la tête ? Dès lors, il convient qu'elle obéisse à un chef suprême, dont les autres doivent dépendre.

POSITION D'INNOCENT III Cependant, jusqu'à la fin du XII^e siècle, la papauté ne professa pas, officiellement, sur les rapports entre les deux pouvoirs, d'autres idées que celles de Grégoire VII. Elle a rayonné de son plus vif éclat sous le pontificat d'Innocent III, qui intervint sans relâche, et de façon presque toujours victorieuse, dans la politique des États d'Europe³. A mainte reprise il s'est expliqué sur la conception qu'il se faisait de son autorité. Or, s'il estime « grande » la juridiction dont il dispose au temporel, il ne la compare pas à sa juridiction spirituelle : celle-ci est « suprême »⁴. En dehors du Patrimoine de saint Pierre, en effet, où le pape est souverain tout comme les autres rois sur leurs territoires respectifs, il ne se mêle des affaires d'État que « dans certains cas spéciaux » et « par occasion »⁵. Mais à quel titre ? *Ratione peccati*, au nom du magistère des consciences. En 1204, il s'adresse à l'épiscopat de France, à l'occasion de la guerre entre Philippe-Auguste et Jean sans Terre. Philippe refusait l'arbitrage du pape, sollicité au contraire par son adversaire. Arguant que le roi de France péchait contre la paix et aussi qu'il manquait à la foi jurée en violant le traité conclu avec l'Angleterre, Innocent III avait nommé des légats pour le juger et au besoin le punir. Et il explique ainsi sa conduite aux évêques : « Que personne n'aille penser que nous voulions en rien troubler ou amoindrir la juridiction de l'illustre roi de France... A peine pouvons-nous faire face aux devoirs de la nôtre : pourquoi tenterions-nous d'usurper celle d'autrui ? » Mais le Seigneur a dit :

(1) J. LECLER, *L'argument des deux glaives*, dans *Recherches de science religieuse*, t. XXI, 1931, p. 307.

(2) Voir O. v. GIERKE, *Les théories politiques du Moyen Age*, trad. J. DE PANGE, p. 97-100.

(3) Voir A. LUCHAIRE, *Innocent III : La papauté et l'Empire*, 1906, *Les royautés vassales du Saint-Siège*, 1908.

(4) *In spiritualibus habet summam, verum etiam in temporalibus magnam, ab ipso Domino potestatem*. Ep. 190, l. VIII, au clergé et au peuple de Fermo ; dans *P. L.*, t. CCXV, col. 767.

(5) *Certis causis inspectis... casualiter*. Décrétale *Per venerabilem*, X, qui filii sint legitimi, l. IV, tit. XVII, c. 13, col. 714-716.

Si ton frère pèche contre toi, fais-lui des remontrances, seul à seul ; s'il t'écoute, tu auras gagné son âme ; s'il ne t'écoute pas, amène avec toi deux ou trois témoins ; si votre commune démarche se heurte à un nouveau refus, mets l'Église au courant de l'affaire ; et si l'Église elle-même n'obtient aucun résultat, alors tiens ton offenseur pour un païen et pour un publicain. Or le roi d'Angleterre a suivi le précepte évangélique ; ne parvenant pas à se faire entendre de Philippe-Auguste, il a saisi l'Église. Comment nous, que Dieu a placé à la tête de cette Église, pourrions-nous ne point obéir à l'ordre du Seigneur ? Nous ne prétendons pas trancher la question de fief : c'est affaire au roi de France ; mais prononcer sur le péché. En cette matière, nous pouvons et devons juger qui que ce soit. Personne, à moins d'être fou, ne niera notre droit de réprimander tout chrétien pour toute faute mortelle et, s'il refuse de se corriger, de le contraindre par les censures ecclésiastiques. On objectera, peut-être, qu'il convient de traiter différemment les rois et les autres fidèles. Mais la loi divine ne prescrit-elle pas, au contraire, de juger le grand comme le petit, sans acception de personne ? Si nous pouvons procéder contre tout crime, dans le dessein de ramener le pécheur à la vertu, nous y sommes tenu plus impérieusement encore lorsqu'il s'agit d'un crime destructeur de la paix, ce lien de la charité. En outre, dans le cas présent, des traités ont été conclus, sanctionnés par des serments, et on les a violés : nous refusera-t-on le droit d'assurer le respect de la parole jurée ?¹

Il est vrai, ce raisonnement peut mener loin. Qu'il s'agisse de relations internationales, de mesures répressives à l'intérieur du royaume, de législation ecclésiastique ou même fiscale, quel souverain oserait se croire à l'abri d'une accusation d'injustice ou d'abus de pouvoir ? La *ratio peccati* suffirait, dans la pratique, à légitimer toute intrusion de la papauté dans la conduite des États. Il n'en reste pas moins qu'en se fondant uniquement sur elle, en n'invoquant pas autre chose que les attributions d'un suprême gardien de la morale chrétienne, le pape se maintenait sur un terrain dont le Moyen Âge admettait sans difficulté qu'il lui appartenait.

Innocent III exprime-t-il là toute sa pensée ou ne cède-t-il pas plutôt à des considérations de prudence ? On peut se le demander, si l'on rapproche de cette décrétale une autre lettre de lui, beaucoup moins célèbre, adressée au patriarche Jean de Constantinople. En 1199, il l'avait invité à assister au prochain concile. Remarquant que le pape nommait l'Église romaine « mère de toutes les Églises »,

(1) Décrétale *Novit*, X, de *judiciis*, l. II, tit. 1, ch. 13, col. 242-244.

Jean lui demande des explications : il croyait, dit-il, que ce titre revenait plutôt à Jérusalem, d'où la bonne nouvelle s'était répandue sur le monde. Innocent lui répond que saint Jacques, le premier évêque de cette ville, n'a pas marchandé à Pierre « le gouvernement non seulement de l'Église universelle, mais de *tout le siècle* »¹ : ce qui laisserait entendre que les successeurs du chef des apôtres ont une juridiction séculière tout aussi bien qu'ecclésiastique. Quoi qu'il en soit de ses convictions intimes, Innocent III n'a pas revendiqué autre chose, dans ses relations avec les chefs d'État, que le droit d'intervenir *ratione peccati*. Tout en affirmant la subordination du temporel au spirituel, il a maintenu la distinction des deux pouvoirs ; « homme d'action, il eut souci d'utiliser l'instrument qu'il avait en mains plutôt que d'en perfectionner la théorie ; et quand incidemment il aborda ce terrain, son tempérament positif le retint sur les positions solides des réalités morales et du droit traditionnel »².

Considéré l'atmosphère de son temps, il n'eût pas été surprenant qu'il les dépassât. En effet, des conceptions plus hasardées commençaient déjà à se répandre.

ROLE DE SAINT BERNARD

En 1145 était monté sur le Siège apostolique un disciple de saint Bernard, qui prit le nom d'Eugène III. L'abbé de Clairvaux entretint avec lui un commerce épistolaire assez assidu ; c'est pour lui qu'il composa son petit traité *De consideratione*. Déjà dans la lettre qu'il écrit aux cardinaux pour manifester son étonnement de leur élection, il emploie, pour qualifier le pouvoir pontifical, des expressions singulièrement hardies³. Comment ont-ils pu, dit-il, « se jeter sur un paysan qui se cache, lui arracher des mains la bident et la houe, pour le traîner dans un palais et le vêtir de pourpre ? » Quelle idée ridicule de prendre « un avorton guenilleux »⁴, un pauvre moine « qui a choisi d'être le

(1) *Jacobus enim frater Domini, qui videbatur esse columna, Jerosolymitana sola contentus, ut ibi semen fratris praemortui suscicaret ubi fuerat crucifixus, Petro non solum universam Ecclesiam sed totum reliquit saeculum gubernandum*. Ep. 209, l. II : *P. L.*, t. CCXIV, col. 759. Immédiatement après, Innocent III invoque le passage évangélique où l'on voit Pierre se jeter à la mer pour rejoindre son Maître et il le commente ainsi : *Cum enim mare mundum designet, juxta verbum Psalmistae dicentis Hoc mare magnum et spatiosum, illic reptilia quorum non est numerus (Psal. ciii, 25), per hoc quod Petrus se misit in mare, privilegium expressit pontificii singularis, per quod universum orbem suscepit gubernandum ; caeteris apostolis ut vehiculo navis contentis, cum nulli eorum universus fuerit orbis commissus, sed singulis singulae provinciae vel Ecclesiae potius deputatae*. Saint Bernard avait dit quelque chose d'approchant, à propos du même passage évangélique (*De consideratione*, II, 15-16) : *Quid istud ? Nempe signum singularis pontificii Petri, per quod non navem unam, ut caeteri quique suam, sed saeculum ipsum suscepit gubernandum. Mare enim saeculum est, naves Ecclesiae*. Mais pour saint Bernard, *saeculum* s'oppose aux églises particulières ; Innocent III l'oppose, lui, à l'Église entière. La nuance est importante...

(2) J. RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 36.

(3) Ép. 237, *ad totam curiam romanam*, dans *P. L.*, t. CLXXXII, col. 426-427.

(4) *Pannosum homuncionem*.

dernier dans la maison de son Dieu », pour le faire « trôner au-dessus des princes », lui confier la « disposition des royaumes et des empires !¹ » Il ne s'agit pas là d'un simple jeu de rhétorique. S'adressant à Eugène III, après la chute d'Édesse, pour l'adjurer de porter secours aux chrétiens d'Orient, il utilise la vieille figure des deux glaives². C'est le moment, dit-il, de les tirer l'un et l'autre, puisque le Christ recommence sa passion, dans la personne de ses fidèles. « Or qui les tirera, sinon vous ? Tous les deux appartiennent à Pierre ; il doit dégainer l'un de sa propre main, quand c'est nécessaire, et faire dégainer l'autre d'un signe de sa tête (*nutu*) »³. Le Christ désignait, en effet, le glaive matériel, quand il disait à l'apôtre : remets ton glaive dans le fourreau : « il est donc bien à lui, quoiqu'il ne le doive pas tirer de sa main ». Saint Bernard reprend la même image dans le *De consideratione* ; sans doute, c'est pour recommander à son disciple la modération et l'humilité ; mais il n'y affirme pas moins avec force la possession des deux armes par le pape : « Pourquoi vouloir manier un glaive que tu as reçu l'ordre, une fois, de remettre au fourreau ? Pour nier, cependant, qu'il t'appartienne, il faudrait, à mon avis, ne pas prêter assez d'attention à la parole du Seigneur : « remets ton glaive dans le fourreau ». C'est donc le tien, bien qu'il ne soit pas tiré par ta main, mais sur ton ordre. Autrement, s'il ne t'appartenait à aucun titre, aux apôtres qui lui disaient : « voici deux glaives », le Seigneur n'aurait pas répondu : « c'est assez », mais « c'est trop ». Oui, les deux glaives, spirituel et matériel, appartiennent à l'Église ; l'un doit être tiré pour elle, l'autre par elle, l'un par le prêtre, l'autre par le chevalier, mais au signe du prêtre et sur l'ordre de l'empereur »⁴. Qu'enveloppe au juste cette phraséologie symbolique ? La croyance à un simple droit de réquisition des forces séculières ? L'opinion que le pape a le domaine éminent sur un pouvoir dont les princes n'auraient que l'usufruit ? Il serait dangereux de vouloir trop préciser la pensée de l'abbé de Clairvaux⁵.

(1) *Ad praesidendum principibus, ad imperandum episcopis, ad regna et imperia disponenda.*

(2) Ép. 256, *ad dominum papam Eugenium*, dans *P. L.*, t. CLXXXII, col. 463-465.

(3) *Per quem autem nisi per vos ? Petri uterque est, alter suo nutu, alter sua manu, quoties necesse est, evaginandus.*

(4) *Quid tu denuo usurpare gladium tentes, quem semel jussus es reponere in vaginam ? Quem tamen qui tuum negat non satis mihi videtur attendere verbum Domini dicentis sic : Convertite gladium tuum in vaginam (Joan. xviii, 11). Tuus ergo et ipse, tuo forsitan nutu, etsi non tua manu evaginandus. Alioquin si nullo modo ad te pertineret et is, dicentibus apostolis : Ecce gladii duo hic, non respondisset Dominus : satis est (Luc xxii, 38) sed : Nimis est. Uterque ergo Ecclesiae et spiritualis scilicet gladius et materialis ; sed is quidem pro Ecclesia, ille vero et ab Ecclesia exserendus : ille sacerdotis, is militis manu, sed sane ad nutum sacerdotis et jussum imperatoris. — *De consideratione*, l. iv, chap. iii ; *P. L.*, t. CLXXXII, col. 776.*

(5) Il convient de remarquer, du reste, que l'on pourrait trouver, dans le même traité *De consideratione*, des développements qui procurent une impression toute contraire : par exemple, au l. III, ch. i, n° 1 et 2 *ibid.*, col. 757-759. Les controversistes gallicans ne manqueront pas.

Il n'a pas entendu traiter directement la question des rapports du pape avec les rois¹. Mais au moins affirme-t-il avec insistance l'obligation pour les chefs d'État d'obéir, en matières temporelles, au *nutus pontifical*.

DÉCRÉTISTES ET DÉCRÉTALISTES Encore un peu vague sous la plume de saint Bernard, cette conception d'un *imperium* universel de la papauté se précise chez les canonistes et les théologiens de la génération suivante. Les glossateurs du *Décret* de Gratien commentent le texte de Pierre Damien, faussement attribué à Nicolas II, où le pape est dit posséder les *terreni simul et caelestis imperii jura*. Au témoignage de Rufin², d'Étienne de Tournai³, à la fin du xii^e siècle, plusieurs estiment que les deux pouvoirs, symbolisés par les deux épées, sont bel et bien entre les mains du pape. Et cet avis triomphe au xiii^e. Tous les fidèles ne forment qu'un corps, dit-on, et ce corps ne peut avoir deux têtes : autrement il serait un monstre. Il faut donc reconnaître à son chef unique, le pape, représentant de Dieu sur terre, la plénitude du pouvoir sur la chrétienté ; les princes n'y participent qu'à titre d'exécuteurs, de lieutenants : ils dépendent du pape, qui peut les déposer. Telle est la thèse d'Alain de Galles, glossateur de la première des *Quinque Compilationes antiquae*, qui fournirent la base

plus tard, de les mettre en évidence et de les opposer à ceux dont les défenseurs de la thèse papale entendent se prévaloir.

(1) Cf. J. RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 28 ; J. LECLER, *L'argument des deux glaives*, *loc. cit.*, p. 312. — Sur les conceptions d'Hugues de Saint-Victor, qui exercèrent peut-être plus d'influence que ces passages de saint Bernard sur les théologiens du xiii^e et du xiv^e siècle, bien que formulées en quelques mots seulement, voir H. X. ARQUILLIÈRE, *Le plus ancien traité de l'Église : Jacques de Viterbe*, 1926, p. 63-71, et aussi J. RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 28-29, 48.

(2) *Summa decretorum*, éd. H. SINGER, 1902, p. 47. Rufin admet lui-même, en principe, la thèse des deux pouvoirs entre les mains du pape : ... *Videtur quod Summus pontifex, qui beati Petri est vicarius, habet jura terreni regni*. Mais il distingue le *jus auctoritatis*, qui appartient au pape, du *jus amministrationis*, qui réside en l'empereur. Le premier se rencontre, par exemple, chez l'évêque, *ad cujus jus omnes res ecclesiastice spectare videntur, quia ejus auctoritate omnia disponuntur* ; le second chez l'économe du diocèse : *iste enim habet jus amministrandi, sed auctoritate caret imperandi : quicquid aliis precipit, non sua sed episcopi auctoritate indicit*. Et il explique : *Summus itaque patriarcha quoad auctoritatem jus habet terreni imperii : eo scilicet modo quia primum sua auctoritate imperatorem in terreno regno consecrando confirmat et post tam ipsum quam reliquos seculares istis secularibus abutentes sola sua auctoritate pene addicit et ipsos eosdem post penitentes absolvit. Ipse vero princeps post ipsum auctoritatem habet seculares regendi et preter ipsum officium amministrandi*. Aussi a-t-il soin de maintenir la séparation des deux pouvoirs quant à leur exercice : *Etenim nec apostolicum secularia nec principem ecclesiastica procurare oportet*. Il reconnaît toutefois que d'autres canonistes n'apportent pas les mêmes nuances dans leurs commentaires : Dieu a donné au pape le double pouvoir, disent-ils simplement, et il a promis de sanctionner dans le ciel les mesures que celui-ci prendra sur la terre. *Alii sic exaudiunt : terreni simul et caelestis imperii commisit, id est dedit, ut quaecumque ligaret vel solveret super terram essent soluta vel ligata in caelo*.

(3) *Summa Stephani*, éd. J. F. v. SCHULTE, 1891 p. 32 : *Terreni simul et caelestis, i. e. laicorum, qui terra disponunt, et clericorum, qui caelestibus intendunt. Nam Petri successores et consecrare sacerdotes habent et coronare imperatores. Vel ita : terr. s. et c., i. e. dedit ei ut quaecumque ligaret vel solveret super terram ligata vel soluta essent in caelis*.

du recueil des Décrétales de Grégoire IX¹. On la retrouve, amplifiée encore, chez les plus grands décrétalistes de la fin du siècle. Le célèbre *Hostiensis*, Henri de Suse, compare le pape au soleil et les souverains temporels à la lune ; seul, le soleil est foyer de lumière, la lune ne reflète qu'un éclat emprunté. Entre les deux pouvoirs, il n'y a distinction que pour l'exercice ; l'empereur tient son empire de l'Église romaine : il est son officier, son vicaire. Il en va de même pour les autres princes ; quand un royaume ou l'empire deviennent vacants, c'est au pape qu'échoit la succession, car le pape est le plus proche héritier du Christ, maître de l'univers². L'évêque de Mende, Guillaume Durand l'ancien, professe la même doctrine. Le pape, écrit-il, peut déposer les empereurs et les rois, pour leurs crimes ou pour leur inutilité ; il peut leur donner des curateurs. En effet, il dispose du glaive matériel comme du glaive spirituel : le Seigneur les lui a remis. Successeur de saint Pierre, vicaire de Jésus-Christ, ce n'est pas d'un homme qu'il tient la place, mais du vrai Dieu. Aussi peut-il tout régir comme bon lui semble. Il possède l'autorité dans toute sa plénitude ; pourvu qu'il n'aille pas contre la foi, il peut agir, en tout et pour tout, suivant son bon plaisir ; il n'a de compte à rendre à personne ; ce qui lui agréé obtient force de loi ; il peut priver quelqu'un de son droit, il peut même abolir le droit³. Vraiment, il serait difficile d'aller plus loin !

(1) ... *Verum tamen papa imperatori non subest nec quoad spiritualia nec quoad temporalia. Ecclesia enim et omnes res ejus a laica potestate sunt exemptae... licet eas defendere teneatur... Verius est quod gladium habeat a papa. Est enim corpus unum ecclesia, ergo unum solum caput habere debet. Item dominus utroque gladio usus est... Sed Petrum vicarium suum in terris in solidum constituit, ergo utrumque gladium ei reliquit. Item si dominus materiale gladium habuit, dicas, quem principem sibi vicarium in hoc constituit. Item Moyses utrumque habuit, cujus successor est papa in novo testamento... Si ergo papa iudex ordinarius est et quoad spiritualia et quoad temporalia, potest ab eo deponi imperator et eodem modo quilibet laicus habens potestatem vel dignitatem aliquam sub imperatore, si plenitudinem suae potestatis uti vellet... Et quod dictum est de imperatore, dictum habeatur de quolibet rege vel principe qui nulli subest. Glose sur le c. si duobus, 7, de appellatione, v^o juris ; cité par J. F. v. SCHULTE, *Literaturgeschichte der Compilationes antiquae, besonders der drei ersten*, dans *Sitzungsberichte der kaiserlichen Akademie der Wissenschaften de Vienne*, t. LXVI, 1870, p. 89. Sur Alain de Galles, cf. E. MAGNIN, dans *Dictionnaire de droit canonique*, fasc. 2, col. 361.*

(2) *Henrici de Segusio cardinalis Hostiensis summa aurea*, éd. de Bâle, 1573 (Hostiensis est mort en 1271). Tu tamen dic, quod sicut luna recipit claritatem a sole, non sol a luna, sic regalis potestas recipit auctoritatem a sacerdotali, non e contra ; sicut etiam sol illuminat mundum per lunam, quando per se non potest, scilicet de nocte, sic sacerdotalis dignitas clarificat mundum per regalem, quando per se non potest, scilicet ubi agitur de vindicta sanguinis. Liv. IV, Qui filii sunt legitimi, n^o 9, col. 1098. Quamvis jurisdictiones sint distinctae quo ad executionem, tamen imperator ab ecclesia romana imperium tenet et potest dici officialis ejus seu vicarius ab ecclesia romana, in personam magnifici Caroli, qui a Graecis transtulit imperium in Germanos, et papa ipsum confirmat et inungit et coronat, vel reprobat et etiam deponit... — ... Ergo vacante regno et imperio succedit papa... quia Christus reliquit ipsum successorem, seu vicarium suum proximiorum et majorem... Ergo quo ad majoritatem unum caput est tantum, scilicet papa, nam unus debet tantum esse caput nostrum Dominus spiritualium et temporalium : quia ipsius est orbis et plenitudo ejus... Omnia commisit Petro... et Petrus utrumque gladium habuit ; unde dixit Ecce duo gladii hic : ideo etiam Dominus dominorum non sine causa dixit Petro : Et tibi dabo claves regni caelorum, et non dixit clavem, sed claves, scilicet duas, unam quae claudat et aperiat, liget et solvat quo ad spiritualia, aliam quae utatur quo ad temporalia. — Ibid., n^o 10, col. 1100.

(3) *Speculum*, éd. de Lyon, 1547, t. I, liv. I, particula 1^a, De legato (G. Durand est mort en 1296). Deponit imperatorem propter ipsius iniquitates... et etiam reges... et dat eis curatores, ubi ipsi

GRÉGOIRE IX La papauté adopta officiellement ces nouvelles conceptions de droit public au cours de sa lutte avec Frédéric II. Dans la lettre qu'il écrit à l'empereur, le 23 octobre 1236, Grégoire IX invoque surtout la *Donation* de Constantin comme preuve de la dépendance de l'empire à l'égard du Saint-Siège¹. Il ne veut pas, dit-il, être trop long, ni mettre devant la susceptibilité de son correspondant des obstacles qui la fassent péniblement broncher. Il ne peut cependant se dispenser de lui rappeler l'exemple des anciens empereurs, Constantin et Charlemagne. « Il vous suffira de les examiner avec soin pour que jaillisse à vos yeux une conclusion infaillible, qui dispense d'insister sur les prémisses ». Il rappelle donc ce que « tout le monde connaît à l'évidence ». Constantin dominait seul sur l'univers entier. D'accord avec l'unanimité du sénat et du peuple, « non seulement les habitants de la Ville, mais la population répandue dans tout l'empire romain », il estima convenable que le successeur du prince des apôtres, puisqu'il régnait déjà sur toutes les âmes, régnât aussi sur tous les corps. Il lui remit, en conséquence, le sceptre et les insignes de la dignité suprême. Si les papes ont transféré en Germanie le siège de l'empire, ils n'ont rien abandonné pour cela de « la substance de leur juridiction ». Et Grégoire conclut : « En refusant de reconnaître celui qui vous a fait, vous trahissez les droits du Saint-Siège, mais vous trahissez aussi la foi et votre propre honneur »².

sunt inutiles ad regendum, fol. 19, n° 17. — Approbat electum in imperatorem et confirmat, vel infirmat electionem ipsius, gratificando cui vult, cum sint plures in discordia electi; consecrat et inungit et coronat ipsum... et etiam justis ex causis repellit... et jam coronatum deponit, fol. 20, n° 41. — Ipsum habet utrumque gladium, scilicet temporalem et spiritualem ex commissione Dei, ut... in Evangelio: Ecce duo gladii, et Dominus, cujus ipse vices gerit, utroque usus est. — Ibid., n° 50. — Ipse est successor Petri et vicarius Jesu Christi, vicem non puri hominis, sed veri Dei gerens in terris... unde omnia regit et disponit et judicat prout sibi placet... Habet etiam papa plenitudinem potestatis ad quam vocatus est... Et dummodo contra fidem non veniat, in omnibus et per omnia potest facere et dicere quicquid placet, auferendo etiam jus suum cui vult: quia non est qui ei dicat: cur ita facis. Ibid., n° 51. — Nam et apud eum est pro ratione voluntas et quod ei placet legis habet vigorem... Potest etiam omne jus tollere et de jure supra jus dispensare... Item non habet superiorem... sed ipse super omnes est nec potest ab aliquo judicari... et habet in terris plenitudinem potestatis... Item ei jura caelestis et terrent imperii a Deo commissa sunt. Ibid., n° 52.

(1) M. G. H., *Epistolae saeculi XIII*, t. 1, p. 664.

(2) *Illud autem minime preterimus, toti mundo publice manifestum, quod predictus Constantinus, qui singularem super universa mundi climata monarchiam obtinebat, una cum toto senatu et populo, non solum Urbis sed in toto imperio romano constituto, unanimi omnium accedente consensu, dignum esse decernens ut sicut principis apostolorum vicarius in toto orbe sacerdotii et animarum regebat imperium, sic in universo mundo rerum obtineret et corporum principatum, et existimans illum terrena debere sub habena justitiae regere, cui Dominum noverat in terris caelestium regimen commisisse, Romano pontifici signa et sceptrum imperialia, Urbem cum toto ducatu suo... nec non et imperium jure perpetuo tradidit, et nefarium reputans ut ubi caput totius christiane religionis ab imperatore caelesti disponitur, ibidem terrenus imperator potestate aliqua fungeretur, Italiam apostolice dispositioni relinquens, sibi novam in Grecia mansionem elegit; de qua postmodum in persona prefati magnifici Caroli... sedes apostolica transferens in Germanos, predecessore tuis, sicut et in tua persona reholis esse factum, in consecrationis et inunctionis munere, nichil de substantia sua jurisdictionis imminuens, imperii tribunal supposuit et gladii potestatem in subsecuta coronatione concessit; e quo juri apostolice sedis et non minus fidei ac honori tuo derogare convinceris, dum factorem proprium non agnoscis.*

INNOCENT IV Avec Innocent IV, le principe « théocratique » s'affirme avec le maximum de netteté. Le 17 juillet 1245, au concile de Lyon, le pape avait excommunié l'empereur et l'avait proclamé déchu ; il avait délié les sujets du serment de fidélité et invité les électeurs allemands à lui choisir un successeur. Loin de s'incliner, Frédéric adressa aux diverses cours d'Europe un mémoire, dû probablement à la plume de son chancelier Pierre de la Vigne, où il opposait les droits de l'empire à ceux de la papauté et soutenait l'invalidité de la sentence lyonnaise¹. Pour répondre à ces attaques, Innocent publia l'encyclique *Eger cui levia*². Il est difficile d'imaginer proclamation plus sereinement hautaine. On parle de Constantin ? Mais il n'a rien donné au Saint-Siège ! Comment l'aurait-il pu ? Il ne possédait rien. Il n'a fait que restituer ce qu'il détenait sans titre.

« Le roi des rois, écrit le pape, nous a constitué sur cette terre son mandataire universel. Sa délégation n'admet aucune exception, ni de personnes ni d'objets. Elle englobe absolument tout. Il a donné au chef des apôtres, et, par lui, à nous-même, la pleine puissance de lier et de délier quoi que ce soit en ce monde. Pour montrer que cette plénitude de juridiction ne souffrait aucune limite, saint Paul s'est exprimé ainsi : « ne savez-vous pas que nous jugerons les anges ? » A combien plus forte raison ne trancherons-nous pas les affaires séculières ! N'est-ce point, en effet, dire qu'il s'étend aux choses temporelles, ce pouvoir qui s'exerce même sur les anges ? A ceux qui dominent sur les choses supérieures, les inférieures sont assurément soumises. L'éternel pontificat du Christ, continué, sous la loi de grâce, dans la lignée de saint Pierre, n'a certes pas moins de puissance que le pontificat périmé, qui, sous la loi mosaïque, lui servait de préfiguration temporaire : il en a même beaucoup plus. Et cependant à un de ces anciens pontifes l'Éternel a dit : « je t'ai constitué au-dessus des nations et des royaumes, pour que tu arraches et que tu plantes » : non point seulement au-dessus des nations, mais aussi des royaumes, pour bien montrer qu'il lui donnait pouvoir sur les uns et les autres. Nous lisons que la plupart des pontifes du vieux Testament usèrent de cette puissance, qu'au nom de cette autorité reçue de Dieu, ils arrachèrent leur sceptre à des rois indignes de commander³ ».

(1) Élie BERGER, *Les registres d'Innocent IV*, t. II, p. cv et suiv. ; F. ROCQUAIN, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. II, p. 105 ; J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 41-43.

(2) Texte dans Ed. WINKELMANN, *Acta imperii inedita*, t. II, n° 1035, p. 696-701. Sur l'authenticité de ce document, voir HUIILLARD-BRÉHOLLES, *Vie et correspondance de Pierre de la Vigne*, p. 145, et E. AMANN, *Innocent IV*, dans *Dictionnaire de théol. cath.*, t. VII, col. 1993.

(3) P. 697.

Innocent IV reprend l'argumentation d'Innocent III, qui revendiquait pour le pape le droit d'intervenir dans les affaires d'État « à l'occasion », *ratione peccati* ; mais il y introduit des adverbes gros de sens : « au moins à l'occasion », écrit-il, « surtout en raison du péché ». Pour lui, d'ailleurs, l'excommunication fait perdre aux princes, *ipso jure*, leur souveraineté ; car, tout pouvoir venant de Dieu, il ne peut y en avoir que dans l'Église : hors d'elle, « on ne bâtit que pour l'enfer » ; et les excommuniés sont exclus de l'Église¹.

Ceux-là, continue le pape, manquent de perspicacité, ne savent pas remonter à l'origine des choses, qui s'imaginent que le Saint-Siège tient de Constantin le pouvoir temporel : il l'a eu bien avant Constantin, « par nature, à l'état potentiel ». En effet, Notre-Seigneur Jésus-Christ, vrai homme et vrai Dieu, était aussi vrai roi et vrai prêtre. Sa monarchie royale aussi bien que pontificale, il en a doté le Siège apostolique ; il a mis dans les mains du bienheureux Pierre les rênes de l'empire à la fois terrestre et céleste. Les clefs sont l'éloquent symbole de cette double puissance. Le Christ en a parlé au pluriel. L'une signifie le pouvoir qui nous est donné sur les choses temporelles de ce monde, l'autre notre juridiction spirituelle sur le ciel. Constantin, incorporé à l'Église catholique par la foi au Sauveur, a humblement renoncé devant l'Église à la tyrannie, sans titre légitime, qu'il exerçait jusque-là en dehors d'elle. Après quoi il reçut du vicaire de Jésus-Christ, du successeur de Pierre, et dans le sein de l'Église, la puissance impériale, reposant cette fois sur un fondement divin. Ainsi, le pouvoir dont on avait d'abord toléré qu'il abusât, il l'exerça légitimement par la suite en vertu d'une concession².

Que l'Église possède les deux glaives, symboles de la double administration, l'affirmation de l'apôtre l'établit, corroborée par l'assen-

(1) ... Privatum, si quam habebat, temporalis regiminis potestate, que procul dubio extra ecclesiam efferrī omnino non potest, cum foris, ubi omnia edificant ad gehennam, a deo nulla sit ordinata potestas. P. 698.

(2) Minus igitur acute perspiciunt, nescientes rerum investigare primordia, qui apostolicam sedem autumant a Constantino principe primitus habuisse imperii principatum qui prius naturaliter et potentialiter fuisse dinoscitur apud eam. Dominus enim Jesus Christus, dei Filius, sicut verus homo verusque deus, sic secundum ordinem Melchisedech verus rex ac verus sacerdos existens, quemadmodum patenter ostendit nunc utendo pro hominibus honorificentia regie majestatis, nunc exequendo pro illis dignitatem pontificii apud patrem, in apostolica sede non solum pontificalem sed et regalem constituit monarchatum, beato Petro ejusque successoribus terreni simul ac celestis imperii commissis habentis, quod in pluralitate clavium competenter innuitur, ut per unam, quam in temporalibus super terram, per reliquam, quam in spiritualibus super celos accepimus, intelligatur Christi vicarius iudicii potentiam accepisse. Verum idem Constantinus, per fidem Christi catholice incorporatus ecclesie, illam inordinatam tyrannidem, qua foris antea illegitime utebatur, humiliter ecclesie resignavit, in cujus resignationis memoriale signaculum et plenum rationis mystice sacramentum relictum ab eo scematis principalis insignia pro venerabili anteriorum patrum similitudine retinemus, et recepit intus a Christi vicario, successore videlicet Petri, ordinatam divinitus imperii potestatem, qua deinceps ad vindictam malorum, laudem vero bonorum legitime uteretur, et qui prius abutebatur potestate permissa, deinde jungeretur auctoritate concessa. P. 698.

timent du Christ. Quiconque n'est pas dans l'Église ne peut avoir ni l'un ni l'autre ; mais l'un et l'autre appartiennent à Pierre. Car Jésus, parlant du glaive matériel, n'a pas dit « jette-le », mais « ren-gaine-le », donnant à entendre que l'apôtre ne devait pas s'en servir de sa propre main. *Ton glaive, ton fourreau* : par ces expressions, le Christ montre que le vicaire de Pierre, chef de l'Église militante, bien que le maniement de ce glaive lui soit interdit, en garde cependant la possession et reste maître de son usage, lequel a pour objet de servir la loi, de punir les méchants et de protéger les hommes de bien. Dans les mains de l'Église, le glaive matériel est « enveloppé » ; l'empereur le reçoit d'elle et le dénude ; en d'autres termes, le pouvoir temporel, que l'Église possède « à l'état potentiel », devient « actuel » en passant au prince¹. C'est ce que les rites du sacre symbolisent éloquentement : le souverain Pontife remet à l'empereur une épée dans sa gaine ; après l'avoir reçue, l'empereur la tire et la brandit.

Nous pouvons arrêter là ce bref exposé de l'évolution qu'ont subie, au Moyen Age, les idées politiques du Saint-Siège. En 1245, la papauté professe ouvertement, dans toute sa force, la thèse « théocratique ». Si, dans l'entourage de Frédéric II, se fût trouvé, comme dans celui de Philippe le Bel, un abrégiateur facétieux, il aurait pu écrire, lui aussi, cinquante-cinq ans avant l'autre : « Nous voulons toy savoir que es choses spirituelles et temporelles tu es soubz nous ». Dans sa bulle *Eger cui levia*, Innocent IV a formulé le maximum des prétentions pontificales. Boniface VIII n'ira pas plus loin.

CARACTÈRE UNIVERSEL
DES PRÉTENTIONS POLITIQUES DE LA PAPAUTÉ

On peut se demander, toutefois, s'il convient bien d'at-

tribuer un caractère universel aux thèses pontificales exposées ci-dessus. La littérature issue de la querelle du Sacerdoce et de l'Empire est encombrée, en effet, de considérations spéciales qui en obscurcissent la portée : donation de Constantin, transfert de l'empire d'Orient en Occident, sacre de l'empereur, tradition de l'épée par le pape, etc. Est-on fondé à croire que le pouvoir temporel revendiqué par le Saint-Siège ne se limite pas à l'Empire germanique proprement dit, où il s'établit sur des titres particuliers, mais qu'il s'étend aux États indépendants et notamment au royaume de France ?

(1) « *Tuum gladium tuamque vaginam signantius, ut apud suum vicarium, caput ecclesie militantis, etsi non executionem hujus gladii divino ei prohibitam interdicto, auctoritatem tamen, ex qua eadem executio producit, in legis ministerium, malorum vindicem bonorumque tutorem innueret residere. Hujus siquidem materialis potestas gladii apud ecclesiam est implicata, sed per imperatorem, qui eam inde recipit, explicatur, et que in sinu ecclesie potentialis est solummodo et inclusa, fit, cum transfertur ad principem, actualis.* » P. 698.

En réalité, si la papauté médiévale élaborait ses conceptions politiques à l'occasion de ses démêlés avec l'Empire ; si elle fit appel à certains arguments qui valaient surtout par rapport à lui : il n'est pas douteux, cependant, que ces conceptions eurent à ses yeux une égale valeur pour toute la chrétienté. Ni en paroles ni en actes les papes n'ont fait de différence, à l'occasion, entre l'empereur et les autres souverains. Plusieurs États s'étaient placés sous la protection, le *mundium*, de saint Pierre¹ ; cette situation donna au Saint-Siège, à leur égard, des droits complémentaires. Mais la faculté d'intervenir dans les affaires temporelles pour assurer le respect de la loi morale, et, plus tard, au nom de la double juridiction conférée par le Christ, roi et prêtre, aux successeurs de son apôtre, n'admet à son exercice aucune limitation territoriale. Les mêmes mesures qu'il prend contre Henri IV, Grégoire VII en menace Philippe I^{er}², et si la question des Investitures ne souleva pas en France la même tempête qu'en Allemagne, ce fut surtout grâce à la prudence du roi³. Mais sur un autre point Philippe éprouva les rigueurs pontificales et dut se soumettre devant l'excommunication. On se rappelle ses avatars conjugaux, sa répudiation de la reine Berthe et sa liaison adultère avec Bertrade de Montfort, femme du comte Foulque d'Anjou. Excommunié dans un concile d'Autun, en 1094, par Hugues de Lyon, légat d'Urbain II, il obtint l'absolution du pape l'année suivante ; mais comme il persistait dans ses relations coupables, un nouvel anathème le frappa, dont il ne fut relevé qu'après le serment, prêté par un certain nombre d'évêques et de grands du royaume, qu'il n'était pas retombé dans son crime. A la mort d'Urbain, Philippe se crut à l'abri et renoua avec Bertrade. Excommunié une troisième fois, dans un synode de Poitiers, par les légats de Pascal II, il n'obtint son pardon qu'après de longues et laborieuses instances ; au mois de décembre 1104, il parut pieds nus devant un concile de Paris présidé par les représentants du pape et jura de ne plus parler à Bertrade hors la présence de témoins d'une moralité inattaquable⁴.

(1) Voir P. FARRÉ, *Étude sur le Liber censuum de l'Église romaine*, Paris, 1892.

(2) Lettre aux évêques de France, du 10 septembre 1074, dans *P. L.*, t. CXLVIII, col. 363-365. ... *Quod si vos audire noluerit [rex] et, abjecto timore Dei, contra regium decus, contra suam et populi salutem, in duritia cordis sui perstiterit, apostolicae animadversionis gladium nequaquam eum diutius effugere posse quasi ex ore nostro sibi notificat. Propter quod et vos, apostolica auctoritate commoniti atque constricti, matrem vestram sanctam Romanam et apostolicam Ecclesiam debita fide et obedientia imitemini, et ab ejus vos obsequio atque communione penitus separantes, per universam Franciam omne divinum officium publice celebrari interdicit. Quodsi nec hujusmodi districtione voluerit resipiscere, nulli clam aut dubium esse volumus quin modis omnibus regnum Franciae de ejus occupatione, adjuvante Deo, tentemus eripere.*

(3) IMBART DE LA TOUR, *Les élections épiscopales dans l'Église de France du IX^e au XII^e siècle*, p. 439-452.

(4) F. ROCQUAIN, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. I, p. 83, 87, 88, 89, 93, 106.

Que ces mises au ban de la société chrétienne s'accompagnassent, pour le roi, d'un danger de perdre le trône, Yves de Chartres le déclare expressément. Écrivant à Philippe pour lui marquer sa réprobation, « ne croyez point, lui dit-il, que mon langage procède d'un manque de fidélité ; c'est, au contraire, la plus grande fidélité qui l'inspire ; car il s'agit, à mon avis, d'un grave préjudice que subit votre âme et d'un extrême péril que court votre couronne »¹.

Urbain II s'exprime en ces termes, dans une lettre à Alphonse VI, roi de Castille et de Léon : « La royauté partage avec l'Église le gouvernement du monde ; n'oubliez pas toutefois qu'il y a inégalité entre les deux pouvoirs, car il nous appartient de rendre compte à Dieu de la conduite des princes »². Et un légat d'Alexandre III ne faisait que transposer cette phrase sur le plan de la pratique lorsqu'il répondait aux paroles emportées d'Henri II d'Angleterre : « Sire, trêve de menaces ; nous n'en craignons aucune : nous appartenons à une cour qui a l'habitude de commander aux empereurs et aux rois »³.

Urbain II, Pascal II, Alexandre III ne font donc pas de distinction entre l'empereur et les autres souverains. Sans doute, ils ne prétendent atteindre le pouvoir temporel de ceux-ci qu'à travers le domaine de la morale et au nom de leur juridiction spirituelle ; mais nous avons vu qu'il en allait de même pour Grégoire VII, quand il tentait d'abattre Henri IV. Plus tard, quand s'affirmera le pouvoir immédiat du Saint-Siège sur le temporel, c'est dans le droit divin que les papes en montreront le fondement ; les événements historiques ne lui fournissent que des titres complémentaires, dont il pourrait se passer. Or, Dieu est le maître non pas seulement de l'empire, mais de l'univers entier.

LES ROIS DE FRANCE COHÉRITIERS
DE L'EMPIRE CAROLINGIEN

Aussi bien, même si les prétentions pontificales n'avaient pas eu ce caractère universel, même si leur portée se fût restreinte à l'empire, la France n'y aurait cependant pas échappé. En effet, la papauté voyait en elle une portion de l'ancien empire, dans son roi un cohéritier de Charlemagne. En

(1) *Nec ista contra fidelitatem vestram, sed pro summa fidelitate dicere me arbitror, cum hoc et animae vestrae magnum credam fore detrimentum et coronae regni vestri summum periculum.* Ép. 15, dans *P. L.*, t. CLXII, col. 27. — Et Yves termine par ces mots, après avoir cité l'exemple de Samson et de Salomon : *Caveat igitur sublimitas vestra ne in horum incidatis exemplum et ita cum diminutione terreni regnum amittatis aeternum.*

(2) F. Rocquain, *op. cit.*, t. I, p. 83.

(3) Lettre d'un ami à Thomas Becket, où il lui raconte l'entrevue du roi et des légats, dans *P. L.*, t. CXC, col. 720. ... *Et Gratianus gratiose respondit : Domine, noli minari : nos enim nullas minas timemus, quia de tali curia sumus quae consuevit imperare imperatoribus et regibus.*

cela, du reste, elle ne faisait qu'adopter les propres vues des Capétiens.

*SOUCI DES CAPÉTIENS DE SE RATTACHER
PAR LES FEMMES A CHARLEMAGNE*

Le changement de dynastie ne s'était pas opéré sans scrupules.

Chose digne de remarque, les fondateurs de la nouvelle lignée en éprouvèrent eux-mêmes tout les premiers. Ils n'étaient « ni de grossiers conspirateurs ni de puissants génies qui, d'autorité, s'imposent ». Ils ne manquaient point d'un certain loyalisme ; leur ambition s'alliait au respect pour la race déchue. Le peuple partageait ce sentiment d'inquiétude sur la légitimité de la substitution¹. Des prophéties couraient, suivant lesquelles la famille de Charlemagne, punie par Dieu pour ses péchés, serait éloignée du trône pendant sept générations, mais y reviendrait ensuite². Craignant pour l'avenir, Hugues Capet et ses premiers descendants trouvèrent moyen d'assurer le maintien du trône dans leur famille, au moins immédiatement, en faisant associer à leur pouvoir le fils qui leur succéderait. Mais ce procédé rencontrait des résistances parmi les grands : un roi élu du vivant de son père, disaient-ils, ne l'est pas librement³. Ces résistances furent vaines ; mais plus s'affirmait le fait de la succession héréditaire chez les Capétiens, plus aussi devenait vif le sentiment de l'illégalité qu'il y avait eu à interrompre cette succession chez les Carolingiens. D'où la préoccupation de légitimer pleinement la nouvelle race en la rattachant par alliance à l'ancienne et de faire descendre de Charlemagne, par les femmes, l'héritier de la couronne française⁴.

Ce résultat fut acquis sous Louis VII, dont la troisième épouse, Adèle, fille du comte Thibaut de Champagne, passait pour arrière-petite-fille du grand empereur⁵. Elle donna le jour à Philippe-Auguste. Louis VII répugnait à le faire couronner de son vivant ; il ne s'y résigna que contraint par la maladie⁶ ; mais ce fut le dernier exemple d'une telle précaution. Les témoignages abondent du souci qu'avait Philippe-Auguste d'afficher cette filiation. Dans les grandes circons-

(1) P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 26 et suiv. On trouvera là de très intéressants détails sur l'état d'esprit des premiers Capétiens et des populations.

(2) Sur la célèbre prophétie attribuée à saint Valéri, voir P. VIOLLET, *loc. cit.*, p. 32.

(3) P. VIOLLET, *loc. cit.*, p. 46.

(4) *Ibid.*, p. 30.

(5) Sur ce qu'il faut penser réellement de cette descendance prétendue carolingienne, cf. P. VIOLLET, *loc. cit.*, p. 31, note 2.

(6) A. LUCHAIRE, *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens*, t. I, p. 86.

tances, il se faisait précéder, paraît-il, d'une prétendue bannière de Charlemagne¹. Guillaume le Breton, auteur de la *Philippide*, le désigne couramment par le nom de *Karolides*, « le Carolingien »². Bertrand de Born, seigneur d'Hautefort, le guerrier troubadour, qui pourtant n'était pas son sujet, le considérait comme issu de sang impérial³. Aussi les *Grandes Chroniques de France* notent-elles, à la fin de la vie de Louis VII : « Et bien sachent tuit que cestui Philippes fu du lignage le grant roi Kallemaine »⁴. Pour plus de sûreté, le premier mariage de Philippe-Auguste, d'où sortit Louis VIII, vint resserrer encore des liens si avantageux : Isabelle, fille de Baudouin de Hainaut, descendait de Charlemagne par Hermengarde, fille de Charles de Lorraine. Plusieurs chroniqueurs, qui paraissent n'avoir pas attaché grande importance à l'ascendance carolingienne de Philippe-Auguste, célèbrent celle de Louis VIII : avec lui, disent-ils, voici le royaume de France revenu à la race du grand Charles⁵. Ainsi les prophéties se réalisaient : après sept générations, les Carolingiens réoccupaient le trône.

PARTI QU'EN TIRE LA PAPAUTÉ La papauté n'ignorait pas ces prétentions des Capétiens du XIII^e siècle et tout naturellement elle s'en prévalait. Innocent III y fait allusion dans sa décrétale *Novit*⁶. Mais le texte le plus intéressant à ce point de vue est sans doute la lettre que Grégoire IX écrivit à saint Louis le 15 février 1236⁷. On y trouve un curieux mélange de l'argument du droit divin avec des considérations spéciales à l'empire. Elle a pour but de recommander le maintien et le renforcement des privilèges ecclésiastiques. Grégoire s'y exprime en ces termes : « Le roi qui règne éternellement, qui a bâti son Église

(1) A. CARTELLIERI, *Philippe II. August, König von Frankreich*, t. I, p. 145, note 3. Plus tard, au sacre des rois de France on verra figurer « Joyeuse », la fameuse épée de Charlemagne ; cf. P. VIOLLET, *loc. cit.*, p. 33.

(2) *Guillelmi Armorici Philippidos libri XII*, éd. de H. F. DELABORDE, *Œuvres de Rigord et de Guillaume le Breton*, t. II, 1885 (Société de l'histoire de France). Par ex., p. 3, vers 28 ; p. 58, v. 485 ; p. 81, v. 427 ; p. 89, v. 643 ; p. 115, v. 439 ; p. 118, v. 528, etc. Guillaume le Breton avait également composé une *Karlotide*, aujourd'hui perdue, en l'honneur du jeune Charlot, bâtard de Philippe-Auguste, dont il était le précepteur. Il y célébrait le sang carolingien qui coulait dans ses veines. Cf. *Philippide, Nuncupatio*, vers 50-60, DELABORDE, t. II, p. 5. Voir aussi DELABORDE, t. I, notice, p. xxxiv.

(3) A. CARTELLIERI, *Philipp II. August, König von Frankreich*, t. I, p. 278-279, t. IV, p. 599.

(4) Cette phrase ne se trouve pourtant que dans certains manuscrits ; cf. P. VIOLLET, *loc. cit.*, p. 31, note 2. — Mais la mention de la descendance carolingienne y figure pour Louis VIII, *ibid.*, note 3.

(5) P. VIOLLET, *loc. cit.*, p. 31.

(6) C. 13, X, l. II, tit. 1, de *judiciis*, col. 243 : ... *Quod Theodosius statuit imperator, et Carolus innovavit, de cujus genere rex ipse nascitur descendisse.*

(7) M. G. H., *Epistolae saeculi XIII*, t. I, p. 568.

Martin. — I.

sur le fondement de la foi catholique, a exhorté par ses enseignements les rois de la terre à révéler cette Église et invité par ses exemples les princes de l'univers à lui témoigner leur dévotion... Il exalte celui qui obéit à ses ministres et perpétue, dans sa miséricorde, le règne de celui qui accède, en son temps, aux vœux de cette épouse qu'il s'est donnée. Tu pourras, fils très cher, t'en rendre compte à l'évidence, si tu portes les yeux sur tes ancêtres et notamment sur Charlemagne d'illustre mémoire, si tu considères attentivement comment ce prince, obéissant au Pontife romain, vicaire de Jésus-Christ et successeur du bienheureux Pierre, à qui le Seigneur a confié à la fois le gouvernement des choses du ciel et des choses de la terre, entreprit de nombreux et durs travaux pour l'Église et combien il en retira d'honneur, de louange et de gloire. Mais peut-être ne sais-tu pas qu'à la tête d'une puissante armée il combattit plusieurs fois contre les persécuteurs de cette Église et en triompha magnifiquement, alors que l'empereur de Constantinople, au contraire, négligeait de la défendre. En conséquence, l'Église, qui a reçu de Dieu le glaive spirituel et le glaive matériel, pour tirer elle-même le premier et faire tirer le second suivant ses indications, transféra l'empire à Charles et, le comblant d'un immense honneur, continua dans sa personne les bienfaits qu'aux temps passés Zacharie avait accordés à son père Pépin en l'élevant sur le trône des Francs »¹. Les successeurs de Charlemagne, tes ancêtres, continue le pape, ont eu à cœur d'exalter l'Église, « ils l'ont dotée d'immenses prérogatives, ou plutôt ils ont conservé à celle dont ils tenaient tout leur pouvoir la liberté qui lui était due »². L'on ne saurait mieux dire que le roi de France et l'empereur sont, vis-à-vis de la papauté, sur le même plan. Sans doute est-ce dans ce sens qu'il faut entendre la glose, un peu obscure à force de concision, qu'Innocent IV a faite sur le passage de la décrétale *Per venerabilem* où Innocent III déclare que le roi de France ne reconnaît pas de supérieur au temporel : « En fait, note-t-il ; car en droit il est soumis à l'empereur : certains

(1) ... Porro id, fili carissime, in progenitoribus tuis et presertim in inclite recordationis Carolo Magno colligere poteris evidenter, diligenter attendens qualiter idem Carolus Romano pontifici, vicario Jesu Christi et successori beati Petri, cui Dominus terreni simul et celestis imperii jura commisit, obediens, pro defensione ecclesie se laboribus et angustiis multis exposuit, quantum exinde honoris, laudis et glorie reportaverit. Set forsan ad tuam notitiam non pervenit quod idem, contra persecutores ipsius ecclesie magnum pluries congregans exercitum bellatorum, de ipsis magnifice triumphavit ; et imperatore Constantinopolitano ecclesiasticam negligente defendere libertatem, ecclesia gladii spiritualis et materialis obtinens a Domino potestatem, ut alterum ipsa exerat et ut alter exeratur indicet, imperium eidem Carolo, qui non solum violatores libertatis ecclesie set et rerum ecclesiasticarum sua virtute compescuit turbatores, contulit, et ipsum alias immensis glorie titulis insignivit, in personam ipsius continuans gratiam, quam retroactis temporibus Zacharias papa Pippino patri suo fecerat, quem ad regni Francorum solium exaltarat.

(2) ... Immensis donaverunt libertatibus, vel eam potius, a qua ipsi omnem potestatem acceperant, in libertate debita servaverunt.

le disent ; nous sommes d'avis contraire : mais bien au pape »¹. En d'autres termes, roi de France et empereur relèvent du pape l'un comme l'autre, directement et sans intermédiaire.

(1) INNOCENT IV, *In quinque libros decretalium commentaria: Super quarto decretalium, Qui filii sint legitimi*, c. *per venerabilem*, fol. 182^v. *De facto, nam de jure subest imperatori romano: ut quidam dicunt; nos contra: imo pape*. Nous voyons dans *pape* un datif singulier, non pas un nominatif pluriel, qui donnerait ce sens : « Nous sommes d'avis contraire ; bien plus, les papes pensent comme nous ».

CHAPITRE II

LES CONCEPTIONS DES LÉGISTES FRANÇAIS

Adoptée par les papes, défendue, à partir du ^{xiii}^e siècle, par la presque unanimité des canonistes et des théologiens, au moins hors du royaume, la conception « théocratique » du monde répondait au besoin d'unité qu'éprouvait la spéculation médiévale et en même temps donnait satisfaction aux tendances de beaucoup d'âmes chrétiennes : il leur plaisait d'imaginer l'univers « soumis à une autorité établie de Dieu pour le régir, autorité qui représente sur la terre tout à la fois la justice et la bonté divine, qui, comme Dieu, châtie et, comme Dieu, pardonne »¹. Elle répugnait, cependant, à certains esprits plus positifs, plus mesurés, moins sensibles aux charmes d'un beau rêve qu'effrayés du bouleversement que sa réalisation ferait subir à la société civile. Nous ne parlerons pas ici des publicistes du temps d'Henri IV, qui blâmaient les sévérités de Grégoire VII et s'efforçaient, à l'aide de la théologie et du droit canon, d'en démontrer le caractère abusif : l'écho de leur voix n'a pas résonné longtemps et déjà le ^{xiii}^e siècle avait perdu le souvenir de leurs arguments disparates². Ils ne sont pas à l'origine du courant qui devait aboutir à la théorie de l'indépendance du roi de France en matières temporelles. Nous ne dirons rien non plus des familiers de Frédéric II, qui opposaient outrage à outrage, « césaropapisme » à « théocratie », et tentèrent d'ériger une Église nationale « dont Frédéric eût été le pape et Pierre de la Vigne le vicaire »³. Les esprits français ne trouvèrent aucune séduction à ces visées schismatiques. C'est dans un autre milieu qu'il faut chercher les constructeurs de la solide barrière contre laquelle vinrent buter, sur territoire français, les prétentions de Boniface VIII : parmi ces « sires de loix », à qui la fréquentation des textes de Justinien révélait la conception antique de la souveraineté du prince. Les légistes n'ont pas été seulement les auxiliaires précieux de la monarchie dans sa lutte contre les puis-

(1) P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 286.
(2) J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 14-18.
(3) *Ibid.*, p. 43.

sances féodales : ils n'ont cessé de travailler, en outre, à l'affranchir de toute sujétion, même nominale, à l'égard des pouvoirs du dehors. Sans doute, il faut attendre le ^{xv}^e siècle pour voir s'achever en monument leur patiente construction ; mais au ^{xiii}^e les bases en sont posées. Les principaux agents de Philippe le Bel, dans sa lutte contre Boniface VIII, furent, on le sait, des légistes ; et eux-mêmes, déjà, continuaient une lignée. Dès le règne de saint Louis, les jurisconsultes peuplent les universités ; on en trouve dans la *curia regis* et, pour être moins tapageuse que celle de Pierre Flotte, de Nogaret ou de Plaisian, l'action de ces devanciers n'en est pas moins efficace : jour par jour, ils taillent les pierres qui serviront à l'édifice.

§ 1. — La renaissance du droit romain.

LE DROIT ROMAIN
AVANT LA FIN DU XI^e SIÈCLE

Personne n'admet plus, aujourd'hui, que le ^x^e et le ^{xi}^e siècles aient perdu jusqu'au souvenir du droit romain. La découverte d'un manuscrit des *Pandectes*, au sac d'Amalfi, par les Pisans qui l'auraient sauvé des flammes et apporté dans leur ville, en 1135, la prétendue constitution de Lothaire II, remettant en honneur les lois romaines à la demande de la comtesse Mathilde, sont reléguées dans le domaine des fables ¹. Non, le droit romain n'a jamais cessé d'être étudié en Occident ; il a même fourni, du ^{vi}^e au ^{xii}^e siècle, matière à de nombreux écrits ². Mais ce que l'on appelait la *lex romana*, à cette époque, c'était principalement le code théodosien, et encore très altéré par de nombreux éléments d'origine germanique ³. Ce texte, on l'étudiait, dans les écoles gallo-romaines, beaucoup moins au point de vue juridique que comme une branche de la « grammaire », en attendant que son explication, un peu plus tard, formât l'un des éléments du *trivium*, les deux autres étant la rhétorique et la dialectique. Cet enseignement, on le devine, manquait de méthode et de profondeur. « Ce n'était pas le temps des conceptions abstraites et des discussions théoriques. Les clercs et

(1) E. CHÉNON, *Histoire générale du droit français public et privé*, t. I, p. 592, 594, note 1 ; A. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 725 ; E. CAILLEMER, *L'enseignement du droit civil en France vers la fin du treizième siècle*, dans *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1879, p. 599.

(2) E. CAILLEMER, *loc. cit.*, p. 600.

(3) On connaissait aussi, au moins au ^{xi}^e siècle, quelque chose du *Code* de Justinien et des *Institutes*, de même que l'*Epitome Juliani* : cf. P. E. SCHRAMM, *Kaiser, Rom und Renovatio*, t. I, chap. VIII, *Die Bedeutung des römischen Erneuerungsgedankens für die Erneuerung des römischen Rechts*, p. 275 et suiv. ; P. FOURNIER et C. LE BRAS, *Histoire des collections canoniques en Occident*, t. II, p. 13. Sur l'utilisation que fit Petrus Crassus, en 1084, du *Code* de Justinien et des *Institutes*, dans sa *Defensio Heinrici regis*, voir A. FLICQUE, *La réforme grégorienne*, t. III, p. 115-120. M. Fliche pense que Crassus trouva les textes romains qu'il utilise dans un recueil de *Sententiae*, en usage à l'école de Ravenne, *ibid.*, p. 125.

les moines de cette première partie du Moyen Age ont fait tout ce qu'ils pouvaient faire ; ils ont copié les textes juridiques comme tous ceux de l'antiquité et ils ont essayé de les comprendre : on expliquait dans leurs cloîtres la loi de Théodose, la loi du monde, *lex mundana*, comme on expliquait Virgile ou Ovide, d'une façon modeste, mais qui donnait aux fils des *comites* et des *potentiores* d'utiles notions de droit, dans un temps où il était si souvent primé par la force et si difficile à maintenir »¹.

RÉAPPARITION DES TEXTES DE JUSTINIEN L'on voit dans quel sens on doit parler de la « renaissance » du droit romain. Celle-ci commença de se manifester vers la fin du XI^e siècle. Vraisemblablement au cours des recherches entreprises dans les bibliothèques, à l'instigation de Grégoire VII, dans le dessein d'y découvrir des autorités anciennes justifiant la réforme ecclésiastique et mettant en évidence les droits du Siège apostolique, les textes oubliés de Justinien revinrent à la lumière : le *Digeste* ou *Pandectes* et cette édition des *Novelles* qu'on appelle l'*Authentique*².

L'ÉCOLE DE BOLOGNE. Et voici que s'allume, à Bologne, un grand foyer, qui allait bientôt rayonner sur toute l'Europe. Irnerius en fut la première célébrité. Il y enseigna de 1088 environ jusqu'en 1125 et fonda l'école des Glossateurs. Elle devait fleurir en Italie jusqu'au XIV^e siècle, époque où Bartole y fit triompher une autre méthode, dont il passe à tort³ pour l'initiateur : la méthode d'interprétation scolastique. Entre temps, Accurse, groupant les principales annotations de ses devanciers et y joignant les siennes, composait, vers 1250, à Bologne toujours, la « grande glose » ou « glose ordinaire », qui acquit dans l'École et au Palais une autorité presque législative et fut transcrite, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, en marge des textes du *Corpus juris civilis*⁴.

(1) Ad. TARDIF, *Histoire des sources du droit français ; origines romaines*, p. 184-185.

(2) P. FOURNIER, *Un tournant de l'histoire du droit*, dans *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1917, p. 129-180 ; mise au point dans P. FOURNIER et G. LE BRAS, *Histoire des collections canoniques en Occident*, t. II, p. 13. Peut-être ces recherches permirent-elles également de retrouver le texte intégral du *Code* et des *Institutes*, dont on ne connaissait jusque-là que des fragments.

(3) On verra pourquoi un peu plus bas, p. 136.

(4) Ad. TARDIF, *op. cit.*, p. 341-348 ; A. ESMEIN, *op. cit.*, p. 724-730 ; E. CHÉNON, *op. cit.*, p. 503-506 ; E. CAILLEMER, *loc. cit.*, p. 603. — Les gloses étaient des explications, généralement brèves, accrochées aux mots les plus importants du texte, que le commentateur suivait pas à pas. Leur nature est donc essentiellement exégétique. Elles étaient recueillies sur le manuscrit, près du texte même : d'abord entre les lignes, un peu plus tard en marge.

EN FRANCE De Bologne, le droit romain ne tarda pas à gagner la France. Placentin l'enseigne avec éclat à Montpellier vers 1180¹. Au XIII^e siècle, des cours se donnent, outre Montpellier, à Paris, à Orléans, à Angers, à Toulouse, à Grenoble, à Orange, à Lyon². Un des plus brillants parmi les légistes de cette école des glossateurs français, Guy Foucaud, ou Foulquois (*Fulcodii*), avocat au parlement de Paris avant de recevoir les ordres, puis professeur de lois dans cette ville, entre à la *curia regis* de saint Louis en 1240 et reçoit la garde du sceau. Il devait occuper ensuite l'évêché du Puy, l'archevêché de Narbonne, être fait cardinal et monter sur le siège pontifical en 1265, sous le nom de Clément IV. On le nommait « la lumière du droit » et Platina dit de lui qu'il était « sans contestation le premier jurisconsulte de France »³.

LA MÉTHODE DIALECTIQUE Mais très vite une méthode nouvelle supplanta, dans le royaume, celle des glossateurs. Un juriste lorrain, moine de l'ordre de saint Benoît, Jacques de Revigny (*Jacobus de Ravanis*), qui enseigna à Toulouse, à Orléans, devint auditeur de Rote et évêque de Verdun, eut l'idée, vers 1270, d'appliquer au droit les procédés dont usait Thomas d'Aquin pour la théologie. A l'interprétation verbale il substitua l'exposé synthétique, la recherche des principes généraux et la déduction de leurs corollaires. Il est le père de l'école française des dialecticiens, dont Bartole, un siècle plus tard, devait faire triompher les méthodes en Italie. Son disciple le plus célèbre, le bourbonnais Pierre de Belleperche (*de Bella Pertica*), comme lui d'abord professeur à Toulouse, puis à Orléans, devint évêque d'Auxerre, chancelier de France et confesseur de Philippe le Bel⁴.

LES JURISCONSULTES COUTUMIERS Les romanistes proprement dits n'étaient pas seuls à fréquenter les collections de Justinien. Les jurisconsultes coutumiers du XIII^e siècle les utilisent largement. Beaumanoir, le *Livre de jostice et de plet*, les *Établissements* dits de saint Louis leur doivent de nombreux emprunts⁵. Les textes romains y subissent quelquefois de curieux

(1) Ad. TARDIF, *op. cit.*, p. 362-366 ; sur les autres glossateurs français, *ibid.*, p. 354-362, 366-381.

(2) *Ibid.*, p. 282-321 ; E. CAILLEMER, *loc. cit.*, p. 606-608.

(3) E. CHÉNON, *op. cit.*, p. 511 ; *Id.*, *Le droit romain à la Curia regis de Philippe-Auguste à Philippe le Bel*, dans *Mélanges Fitting*, t. I, 1907, p. 201 ; Ad. TARDIF, *op. cit.*, p. 286.

(4) Ad. TARDIF, *op. cit.*, p. 413-418 ; E. CHÉNON, *Histoire générale du droit français*, p. 511-512 ; A. ESMEIN, *op. cit.*, p. 731-732 ; E. CAILLEMER, *loc. cit.*, p. 604-606. Pierre de Belleperche est connu comme un des légistes qui aidèrent Philippe le Bel dans sa lutte contre Boniface VIII, cf. CHÉNON, *ibid.*, p. 512.

(5) Ad. TARDIF, *op. cit.*, p. 383-409. Cf. E. CHÉNON, *Le droit romain à la Curia regis de Philippe-Auguste à Philippe le Bel*, dans *Mélanges Fitting*, t. I, 1907, p. 203.

démarquages, destinés à les rendre plus intelligibles aux praticiens de l'époque, dont les notions historiques étaient plutôt rudimentaires. Dans le *Livre de justice et de plet*, par exemple, l'ancien préteur devient un bailli, le *praeses* un prévôt, les vestales des nonnes ou des abbesses, et telles décisions d'Ulprien ou de Modestin passent sous le nom de quelque maître connu du Parlement ¹.

FAVEUR DONT JOUIT LE DROIT ROMAIN Que l'engouement pour le droit romain ait été tout de suite considérable, on en trouve la preuve dans l'intervention des papes, qui jugèrent nécessaire d'en restreindre l'étude. Déjà au concile de Tours de 1163, Alexandre III rappelle à l'ordre les moines qui quittent leurs couvents pour aller étudier la médecine ou les *leges mundanas* ; il les frappe d'excommunication, s'ils ne réintègrent pas leurs cloîtres dans les deux mois et les déclare inaptes à plaider devant n'importe quel tribunal. A leur retour, ils devront prendre la dernière place à la chapelle, au chapitre, au réfectoire ². Il faut croire qu'au lieu de disparaître l'abus s'accroît plutôt, car, en 1219, Honorius III renouvelle les mesures de son prédécesseur. Il étend l'excommunication à tous les membres du clergé séculier qui, délaissant la théologie, s'adonnaient à l'étude des lois civiles ³.

§ 2. — Influence du droit de Justinien.

PSYCHOLOGIE DES ROMANISTES Que trouvaient donc, dans les textes de Justinien, ceux qui se familiarisaient avec eux ? Tout d'abord une discipline autonome, laïque, indépendante de la théologie considérée jusque-là comme la reine des sciences, une discipline qui participait de tout le prestige de la Rome impériale. De ce fait, le légiste n'est pas disposé à reconnaître la supériorité du théologien. Il a ses principes à lui, ses autorités propres, qu'il n'estime pas inférieurs, dans leur genre, aux Pères et aux docteurs sacrés. Prenant place à côté du théologien, non pas à ses pieds, il peut lui disputer le monopole de la certitude. Cela n'est pas sans influence sur sa tournure d'esprit ⁴. Le juvénile orgueil des

(1) Ad. TARDIF, *op. cit.*, p. 387.

(2) C. *Non magnopere*, X, l. III, tit. I, *ne clerici*, c. 3, col. 658.

(3) C. *Super specula*, X, l. III, tit. I, *ne clerici*, c. 10, col. 660.

(4) Marcel FOURNIER, *L'Église et le droit romain au XIII^e siècle*, dans *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1890, p. 80-114. L'auteur soutient, avec beaucoup d'exagération à notre avis, que c'est précisément à cause de la liberté d'esprit qu'il favorisait que la papauté s'efforça d'entraver l'enseignement du droit romain. Dans le même sens, A. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 332, 333. Opinion différente dans E. CHÉNON, *Le droit romain à la Curia regis*, *loc. cit.*, p. 198 ; *Id.*, *Histoire générale du droit français*, p. 509. Voir aussi Ad. TARDIF, *op. cit.*, p. 324 et suiv. ; Paul FOURNIER, *La Monarchia de Dante et l'opinion française*,

étudiants ès lois, leur dédain pour les branches du savoir dont personne, naguère, ne contestait la suprématie, perce à travers certaines « notes de cours » qui nous sont parvenues : « erreurs de canonistes, passons », écrivent-ils après quelques remarques du maître ; ou encore : « si l'on veut ; je ne suis pas licencié en théologie, moi »¹. C'était un adage courant, au XIII^e siècle, qu'un bon juriste est nécessairement un mauvais chrétien². Roger Bacon regrette l'essor qu'il voit prendre au droit civil. « Fasse le ciel, s'écrie-t-il, que nous soyons débarrassés des sophismes des juristes, que les procès soient de nouveau plaidés comme il y a quarante ans ! Oh ! si mes yeux pouvaient voir cela ! Laïcs et clercs auraient paix et justice. Le droit canonique purgé de ces vanités du droit civil et s'inspirant de la théologie, l'Église retrouverait son état glorieux et sa dignité première »³.

Faisons très grande la part de l'exagération : au moins devons-nous constater que les légistes dégageaient une vague odeur de fagot et supposer qu'à l'égard des théories officielles de la papauté il ne leur déplaisait pas, à l'occasion, de faire preuve d'une certaine licence.

LA SOUVERAINETÉ LAIQUE Or les textes romains ne leur inspiraient pas seulement l'idée d'une science laïque et indépendante : ils leur offraient une conception de la souveraineté bien différente de celle qui triomphait alors dans les écrits pontificaux ou dans l'œuvre des canonistes et des théologiens. Ils y voyaient bien le monde obéir à la volonté d'un seul maître, mais ce maître n'était pas le pape. L'empereur ne tirait pas son pouvoir d'une délégation pontificale, comme le prétendaient Grégoire IX ou Innocent IV : il lui venait de Dieu, par l'intermédiaire du peuple. Loin d'être subordonné à l'Église, l'État la protégeait plutôt à l'instar d'un tuteur.

dans le *Bulletin du jubilé*, publié par le « Comité français catholique pour la célébration du sixième centenaire de Dante Alighieri », 1921, n° 3, p. 152. L'interdiction d'enseigner le droit civil à Paris fut sollicitée d'Honorius III par Philippe-Auguste, comme nous le disons un peu plus loin. On ne peut donc tirer argument de cet acte du pape pour démontrer l'influence laïcisatrice du droit civil sur les esprits de l'époque ; mais de cette constatation l'on ne doit pas conclure non plus que l'influence en question ne se soit pas exercée.

(1) *Transeat cum erroribus canonistarum. — Credamus ista verba ; transeo facilliter, quia licentiam in theologiam non habeo.* Cité dans E. CAILLEMER, *loc. cit.*, p. 613.

(2) E. CAILLEMER, *loc. cit.*, p. 611.

(3) *Mirum est quod, cum jus canonicum eruatur de fontibus sacre scripture et expositionibus sanctorum, ad illas non convertitur principaliter, tam in lectione quam in usu Ecclesie ; nam per illas debet exponi et concordari et roborari et confirmari, sicut per eas factum est hoc jus sacrum ; sed nunc principaliter tractatur et exponitur et concordatur per jus civile... Utinam excludantur cavillationes et fraudes juristarum et terminentur cause sine strepitu litis, sicut solebat esse ante quadraginta annos ! O si videbo oculis meis hoc contingere ! Nam si strepitus juris amoverentur et cavillationes et abusus juristarum, tunc laici et clerici haberent justitiam et pacem. Si etiam jus canonicum purgaretur a superfluitate juris civilis et regularetur per theologiam, tunc Ecclesie regimen fieret gloriose et secundum propriam ejus dignitatem.* Extrait de l'*Opus tertium*, cité par Marcel Fournier, *L'Église et le droit romain au XIII^e siècle*, *loc. cit.*, p. 91.

Sans doute, elle jouissait, dans l'empire, de très grands privilèges, mais elle les tenait de la concession du prince¹.

**LIMITE QU'ÉTABLISSSENT LES LÉGISTES
ENTRE LE SPIRITUEL ET LE TEMPOREL**

Cependant, quoi qu'on ait pu dire de leur liberté d'esprit, les légistes étaient des chré-

tiens, souvent des clercs ; plusieurs accédèrent à l'épiscopat et nous avons vu l'un d'eux monter sur le trône de saint Pierre. On ne peut même nier sérieusement qu'ils eussent de la piété. Traiterait-on de mécréant un homme qui sollicite du pape une pénitence pour rassurer sa conscience inquiète, qui obtient le privilège de l'autel portatif pour n'être point privé d'entendre la messe dans les lieux interdits ? Or cet homme, c'est le plus mal famé des légistes, Nogaret en personne². En outre, le droit qu'ils professent ou s'efforcent de promouvoir³, c'est le droit des empereurs chrétiens. Il ne peut donc être question, pour eux, de nier les légitimes prérogatives de la hiérarchie spirituelle. Ils les voient, au contraire, affirmées dans leurs recueils. Mais ils tiendront à les examiner, ils discuteront les prétentions des papes du XIII^e siècle, ils traceront des limites à la « seigneurie » pontificale.

EXEMPLE D'ACCURSE

Un exemple. La sixième Novelle de Justinien, adressée au patriarche de Constantinople, Épiphanes, débute par un magnifique éloge du *sacerdotium* et de l'*imperium*, « les deux plus grands bienfaits de la clémence de Dieu. L'un acquitte le divin service, l'autre préside diligemment aux affaires humaines. Tous deux émanent d'un même principe et font la parure de l'humanité »⁴. Accurse avait commenté ce passage, comme tout le reste du *Corpus Juris*, et l'on sait que, pour les légistes

(1) Sur cette influence de la renaissance du droit romain et la notion de la *potestas publica* chez les Romains, voir G. DE LAGARDE, *La naissance de l'esprit laïque à la fin du Moyen Age*, t. I, *Bilan du XIII^e siècle*, 1934, chap. ix, *Le droit romain et la théorie de l'État*.

(2) F. ROCQUAIN, *La papauté au Moyen Age*, p. 287.

(3) L'étude des textes de Justinien n'est point, pour les hommes du XII^e et du XIII^e siècle, un simple exercice d'érudition. « Les légistes, en effet, ne considèrent pas seulement les lois romaines comme la science et le droit du passé ; ils s'employèrent, avec une foi profonde, à les faire passer dans la pratique, soit pour le droit privé soit pour le droit public. Les uns, comme les maîtres de l'école de Bologne, n'hésitaient pas à demander qu'on les appliquât telles quelles ; d'autres, comme nos romanistes de la première moitié du XIV^e siècle, comme Bartole et son école, les adaptaient au milieu, les infusaient, comme un sang nouveau, dans les institutions anciennes ». A. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 333. On doit ajouter que « nos romanistes » n'attendirent pas le XIV^e siècle pour tâcher d'« infuser ce sang nouveau » aux institutions françaises.

(4) *Maxima quidem in hominibus sunt dona dei a superna collata clementia sacerdotium et imperium, illud quidem divinis ministrans, hoc autem humanis praesidens ac diligentiam exhibens ; ex uno eodemque principio utraque procedentia humanam exornant vitam. Ideoque nihil sic erit studiosum imperatoribus, sicut sacerdotum honestas, cum utique et pro illis ipsis semper deo supplicent. Nam si hoc quidem inculpabile sit undique et apud deum fiducia plenum, imperium autem recte et competenter exornet traditam sibi rempublicam, erit consonantia quaedam bona, omne quicquid utile est humano conferens generi.* Dans l'édition de R. SCHOELL et G. KROLL, p. 35.

postérieurs, sa glose et le texte ne formèrent qu'un tout. Or comment s'exprime-t-il ? « Les plus grands bienfaits : ils le sont vraiment, puisque par eux tout le monde est gouverné ; d'où la parole : voici deux glaives ; c'est du moins le sens que je lui donne ; d'autres y voient une allusion aux deux Testaments. Mais pourquoi nomme-t-on l'Église mère de l'Empire, alors qu'elle est plutôt sa sœur, comme on le voit ici ? Réponse : en raison de sa dignité, car les choses divines sont plus dignes. Toutefois, Église et Empire ont même origine, ainsi qu'il est dit ; ils diffèrent donc de peu. D'où il apparaît que le pape n'a pas à se mêler des choses temporelles, ni l'empereur des choses spirituelles ». Le glossateur n'ignore pas la prétendue Donation de Constantin : le pape ne tiendrait-il point d'elle juridiction sur l'Empire ? Il en est qui le prétendent, dit-il ; d'autres le nient. « Ce n'est pas à nous de trancher la question de fait ; mais nous disons qu'en droit une telle remise ou donation manque de valeur. Constantin a pu concéder à l'Église les prérogatives honorifiques dont il disposait, mais pas la juridiction, car tout l'Empire aurait pu en périr »¹.

DE BEAUMANOIR Les juristes français du XIII^e siècle partagent cette manière de voir. « Deus espees sont, écrit Beaumanoir, par lesquelles tous li pueples doit estre gouvernés espirituellement et temporelment, car l'une des espees doit estre spirituele et l'autre temporele : l'espirituele doit estre baillie a sainte Église et la temporele as princes de terre ; et cele qui est baillie a sainte Église est apelee spirituele pour ce que cil qui en est ferus est peris en l'ame espirituellement, si comme cil qui muerent en vilains pechiés ou en excommeniement, ou qui ont ouvré contre la foi : et de toutes teus choses apartient la connoissance a sainte Église... L'espee temporele si est d'autre atempreure, car par lui doit estre faite droite justice sans delai et venjance prise des maufeteurs corporelment »². Sans doute, Église et État doivent se prêter un mutuel secours en vue

(1) MAXIMA : *vere est maxima, quia ex his duobus totus regitur mundus : inde illud, ecce gladii duo hic, secundum meum intellectum ; alii dicunt quod duo testamenta significant. — UTRAQUE : s. dona, et sacerdotium et imperium. Cur ergo mater imperii dicitur ecclesia... cum magis soror sit ut hic ? Respon. illud dicitur ratione dignitatis, s. quod res divinae digniores sunt... Sed quia idem tamen principium habent ut hic, et ideo parum differunt. — CONFERENS GENERI : ergo apparet quod nec papa in temporalibus nec imperator in spiritualibus se debeant immiscere. Numquid habet ergo papa temporalem jurisdictionem in iis quae sunt imperii, quod Constantinus imperator donavit beato Silvestro papae ? Videtur quod sic, licet immensa fuerit donatio... praeterea quod vult princeps hoc est lex... Item sicut patrimonialia ita imperialia donare potest cum nulla sit differentia... E contra videtur quod non : quia tunc non esset Augustus dictus... Item imperare non potuit pari. i. imperatori venienti post se... Item ne turbetur opus Dei si clerici intromittant se in temporalibus... Item ne unus duorum officium habeat... Sed licet solutio facti ad nos non pertineat, solvimus quod de jure non valuit talis collatio sive donatio... Quia auxit honorem Ecclesiae quantum in eo fuit Constantinus vel in aliis : non autem in jurisdictione : quia sic posset totum imperium perire, ut dictum est. — Corpus juris civilis, éd. de Lyon, 1562, t. V, col. 41.*

(2) BEAUMANOIR, *Coutumes de Beauvaisis*, nos 1474 et 1475.

du bien commun : « Quant l'une espee a mestier de l'autre, elles s'entre-doivent aidier... ; especiaument l'espee temporele doit tousjours estre apareillée pour garder et defendre sainte Église toutes les fois que mestier en est »¹. Mais leur domaine est propre, séparé, et chacun devrait n'en point sortir : « Bonne chose et pourfitable seroit selonc Dieu et selonc le siècle que cil qui gardent la justice espirituel se mellassent de ce qui apartient a espiritualité tant seulement »².

LES LÉGISTES REJOIGNENT LE PAPE GÉLASE

Ces considérations, à vrai dire, visent directement l'exercice de la justice. Nos vieux jurisconsultes ne se préoccupent pas encore de construire de vastes synthèses. Gens pratiques, ils visent un but déterminé et immédiat. Mais leurs expressions trahissent l'idée générale qu'ils se font du rôle respectif de l'Église et de l'État. Quand le droit public deviendra lui-même l'objet de leur préoccupation du moment, ils montreront assez que leur point de vue reste le même. En somme, ils reprennent l'antique conception gélasienne des rapports entre les deux pouvoirs, distincts l'un de l'autre, inégaux sans doute en dignité, mais non point subordonnés l'un à l'autre. Cela leur était d'autant plus facile qu'ils n'ignoraient pas non plus les textes du droit canonique et savaient y faire un habile triage. Or ils trouvaient dans le *Décret* de Gratien, achevé vers le milieu du xii^e siècle, le canon *Cum ad verum*, rapportant les propres paroles de Gélase, tirées du *Tomus de anathematis vinculo*, où était rappelée l'obligation, pour ceux qui s'enrôlent dans la milice divine, de ne point se mêler des affaires séculières³.

§ 3. — Les légistes français et la souveraineté du roi.

LA QUESTION DE L'EMPEREUR

Cependant les légistes français se heurtaient à une difficulté des plus graves, dont les Bolonais n'avaient pas à se préoccuper. Le maître de l'univers, le dépositaire du pouvoir temporel, c'était l'empereur romain. Or il avait un successeur, en Occident, héritier de ses prérogatives : l'empereur germanique, dont l'autorité s'étendait également sur la plus grande partie de l'Italie. L'on comprend très bien qu'à Roncaglia Frédéric Barberousse ait accueilli avec enthousiasme la nouvelle que tout au monde lui appartenait, *etiam quoad proprietatem* :

(1) BEAUMANOIR, *op. cit.*, n° 1475.

(2) *Ibid.*, n° 311.

(3) Dist. xcvi, c. 6, col. 339. Voir ci-dessus, p. 103.

au glossateur Martin Gosia, qui la lui apprenait, il fit, dit-on, cadeau de son cheval¹.

MÉFIANCE DES ROIS DE FRANCE Mais que restait-il, avec ce prince, aux autres souverains ? Les rois de France ne furent pas sans s'inquiéter du danger que la renaissance du droit romain faisait courir à leur indépendance. Ils se montrèrent d'abord, à son égard, d'une extrême méfiance et ne lui ménagèrent même pas leur hostilité. C'est à la demande formelle de Philippe-Auguste qu'Honorius III interdit l'enseignement du droit civil à Paris et dans « les lieux circonvoisins »². La décrétale *Super specula*, de 1219, menace de sanctions sévères les contrevenants : professeurs et élèves seront excommuniés, ils ne pourront exercer aucune fonction de justice³.

Le pape motivait son intervention par la nécessité de maintenir sa prééminence à la théologie : ce dont, certainement, Philippe-Auguste se souciait assez peu ; mais aussi par le fait que, « dans l'Ile-de-France et autres provinces on n'observait pas les lois des empereurs romains »⁴. Cette considération était de tout autre importance aux yeux du roi : c'était reconnaître, en effet, que la France était indépendante de l'empire en droit et en fait, puisque les lois impériales n'y avaient pas cours.

Il est tout naturel que la méfiance de nos rois ait varié d'intensité suivant la nature de leurs relations avec l'Allemagne. En 1219, cinq ans après Bouvines, le sentiment du péril germanique restait encore vivace. Mais, un peu plus tard, les mêmes raisons de craindre n'existent plus. Suivant l'expression du chroniqueur anglais Mathieu de Paris, saint Louis fait figure, en Europe, de « roi des rois », maître chez lui, imposant au dehors le rayonnement de son autorité. Aussi ne proteste-t-il pas quand Grégoire IX, dans sa *bulle d'or* à l'université de Paris, en 1231, omet de confirmer la décrétale d'Honorius III, ni quand il autorise positivement, en 1235, l'enseignement du droit romain à l'université d'Orléans. Il appelle même dans sa *curia* un

(1) Glose sur le Code, liv. VII, tit. xxxvii, de quadriennii praescriptione, l. 3, v° Omnia : « Omnia principis, etiam quo ad proprietatem ut dixit M [artinus] principi apud Roncaliam timore vel amore ». Éd. de Lyon, de 1562, t. IV, col. 1397. (Martinus était l'un des célèbres « quatre docteurs » bolognais, qui continuèrent l'œuvre d'Irnerius ; les autres étaient Bulgarus, Hugo et Jacobus). Cf. E. CHÉNON, *Histoire générale du droit français*, t. I, p. 507, note 4.

(2) E. CHÉNON, *Le droit romain à la Curia regis*, loc. cit., p. 198 ; Id., *Histoire générale du droit français*, t. I, p. 507-510 ; Ad. TARDIF, *Histoire des sources du droit français ; origines romaines*, p. 329 ; Paul FOURNIER, *La Monarchia de Dante et l'opinion française*, loc. cit., p. 152.

(3) C. 28, X, l. V, tit. xxxiii, de privilegiis, col. 868.

(4) Quia tamen in Francia et nonnullis provinciis laici Romanorum imperatorum legibus non utuntur, et occurrunt raro ecclesiasticae causae tales quae non possint statutis canonicis expediri, ut plenius sacrae paginae insistatur... firmiter interdicimus et districtius inhibemus ne Parisiis vel in civitatibus seu aliis locis vicinis quisquam docere vel audire jus civile praesumat...

légiste, Guy Foucaud, le futur Clément IV, et le prépose à la chancellerie. Bien plus, il admet formellement que le droit romain régisse certaines parties du royaume. Il a soin, toutefois, de se prémunir contre toute interprétation dangereuse que l'on pourrait éventuellement donner à cette reconnaissance. Nous voulons qu'on l'observe, dit-il, « non point parce que son autorité nous y oblige ou que nous y soyons astreint, mais parce que nous n'estimons pas qu'il y ait lieu, là et pour le moment, de modifier les usages ». C'est sous le règne de Louis IX que l'influence du droit romain commence de se faire sentir vraiment dans la législation française, que les rédacteurs des Coutumes introduisent dans leurs recueils de larges extraits du *Digeste* ou du code de Justinien. Pourtant, la prudence du saint roi continua d'inspirer ses successeurs, et Philippe le Bel trouva la formule définitive qui enlevait tout sens dangereux à l'observation des lois impériales dans le royaume de France. Elles n'y sont point reconnues comme telles, porte une ordonnance de 1312, mais à cause de leur conformité avec le droit coutumier et cela n'entraîne aucune *réception*. « Si, dans quelques parties de ce royaume, nos sujets, en vertu de la permission de nos ancêtres et de la nôtre, suivent le droit écrit sur plusieurs points, ils ne sont pas liés par ces règles en tant que droit écrit, mais par une coutume conforme à ce droit, qui s'est introduite dans l'usage ». Ainsi, malgré l'observation des lois romaines, la France reste le pays où « coutume passe droit »¹.

LES LÉGISTES FRANÇAIS
ET LA DIFFICULTÉ IMPÉRIALE

Si la Couronne put redouter, un moment, que le droit romain, faisant apparaître la toute-puissance des anciens empereurs, n'exaltât du même coup la souveraineté du César germanique au détriment de celle des rois de France, il faut reconnaître que nos légistes sentirent eux-mêmes le danger tout aussi vivement et travaillèrent à le conjurer. Dès la fin du xiii^e siècle, l'esprit de domination universelle affiché par les Hohenstaufen avait éveillé des craintes de ce côté-ci des Vosges et disposé les esprits à la résistance. N'est-ce pas déjà une indication que l'insistance avec laquelle le biographe Rigord donne à Philippe II ce nom d'Auguste, qui lui est resté² ? Comme si le vieux chroniqueur eût voulu « montrer que

(1) E. CHÉNON, *Le droit romain à la Curia regis*, loc. cit., p. 201-210.

(2) Naturellement, Rigord ne dit pas que c'est dans cet esprit qu'il emploie le mot ; mais il indique toutefois qu'il pense aux Césars : *Sed forte miramini quod in prima fronte hujus operis voco regem Augustum. Augustos enim vocare censuerunt scriptores, Césares qui rempublicam augmentabant, ab augeo, auges dictos. Unde iste merito dictus est Augustus ab aucta republica. Adjecit enim regno suo totam Viromandiam quam predecessores sui multo tempore amiserant et multas alias terras ; redditus etiam regum plurimum augmentavit. Natus est enim mense Augusto, quo scilicet mense replentur horrea et torcularia et omnia temporalia bona redundant.*—*Gesta Philippi Augusti*,

le roi était l'égal de l'empereur. L'instinct populaire était sur ce point d'accord avec les classes éclairées... Il n'est pas téméraire de penser que le souvenir des prétentions agressives du monarque d'outre-Rhin contribua à exaspérer le courage des combattants de Bouvines »¹. Il eût été bien surprenant que les légistes échappassent à cette volonté générale de ne point se laisser asservir aux prétentions allemandes.

LA DÉCRÉTALE « PER VENERABILEM » Prenant de toutes mains, ils trouvaient dans le droit canonique un texte important sur quoi fonder l'indépendance du roi. Guilhem VIII de Montpellier, voulant obtenir du pape la légitimation de ses bâtards, avait invoqué un précédent : le Saint-Père n'avait point refusé cette faveur à Philippe-Auguste, pour les enfants qu'il avait eus d'Agnès de Méranie. Innocent III lui répondit par la décrétale *Per venerabilem*² : le cas, y disait-il, n'est pas le même ; la légitimation entraîne des conséquences d'ordre matériel, qui relèvent du pouvoir séculier ; s'il a accédé à la demande de Philippe-Auguste, c'est pour la raison que « le roi de France ne reconnaît pas de supérieur au temporel ». Ce principe, énoncé par le pape, les jurisconsultes français le font leur, ils le répètent à tout propos, ils lui donnent la force d'un axiome.

**LA SOUVERAINETÉ AFFIRMÉE
À L'OCCASION DES PROCÈS** A partir du règne de saint Louis, ils ne se confinent plus dans l'enseignement ou la spéculation : beaucoup sont magistrats, baillis, sénéchaux ; un plus grand nombre encore occupe ces charges nouvelles de procureur ou d'avocat, à qui le roi commet la défense de ses intérêts devant les divers tribunaux, en attendant de les promouvoir fonctionnaires publics³. Ces hommes travaillent à fortifier, dans tous les domaines, la position de leur maître, d'instinct et par métier tout autant que par volonté bien réfléchie. Comme ils s'occupent principalement de procès, il n'est pas étonnant d'avoir à chercher l'affirmation de la souveraineté royale surtout dans des textes de contentieux : « s'il y a débat de joutise entre les parties, *li rois qui est souverains es choses temporelles* le prant en sa main... L'en emporte saisine dou roi, non pas li rois d'autrui, car *li rois n'a*

éd. de Fr. DELABORDE, *Œuvres de Rigord et de Guillaume le Breton* (Société de l'histoire de France), t. I, 1882, p. 6.

(1) P. FOURNIER, *La Monarchie de Dante et l'opinion française*, loc. cit., p. 151.

(2) C. 13, X, l. IV, tit. xvii, *qui filii sint legitimi*, col. 714.

(3) Beaumanoir fut successivement bailli royal de Senlis, de Vermandois, de Touraine, sénéchal de Saintonge et de Poitou : A. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, p. 695. On sait que Pierre Dubois était avocat du roi à Coutances. Sur la création des charges de procureur et d'avocat royaux, cf. ESMEIN, *op. cit.*, p. 389-392.

point de souverain es choses temporeix »¹. Mais que se produise une crise politique, les juristes auront ainsi sous la main des formules péremptoires, qu'ils imposeront d'emblée ; et il se trouvera que ces formules, élaborées pour des besoins de prétoire, à l'occasion de démêlés féodaux, proclameront tout aussi bien l'indépendance absolue du roi à l'égard des pouvoirs du dehors, quels qu'ils soient, pape ou empereur.

APHORISME DE PROCÉDURE TRANSPORTÉ
SUR LE PLAN POLITIQUE

Un aphorisme revient fréquemment sous la plume des juristes du XIII^e siècle :

« li rois ne tient de nulluy, fors de Dieu et de luy »². Ce ne fut pas, à l'origine, une maxime de droit public international, mais un brocard de justice féodale et de procédure. Il exprimait deux vérités : d'abord, que le roi ne se reconnaît vassal d'aucun de ses sujets et ne doit l'hommage à personne pour les fiefs qu'il tient³ ; en outre, qu'il ne plaide devant aucun autre tribunal que le sien et qu'on ne peut appeler ailleurs d'un arrêt prononcé par sa cour, puisqu'elle représente l'instance la plus haute⁴. Pourtant, cette maxime, directement inspirée par de simples préoccupations judiciaires, est grosse d'un autre sens ; il suffira, pour le dégager, que l'occasion s'en présente. Aussi verra-t-on Philippe le Bel s'en emparer immédiatement, sans aucun doute à l'instigation de ses légistes, pour répliquer à la bulle *Ausculta, fili*. Aux États généraux d'avril 1302, en effet, après une harangue de Pierre Flotte, le roi prend lui-même la parole et interroge les deux premiers ordres ; il demande aux prélats de qui ils tiennent leur temporel et aux chevaliers de qui ils tiennent leurs fiefs. Après une courte délibération, tous répondent qu'ils les tiennent de lui. Alors Philippe prononce un petit discours dont le texte latin nous a été transmis par le continuateur de la Chronique de Guillaume de Nangis. On y lit que le roi de France, lui, ne tient son royaume *a nemine nisi a Deo*⁵. C'est la vieille formule que « li rois

(1) *Établissements de saint Louis*, l. II (coutume d'Orléanais), ch. xiv, éd. P. VIOLLET, t. II, p. 369.

(2) La formule n'est pas absolument stéréotypée. « Li rois ne doit tenir de nul » : *Li livres de Justice et de plet*, l. I, n° 16, éd. RAPETTI, p. 67. « Il ne tient de nul que de Dieu et de soi » : *Établissements de saint Louis*, l. II, ch. xiv, éd. P. VIOLLET, t. II, p. 369.

(3) Voir les *Institutes coutumières* d'Ant. LOYSEL, publiées avec les notes d'Eus. DE LAURIÈRE par DUPIN et LABOULAYE, 1846, l. I, n° 2, t. I, p. 29.

(4) *Rez non litigat in aliquo casu in curia alicujus subjecti pro re sibi in totum vel pro parte pertinente*, Guil. DU BREUIL, *Stylus Curie parlamenti*, éd. AUBERT, p. 208. — « Nuns gentis hom ne puet demander amandement de jugement que l'en li fau, ainz covient qu'il le fausse tout outre (c'est-à-dire le déclare faux complètement : qu'il en appelle) ou qu'il le taigne por bon, se ce n'est en la cort le roi, car illuec pueent demander toutes genz amandement de jugement, por ce qu'il ne le pueent pas fauser ; car il ne le troveroient qui lor en feist droit, car li rois ne tient de nului fors de Dieu et de lui ». *Établissements de saint Louis*, l. I (coutume de Touraine-Anjou), ch. lxxxiii, éd. P. VIOLLET, t. II, p. 134.

(5) *Regnum Franciæ quod, Deo propitio, prædecessores nostri sua industria et virtute gentis* Martin. — I.

ne tient de nulluy, fors de Dieu et de luy », mais à qui les événements confèrent un nouveau sens¹. Et que Philippe ait parfaitement compris le parti qu'il pouvait tirer de cette maxime, nous en avons la preuve dans le fait qu'il la reproduit, l'année suivante, en tête d'un important document de chancellerie². Dans son édition des *Établissements de saint Louis*, Paul Viollet écrit très justement : « Admettrai-je que les *Établissements* ont été mis à contribution par l'orateur royal en 1302, par le rédacteur de l'ordonnance de 1303 ?... Je ne le pense pas : cette notion de l'indépendance du roi de France devait être fort répandue, courir un peu les chancelleries, et les applications qu'on en a faites ne dépendent pas nécessairement les unes des autres »³. Imbus de cette idée générale que le roi de France devait être maître chez lui, affranchi de toute sujétion temporelle à l'égard d'un autre pouvoir quel qu'il soit, du dedans comme du dehors, les légistes français, hommes d'action plutôt que de théories, poursuivirent leur tâche, répétons-le, au jour le jour, faisant face à des besoins immédiats. Ils affirmèrent d'abord la souveraineté du prince à l'intérieur du royaume, parce que cela leur parut presser davantage. Mais, en 1302, la menace venant de Rome ne les prit pas sans vert. Il leur suffit, pour la repousser, de saisir une arme qu'ils n'avaient point forgée précisément dans ce dessein, mais qui pouvait servir à tout usage.

LES LÉGISTES, PRINCIPAUX ADVERSAIRES
DE L'HÉGÉMONIE PAPALE

Oui, les légistes français furent les plus redoutables adversaires des

prétentions de la papauté à l'hégémonie universelle ; c'est contre le barrage lentement construit par eux dans la pénombre des écoles et des prétoires, puis éclairé tout à coup, qu'elles vinrent se heurter quand elles essayèrent, au début du xiv^e siècle, de se faire admettre sur le territoire du royaume. Il faut bien reconnaître, du reste, que

suae, expulsis inde Barbaris, acquisierunt, et partum, strenue gubernando, a nemine nisi a Deo solo usque nunc fortiter tenuerunt... — *Chronique latine de Guillaume de Nangis, de 1113 à 1300, avec les continuations de cette chronique de 1300 à 1368*, nouvelle éd. par H. GÉRAUD (Société de l'histoire de France), t. I, 1843, p. 315. Cf. H. HERVIEU, *Recherches sur les premiers États généraux*, 1879, p. 72.

(1) Pour le commentaire de cette maxime, bientôt changée en celle-ci : « le roi ne tient que de Dieu et de son espée », voir les *Institutes coutumières* d'Ant. LOYSEL, publiées avec les notes d'Eus. DE LAURIÈRE par DUPIN et LABOULAYE, 1846, l. I, n° 2, t. I, p. 29.

(2) Ordonnance du 23 mars 1303 (1302 ancien style). *Nos Philippus Dei gratia Francorum Rex, notum facimus universis quod pro reformatione regni nostri quod retroactis temporibus gravatum extitit adversitatibus temporum et guerrarum, ac pluribus aliis contrariis eveni-entibus, ex deliberatione provida fecimus aliquas ordinationes patentes et statuta utilia et salubria, pro gubernatione et bono statu regni predicti, pro pace etiam et tranquillitate subditorum nostrorum sicut inferius continetur. Ut autem Deo propitio reformationem predictam facilius impetremus et circa eam auxilium et gratias omnipotentis Dei misericorditer habeamus, cujus solius ditioni, manui et protectioni predictum regnum nostrum subjectum semper extitit et nunc esse volumus, et a quo nobis omnia bona procedunt...* — *Ordonnances des rois de France de la troisième race*, t. I, p. 357.

(3) *Les Établissements de saint Louis*, t. I, p. 283.

le moment était particulièrement mal choisi pour tenter l'acclimation sur notre sol des théories soutenues par Innocent IV. C'est à la fin du XIII^e siècle, en effet, que les discussions sur le pouvoir du roi de lever des impôts, de déclarer la guerre, permettent de dégager la notion féconde de « commun profit », de *bonum commune*, que Beaumanoir met en pleine lumière en 1283. Et voici naître, comme corollaire de cette idée, un sentiment tout nouveau, celui de la patrie. Les Français qui se préoccupent de la chose publique prennent conscience de former « une communauté nationale susceptible d'avoir des besoins généraux ». Le mot même de *patria*, « qui n'avait jusqu'alors qu'une valeur géographique, avec le sens restreint de région », acquiert une signification à la fois plus abstraite et plus haute : celle d'un groupement politique ayant mêmes soucis, mêmes intérêts, non plus présidé par un seigneur qui domine sur des vassaux et des arrière-vassaux, mais gouverné par un chef d'État qui doit disposer de moyens appropriés pour défendre les biens de tous, leur honneur et leur liberté¹. L'on comprend que les esprits fussent mal disposés à ne voir dans ce chef qu'un lieutenant du pape. Mais là encore nous retrouvons les légistes, car c'est surtout grâce à eux que ces notions s'élaborèrent.

POURQUOI LE CONFLIT
N'A PAS ÉCLATÉ PLUS TÔT

Si le conflit avait éclaté quelque soixante-quinze ans plus tôt, il est fort possible que l'échec du Saint-Siège eût été moins complet ; en tout cas il n'aurait sans doute pas été aussi immédiat. Mais l'hypothèse est toute gratuite. En fait, malgré quelques frictions passagères, jamais les rapports entre Rome et la cour de France ne furent, avant cette date, sérieusement tendus. A vrai dire, les Capétiens paraissent bien avoir pressenti de très bonne heure, déjà au XI^e siècle, la possibilité de tentatives pontificales dangereuses pour leur indépendance. Un détail significatif montre qu'ils se tenaient sur leurs gardes. Au sacre de Philippe I^{er}, en 1059, assistèrent des légats de Nicolas II. Non seulement on ne leur fit prendre aucune part active à la cérémonie, mais on eut la précaution de noter, dans le procès-verbal, que leur présence ne signifiait pas autre chose qu'honneur et affection, car « il est assez connu que l'on peut sacrer nos rois sans le congé du pape »². Toutefois, les

(1) E. PERROT, *Précis élémentaire d'histoire du droit français*, Paris, 1932, p. 400.

(2) ... *Cum id sine papae nutu fieri licitum esse disertum ibi sit, honoris tamen et amoris gratia tantum ejus ibi affuerunt legati*. Texte de l'acte du couronnement notamment dans P. DUPUY, *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. I, p. 94 ; *Gallia christiana*, t. X, *instrum.*, col. 22 ; MAXSI, *Ampliss. coll.*, t. XIX, col. 923. Sur l'authenticité de ce document, cf. M. PROU, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, 1908, p. 2.

Capétiens d'abord, la papauté par la suite s'appliquèrent à ne jamais trop engager le fer. Entouré de féodaux puissants, qu'il craint de voir prendre contre lui le parti de Rome, Philippe I^{er} cède quand il le faut, dans la question des investitures et dans celle de son adultère¹. Sous Philippe-Auguste, dont le pouvoir est beaucoup mieux assis, ce sont les papes, au contraire, que la prudence retient. Par deux fois au moins, le roi leur fait nettement savoir qu'il n'admet pas leur intervention dans ses démêlés avec certains vassaux²; et Clément III, puis Innocent III s'abstiennent de trop insister. Dans l'affaire du divorce avec Ingeburge, Innocent III, après avoir menacé, pousse à l'extrême le souci d'éviter un éclat et de trouver un arrangement³. Malgré les anathèmes d'Innocent IV contre Frédéric II, jamais saint Louis ne cesse de traiter le souverain déposé comme s'il le tenait encore pour empereur légitime⁴; et le pape dissimule son dépit. C'est que les difficultés avec l'Allemagne commandent au Saint-Siège la circonspection à l'égard des autres grandes puissances. En outre, les papes du XIII^e siècle travaillent à imposer de plus en plus leur ingérence dans l'administration intérieure des Églises nationales; ils ont besoin, pour cela, de la connivence du pouvoir civil. Aussi, depuis Innocent III, la curie romaine a-t-elle constamment soin de ménager la royauté française. A ce prix, celle-ci s'abstient de discuter à fond les nouvelles prétentions théoriques du Saint-Siège. Le conflit n'éclatera que le jour où un pape, oubliant les clauses de ce compromis tacite, s'avisera, se plaçant sur le terrain des principes, de vouloir gouverner les affaires politiques, bénéficiales ou financières de l'Église de France au nom d'une suprématie sur laquelle on a, jusque-là, gardé le silence d'un commun accord. Ce pape se verra contester des droits dont l'exercice a été permis à ses prédécesseurs et il déchaînera la réaction⁵. C'est ce qui arriva à Boniface VIII.

(1) Voir plus haut, p. 46 et p. 126.

(2) Réponse aux légats de Clément III, en 1189 : *Non pertinet ad ecclesiam romanam in regnum Franciae per sententiam vel alio modo animadvertere, si rex Franciae in homines suos demeritos et regno rebelles, causa injurias suas et coronae dedecus ulciscendi, insurgit.* Cité par F. ROCQUAIN, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. I, p. 329, note 1. — *Respondisti quod, de jure feudi et homine tuo, stare mandato sedis apostolicae vel judicio non teneris, et quod nihil ad nos pertinet de negotio quod vertitur inter reges.* Lettre d'Innocent III à Philippe-Auguste, de 1202, citée *ibid.*, p. 363, note 3.

(3) A. LUCHAIRE, *Innocent III, Les royautés vassales du Saint-Siège*, p. 249-260.

(4) Élie BERGER, *Les registres d'Innocent IV*, t. II, p. CVI.

(5) Ch. V. LANGLOIS, *Histoire de France* de LAVISSE, t. III^a, p. 127.

CHAPITRE III

LE PREMIER CONFLIT ENTRE BONIFACE VIII ET PHILIPPE LE BEL (1296-1300)

La célèbre lutte où s'affrontèrent Boniface VIII et Philippe le Bel¹ comprend deux phases, dont la seconde surtout nous intéresse. La première ne fut guère qu'une escarmouche, mais où les adversaires découvrirent déjà les idées directrices de leur politique.

L'AIDE FINANCIÈRE DU CLERGÉ Les prédécesseurs de Boniface avaient accordé à Philippe III, puis à Philippe IV, de nombreuses décimes à prélever sur le clergé pour leur guerre contre l'Aragon. Pierre III d'Aragon favorisant en Italie les ennemis du Saint-Siège, Martin IV l'avait déclaré déchu et avait offert son trône au roi de France, pour un de ses fils. Philippe le Hardi ayant accepté pour son cadet, Charles de Valois, la guerre d'Aragon fut assimilée à une croisade, que les ecclésiastiques devaient subventionner. La paix fut conclue entre les deux pays en 1295 et Charles de Valois renonça, moyennant compensation, à la couronne illusoire reçue des mains de Martin IV². Mais, entre temps, les rois de France avaient pris l'habitude de compter sur les subsides de l'Église pour soutenir leurs armes. En 1294, la guerre éclatait avec l'Angleterre. Philippe le Bel fit voter par le clergé une décime pour deux ans ; avant l'expiration de ce délai, il renouvela sa demande. Déjà, la première fois, quelques protestations s'étaient élevées ; la seconde, l'ordre de Cîteaux adressa au pape, au nom de « tout le clergé », un appel véhément³.

(1) On trouvera l'indication d'une abondante bibliographie à ce sujet dans J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 443-452. Les pages suivantes étaient écrites quand a paru l'ouvrage posthume de G. DIGARD, *Philippe le Bel et le Saint-Siège, de 1285 à 1304*, Paris (1937). Nous sommes heureux de pouvoir au moins le signaler ici et de constater la conformité de nos vues avec celles de cet historien, que la publication des registres de Boniface VIII rend particulièrement compétent en ces matières.

(2) Cf. Ch. V. LANGLOIS, dans l'*Histoire de France* de LAVISSE, t. III², p. 113-117, 291.

(3) On le trouvera dans KERVYN DE LETTENHOVE, *Études sur l'histoire du XIII^e siècle : De la part que l'ordre de Cîteaux et le comte de Flandre prirent à la lutte de Boniface VIII et de Philippe le Bel*, dans les *Mémoires de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique*, t. XXVIII, 1854, p. 15.

LA BULLE « CLERICIS LAICOS » Boniface répondit par la bulle *Clericis laicos*, du 24 février 1296. Il y portait l'excommunication *ipso facto*, spécialement réservée à lui-même, contre tous les laïcs, « empereurs, rois, princes, ducs, comtes, barons, podestats, capitaines », etc., qui exigeraient du clergé des taxes quelconques ; de même contre tout prélat et tout ecclésiastique, religieux ou séculier, qui paierait ou promettrait de payer à des laïcs « tailles, décimes, vingtièmes, centièmes » ou tout autre tribut que ce soit sans la permission du Saint-Siège. Même si promesse a été faite avant la publication de la présente bulle, ni les clercs ne devront payer, ni les laïcs recevoir, sous peine de la même censure ¹.

Au fond, Boniface ne formulait pas grande nouveauté. Le 4^e concile du Latran, en 1215, avait déjà interdit aux gens d'Église d'accorder des subsides sans consulter le pape et porté l'excommunication contre quiconque leur imposerait des « tailles, collectes et exactions » ². Mais, comme on l'a remarqué, ce pape avait « l'art de donner un tour blessant aux lieux communs » ³. Le début de sa bulle ne s'explique guère que par un de ces mouvements d'humeur qu'il ne savait réprimer. Certains synodes avaient déploré avant lui que les laïcs se montrassent ennemis des clercs ; mais ils considéraient prudemment cette opposition comme passagère, attribuable au malheur des temps. Boniface y voit une règle générale, un fait que « le passé démontre », que « le présent confirme » ⁴. Alors qu'Innocent III, au concile du Latran, exigeait de *consulter* le pape avant de consentir à des charges nouvelles, excommuniait ceux qui imposaient *par force* des contributions aux Églises, Boniface ignore ces nuances : c'est une *permission* qu'il faudra dorénavant, même pour les « dons gratuits », et la censure frappera toute acceptation, même si la demande ne s'est accompagnée d'aucune violence ⁵.

RÉACTION DE PHILIPPE LE BEL Bien que conçue en termes généraux, cette bulle visait surtout Philippe le Bel et Édouard I^{er}, qui usaient l'un et l'autre des mêmes procédés. La réaction fut différente dans les deux pays. En Angle-

(1) Texte dans DICARD, etc., *Les registres de Boniface VIII*, t. I, 1884, n° 1567, col. 584 ; dans P. DUPUY, *Histoire du différend d'entre le pape Boniface VIII et Philippe le Bel, roy de France*, Preuves, p. 14. Boniface VIII l'a inséré dans le *Sexte*, l. III, tit. XXIII, de *immunitate ecclesiarum*, c. 3, col. 1062.

(2) *Corpus juris canonici*, c. *Adversus consules*, X, l. III, tit. XLIX, de *immunitate ecclesiarum*, c. 7, col. 656.

(3) Ch. V. LANGLOIS, dans l'*Histoire de France* de LAVISSE, t. III², p. 154, n. 1.

(4) *Clericis laicos infestos oppido tradit antiquitas, quod et praesentium experimenta temporum manifeste declarant.*

(5) L'aggravation que la bulle de Boniface apporte à la législation antérieure est mise en évidence par HEFELE, dans son *Histoire des conciles*, éd. française de H. LECLERCQ, t. VI¹, p. 360.

terre, le roi recourut immédiatement à la violence et dut bientôt céder. Il prescrivit incontinent une nouvelle levée et les évêques qui refusèrent, se prévalant des ordres pontificaux, virent leurs biens confisqués. Mais ses revers en Gascogne et en Flandre l'ayant obligé à faire de nouveau appel au concours de toutes les classes du royaume, la noblesse et les communes refusèrent et force lui fut de composer avec l'Église¹. Philippe le Bel s'y prit de façon plus habile. Sans avoir l'air d'user de représailles et sous couleur simplement de garder dans le royaume les ressources éventuellement nécessaires à la guerre, il porta aux finances pontificales un coup d'une extrême dureté. Une ordonnance du 17 août 1296 interdit en effet toute sortie d'or et d'argent, en lingots ou monnaie, en vases, ornements et bijoux, sans autorisation spéciale du roi; de même, toute exportation de pierres précieuses, de vivres, d'armes et de chevaux. Défense également d'envoyer à l'étranger aucune traite gagée sur des avoirs français: tout cela, sous peine de confiscation des biens du délinquant, au profit du fisc royal. Une seconde ordonnance interdisait à tout étranger le séjour dans le royaume. Ainsi se trouvait tarie l'une des sources principales qui alimentaient la Chambre apostolique; la mission des légats et des quêteurs devenait impossible; tous les Italiens pourvus en France de quelque fonction par la curie devaient passer la frontière².

RIPOSTE DE BONIFACE

La bulle *Ineffabilis amoris*, du 20 septembre 1296, montre combien Boniface se sentit atteint³. Il feint de douter que l'ordonnance le vise directement; mais tout le texte dément cette attitude de pure convention. Le ton est hautain, menaçant. Quel est, dit le pape, le violateur des libertés de l'Église, de quelque bouclier qu'il se protège, qui ne puisse être écrasé et pulvérisé par la massue du pouvoir d'en haut? N'oubliez pas que vous avez perdu l'affection de vos sujets, qu'à l'extérieur les ennemis vous entourent. Vous avez offensé l'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne. Comment leur résisterez-vous, si vous poussez de leur côté votre principal soutien, le Saint-Siège? Si vous avez voulu nous atteindre, nous ou les autres représentants

(1) HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VI¹, p. 362-364.

(2) P. DUPUY, *Histoire du différend*, Preuves, p. 13. Dupuy ne donne que la première ordonnance, relative à la sortie des richesses; la seconde est connue par les allusions que Boniface y fait dans ses bulles ultérieures. BOUTARIC s'est inscrit en faux contre la tradition qui voit dans ces ordonnances une réplique à la bulle *Clericis laicos* (*La France sous Philippe le Bel*, p. 96). Son raisonnement repose sur une confusion de dates et n'est plus soutenable aujourd'hui. Quand il écrivait, l'on n'avait de la bulle que des copies sans mention de mois; en outre, il fixe au mois d'avril l'ordonnance royale, qui est, en fait, du 17 août.

(3) G. DIGARD, M. FAUCON, A. THOMAS et R. FANTIER, *Les registres de Boniface VIII*, n° 1653, col. 614; P. DUPUY, *Histoire du différend*, Preuves, p. 15.

de l'Église, sachez que vos tentatives sont imprudentes, qu'elles sont folles ! Il n'appartient à aucun prince séculier de porter sur les ecclésiastiques des mains téméraires sans tomber sous le coup de l'excommunication *promulgati canonis* ¹.

EN RÉALITÉ, IL RECULE Ces hardiesses verbales, pourtant, masquent un recul. Boniface atténue, en les expliquant, les termes de sa première constitution. Il n'a pas voulu priver le roi des secours dont il a besoin, mais seulement être appelé à en autoriser l'octroi, car il connaît à quels excès se livrent les officiers royaux. Peut-être Philippe craint-il de n'être pas exaucé suffisamment ou assez tôt, en cas de détresse : mais, s'il le fallait, le Saint-Siège vendrait ses croix et ses calices, pour subvenir aux besoins d'un royaume si cher ! L'on a fait remarquer au roi, paraît-il, que, les prohibitions de la bulle *Clericis laicos* étant générales, les prélats pourvus de fiefs ne pourraient plus fournir de secours, même à ce titre : « pas une coupe, pas un cheval ». C'est là une interprétation fausse ; jamais le pape n'a voulu dire chose pareille. D'ailleurs, l'évêque de Viviers retourne au delà des Monts : il expliquera de vive voix la pensée pontificale

EXPLICATIONS Le 7 février 1297, tout en protestant de nouveau contre l'ordonnance du 17 août, dont il demande la révocation, tout en répétant que le roi n'a pas le droit de mettre la main sur les biens ecclésiastiques, le pape revient, dans la bulle *De temporum spatiis* ², sur la nécessité d'interpréter comme il convient ses défenses de l'année précédente. « Ne crois pas que notre constitution ait un sens si strict, si rigide, si avare » que certains conseillers veulent te le persuader. Tu dois l'entendre « humainement et raisonnablement ». Mais dans un autre document du même jour, la bulle *Romana mater Ecclesia* ³, il va plus loin. « Tout auteur, dit-il, a le droit de s'expliquer. Nous te déclarons donc ceci, pour ta tranquillité et celle de tes successeurs : si un prélat ou un clerc de ton royaume

(1) *Si (quod absit) fuerit contentium intentio ut ad nos et fratres nostros Ecclesiarum praelatos ecclesiasticasve personas et ipsas Ecclesias ac nostra et ipsorum bona, ... extendatur, hoc non solum fuisset improvidum, sed insanum, velle ad illa temerarias manus extendere, in quibus tibi saecularibusque principibus nulla est attributa potestas, quin potius ex hoc contra libertatem eandem temere veniendo in excommunicationis sententiam promulgati canonis incidisses.*

(2) Cette bulle est souvent citée sous ce faux incipit : « *Exiit a te...* » A. POTTHAST, *Regesta pontificum romanorum*, t. II, n° 24467. En réalité, DUPUY, *loc. cit.*, p. 24, et RAYNALDI, le continuateur de Baronius, *Annales ecclesiastici*, an. 1297, n° 46, t. XXIII, p. 217, n'en ont publié que la fin, à partir de ces mots : *Exiit a te nuper edictum*, mais en la faisant précéder immédiatement de l'adresse et de la salutation, ce qui lui donne l'aspect d'un texte intégral. La première partie, avec l'incipit véritable, se trouve dans G. DIGARD, etc., *Les registres de Boniface VIII*, t. I, n° 2308, col. 905.

(3) Texte dans BARONIUS-THEINER, *Annales ecclesiastici*, an. 1297, n° 49, t. XXIII, p. 218.

veut librement et de son plein gré te faire un don ou un prêt, notre constitution ne s'y oppose pas, quand bien même toi ou tes gens auriez adressé, en vue de ces secours, une invitation amicale et courtoise. Il va sans dire qu'elle ne vise pas les redevances auxquelles sont obligés les évêques pour les fiefs qu'ils possèdent. Il faut tenir enfin que dans les cas d'urgence, où tu n'aurais pas le temps de recourir au Saint-Siège, la nécessité du consentement pontifical n'existe plus ». Conformément à cette glose, Boniface écrivait aux prélats de France, le 27 février, qu'ils pouvaient sans scrupule aider le roi et qu'il les y autorisait pour cette fois, à condition qu'ils le fissent sans « concussion, exaction ni contrainte »¹.

LE DÉBAT EST CLOS Enfin, la bulle *Etsi de Statu*, du 31 juillet², complète ces adoucissements successifs : elle n'est pas autre chose, pour ce qui concerne la France, qu'une abrogation pure et simple de la constitution *Clericis laicos*. Quand la défense du royaume sera en cause, y lit-on, le roi et ses successeurs pourront demander des subsides au clergé et celui-ci les accorder ; bien plus, ils pourront les exiger et le clergé sera tenu de payer : cela, sans avoir à consulter le pape, si la nécessité est pressante. De cette nécessité, le roi sera juge, en conscience ; de même ses successeurs, à condition d'avoir vingt et un ans ; si les menaces se produisent pendant une minorité, la décision appartiendra au conseil. Toutefois, roi ou conseil devront, en conscience également, s'abstenir de demander plus qu'il ne sera nécessaire. Philippe le Bel triomphait donc. L'ordonnance du 17 août 1296 ayant été, naturellement, suspendue, l'argent français put de nouveau prendre le chemin de la Chambre apostolique. La réconciliation était complète ; les bulles se succédèrent, accumulant les faveurs. Boniface octroya au roi la moitié des dons versés en France depuis dix ans pour délivrer la Terre Sainte³, il lui abandonna une année des revenus de tous les bénéfices actuellement vacants ou qui vaqueraient pendant la guerre⁴, ordonna aux prélats, tant que dureraient les hostilités, d'emprisonner les clercs coupables de révéler à l'ennemi les « secrets du royaume » ou de fomenter des « divisions, séditions et troubles »⁵, délégua trois

(1) *Ibid.*, n° 45, p. 217. Raynaldi ajoute que le pape écrivit plusieurs lettres dans le même sens aux *egregii praesules*.

(2) G. DIGARD, M. FAUCON, A. THOMAS et R. FAWTIER, *Les registres de Boniface VIII*, t. I, n° 2354, col. 941 ; P. DUPUY, *Histoire du différend*, Preuves, p. 39.

(3) G. DIGARD, etc., *loc. cit.*, n° 2361, col. 947.

(4) *Ibid.*, n° 2367, col. 949 ; voir le n° 2371, col. 950, où le pape enjoint aux prélats d'employer les sanctions spirituelles et temporelles pour que les décimes accordées au roi soient bien payées par tous.

(5) *Ibid.*, n° 2357, col. 945.

commissaires pour installer, dans chaque chapitre cathédral et collégial, un chanoine qu'y nommerait le roi¹. Enfin, le 11 août, il canonisa solennellement Louis IX, dont le procès traînait depuis vingt-quatre ans².

LE PAPE S'EST RENDU COMPTE
QUE LE CLERGÉ DE FRANCE NE LE SUIT PAS

Comment expliquer ce
revirement d'un pape
dont on connaît, par

ailleurs, l'inflexible intransigeance ? En publiant la bulle *Clericis laicos*, Boniface VIII pouvait penser que le clergé de France, dont il soutenait les intérêts, se grouperait derrière lui. Il se trompait. Les évêques, note un écrit du temps, « veulent plaire au roy et tout son plaisir faire »³. Ils savaient, par expérience, ce qui attendait les résistances individuelles et quelles mesures suivaient les sommations des officiers royaux. Un épisode de la vie de saint Yves ne manque, à cet égard, ni d'intérêt ni de piquant. Des commissaires étaient venus percevoir certaines taxes sur les revenus de la mense de Tréguier. Yves, official de l'évêque, voulut résister. Les chanoines le prirent fort mal : « Coquin, coquin, lui cria le trésorier du chapitre, vous nous avez mis en péril de perdre ce que nous avons. Vous ! vous qui n'avez rien, et par conséquent rien à perdre⁴ ». En réalité, les protestations étaient parties des religieux, plus exactement des Cisterciens, derrière lesquels s'abritaient quelques clercs anonymes⁵. Une assemblée de prélats, qui se tint au début de l'année 1297, ouvrit les yeux du pape. Vingt-trois archevêques ou évêques y prirent part, sous la présidence du métropolitain de Reims, Pierre Barbette. Ils écrivirent à Boniface et lui envoyèrent une délégation. Beaucoup de gens, disent-ils dans leur lettre, jugent la bulle « onéreuse, lourde et très préjudiciable ». C'est tout le monde, et pas seulement le clergé, qui est appelé, nonobstant tout privilège, à « défendre le royaume et la patrie ». Les évêques sont liés au roi, plusieurs par l'hommage, les autres par

(1) *Ibid.*, n° 2356, col. 944. D'autres faveurs sont mentionnées *ibid.*, n°s 2362, 2363, 2364, 2365. — Le pape envisage le cas où le roi ou ses fils, ses successeurs ou leurs fils, seraient faits prisonniers (*quod Deus avertat* !). Il prescrit au clergé d'avoir à payer pour les racheter, nonobstant la bulle *Clericis laicos* (*ibid.*, n° 2355, col. 943. Toutes ces faveurs portent la date du 27 juillet).

(2) Voir le sermon prononcé par le pape à cette occasion, à Orvieto, dans BARONIUS-THIENER, *Annales ecclesiastici*, an. 1297, n° 58, t. XXIII, p. 224. Parlant des nombreux miracles du saint et des travaux des commissions d'enquête, *ita per tot et toties examinatum est*, dit-il, *rubricatum et discussum negotium, quod de hoc plus facta est de scriptura quam unus asinus posset portare*. Bulle de canonisation, *ibid.*, n° 60.

(3) Le roman de *Fauvel*, cité par Ch. V. LANGLOIS, *loc. cit.*, p. 240. L'auteur, Gervais du Bus, écrivait en 1310-1314.

(4) Ch. V. LANGLOIS, *ibid.*, p. 241.

(5) Dans le texte publié par KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 15, il est à remarquer qu'aucun évêque n'est nommé, ni même mentionné par sa simple qualité. S'adressent au pape *abbates, abbatissae, conventus, canonici, presbyteri ac totus clerus regni Franciae*. La généralisation est excessive et il n'y a, en somme, de certitude, que pour les seuls auteurs de la lettre, les Cisterciens.

le serment de fidélité. S'ils ne veulent pas défendre leur souverain, ils ne doivent pas espérer qu'il les défende à leur tour. Que Sa Sainteté veuille donc bien trouver le moyen de rendre à l'Église gallicane la paix et la charité, dans l'union avec son roi¹. Manifestement, Boniface ne pouvait faire fond sur l'appui du clergé.

IL A BESOIN DE L'ARGENT FRANÇAIS

En outre, l'interdiction de laisser sortir l'argent de France affectait durement ses finances. Il soutenait en Sicile, contre Frédéric d'Aragon, une lutte interminable et ruineuse. Le 1^{er} octobre 1298, alors que les bonnes relations avaient repris avec Philippe, il écrit à son légat, l'évêque de Vicence, Rinaldo Concoreggi, que cette « croisade » épuise ses ressources et qu'il a besoin des subventions de tout le clergé de France, des réguliers comme des séculiers². Une autre lettre au même, du même jour, lui enjoint de suspendre de leurs fonctions tous les ecclésiastiques qui refuseraient de venir en aide au Saint-Siège³. On voit dans quel embarras l'aurait mis, à ce point de vue, le prolongement des hostilités avec le roi.

IL CRAINT L'ALLIANCE DE PHILIPPE AVEC LES COLONNA

Mais Philippe ne se contentait pas de l'appauvrir, il laissait peser sur lui la sourde menace de pactiser avec ses ennemis les plus cordialement détestés. Peu après son élévation au pontificat, Boniface VIII s'était aliéné la très puissante famille princière des Colonna, qui comptait deux de ses membres dans le Sacré-Collège, Jacques, cardinal diacre de Sainte-Marie *in via lata*, et son neveu Pierre, cardinal diacre de Saint-Eustache. Entre le pape et eux, c'était, au début de l'année 1297, la guerre ouverte⁴. Retirés dans leurs châteaux, les deux cardinaux répandaient sur la démission de Célestin V et l'élection de son successeur les rumeurs les plus graves. Boniface les cita à comparaître devant lui, le 4 mai ; non seulement ils firent défaut, mais, le 10, ils lui adressèrent un mémoire où ils disaient : « Vous prétendez savoir si vous êtes pape, oui ou non ; nous répondons que nous ne vous tenons point pour pape légitime ». Suivaient une série d'accusations ; après quoi, les signa-

(1) KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 20, énumère les vingt-trois prélats qui assistèrent à l'assemblée ; parmi eux, quatre archevêques, ceux de Reims, de Sens, de Narbonne et de Rouen. Cependant, la lettre qu'a publiée P. DUPUY, *Histoire du différend*, Preuves, p. 26, n'est rédigée qu'au nom de l'épiscopat et des abbés de la province de Reims. Il y eut sans doute plusieurs lettres, car la réponse du pape est adressée à des destinataires beaucoup plus nombreux : A. POTTHAST, *Regesta Pontificum romanorum*, t. II, n° 24475.

(2) A. POTTHAST, *loc. cit.*, n° 24727.

(3) *Ibid.*, n° 24728.

(4) Sur le début des hostilités entre Boniface et les Colonna, on peut voir notamment L. TOSTI, *Storia di Bonifazio VIII*, 1846, t. I, p. 199 et suiv.

taires demandaient la tenue d'un concile général, qui se prononcerait sur le cas de Benoît Gaetani¹. Ce manifeste fut affiché aux portes des églises de Rome, un exemplaire en fut même déposé sur l'autel de la Confession de Saint-Pierre. Or Philippe le Bel encourageait en sous-main les Colonna² et le pape n'ignorait pas qu'il fallait voir dans cet appui une des raisons de leur insolence. Il voulut les en priver.

Dans la déposition qu'il fit sous serment, en 1311, au procès que Clément V instruisait sur la mémoire de Boniface VIII, l'abbé de Saint-Médard de Soissons, Pierre de Péréd (ou Perai), raconte que, chargé par le roi d'une mission auprès de Sa Sainteté, le pape se mit contre lui dans une violente colère et lui cria : « Ribaud, détestable moine, va-t-en, sors de ma curie ! Que Dieu me confonde, si je ne confonds pas l'orgueil des Français ! Je le sais, tu as des amitiés, au nom de ton maître, avec les Colonna. Mais je ferai la paix avec le roi et je détruirai les Colonna ; eux détruits, je détruirai ton roi et j'en mettrai un autre en France !³ » Il réalisa au moins la première partie de ce programme.

ANCIENS SENTIMENTS DE BONIFACE POUR LA FRANCE

Ne peut-on pas attribuer au revirement de Boniface d'autres causes encore ? Certes, le

pape n'était pas un sentimental ; pourtant il avait vécu en France, il avait connu Louis IX et Philippe le Hardi. Cardinal, on l'accusait d'être « plus Français que Romain »⁴. Peut-être ne demandait-il pas mieux que de se laisser convaincre par le roi ; or Philippe continuait de lui envoyer des ambassades⁵, qui ne manquaient assurément pas

(1) H. DENIFLE, *Die Denkschriften der Colonna gegen Bonifaz VIII. und der Cardinäle gegen die Colonna*, dans *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte des Mittelalters*, t. V, 1889, p. 509-515. Les deux cardinaux consentirent cependant à se présenter le 6, deux jours après le terme de l'assignation : voir deuxième mémoire, *ibid.*, p. 516.

(2) Voir la déposition du cardinal Pierre Colonna devant Clément V, au procès de 1311, *ibid.*, p. 499.

(3) Publié par C. HÖFLER, *Rückblick auf P. Bonifacius VIII. und die Literatur seiner Geschichte*, dans les *Abhandlungen der königlich bayerischen Akademie der Wissenschaften, histor. Klasse*, t. III, fasc. 3, 1843, p. 72. *In septimana sequenti, cum aliquas literas secretas de partibus Franciae recepisset, dictus Bonifacius dixit mihi : Ribalde, pessime monache, vade et recede de Curia mea, quia confundat me Deus nisi confundam superbiam Gallicanam. Video te nomine Regis amicum Columnensium ; ego pacifico me cum rege tuo et postea destruam Columnenses et ipsis destructis destruam Regem tuum et ponam alium Regem in Francia, quia habeo filium meum Regem Carolum qui est hic praesens mecum cum omnibus aliis Regibus christianis qui erunt mecum contra Regem tuum.*

(4) Boniface rappelle tous ces détails dans son discours du mois d'août 1302, P. DURY, *Histoire du différend*, Preuves, p. 78.

(5) Témoin celle de l'abbé de Saint-Médard, dont on vient de parler. Une lettre de Boniface, du 29 décembre 1298, où il donne à Philippe des détails sur sa santé, où il regrette de ne pouvoir aller le voir (*ut... mutue visionis dulcedine recreentur*), laisse percer des sentiments de cordialité qui pouvaient fort bien, durant la brouille, s'être mués en mélancolie, au moins intermittente. E. BOUTARIC, *Notices et extraits de documents inédits relatifs à l'histoire de France sous Philippe le Bel*, dans *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque impériale*, t. XX, 2^e partie, 1862, p. 129.

de protester de ses bons sentiments et d'invoquer ses besoins comme excuse. Quoi qu'il en soit, la paix une fois faite, il n'était plus permis, dans l'entourage du pape, de dire du roi de France autre chose que du bien ¹.

PRINCIPE ALLÉGUÉ PAR LE PAPE Cette première phase de la lutte entre Philippe le Bel et Boniface VIII n'aurait guère pour nous d'autre intérêt que de dévoiler le caractère des deux champions, si elle se fût strictement cantonnée sur le terrain des finances. Mais elle fournit déjà leur prélude aux grandes joutes qui se dérouleront bientôt, en mettant en évidence l'opposition des principes de droit public. La bulle *Ineffabilis amoris* pose, en effet, bel et bien, la question de l'indépendance temporelle du roi à l'égard du pape. Non seulement Boniface y insiste sur le devoir qu'ont tous les fidèles, sans exception, d'obéir à ses ordres, mais, parlant des rapports entre souverains, des plaintes que formulent contre Philippe ses ennemis couronnés, « il ne fait pas de doute, dit-il, que, puisqu'ils t'accusent de péché, il appartient au Saint-Siège de prononcer sur ton cas » ².

PRÉCAUTIONS DE PHILIPPE LE BEL Le pape avait recommandé au roi de lire attentivement cette bulle, de la relire, d'en méditer tous les termes. On peut être sûr qu'il ne manqua pas de réfléchir sur cette menace d'une intervention pontificale dans sa politique étrangère. Aussi le voyons-nous prendre ses précautions. Boniface se préoccupait d'arbitrer le différend entre la France et l'Angleterre. Pour commencer, il avait imposé une trêve qui devait durer jusqu'à la Saint-Jean de 1297 et qui avait été, du reste, fort mal observée. Avant qu'elle expirât, il voulut la proroger de deux ans et, pour la rendre plus efficace, il décida de porter l'excommunication contre quiconque la transgresserait. Le 19 avril 1297, deux légats, les cardinaux d'Albano et de Palestrina, se présentèrent à Philippe, qui se trouvait à Creil ³. Ils lui exposèrent de vive voix l'objet de leur mission et le roi les laissa parler. Mais quand ils voulurent lui remettre les bulles dont ils étaient porteurs, il refusa de

(1) « Et certes, Sire, li rois a si le court pervertie que à paines i a-il nul qui en apiert ose de li dire fors que loenge ; mais cascuns connoist bien et seit que ce est li volentis dou souverain ». Lettre des ambassadeurs de Flandre à leur comte, du 19 février 1299, dans KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 58.

(2) *Numquid Apostolicae Sedis, quae Christicolis omnibus praecminet, iudicium vel ordinationem recusant ? Dumque in eos super iis peccare se asserunt, de hoc iudicium ad Sedem eandem non est dubium pertinere.* P. DUPUY, *Histoire du différend*, Preuves, p. 18.

(3) Eux-mêmes dressèrent procès-verbal de l'entrevue, sous forme de lettres patentes, datées du même jour (13 kal. maii) ; on le trouve dans P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 27.

les lire avant d'avoir fait entendre, par la bouche d'un de ses conseillers, la protestation suivante : au roi de France, seul, et à aucun autre, appartient le gouvernement de son royaume ; il ne reconnaît, en cette matière, aucun supérieur ; il ne se soumettra jamais, sous quelque forme que ce soit, à âme qui vive, pour les choses qui regardent son pouvoir temporel ; il entend exercer librement sa juridiction sur ses fiefs, défendre son royaume et poursuivre en tout son droit, avec l'aide de ses sujets, de ses alliés et de Dieu. Quant à « ce qui touche l'âme et la spiritualité », il est prêt à obéir humblement aux monitions et préceptes du Siège apostolique, à l'exemple de ses prédécesseurs et comme le doit un vrai et dévot fils de sainte mère l'Église. Alors seulement il consentit à faire lire les bulles. On sait qu'il accepta l'arbitrage, mais à une condition qui témoigne bien de sa méfiance : Boniface agirait comme personne privée, comme Benoît Gaetani, non pas comme pape.

LE JUBILÉ DE 1300

Entre deux hommes qui avaient de leur souveraineté respective une conception si opposée, et qui affirmaient leurs idées si nettement, la paix risquait fort d'être précaire. De fait, elle ne dura guère plus de quatre ans. Vers la fin de cette période de bonne entente, il semble que l'orgueil de sa fonction se soit exacerbé chez Boniface VIII. Quelque chose d'exalté, d'excessif, se manifeste dans ses attitudes et ses paroles, dans l'insistance qu'il met à se proclamer le maître du monde. L'année 1300 fut marquée par un jubilé solennel, annoncé par rescrit du 22 février¹. On raconte que le pape se montra, dans certaines cérémonies, revêtu des insignes impériaux, précédé de deux épées, et qu'un héraut criait, marchant à ses côtés : « Voici les deux glaives ; Pierre, reconnais ton successeur ; Christ, contemple ton vicaire² ! » Peut-être l'anecdote fut-elle inventée par quelque contemporain³, mais elle symbolise bien l'état d'esprit du pape à ce moment. Une décrétale de 1300 débute par la déclaration que « le Pontife romain porte tous les droits dans l'écrin de sa poitrine »⁴. A son légat en Hongrie, Boniface écrit qu'« établi par Dieu au-dessus des rois et des royaumes et suprême hiérarque de l'Église militante », il est « le prince de tous les mortels », qu'« assis sur le trône de la justice il prononce ses arrêts avec tranquillité et de son regard dissipe tout mal »⁵. Les Florentins avaient mal-

(1) BARONIUS-THEINER, *Annales ecclesiastici*, an. 1300, nos 1-11, t. XXIII, p. 262-267.

(2) Cf. E. BOUTARIC, *La France sous Philippe le Bel*, p. 101 ; F. ROCQUAIN, *La papauté au Moyen Age*, p. 254 ; Id., *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. II, p. 290 ; KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 80.

(3) C'est l'opinion de Ch. V. LANGLOIS, *Histoire de France de LAVISSE*, t. III², p. 141.

(4) *Corpus juris canonici*, l. I, tit. II, de constitutionibus, c. 1, in VI^o, col. 937.

(5) BARONIUS-THEINER, *loc. cit.*, an. 1301, n° 7, *ibid.*, p. 282. Cf. F. ROCQUAIN, *La cour de*

traité des protégés du Saint-Siège ; il adresse ces lignes à l'évêque de Florence et à l'inquisiteur de Toscane, le 15 mai 1300 : « Le Pontife romain, vicaire du Tout-Puissant, commande aux rois et aux royaumes ; il exerce le principat sur tous les hommes. Devant ce chef suprême de l'Église militante, tous les fidèles, de quelque condition qu'ils soient, doivent courber la tête. Ce sont des fous, des hérétiques, ceux qui pensent autrement »¹.

Boniface n'avait pas attendu cette époque pour affirmer ses prétentions au pouvoir universel ; dans leur troisième manifeste, daté du 15 juin 1297, les Colonna notent déjà qu'« il se vante de dominer, au temporel, sur les rois et les royaumes »². Si, à partir de 1300, il revient sur ce propos avec une si emphatique insistance, peut-être convient-il d'en voir la raison dans le fait que des gens intéressés à le flatter s'attachaient, précisément, à lui rappeler son pouvoir sans limites. Or, le détail ne manque pas d'intérêt, ils le faisaient dans le dessein de l'enhardir à l'égard de Philippe le Bel.

INFLUENCE DES AMBASSADEURS DE FLANDRE En 1297, Guy de Dampierre, comte de Flandre, s'était allié aux Anglais contre son suzerain le roi de France. En même temps, il avait adressé au pape un appel où il énumérait ses griefs contre Philippe³. Une délégation partit pour Rome, soutenir cet appel⁴ ; elle fut bientôt rejointe par les trois fils de Guy⁵. Ces émissaires s'efforcèrent d'amener le pape à prendre contre le roi le parti du comte, en lui représentant qu'il était lui-même le maître des rois. Voici en quels termes ils rendent compte d'une audience qu'ils viennent d'avoir, le 11 juin 1298 : « A relevée nous venismes devant le pape et li monstrames le grant fiance que vous aviés en lui, et comment vous vous asseuriés bien de vo droit, et comment il estoit en lieu de Dieu en terre, et souverains dou roy de France, en espirituel et en temporel, et li demandames qu'il nous fesist droit contre le roy de France. Et, pour droit avoir et droit faire, li offrimes-nous à mettre votre besoingne en main, comme en main de juge et de souverain ». A quoi le pape répondit que « bien estoit voir que souverains estoit-il dou roy de France, en espirituel et en temporel »⁶.

Rome et l'esprit de réforme avant Luther, p. 293. Les mêmes expressions se retrouveront dans le préambule de la constitution *Ausculta, fili*. C'est un texte du livre des *Proverbes*, ch. xx, verset 8 : *Rex qui sedet in solio judicii dissipat omne malum intuitu suo*.

(1) J. SCHALM, M. G. H., *Leges*, sect. IV, *Constitutiones et acta*, t. IV, 1^{re} partie, p. 85.

(2) H. DENIFLE, *Die Denkschriften der Colonna*, p. 521.

(3) Texte dans KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 27.

(4) KERVYN DE LETTENHOVE nous fait connaître, p. 29, la composition de cette ambassade. Ces bons bourgeois flamands ont peut-être eu leur petite influence sur les destinées du Gallicanisme : il faut noter ici leurs noms : c'était Michel As Clokettes, Jean Beck et Jean de Tronchiennes.

(5) *Ibid.*, p. 30.

(6) *Ibid.*, p. 43.

On se rappelle que les rois de France et d'Angleterre avaient accepté l'arbitrage de Boniface. Dans la sentence que celui-ci rendit le 27 juin, il ne dit pas un mot du comte de Flandre ¹ ; mais une très courte bulle, indépendante de la sentence, maintint pendant l'appel de Guy de Dampierre, « jusqu'à ce que nous ayons pris d'autres mesures à ce sujet » ². Les négociations restèrent donc ouvertes ; elles se prolongeaient encore près de deux ans plus tard, au moment où le comte de Flandre capitula définitivement devant l'armée française de Charles de Valois ³. Or, dans les premiers jours de janvier 1300, les ambassadeurs soumirent au pape un mémoire ⁴ où il put lire, abondamment appuyée sur des textes de droit romain et de droit canon, la démonstration de sa puissance absolue et illimitée. Le pape, y disait-on, est le juge souverain de tous, au temporel comme au spirituel ; vicaire du Christ tout-puissant, il jouit de la toute-puissance par délégation ; successeur de Pierre, il hérite de lui le pouvoir sur le ciel et la terre. Les rois peuvent bien exercer une juridiction séculière : elle leur vient de lui, qui la tient de Dieu. En effet, si toute puissance vient de Dieu, comme l'affirme l'Écriture, toute juridiction, temporelle aussi bien que spirituelle, ne peut résider pleinement que dans son seul vicaire. De même qu'il ne se dépouille pas de sa juridiction ordinaire quand il nomme un prélat, de même il garde le pouvoir civil départi aux princes ; car que ceux-ci tiennent leur couronne de l'hérédité ou autrement, c'est toujours du pape, en définitive, qu'ils la tiennent, suivant la parole inspirée : « c'est par moi que règnent les rois ». De cette puissance suprême et absolue du souverain Pontife, aucun fidèle ne saurait douter. Du reste, tout homme ne doit-il pas reconnaître au-dessus de lui quelqu'un qui puisse le juger ? Admettre l'existence d'un « acéphale » serait ruiner la notion de droit et de justice ⁵. L'empereur étant le premier de tous les princes, le roi de France ne reconnaissant pas de supérieur au temporel, il appartient au pape de les juger, et, s'il l'estime bon, de les déposer.

DISCOURS DU CARDINAL D'AQUASPARTA Le jour de l'Épiphanie, le cardinal Mathieu d'Aquasparta soutint les mêmes idées dans un sermon qu'il prononça devant le pape et le Sacré-Collège, à Saint-Jean-de-Latran. Les ambassadeurs

(1) BARONIUS-THEINER, *loc. cit.*, an. 1298, nos 2-6, p. 231-232. Texte de la publication officielle faite le 30 juin, dans G. DUGARD, etc., *op. cit.*, t. II, 1890, n° 2826, col. 262.

(2) KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 50.

(3) *Ibid.*, p. 72.

(4) Texte dans KERVYN DE LETTENHOVE, *ibid.*, p. 74-78.

(5) Boniface prendra à son compte ce dernier argument dans sa lettre du 15 mai, déjà citée (p. 159, n. 1), à l'évêque de Florence et à l'inquisiteur de Toscane.

de Guy de Dampierre virent dans ce discours l'heureux complément de leur mémoire : « Messire Mathius de Aiguesparte, écrivirent-ils à leur maître le 17 janvier, preecha en apiert, devant le pape et les cardinaus et devans tous, en l'église Sainct-Jehan de Latran, que li pape tous seus est sire souverains temporeus et spirituels deseure tous, quelque il soient, au lieu de Diu, par le don ke Diu en fist à saint Pierre, et as apostoles après lui. Et quiconques se vaet encontre ce deffendre, par exemption ne par cose nulle, quelque il soit ne comme grans, sainte Eglise puet aler encontre lui, si comme encontre mes-créant, par l'espée temporel et spirituel, del autoritei et dou pooir de Diu. Et ches paroles sont bien pour le premier aiwe de vos raisons ki sont données au pape, dont nous vous avons envoiet autrefois les transcris »¹.

Mathieu d'Aquasparta émargeait au budget des Flamands² ; mais il était aussi l'homme de confiance du pape³. Ainsi excité, voyant en outre le spectacle des pèlerins qu'attirait le jubilé, en foules telles que jamais Rome n'en avait accueilli de semblables⁴, et qui jetaient les offrandes en si grande quantité, devant l'autel des basiliques, qu'à Saint-Paul il fallait jour et nuit deux clercs pour les ramasser⁵, Boniface sentit se renforcer en lui, jusqu'à la hantise, l'impression de jouir en effet d'une puissance à laquelle personne, dans la chrétienté, ne pouvait résister.

Or, en 1300, les rapports se PHILIPPE LE BEL ET LES COLONNA tendaient, entre Rome et la cour de France. Au mois d'octobre 1298, les Colonna s'étaient soumis et le pape les avait internés dans une prison de Tivoli. Voulant frapper les imaginations par une vengeance éclatante, il avait, imitant l'exemple des Romains après la prise de Carthage, fait raser la ville de Palestrina ; à la place où elle s'élevait, il fit passer la charrue et semer du

(1) *Ibid.*, p. 79.

(2) « Chiers sir, li cardenal parolent moult bien pour vous tous, et deus espéciaux amis avous mon seigneur Gérard de Parme et mon seigneur Mathiu d'Expert (= d'Aquasparta)... Sir, on devra à le Magdaleine a mon seigneur Gérard de Parme CC florins, et à mon seigneur Mathiu d'Expert, si comme j'entenche, devoit-on C livres tournois par an, de trois années dont mesire Michiel a payet une année. Faites rewarder ke chil denier soient si payet ke che soit employet ke vous i metterés ». Lettre envoyée au comte de Flandre par ses ambassadeurs, le 9 juillet 1299, *ibid.*, p. 62.

(3) F. ROCQUAIN, *La papauté au Moyen Age*, p. 257. Voir les nombreuses missions dont le pape le chargea, dans C. EUBEL, *Hierarchia catholica Medii Aevi*, t. I, p. 11, note 6.

(4) BARONIUS-THEINER, *loc. cit.*, an. 1300, nos 6 et 7, p. 264. Cf. KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 80.

(5) F. ROCQUAIN, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. II, p. 289. On lit dans BARONIUS-THEINER, *loc. cit.*, n° 8, p. 265 : *Nec praetereunda videntur... crevisse opibus ex peregrinorum muneribus Apostolorum Petri et Pauli altaria, atque quinquaginta et eo amplius auri florenorum millia retulisse, eaque non ex magnis auri vel argenti donis, sed ex tenuiori aere oblata conflata.*

Martin. — I.

sel¹. Mais au mois de juin 1299, les captifs réussirent à s'évader. Boniface en fut tout « destourbé »². Il apprit bientôt que plusieurs avaient trouvé un refuge dans les États de Philippe le Bel³.

PHILIPPE LE BEL ET ALBERT D'AUTRICHE

Mais le roi de France lui fit encore un autre affront.

Le pape avait reconnu, comme roi des Romains, Adolphe de Nassau. Un parti se forma contre ce prince, le déclara déchu et, le 23 juin 1298, élit « roi d'Allemagne », à sa place, le duc Albert d'Autriche. Peu de jours après, Adolphe périt dans un combat contre son rival, et celui-ci, proclamé roi des Romains par tous les électeurs, fut couronné le 9 août à Aix-la-Chapelle. Mais loin de le reconnaître, le pape jura de venger son protégé⁴. Or Philippe le Bel, au mois de décembre 1299, conclut avec Albert d'Autriche un accord qui fut un soufflet pour l'amour-propre de Boniface. Il ne cacha pas sa mauvaise humeur. Les ambassadeurs du comte de Flandre écrivaient à leur maître que « li acors et amistei ki est faite entre les rois d'Allemagne et de Franche lui desplait... et ke il li pourcatera empecement ou encombrer, s'il puet, et que, se aucuns lui fasoit encombrer, li pape en seroit bien lies ». Il lui semble, ajoutaient-ils, que les deux princes « voellent tout esbranler »⁵.

EXCÈS DES LEVÉES ROYALES

Ajoutons que des nouvelles parvenaient à Rome des excès de fiscalité que Philippe se permettait à l'égard du clergé de France. Les taxes qu'il levait, armé de la bulle *Etsi de statu*, dépassaient manifestement ce qu'exigeait la défense du royaume : d'autant plus que la trêve était conclue avec l'Angleterre. L'abbé de Saint-Germain-des-Prés écrivait, entre autres, que son monastère était tellement écrasé qu'il en « tombait en syncope » et que l'on pouvait craindre qu'il ne se relevât plus jamais. Et il ajoutait, formulant un grief que le pape devait prendre plus tard à son compte, que « la mauvaise et douloureuse altération des monnaies » rendait la situation plus difficile encore⁶.

(1) Boniface VIII s'en vante dans une bulle du 13 juin 1299, BARONIUS-THEINER, *loc. cit.*, an. 1299, n° 6, p. 243.

(2) KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 61.

(3) HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VI¹, p. 382 ; Ch. V. LANGLOIS, *loc. cit.*, p. 139.

(4) HEFELE-LECLERCQ, *ibid.*, p. 385-388 ; BARONIUS-THEINER, *loc. cit.*, an. 1298, n° 11-15, p. 233-235.

(5) KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 79. Voir, dans P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 253, l'accueil que Guillaume de Nogaret raconte avoir reçu du pape quand il vint officiellement, au nom du roi de France, lui faire part de la conclusion de l'accord.

(6) La lettre est dans KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 24, note 1.

BERNARD SAISSET Travaillé par l'idée de son absolue souveraineté politique, mécontent de Philippe le Bel, Boniface devait saisir la première occasion propice d'infliger à ce prince une sévère leçon. L'emprisonnement de Bernard Saisset n'allait pas tarder à la lui fournir¹. Une vieille querelle tenait dressés l'un contre l'autre le comte de Foix et l'abbé de Saint-Antonin, qui se disputaient la seigneurie sur la ville de Pamiers. Bernard Saisset occupait la chaire abbatiale depuis 1267. Successivement saint Louis, Philippe le Hardi et Philippe le Bel étaient intervenus dans le litige ; les papes aussi s'en étaient mêlés. Pour donner plus d'autorité à Bernard, qu'il appréciait et aimait, Boniface VIII, en 1295, érigea Pamiers en évêché, Saint-Antonin en cathédrale et nomma l'abbé évêque : tout cela sans consulter Philippe le Bel. Saisset avait le langage intempérant ; il ne se gênait pas pour mal parler du roi, de ses conseillers, des Français en général. Il aurait, paraît-il, été plus loin et tâché de fomenter des rébellions au moment même où Philippe se battait en Gascogne contre les Anglais : au comte de Foix, au comte de Comminges, il aurait promis le comté de Toulouse s'ils faisaient défection. Les ennemis de Bernard, et ils étaient nombreux, ne laissaient rien perdre de ses incartades ; le comte de Foix, surtout, en tenait catalogue et avertissait l'évêque de Toulouse, Pierre de la Chapelle Taillefer, qui nourrissait pour Saisset des sentiments peu fraternels.

Ce qui devait arriver arriva. Saisset fut dénoncé au roi comme coupable de lèse-majesté et de trahison. Au printemps de 1301, deux commissaires royaux vinrent en Languedoc, sous le prétexte officiel de contrôles administratifs : en réalité pour enquêter secrètement sur les paroles et les actes de l'évêque de Pamiers. Le 12 juillet, l'un d'eux, le vidame d'Amiens, Jean de Picquigny, se présente à l'évêché pendant que Saisset dormait et le cite à comparaître devant le roi dans le délai d'un mois ; le surlendemain, il fait occuper les châteaux et terres de l'évêque, saisit ses meubles, trésors, livres, vaisselle et les met sous scellés. Saisset obtint cependant un délai et ne comparut devant le roi, à Senlis, que le 24 octobre, après un voyage sous bonne escorte. Le chancelier Pierre Flotte donna lecture de l'acte d'accusation, où, à côté des chefs de lèse-majesté et de trahison, figuraient ceux de simonie, d'hérésie et de blasphème. L'inculpation fut retenue et l'évêque confié provisoirement à la garde de son métropolitain, l'archevêque de Narbonne, Gilles Aycelin ; l'évêque de Senlis offrit un local pour la détention du prisonnier.

(1) Pour toute cette affaire de Bernard Saisset, voir les articles publiés par Mgr VIDAL, dans la *Revue des Sciences religieuses*, en 1925-1926 : *Bernard Saisset, évêque de Pamiers* (1232-1311), t. V, 1925, p. 416-438, 565-590, et t. VI, 1926, p. 50-77, 177-198, 371-393.

Philippe le Bel s'empessa d'envoyer au pape des ambassadeurs, pourvus d'instructions détaillées, afin de régler les modalités du procès définitif. Mais au lieu d'entendre leurs explications, Boniface se cabra. Les violences du roi contre Bernard Saisset, au mépris des règles canoniques qui garantissaient aux évêques l'immunité corporelle, allaient faire déborder la coupe de la rancœur pontificale et ouvrir une lutte à mort où la figure de l'évêque de Pamiers serait d'ailleurs vite reléguée à l'arrière-plan.

CHAPITRE IV

LA BULLE « AUSCULTA, FILI » ET LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1302

§ 1. — Chances de Philippe le Bel.

Avant de rappeler ici les principaux épisodes du célèbre conflit où Boniface VIII finit par succomber, quelques remarques préalables nous paraissent utiles.

VULNÉRABILITÉ DE BONIFACE VIII Selon toute vraisemblance, jamais Philippe le Bel n'aurait agi avec la brutale décision dont il fit preuve, s'il n'avait senti son adversaire particulièrement vulnérable. L'on sait dans quelles circonstances Boniface VIII était monté sur le trône pontifical. On se rappelle les protestations des cardinaux Colonna, soutenant, le 10 mai 1297, l'invalidité du « grand refus » de Célestin V, faisant allusion aux fraudes qui l'avaient provoqué et qui avaient assuré la tiare à Gaetani. Ce mémoire fut suivi de plusieurs autres¹ ; leurs auteurs les envoyèrent aux différentes cours ; on les connaissait en France. Or ce pape, dont on contestait ainsi la légitimité, quelle était sa doctrine, quelles étaient ses mœurs ? L'on ne peut douter que, dès 1295, des bruits fâcheux n'aient circulé à ce sujet, dans l'entourage de Philippe le Bel ; et ils émanaient de sources qu'on n'avait pas lieu de tenir pour suspects.

MAUVAIS BRUITS QUI COURENT SUR LUI Le cardinal Simon de Beaulieu, évêque de Palestrina, ancien moine de Cîteaux, envoyé en France à titre de légat en 1295, avait représenté Boniface comme un hérétique, niant la résurrection du Christ et sa naissance d'une vierge, s'adonnant même à l'idolâtrie. L'abbé de Saint-Médard de Soissons affirma ce fait, sous serment, au procès d'Avignon de 1311 : il avait entendu de ses propres

(1) Ils ont été publiés par H. DENIFLE, *Die Denkschriften der Colonna gegen Bonifaz VIII.*, dans *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte des Mittelalters*, t. V, 1889 : étude préliminaire p. 493-509, textes, p. 509-524.

oreilles les propos que le cardinal tint au roi, en présence de plusieurs témoins. Le légat donna également des détails sur les machinations de Gaetani pour accéder au pontificat : il ménageait, dit-il, des révélations à Célestin V ; la nuit, une de ses créatures parlait au pauvre saint homme « dans une trompette » et, se disant un ange, le menaçait de l'enfer s'il n'abdiquait pas. La même année 1295, l'abbé de Saint-Médard vint à Rome, chargé d'une mission diplomatique. Cinq cardinaux, — et il les nomme, — l'entretinrent, en sa qualité d'ambassadeur du roi de France, des « erreurs, horreurs et hérésies » de Boniface, le priant d'en informer son maître et d'obtenir son secours pour la « Sainte Église de Dieu ». Ce que fit l'abbé, à son retour, en présence de plusieurs conseillers¹.

ON Y CROIT EN FRANCE

Sur Philippe le Bel ainsi prévenu, les accusations des Colonna produisirent, deux ans plus tard, une vive impression. Il assiégeait Lille quand il reçut leurs écrits. Il en confia la garde à Nicolas de Francheville, son confesseur. Devenu cardinal du titre de Saint-Eusèbe, celui-ci déposa également, sous la foi du serment, au procès de 1311. Le roi, dit-il, lui demanda plusieurs fois ce qu'il pensait de cette affaire. Comme il répondait qu'il ne fallait pas s'arrêter à ces bruits, qu'il serait invraisemblable que l'Église fût ainsi trompée : « plusieurs sont dans le doute », répliquait Philippe². Aussi, lorsque parvint au camp la nouvelle de la canonisation de saint Louis, bien des gens murmurèrent que mieux vaudrait tenir cette faveur d'un pape « honnête homme et catholique de bon renom »³.

Quand nous fûmes rentrés en France, continue le témoin, les mauvais bruits se firent plus fréquents sur les mœurs de Boniface ; ils arrivaient par des courriers ou par des gens qui revenaient de la curie : on disait que le pape avait un démon familier, qu'il adorait des idoles ; on rapportait de lui des propos comme ceux-ci : à la mort tout est fini, la fornication n'est pas un péché, les relations entre hommes non plus⁴. Le roi recevait fréquemment des lettres de Rome, écrites en langage conventionnel par des membres du Sacré-Collège ou d'au-

(1) C. HÖFLER, *Rückblick auf P. Bonifacius VIII. und die Literatur seiner Geschichte, nebst einer wichtigen urkundlichen Beilage aus dem vaticanischen Archiv in Rom*, dans les *Abhandlungen der königlich bayerischen Akademie der Wissenschaften, histor. Klasse*, t. III, 3^e fasc., 1843 : étude, p. 1-43 ; documents du procès d'Avignon de 1311, p. 45-84 (nombreuses fautes de typographie). Le passage utilisé ci-dessus est p. 69-70.

(2) *Ibid.*, p. 47.

(3) *Ibid.*, p. 48. Le témoin ajoute : *Et dicebant aliqui quod hoc magis fecerat ut se firmaret contra Columnenses quam ex alia devotione.*

(4) *Ibid.*, p. 48. Plusieurs cardinaux, ajoute encore le témoin, écrivirent à cette époque au roi *quod dominus Bonifacius non erat bonus christianus et quod nullam reverentiam exhibebat corpori Christi.*

tres personnages notables, lui exposant les « bougreries »¹ de Boniface et sollicitant son appui en faveur de l'Église.

Il est assez de mode, depuis quelque temps, parmi les historiens, de ne voir dans les allégations formulées plus tard par Guillaume de Nogaret, ou à son instigation, qu'un « fatras de calomnies », dont on se sent « humilié »². Nous n'avons pas à blanchir ce personnage, ni à examiner le bien-fondé des accusations portées contre Boniface³. Nous ne pouvons cependant nous abstenir de remarquer que Nogaret n'a pas l'odieux d'une totale invention. Dans quelle mesure crut-il à ce qu'il avançait, peu nous importe ici. Nous remarquons simplement qu'en France, en 1301, date où vont s'ouvrir les hostilités, beaucoup de gens, et le roi lui-même⁴, étaient au moins perplexes sur la légitimité de l'élection de Boniface VIII, sur l'orthodoxie de ses croyances et la netteté de ses mœurs. Le pape allait donc entrer dans l'arène avec un lourd handicap et ses adversaires ne pouvaient manquer de se sentir, en face de lui, en bonne posture.

L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS Philippe le Bel était trop calculateur pour ne point avoir pesé préalablement ses chances.

Il ne pouvait compter sur le succès si l'épiscopat prenait parti contre lui. Mais quelles raisons auraient eues les évêques de se ranger derrière Boniface ? Philippe connaissait aussi bien que personne quels liens traditionnels unissaient l'Église de France au roi⁵. Il était pieux, chaste, austère⁶, et il savait qu'on ne l'ignorait pas. Il jouissait, comme ses prédécesseurs, du pouvoir miraculeux des Capétiens, et l'on aurait tort de méconnaître la très grande portée apologétique, pour les contemporains et pour le roi lui-même, de ce don de guérison⁷. Entre un tel prince, malgré tous les défauts de caractère qu'on pouvait lui reprocher⁸, et un pape de légitimité contestée, de foi et de moralité douteuses, la conscience des prélats ne balancerait guère.

(1) C'est le terme qu'emploie, dans sa déposition, Enguerran de Marigny, qui donne ce dernier détail, *ibid.*, p. 82.

(2) B. A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Le second différend entre Boniface VIII et Philippe le Bel*, dans *Mélanges Albert Dufourcq*, 1932, p. 75 ; voir aussi Ch. V. LANGLOIS, *loc. cit.*, p. 140.

(3) On trouvera une bibliographie critique sur ce dernier point, ainsi que sur la créance que méritent les témoins des procès respectifs de 1310 et de 1311, dans HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VII, p. 442-444 (note de dom H. Leclercq).

(4) A ce qui a été dit plus haut, ajouter la déposition du cardinal Bérenger Frédol, évêque de Frascati, C. HÖFLER, *loc. cit.*, p. 76 : *Verum quod bene audiavi ab ipso Rege, in secreto aliquando, quod dictus Bonifacius erat haereticus et hoc sibi significaverunt aliqui magni viri quibus ipse bene credebat.*

(5) Voir plus haut, liv. I, chap. II.

(6) On trouvera un essai de portrait de Philippe le Bel dans E. BOUTARIC, *La France sous Philippe le Bel*, p. 415-426.

(7) Cf. M. BLOCH, *Les rois thaumaturges*, 1924, p. 109, 127, 129-131.

(8) Cf. Ch. V. LANGLOIS, *loc. cit.*, p. 120-122, 240-247.

IL EST PRESSURÉ PAR LE PAPE Mais l'intérêt ne les ferait-il pas pencher vers Rome ? On s'est parfois étonné de leur ingratitude à l'égard d'un pontife qui, pourtant, les défendait. En réalité, l'Église de France n'avait pas plus à se louer, au point de vue financier, du pape que du roi. Déjà, pendant les années 1291-1293, Nicolas IV, s'apercevant que certaines redevances n'avaient pas été acquittées sous les pontificats précédents, avait exigé l'arriéré de vingt, trente et même quarante-six annuités¹. Sous Boniface VIII, les prélèvements romains sur la fortune ecclésiastique, au lieu de diminuer, n'avaient fait que croître ; dans leur troisième manifeste, daté du 15 juin 1297, les Colonna mettent parmi leurs griefs l'abus des exactions papales². Nous l'avons vu plus haut, le 1^{er} octobre 1298, Boniface donnait l'ordre à son légat en France de suspendre de leur juridiction tous les ecclésiastiques qui ne contribueraient pas aux frais de la guerre que le Saint-Siège soutenait contre la Sicile. Le même abbé de Saint-Germain-des-Prés qui se plaint de Philippe le Bel à Boniface VIII, en 1299, ne manque pas de mettre sur le même pied les tributs exigés par le fisc royal et les sommes qu'il lui faut payer à la curie³. En somme, tondu par le roi, écorché par le pape⁴, le clergé de France n'avait pas, sous ce rapport, grand sujet de préférer l'un à l'autre.

ABUS DES RÉSERVES Ajoutons que la pratique adoptée par le Saint-Siège en matières bénéficiales n'était pas pour lui concilier les sympathies de l'épiscopat. Le système des réserves, inauguré par Clément IV en 1265, avait été presque abandonné par Grégoire X. Boniface VIII, au contraire, le reprit et le renforça. Au concile de Vienne de 1311, l'évêque d'Angers, Guillaume le Maire, se plaindra que depuis 1291, sur trente-cinq prébendes devenues vacantes dans son chapitre cathédral, il n'en a pu conférer que deux ; toutes les autres ont été pourvues par le pape ; quant aux dignités, toutes lui ont échappé : elles sont allées aux favoris du Saint-Siège⁵.

(1) B. A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Le second différend entre Boniface VIII et Philippe le Bel*, p. 93.

(2) H. DENIFLE, *loc. cit.*, p. 520.

(3) KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 24, note 1.

(4) L'expression est des Colonna : « Écorchés jusqu'aux ongles, *excoriati usque ad unguem* », H. DENIFLE, *loc. cit.*, p. 520.

(5) B. A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *loc. cit.*, p. 91. Voir aussi F. ROCQUAIN, *La papauté au Moyen Âge*, p. 214-216.

LE CLERGÉ GARDE DE LA LÉGATION
DE GAETANI UN MAUVAIS SOUVENIR

Enfin le clergé séculier gardait une sourde rancune à la papauté des privilèges dont jouissaient, grâce à elle, les ordres mendiants, Dominicains et Franciscains. Ils pouvaient prêcher et confesser partout, sans autorisation de l'ordinaire. En 1290, Nicolas IV avait dû envoyer en France deux légats pour calmer les esprits et imposer le respect des privilèges pontificaux. L'un de ces légats était justement Benoît Gaetani, le futur Boniface VIII, et l'on gardait le souvenir de son attitude ironique et cassante. Dans les assemblées qui se tinrent à Sainte-Geneviève à cette occasion¹, au mois de novembre, l'évêque d'Amiens déclara que la plus grande cause de trouble, pour tous les diocèses de France, était justement l'indépendance des Mendians ; et croyant que les légats tenaient de leurs instructions le pouvoir de la restreindre, « Seigneur Benoît, s'écria-t-il, pourquoi ne point mettre un terme à nos clameurs ! » Gaetani se moqua de lui : « O mes frères dans l'épiscopat, dit-il, je recommande avec instance à votre charité monsieur d'Amiens, votre procureur et avocat. Il est venu en cour de Rome, travailler contre le dit privilège, et il n'a réussi à rien ; il veut réparer son échec. Voyez, les travaux et les dépenses l'ont exténué. Cependant, j'avoue devant vous tous que nous n'avons pas le pouvoir de révoquer le dit privilège, ni de troubler les frères contre lesquels vous aboyez. Ils sont le seul membre que nous trouvions sain. Il ne faut pas les inquiéter, mais plutôt les favoriser. Nous voulons donc que leur privilège garde sa valeur, tel qu'il est... Chacun doit tenir pour certain que la cour de Rome n'a pas les pieds en plume, mais en plomb ».

Le lendemain, ce fut au tour des maîtres de l'Université : « Vous, maîtres parisiens, leur dit Gaetani, ...vous pensez que nous faisons grand cas de vous. Nous vous tenons plutôt pour fols. Vous devriez discuter de choses utiles et vous débattre des fables et des frivolités. Votre proposition est insensée, un sot l'a sottement formulée et un maître fou l'a soutenue. J'ai vu vos arguments : ils sont vrais, mais solubles ; et la solution, la voici : nous vous enjoignons, au nom de l'obéissance, sous peine de privation de votre emploi et de vos bénéfices, de ne rien prêcher, discuter ou résoudre, publiquement ou en secret, touchant le dit privilège des Mendians. Il restera en vigueur ». Mais le mécontentement resta, lui aussi. Plusieurs fois, devenu pape, Gaetani dut intervenir pour essayer d'apaiser les rancœurs². Philippe

(1) Une sorte de procès-verbal en a été publié par H. FINKE, *Das pariser Nationalkonzil vom Jahre 1290*, dans *Römische Quartalschrift für christliche Alterthumskunde und für Kirchengeschichte*, t. I, 1895, p. 178-182.

(2) F. ROCQUAIN, *La papauté au Moyen Age*, p. 220, note 1.

le Bel n'ignorait pas ces sentiments du clergé. Sans doute ne surestimait-il pas non plus le caractère de ses prélats. Tout lui faisait prévoir qu'ils ne le trahiraient pas, à la condition pourtant de le voir décidé et de le sentir fort ¹.

§ 2. — La bulle « Ausculta, Fili » du 5 décembre 1301.

BONIFACE VIII ET L'AFFAIRE SAISSET Boniface VIII prit officiellement position dans l'affaire de Bernard Saisset par une lettre du 5 décembre 1301. « Suivant le droit divin, canonique et humain, y déclare-t-il, les laïcs n'ont aucun pouvoir sur les clercs, tant séculiers que réguliers ». En conséquence, il ordonne à Philippe le Bel de remettre l'évêque de Pamiers en liberté, de le laisser venir se justifier à Rome et de lui restituer tous ses biens séquestrés, meubles et immeubles : sous peine d'encourir l'excommunication portée par le canon *Si quis suadente diabolo*, du II^e concile du Latran, de 1139. Le pape annonce qu'il écrit en même temps à l'archevêque de Narbonne pour lui enjoindre de relaxer son prisonnier, nonobstant tous ordres contraires ². Mais deux autres documents accompagnaient cette réponse ; ils allaient donner au conflit une bien plus grande ampleur et accaparer toute l'attention. A la faveur de la tempête qu'ils déchaînèrent, Bernard Saisset s'éclipsa ³.

LA BULLE « SALVATOR MUNDI » La bulle *Salvator mundi* ⁴, du 4 décembre, suspendait toutes les faveurs accordées pour la défense du royaume. « Il ne faut pas s'étonner, y lisait-on, que le vicaire du Sauveur, successeur de saint Pierre, après avoir octroyé des privilèges eu égard à des conditions de temps, de lieu et de personnes, les suspende par la suite, les révoque ou les modifie, si l'expérience lui en montre l'inutilité, et surtout si l'ingratitude ou les excès font de ces grâces une source de mal ». Or le roi de France abuse des autorisations obtenues du Saint-Siège, il accable outre mesure les Églises et donne ainsi le scandale au monde. Le pape n'ignore pas, en effet, que la paix est rétablie avec l'Angleterre et que, de ce chef, les besoins du royaume sont beaucoup moins pressants :

(1) Le revers de Philippe le Bel à Courtrai, le 11 juillet 1302, ne fut pas étranger, comme nous le dirons plus loin, à l'affluence des prélats français au concile convoqué à Rome par Boniface VIII.

(2) Bulle *Secundum divina*, dans G. DIGARD, etc., *loc. cit.*, n° 4432, t. III, col. 339 ; P. DUPUY, *Histoire du différend*, Preuves, p. 661. La lettre à l'archevêque de Narbonne est dans DIGARD, *loc. cit.*, n° 4433, col. 340.

(3) Pour ce qu'il devint ensuite, voir l'étude déjà citée de Mgr VIDAL, *Bernard Saisset, évêque de Pamiers*, dans *Revue des Sciences religieuses*, t. VI, 1926, p. 194 et suiv.

(4) G. DIGARD, etc., *loc. cit.*, n° 4422, t. III, col. 325 ; P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 42.

au lieu de tenir compte de ces heureuses circonstances, on ne cesse d'écraser le clergé sous le faix des exactions. Sa Sainteté interdit donc à tout ecclésiastique de payer quoi que ce soit sans une autorisation spéciale du Saint-Siège. Avant le 1^{er} novembre, le roi devra présenter en curie toutes les lettres accordant des privilèges à lui-même, à ses successeurs, aux membres du Conseil. Le pape jugera s'il s'est corrigé, s'il se montre de nouveau digne des faveurs apostoliques ; il appréciera s'il y a lieu de modifier sur quelques points la présente suspension. En somme, c'était remettre en vigueur la constitution *Clericis laicos*.

TENEUR DE LA BULLE « AUSCULTA, FILI » Dans la célèbre bulle *Auscul-
ta, Fili*¹, datée du
lendemain, 5 décembre, Boniface affirmait son pouvoir politique uni-
versel et en usait immédiatement avec une singulière hardiesse.

AFFIRMATION DES PRINCIPES « Écoute, fils très cher, écrivait-il, les
préceptes de ton père et prête l'oreille
à l'enseignement du maître qui tient, sur terre, la place de celui qui
est le seul maître et le seul seigneur... Le cœur contrit, reviens avec
respect au Dieu dont tu t'es éloigné par faiblesse ou sous l'influence
de conseils qui t'ont dépravé ; conforme-toi dévotement à son bon
plaisir et au nôtre... Par le baptême, tu as renoncé au démon et à
ses pompes, tu es entré dans le bercail du Seigneur, dans l'arche de
Noé hors de laquelle il n'y a pas de salut, dans cette Église catholique
où le vicaire du Christ, le successeur de saint Pierre, jouit de la pri-
maut. Il a reçu de Dieu les clefs du royaume des cieux ; constitué
juge des vivants et des morts, il lui appartient, assis sur le trône du
jugement, de dissiper tout mal de son seul regard. L'épouse descendue
du ciel, ornée par Dieu pour ses propres noces, n'a qu'une seule tête,
car elle n'est pas un monstre ; et cette tête, c'est le Pontife romain...
Dieu nous a établi sur les rois et les royaumes, pour arracher, détruire,
dispenser, dissiper, bâtir et planter... Aussi, fils très cher, ne te laisse
persuader par personne que tu n'as pas de supérieur et que tu n'es
point soumis au chef suprême de la hiérarchie ecclésiastique : il serait
fou de le penser et qui l'affirmerait avec opiniâtreté se montrerait
infidèle et quitterait le troupeau du bon pasteur ».

REPROCHES AU ROI Venaient ensuite les reproches généraux. « Tu
offenses les yeux de la divine majesté, tu nous
jettes dans le trouble, tu écrases tes sujets, opprimant ecclésiastiques

(1) G. DIGARD, etc., *loc. cit.*, n° 4424, t. III, col. 328 ; P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 43.

et laïcs, les pairs, les comtes, les barons, les communes de ton royaume ». Bien des fois déjà le pape l'a admonesté, mais il ne constate aucun progrès. Et voici des griefs plus précis. « Il est indiscutable que le Pontife romain possède un pouvoir souverain sur toutes les dignités et bénéfices ecclésiastiques. Aucun droit sur leur collation ne saurait t'appartenir ni ne t'appartient, pas plus qu'à personne, sans le consentement exprès ou tacite du Saint-Siège. Si quelqu'un l'a obtenu et qu'il prétende n'en avoir pas besoin, il mérite d'en être privé pour ingratitude. Or, franchissant impudemment les bornes de ce qui t'est concédé, tu fais à la papauté l'injure d'entraver les provisions canoniquement opérées et tu prétends que les tiennes doivent avoir la préférence... Alors que personne ne doit être juge dans sa propre cause, tu n'hésites pas à traîner à ton tribunal les clercs ou les laïcs dont tu prétends avoir à te plaindre, au lieu de leur permettre de plaider devant un juge indépendant ou devant nous-même ; tu fais saisir les biens d'Église ; tu lèves des tailles et des tributs sur le clergé, alors que les laïcs n'ont sur les clercs aucun pouvoir... Sous prétexte de régle, tu mets la main sur les évêchés vacants et, au lieu d'en conserver les revenus pour le futur prélat, tu te les appropries sans modération ». Boniface n'omet pas non plus l'altération des monnaies, les prohibitions de faire sortir du royaume l'or et les marchandises : « ceux qui devraient à ce sujet jouir de la liberté subissent le joug de la servitude ».

MESURES PRISES La clameur des mécontents monte vers le pape. Il pourrait sans injustice « s'armer de l'arc et du carquois » ; il préfère cependant avertir encore le roi de France, pour que, changeant de conseil, il échappe au coup d'une inflexible sentence. Mais c'est un devoir de la charge pastorale de sauver malgré eux ceux qui ne craignent pas Dieu, n'obéissent pas à l'Église, ne redoutent pas les censures canoniques. Le souverain Pontife ne peut laisser Philippe mourir sans conversion : le Seigneur lui demanderait compte de son âme. Aussi, « poussé par l'amour paternel qui surpasse toute tendresse », voici le remède qu'il a choisi, après mûre réflexion : il convoque à Rome, pour le premier novembre, tous les prélats et abbés de France, les chapitres cathédraux, les docteurs en théologie, en droit canonique et en droit civil, et « quelques autres personnages ecclésiastiques originaires du royaume ». Avec eux, il examinera les mesures qu'il convient de prendre pour la réforme des abus, pour « la direction, le repos, le salut, le bon et prospère gouvernement » du royaume de France. Philippe pourra, s'il le veut, venir se défendre en personne ou se faire représenter à ce concile par des gens de con-

fiance chargés de soutenir sa cause. En leur absence, le pape procédera suivant l'inspiration divine.

CONVOCACTION DU CLERGÉ A ROME Le même jour, en effet, Boniface lançait la bulle de convocation au concile de la Toussaint. « Beaucoup d'entre vous connaissent, y disait-il, les excès, les fautes, les insolences, les injures et les préjudices » dont le roi s'est rendu si souvent coupable à l'égard non seulement des ecclésiastiques, mais des « pairs, comtes, barons et autres nobles, et aussi des communes et de tout le peuple du royaume ». Le pape s'est décidé à en délibérer avec le clergé de France. Il enjoint donc aux prélats, aux abbés et aux docteurs de venir près de lui en personne, et aux chapitres d'envoyer des délégués pourvus de mandats bien en règle. Avec eux il examinera ce qu'il doit « statuer, faire et ordonner pour l'honneur de Dieu et du Saint-Siège, l'augmentation de la foi catholique, le maintien de la liberté de l'Église, la réforme du roi et du royaume, la correction des abus anciens et le bon gouvernement de l'État »¹.

QUELLES NOUVEAUTÉS RENFERME LA BULLE La bulle *Ausculata, Fili* ne contenait, sur la souveraineté pontificale, aucune idée que nous n'ayons rencontrée déjà sous la plume de Grégoire IX ou d'Innocent IV. Le pouvoir de disposer de tous les bénéfices ecclésiastiques avait été officiellement revendiqué depuis près d'un demi-siècle par Clément IV², et les rois de France avaient toléré pratiquement l'ingérence de plus en plus assidue de la curie romaine dans la provision des évêchés et des prébendes. Bien souvent, enfin, au nom de leur surintendance de la morale chrétienne, les papes avaient adressé aux princes de vifs reproches pour les abus dont ils les jugeaient coupables. Ce qu'il y avait de nouveau, dans l'initiative de 1301, c'était la coordination de ces éléments épars, la prétention d'intervenir dans les affaires du royaume en se fondant sur des principes laissés jusque-là, au moins pour ce qui touchait la France, dans le domaine de la spéculation, de s'appuyer sur le droit public pour dénier au roi toute ingérence dans le recrutement du haut clergé, et surtout pour s'immiscer dans le contrôle et la réforme de la politique intérieure.

(1) G. DIGARD, etc., *loc. cit.*, bulle *Ante promotionem*, n° 4426, t. III, col. 336 (voir aussi n° 4438, col. 345) ; P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 53.

(2) Décrétale *Licet ecclesiarum*, l. III, tit. IV, de *praebendis et dignitatibus*, c. 2, in VI^o, col. 1021.

ERREURS PSYCHOLOGIQUES DE BONIFACE

Boniface crut habile de ne pas séparer la cause de la noblesse et des communes de celle du clergé, de prendre l'attitude d'un défenseur de tous les intérêts lésés. Sans doute s'imaginait-il grouper derrière lui les innombrables mécontents et isoler le roi. Il allait se rendre compte qu'un sentiment presque ignoré du Moyen Age, la susceptibilité nationale, primait déjà à cette époque, dans le cœur des Français, l'aigreur contre le gouvernement de leur pays. En outre, ce vieux juriste, qui se vantait de pratiquer le droit depuis quarante ans ¹ et connaissait le *Digeste* à l'égal du *Décret*, semble avoir méconnu la profonde influence exercée par les recueils de Justinien sur l'entourage des princes. Il se tient à la conception médiévale du pape chef de la chrétienté et, à ce titre, suprême redresseur de toutes les malversations : on va lui opposer l'idée romaine que le roi est maître sur son territoire et ne relève que de Dieu pour les actes de son administration. Par dessus le Moyen Age, en effet, c'est aux jurisconsultes du Bas-Empire que Philippe le Bel et ses légistes tendent la main. Enfin Boniface n'avait probablement pas assez considéré que, parmi ces « abus » qu'il entendait extirper, les uns, comme l'ingérence du roi dans les élections ou l'exercice de la régale, se rattachaient plus ou moins à ce droit de protection des églises dont la monarchie capétienne avait si habilement usé dans ses conquêtes sur les féodaux, et que les autres, comme l'extension de la juridiction royale au détriment des cours d'Église, résultaient de l'action réfléchie, continue, des légistes pour le renforcement du pouvoir de la Couronne. Se soumettre à Boniface VIII eût été renier de longues années d'efforts méthodiques : aucun roi de France n'y aurait consenti.

PUBLICATION D'UN RÉSUMÉ APOCRYPHE

La riposte à la bulle *Ausculta, Fili* participe de cette « immoralité transcendante » que Philippe le Bel, au dire d'E. Renan, a introduite pour toujours dans la politique ². Le roi fit-il jeter au feu l'authentique que lui remit, autour de la Chandeleur, l'ambassadeur pontifical Jacques des Normands ³, archidiacre de Narbonne ? On l'a répété souvent, mais le fait reste douteux ⁴. En tout cas, l'on s'arrangea

(1) Voir ci-dessous, p. 185.

(2) *Un ministre du roi Philippe le Bel*, Guillaume de Nogaret, dans *Revue des Deux-Mondes*, 1872, livr. du 15 mars, p. 328.

(3) Sur la mission de Jacques des Normands, G. DUGARD, etc., *loc. cit.*, nos 4439, 4440, 4441, 4442, t. III, col. 347-350.

(4) Il paraît peu vraisemblable que le roi l'ait fait brûler en grand appareil, comme on le lit dans DUPUY, *loc. cit.*, p. 59 : cela eût été contraire au but qu'on se proposait en fabriquant la fausse bulle. Mais il ne la fit même pas brûler du tout, très probablement ; en effet, dans leur lettre aux cardinaux, que nous analysons plus loin (voir p. 179), les nobles disent que, d'après Boniface, la bulle aurait été rédigée « du conseil de ses frères ». Or cela ne se lit pas dans la fausse, mais seule-

pour que le texte papal fût ignoré de la plupart et l'on fit circuler une espèce de sommaire, sous forme de bulle, qui, dans sa concision, en aggravait tendancieusement les idées maîtresses : « Boniface, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à Philippe, roi de France. Crains Dieu et observe ses commandements. Nous voulons que tu saches que dans les choses spirituelles et temporelles tu nous es soumis. Tu n'as aucun droit à conférer les bénéfices et prébendes. Si tu as la garde de quelques-uns, tu dois en réserver les fruits aux futurs titulaires. Les collations que tu as pu faire, nous les déclarons nulles et les révoquons. Qui pense autrement, nous le tenons pour hérétique. Donné au Latran, le jour des nones de décembre, la 7^e année de notre pontificat »¹. L'on a cru longtemps à l'authenticité de ce document ; personne ne l'admet plus aujourd'hui : c'est un faux, rédigé dans l'entourage de Philippe le Bel, pour surexciter l'opinion publique. Dans quelle mesure l'abréviateur a-t-il trahi la pensée bonifacienne ? Beau thème de discussion pour les scolastes, qui n'ont pas manqué de s'en emparer. Le pape laissait suffisamment entendre qu'il était le supérieur du roi de France, même au *temporel*, puisqu'il se proposait d'intervenir dans le gouvernement de l'État ; mais il évitait de le dire en propres termes. Il n'affirme pas que les collations royales soient nulles, mais il dénie aux laïcs le droit d'en faire, autrement que par concession papale, et il ajoute que les ingrats doivent être privés de cette faveur : c'était bien le cas du roi. Il ne commande pas de réserver au futur évêque les fruits de la vacance, mais il soutient qu'ils doivent l'être et constate qu'ils ne le sont pas. Il ne déclare pas « hérétiques » ceux qui « pensent autrement » ; mais ceux qui nient que le roi de France soit soumis au suprême hiérarque de l'Église, il les tient pour « exclus du troupeau du bon pasteur ». Avouons qu'au moins en gros le fond ne diffère guère et que la trahison du faussaire consista surtout à exprimer en quatre phrases brutales ce que la diplomatie romaine diluait savamment².

RÉACTION DE L'OPINION

La publication de cet apocryphe, où l'on vit un spécimen de l'arrogance de Boniface, devait révolter l'amour-propre des Français. Pierre Dubois peut

ment dans la vraie. Nous croyons qu'on les montra toutes les deux aux États généraux ; il n'y avait rien d'anormal à présenter ainsi deux lettres pontificales sur le même sujet : Boniface ne craignait pas de les multiplier... Mais seule la fausse bulle fut répandue dans le public.

(1) *Bonifacius Episcopus servus servorum Dei, Philippo Francorum Regi. Deum time et mandata ejus observa. Scire te volumus, quod in spiritualibus et temporalibus nobis subes. Beneficiorum et praebendarum ad te collatio nulla spectat : et si aliquorum vacantium custodiam habeas, fructus eorum successoribus reserves : et si quae contulisti, collationem hujusmodi irritam decernimus, et quantum de facto processerit revocamus. Aliud autem credentes haereticos reputamus. Dat. Laterani. Non. Decembr. Pontificatus nostri anno 7.* P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 44.

(2) On pourra trouver une comparaison plus minutieuse de la substance des deux textes dans HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VI¹, p. 404-406.

être considéré comme l'interprète de l'indignation générale quand il écrit : « Faire une telle insulte au Roi très chrétien, défenseur de l'Église ! Et à la face du royaume et de tout l'univers !... Ces allégations, il faudrait les prouver en détail ! Mais contre la raison et le bon droit il n'y a pas d'argument : voilà pourquoi le pape n'apporte aucune justification de ce qu'il avance, sauf que tel est son bon plaisir... Comme dit Aristote, savoir, c'est connaître par les causes. Il ne suffit pas de déclarer « c'est ainsi » : il faut donner ses raisons ¹ ! »

PRÉTENDUE RÉPONSE Aussi lut-on avec soulagement la réponse du roi, qui circula en même temps : réponse tout aussi apocryphe, car elle ne fut jamais envoyée. « Philippe, par la grâce de Dieu roi de France, à Boniface soi-disant souverain Pontife : peu ou pas de salut. Que ta très grande sottise sache qu'au temporel nous ne sommes soumis à personne. La collation des églises et prébendes vacantes nous appartient de droit royal et leurs revenus sont nôtres. Les collations que nous avons faites et que nous ferons sont valides dans le passé comme dans l'avenir et nous défendrons virilement contre quiconque ceux qui en ont bénéficié. Ceux qui pensent autrement, nous les tenons pour fous et déments. Donné à Paris, etc. » ². Cette insolence prenait l'aspect d'une leçon méritée, d'une vengeance de l'honneur national. Le résultat cherché par Philippe et ses légistes était atteint : indigné contre le pape, l'esprit public épousait la cause du roi. Celui-ci était donc sûr de sa victoire quand il convoqua les premiers États généraux que la France ait connus ³. Boniface prétendait défendre les intérêts du clergé, de la noblesse et du menu peuple : on allait lui montrer ce que pensait de son intervention chacun des trois ordres du royaume.

(1) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 45-47.

(2) *Philippus Dei gratia Francorum Rex, Bonifacio se gerenti pro summo Pontifice, salutem modicam seu nullam. Sciatis maxima tua fatuitas in temporalibus nos alicui non subesse. Ecclesiarum ac praebendarum vacantium collationes ad nos jure regio pertinere, fructus earum nostros facere; collationes a nobis factas et faciendas fore validas in praeteritum et futurum, et earum possessores contra omnes viriliter nos tueri: secus autem credentes fatuos et dementes reputamus. Datum Parisiis, etc.* P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 44. Cette réponse, disons-nous, ne fut pas envoyée, du moins officiellement, car elle aurait certainement provoqué la rupture de toutes relations diplomatiques. Or nous voyons, au contraire, que Philippe le Bel continua d'envoyer des ambassades et que Boniface les accueillit. Il est à peu près certain, cependant, qu'elle fut connue à Rome, par des indiscrétions peut-être voulues. En effet, l'emploi par le pape et le cardinal d'Aquasparta, au consistoire dont nous parlons plus loin (p. 184, 185), des expressions *fatuitas, maximam fatuitatem*, paraît bien intentionnel.

(3) Cf. E. BOUTARIC, *La France sous Philippe le Bel*, p. 19 et suiv. Au moins ces États sont-ils les premiers dont on sache quelque chose de certain.

§ 3. — Les Etats généraux de 1302.

EXPOSÉ DE PIERRE FLOTTE L'assemblée se réunit à Paris, dans l'église de Notre-Dame, le 10 avril 1302.

Pierre Flotte exposa les prétentions pontificales, glosant le texte que tout le monde connaissait et répétant les explications qu'aurait données de vive voix Jacques des Normands. A en croire le pape, dit-il, le roi de France lui serait soumis, même pour le temporel, il *tiendrait de lui* son royaume, alors que tous pensaient jusque-là qu'il le tenait de Dieu seul. Sans se contenter d'exprimer ces « opinions nouvelles et inouïes », Boniface entendait passer de la théorie à la pratique : voilà qu'il convoquait à Rome le clergé français pour aviser à la correction des abus, à la réparation des injustices faites aux clercs et aux laïcs. Et pourtant que ne peut-on pas lui reprocher à lui-même : réserves de bénéfices, collations arbitraires d'évêchés et de prébendes à des étrangers, redevances exigées indûment des églises. Le roi ne peut supporter plus longtemps ces attentats contre ses droits et son honneur ¹.

INTERVENTION DU ROI Philippe prit ensuite la parole. « De qui tenez-vous vos évêchés ? de qui tenez-vous vos fiefs ? » demanda-t-il aux prélats et aux nobles. « Du roi » répondirent-ils unanimement. « Mais nous, repartit Philippe, c'est de Dieu seul que nous tenons notre royaume ; pour soutenir cette vérité, nous engagerions notre patrimoine, notre personne et nos enfants. Toutefois, comme il s'agit là d'une question d'intérêt général, où l'appui de tous est nécessaire, il convient que chaque ordre prenne position avec netteté ».

LETTRE DE LA NOBLESSE AUX CARDINAUX Le résultat des délibérations qui suivirent fut condensé dans trois lettres envoyées à Rome et datées du même jour. Les nobles manifestèrent leur animosité contre le pape en affectant de ne pas s'adresser à lui. C'est à « honorables pères lors chiers et anciens amis » du Sacré-Collège qu'ils firent connaître leurs sentiments ². Après avoir rappelé quels liens unissent « d'ancienneté » le royaume au Saint-Siège, les « grans miseres, les peines et les travaux » que leurs « antecessours » et plusieurs d'entre eux « ont souffert, souffrent et souffriront tousiours en l'honneur de celui qui pour nous

(1) C'est surtout par la lettre du clergé au pape que nous connaissons ce qui se passa à cette assemblée.

(2) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 60-62.
Martin. — I.

souffrit passion et mort », ils prient les cardinaux de ne point tolérer que cette union « se demenuise et defaille » par la « male volenté », par les « torcionnières et desrenables entreprises de celui qui en present est ou siege du gouvernement de l'Eglise ». Ils leur exposent donc les « outrageuses nouvelletez » qu'il s'est permises contre « nostre tres chier et redouté Seignour, Phelippe, par la grace de Dieu Roy de France »¹. Si elles étaient « poursuivies, l'unitez et l'amitiez devandites se deferoient et desioinderoient », car eux-mêmes ne les toléreraient à aucun prix, « pour peine, perte ne meschief que souffrir en deussiens, en personnes, en enfants, en heritages ne en autres biens ». Dans ses dernières lettres, en effet, Boniface a osé prétendre que le royaume de France « que nostre sire li Roy et li habitans du royaume ont tousiours dit estre soubget en temporalité de Dieu tant seulement, si comme c'est chose notoire à tout le monde », devait être soumis « à luy temporellement » et que le roi « de luy le devoit et doit tenir ». Non content de cette affirmation de principe, il a « fait appeler les prelates, les docteurs en divinité, les maistres en canons et en lois dudit royaume de France, pour amander et corriger les excès, les griefs, les oppressions et les dommages que il dit par sa volenté estre faits par nostre sire le Roy, par ses menistres et par ses baillifs, as prelates, as eglises, as personnes des eglises, a nous, aux universitez et au peuple dudit royaume ». Comme si les intéressés le lui avaient demandé ! Ni la noblesse ni le peuple ne veulent avoir « ne correction ne amende sur les choses devant dites par luy, ne par s'autorité, ne par son pouvoir, ne par autre, fors que par ledit nostre sire le Roy ». D'ailleurs, Philippe avait songé lui-même à des mesures de réforme, il allait les exécuter, mais en présence de l'attitude de Boniface il les diffère, car « il ne veult mie que il apere que il le face par cremeur, ou par commandement, ou par correction de luy ou d'autrui ».

Mais que fait-il donc, de son côté, celui qui s'érige ainsi en redresseur de torts ? Il donne les bénéfices du royaume par « ordenances de volenté », au prix de « grandes quantitez et sommes d'argent ». Pour se libérer, les promus doivent rançonner « li menus peuples ». Et que sont-ils, souvent, ces favoris de Boniface ? Des « personnes mescogneuës, et aucunes souspeçonneuses », parfois des enfants, gens « qui de nul benefice d'Eglise tenir ne sont dignes et qui nulle residence ne font es églises où ils ont les benefices, ne ia ni entrèrent ». De telles

(1) Ce n'est pas sans intention que les nobles emploient ici cette expression. D'origine fort ancienne (cf. P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. I, p. 271-274), elle n'avait guère eu jusque-là qu'une « valeur de pieuse reconnaissance » ; c'est de ce moment que date son acception politique : on entend lui faire signifier que le roi ne reconnaît aucun autre supérieur que Dieu. E. PERROT, *Précis élémentaire d'histoire du droit français*, 1932, p. 420.

pratiques engendrent les plus déplorables conséquences : les églises sont « defraudées de leur service », les dernières volontés des fondateurs « anientis » ; les « aumosnes sont laissiees, pitié arrière mise, et les bienfaicts soubstraits, qui aux églises souloient estre faits ; et les églises en sons si abaissiées et decheuës que a peine y a nuls qui les desservent ». Les prélats n'ont plus possibilité de pourvoir les « nobles clerks et autres bien nez et bien lettrez ».

Comment ne pas mentionner encore les « pensions nouvelles », les « services outrageous et desaccoustumez », les « exactions et extorsions diverses » dont « cil qui a present siet ou siege du gouvernement » grève les églises, les « dommageuses nouvelletez » qu'il y introduit, au point d'ôter « a souverains prelats li pooirs de faire ce qui a eux de leur office appartient »¹.

Mais cela ne lui « souffist mie ». Il prétend interdire l'exercice de droits qui appartiennent au roi et à la noblesse à titre de fondateurs. « Les collacions des benefices que nostre sire li Roys et nos antecessours ont fondez, et a li et a nous appartiennent, et ont de tout temps appartenu a li et a nos devanciers et est accoustumé a appartenir², il nous empesche et les veut adioster et traire devers li par grant convoitise, pour plus grans exactions et plus grans services atraire a luy ». Ils ne consentiront jamais à se laisser ainsi dépouiller, « pour meschief nul qui nous puisse avenir ». Et si, par impossible, quelques-uns d'entre eux toléraient ces empiétements, le roi « ne le soufferoit mie ne li commun peuples dudit royaume ».

Boniface prétend que sa bulle a été rédigée « du conseil de ses frères ». Ils ne peuvent croire que les cardinaux aient donné leur assentiment à « si grans erreurs et si folles entreprises ». Ils les prient donc de vouloir bien « tel conseil mettre et tel remede, que ce qui est par si legier et si desordenné mouvement commancié soit mis a bon point et a bon estat ». Et enfin cet avertissement final : « Soyez certain que ne pour vie ne pour mort nous ne departirons ni ne veons a partir de ce procez ». Cette lettre était signée, au nom de toute la noblesse, et « pource que trop longue chose et chargeans serait se chascun de nous metteroit scel », de trente-deux des plus grands noms de France.

LE TIERS-ÉTAT Nous n'avons pas la lettre du Tiers-État, également adressée aux cardinaux. La teneur devait en être sensiblement analogue, à en juger par la réponse du Sacré-

(1) Allusion à l'interdiction que Boniface avait faite aux évêques de se choisir des coadjuteurs, ce choix étant rangé par lui parmi les *causae majores*, réservées au pape ; cf. *Corpus juris canonici*, *Sexti decretal.*, l. III, tit. v, *de clerico aegrotante vel debilitato*, c. unic., col. 1034.

(2) On remarquera le grand rôle joué par la coutume dans l'argumentation de Philippe le Bel et de ses partisans. Voir ce que nous avons dit p. 79-81.

Collège aux « maires, échevins, jurats, consuls et toutes universités, communes et communautés des cités et villes du royaume de France » ¹.

LETTRE DU CLERGÉ AU PAPE

La situation des représentants du clergé était plus délicate. Évidemment, ils ne pouvaient entrer avec le pape en lutte ouverte. Ils s'en tirèrent de façon assez politique : ils firent à Boniface le récit fidèle et circonstancié de ce qui venait de se passer à l'assemblée, sans rien omettre de l'argumentation de Pierre Flotte ni de la requête de Philippe le Bel ². La noblesse et les députés des communes, expliquèrent-ils, se sont retirés pour délibérer ; à leur retour, ils ont loué le roi de ses intentions, lui ont adressé d'unanimes remerciements et lui ont promis de le soutenir de leurs personnes et de leurs biens, jusqu'à la mort, ajoutant même qu'ils ne souffriraient pas qu'il cédât, si, par impossible, l'idée lui en venait. Quand est arrivé notre tour de nous prononcer, nous avons demandé un délai et représenté de notre mieux que Votre Sainteté n'avait certainement pas voulu attenter à l'honneur du roi et qu'il fallait maintenir l'union avec l'Église romaine. On nous a refusé le délai, et l'on nous a dit ouvertement que quiconque ne partagerait pas l'opinion générale serait tenu pour ennemi déclaré du roi et du royaume. En grande perplexité, considérant que, si le roi et les barons étaient mécontents de notre réponse, d'innombrables maux et scandales s'ensuivraient, et notamment la perte irréparable de la dévotion et obéissance des laïcs, nous nous sommes déclarés prêts à défendre, par nos conseils et nos actes, la personne du roi, sa famille, ses biens et sa liberté, ainsi que les droits du royaume, comme nous y étions tenus au titre de nos fiefs et en vertu de notre serment.

Soucieux d'obéir aux volontés du Saint-Père, ajoutaient-ils, ils ont demandé l'autorisation de se rendre à Rome ; mais on leur a répondu qu'on ne les laisserait partir à aucun prix. Ils adjuraient donc le pape, « des sanglots dans la voix » et en lui traçant le lugubre tableau des maux qui suivraient inmanquablement une rupture, de consentir, dans sa « clémence paternelle », à rapporter le décret les appelant au concile.

Cette lettre, entortillée dans la forme, habile au fond, était assez dans la manière traditionnelle du clergé, lorsqu'il se trouvait pris entre deux feux : payer le pape de belles paroles et suivre le parti du roi, en s'excusant sur la nécessité. Ni Hincmar de Reims, ni Yves de Chartres n'auraient refusé de la signer ³.

(1) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 71.

(2) *Ibid.* p. 67 et suiv.

(3) Cf. ci-dessus, p. 53 et p. 105.

ORDONNANCE DU 10 AVRIL Les États du 10 avril 1302 trouvèrent leur complément dans une ordonnance interdisant à tout Français de sortir du royaume, à pieds ou à cheval, par terre ou par mer, à moins d'être marchand ou courrier de marchand. Les contrevenants se verraient saisis de corps, leurs biens confisqués, et le roi les tiendrait pour ennemis personnels, objets de son indignation¹. Inutile de remarquer que cette mesure était dirigée contre les ecclésiastiques tentés d'obéir à la convocation pontificale.

(1) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 86.

CHAPITRE V

LA BULLE « UNAM SANCTAM »

RÉPONSE DU PAPE AU CLERGÉ

Les premiers mots de la réponse de Boniface au clergé, *Verba delirantis filiae*¹, laissent deviner le ton du document. Le pape ne voit qu'une excuse à la façon lamentable dont les prélats se sont conduits : les calomniateurs étaient tellement pressés de « cracher leur venin » que le temps manquait aux autres de placer un mot. Mais c'est bien en vain qu'ils essayent d'« ériger une chaire » contre le vicaire de Jésus-Christ. Le premier Lucifer a été précipité à terre ; le second le sera de même, quelle que soit sa puissance.

DES CARDINAUX A LA NOBLESSE ET AU TIERS

Dans leurs lettres à la Noblesse et au Tiers-État, datées du 26 juin², les cardinaux se solidariserent avec le pape et se montrèrent particulièrement choqués que leurs correspondants eussent affecté de refuser à Boniface les titres auxquels il avait droit et ne l'eussent désigné que par des « circonlocutions irrévérentieuses ».

§ 1. — Consistoire de juillet 1302.

Pour le reste, toute la substance de ces divers écrits se retrouve, abondamment développée, dans deux discours prononcés en consis-

(1) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 65. Le P. DENIFLE, *Chartularium Univ. Paris.*, t. II, p. 100, n° 630, fait des réserves sur l'authenticité de ce document, dont il ne trouve pas le style conforme à celui qu'emploient les autres papes et même Boniface (*cum dicendi ac scribendi genus in eadem cum genere a Bonifacio aliisque pontificibus adhibito non congruunt*). Un passage de cette lettre, il est vrai, n'est guère dans le ton des actes de chancellerie. Boniface y injurie Pierre Flotte, faisant état qu'il était borgne : *Nec latet Sedis Apostolicae notitiam quae et quanta fuerint in eadem concione narrata, et praecipue quae Belial ille Petrus Flote, semivident corpore, menteque totaliter excaecatus... etc.*. Mais ces invectives étaient assez, au contraire, dans la manière de Boniface. On verra un peu plus loin qu'il use de ces mêmes expressions en consistoire. Prétendra-t-on que le faussaire, justement, a pris dans le discours du pape la matière de sa prétendue lettre ? Que l'on se reporte, alors, à celle que le pape écrivait à l'évêque de Florence et à l'inquisiteur de Toscane, le 15 mai 1300, à propos des mauvais traitements des Florentins à l'égard de quelques protégés du Saint-Siège. Boniface y prend notamment à partie un certain Lapo Saltarelli : *Quid igitur dictus Lopus, qui vere dicendus est lapis offensionis et petra scandali, in caninos latratus prorupit, detrahendo tradite nobis a Deo plenitudine potestatis ?* J. SCHWALM, M. G. H., *Leges*, sect. IV, *Constitutiones et acta*, t. IV, 1^{re} partie, p. 85. Le ton ne diffère guère.

(2) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 63 et 71.

toire, quelques semaines plus tard. C'est leur texte qu'il faut surtout lire pour connaître la réaction de Boniface ¹. Des mandataires du clergé de France étaient alors en curie ²; ils assistèrent à ce consistoire et purent faire au roi le rapport fidèle de ce qu'ils y avaient entendu.

DISCOURS DU CARDINAL D'AQUASPARTA Le premier orateur, le cardinal Mathieu d'Aquasparta, prit pour texte les paroles de l'Éternel au prophète Jérémie, que Boniface, au grand scandale de la cour de France, s'était appliquées à lui-même dans la bulle *Ausculta, fili* : « voilà que je t'ai établi sur les rois et les royaumes, pour que tu arraches et que tu détruises, que tu dissipas et que tu disperses, que tu bâtisses et que tu plantes ». Il rappela les nombreuses plaintes venues de France contre le roi, l'examen minutieux de la bulle en consistoire, avant de l'expédier, l'unanimité des cardinaux à en approuver les termes. Il s'éleva contre l'interprétation qu'on en avait donnée. On a prétendu, dit-il, que le roi de France tenait son royaume de l'Église romaine : cela n'a jamais été écrit ; l'archidiacre de Narbonne ne l'a pas dit de vive voix. Pour accuser le pape, on s'est appuyé sur une autre lettre. D'où vient-elle ? En tout cas elle ne sort pas de la chancellerie pontificale. Le texte envoyé n'était que douceur et charité. Mais voilà : Absalon avait auprès de lui Achitophel, qui l'excitait à usurper le trône de son père. A Paris aussi, il y a un Achitophel, acharné contre sa mère la sainte Église. Et pourquoi incriminer le pape d'avoir convoqué les évêques de France ? Ne sont-ils pas dévoués à leur prince, comme à la prunelle de leur œil ? Quant aux bénéfices, qu'a-t-on à protester ? Il est incontestable que les laïcs n'ont aucun droit de les pourvoir. « Je ne sais si le roi a quelque privilège à ce sujet, mais il ne peut l'avoir qu'en vertu d'une délégation (*ministerialiter*) ».

AFFIRMATION DU DOUBLE POUVOIR Passant ensuite aux pouvoirs du pape, l'orateur fait une allusion transparente à la prétendue réponse de Philippe le Bel ³. « Je vais énoncer une très grosse sottise (*maximam fatuitatem*), mais je tiens pour vérité, et je le défendrais contre tout l'univers, que le souverain Pontife possède la plénitude de la puissance. Le Christ était maître

(1) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 73-79.

(2) Les historiens parlent généralement d'eux comme d'ambassadeurs du roi de France. Il nous semble qu'il y a là une inexactitude. Le discours de Boniface laisse entendre qu'il s'agit de la délégation chargée par le clergé d'apporter la lettre du 10 avril et d'en soutenir de vive voix les requêtes : *Quantum ad vocationem praelatorum, respondemus vobis qui pro ipsis venistis...*, p. 79.

(3) *Sciat maxima tua fatuitas...*

de tout ; or il a légué son pouvoir à saint Pierre et à ses successeurs. Il a dit : pais mes brebis, non pas telles ou telles ; et : je te donne les clefs du royaume des cieux. Ceux qui soutiennent le contraire profèrent une hérésie. Dans l'univers il doit y avoir un seul souverain, comme dans une famille il n'y a qu'un *paterfamilias*, dans un navire qu'un capitaine : autrement ce serait l'anarchie ; un corps avec deux têtes serait un monstre. Quiconque n'entra pas dans l'arche, où Noé seul commandait, périt par le déluge. Dans l'Église, qui est l'arche du Christ, hors de laquelle personne ne se sauve, il n'y a également qu'un seul commandant, un seul chef à qui tous doivent obéir : le pape ; il est le maître des choses temporelles et spirituelles, il possède le pouvoir dans sa plénitude ». Reprenant la vieille image des deux luminaires, le soleil qui donne la clarté et la lune qui la reçoit : l'exercice, dit-il, l'usage du pouvoir temporel appartient à l'empereur et aux rois, non pas au pape ; mais le pape a ce pouvoir *de jure*, en qualité de vicaire du Christ ; il peut intervenir en toute affaire temporelle, *ratione peccati*.

DISCOURS DU PAPE

Boniface prit ensuite la parole, avec la violence qui était dans sa manière. Il débuta par ces mots de l'Écriture : « Ce que Dieu a uni, que l'homme ne le sépare pas ». Qui est-ce, l'« homme » ? Le mot a bien des sens, dans les écrits sacrés. Quelquefois il désigne le diable. Nous le prendrons dans cette acception. « L'homme diabolique, Achitophel, moitié fiel et moitié vinaigre¹, c'est Pierre Flotte, que Dieu a commencé de punir en l'éborgnant d'un œil et dont l'esprit est totalement aveugle. Depuis qu'il est au conseil, le roi et le royaume de France n'ont fait que courir de mal en pis ». Il a des satellites : le comte d'Arras, « autrefois notre ami, mais plus maintenant ; tout le monde sait ce qu'il est », et le comte de Saint-Pol. « Nous voulons que cet Achitophel, que ce Pierre Flotte soit puni au spirituel et au temporel ; mais nous prions Dieu qu'il nous réserve de le punir nous-même comme il le mérite ». La lettre que nous avons écrite, dont nous avons pesé tous les termes avec nos frères, il l'a falsifiée ou il en a fabriqué une fausse ; la vraie, on ne l'a pas montrée aux prélats et aux barons. « Il nous a fait dire que le roi devait reconnaître tenir de nous son royaume. Voilà quarante ans que nous pratiquons le droit et nous savons qu'il y a deux puissances ordonnées de Dieu ; qui donc pourrait croire qu'une telle sottise (*fatuitas*), une telle folie, a hanté notre cerveau ? Nous ne vou-

(1) Boniface joue ici sur l'étymologie fantaisiste qu'il donne du nom d'Achitophel : *acetum* et *fel*.

lons pas usurper la juridiction du roi, mais le roi ne peut nier qu'il nous soit soumis, comme tout autre fidèle, *ratione peccati* ».

Quant aux bénéfices, leur collation n'appartient pas aux laïcs ; s'ils les pourvoient, ce n'est qu'en vertu de notre consentement, exprès ou tacite. Si nous avons commis des excès, nous sommes prêt à nous soumettre au jugement des cardinaux et des évêques, nos frères. Bien mieux : que le roi désigne des barons qui ne soient pas des suppôts du diable, mais des hommes de bien, le duc de Bourgogne, par exemple, ou le comte de Bretagne. Qu'ils disent si nous avons commis des abus, nous les réparerons.

MENACES Mais que Philippe prenne garde de nous pousser à bout : nous lui répondrions suivant sa folie. « Nous le disons hardiment : sans nous, il tiendrait à peine le pied à l'étrier. Il avait contre lui les Anglais, les Allemands, presque tous ses grands feudataires. Il a triomphé de tous. Grâce à qui ? A nous... Nous savons les secrets du royaume, rien ne nous échappe, nous avons tout touché du doigt. Nous connaissons les sentiments que les Allemands, les gens de Languedoc et de Bourgogne nourrissent pour les Français ; ils leur disent ce que saint Bernard disait aux Romains : comme vous n'aimez personne, personne ne vous aime ». Si le roi ne vient pas à résipiscence, s'il s'entête à empêcher les prélats de partir, nous le châtierons. « Nos prédécesseurs ont déposé trois rois de France¹ : c'est écrit dans les chroniques et, pour l'un d'eux, dans les recueils de canons. Quoique nous n'arrivions pas à la cheville de nos prédécesseurs, comme Philippe a commis ce que ces rois avaient commis, et davantage encore, nous le déposerons comme un valet (*garcionem*) ».

**MAINTIEN DU CONCILE
CONVOQUÉ POUR LA TOUSSAINT** Puis se tournant vers les ambassadeurs du clergé français : « Quant à la convocation des prélats, pour quoi vous êtes venus, nous ne la révoquerons ni ne la différerons ; nous la confirmons, au contraire, la renforçons et la renouvelons. S'ils ne peuvent pas venir à cheval, qu'ils viennent à pieds. Que n'avons-nous pu convoquer l'univers entier ! Mais nous nous sentons affaibli, nous sommes vieux : nous n'appelons donc pas d'étrangers, seulement des hommes dévoués au roi et au royaume, à ce royaume désolé entre tous, qui n'a plus rien de sain, depuis la plante des pieds jusqu'au sommet de la tête. Ceux qui ne viendront pas,

(1) A part Childéric III, à la déposition duquel le pape Zacharie donna un avis favorable et que les barons francs remplacèrent par Pépin le Bref, on ne voit pas très bien de qui Boniface veut parler.

nous les déposerons. Bien mieux ; qu'ils le sachent dès maintenant : s'ils font défaut sans excuse légitime, ils sont déposés *ipso facto*. Demain, vous vous présenterez devant nous et nos frères en consistoire. Si vous voulez dire quelque chose, nous l'entendrons volontiers et l'on vous remettra vos sauf-conduits. En ce qui nous concerne, vous avez notre réponse ».

APPARENTE CONTRADICTION. A première vue, l'attitude de Boniface VIII, dans cette question du pouvoir temporel, peut paraître assez ambiguë.

SENS DU MOT « TENIR »

S'il prétend bien, ce dont on ne peut guère douter d'après les termes de la bulle *Ausculat, fili*, et les paroles prononcées par le cardinal d'Aquasparta, être le supérieur du roi de France, pourquoi ces énergiques dénégations ? Si l'on y regarde d'un peu près, l'on se rendra facilement compte qu'elles portent sur l'emploi du mot *tenir*. Le pape s'était gardé de l'insérer dans son texte. Or c'est justement l'expression que lui prêtent Philippe le Bel et ses légistes et qui choqua si fort les membres de l'assemblée parisienne du 10 avril 1302. C'est contre son usage tendancieux que le pape s'insurge. Ce terme appartenait, en effet, à la langue féodale. Il impliquait l'idée de dépendance de vassal à suzerain. En l'employant devant les États généraux, Pierre Flotte et son maître laissaient entendre qu'aux yeux de Boniface les liens qui unissent le pape au roi de France ne diffèrent pas des liens qui unissent le roi à ses feudataires. « De qui tenez-vous vos fiefs ? » avait demandé Philippe. « Nous les tenons du roi ». Mais le roi, avait-il répliqué, « ne tient son royaume que de Dieu ». Grâce à cet abus de vocabulaire, on transportait sur le terrain féodal des prétentions que le pape émettait au nom de la théologie.

BONIFACE EXCLUT
LA SUBORDINATION FÉODALE

Les protestations de Boniface doivent être entendues dans ce sens : jamais il n'a dit que Philippe le Bel était son vassal, qu'il lui devait l'hommage ou le tribut. Au Moyen Age, surtout vers la fin du XI^e siècle, des villes, des seigneuries, des royaumes s'étaient « recommandés » à saint Pierre, s'étaient mis sous sa « main-bour » (*mundeburdium*). En vue d'obtenir la protection de l'Apôtre, ils lui avaient transféré le domaine éminent sur leur territoire et étaient censés tenir de lui le domaine utile. Pratiquement, rien n'était changé, mais ils s'assuraient, contre toute agression éventuelle, l'appui des censures pontificales : saint Pierre, par l'organe de son représentant, saurait, à l'occasion, défendre son bien. Le mot de vasselage ne figurait pas dans les chartes dressées à cet effet ; en réalité, c'était assez

exactement des relations de vassal à suzerain qui se nouaient ainsi. Comme symbole de dépendance, les territoires protégés payaient à Rome le *cens*. Les villes de Barcelone et de Tarragone, par exemple, le duché de Bohême et le comté de Provence, les royaumes de Hongrie, de Pologne, des Deux-Siciles, d'Aragon, etc., avaient noué avec le Saint-Siège des relations de cette nature¹. Boniface VIII se défend d'avoir jamais prétendu que tel fût aussi le cas de la France.

*MAIS IL MAINTIENT LA DÉPENDANCE
TEMPORELLE DU ROI A SON ÉGARD*

En revanche, il reprend à son compte toutes les conceptions de ses prédécesseurs sur leur puissance vis-à-vis des princes. Il n'y ajoute aucun élément nouveau, mais il les synthétise, pour ainsi dire. La théorie de Grégoire IX et d'Innocent IV, sur le pape dépositaire des pouvoirs temporel aussi bien que spirituel, parce que le Christ, dont il est le vicaire, était à la fois pontife suprême et roi universel, il l'amalgame avec l'idée de surintendance morale, inhérente à la fonction de représentant de Dieu, sur quoi la papauté s'était exclusivement appuyée jusqu'au XIII^e siècle pour réprimer les abus. Il invoque la *ratio peccati*, dont nous avons dit qu'elle pouvait légitimer éventuellement toute incursion dans le domaine politique ; mais il veut aussi que les rois ne mettent pas en doute la possession transcendante qu'il a du pouvoir temporel, alors qu'eux-mêmes, simples usufructiers, n'en ont reçu que l'exercice. Son droit d'intervenir dans le gouvernement de l'État, il le fonde donc sur une double assise, dont il n'a cependant établi lui-même ni l'une ni l'autre.

PRÉCISION DE LANGAGE CHEZ LE PAPE

Ce faisant, Boniface avait la conviction de rester sur un terrain solide et il réagit violemment quand on fait entendre qu'il en sort. Ce souci de ne point se laisser entraîner hors des considérations théologiques apparaît déjà en 1298. Les ambassadeurs du comte de Flandre lui représentaient qu'il était « souverain dou Roy de France ». L'expression pouvait prêter à une équivoque : il tient à l'éclaircir. Il précise donc qu'il n'est point « prins orendroit » de Philippe le Bel ; mais il ajoute qu'il est cependant son souverain, « en esprituel et en temporel »². Il ne nous semble pas que l'on ait relevé cette distinction : elle explique la contradiction que l'on peut être tenté de voir

(1) P. FABRE, *Étude sur le Liber censuum de l'Église romaine*, passim.

(2) « Li papes respondit tantost tèle response que c'estoit a lui mettre ou content contre le roy de France, dont il n'estoit mie prins orendroit, mais bien estoit voir que souvrains estoit-il dou roy de France, en esprituel et en temporel ». KERVYN DE LETTENHOVE, *loc. cit.*, p. 43.

dans l'attitude du pape : il n'est point prince, à proprement parler, suzerain féodal, ou possesseur d'un domaine éminent sur la France en vertu de la *commendatio* ; en ce sens, le roi ne « tient » pas de lui ; mais il n'en est pas moins souverain comme pape, vicaire de Jésus-Christ, à qui toute la terre appartient.

CONFUSION CHEZ LES GENS DES ÉTATS Si les légistes de Philippe le Bel, dont plusieurs, du reste, étaient clercs, saisissaient aisément ces distinctions, elles étaient trop subtiles pour la majorité des nobles et des représentants du Tiers État. Aussi bien, quelle importance pratique avaient-elles ? Une supériorité politique, donnant au pape le droit de contrôler et de réformer le gouvernement royal, ne pouvait être acceptée, sur quelque argument qu'elle se fondât. Dès lors, pour amener les États généraux à la repousser, il s'agissait de la leur exposer dans un langage qu'ils comprissent : il fallait qu'ils pussent répondre, élargissant la vieille formule¹ : « li roy ne tient de nulluy, fors de Dieu et de luy ».

DÉFAITE DE COURTRAI Boniface priait Dieu de lui réserver le châtiement de l'« Achitophel » parisien ; Dieu ne l'exauça point. A l'heure où le pape traînait aux gémonies l'« homme diabolique », Pierre Flotte avait déjà trouvé la mort, avec une partie de la noblesse française, sur le champ de bataille de Courtrai (11 juillet 1302). Ce jour-là, l'armée de Philippe le Bel avait été défaite, l'orgueil national durement atteint. « Des milliers de cavaliers culbutèrent dans les fossés... Pas de prisonniers. De mémoire d'homme, jamais bataille si sanglante, jamais déconfiture si complète n'avaient eu lieu... L'impression causée par ce mémorable échec fut profonde des deux côtés, et dans tout l'Occident »².

CONTRE-COUP SUR LES DISPOSITIONS DES PRÉLATS Les dispositions du clergé s'en ressentirent. Voyant le roi trop affaibli pour les épauler efficacement, les prélats n'osèrent plus résister aux ordres de Boniface. Le concile convoqué pour la Toussaint s'ouvrit au jour fixé. Quatre archevêques français y assistèrent en personne, trente-cinq évêques, les abbés de Cluny, de Cîteaux, de Marmoutiers, de Prémontré, de Beaulieu et de la Chaise-Dieu³. Les actes de cette assemblée sont perdus. Rien ne laisse supposer que le pape y ait arrêté les mesures qu'il

(1) Nous avons vu plus haut, p. 145, quel était son sens primitif.

(2) Ch. V. LANGLOIS, *loc. cit.*, p. 304.

(3) La liste des prélats et abbés présents au concile est donnée par P. DUREUX, *loc. cit.*, p. 86.

envisageait touchant le gouvernement du royaume. Sans doute, les prélats l'en dissuadèrent-ils. Mais il sortit de là le plus célèbre des manifestes où se soit étalée, au Moyen Age, la doctrine de la suprématie pontificale.

§ 2. — Caractère et suites de la bulle « Unam sanctam ».

PORTÉE GÉNÉRALE Ce qui caractérise, dans ce genre de littérature, la bulle *Unam sanctam*¹, du 18 novembre 1302, c'est d'être une décrétale à portée générale, non pas un écrit de polémique adressé à tel destinataire. En outre, elle revêt un aspect dogmatique et s'achève sur une « définition ». Pour le fond, elle ne contient rien qui ne se trouve dans des documents antérieurs et notamment dans la bulle *Eger cui levia* d'Innocent IV². Presque tous les arguments qu'elle utilise, et condense dans de vigoureux raccourcis, nous les avons déjà rencontrés : impossibilité pour un corps d'avoir plusieurs têtes, sous peine d'être un monstre, absence de toute restriction dans l'ordre donné par le Christ à saint Pierre de paître agneaux et brebis, sens mystique des deux glaives, dont l'un est tiré par l'Église et l'autre pour elle et sur son ordre, application au pape de l'oracle de Jérémie : « voici que je t'ai établi sur les rois et les royaumes », d'où il résulte que le sacerdoce « institue les rois » et qu'il peut les juger, s'ils se conduisent mal. La finale est à citer : « En conséquence, nous déclarons, disons, définissons et prononçons qu'il est absolument de nécessité de salut, pour toute créature humaine, d'être soumise au Pontife romain ».

VALEUR DOGMATIQUE C'est un lieu commun, pour les canonistes et les théologiens, que le seul dispositif de ce texte, et non point les développements qui l'annoncent, engage l'autorité dogmatique de l'Église. Il faut en prendre les termes, suivant l'expression consacrée, « tels qu'ils sonnent ». Dans ces limites, la formule bonifacienne n'offre rien d'incendiaire, car la « soumission » dont il s'agit reste dans une assez prudente généralité³. Ce document doit son exceptionnelle fortune à son caractère d'universalité, à sa forme concise et ramassée, qui le rend beaucoup plus facilement utilisable que ses filandreux antécédents. Les circonstances où il parut

(1) G. DIGARD, *loc. cit.*, n° 5382, t. III, col. 888 ; P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 54. Cette bulle a été insérée dans le *Corpus juris canonici, Extravagantes communes*, l. I, tit. VIII, de *majoritate et obedientia*, c. 1, col. 1245.

(2) Voir plus haut, p. 123.

(3) Voir la glose détaillée de la bulle dans J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 79-85 ; pour sa portée dogmatique, *ibid.*, p. 85-87.

lui assurèrent l'attention. On ne cessa de le gloser ; gallicans et ultramontains, défenseurs et adversaires de la papauté, l'ont pris comme arme de combat. Cependant, pour qui étudie, comme nous essayons de le faire ici, l'histoire des libertés de l'Église gallicane, son importance est loin d'égaliser celle de la bulle *Ausculat, fili*. Cette dernière mit le feu aux poudres, déclencha la lutte au bout de laquelle s'affirma définitivement l'indépendance absolue du roi de France en matières temporelles. Le rôle pratique de la bulle *Unam sanctam* nous apparaît, au contraire, médiocre. Plus tard seulement elle prit la vedette, mais dans une littérature spéculative dont la royauté française n'eut pas grand'chose à craindre.

MAINTIEN DES RAPPORTS
ENTRE ROME ET PARIS

Bien que Philippe le Bel eût interdit le départ des prélats pour Rome et ordonné, par la suite, de saisir les biens des contrevenants¹, il n'avait pas rompu toutes relations avec le pape. Une ambassade se trouvait même à Rome au moment du concile, conduite par l'évêque d'Auxerre, Pierre de Mornay². Les revers militaires, les besoins d'argent qui en résultaient, obligeaient le roi à manœuvrer. Mornay s'efforça de persuader Boniface des bonnes dispositions de son maître. Charles de Valois, duc d'Alençon, frère de Philippe, travailla dans le même sens. Depuis un an il était en Italie, à la tête d'une armée française, pour protéger les possessions du Saint-Siège³ : le pape ne pouvait guère rester sourd à son intercession⁴. Il se décida donc à une démarche qui devait être, dans sa pensée, décisive. Il dépêcha à Paris le cardinal Jean Le Moine, porteur d'un ultimatum en onze articles. Si Philippe donnait satisfaction sur tous les points, ce serait de nouveau l'amitié ; sinon, le pape recourrait, pour le réduire, à tous les moyens opportuns, « spirituels et temporels »⁵.

LÉGATION DU CARDINAL LE MOINE

On a diversement interprété l'attitude du roi de France en cette occasion. Certains historiens, s'étonnant de le voir patiemment dis-

(1) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 83.

(2) L'évêque d'Auxerre avait pour mission de signifier à Boniface que le roi de France ne reconnaissait plus son arbitrage entre lui et le roi d'Angleterre, E. BOUTARIC, *Notices et extraits de documents inédits relatifs à l'histoire de France sous Philippe le Bel*, n° 16, p. 145. Cf. P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 84.

(3) Cf. Ch. V. LANGLOIS, *loc. cit.*, p. 293.

(4) Le duc de Bourgogne avait également demandé à trois cardinaux, Mathieu Orsini, Pierre Duraguerra di Piperno et Robert de Pontigny, d'intervenir auprès du pape en faveur de Philippe le Bel ; mais il semble bien qu'ils n'aient pas osé faire cette démarche. Voir leurs réponses dans P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 80 et 82.

(5) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 90-92 ; la menace fait l'objet d'un douzième article : *Item expresse denuntiandum est Regi... quod si Rex praedicta non correxerit et emendaverit... taliter quod Nos et Apostolica Sedes merito contentemur... ex tunc Nos et Sedes eadem super praemissis providebimus, statuendo, declarando et procedendo spiritualiter et temporaliter, prout et quando videbimus expedire.*

cuter point par point des exigences qui devaient plutôt lui paraître insolentes, ont cru qu'à ce moment la politique parisienne, privée de Pierre Flotte, était désorientée¹. D'autres n'ont retenu que le vague des réponses royales². Peut-être conviendrait-il de faire sa part à la personnalité du négociateur pontifical. Si Jean Le Moine avait la confiance de Boniface, lui-même tenait le pape, ce n'est guère douteux, en piètre estime. Il parla de sa conduite et de ses « hérésies », soit au roi, soit à d'autres, assez librement³. Connaissant l'attachement du cardinal au royaume, on lui facilita extérieurement sa mission, sans toutefois rien céder d'essentiel. Les égards furent pour lui ; on paya de mots son maître⁴.

Le pape entendait que l'on révoquât les ordonnances interdisant d'aller à Rome et que l'on rendît aux prélats venus au concile de la Toussaint leurs biens séquestrés. Philippe ne se souciait pas de nourrir trop longtemps la rancune d'une partie de son épiscopat. Ce qui était fait était fait et il n'ignorait pas que, si des évêques avaient transgressé son ordre, ils avaient, cependant, plaidé pour lui. L'occasion s'offrait de leur rendre son amitié, il la saisit ; mais il se garda de rapporter les ordonnances. Elles ne visaient pas, dit-il, le voyage de Rome ; l'interdiction de passer la frontière était générale, motivée par la révolte des Flandres et les tumultes du royaume. Par égard pour le Saint-Siège, toutefois, il donnerait main-levée aux prélats désobéissants. Pour le reste, d'opportunes réserves enlevaient tout danger, mais aussi toute valeur, aux accords de principe. Boniface exigeait la reconnaissance formelle de son pouvoir suprême sur la collation des bénéfices, avec l'aveu qu'aucun laïc ne pouvait en conférer sans son agrément ; la déclaration, également formelle, qu'on admettait son droit d'envoyer partout des légats, sans l'assentiment préalable des gouvernements et nonobstant toute coutume contraire ; qu'on admettait, de même, son pouvoir d'imposer sur les églises tout tribut qu'il lui plaisait, alors que les laïcs n'avaient aucun titre à rien exiger d'elles. Philippe répond qu'il ne veut, certes, rien innover à propos des bénéfices, qu'il fera seulement ce qu'ont fait ses prédécesseurs, saint Louis entre autres, depuis un temps immémorial ; qu'il n'empêchera pas les nonces d'entrer librement dans le royaume, à moins toutefois, bien entendu, qu'ils ne soient personnellement suspects ou qu'il y ait quelque autre juste raison ; que sur le fait des

(1) Ch. V. LANGLOIS, *loc. cit.*, p. 155.

(2) HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VI¹, p. 434.

(3) Déposition du cardinal Le Moine au procès de 1311, dans C. HÖFLER, *Rückblick auf P. Bonifacius VIII. und die Literatur seiner Geschichte*, p. 53.

(4) Le texte des réponses du roi se trouve dans P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 92-95.

taxes il se gardera de rien se permettre qui soit contraire au droit ou aux bonnes coutumes.

Le pape voulait la promesse que le roi ne saisirait plus de biens ecclésiastiques, hors les cas prévus par le droit, ni ne traînerait des clercs à son tribunal pour des causes personnelles, ni ne ferait sur eux d'enquêtes, sauf s'il s'agissait de fief, ni n'entraverait la juridiction spirituelle des prélats, spécialement sur les monastères, sous prétexte de garde ou protection royale. Là encore, une bonne restriction rendait la promesse illusoire. En matière de saisie, Philippe protestait ne pas vouloir sortir, en effet, des bornes du droit ; il n'obligerait des clercs à répondre devant son tribunal que dans les circonstances où ses prédécesseurs avaient usé de le faire ; il n'entraverait pas la juridiction des prélats, sinon dans les cas « qui lui appartiennent, de droit ou de coutume ».

Se plaignant de l'injure grave qu'on lui avait faite en brûlant ses lettres, scellées de son nom et de l'effigie des saints Pierre et Paul, le pape imposait l'envoi en curie d'un procureur qualifié pour justifier le roi ou accepter en son nom une pénitence appropriée. Sur ce point, la réponse du roi fut d'une rare impertinence, que déguisait mal une naïveté affectée. On a brûlé des lettres apostoliques ? Ah ! oui : c'est vrai. Dans un procès entre l'évêque de Laon et le chapitre d'une part, les échevins de l'autre, un rescrit papal accordait des juges ecclésiastiques ; mais l'évêque tenait à plaider devant le Parlement ; pour montrer qu'il renonçait au privilège du for, il a offert de détruire ce document. Mais sans intention injurieuse, bien sûr. Le bon apôtre ! L'idée ne lui vient pas qu'on lui parle de la bulle *Ausculda, fili* ¹.

PHILIPPE LE BEL EXCOMMUNIÉ Ces réponses, évidemment, ne pouvaient contenter Boniface. Dans des lettres du 13 avril 1303 à Charles de Valois et à l'évêque d'Auxerre ²,

(1) Boniface ne précisait pas, il est vrai, de quelle bulle il parlait. Voici son texte : *Item, quod cum praesentia dicti Regis, nec sicut potuit prohibentis, multis praesentibus Bulla nostra et litterae quibus erat appensa cum imaginibus beatorum Apostolorum Petri et Pauli et nomine nostro sculpto in ipsa combustae et consumptae fuerunt, in dictae Sedis contumeliam et contemptum, per procuratorem idoneum cum sufficienti mandato compareat coram nobis, suam si poterit innocentiam ostensurus, et nostris pariturus beneplacitis et mandatis.* Cette imprécision même prouve qu'il s'agissait d'un fait retentissant, dont on ne parlait point pour la première fois. Or dans aucun document de la controverse nous ne trouvons mentionné, comme grief, la destruction de la lettre adressée à l'évêque de Laon. En revanche, maintes fois le pape s'est plaint qu'on eût escamoté la bulle *Ausculda, fili*. Il ne savait pas, au juste, ce qu'on en avait fait, mais le bruit courait qu'on l'avait jetée au feu, en présence du roi. Boniface pouvait, en tenant le fait pour certain dans ses revendications, plaider le faux pour savoir le vrai. — Nous croyons qu'en réalité cette lettre n'avait pas été brûlée, et nous croyons aussi que Philippe comprit très bien ce dont il retournait. Il eût pu nier le fait, mais il lui eût été difficile de ne pas engager à ce sujet une controverse sur la substitution d'un faux texte à l'authentique. Il était plus habile de ne point paraître comprendre et, puisque le hasard le servait en lui fournissant une autre bulle, réellement brûlée, mais dont personne ne parlait, d'en profiter.

(2) G. DIGARD, *loc. cit.*, n° 5344, t. III, col. 845 ; P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 97.
Martin. — I.

il se plaint qu'on l'ait trompé sur les dispositions du roi. D'autres lettres, du même jour, au cardinal Le Moine, lui dictent sa conduite : il devra déclarer Philippe excommunié pour avoir empêché le libre accès des évêques vers le pape ; il fera publier cette sentence partout où il le jugera nécessaire et avertira tous les ecclésiastiques qu'ils encourent eux-mêmes l'excommunication, s'ils osent célébrer devant le roi ou lui administrer les sacrements¹. Il intimera, en outre, aux prélats qui n'ont point pris part au concile de la Toussaint l'ordre de comparaître devant le souverain Pontife dans les trois mois, sous peine de déposition et de privation *ipso facto* de toute dignité ou état ecclésiastique². Mais Philippe fit arrêter et jeter en prison le porteur de ces bulles, Nicolas de Bienfaite, archidiaque de Coutances et chapelain du cardinal légat. Il refusa de le relaxer à la demande de celui-ci et Jean Le Moine jugea prudent de reprendre le chemin de Rome³.

BONIFACE ET ALBERT D'AUTRICHE En déclarant le roi de France excommunié, Boniface réalisait sa menace de le frapper au spirituel. Déjà, il s'était préparé à l'atteindre également, comme il l'avait promis, au temporel. Reprenant la tactique qui lui avait réussi contre les Colonna, en 1297, il avait fait la paix avec Albert d'Autriche. Au consistoire du 30 avril 1303, où il reçut solennellement les ambassadeurs germaniques, il ratifia son élection comme roi des Romains et valida les actes accomplis par lui avant sa reconnaissance. Les paroles qu'il prononça à cette occasion éclairèrent ses arrière-pensées⁴. Ses prédécesseurs avaient admis que le roi de France ne reconnût aucun supérieur au temporel : rompant avec leur tradition, il se proposait d'affirmer la subordination du royaume à l'empire, d'exciter Albert à faire valoir ses droits et de porter le coup de grâce à la politique d'expansion poursuivie depuis de longues années par les Capétiens. Après avoir rappelé que le pape avait transféré l'empire des Grecs aux Allemands et que l'empereur est « le monarque de tous les rois et princes de la terre » : « N'en déplaise, s'écria-t-il, à l'orgueil des Français ! Ils disent n'avoir point de supérieur. Ils mentent ! De droit, ils sont et doivent être soumis à l'empereur. Nous ne savons d'où ils tiendraient leur indépendance, où ils l'auraient trouvée : car il est certain que tous les chrétiens furent

(1) G. DIGARD, *loc. cit.*, nos 5341 et 5342, *ibid.*, col. 839-843 ; P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 95 et 98.

(2) G. DIGARD, *loc. cit.*, n° 5343, *ibid.*, col. 843 ; P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 88.

(3) Ces faits sont rappelés dans la bulle *Super Petri solio*, du 8 septembre 1303, P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 184 ; cf. E. BOUTARIC, *La France sous Philippe le Bel*, p. 110.

(4) On trouvera le procès-verbal de ce consistoire dans J. SCHWALM, M. G. H., *Leges*, sect. IV, *Constitutiones et acta*, t. IV, 1^{re} partie, p. 138-145 ; pour l'authenticité de ce document, voir P. FOURNIER, *La Monarchie de Dante et l'opinion française*, p. 155 ; cf. J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 91, note 2.

soumis aux monarques de l'Église romaine et qu'ils doivent l'être encore. Ils ne la tiennent pas de l'Ancien Testament, ni du Nouveau, ni d'un prophète, d'un évangéliste ou d'un apôtre. Aussi disons-nous ce que disait saint Paul : si quelqu'un vous annonce un évangile autre que le nôtre, fût-il un ange descendu du ciel, qu'il soit anathème ! Oui, quiconque prétend autre chose, qu'il soit anathème¹ ! » L'empereur est « roi au-dessus de tous les rois et personne n'est exempt de sa souveraineté »².

Boniface reprit la parole, pour répondre au discours des ambassadeurs, et, cette fois, il dévoile ses projets davantage encore : « Nous défendrons et soutiendrons les droits de l'empereur ; nous avec lui, lui avec nous, nous confondrons l'orgueil des Français ». Sans doute, il le sait, entre les rois de France et d'Allemagne existe un traité secret d'alliance générale, renforcé par des serments, avec stipulation de peines contre le violateur. Mais qu'à cela ne tienne : « Ces pactes, ces serments, ces peines, nous les anéantissons. Dans la plénitude de notre puissance, nous en libérons votre roi. Qu'il ne s'en embarrasse point pour défendre et récupérer les droits de son royaume et de l'empire »³.

LE PAPE ESSAYE DE DÉTACHER DE LA FRANCE
LES ANCIENNES TERRES D'EMPIRE

Un mois après,
il passait aux ac-
tes. Dans la bulle

*Juxta verbum propheticum*⁴, du 31 mai, alléguant le précepte divin : « dissous ce qu'a assemblé l'iniquité », il ordonnait au clergé, à la noblesse et aux communes des métropoles ou évêchés de Tarentaise, Besançon, Embrun, Aix, Arles, Vienne et Lyon, des duchés de Bourgogne et de Lorraine, des comtés de Bar, de Provence et de Forcalquier, du territoire de Dauphiné, de la principauté d'Orange et du royaume d'Arles, de rompre tout lien de vassalité qu'ils auraient pu contracter au détriment de l'empire, les déliait de leurs serments et promesses de fidélité et leur prescrivait même de n'en point tenir compte. La raison dont le pape justifiait son ordre ? Ces territoires

(1) J. SCHWALM (M.G.H.), *loc. cit.*, p. 139.

(2) *Ibid.*, p. 140.

(3) ... *qualiter promittebat quod ipse defenderet et manuteneret eum et jura imperii, ita, inquit, quod nos secum et ipse nobiscum confundemus superbiam gallicanam. Unde, inquit, volumus pandere in publicum quod hactenus inter nos fuerat secretum. Verum est, quod fuerunt federationes, pacta et juramenta etiam penis vallata et firmata inter regem Francie et Alamanie, et hoc contra omnes homines, licet non contra nos, sicut, inquit, habuimus per nuntios utriusque regis. Omnia predicta pacta et juramenta et penas quascumque appositas dissolvimus et evacuamus et ipsum regem vestrum ab omnibus supradictis absolvimus de plenitudine potestatis, et non dimittat propter illa defendere et recuperare jura regni et imperii sui.* — *Ibid.*, p. 144-145.

(4) Publiée d'abord par E. BOUTARIC, dans *Notices et extraits de documents relatifs à l'histoire de France*, p. 147, n° 17 ; ensuite par G. DUGARD, *loc. cit.*, n° 5353, t. III, col. 869.

appartenaient autrefois à l'empire : *de jure*, ils lui restaient soumis. Conception singulièrement large de la *ratio peccati*. Mais le pape entendait que sa menace de châtier Philippe le Bel *au temporel* ne restât pas un vain mot. Ces provinces, après s'être affranchies peu à peu de la domination impériale, s'orientaient vers la France, avaient fait hommage à son roi, et celui-ci travaillait à les rattacher à la Couronne. Si la tentative du 31 mai réussissait, quelle faillite de la politique de Philippe, quelle humiliation pour la « superbe gallicane » ! En fait, Boniface s'illusionnait sur l'efficacité de ses interventions. On raconte qu'en 1298, recevant en audience Pierre Flotte, envoyé vers lui en mission, il se vanta de posséder le pouvoir temporel. « Je l'accorde, lui aurait répliqué l'ambassadeur ; mais votre pouvoir est verbal, celui de mon maître est une réalité »¹. Le pape ne devait pas tarder à se rendre compte qu'il ne lui suffisait point de commander pour être obéi. De graves événements venaient de se passer à Paris, qui allaient donner à la lutte une orientation nouvelle ; on approchait à grands pas du terrible dénouement.

(1) P. DUPUY, *Histoire du différend* (partie narrative, avant les Preuves), p. 11.

CHAPITRE VI

DÉFAITE DE BONIFACE VIII

§ 1. — L'accusation d'hérésie.

LES MOBILES DE PHILIPPE LE BEL

Il ne faut pas chercher dans la collusion entre le pape et le roi des Romains le motif qui poussa Philippe le Bel à dénoncer au monde Boniface comme hérétique et à en appeler au concile. L'acte d'accusation du 13 juin retiendra les paroles prononcées au consistoire du 30 avril ; mais la décision royale était prise au moins deux mois avant que le pape les proférât. L'on a déjà vu qu'il ne manquait pas de gens, en France, qui croyaient de bonne foi à la « bougrerie » de Boniface, aux vices abominables qu'on lui prêtait, et qui le tenaient pour un « intrus ». Les Colonna réfugiés dans le royaume n'avaient pas désarmé ; nul doute qu'ils n'aient travaillé sans relâche à persuader Philippe du bien-fondé de leurs premières dénonciations. Au cours d'un voyage que Charles de Valois fit à Rome, alors qu'il protégeait, en Italie, les possessions du Saint-Siège, — par conséquent après le mois de novembre 1301, — le cardinal Napoléon Orsini lui avait répété ce que d'autres membres du Sacré-Collège disaient déjà depuis sept ans : que l'Église romaine ne pouvait attendre de salut que du roi de France¹. Tout cela troublait Philippe le Bel. Certes, nous connaissons mal les pensées intimes de ce grand silencieux², et, sur les mobiles de ses actes, nous serons probablement toujours réduits aux conjectures. Au moins ne met-on pas en doute sa profonde piété et son sentiment du devoir chrétien. Ne voir dans son plan de traîner le pape devant un concile qu'une simple manœuvre stratégique de

(1) *Interrogatus si ego requisiveram praefatum Dominum Regem, ut assumeret contra Bonifacium, respondi et respondeo quod cum Dominus Carolus vocatus a Bonifacio venisset ad urbem, ipse mecum et ego cum ipso contulimus simul condolendo super malo statu Ecclesiae et super periculo in quo erat fides et christianus populus sub tali pastore. Opera enim ejus non videbantur viri catholici : et compatiens periculoso statui Ecclesiae dixi sibi quod cum per aliquem alium principem tot et tantis periculis in quibus erat Ecclesia non posset salubriter provideri nisi per Regem Franciae, expediret et pium esset quod ista sibi exponerentur, et super hac materia aliquando Domino Regi scripsi, sed per quae verba dico me non recordari.* C. HÖFLER, *loc. cit.*, p. 51.

(2) Bernard Saisset le comparait irrévérencieusement au grand-duc, « bel et grand oiseau », mais qui ne parle pas. Il disait encore qu'il n'était ni un homme ni une bête, mais une statue. Cf. J.-M. VIDAL, *Revue des Sciences religieuses*, t. VI, 1926, p. 186.

grande envergure, c'est juger trop sommairement. Sans doute, les avantages politiques de ce plan ne lui échappèrent pas et il serait naïf de penser qu'ils lui furent indifférents, mais il ne faudrait pas exclure, pour en expliquer l'origine, les scrupules de conscience. Au milieu de son entourage, le roi fait figure de modéré à l'égard de Boniface. Au procès de 1311, l'abbé de Saint-Médard de Soissons raconte ceci, sous la foi du serment : en 1303, on l'envoya en Italie, signifier à Boniface l'appel au concile. Il était encore, à ce moment, prieur de la Chaise¹. A la séance du Conseil où il reçut ses instructions, comme on le mettait en garde contre les embûches que le pape ne manquerait pas de lui tendre, un « haut prélat du Conseil » lui dit : « Prieur, tu sais quel homme est ce Boniface ; mauvais, hérétique ; il a déjà fait bien du mal, donné bien du scandale ; il en fera davantage encore si on le laisse vivre : tue-le, j'en prends la charge sur mon âme »². Ces paroles éclaircissent d'un jour cru l'atmosphère que respirait le roi. Troublé depuis longtemps, il finit par céder aux instances de son entourage. Clément V déclarera plus tard que ni lui ni ses conseillers n'ont rien entrepris que poussés par un zèle sincère. Il est imprudent de ne voir là, de la part du deuxième successeur de Boniface, qu'une lâcheté plus ignominieuse pour la papauté que tous les affronts d'Anagni³.

APPEL DE G. DE NOGARET Philippe prit sa résolution, semble-t-il, vers la fin de février 1303. Le 12 mars, un conseil extraordinaire se tint au Louvre. Y assistaient, sous la présidence du roi, les archevêques de Sens et de Narbonne, les évêques de Meaux, de Nevers et d'Auxerre, Charles de Valois, frère du roi, le duc de Bourgogne, les comtes d'Évreux, de Dampierre et de Châtillon, et plusieurs autres. Guillaume de Nogaret, « chevalier et vénérable professeur de lois », donna lecture d'un acte dressé par notaires⁴. « Un homme de mensonge, y disait-il, est assis sur la chaire de saint Pierre ». Il n'est pas vrai pape et cependant il se prétend « maître et seigneur de tous ». Célestin a été poussé par fraude à abdiquer : entachée d'erreur, pour ne point parler de violence, sa renonciation

(1) Dépendance de l'abbaye bénédictine de Saint-Julien de Tours. Ce prieur s'appelait Pierre de Péret ou Pérai ; cf. *Histoire littéraire de la France*, t. XXVII, p. 736.

(2) C. HÖFLER, *loc. cit.*, p. 73. Philippe le Bel protesta, *ore proprio* : « A Dieu ne plaise qu'il le fasse !... Mais allez, Prieur, et agissez suivant qu'on vous l'a prescrit ».

(3) F. ROCQUAIN, par exemple, se demande comment Clément V « consentit à livrer ainsi l'honneur de l'Église »... *La papauté au Moyen Âge*, p. 287. — « Approbation plus cruelle cent fois pour la papauté que le soufflet symbolique de Sciarra ». Ch. V. LANGLOIS, *Histoire de France* de LAVISSE, t. III, 2^e partie, p. 173.

(4) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 56. Le compilateur met par distraction ce document parmi les pièces de 1302. Il est, en effet, daté de 1302, mais l'année ne commençant alors qu'à Pâques, c'est bien 1303 de notre style.

est nulle. Perplexe, « titubante », ne sachant si la décision dudit Célestin procédait de l'inspiration divine, l'Église a toléré le séducteur, attendant ses œuvres pour juger d'où il venait. Or ses œuvres sont mauvaises, cela apparaît aux yeux de tous ; il n'est pas entré dans la bergerie par la porte, il ne vient pas de Dieu. Cet arbre aux fruits empoisonnés, il faut le couper. Mais les cardinaux, pourra-t-on objecter, ont reconnu derechef Boniface après la mort de Célestin : peu importe ; celui-là ne peut contracter de justes noces qui a souillé l'épouse par l'adultère, du vivant de son mari. Il s'agit là d'un « crime commis contre Dieu, qui fait tort à tout homme et qu'un chacun a le droit de dénoncer ». Je ne suis moi-même, dit Nogaret, qu'une bête de somme (*jumentum subjugale*) ; mais l'ânesse de Balaam ne parla-t-elle pas, autrefois, mue par la force d'en haut ? « Je vous en supplie donc, mon Sire Philippe, par la grâce de Dieu roi de France : de même qu'un ange accourut, le glaive à la main, au devant du faux prophète Balaam qui s'apprêtait à maudire le peuple, tirez l'épée devant ce malfaiteur bien pire que Balaam et empêchez-le de faire au peuple le mal qu'il se propose ».

Venaient ensuite, au nombre de quatre, les chefs précis d'accusation : Boniface est un faux pape ; il est hérétique, séparé du corps de l'Église ; il est un horrible simoniaque, tel que le monde n'en a jamais vu depuis son origine ; coupable de forfaits manifestes, énormes, en nombre infini, son endurcissement ne permet pas d'espérer sa conversion, et le souffrir plus longtemps bouleverserait l'Église. Il convient de le traduire devant un concile général, qui le condamnera. Nogaret requiert donc le roi de se mettre en rapport avec « les prélats, docteurs, peuples et princes nos frères dans le Christ et notamment les cardinaux », pour que soit réunie l'assemblée qui jugera cet homme abominable ; après quoi le Sacré Collège dotera l'Église d'un bon pasteur. Devant ce concile, lui-même, Nogaret, soutiendra son accusation. Mais comme Boniface devra être considéré comme suspens dès lors que sa cause sera pendante, le roi voudra bien s'entendre avec les cardinaux pour qu'on le tienne sous bonne garde et qu'ils pourvoient l'Église d'un administrateur provisoire, en attendant l'élection d'un pontife légitime.

C'était là un appel en forme, une « action » judiciaire. Le roi pouvait-il la laisser tomber ? En terminant, Nogaret soutenait, au contraire, qu'il avait le devoir de la relever, à plusieurs chefs : la foi est en jeu, de même que l'honneur de la royauté, dont une des fonctions consiste à réprimer les malfaiteurs ; le jour de son sacre, le prince a juré de défendre les églises du royaume et ce « rapace » les déchire ; ledit prince est leur patron et comme tel il doit les protéger : bien plus,

il est tenu de faire rendre leurs biens, que Boniface a dilapidés. Enfin, l'exemple de ses prédécesseurs, si dévoués à l'Église romaine, l'oblige à la délivrer des liens qui l'étouffent.

DÉPART DE NOGARET POUR L'ITALIE

Philippe le Bel devait attendre trois mois avant de relever publiquement cet appel. Mais avant même qu'il fût interjeté, sa détermination était prise. Dès le 7 mars, en effet, Guillaume de Nogaret et quelques autres recevaient des lettres royaux¹, pour une mission secrète et mystérieuse. Philippe les envoyait « dans certaines contrées », pour « diverses affaires l'intéressant », et leur donnait, à tous et à chacun, « plein et libre pouvoir » de « traiter pour lui et en son nom avec toutes personnes, nobles ou autres, ecclésiastiques ou laïques, de quelque condition qu'elles soient », en vue de « conclure, poursuivre et exécuter toutes ligues et pactes qu'ils jugeraient bon » et de signer « tout contrat de subvention, subsides et aide financière ». De cet unique document E. Renan a conclu que Nogaret devait « aller chercher Boniface à Rome, pour l'amener à Lyon, devant un concile qui le déclarerait hérétique, simoniaque et par conséquent faux pape »². C'est beaucoup de précision. Plus probablement, décidé à en appeler au concile, Philippe envoyait ses hommes de confiance en Italie pour préparer le terrain, neutraliser la résistance que Boniface ne manquerait pas d'opposer, détacher de lui ses partisans, unir ses adversaires, donner confiance aux hésitants et, en général, aviser à toute éventualité. Nogaret avait trois compagnons et parmi eux le grand banquier florentin Musciatto Guidi de'Francesi, « Monseigneur Mouche », comme on l'appelait en France, ou « Mouchet », qui connaissait parfaitement son pays, jouissait de la faveur du roi et avait accompagné naguère Charles de Valois dans la Péninsule³.

L'ASSEMBLÉE DE JUIN 1303

Une assemblée convoquée pour le 13 juin réunit, au Louvre, cinq archevêques, vingt et un évêques, onze abbés, un grand nombre de nobles et divers autres personnages, ecclésiastiques ou laïcs, qualifiés de « chevaliers » et de « maîtres »⁴. En l'absence de Nogaret, qui battait déjà les routes d'Italie, un autre « Sire de lois », Guillaume de Plaisian, reprit à son compte l'accusation du 12 mars et l'appel au concile. Le propre fils du roi, Louis d'Évreux, se joignit à lui ainsi que les comtes de Dreux et de Saint-Pol.

(1) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 175.

(2) E. RENAN, *Guillaume de Nogaret, légiste*, p. 242.

(3) Cf. E. RENAN, *loc. cit.*, p. 243.

(4) Procès-verbal dans P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 101-102.

RÉQUISITOIRE DE G. DE PLAISIAN

Estimant cette affaire d'une exceptionnelle gravité¹, les prélats demandèrent d'en délibérer et la séance fut renvoyée au lendemain. Le 14, Guillaume de Plaisian ne s'en tint plus, comme la veille, à des généralités : il formula contre Boniface vingt-neuf griefs précis². L'on ne peut dire sans exagération que ce soit là « un des plus infâmes réquisitoires qu'ait jamais inventés une politique sans honneur », où figurent « tous les crimes d'une époque avilie, accumulés sur un homme »³. Plaisian n'inventait rien ; il se contentait de formuler publiquement, en leur attribuant un caractère de certitude, les racontars de provenance romaine dont la cour de France avait les oreilles rebattues depuis plusieurs années et auxquels bien des gens croyaient⁴.

(1) *Non solum arduum, immo arduissimum, ibid.*, p. 102.

(2) Vingt-sept, plutôt, car le 3^e et le 5^e ne font que constater la diffamation publique. Voici ces accusations : Boniface ne croit pas à l'immortalité de l'âme, il prétend qu'il ne peut y avoir de bonheur qu'ici-bas et qu'on est libre de le prendre où on le trouve ; il a dit qu'il aimerait mieux être un chien ou un âne qu'un Français, ce qui montre qu'il n'admet pas qu'un Français ait une âme ; il ne croit pas à la présence réelle et ne témoigne aucune révérence à la sainte Eucharistie ; il dit que la fornication n'est pas un péché, pas plus que les pratiques solitaires (*sicut nec fricationem manuum*) ; il a déclaré que pour abattre le roi de France et les Français il précipiterait à l'abîme, s'il le fallait, sa personne, toute l'Église et l'univers entier, et, comme des gens de bien lui faisaient remarquer que de telles paroles pouvaient scandaliser, il a répondu qu'il se moquait des scandales, pourvu que l'orgueil des Français fût détruit ; il a approuvé un livre du médecin Arnould de Villeneuve, qu'il avait d'abord condamné en consistoire comme sentant l'hérésie, que l'évêque de Paris et la Faculté de théologie avaient également réprouvé et brûlé ; il fait ériger dans les églises sa propre statue, poussant ainsi les fidèles à l'idolâtrie ; il a un démon familier dont il prend conseil et dont tout le monde parle ; il consulte les devins et les pythonisses ; il a déclaré publiquement que le pape ne pouvait commettre de simonie, ce qui est une hérésie ; contre le précepte tout spécial du Christ, recommandant la paix, il fomenta de tout son pouvoir les discordes et les guerres et il empêche les réconciliations ; parce que les Français ne veulent pas le suivre dans ses erreurs, il les traite publiquement de Patarins ; il est homosexuel, de l'aveu général ; il a fait commettre plusieurs homicides en sa présence, se réjouissant et encourageant les coups ; il a empêché un noble prisonnier de se confesser à l'article de la mort ; il a obligé des prêtres à lui révéler le secret de la confession et en a profité pour bafouer les pénitents ; au lieu de jeûner, les vigiles et le carême, il mange de la viande comme les autres jours et en laisse manger à ses familiers, disant qu'il n'y a pas de mal à cela ; il a abaissé la dignité des cardinaux, il répète que tous les moines ne sont que des hypocrites qui perdent le monde et que rien de bon ne peut arriver à qui les traite bien ; il poursuit la France et son roi en haine de la foi, parce que la France est le meilleur soutien de la chrétienté ; il a refusé une décime au roi d'Angleterre, s'il ne combattait pas les Français, dépensé beaucoup d'argent pour empêcher la réconciliation des deux rois, confirmé le roi d'Allemagne comme futur empereur pour écraser ce qu'il appelle l'orgueil des Français, dont il a dit qu'ils « mentaient par leur gorge » en refusant de se reconnaître soumis à l'empire ; il est responsable de la perte de la Terre sainte, employant à autre chose l'argent recueilli pour la croisade ; il trafique des bénéfices et des biens de l'Église, dépouille la noblesse des États pontificaux pour enrichir sa famille ; il a osé annuler des mariages légitimes et consommés, il a fait cardinal son neveu, un ignare, un dissolu, dont il a obligé la femme à faire vœu de chasteté, ce qui ne les a pas empêchés d'avoir ensuite deux enfants, tenus pour bâtards ; il a traité inhumainement, emprisonné et fait mourir avant l'heure son saint prédécesseur, dans la crainte qu'il ne s'aperçût qu'il n'avait pas eu le droit de démissionner ; il a fait rentrer dans le siècle plusieurs personnes religieuses, sans raison suffisante ; il a dit qu'il ferait sous peu de tous les Français des martyrs ou des apostats ; on dit publiquement de lui qu'il ne cherche pas le salut des âmes, mais leur perdition.

(3) F. ROCQUAIN, *La papauté au Moyen Âge*, p. 271.

(4) Il est à remarquer que plusieurs de ces accusations seront formulées, les mêmes, contre les Templiers, et qu'on les avait déjà mises en avant contre Bernard Saisset : démon familier, fréquentation des sorcières, indulgence pour les péchés de la chair (cf. J.-M. VIDAL, *loc. cit.*, t. VI, 1926, p. 375). Cela suffit à les rendre fortement suspectes. Aussi ne prétendons-nous pas qu'elles étaient fondées : simplement, qu'on les colportait et que beaucoup y croyaient.

Il y ajoutait la récente collusion de Boniface avec Albert d'Autriche, qui, elle, était certaine. Il jura sur l'Évangile qu'il croyait ces accusations fondées, et, comme Nogaret, s'offrit à les soutenir devant le concile. Employant la formule des instances péremptoires, qui excluaient tout délai, il interjeta son appel en même temps « pour la première fois, pour la seconde et la troisième ». Il réserva soigneusement tous les droits du Saint-Siège et, en prévision des représailles de Boniface, mit lui-même, sa famille et ses biens sous la sauvegarde du futur concile.

ENGAGEMENT DE PHILIPPE LE BEL

Philippe le Bel sortit de son mutisme. Bien qu'il eût préféré, dit-il, « couvrir de son manteau la nudité de son père », sa ferveur pour la foi catholique, le dévouement dont ses ancêtres lui avaient légué l'exemple à l'égard de la sainte Église romaine, le souci de mettre un terme au scandale universel lui interdisaient, en conscience, d'hésiter davantage. Adhérant donc à l'acte d'appel de Nogaret et à celui de Plaisian, il s'engagea, tout en sauvegardant, lui aussi, l'« honneur et révérence » due au Siège apostolique, à procurer de tout son pouvoir la réunion d'un concile général, auquel il se proposait d'assister en personne. Il invita les prélats à se joindre à lui et, comme il pouvait légitimement craindre que Boniface ne mît à exécution ses menaces répétées, il interjeta appel suspensif au dit concile, et au pontife légitime qui en sortirait, de toute excommunication, interdit ou autres peines que l'accusé pourrait abusivement porter contre lui, son royaume ou ses sujets. Les prélats donnèrent à leur tour leur assentiment. Tout en maintenant hors de cause les droits et titres de l'Église romaine, ils se déclarèrent appelants pour leur compte et mirent leurs personnes, leurs fidèles et leurs biens sous la protection du concile et du futur pape. Du reste, ils souhaitaient, dirent-ils, que Boniface trouvât moyen de faire éclater son innocence.

ADHÉSION DU ROYAUME

Il ne suffisait pas que l'assemblée eût pris position ; elle ne constituait pas les États généraux du royaume et n'avait donc pas qualité pour l'engager tout entier. Dès le lendemain, des agents furent envoyés dans toute la France pour recueillir les adhésions du clergé, de la noblesse et des communes. Il n'y eut d'opposition ni de la part des seigneurs ni de la part des villes. A l'égard des chapitres et des couvents il fut nécessaire parfois de recourir à la pression et plusieurs lettres d'assentiment témoignent de scrupule ou expriment des réserves¹. La plupart sau-

(1) Voir les lettres de Philippe le Bel dans P. DUPUY, p. 109, 110, 113, 115, 116 et une foule de réponses *ibid.*, p. 119-175. Cf. F. ROCQUAIN, *La papauté au Moyen Âge*, p. 273-278.

vegardent « l'honneur du Saint-Siège » ou de « l'Église romaine », mais cette clause n'implique pas un timide désaveu, comme on l'a cru quelquefois : Philippe le Bel et Guillaume de Plaisian lui-même l'avaient employée. Il n'y eut guère de résistance sérieuse que de la part de l'abbé de Cîteaux, qui fut mis au Châtelet ¹, et d'une dizaine de monastères de son ordre.

A L'ÉTRANGER Fort d'un consentement qu'il pouvait dire unanime, Philippe s'occupa de travailler l'étranger. Il envoya des ambassadeurs en Espagne, en Portugal, en Navarre, en Italie ². Naturellement, il écrivit aux cardinaux et sa lettre montre qu'il ne comptait pas convoquer le concile de sa propre autorité ; il espère, leur dit-il en effet, les voir prendre eux-mêmes, « diligemment et à l'unanimité », l'initiative de le réunir, « comme il vous appartient » ³.

RÉACTION D'ABORD MODÉRÉE DE BONIFACE La première réaction de Boniface fut moins violente qu'on n'aurait pu l'attendre. Peut-être ce calme apparent, si peu habituel chez lui depuis quelques années, atteste-t-il l'intensité même de son émotion. Point d'injures ; le ton de la bulle *Nuper ad audientiam* ⁴, du 15 août 1303, est plein de dignité ; les menaces restent vagues ; on y sent comme de l'embarras : manifestement ce coup le surprend ⁵. Il n'entre pas dans le détail des accusations portées contre lui : quiconque voudra bien y prêter quelque attention, dit-il, reconnaîtra quels mensonges blasphématoires profèrent ces hommes « qui lèvent les yeux au ciel et traînent leur langue par terre ». Où a-t-on pu prendre qu'il était hérétique ? Des hérétiques, il n'y en a jamais eu dans sa parenté, ni même dans la province de Campanie, d'où il sort. « Hier et avant-hier, nous passions pour bon catholique aux yeux du roi de France, que charmaient nos faveurs ; et aujourd'hui voilà qu'il n'a plus pour nous que blasphèmes. D'où vient un changement si subit ? De ce que nous voulions guérir les blessures de ses péchés... Valentinien Auguste n'a pas rougi de s'incliner humblement devant l'évêque de Milan et de recevoir de ses mains les remèdes de la charité.

(1) Ce détail est donné par Boniface VIII dans la bulle *Super Petri solio*, P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 184.

(2) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 126-127.

(3) *Ibid.*, p. 126.

(4) *Ibid.*, p. 166-168 ; G. DUGARD, *loc. cit.*, n° 5383, t. III, col. 890.

(5) Nous n'irons pas, toutefois, jusqu'à dire, avec F. ROCQUAIN, *La papauté au Moyen Âge*, p. 278-281, que Boniface rachète là, « aux yeux de la postérité », les fautes que « l'ambition, l'orgueil ou l'excès de sévérité avaient pu le porter à commettre », qu'il s'y élève « à une grande hauteur », « au-dessus de lui-même », qu'on dirait que « l'âme de Grégoire VII avait passé en lui », etc. *Est modus in rebus...*

Et pourtant il était plus grand que le roi de France, et l'évêque de Milan moins grand que nous ». Philippe a préféré, dans son orgueil, l'exemple de Sennachérib ; « alors que nous lui donnions de salutaires avertissements pour sa correction, il nous a méprisé ; derrière notre dos, il a secoué sa tête. Mais qu'il craigne de s'entendre dire, comme à Sennachérib : qui as-tu insulté, qui as-tu blasphémé ? Le saint d'Israël, le vicaire de Dieu, le successeur de Pierre ! » Boniface rappelle qu'il a dû suspendre les faveurs d'abord accordées au roi de France ; « il s'est alors répandu contre nous en furieuses malédictions... Quand il a pensé que nous allions fléchir, il nous a écrit des lettres où il nous nommait humblement très saint père dans le Christ. Et maintenant que le devoir de notre charge pastorale nous oblige, en conscience, à procurer son amendement sans plus attendre, ce fils de notre tendresse, gonflé, engraisé, dilaté, lève le pied contre nous et, à ses malédictions de naguère, en ajoute de nouvelles ». Ne serait-ce pas le bouleversement de l'Église, l'avilissement de l'autorité pontificale, si l'on tolérât ce précédent ? Il suffirait qu'un pape voulût, à l'avenir, amener quelque grand de ce monde à résipiscence pour se voir traiter d'hérétique et de criminel scandaleux. « A Dieu ne plaise que notre temps soit témoin d'un exemple si dangereux ! A Dieu ne plaise que nous ayons la lâcheté de laisser croître cet abus, au lieu de l'extirper dès sa naissance ». Boniface ne veut pas parler, « pour le moment », de l'« excommunication multiple » encourue par Philippe ; il ne veut pas rappeler que Zacharie priva de sa couronne un roi de France. Mais que l'on n'aille pas croire, dit-il en terminant, qu'il se sente lié par ce « frivole appel » au concile. En temps et lieu, le roi de France et ses adeptes répondront de leurs méfaits, s'ils s'entêtent à ne point vouloir se corriger.

MESURES EXTRÊMES Peu de jours après, Boniface VIII paraît s'être ressaisi. Les sanctions dont il parlait en termes vagues, il se décide à les prendre. Dans la longue bulle *Super Petri solio*¹, il fait l'historique de sa querelle avec Philippe, depuis la mission de Jacques des Normands, conclut que le roi est excommunié et en déduit les conséquences : Philippe n'a plus le droit de « conférer aucun bénéfice ecclésiastique, personnat ou dignité, quand bien même le pouvoir lui en appartiendrait par ailleurs, en

(1) P. DUPUY, p. 182-186. Le début de cette bulle est une hymne au pouvoir universel du pape : *Super Petri solio, excelso throno, divina dispositione sedentes, illius vices gerimus cui per Patrem dicitur : Filius meus es tu et ego hodie genui te, postula a me et dabo tibi gentes hereditatem tuam et possessionem tuam terminos terrae, reges eos in virga ferrea, tanquam vas figuli confringes eos : per quod monetur ut intelligant Reges, disciplinam apprehendant, erudiantur judicantes terram qui servant Domino in timore et exultent ei cum tremore, ne si irascatur aliquando pereant cum exarserit ira ejus, ideoque magnum judicamus ut parvum...*

vertu d'un titre légitime ; il ne peut plus faire aucun acte de juridiction souveraine, ni directement ni par personne interposée ; ses vassaux et sujets sont affranchis, à son égard, par les canons eux-mêmes, de toute obligation de fidélité et ne lui doivent plus aucune obéissance ». Le pape en avertit les Français et les étrangers vivant dans le royaume. Mais comme il veut que tous observent les constitutions des saints Pères, il y ajoute le poids d'un précepte formel : « Au nom de notre autorité apostolique, nous déliions tous les vassaux et fidèles du roi de France des serments qu'ils ont pu lui prêter. Mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes ; or il s'élève contre Dieu et foule aux pieds ses commandements : nous interdisons donc de façon absolue, sous menace d'anathème, de lui garder fidélité et de lui obéir, aussi longtemps qu'il restera sous le coup de son excommunication ». Si quelqu'un avait la témérité d'accepter de sa main une prébende quelconque, il serait *ipso facto* excommunié, privé des bénéfices qu'il possède déjà et inapte à en obtenir jamais d'autres. Les chapitres où seraient situés ces bénéfices devraient refuser de recevoir de tels intrus, sous peine d'encourir les sanctions que le pape se réserve de choisir. Enfin Boniface annule tous les traités ou ligues que Philippe aurait pu conclure, même renforcés par serment. Cette bulle porte la date du 8 septembre 1303 ; elle devait être affichée aux portes de la cathédrale d'Anagni et cette promulgation suffire pour que, en droit, personne ne fût censé en ignorer la teneur. Or, le 7, Boniface tombait entre les mains de ses ennemis.

§ 2. — Le drame d'Anagni.

CAMPAGNE DE NOGARET Guillaume de Nogaret et ses acolytes, en effet, n'avaient point perdu leur temps. Du château de Staggia, en Toscane, propriété de Mouche, l'homme de Philippe le Bel s'était mis en rapport avec les mécontents, les aigris, ceux qui nourrissaient contre les Gaetani des haines de famille. Il faut faire une place à part, parmi ces derniers, à Rainaldo da Supino, capitaine de la ville de Ferentino, non loin d'Anagni ; Boniface s'était aliéné à mort cet homme dangereux, en rompant les fiançailles de sa sœur avec Francesco Gaetani, créé cardinal. Un Colonna était venu les rejoindre, Jacques, dit *Sciarra* ; emprisonné par le pape à Tivoli, avec le reste de sa famille, il avait été pris par des pirates français quand il errait le long des côtes d'Italie, après son évasion. Il ramait depuis deux ans à la chiourme quand le roi, informé de son sort, l'avait racheté¹. Grâce à ces appuis, Nogaret put disposer d'environ

(1) Cf. HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VI¹, p. 332.

huit cents hommes d'armes. Au matin du 7 septembre, cette bande, marchant à l'ombre de la bannière fleurdelysée et du gonfalon de saint Pierre, car elle prétendait servir à la fois les intérêts de Philippe le Bel et ceux de la papauté, parut devant Anagni. On sait le reste¹.

REVIREMENT Six mois auparavant, le 12 mars, Nogaret demandait que Boniface, en attendant le concile, fût mis « sous bonne garde », pour l'empêcher de nuire. Maintenant il le tenait prisonnier. Il avait tout prévu, sauf que son succès ne durerait que deux jours. « Le lundi, 9 septembre, ce qui s'est passé mille fois dans l'histoire des révolutions italiennes arriva. Il y eut un revirement subit. Les habitants d'Anagni, après s'être donné le plaisir de trahir Boniface, se donnèrent le plaisir de trahir ceux qu'ils avaient d'abord accueillis contre Boniface. A la voix du cardinal Fieschi, ils sont pris d'un soudain repentir »², tournent leurs armes contre les hommes de Nogaret et délivrent le pape en l'acclamant. Nogaret, Colonna, Rainaldo se retirèrent à Ferentino, méditer sur les conséquences de leur mésaventure.

MORT DE BONIFACE VIII Philippe le Bel, que cet échec pouvait atteindre encore plus qu'eux-mêmes, eut une chance inespérée : brisé par l'humiliation, Boniface mourut un mois après : la défaite se changeait en victoire. « Ce qu'il y a d'extraordinaire, a écrit Renan, dans l'épisode d'Anagni, ce n'est nullement que le pape ait été surpris par Rainaldo et Nogaret ; c'est que cette surprise ait amené des résultats durables, c'est que la papauté, loin de prendre sa revanche, ait été abattue sous ce coup, c'est qu'au prix de satisfactions illusoires obtenues sur des subalternes, elle ait fait amende honorable au roi sacrilège et reconnu qu'en emprisonnant le pape et en amenant sa mort, ledit roi avait eu d'excellentes intentions et agi pour le plus grand bien de l'Église. Cela ne s'est vu qu'une seule fois et c'est par là que la victoire de Philippe le Bel sur la papauté a été dans l'histoire un fait absolument isolé »³.

EN QUOI RÉSIDE LE SUCCÈS DE PHILIPPE Ce jugement appelle quelques explications. Le triomphe de Philippe le Bel ne se comprend qu'en tenant compte de la personne de Boniface VIII. Elle offrait une base trop peu sûre à l'action que ses successeurs auraient éventuellement essayé de pour-

(1) Voir le récit détaillé de ces événements dans E. RENAN, *Guillaume de Nogaret*, p. 246-262.

(2) E. RENAN, *loc. cit.*, p. 259.

(3) *Ibid.*, p. 261.

suivre ; quoi qu'on dise, il était difficile d'exclure, chez son ennemi, la sincérité des intentions. En outre, ce ne fut point la papauté qui fut abattue, ni même, en général, sa prétention à la souveraineté politique. Bientôt Jean XXII reprendra contre Louis de Bavière la lutte séculaire du Sacerdoce et de l'Empire et le pouvoir laïc n'aura pas toujours le dessus. Et quand Alexandre VI, à la fin du xv^e siècle, tracera, sur une carte du monde que l'on peut voir encore aujourd'hui au musée de la Propagande, du pôle nord au pôle sud, la ligne qui devait marquer la séparation entre les possessions espagnoles et portugaises ; quand il donnera à l'Espagne toutes les terres nouvelles, découvertes ou à découvrir, à l'ouest de cette ligne et au Portugal tout ce qui se trouverait à l'est¹, ne se comportera-t-il pas comme souverain de l'univers ? Même quand triompha dans l'école la nouvelle théorie, dite du pouvoir indirect, les papes ne renoncèrent pas tout de suite, ni sans résistance, à l'ancienne formule et Sixte-Quint, à la fin du xvi^e siècle, lui donnait encore ses préférences².

LE PROCÈS DE BONIFACE

Ce à quoi la papauté dut renoncer, à la suite de la victoire de Philippe le Bel, ce fut à toute supériorité temporelle sur le roi de France, à tout droit de s'immiscer dans le gouvernement du royaume. Et voilà justement ce qui intéresse le Gallicanisme. Le procès de Boniface, introduit de son vivant, se continua sous ses deux premiers successeurs, qui n'en esquivèrent le jugement qu'au prix d'un compromis. Benoît XI réconcilia le roi de France avec le Saint-Siège et annula toutes les mesures prises contre lui ou le royaume³. Mais Philippe le Bel entendait poursuivre la condamnation posthume de son adversaire. Effrayé du scandale qu'alimentait un procès qui n'en finissait pas et où tant de turpitudes s'étaient au grand jour, Clément V obtint du roi qu'il se désistât. Moyennant quoi, dans la bulle *Rex glorie virtutum*⁴, du 27 avril 1311, publiée à la suite des dépositions dont nous avons plusieurs fois fait état, il « dit, prononça, décréta et déclara, de son autorité apostolique et sur le conseil de ses frères », que le roi de France n'avait rien entrepris que mû par « un bon, sincère et juste zèle, procédant de sa ferveur pour la foi catholique » ; il le proclama « absolument innocent et sans faute » et fit rayer des registres de Boniface tout ce qu'il pouvait y avoir d'injurieux à son endroit. Nogaret lui-même reçut l'absolution *ad cautelam* pour le cas où, ce qui

(1) Cf. V. MARTIN, *Les congrégations romaines*, 1930, p. 135.

(2) Cf. V. MARTIN, *Le gallicanisme politique et le clergé de France*, 1929, p. 25.

(3) Bulle *Ad Statum tuum*, du 13 mai 1304, dans P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 230.

(4) P. DUPUY, *loc. cit.*, p. 592-602.

n'était pas certain, il aurait encouru l'excommunication en envahissant en armes le palais apostolique.

*L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DU ROI DE FRANCE
DÉFINITIVEMENT ASSURÉE*

Ainsi fut assuré le triomphe de cette indépendance politique

et administrative de la monarchie française, que les Gallicans devaient inscrire en tête de leurs libertés. Leurs préoccupations ne s'étendent pas au delà des frontières. Il leur suffit que le roi de France soit affranchi, au temporel, de toute sujétion à l'égard du pape. Or c'est bien, à partir des scènes d'Anagni, une vérité admise. Sans doute, on verra plus tard Jules II, en guerre contre Louis XII, tirer de ses panoplies les armes de Boniface VIII, transférer à Genève la foire de Lyon, promettre au roi d'Angleterre, s'il conquerrait la France, d'homologuer sa victoire et de lui donner la couronne¹ : ces armes étaient rouillées, impuissantes ; les menaces papales ne trouvaient plus aucun écho dans le royaume ; personne n'avait l'idée de s'en prévaloir pour manquer de loyalisme. Au cours de la terrible crise de conscience que traversa la France après la mort du dernier Valois, les catholiques, bouleversés par la perspective d'un roi hérétique, sollicitèrent contre le prétendant les anathèmes apostoliques ; mais pas une minute ils ne pensèrent que la décision pût dépendre d'autre chose que de leur propre volonté ou qu'ils fussent liés par un ordre de Rome².

C'est qu'une doctrine s'était vulgarisée, en France, touchant l'indépendance du roi au temporel, une doctrine gallicane, spéciale au royaume ; et elle commence de prendre corps sous Philippe le Bel. Dès la première phase de la lutte contre Boniface VIII, des polémistes en appellent à l'opinion publique et la série de leurs traités ou libelles se continuera, pour ainsi dire ininterrompue, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Dans cette littérature, dont il nous reste à dire un mot, il y a lieu de distinguer deux courants, qui ne se rejoindront, en partie, qu'au xvii^e siècle : celui des hommes de loi, des parlementaires, et celui des théologiens.

(1) Cf. P. VIOLLET, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 282-285.

(2) Voir ce que nous en avons dit ailleurs : *Le Gallicanisme et la réforme catholique*, 1919, p. 211-270.

CHAPITRE VII

LA LITTÉRATURE ISSUE DU CONFLIT

§ 1. — Opuscules d'esprit légiste.

« ANTEQUAM ESSENT CLERICI. » Sur la foi de P. Dupuy, on a longtemps vu, dans un écrit composé manifestement vers 1296-1297, la réponse de Philippe le Bel à la bulle *Clericis laicos*¹. Il est admis aujourd'hui que la pièce qui débute par ces mots *Antequam essent clerici* ne fut jamais envoyée à Boniface VIII sous le sceau royal et même qu'elle n'a rien d'officiel² ; c'est une œuvre privée, mais intéressante à un double point de vue : elle met en circulation une idée riche de conséquences pour le Gallicanisme et elle inaugure la série de ces libelles qui pullulèrent par la suite et exercèrent une influence considérable sur l'opinion publique.

NOUVELLE IDÉE D'ÉGLISE GALLICANE On nous parle de libertés ecclésiastiques, dit l'auteur ; mais on confond deux choses bien distinctes, l'Église et le clergé. L'Église comprend tous les fidèles, laïcs aussi bien que clercs. Elle est libre, parce que le Christ nous a tous affranchis de la servitude du péché : voilà en quoi consiste la vraie liberté ecclésiastique³. Le clergé a ses franchises à lui, mais il les tient de la bonté du prince ; il ne doit donc pas s'en prévaloir pour entraver son bienfaiteur dans le gouvernement ou la défense du royaume. Quiconque, clerc, noble ou manant, refuse d'aider le roi et l'État travaille contre soi-même ; c'est un membre paralysé, inutile au corps dont il fait partie, lequel doit obéir tout entier aux ordres de la tête. Les secours que l'on demande au clergé, proportionnés, du reste, à ses ressources, ne sont pas exactions, extorsions ni surcharges, mais une juste contribution au bien commun. Personne n'est tenu de combattre pour autrui à ses propres frais ; puisque les clercs ne portent pas les armes, qu'ils

(1) Texte dans P. DUPUY, *Histoire du différend*, p. 21-23, sous ce titre : *Responsiones nomine Philippi Regis ad bullam Bonifacii PP. VIII, datam Anagninae II Kalend. Octobr., Pontificatus anno secundo*.

(2) Cf. Ch. V. LANGLOIS, *Histoire de France* de LAVISSE, t. III², p. 134.

(3) Sur l'importance de cette idée, voir plus haut, p. 33-34.
Martin. — I.

payent au moins de bonne grâce la solde de leurs défenseurs. Si les ennemis envahissaient le royaume, ne ravageraient-ils pas les biens du clergé ? Tout homme de saine intelligence reste stupéfait, quand il voit le vicaire de Jésus-Christ interdire de payer le tribut à César, fulminer des censures pour empêcher les clercs de venir en aide au roi, et en fin de compte à eux-mêmes, contre un injuste agresseur. Pourtant il leur est permis de payer des histrions, de dépenser largement en habits, chevauchées, cortèges, banquets et autres superfluités mondaines. La nature et la raison, le droit divin et humain réprouvent que l'on autorise ce qui est illégitime, que l'on interdise ce qui est bon et nécessaire. Empêcher que les clercs, « engraisés, repus et gonflés »¹ par la dévotion des princes, les assistent à quelque titre que ce soit, de don, de prêt, de contribution quelconque, alors que ces princes veulent les défendre par les armes contre les ennemis du royaume, qui trouvera cela honnête ? « Imprudents, qui portent de telles défenses ! Ils ne remarquent donc pas qu'ils aident l'ennemi, qu'ils commettent le crime de lèse-majesté et trahissent le défenseur de la République ! »

Cet écrit ne discute pas la question du pouvoir universel du pape. A l'époque où il paraît, elle n'est pas encore ouvertement posée. Mais en insistant sur la faculté qu'a le roi d'exiger, sans le consentement du pape, la contribution du clergé aux dépenses publiques, il établit un principe qui ne cessera plus d'être rappelé.

DIALOGUE DU CLERC ET DU CHEVALIER On va retrouver cette thèse, développée en termes presque identiques, dans un autre libelle, autrement célèbre, qui vit le jour peu après la publication de la bulle *Ausculat, fili*, vraisemblablement en 1302, le *Dialogue du clerc et du chevalier*². Boniface VIII vient de faire connaître officiellement ses prétentions au gouvernement du monde. Le chevalier, porte-parole de l'auteur, va lui répondre, en rétorquant les arguments du clerc, interprète de la conception papale.

DÉFINITION DU DROIT Après quelques phrases d'introduction, nous voici tout de suite au vif du sujet. « Je voudrais savoir, demande le chevalier, ce que vous appelez le droit ». — « J'appelle droit les décrets des saints Pères et les statuts des Pontifes romains ». — « S'il s'agit du temporel, ces textes peuvent faire

(1) *Ex devotione principum incrassati, impinguati et dilatati*, p. 22.

(2) *Disputatio inter clericum et militem*. GOLDAST en a publié le texte, *Monarchia S. Romani imperii*, t. I, p. 13-18, mais en l'attribuant faussement à Occam. Pour la date de cet opuscule, M. J. RIVIÈRE nous paraît avoir raison, contre Ch. V. Langlois et R. Scholz, en la fixant à 1302 : *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 130.

loi pour vous ; en ce qui nous concerne, ils n'ont aucune autorité ». Et le chevalier s'explique : personne n'a qualité pour légiférer en matières qui débordent certainement son domaine ; le roi de France ne peut rien décréter touchant l'Empire, pas plus que l'empereur touchant le royaume de France ; et de même que les princes de la terre sont incompetents pour régler vos affaires spirituelles, dit-il, vous n'avez aucune autorité pour vous occuper des affaires temporelles, réservées au roi. Tout ce que vous édictiez à leur propos est en l'air, puisque Dieu ne vous a donné sur elles aucun pouvoir. « Aussi ai-je éclaté de rire, ces jours derniers, quand j'ai entendu le seigneur Boniface VIII prononcer qu'il est et doit être au-dessus de toutes les principautés et royaumes. Il lui est facile d'acquiescer droit sur n'importe quoi ! Tout sera à lui quand il l'aura écrit... puisque avoir droit et vouloir, c'est tout un. Quand il voudra mon château, ma ferme, mon champ, mon argent et mes trésors, il lui suffira d'écrire : je veux que tel soit le droit. Sage clerc, vous n'êtes pas sans voir à quel degré de ridicule cette prétention vous amène »¹. On juge par cet extrait du ton de la pièce ; alerte, incisive, de lecture facile, c'est un modèle de littérature satirique et son succès n'a rien d'étonnant².

DISCUSSION SUR LA SOUVERAINETÉ
DES PAPES

Naturellement, le clerc ne se tient pas pour battu et, objectant à son adversaire tous les

arguments que nous connaissons déjà en faveur de l'universelle souveraineté du vicaire de Jésus-Christ, il lui fournit l'occasion de les démolir l'un après l'autre. Le pape, dit-on, tient la place du Christ et jouit de tous ses pouvoirs par délégation. Mais le Christ n'a-t-il pas refusé de se laisser proclamer roi, n'a-t-il pas affirmé que son royaume n'était pas de ce monde, n'a-t-il pas payé le tribut à César ? Les apôtres ne s'y sont point trompés ; saint Paul écrit à Timothée que quiconque s'enrôle sous la bannière de Jésus-Christ ne doit pas s'embarrasser des soucis du siècle ; saint Pierre juge inconvenant que les Douze négligent la prédication pour s'occuper de soins matériels. Dans le Christ, il faut distinguer deux états : un état glorieux, où il est depuis son ascension, un état d'humilité, où il a paru sur la terre ; c'est du Christ humble que le pape est le vicaire. Vous prétendez que l'Église a le droit de connaître des péchés. Certes ! Mais ce droit se limite au domaine de la conscience, il s'identifie avec le pouvoir d'ab-

(1) P. 13.

(2) Sur les éditions et les manuscrits du *Dialogue*, qui témoignent de son succès, voir R. SCHOLZ, *Die Publizistik zur Zeit Philipps des Schönen und Bonifaz VIII.*, dans les *Kirchenrechtliche Abhandlungen* d'U. Stutz, fasc. 6-8, p. 333-335.

soudre, il n'implique pas la faculté de s'immiscer dans le temporel, sous prétexte de juste et d'injuste. Celui-là doit juger, c'est-à-dire appliquer la loi, qui a pouvoir de la faire, de l'interpréter, de la maintenir, de l'aggraver ou de l'adoucir selon qu'il lui semble bon. Si vous vous mêlez de prononcer sur le temporel, il y aura deux juridictions rivales ; quand le roi dira : cela est juste, le pontife déclarera : cela est injuste ; on ne rendra pas la justice, on la déchirera. Au roi donc de juger des litiges temporels et à tout le monde d'obéir à ses arrêts ¹.

ROLE DU CLERGÉ Le chevalier était toutefois trop avisé pour priver la juridiction séculière d'un concours qui pouvait, éventuellement, ne pas manquer d'utilité. Il reconnaît à l'Église un rôle d'auxiliaire, nous dirions presque de servante. Le roi manque-t-il des moyens d'imposer l'exécution de sa sentence ? Il appartient à l'Église d'admonester le réfractaire. Elle intervient aussi, quand un crime est notoire et n'a pas besoin de procès, pour flétrir l'acte et en punir l'auteur. Mais l'instruction, le jugement ne sont pas son affaire, « autrement il ne reste plus aux princes qu'à fermer leurs portes » ². L'Église n'a pas même à connaître des questions d'intérêt sous le prétexte qu'elles ont rapport au spirituel et que la cause est mixte. « Je vais à Paris, revendiquer un héritage au nom de ma femme. C'est en vertu de mon mariage que je me porte partie. Direz-vous que je doive plaider devant vous parce que le mariage est en jeu et que les procès matrimoniaux relèvent de votre compétence ? Robert de Flandre a réclamé le duché de Bourgogne comme dot de sa femme : est-ce devant l'évêque, ou devant le roi, qu'il a dû plaider ? » C'est bien le cas de se rappeler la parole du Christ : « O homme, qui m'a donné mission de vous juger et de vous départager ³ ? »

DROITS TEMPORELS DE L'ÉGLISE Mais le clerc ramène son interlocuteur au fond du débat. Le temporel, dit-il, doit servir au spirituel, comme le moyen à la fin ; il lui est donc subordonné et l'autorité spirituelle doit régir la puissance temporelle.

(1) P. 13-14.

(2) *Et ego ostendam vobis secundum Paulum unde vestra cognitio debet incipere : quod principes suo jure de justo et injusto cognoscent et ejus sententiae unusquisque, sicut tenetur, attendet et ei obediunt... Si quis autem tumens superbia non obedierit ejus imperio, nec princeps, cujus fuit officium judicandi, habet potestatem resisteri vel coercendi, tunc incipit vestra cognitio, quia tunc accedere debet vestra monitio... Ubi etiam maleficia et scelera manifesta sunt, velut praedae, rapinae et similia, nec est qui velit aut possit corrigere. Non enim nego vos in istis casibus debere vel posse vestram potentiam exercere, sed non de justo et injusto, quia de hoc non habetis cognoscere aut manum ad hoc apponere. Et cum manifestum fuerit aut per sententiam juris, aut evidentiam sceleris, quae nulla egent cognitione, tunc poterit ad vos ista materia et forma, de quibus dictum est, pertinere. Alias, si propter peccata colligantium vultis de praenotatis casibus cognoscere, non restat nisi fores principum claudere, leges silere et decreta principum, et vestra sola resonare. P. 14.*

(3) P. 15.

Nous devons, réplique le chevalier, fournir au clergé ce qu'il lui faut pour son entretien et l'exercice de ses fonctions, mais il ne s'ensuit pas que vous ayez la propriété des biens matériels. Que dit le Christ, que dit saint Paul ? « Tout ouvrier mérite salaire », « quel militaire combat sans solde ? » Et que lisez-vous dans la loi de Moïse ? « Tu ne lieras pas le museau du bœuf qui bat le grain ». Vous voyez à qui l'on vous compare : à des ouvriers, à des stipendiés. Sont-ce là des maîtres ? Il doit vous suffire, ces textes vous le démontrent, de recevoir des aliments. Il n'en faut pas davantage au bœuf, « bien que ce soit son travail qui remplisse le grenier ».

En prétendant que le pape est au-dessus de tout, vous êtes « merveilleusement ridicule ». Alors, un évêque est également maître de tout dans son diocèse et « mon curé lui-même est mon seigneur, le maître de mon château ? Car les pouvoirs du pape, tout ecclésiastique les a sur la fraction de territoire qui lui est soumise. Trêve à ces sottises ; un chacun se moque de vous ». Dans le vieux Testament, les rois reçoivent les hommages des prêtres et des prophètes, ils ne s'inclinent pas devant eux ; et quand ceux-ci gèrent mal leur temporel, ils les reprennent.

LE CONTROLE APPARTIENT AU PRINCE

L'étonnement du clerc, devant cette ingérence du pouvoir laïc dans l'administration des biens d'Église, lui attire une verte semonce. « Vous excitez le chien qui dort et vous allez me faire dire des choses auxquelles je n'avais pas d'abord pensé... Je crains bien qu'après l'aboïement vous n'ayez la morsure ». Comment ! Cela ne nous regarde pas, l'usage que vous faites des biens que nos parents vous ont si largement laissés ? Ils sont destinés en totalité au culte divin. Or ce que vous devriez répandre en aumônes dans le sein des pauvres, vous l'appliquez à vos propres commodités ; vous frustrez les morts des bonnes œuvres nécessaires à leur libération, vous privez les vivants de ce qui devrait servir à leur salut, vous agissez contre l'intention des donateurs. Qui ne veut pas combattre, touche-t-il la solde ? Le vassal qui n'acquitte pas les services féodaux, on lui enlève son fief. Et « voici qui vous imposera silence » : l'Ancien Testament loue le roi Joas de tout ce qu'il a fait au temps du grand prêtre Joiada ; or il a fait ceci : voyant qu'on n'entretenait pas les bâtiments du temple comme il le fallait, il manda devant lui le pontife et les prêtres et leur dit : vous n'accepterez plus d'argent du peuple, mais vous rendrez celui que vous avez reçu. « Cela vous est dur à entendre ? Pourtant ce sont paroles d'Écriture ». Vous ne criez pas quand vos neveux, vos parents et parfois même « des personnes déshonnêtes » s'approprient

les biens de vos églises ; mais que le roi vous demande secours pour défendre vos personnes et vos possessions, vous ne sauriez le tolérer. Voyez cependant les regards que vos voisins jettent sur vous ; si le roi n'était point là pour vous garder en paix, que feriez-vous ? En lui donnant un peu d'argent, c'est votre sûreté que vous procurez et le maintien de vos biens¹. Ce point tient fort à cœur à l'auteur du *Dialogue* ; il y insiste longuement et avec vivacité ; il lui consacre près de la moitié de son opuscule.

TENDANCE DU LIBELLE On l'aura facilement remarqué : sous couleur d'assurer l'indépendance du pouvoir civil, c'est en réalité la mise en tutelle de l'Église, dans l'administration de ses biens, dans l'exercice de son activité répressive, qui est ici prônée. Tout l'Ancien Régime retentira des protestations du clergé français contre l'ingérence des parlements dans un domaine qu'il revendique comme sien. Le *Dialogue entre un clerc et un chevalier* appartient bien à ce courant régalien, dont les représentants, ramenant tout au bien de l'État, prétendent faire de son représentant, en l'espèce le roi, le surintendant de l'Église gallicane. Et ce courant, nous constatons qu'il prend sa source dans la querelle bonifacienne.

LE TRAITÉ « REX PACIFICUS » Un autre écrit de la même époque, également anonyme, s'inspire des mêmes conceptions ; mais la forme en est toute différente. Le petit traité intitulé *Quaestio de potestate papae*, mieux connu, pour son *incipit*, sous le nom de *Rex pacificus*, est une dissertation d'allure grave et même lourde, conduite cependant suivant les meilleures règles de la dialectique médiévale². Il comprend, après une assez courte introduction consacrée à ce que doit être l'activité d'un bon roi, quatre parties : proposition du thème, avec les raisons alléguées par les tenants de l'omnipotence papale, raisons contraires, solution de l'auteur, réponse aux adversaires. Beaucoup plus homogène que le *Dialogue*, il se tient au problème de l'indépendance temporelle du roi, sans tant de digressions sur la compétence des cours ecclésiastiques et séculières ou sur les obligations financières du clergé.

(1) P. 15-16.

(2) Publié par P. DUPUY, *Histoire du différend*, p. 663-683. Étude dans R. SCHOLZ, *loc. cit.*, p. 252-274, et surtout dans J. RIVIÈRE, *loc. cit.*, p. 135-137 et 262-271. M. Rivière a le mérite d'avoir complété le texte de Dupuy, où quelques phrases avaient été omises : au contraire R. Scholz, prenant ce texte tel quel, en avait tiré des conclusions dont le caractère erroné apparaît, maintenant, de façon évidente (J. RIVIÈRE, *loc. cit.*, appendice V, *Le pape dans le traité Rex pacificus*, p. 431-434).

LE PROBLÈME L'auteur pose tout de suite la question de la façon la plus précise : « le pape est-il le maître de toutes choses, au temporel comme au spirituel ; a-t-il les deux juridictions, spirituelle et temporelle ? » Quelques-uns l'affirment, dit-il, et voici alignés les arguments chers aux partisans de la théocratie : le pape vicaire de Jésus-Christ, la déposition de Childéric par Zacharie, la nécessité d'un seul supérieur à la tête d'une société bien organisée, la parole de Dieu à Jérémie : « Je t'ai constitué sur les nations et les royaumes », divers autres passages de l'Écriture et des Pères, allégués en faveur de la suprématie pontificale, la confirmation de l'empereur par le pape, le symbolisme des deux chefs ; sans oublier, bien entendu, le soleil et la lune ¹.

*ARGUMENTS JURIDIQUES CONTRAIRES
A LA THÈSE PAPALE*

Mais à cette thèse, remarque l'auteur, d'autres opposent diverses objections. D'ordre juri-

dique, d'abord : un souverain temporel, disent-ils, connaît sur ses territoires des causes d'héritage et de possession ; or le pape ne le fait pas, sauf en certaines provinces. Les questions féodales relèvent de même du souverain temporel et Innocent III a déclaré qu'en France il n'avait pas à s'en occuper. On peut toujours en appeler au souverain temporel des sentences du juge civil : qui s'avise d'en appeler au pape ? Quand un vassal refuse de reconnaître qu'il tient son fief du souverain, il le perd du fait même : jamais roi de France n'a reconnu tenir du pape ses États et personne n'a jamais parlé de déchéance à ce propos. Quiconque tient fief d'un souverain doit en être investi par lui : aucun de nos rois n'a reçu ni demandé l'investiture pontificale ².

ARGUMENTS THÉOLOGIQUES

Voici maintenant des objections d'ordre théologique ³ : la parole de saint Paul à Timothée, que quiconque s'enrôle dans la milice de Dieu doit s'abstenir des préoccupations séculières ; l'opinion de certains Pères, que la dignité ecclésiastique s'accommode mal des soucis du pouvoir terrestre ; la nécessité d'harmoniser la réalité avec les mots qui la désignent : or pape veut dire père, non pas seigneur, et le Pontife romain s'intitule lui-même serviteur des serviteurs de Dieu ; identité de nature entre la juridiction du pape et celle des évêques : il faudrait donc reconnaître également aux prélats le pouvoir temporel sur le territoire de leurs diocèses. Le Christ, remarquent encore les adver-

(1) P. 664-666.

(2) P. 666-667, n° vi.

(3) P. 667, n° vii-669.

saires de la théocratie, n'a pas voulu que son vicaire eût d'autres prétentions que lui-même ; or il a montré, par ses paroles et par ses actes, qu'il ne revendiquait pas la puissance temporelle. Le pape n'est pas plus que saint Pierre, à qui il succède ; et que dit saint Pierre au paralytique qui lui demande l'aumône ? « Je n'ai ni or ni argent, je te donne ce que j'ai », et il lui accorde une faveur d'ordre spirituel. Payer l'impôt n'est pas le fait des princes de la terre ; au contraire, ils l'exigent à leur profit ; mais le Christ l'a payé, pour lui et pour saint Pierre. Souveraineté et service s'opposent : on ne commande pas à un prince de servir et un ministre ne se donne pas pour souverain ; or le Christ a dit : « que le plus grand d'entre vous devienne le plus petit et que le chef se fasse serviteur », et encore ceci : « je suis au milieu de vous comme celui qui sert ». Le Sauveur, notre maître, a formellement refusé la royauté terrestre, il a protesté que son royaume n'était pas de ce monde ; un lieutenant ne peut revendiquer la délégation d'un pouvoir que son seigneur, expressément, a refusé pour lui-même.

OPINION DE L'AUTEUR Le pour et le contre ainsi exposés en toute sérénité, notre anonyme entreprend de démontrer, par des raisons à lui, l'indépendance temporelle du roi. Il recourt d'abord à des considérations d'anatomie, dont Molière se serait peut-être moqué plus tard, mais que personne, au xiv^e siècle, n'a l'idée de trouver ridicules. L'homme fournit de l'univers une représentation exacte, quoique réduite : d'où le nom de microcosme que lui donnent les philosophes. Il a deux organes principaux, dont toute vie dépend, la tête et le cœur. Dans le corps social, le pape est la tête. La tête préside aux fonctions spirituelles : le pape donnera donc aux fidèles la vraie doctrine et les poussera aux bonnes œuvres. A la tête s'attachent les nerfs : ce sont les différents degrés de la hiérarchie ecclésiastique ; ils unissent les membres entre eux et au chef, le Christ, dont le pape tient la place, et assurent l'unité de la foi. Au prince temporel appartient le rôle du cœur. Du cœur partent les veines, qui distribuent le sang, condition de la vie physique ; de même, procèdent du roi les ordonnances, les lois, les coutumes légitimes, qui véhiculent la substance nourricière, c'est-à-dire la justice, dans toutes les parties de l'organisme social. L'embryologie confirme l'exactitude de cette comparaison. Dans le fœtus humain, le cœur se forme avant la tête ; de même, l'histoire nous l'atteste, la royauté apparaît en ce monde avant le sacerdoce. L'autorité d'Aristote, de saint Augustin, de saint Jérôme, d'Isidore de Séville vient étayer cette symbolique. A ce dernier Père, notre auteur emprunte un argument assez imprévu :

que les rois, dit-il, soient bien le fondement de la République, leur nom grec le dit assez ; *basileus*, en effet, vient de *basis* : ils sont la « base » qui soutient le peuple. Et voici la conclusion : « De tout cela résulte à l'évidence que de même que dans le corps humain il y a deux parties principales, ayant des fonctions distinctes, à savoir la tête et le cœur, si bien que l'un n'empiète pas sur l'office de l'autre, de même, dans l'univers, il y a deux juridictions séparées, à savoir la spirituelle et la temporelle, ayant des attributions bien tranchées. D'où, comme les princes séculiers ne doivent pas se prétendre à la fois souverains temporels et spirituels, ainsi le pape n'est point le maître temporel de toutes choses »¹.

Cependant l'auteur n'a pas épuisé toutes ses ressources. Il renforce sa thèse par l'exemple du peuple hébreu. Moïse était le *dux*, Aaron le pontife. Le premier commandait au second, qui l'appelle son seigneur. Les meilleurs rois d'Israël, David, Ezechias, Josias, donnent des ordres aux prêtres et aux prophètes ; ils sont, après Dieu, les « seigneurs principaux »². Viennent ensuite des paroles du Christ, interprétées par saint Ambroise, saint Remi, saint Bernard, d'où il ressort que le Sauveur n'a pas voulu pour lui la juridiction terrestre ; or c'est une règle de droit que personne ne transfère à un autre ce qu'il ne s'attribue pas à lui-même. Enfin la perfection nécessaire à l'état de prélature est incompatible avec la possession du pouvoir temporel : en effet, imposée simplement aux religieux, mais exigée des prélats à un degré éminent, la perfection requiert le détachement des choses de ce monde. Plus que personne, le premier de tous les prélats doit être parfait, c'est-à-dire dépouillé³.

Toutes ces considérations, dira-t-on peut-être, ne visent le pape qu'en sa qualité de vicaire de Jésus-Christ. Qu'à ce titre il ne puisse être que père spirituel, soit. Mais il en invoque un autre, la donation de Constantin. Cet acte, réplique notre auteur, n'a pas la portée que lui attribuent les défenseurs de l'hégémonie pontificale. Constantin n'a pas transféré tout l'Empire au Saint-Siège. Quoi qu'il en soit de Rome et de l'Occident, au moins s'est-il réservé l'Orient, où les chrétiens ne manquent pas ; et cela suffirait pour que nous refusions au pape un pouvoir universel. Mais en Occident même il ne peut avoir de droits souverains que sur les peuples intégrés dans l'Empire. Justement, tel n'est point le cas du royaume de France. Allons plus loin ; supposons que la France ait, en droit, fait partie de l'Empire, et qu'elle ait dû, par conséquent, se soumettre au pape : en fait, elle

(1) P. 670.

(2) P. 671-674.

(3) P. 674-675.

n'a jamais reconnu cette sujétion, et son indépendance, aujourd'hui, se fonde sur la prescription. Une possession pacifique de cent ans permet de prescrire même contre l'Église romaine ; et il y a bien plus de cent ans que nos rois prétendent, sans qu'on les contredise, ne reconnaître que Dieu pour supérieur au temporel. Certes, la possession ne peut valoir que si elle est de bonne foi ; mais peut-on suspecter la bonne foi des rois de France, si dévoués à l'Église, si prompts à la défendre, et dont l'un vient d'être élevé sur les autels, à la suite de si éclatants miracles ¹ ?

RÉPONSE AUX OBJECTIONS

L'indépendance temporelle du roi de France une fois établie, l'auteur reprend un à un les arguments des adversaires, pour en montrer l'inconsistance. C'est la partie du traité qui a le moins vieilli, elle reflète le plus lucide bon sens. Nous admettons sans difficulté, dit-il, que le pape soit le vicaire de Jésus-Christ, qu'il tienne de lui toute son autorité ; mais qu'il jouisse intégralement de la puissance de Jésus-Christ, non : fait-il des miracles, comme pape ? Le Christ en faisait, lui ². Dire que le pouvoir temporel, symbolisé par la lune, tient tout ce qu'il a du pouvoir spirituel, représenté par le soleil, c'est oublier le caractère approximatif des allégories ; du reste, la lune exerce elle-même des influences qui échappent au soleil, sur les marées, par exemple, sur certaines humeurs de l'organisme humain ; tout ce que l'on peut tirer de la comparaison des deux astres, c'est l'éminente dignité du sacerdoce : mais cela, personne ne le nie, pas plus que la préséance de l'âme sur le corps ³. Les exemples d'intervention papale dans les changements de règne ne prouvent rien : Zacharie n'a pas déposé Childéric, « les barons français ne l'auraient jamais permis » ; mais comme ils voulaient eux-mêmes procéder au transfert de la couronne, le pape, qu'ils consultèrent, les approuva. Qu'Innocent IV ait privé Frédéric II de son trône, soit ; mais cela ne nous intéresse pas ; l'on ne peut conclure par analogie de l'Empire à la France ; le pape ni ne confirme ni ne couronne le roi, qui tient son sceptre de l'hérédité, non de l'élection ; l'Empire et la papauté ont entre eux des rapports spécifiques, inconnus chez nous ⁴. On invoque à tort le texte de Jéré-

(1) P. 675-676.

(2) P. 676, *ad primum*.

(3) P. 676, *ad secundum* et p. 680, *ad ix*.

(4) P. 677, *ad iii* et *ad iv*. L'auteur revient sur ce point un peu plus loin et, tout en déclarant que cela, en somme, n'intéresse pas le roi de France, il fait toutes réserves sur les pouvoirs gardés par le consécuteur sur le consacré : *Dicunt aliqui quod sicut cardinalis Hostiensis consecrat papam et tamen post consecrationem nullam jurisdictionem spirituales habet super ipsum papam, ita papa confirmat imperatorem et etiam coronat et tamen post confirmationem et coronationem nullam jurisdictionem temporalem super ipsum habet. Ego dico quod quicquid sit de imperatore, nunquam tamen super regem Franciae...* etc. P. 681, *ad xiv*.

mie ; quand Dieu constitue ce prophète « sur les nations et les royaumes », il lui donne mission d'y prêcher, d'y corriger les abus ; il faut accorder à cette parole son vrai sens, qui est spirituel¹. Spirituel aussi, le symbole des clefs : comment comprendre un pouvoir temporel de lier et de délier au ciel, puisque le ciel est hors du temps et de la matière² ? L'argument *a fortiori*, par quoi l'on conclut que le pape s'immisce légitimement dans le temporel, puisque le spirituel, que personne ne lui dénie, est d'un ordre supérieur et que celui-là peut le moins qui certainement peut le plus, cet argument ne vaut qu'entre termes de comparaison de même nature ; le prêtre pourra exercer, *a fortiori*, les fonctions de diacre, car nous restons sur le terrain des saints ordres ; dira-t-on qu'un simple prêtre puisse excommunier ? Pourtant il fait beaucoup plus, en consacrant le corps du Christ ; mais il s'agit là de pouvoirs différents. La puissance du roi n'est pas de même nature que celle du pape, on ne peut donc pas les comparer ; et comme toute puissance vient d'en haut, suivant l'Écriture, l'un et l'autre tient la place de Dieu, dans sa sphère respective³. Dire que l'unité de la société chrétienne exige un seul chef, dépositaire de l'autorité intégrale, c'est méconnaître les divers aspects de ce concept d'unité ; l'unité peut consister dans l'indivisibilité, comme dans le cas du point, dans la continuité, comme pour la ligne ; mais elle peut consister aussi dans la perfection de l'ensemble : le toit, les murs, ne font qu'une maison ; de même, dans l'Église, le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel ne se confondent pas, mais ils concourent à l'unité de perfection⁴. Quant aux textes de saint Bernard, relatifs aux deux glaives, si souvent allégués en faveur du pouvoir universel du pape, rien n'est plus facile que de leur en opposer d'autres, de la même plume, adressés au même Eugène III, où l'abbé de Clairvaux rappelle à son ancien moine que son rôle est tout spirituel, où il lui montre que « présidence » ne veut pas dire « domaine ». Le jeune seigneur, lui écrit-il, est soumis à son pédagogue, cependant le pédagogue n'est pas le seigneur de son seigneur⁵.

Et notre anonyme conclut son traité en priant le pape de vouloir bien se contenter du seul pouvoir qui lui appartienne. Ce sera le moyen de ramener le calme après la récente tempête. Et il rappelle en terminant la parole de saint Paul à Timothée : « Je t'adjure avant tout d'adresser des supplications, des prières, des demandes, des actions de grâces pour tous les hommes, pour les rois et tous ceux

(1) P. 678, *ad* VI.

(2) P. 679, *ad* VIII et 682, *ad* XV.

(3) P. 680, *ad* XII.

(4) P. 681, *ad* XIII.

(5) P. 683, *ad* XVII.

qui occupent de hautes charges, afin que nous menions une vie paisible et tranquille, ainsi soit-il »¹.

SUPÉRIORITÉ DE L'ÉTAT Pour l'auteur de cet opuscule, l'idéal réside donc dans l'indépendance des deux pouvoirs, se prêtant un mutuel secours en vue du bien général. Pourtant, l'égalité n'est pas absolue. L'État assure la vie temporelle, condition nécessaire de la vie spirituelle, « l'âme dépend davantage du corps que *vice versa* »²; servant de « base » au peuple, les rois sont dits, du même coup, « fondateurs des églises »³. Moïse, détenteur du pouvoir civil, donne des ordres à son frère le grand prêtre, et les rois d'Israël font figure, à l'égard des pontifes, de surveillants et de redresseurs. La tendance régaliste est donc, là encore, sous-jacente, quoique moins agressive que dans le *Dialogue du clerc et du chevalier*.

§ 2. — Le Songe du Vergier.

Non seulement le *Rex pacificus*, comme le *Dialogue*, connut un grand succès dans son texte isolé⁴, mais l'un et l'autre passèrent intégralement, quelque soixante-dix ans plus tard, dans « le plus important et le plus fameux des ouvrages de droit public écrits en France dans la seconde partie du Moyen Age »⁵. Nous voulons parler du *Songe du Vergier*. Dans ce vaste arsenal, « tous les auteurs gallicans ont puisé à pleines mains arguments, autorités et citations »⁶. Par son intermédiaire, « la chaîne de la doctrine gallicane s'attache solidement, grâce à la *Disputatio* et au *Rex Pacificus*, au premier

(1) P. 683.

(2) Quando dicitur postea quod potestas spiritualis causa est potestatis temporalis, dico quod falsum est, secundum quod accipimus potestatem in proposito, videlicet pro jurisdictione. Nam causa prior est eo cujus est causa. Reges autem, habentes potestatem temporalem, prius fuerunt quam pontifices, habentes potestatem spirituales, sicut jam pluries dictum est. Ad probationem autem cum dicitur: « sicut se habet anima ad corpus, sic spiritualia, quibus sustentatur anima, ad temporalia, quibus sustentatur corpus », dico quod falsum est. Et ecce ratio. Nam anima sic sustentatur spiritualibus, quod ipsa spiritualia non agunt in sustentationem corporis. Sed temporalia sic ad sustentationem corporis agunt, quod agunt etiam ad sustentationem animae, quae deficeret corpore deficiente. Unde majorem dependentiam habet anima a temporalibus quam contra. P. 680, ad ix.

(3) Refert Isidorus... quod reges apud Graecos, ob hanc causam Basilaei vocantur quia tanquam bases populum sustentabant. In signum etiam hujus, dicimus dominos temporales fundatores ecclesiarum, quod non dicitur de praelatis... P. 670.

(4) Sur les manuscrits et les éditions du *Rex pacificus*, voir R. SCHOLZ, *Die Publizistik zur Zeit Philipps des Schönen und Bonifaz VIII.*, p. 252-254. Raoul de Presle, conseiller de Charles V et maître des requêtes en son hôtel, le traduisit en français pour la bibliothèque du roi. Lui-même le dit, à la fin de la traduction qu'il donne d'un autre traité dont nous parlons un peu plus loin, la *Quaestio in utramque partem*. « Et de ce len puet veoir plus plainnement en ce que ie, qui ay translate ceste euvre, en ay escript sur ce pas en la translation du livre qui sapelle *Rex pacificus*, lequel est par devers vous ». GOLDAST, *Monarchia*, t. I, p. 56.

(5) A. COVILLE, *Évrard de Trémaugon et le Songe du Vergier*, 1933, p. 7.

(6) G. DE LAGARDE, *Le « Songe du Vergier » et les origines du Gallicanisme*, dans *Revue des sciences religieuses*, t. XIV, 1934, p. 1 (à la différence des deux auteurs cités ci-dessus, nous respectons l'ancienne orthographe de « Vergier »).

maillon forgé par Nogaret »¹. Et ainsi la querelle bonifacienne oriente la politique religieuse de tout l'Ancien Régime.

SUJET DE L'OUVRAGE Avec le *Songe*, nous n'avons plus affaire à un simple opuscule, mais à un gros ouvrage, qui a la prétention d'aborder et de résoudre toutes les questions litigieuses entre l'Eglise et l'État. L'exorde explique à la fois le titre et le but du traité ; il en fait aussi, tout de suite, connaître l'esprit². « Quelle merveille ! y lisons-nous. Deux choses sont par lesquelles le monde est gouverné, par le prestre et par le roy : et doivent estre d'ung accord ensemble. Le prestre prie Dieu pour le peuple, le roy si commande au peuple. Au prestre appartient ouyr les confessions, au roy des pechés les punicions. Le prestre lie et absout les ames. Le roy, pour peché tue hommes et femmes. Et en ce faisant chascun d'eux accomplist la loy divine et de Dieu le commandement. Car, comme il est escript, Dieu a donné le ciel des cieulx, c'est-à-dire les choses espirituellenes, aux ministres de Dieu, et a laissé la terre aux seigneurs séculiers ; et appartient aux filz des hommes porter armes et sajectes, et les filz de Dieu, c'est assavoir les ministres de l'Eglise, doivent offrir sacrifices et pour le peuple de Dieu prier devotement »³.

Malheureusement, la pratique s'écarte fort de cet idéal. « Maintes fois me suis tout esmerveillé comment c'est, ne par quelle aventure, que si griefve et si dure division soit entre les ministres de sainte Eglise et ceulx de la court séculière. Car mise arriere toute bonne fraternité et toute charité, chascun se peine et efforce contre Dieu et contre verité de passer les termes et les metes de sa juridiction, lesquelles Dieu par sa bonne deliberation a ordonnées et establies »⁴.

L'APOLOGUE Naguère, on a discuté devant le roi Charles V, « par manière d'esbatement et de collacion », cette question si épineuse, « c'est assavoir si la puissance espirituellenne et la puissance seculiere sont divisées et toutes separées en divers suppostz, ou si les deux puissances sont sans estre devisées ne aucunement separées et en ung mesme suppost en la personne du saint pere de rome ». L'auteur a tellement, par la suite, appliqué sa pensée à ce problème qu'il lui est arrivé d'en rêver. Il était « en ung vergier.... tres delectable et tres bel, plein de roses et de fleurs et de plusieurs aultres delitz ». Au milieu trônait Charles V, et auprès de lui se tenaient

(1) *Ibid.*, p. 15.

(2) Nous citons ici d'après l'édition donnée par J.-L. BRUNET, dans son *Traité des droits et libertez de l'Eglise gallicane*, t. II, 1731, in-folio.

(3) P. 3.

(4) P. 3.

« deux roynes tres nobles et tres dignes, l'une à dextre et l'autre à senestre ». Il se demandait qui elles pouvaient être, quand, détaillant mieux leur costume, il remarqua que l'une « avoit un tres honneste et religieux habit ; et sur sa teste estoit escript : *c'est la puissance espirituelle*. Puis regardoy celle qui estoit à senestre, qui avoit de tres noble devise habit, mais seculier estoit. Et sur sa teste avoit escript : *c'est la puissance seculiere* ».

Toutes deux faisaient piteuse contenance et gémissaient en regardant le roi. Elles finirent par lui demander de mettre d'accord leurs sujets respectifs : tu t'appelles Charles, lui dirent-elles, en latin *Carolus*, ce qui signifie *clara lux*, « clere et vraye lumiere de paix, de justice et de verité ». Emploie donc « la parfonde science et la parfaicte prudence et la noble eloquence que tu as en toy » pour que nos « officiers soyent tous à ung en paix et en tranquillité, car paix doit estre la chose plus desirée en ce monde »¹. Après avoir écouté leurs doléances, — et les compliments qu'elles ne manquent pas d'ajouter sur la perfection de son corps, la rectitude de son esprit et la sagesse de ses actes, — il leur répond que point ne lui appartient de décider entre elles, car, partie lui-même en la cause, comme « vicaire de Dieu pour la temporalité », son « jugement ne procederoit pas sans suspeçon ». Il leur conseille de choisir plutôt des « advocatz », qui montreront « d'un cousté et d'autre les griefz et les tors faitz, qui se font et ont esté faitz par les officiers de la court seculiere contre la juridicion espirituelle, et semblablement les griefz que les officiers de sainte Eglise ont faitz au prejudice de juridicion seculiere ». Après quoi il essayera, « si c'est chose possible », de ramener lesdits officiers, « par voye amiable », à la paix et au bon accord. C'est tout ce qu'il peut faire, « car vostre juge ne puis je pas estre ». De même, en effet, que le « prestre » ne peut connaître « de la temporalité, aussi ne peut le roy de l'espiritualité »². Cédant à ce conseil, les deux dames désignent, l'une un clerc, l'autre un chevalier, et c'est le dialogue entre ces champions qui remplit les quatre cent soixante-huit chapitres, répartis en deux livres, dont l'ouvrage se compose³.

RAPPORTS DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT La question fondamentale du pouvoir universel du pape, sur le temporel aussi bien que sur le spirituel, est discutée à maint endroit, surtout dans le premier livre ; mais le plus souvent

(1) P. 4.

(2) P. 8.

(3) Les deux livres ont chacun leur pagination : l. I, p. 3-249, l. II, à la suite, p. 1-152. Dans le 1^{er} livre, le clerc propose d'abord son avis et le chevalier lui réplique ; dans le second, c'est le chevalier qui prend l'initiative et le clerc lui répond.

de façon fragmentaire ; et qui voudrait faire la synthèse des opinions de l'auteur sur ce sujet devrait glaner des éléments un peu partout. De-ci de-là, cependant, quelques phrases expriment assez bien sa conception générale des rapports entre l'Église et l'État. Il reconnaît sans difficulté au pontife de Rome une prééminence de dignité sur les souverains de la terre, mais qui n'implique aucune supériorité de juridiction. « Il me plaist, écrit-il, que la puissance spirituelle soit plus grande en dignité ; mais ce n'est pas vray qu'elle soit plus grande en la temporalité, ne que la temporalité soit causée de l'espiritualité » ¹. Et répondant à un argument tiré de Jacques de Viterbe, il ajoute : « Je ottroye asses que l'ame gouverne le corps quant ad ce qui touche l'âme, et non pas quant à la temporalité ne quant ad ce qui touche le corps. Aussi la puissance spirituelle gouverne la temporelle quant à l'espiritualité et non aultrement » ². Tant que les princes s'acquittent des devoirs de leur charge, le pape n'a pas à se mêler de leur administration : « La puissance spirituelle n'a que voire ne que demander sur la puissance temporelle quand elle gouverne par bonne prudence et par bonne justice la chose publique et la vie presente » ³. Si les rois prévariquent, alors le pape doit intervenir pour préserver les sujets de la perversion morale. Par quels moyens ? L'auteur s'abstient de préciser ; mais il exclut nettement la possibilité qu'aurait le chef de l'Église de redresser lui-même les actes du gouvernement séculier : « Se la puissance seculiere faisoit loix ou constitucions qui soient contre le salut des ames, adonque la puissance spirituelle est necessaire et y doit pourveoir de remede convenable aux ames, desquelles elle a le gouvernement spirituel... Et ad ce que vous dites que le pape doit bailler loix aux princees seculiers, selon lesquelles ils doivent vivre et le peuple gouverner, certes ce n'est pas vray. Mais plus, le pape ne peut pas les loix de l'empereur ne du roy revocquer ne rapeler... Et se aulcune escripture dit que le pape baille loix aux princes seculiers, elle doit estre entendue quant aux choses spirituelles seulement » ⁴. Les deux domaines, en effet, sont tout à fait séparés : à l'Église le souci des âmes et de l'éternité, à l'État le règlement des contingences terrestres : « desquelles choses nous pouvons aussi conclure que la puissance pour especial spirituelle, qui est la puissance de l'Église appelée, ne doit pas desvier ne usurper les seigneuries temporelles, mais doit vaquer es choses spirituelles qui appartiennent à la vie spirituelle et pardurable, non pas es choses lesquelles sont transitoires et corrumptables » ⁵.

(1) L. I, ch. 98, p. 104.

(2) *Ibid.*

(3) P. 105.

(4) *Ibid.*

(5) Ch. 128, p. 128.

En aucun cas le pape ne peut priver de leur sceptre les princes coupables de déportements quelconques : « Jaçoit ce doncques que l'empereur ou le roy dilapide et destruisse son royaume ou qu'il soit droit tyran, ou negligent de gouverner la chose publique et de justice exercer, pour lesquelles causes il devroit par raison estre deposed, toutesfois au pape n'appartient pas à le deposer »¹. Si les Francs s'adressèrent à Zacharie, c'est que « pour le temps l'estude n'estoit pas à Paris, ne France n'estoit pas garnie de tant de sages hommes comme elle est aujourd'hui ». Ils avaient besoin d'un bon conseil, ils le cherchèrent où ils pensaient le trouver².

LIMITATION DES PRÉOCCUPATIONS
A LA FRANCE SEULE

Le *Dialogue* et le *Rex pacificus* nous révélaient déjà deux traits caractéristiques de la physio-

nomie du Gallicanisme ; dans le *Songe* nous les voyons encore plus accusés. C'est d'abord la tendance à limiter ses soucis au royaume de France. Les théoriciens des libertés gallicanes ne prétendent pas élaborer une doctrine générale, valable pour le monde entier : leurs visées sont plus restreintes, d'ordre plus pratique. Sans doute, il leur faut bien discuter *in abstracto* la question des deux pouvoirs ; mais ils sacrifient assez allégrement ce que les défenseurs de la théocratie revendiquent, par exemple, à l'égard de l'empereur. Il leur suffit de mettre en sûreté l'indépendance de leur propre monarque ; aussi insistent-ils avec complaisance sur ses titres spéciaux. Le *Songe*, comme ses deux sources de 1302 et de façon plus apparente encore, se situe bien dans cette tradition. Que la « seigneurie de l'Empire » ait été « conquise par violence » et « contre l'ordonnance de Dieu », fort bien ; mais qui « rappellera en doute que le tres puissant roy

(1) *Ibid.* L'opinion de l'auteur paraît bien être que la déposition par le pape n'est possible en aucun cas, pas même s'il s'agit d'hérésie. Il le dit, du reste, en propres termes : « ... jaçoit ce que l'empereur ou le roy soit cent fois digne d'estre deposed, puisqu'il ne doit estre pour crime espirituel, comme pour heresie ». Cependant la déposition de Frédéric II par Innocent IV l'embarrasse un peu et il tombe dans une contradiction : « Se vous dittes, le pape Innocent le tiers deposa l'empereur Octavian (*sic*), le pape Innocent le quart deposa l'empereur Frédéric : aultrefois a esté dit et respondu qu'ilz le firent de l'auctorité du peuple de Romme ; ou je vous puis dire aultrement que Innocent le quart deposa Fréderich de l'auctorité du conseil general pour le crime de hérésie, auquel cas le pape a sur tous crestiens puissance ». Il est vrai qu'il se corrige aussitôt, comme pris de scrupule : « Les aultres disent que l'unz et l'autre Innocent firent mal et usurperent plus de puissance qu'ils n'avoient, laquelle usurpacion font souventes fois les papes de Romme ». *Ibid.* En réalité, toute cette finale n'est que la traduction littérale d'un passage d'Occam, que notre auteur n'a pas su corriger : *sed forte diceret aliquis quod Innocentius 3 Ottonem quartum et Innoc. 4 deposuit Fridericum imperatorem. Hic tripliciter respondetur: quidam enim dicunt quod Innoc. 3 et Innoc. 4 illas depositiones fecerunt auctoritate Romanorum... Alii dicunt quod simpliciter Innoc. 4 auctoritate concilii generalis deposuit Fridericum, quia in casu haeresis simpliciter habet potestatem super omnes christianos. Alii dicunt quod uterque male processit, usurpando sibi potestatem quam non habuit: sicut saepe faciunt Romani pontifices. — Octo quaestionum decisiones*, dans GOLDAST, *Monarchia*, t. II, p. 341. Sur les contradictions du *Songe*, dues à une utilisation maladroite d'Occam, voir G. DE LACARDE, *loc. cit.*, p. 234.

(2) *Ibid.*

de France soit roy ordonné et estably de Dieu ¹ » ? N'a-t-il pas reçu du ciel même les armes de son écu ? « Car ainsi comme aucunes croniques racontent, les rois de France souloient jadiz, avant qu'ils fussent convertiz, en leurs armes porter trois crapaux, lesquels furent par miracle en trois fleurs de liz en l'honneur de la sainte Trinité merveilleusement transportez » ². Dieu n'envoie-t-il pas un ange, à chaque sacre, apporter l'huile de l'onction ? Ne fait-il pas du capétien son « especial tresorier en ce siècle », en lui confiant la garde des insignes reliques de la Passion, conservées en la « sainte chapelle » ? « Si nous considerons ces choses et plusieurs aultres graces et miracles que Dieu a faits singulierement pour les roys de France sur tous aultres roys, nous povons dire sans doubte que Dieu l'a fait et ordonné son vicaire en la temporalité au tres noble et tres puissant royaume de France » ³.

Admettons, si l'on veut, que le pape ait autorité de « bailler loix à l'empereur et ses loix confermer », cela ne prouve rien pour le roi de France, « lequel n'est confirmé ne couronné par le pape, ny n'est aucunement subject au pape quant à la temporalité... Et si nous enseigne expericion que les roys de France ont fait loix et constitucions de tant de temps qu'il n'est memoire du contraire, lesquelles ne furent oncques approuvées par le pape, ne aussi il n'en estoit aucune necessité » ⁴.

Pour montrer que les princes séculiers tiennent leur dignité de l'Église, le clerc insiste sur le rôle de l'onction, reçue des ministres de l'autel. Le chevalier lui réplique en déniaut à l'onction toute valeur ; c'est un rite purement humain, qui ne se rattache pas au Christ, comme les sacrements, et qui ne confère même pas, comme eux, de grâces spirituelles. Il y a pourtant une exception et voici qu'elle se retourne contre la thèse du clerc : l'onction du roi de France est bien, elle, d'origine divine, elle procure des charismes spéciaux ; mais ce n'est pas des prêtres qu'elle vient, c'est de Dieu directement. « Quoy que nous dions des aultres roys, il semble que nul ne doye doubter que le roy de France ne prengne especiale grace du saint Esperit par sa sainte unction. Car ainsi qu'il est plus merveilleusement oinct que nul aultre roy et plus especialement, c'est chose vraye semblable que devant tout aultre il reçoive par unction especiale grace du saint Esperit : car il est oinct de la sainte ampolle, laquelle fut envoyée par l'ange du ciel. Par quoy il appert que les roys de France ne sont

(1) Ch. 36, p. 31.

(2) Ch. 80, p. 82.

(3) Ch. 36, p. 31.

(4) Ch. 98, p. 105.

Martin. — I.

pas ointz seulement par ordonnance humaine, mais sont ointz, consacrez et couronnez par l'ordonnance du Père, du Filz et du saint Esperit ». Autre faveur céleste, qui situe les rois de France sur un plan à part : le don des miracles. Il ne s'agit point là d'une conséquence de tout sacre royal, « car nous voyons que plusieurs autres roys sont ointz, lesquels n'ont pas celle grace » ; nos sires la tiennent d'un « aultre don de Dieu et du saint Esperit, lequel nous ignorons »¹.

*SOUCI DE NE POINT TOMBER
DANS LE SCHISME*

Voici maintenant un second trait bien caractéristique du Gallicanisme, perceptible déjà dans les deux opuscules contemporains de la lutte entre Boniface VIII et Philippe le Bel, plus accentué encore dans le *Songe du Vergier* : le parti pris de restreindre le plus possible le pouvoir d'intervention de la papauté dans les affaires du royaume, mais en se gardant avec grand soin de tomber dans le schisme ou l'hérésie. Les Gallicans se disent catholiques et veulent se maintenir tels, tout en n'accordant au pape, suivant l'expression de P. Dupuy, qu'une « soumission modérée », ou « réglée », contenue dans des « bornes fermes et immobiles ».

Deux points sont aujourd'hui parfaitement établis : d'abord, le *Songe* n'est pas une œuvre originale, mais une simple compilation ; en second lieu, le texte latin a précédé la version française. L'œuvre est née dans l'entourage de Charles V ; elle représente la documentation fournie au roi, sur un problème qui le préoccupait tout spécialement, par un ou plusieurs maîtres des requêtes de son hôtel². Elle offre « un double intérêt : d'abord par le choix des auteurs consultés, ensuite par la présentation qui lui est donnée »³. Le texte latin, le *Somnium Viridarii*⁴, est fait « avec la colle et les ciseaux ». Il rappelle « ces travaux officiels que nous voyons éclore annuellement dans nos commissions parlementaires. Un secrétaire impersonnel y réunit dans un rapport massif les éléments d'une documentation puisée aux sources les plus diverses et constituée, le plus souvent, par la juxtaposition d'articles ou d'exposés littéralement copiés. On ne songe même pas à s'assimiler, pour la résumer, la thèse que l'on

(1) Ch. 80, p. 82.

(2) Nous avons employé, pour la commodité du langage, le mot « auteur », au singulier, pour désigner celui ou ceux à qui l'on doit le *Songe* ; mais nous n'avons pas l'intention de prendre parti dans une discussion qui reste ouverte. M. Coville n'hésite pas à identifier cet auteur avec Évrard de Trémaugon (A. COVILLE, *Évrard de Trémaugon et le Songe du Verger*, 1933). Il faut avouer que les arguments qu'il apporte en faveur de sa thèse sont impressionnants. Toutefois M. G. DE LAGARDE n'estime pas « convaincantes » les raisons données en faveur de l'unité de l'auteur (*Le « Songe du Verger » et les origines du Gallicanisme*, loc. cit., p. 4, note 1). Un exemple, qu'il fournit *ibid.*, p. 6, note 2, montre qu'en effet il convient de réserver encore son jugement.

(3) G. DE LAGARDE, loc. cit., p. 4.

(4) Texte dans GOLDAST, *Monarchia S. Romani imperii*, t. I, p. 58-229.

reproduit : les ciseaux suffisent à tout »¹. Ce n'est là qu'un « brouillon », que le traducteur remaniera, en y faisant davantage apparaître ses tendances personnelles. Mais au moins le compilateur n'a-t-il pas manié ses ciseaux sans discernement. Où va-t-il prendre ses matériaux ? Il reproduit intégralement, et à peu près d'affilée, le *Dialogue du clerc et du chevalier* ; il découpe le *Rex pacificus* et l'insère, en totalité aussi, mais par fragments. Pour le reste il utilise surtout Marsile de Padoue² et Occam. C'est là où sa prudence se devine. Il sait couper aux bons endroits. Plus tard, quand il s'agira de traduire, il corrigera, adaptera. Marsile de Padoue, défenseur de Louis de Bavière contre Jean XXII, absorbait l'Église dans l'État ; il avait été condamné comme hérétique ; son *Defensor Pacis*, traduit en français, était pourchassé à Paris par la Faculté de théologie. En l'utilisant, l'auteur du *Songe* le rend méconnaissable. « Le texte latin du *Somnium Viridarii* a savamment désamorcé ce mélange explosif. Certes, la copie est textuelle. Mais que n'a-t-on pas supprimé !... A force d'être émondé, le texte ne garde presque plus rien de l'original. Mais que dire de la traduction française³ ? » Que reste-t-il du texte marsilien ? « L'ensemble prend un petit air patelin, que renforce la conclusion, où l'auteur s'en remet naturellement au jugement de Sainte Eglise »⁴. Non seulement le *Songe* abonde en appellations respectueuses de « saint Père » à l'adresse de celui que Marsile affectait de traiter simplement d'« évêque de Rome »⁵, mais il reconnaît explicitement au pape la juridiction spirituelle sur toute la catholicité, le droit d'interpréter les Écritures et même de nommer à « tous benefices de sainte Eglise »⁶. Marsile voulait asservir l'Église à l'État : il suffit à l'auteur du *Songe* d'assurer la pleine indépendance de l'État par rapport à l'Église.

Même prudence pour ce qui concerne l'utilisation d'Occam. L'auteur du *Songe* sera plus régaliste encore que son inspirateur : il refusera au pape l'ingérence *exceptionnelle* dans les affaires de l'État, que lui reconnaît Occam⁷ ; mais il se gardera bien, en revanche, d'ava-

(1) G. DE LAGARDE, *loc. cit.*, p. 8.

(2) Il n'est pas sans intérêt de remarquer ici que, par Marsile de Padoue, ce sont des idées de Nogaret qui reviennent en France, mais exagérées par le défenseur de Louis de Bavière. En effet, l'on peut « considérer comme tout à fait plausible un contact personnel de l'auteur italien avec le petit clan des légistes méridionaux groupés autour de Nogaret ». Marsile séjourna à Paris à deux reprises. Maint passage du *Defensor* trahit une dépendance de la littérature polémique issue de la querelle entre Philippe le Bel et Boniface VIII. Voir à ce sujet la communication faite par M. G. DE LAGARDE aux « Journées de l'histoire du droit », tenues à Paris du 1^{er} au 4 juin 1932, dans *Revue historique de droit français et étranger*, 4^e série, t. XII, 1933, p. 205. Ces idées de Nogaret, en passant par le filtre de l'auteur du *Songe*, reprennent leur physionomie première.

(3) G. DE LAGARDE, *loc. cit.*, p. 18.

(4) *Ibid.*, p. 20.

(5) *Ibid.*, p. 29.

(6) *Ibid.*, p. 32.

(7) *Ibid.*, p. 228.

liser certains jugements du cordelier anglais : par exemple sur le caractère « hérétique » de quelques textes pontificaux ¹. « Au lieu du moine un peu anarchiste, habile à volatiliser tous les pouvoirs par la chimie savante de son argumentation subtile, corrigeant l'absolutisme pontifical par l'absolutisme princier et *vice versa*, ... nous voyons se dresser la figure un peu bornée d'un conseiller « conservateur », effrayé par toutes les hardiesses de langage, soucieux de se maintenir dans l'orthodoxie, mais fermement décidé à ne pas céder un pouce du terrain temporel qu'il a mission de défendre et à maintenir le droit du prince intangible » ².

§ 3. — Ecrits d'inspiration théologique.

Le *Dialogue* et le *Rex pacificus* ne sont pas les seuls écrits, favorables à l'indépendance temporelle du roi de France, que les démêlés entre Boniface VIII et Philippe le Bel aient suscités. Il n'est guère vraisemblable que l'auteur du *Songe* ait ignoré les autres. Il les a bien plutôt écartés de parti pris. En effet, son ouvrage représente l'aboutissement, à la fin du xiv^e siècle, du courant « légiste » issu de la fameuse querelle ³ ; les écrits dont il nous reste à parler, œuvres théologiques, sont d'une autre veine ; ils témoignent de l'existence, en France, à la même époque, d'une opinion moins radicale. C'est de l'année 1302, peu après l'arrivée en France de la bulle *Ausculat, Fili*, que datent un opuscule anonyme connu sous le titre de *Quaestio in utramque partem* ⁴ et le

(1) G. DE LAGARDE, *loc. cit.*, p. 226.

(2) *Ibid.*, p. 229.

(3) C'est à ce même courant qu'il faut rattacher les œuvres d'un polygraphe dont nous n'avons pas, ici, à parler longuement : Pierre Dubois, avocat du roi à Coutances. La principale de ces œuvres est le *De recuperatione terrae sanctae*, dont une édition critique a été donnée en 1891 par Ch. V. LANGLOIS, dans la *Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*. P. Dubois est aujourd'hui presque célèbre, depuis les études que lui ont consacrées E. Boutaric et E. Renan (cf. Ch. V. LANGLOIS, *loc. cit.*, introd.). Mais il ne paraît pas, de son vivant, avoir eu d'influence et ses multiples écrits ne connurent pas la notoriété. Du reste, si le *De recuperatione* fourmille en vues originales, hardies, celles-ci même ne pouvaient que nuire à son auteur, au moment où il les formulait, et le faire passer pour un illuminé. Son projet de confisquer les possessions temporelles du pape au profit du roi de France et de les remplacer par une pension (*loc. cit.*, n° 40, p. 33), de mettre la main sur les biens du clergé séculier (*ibid.*, n°s 45-49, p. 35-42) et des moines (n° 50, p. 43), de supprimer le célibat ecclésiastique (n° 102, p. 85) n'éveilla pas d'écho. « Il y a en lui quelque chose de l'inventeur qui regorge d'idées grandioses — d'idées fixes — mais qui est malheureux, méconnu, atteint de la manie de la persécution... Il importe de bien se rendre compte que ce qui constitue pour les modernes l'intérêt des œuvres de Dubois est justement ce qui a empêché les contemporains de le prendre au sérieux » (*loc. cit.*, introd., p. xvii). Sur l'indépendance temporelle du roi par rapport au pape, il a partagé l'opinion des légistes, ses congénères, mais il n'a point apporté à leur défense une contribution efficace. La tradition gallicane, ennemie de ce qui peut sembler révolutionnaire, ne s'appuie pas sur lui. — Voir, sur P. Dubois, quelques bonnes pages de M. J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 126-127, 342-350.

(4) Texte dans GOLDAST, *Monarchia S. Romani imperii*, t. II, p. 95-107 (sous la fausse attribution à Gilles de Rome). Études dans R. SCHOLZ, *Die Publizistik...* etc., p. 224-251, et dans J. RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 133-135 et 274-281.

traité *De potestate regia et papali* du dominicain Jean de Paris ¹. Une glose de la bulle *Unam sanctam*, publiée seulement en 1902 ², est postérieure de quelques mois. Ces trois écrits s'apparentent par leur esprit ; on peut considérer leurs auteurs comme les interprètes de la grande majorité du clergé au xiv^e siècle ; sur les positions qu'ils établissent, la théologie gallicane se maintiendra de longues années.

LA « QUAESTIO IN UTRAMQUE PARTEM » La façon dont la *Quaestio in utramque partem* pose le problème montre chez son auteur un sentiment des nuances que nous n'avons pas rencontré jusqu'ici : « Le pape a-t-il *pleine* juridiction et puissance *ordinaire* aussi bien sur le temporel que sur le spirituel, au point que tous les princes lui soient soumis pour la temporalité ³ ? » Par des arguments de philosophie, l'interprétation de textes scripturaires, la citation de canons et de fragments du droit romain, il établit la distinction des deux pouvoirs et formule des conclusions analogues, en somme, à celles que nous avons déjà vues plus haut : les deux puissances n'étant pas de même nature, on ne peut subordonner l'une à l'autre ⁴. La vieille image du soleil et de la lune lui permet d'illustrer cette vérité : Dieu les a créés tous les deux pour des fins différentes ; leur éclat est sans doute inégal, mais si le soleil « préside au jour », par la volonté divine, le créateur a également voulu que la lune « présidât à la nuit » ⁵. Qu'allègue-t-on la primauté du spirituel pour en conclure qu'à plus forte raison le temporel doit appartenir au pape ? Ces comparaisons ne valent qu'entre termes de même nature : un homme est plus qu'une mouche ; dira-t-on pour cela que « tel peut engendrer une mouche qui est capable d'engendrer un homme » ? La direction des consciences est chose plus honorable que le soin des corps : admettra-t-on que « le confesseur doive assumer la fonction de mire » ⁶ ? Venant également de Dieu, de qui tout procède, le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel sont distincts et séparés, ils ne doivent pas empiéter l'un sur l'autre : à l'empereur et aux rois le domaine sur les corps et sur tout ce qui intéresse la vie corporelle ; à eux le soin de gouverner la société civile, d'y faire régner l'ordre et

(1) Texte dans GOLDAST, *ibid.*, t. II, p. 108-147. Études dans R. SCHOLTZ, *loc. cit.*, p. 275-333, et dans J. RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 148-150 et 281-300.

(2) Par H. FINKE, *Aus den Tagen Bonifaz VIII.*, dans les *Vorreformationsgeschichtliche Forschungen*, t. II, p. c-cxvi. Étude dans J. RIVIÈRE, *op. cit.*, p. 153-155 et 300-305.

(3) *Quaestio est utrum dignitas pontificalis et imperialis, sive regalis, sint duae potestates distinctae ad invicem. Et hoc est quaerere utrum summus Pontifex plenam jurisdictionem et ordinariam potestatem habeat tam in temporalibus quam in spiritualibus, ita quod omnes principes temporales subsint ei quantum ad temporalia.* P. 96.

(4) P. 96-101.

(5) P. 96.

(6) P. 107.

la paix, de punir les transgresseurs de la loi, de défendre la patrie contre ceux qui la menacent. Au pape la juridiction sur tout ce qui touche le salut des âmes, à lui le gouvernement de la société céleste ici-bas ; il a pour cela pleine autorité et les prélats inférieurs partagent sa « sollicitude »¹.

DIFFÉRENCE AVEC LA THÉORIE DES LÉGISTES Tel est le principe général, admis par tous les partisans de l'indépendance du pouvoir séculier. Mais voici où le théologien se sépare des légistes : le pape, a-t-il dit, ne doit pas s'ingérer dans les affaires temporelles ; oui, mais il faut préciser : « sauf dans certains cas prévus par le droit »² ; et il consacre un article à examiner « comment et dans quelles circonstances la puissance terrestre est soumise à la puissance ecclésiastique ». Il part de l'existence, dans le domaine judiciaire, de causes mixtes et il prend exactement, à ce sujet, le contre-pied du chevalier du *Dialogue*. A côté des procès d'ordre purement spirituel, de mariage, par exemple, de dîmes, de simonie, ou d'ordre purement temporel, comme ceux de fiefs, de meurtres, qui appartiennent respectivement et sans discussion à la juridiction soit ecclésiastique soit séculière, il y en a d'autres qui sont temporels pour le principal, mais impliquent un élément spirituel : ainsi un procès de fief, s'il s'y mêle une question de serment. On l'a vu « dans le différend survenu entre les rois de France et d'Angleterre touchant le Poitou » : normalement le pape n'intervient pas dans les disputes féodales, mais il a pu le faire dans ce cas particulier, eu égard aux promesses jurées. De même les affaires de dot ou d'héritage, pures et simples, ressortissent au for séculier ; mais quand elles surgissent à propos du mariage, l'Église, compétente sur le sacrement, peut en connaître accessoirement³. De ces considérations d'ordre judiciaire, il est facile à notre auteur de glisser à l'aspect politique du problème. En principe, le roi de France n'est pas soumis au pape, il ne tient pas de lui son royaume, ni en fait ni en droit ; toutefois il peut relever de lui « incidemment », « par accident », en vertu d'une complication intéressant le spirituel⁴. Mais il y a plus : tout comme les autres fidèles, le roi dépend du pape en ce qui concerne la foi ; s'il tombe dans le schisme, dans l'hérésie, ou s'il se montre « contu-

(1) P. 99, 101 (art. III), 107.

(2) P. 99 (art. II). *Ita nec pontifex debet in temporalibus se immiscere, nec jurisdictionem temporalem assumere, nisi in certis casibus determinatis a jure.*

(3) Art. IV, p. 101.

(4) *Rex Franciae secundum jura non subest summo Pontifici, nec ei tenetur respondere de feudo regni sui ; posset tamen ei subjacere incidenter et casualiter, ratione connexionis alicujus causae spiritualis.* Art. IV, p. 101, in fine.

mace à l'égard de l'Église romaine », le pape peut l'excommunier ; et il peut également, dans ce cas, délier les sujets du serment de fidélité ou plutôt « déclarer qu'ils en sont absous »¹.

On le voit : nous sommes loin, ici, d'un total affranchissement. L'auteur de la *Quaestio in utramque partem* ne met pas la puissance temporelle à l'abri de toute intervention pontificale, quelles que soient les circonstances. Il a beau n'être pas moins « nationaliste » que les légistes, insister comme eux sur la situation privilégiée de la couronne de France, parler de la spéciale approbation divine, manifestée par l'envoi de la sainte Ampoule, par le don des miracles, il a beau rappeler l'origine légendaire des Français, jamais subjugués par l'empire romain, toujours libres depuis la ruine de Troie, leur première patrie², l'on comprend qu'un « maître des requêtes de l'hôtel » de Charles V ait préféré garder le silence sur une indépendance si relative.

GLOSE DE LA BULLE « UNAM SANCTAM » La glose anonyme de la bulle *Unam sanctam*

exprime la même opinion. La finale du texte bonifacien : « nous déclarons, disons et définissons que toute créature humaine est soumise au Pontife romain de nécessité pour le salut » donne lieu à une véritable dissertation sur les deux pouvoirs. Que tout le monde soit soumis au pape, explique l'auteur, cela doit s'entendre des choses nécessaires au salut, comme la foi et les sacrements, et de celles qui s'opposent au salut, comme les péchés. Il ne s'agit donc pas de soumission universelle³. L'erreur de ceux qui prétendent que la puissance séculière est sujette au pouvoir ecclésiastique dans tous les cas procède d'un sophisme. Il convient de distinguer entre les divers biens spirituels. Les uns sont naturels, comme l'intelligence : ils ne peuvent venir du pape, mais de Dieu seul ; d'autres, comme la science, la vertu, s'acquièrent à la lumière de l'esprit et grâce à nos propres efforts ; d'autres, proprement surnaturels, comme la grâce sanctifiante, les dons du Saint-Esprit, les vertus infuses, nous viennent de Dieu, mais l'Église y coopère à titre de ministre et d'instrument. D'où l'on peut voir ce que signifie cette expression, « toute créature est soumise au pape » : le pape est le principal ministre des sacrements dans l'Église entière, le principal docteur de la foi, le principal guide de la morale. Son ministère ne se borne pas à un territoire déterminé, il s'étend à l'univers entier. Mais l'auteur précise : « Je dis ministère,

(1) *In casu in quo potest agere contra principem, potest etiam absolvere vassallos a juramento fidelitatis, vel absolutos potius declarare : utpote ratione haeresis vel schismatis, vel contumaciae contra Romanam ecclesiam.* P. 106.

(2) Art. v, p. 102.

(3) H. FINKE, *loc. cit.*, p. cii.

non pas domaine, car en tout cela le pape n'agit que comme ministre », suivant la parole de saint Paul, que l'apôtre applique à saint Pierre aussi bien qu'à lui-même : « que l'homme nous considère comme les ministres du Christ et les dispensateurs des mystères de Dieu »¹.

*POUVOIRS RESPECTIFS
DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT*

Venons maintenant, poursuit-il, aux choses temporelles. Là encore, il procède par distinctions. La « substance » des biens terrestres n'appartient qu'à Dieu, leur usage seul revient aux hommes. Mais il convient de voir à quoi tend cet usage. Si c'est à l'entretien du corps, l'individu y a droit et « en cas de nécessité tous les biens sont communs ». Considère-t-on l'intérêt de la communauté ? Il appartient au prince de le procurer, par des lois, des ordonnances, propres à assurer l'ordre et la paix publiques, à maintenir les bons citoyens dans le droit chemin et à contraindre les méchants. En fin de compte, cependant, les biens terrestres doivent servir au salut, fin dernière de tout homme : de ce chef, ils relèvent du gouvernement de l'Église. Mais en quel sens et dans quelle mesure ? Les ecclésiastiques doivent instruire les laïcs, les diriger, leur administrer les sacrements ; ce faisant, ils ont besoin de moyens d'existence : ils ont droit de les exiger, de contraindre à les leur fournir ceux qui voudraient s'en exempter. Voilà en quoi consiste le pouvoir de l'Église sur le temporel ; « si le médecin considère le nerf et l'orfèvre le métal », c'est dans un dessein qui leur est propre : pour l'un, guérir, pour l'autre, ciseler. La hiérarchie spirituelle, qui n'a, directement et immédiatement, qu'un pouvoir spirituel, ne peut atteindre le temporel que dans la mesure où il est pour elle un moyen².

Ces principes éclairent la nature des rapports entre les deux puissances. Elles ne dépendent pas l'une de l'autre. Bien que l'Église l'emporte en dignité sur l'État, en vertu de la plus grande noblesse du bien qu'elle poursuit, l'État ne lui est point, cependant, subordonné. Les papes n'acquièrent aucun domaine sur les rois par le fait qu'ils leur confèrent l'onction, pas plus que l'évêque n'acquiert la propriété du calice qu'il consacre ; ils leur transmettent des grâces spirituelles qui ont Dieu pour auteur, non pas eux-mêmes. Quant au pouvoir politique, les rois l'obtiennent par un autre canal. Le jugement, la contrainte n'appartiennent à l'Église que dans le domaine de l'âme : elle accorde ou refuse le pardon des péchés, elle excommunie et réconcilie, c'est là ce que les clefs symbolisent ; dans le domaine des corps, le rôle de justicier revient au prince³.

(1) H. FINKE, *loc. cit.*, p. CHI-CV.

(2) *Ibid.*, p. CVI-CVIII.

(3) *Ibid.*, p. CIX-CXVI.

Jusqu'ici, les opinions du glossateur ne diffèrent guère, en substance, de celles des légistes et nous avons vu le chevalier du *Dialogue*, en termes plus impertinents, mais, en somme, équivalents, exposer la même thèse du droit des clercs aux prestations alimentaires. C'est dans la glose proprement dite, dans le commentaire littéral de la bulle, qu'il faut chercher les oppositions. Tout d'abord, l'État doit à l'Église l'appui du bras séculier quand elle juge bon de le requérir¹. En outre, le principe général qu'elle ne doit pas s'immiscer dans les affaires temporelles admet des exceptions : l'Église a droit, par exemple, de gérer librement son propre temporel, car le patrimoine ecclésiastique est tout à fait exempt du pouvoir séculier ; de même la *ratio peccati* lui donne compétence² ; surtout, l'on ne doit pas oublier la fin spirituelle qu'elle poursuit et qui lui confère un droit général de contrôle, de « direction », sur le pouvoir séculier, dont la mission, au bout du compte, ne représente qu'un moyen par rapport au but transcendant de l'humanité, qui est le salut éternel³. Le glossateur n'insiste pas sur ces réserves ; elles suffisent, toutefois, pour caractériser sa position doctrinale. Avec lui, nous sommes loin, sans doute, des outrances de Boniface VIII, mais presque autant du radicalisme des légistes.

LE « DE POTESTATE REGIA ET PAPALI »
DE JEAN DE PARIS

Les deux ouvrages que nous
venons d'étudier jouirent,
vraisemblablement, d'une

fortune inégale. Rien ne prouve que la glose de la bulle *Unam Sanctam* ait été très répandue : elle offre surtout l'intérêt d'un témoignage. Au contraire, la *Quaestio in utramque partem* connut un succès qu'atteste le nombre et la qualité des manuscrits où on la trouve⁴. Raoul de Presle, conseiller de Charles V et maître des requêtes en son hôtel, la traduisit en français pour la bibliothèque de son maître⁵. Mais l'influence de ce second opuscule fut elle-même inférieure à celle qu'exerça le *De potestate regia et papali* de Jean de Paris. Cet ouvrage devint classique dans la Faculté de théologie, qui en considérait l'auteur comme une de ses lumières.

(1) Glose sur le mot *Spiritualis*, p. ci : *Set (Ecclesia) materiali (gladio) non ferit nec manu propria utitur, set reges et presides temporales uti et ferire eo habent ad nutum et pacientiam sacerdotis, ut gladius materialis sit ad fulcimentum et subsidium spiritualis.*

(2) In v^o *Potestati*, p. ci.

(3) In v^o *Gubernatione*, p. cii : *Quia corpora grossiora per spiritualia reguntur et sic potestas regalis per potestatem spiritualem regitur.*

(4) Sur ces manuscrits, voir R. SCHOLZ, *loc. cit.*, p. 226-228. Un d'entre eux a appartenu à Pierre d'Étampes, secrétaire et archiviste de Philippe le Bel.

(5) Cette traduction est publiée dans GOLDAST, *Monarchia S. Romani imperii*, t. I, p. 39-57. avec cet en-tête : « Au commendement de treshault et tresexcellent prince Charles par la grace de Dieu le Quint Roy de France de ce nom, Maistre Raoul de Praelles son petit serviteur, conseiller et maistre de Requestes de son Hostel, translata ceste petite euvre ».

SOUCI DU JUSTE MILIEU Dès les premières lignes de son traité, Jean de Paris nous renseigne sur son dessein : se tenir éloigné des extrêmes, également faux. Voyez, dit-il, les Vaudois : ils prétendent que la possession des biens de ce monde répugne tellement aux successeurs des apôtres qu'il ne leur est permis de rien avoir du tout. Pour eux, l'« Église de Dieu » cesse d'exister sous le pontificat de Sylvestre ; la Donation de Constantin l'a tuée ; après, l'on n'a plus que l'« Église romaine », ce qui est bien différent. Erreur évidente. Regardez maintenant Hérode : il prend le Christ pour un roi de la terre ; et beaucoup l'imitent, aujourd'hui : ils soutiennent que le pape, occupant ici-bas la place de Jésus-Christ, étend son domaine temporel sur les biens des princes et des barons ; ils vont même jusqu'à prétendre que la souveraineté séculière du pape dépasse en excellence celle des rois : car, disent-ils, le pape la tient directement de Dieu, tandis que les rois, simples administrateurs, simples procureurs, tiennent la leur des mains du pape. Cette seconde erreur n'est pas moins condamnable¹.

Que la vérité se trouve dans un juste milieu, Jean de Paris s'attache à le montrer en étudiant la nature des pouvoirs royal et sacerdotal, leur origine, leurs rapports. Il se demande si le pouvoir sacerdotal, supérieur en dignité, peut être considéré comme la source de l'autre, si le pape est propriétaire des biens temporels de l'Église, s'il faut lui reconnaître quelque droit sur ceux des laïcs. Au cours de cette discussion, claire, méthodique, il expose et réfute les arguments allégués d'ordinaire par les tenants de l'omnipotence romaine².

LE PAPE ET LA PROPRIÉTÉ ECCLÉSIASTIQUE L'examen des pouvoirs du pape sur la fortune ecclésiastique l'amène au cœur de son sujet. Peut-on admettre, dit-il, que le pape soit propriétaire des biens de l'Église ? Pas le moins du monde. Ils appartiennent à des communautés, diocèses, monastères, non pas aux individus qui les composent. Ceux-ci en usent légitimement dans la mesure de leurs besoins, compte tenu de la décence qu'exige leur rang social. Chaque communauté bien ordonnée possède un chef, qui est à la fois son « membre principal » et l'administrateur de ses ressources : ainsi l'évêque dans le diocèse. Mais comme l'ensemble de toutes les communautés locales forme une seule Église universelle, son chef, son « membre suprême », qui est le pape, a le soin de toute la fortune ecclésiastique. Il s'en sert lui-même pour

(1) GOLDAST, *op. cit.*, t. II, p. 108.

(2) A la fin de son introduction, *ibid.*, p. 109, Jean de Paris annonce la matière de chacun des 24 chapitres dont sera composé son traité.

ses propres besoins, qui sont supérieurs à ceux des autres prélats. Mais il n'est pas plus propriétaire des richesses de l'Église que l'évêque ne l'est de celles de son diocèse. Il n'en est pas le « maître », comme certains l'affirment. Les fondateurs ont eu l'intention de transférer la propriété de leurs biens à telle personne morale déterminée, à telle église, à tel couvent, pour l'usage de ceux qui y assurent le culte ; le transfert ne s'est pas fait au pape. Qu'on n'allègue pas que le pape a cette propriété en qualité de vicaire de Jésus-Christ. Ce n'est pas à Jésus-Christ que les fondateurs ont légué leurs biens : comme Dieu, il est déjà le maître de tout ; comme homme, il n'a plus besoin de rien. Ils ont eu en vue ses ministres, ils ont testé en faveur d'une communauté, administrée par un prélat. Le pape ne peut disposer de ces richesses que pour le bien commun, en toute bonne foi. Son pouvoir est conditionné par l'utilité générale ¹.

LE PAPE ET LES BIENS LAÏCS

A plus forte raison n'est-il point propriétaire des biens des laïcs. Il n'a pas même, à leur égard, un rôle d'administrateur. Les laïcs possèdent à titre individuel ; ils ne forment pas un corps, ordonné vers une tête unique, qui réglerait l'usage d'un patrimoine indivis : de leur avoir ils disposent à leur gré, ils en sont les maîtres. Les différends qui surgissent à propos des biens laïcs, le refus d'en distraire ce qui est nécessaire aux dépenses publiques relèvent du prince : non point qu'il ait sur eux quelque domaine éminent, pas plus que le pape, mais parce que le peuple l'a constitué juge, redresseur de torts, appréciateur des besoins de la société ².

CAS DE NÉCESSITÉ Il ne faut cependant pas méconnaître que les laïcs, comme les clercs, sont des fidèles et que le pape est leur chef. Si la foi, les mœurs couraient un extrême danger, en cas d'invasion des païens, par exemple, le pape aurait qualité pour exiger d'eux les sacrifices nécessaires à la conservation du patrimoine spirituel. Il ne ferait, en cela, que « déclarer le droit », car en pareilles circonstances toutes les ressources doivent être mobilisées et les calices fondus ; et il pourrait légitimement contraindre les récalcitrants par l'emploi des censures. Pour des raisons analogues, si la population d'une paroisse s'accroissait tellement que le curé ne pût plus faire face tout seul aux besoins des âmes, le pape pourrait imposer aux fidèles de ce territoire les prestations nécessaires à l'entretien d'un coadjuteur ³. Mais hors de ces cas il n'a aucun droit sur le temporel

(1) Ch. iv, p. 114-115.

(2) Ch. vii, p. 116.

(3) *Ibid.*

des laïcs. Le Christ, comme homme, ne lui en a pas donné, puisqu'il n'en avait pas lui-même, et il n'a point commis à saint Pierre la puissance qu'il tenait comme Dieu, créateur et maître de toutes choses ¹.

L'ÉGLISE ET LE POUVOIR TEMPOREL Cette dernière considération amène Jean de Paris à préciser la portée du pouvoir temporel de l'Église en général et la nature de la juridiction du pape sur les princes séculiers. Comme la glose analysée plus haut, il déclare que les ecclésiastiques n'ont aucun droit direct sur le temporel, sauf celui de recevoir ce qui est nécessaire à leur honnête entretien ². A ses yeux, toute la difficulté consiste dans l'interprétation du droit de juger et de contraindre que l'Église a reçu de son fondateur pour le « for externe ». En principe, ce droit s'exerce dans le domaine spirituel et il ne peut atteindre le temporel qu'indirectement, « en raison du péché ». Mais là l'auteur apporte une intéressante précision : l'intervention de l'Église a pour objet de dire « si c'est un péché », car « elle ne peut connaître d'aucun délit sinon en ce qu'il se ramène à quelque chose de spirituel et d'ecclésiastique ». La suite de son développement fait mieux apparaître sa pensée. En matières temporelles, dit-il, on peut pécher de plusieurs façons. Par appréciation : en soutenant, par exemple, que l'usure est chose permise ; comme il s'agit là d'interpréter la loi divine, il appartient au juge d'Église, et à lui seul, d'en connaître. Par action : en retenant ou en vendant, par exemple, un objet qui appartient à autrui ; ces jugements relèvent exclusivement du juge séculier. Jean de Paris allègue, pour le prouver, des textes émanant des papes eux-mêmes et il ajoute ceci : prétendre que ces aveux sont inspirés par l'humilité et qu'ils ne correspondent pas au droit strict, c'est parler « en lâche et en flatteur » ³. Voilà pour ce qui concerne le pouvoir de juger.

Pour ce qui est de contraindre, l'Église a bien reçu de Dieu mission d'arracher les hommes au péché ; mais elle doit s'en acquitter par les moyens voulus par son fondateur. Ces moyens sont la privation des sacrements et l'interdiction des rapports avec les fidèles, en d'autres termes les censures. Toutefois la rigueur de cette règle peut fléchir, si le délinquant s'y prête. Rien n'empêche de lui proposer, en effet, en guise de réparation, de pénitence, une amende pécuniaire plutôt qu'un châtiment spirituel ; s'il accepte, l'autorité ecclésiastique n'aura pas excédé les limites de son droit ; mais elle ne saurait le contraindre à s'y soumettre : seul le juge séculier dispose de la puissance requise

(1) Ch. VIII, p. 116-117 ; cf. ch. IX et X, p. 117-120.

(2) Ch. XIII, p. 125.

(3) *Timidos et blanditores*, ch. XIV, p. 126.

pour imposer une peine financière ou corporelle¹. En outre, le châtiement spirituel peut avoir, accidentellement, un contre-coup sur le temporel ; et nous voici en pleine question politique. Supposons, dit Jean de Paris, un hérétique, incorrigible, contempteur des censures (il ne précise pas qu'il s'agit d'un roi, mais le contexte l'indique) ; le pape peut agir sur le peuple pour qu'il le « prive de son honneur séculier » et le dépose. Il ne sortirait pas de son rôle ecclésiastique, il n'emploierait pas d'autres moyens que les armes spirituelles. Ce serait le peuple qui déposerait son roi, non pas le pape ; mais cette conséquence découlerait, « par accident », de l'activité pontificale². Sur ce point, on le voit, Jean de Paris rejoint l'auteur de la *Quaestio in utramque partem*.

DIFFÉRENCE ENTRE LES DEUX DOCTRINES Nous ne pouvons suivre notre dominicain dans tous ses développements ; mais nous touchons ici au cœur même du problème soulevé par la querelle entre Boniface VIII et Philippe le Bel. En effet, il est bien évident qu'en définitive tout se ramène à savoir si, dans un conflit qui ne peut s'apaiser à l'amiable et dont l'issue dépend de la seule force, ce sera le pape ou le roi qui aura le dernier mot. Le roi sortira vainqueur, si l'on dénie au pape le droit de soulever les sujets ; il risquera sa couronne, au contraire, si l'excommunication peut avoir pour effet, « accidentel » ou non, la rupture du lien de fidélité qui lui attache le peuple. A la fin du xvii^e siècle, les Français tiendront unanimement ce lien pour infrangible. L'obéissance au roi, dira Bossuet, « ne saurait être altérée par aucun prétexte »³, même par l'impiété déclarée, même par la persécution violente⁴. Tout ce que les sujets peuvent opposer aux déportements des tyrans, ce sont « des remontrances respectueuses, sans mutinerie et sans murmure, et des prières pour leur conversion »⁵. Au début du xiv^e siècle, tous ne partagent pas cet avis. Les légistes garantissent au souverain temporel, au moins au roi de France, une absolue sécurité. Les théologiens s'avancent beaucoup moins loin. Et la thèse de Jean de Paris ralliera, au xv^e et au xvi^e siècle, les plus brillantes lumières de la Faculté, un Gerson, un Almain, un Major, ceux que

(1) Ch. xiv, p. 126-127.

(2) ... *Nec ultra potest aliquid facere, nisi dico per accidens, quia si esset haereticus et incorrigibilis et contemptor ecclesiasticae censurae, posset papa aliquid facere in populo, unde privaretur ille seculari honore et deponitur a populo. Et hoc faceret papa in crimine ecclesiastico, cujus cognitio ad ipsum pertinet, excommunicando sc. omnes qui ei ut domino obedirent : et sic populus ipsum deponeret et papa per accidens*. P. 127.

(3) *Politique tirée des propres paroles de l'Écriture sainte*, l. VI, art. II, titre de la 4^e proposition : dans l'édition LACHAT, t. XXIV, p. 11.

(4) *Ibid.*, p. 14, titre de la 5^e proposition.

(5) *Ibid.*, p. 16, titre de la 6^e proposition.

le cardinal du Perron, traitant de cette question aux États généraux de 1614-1615 et se rangeant encore à leur avis, nommera les « arcs-boutants » de la théologie gallicane¹.

ORIGINE DE LA SOUVERAINETÉ Comment expliquer cette divergence ? Remarquons, tout d'abord, qu'elle porte uniquement sur le cas d'un crime *spirituel*, où le roi s'endurcit². Mais même pour le motif d'hérésie, par exemple, le trône ne sera pas nécessairement ébranlé, nonobstant les efforts pontificaux. L'opposition entre légistes et théologiens tient à la façon différente dont les uns et les autres conçoivent la souveraineté, ou plutôt son origine. L'on a récemment souligné, avec beaucoup de justesse, quel soin prend l'auteur du *Songe du Vergier*, quand il pille Marsile de Padoue et Occam, de supprimer toute allusion à un recours au peuple. Dans leur œuvre, en effet, le peuple apparaît comme la suprême instance. Cette subordination du roi au peuple répugne, de toute évidence, au conseiller de Charles V. Il ne parvient pas absolument, il est vrai, à mettre dans sa compilation l'unité qu'on aimerait y trouver ; il lui arrive de donner place à des fragments qui laisseraient croire que la souveraineté vient d'en bas. Mais ailleurs il insiste « sur la thèse du droit divin, au sens le plus français du mot ». Seuls, les passages de cette seconde catégorie sont de lui, les autres n'expriment que l'opinion de ses sources³. Cette thèse du droit divin des rois est sous-jacente à l'œuvre des légistes de 1302 ; dans le *Songe*, elle s'embarasse encore dans le fatras d'une documentation mal digérée ; mais elle se clarifiera vite. Pour les juristes français, publicistes du xiv^e siècle ou parlementaires du xvi^e, la monarchie vient directement de Dieu, ses pouvoirs ne dépendent pas de la volonté nationale. Dès lors, le pape aura beau alerter les sujets, ils n'ont pas qualité pour faire produire aux censures ecclésiastiques un effet temporel. Il ne leur appartient pas de déposer le roi, puisque c'est Dieu qui le leur donne et non pas eux qui le créent.

Pour les théologiens, au contraire, le roi reste un mandataire ; le peuple garde le pouvoir éminent, il ne fait qu'en déléguer l'usage au prince et peut toujours le lui retirer, s'il en abuse. Cela explique qu'ils osent s'exprimer sans crainte sur les effets « accidentels » des inter-

(1) Nous nous sommes étendu plus au long sur ce sujet dans un autre travail, publié en 1929, *Le gallicanisme politique et le clergé de France*, chap. I, *La doctrine du clergé de France en 1615 et en 1682*, chap. II, *La tradition gallicane*.

(2) Il est vrai qu'après la bulle *Unam Sanctam* on pouvait se demander si la papauté ne qualifierait point d'hérétique le refus de reconnaître la dépendance temporelle des rois par rapport au Saint-Siège...

(3) G. DE LAGARDE, *loc. cit.*, p. 21-23, 230-235.

ventions romaines. Elles n'aboutissent pas nécessairement au résultat poursuivi par la papauté. En cas de censure, il appartient au peuple d'examiner la situation. S'il estime que le pape a été « trompé et surpris au fait », comme le dira encore Du Perron en 1615, il soutiendra le roi ; mais si la sentence lui paraît juste, s'il acquiert la « connaissance précise et oculaire » que l'excommunié persiste dans une erreur légitimement condamnée, alors il le privera de la puissance dont il l'a revêtu et se soustraira à une obéissance dont il le juge indigne¹.

Ces deux conceptions, élaborées l'une comme l'autre à l'occasion des démêlés de Philippe le Bel avec Boniface VIII, finiront un jour par se rejoindre, quand l'échec de la Ligue aura discrédité, même aux yeux du clergé, la théorie de la souveraineté populaire². Il ne faut pas en conclure, toutefois, que l'accord s'établira sur tous les points soulevés par la célèbre querelle et touchés dans les divers écrits dont nous venons de dire un mot. Sur la juridiction respective des officialités et des cours séculières, par exemple, sur les immunités fiscales des églises, sur l'indépendance des prélats dans l'administration des patrimoines diocésains, l'antagonisme subsistera toujours entre le clergé, revendiquant ses franchises, et les fonctionnaires de la Couronne, s'arrogeant un droit d'intervention de plus en plus affirmé. L'Ancien Régime retentira, jusqu'à sa chute, des doléances de l'épiscopat contre les parlements, auxquels l'« appel comme d'abus » permettra des empiétements jusque dans le domaine purement spirituel. On verra côte à côte un gallicanisme ecclésiastique et un gallicanisme parlementaire, parce que jamais, quand on en viendra aux détails, le clergé et le Parlement ne donneront la même extension à la fameuse expression de « libertés de l'Église gallicane ». Mais il nous faut voir maintenant ce qu'elle signifie quand elle acquiert, au début du xv^e siècle, son sens spécifiquement gallican.

(1) Voir notre ouvrage sur *Le gallicanisme politique et le clergé de France*, p. 33-40.

(2) Cf. *ibid.* chap. III, *La transformation de la notion de souveraineté*, p. 41-87.

III

LE « RÉTABLISSEMENT » DES ANCIENNES LIBERTÉS

CHAPITRE PREMIER

LES CONCILES PARISIENS DE 1396 ET DE 1398

§ 1. — Les débuts du pontificat de Benoît XIII.

SERMENT PRÊTÉ A L'ÉLECTION Le 28 septembre 1394, les cardinaux de l'obédience avignonnaise, réunis en conclave pour donner un successeur à Clément VII, mort le 16 du même mois, et que la France tenait pour légitime, élurent l'aragonnais Pierre de Luna. Il prit le nom de Benoît XIII. Le Grand Schisme durait depuis seize ans. Cette élection marque l'ouverture d'une période de la plus grande importance dans l'histoire du Gallicanisme. Chaque électeur, sauf trois, avait préalablement juré sur les Évangiles de travailler de toutes ses forces à l'union, de ne rien faire ou dire qui fût de nature à l'empêcher ou à la retarder, de suivre loyalement, s'il devenait pape¹, toutes les voies pouvant y conduire, y compris la « voie de cession », si la majorité des cardinaux actuels la jugeait opportune. Pierre de Luna avait lui-même prêté ce serment².

EFFORTS DE LA FRANCE POUR QU'IL SOIT TENU Pendant douze ans, les efforts de la France tendirent à obtenir de lui qu'il fît honneur à sa parole et que les deux papes rivaux sacrifiassent leur dignité au bien de l'Église. Ce fut en vain. En 1398, le royaume rompit avec Benoît XIII ; il rentra sous son obédience en 1403 ; il s'en affranchit de nouveau en 1408 et prit le parti de la neutralité. Dès lors, puisque la « voie de cession » s'avère impraticable, c'est en dehors des papes que la France travaille à faire cesser le schisme : elle met tout son espoir dans la « voie de concile ».

Le Gallicanisme proprement dit se forme au cours de ces années. Dans les assemblées qui les jalonnent, l'idée s'exprime de plus en plus nettement que l'Église gallicane doit revenir à ses anciennes libertés. Ce faisant, disent les orateurs, elle hâtera l'union, puisqu'elle enlèvera

(1) Soit dit une fois pour toutes : nous employons ce mot de « pape » pour désigner le rival avignonnais, puisque les Français, dont nous nous occupons ici, le tenaient pour vrai pontife et traitaient d' « intrus » celui de Rome ; bien entendu, nous n'avons aucune prétention de trancher en sa faveur la question de la légitimité.

(2) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 11-17.

au pape avignonnais les moyens matériels de soutenir sa résistance ; mais du même coup elle s'évadera d'une servitude excessive que la papauté fait peser sur elle : elle reconquerra une légitime indépendance, perdue depuis trop longtemps et qu'il serait malaisé de recouvrer jamais si l'on ne profitait pas de cette exceptionnelle occasion.

LETTRE DE L'UNIVERSITÉ Nous avons vu que, de temps en temps, se manifestait dans le clergé de France la nostalgie du passé et surtout le regret des immunités d'antan, auxquelles la fiscalité pontificale portait des coups si durs. C'est à désigner ces immunités que servait alors l'expression d'« anciennes libertés »¹. Elle a encore ce sens traditionnel dans la longue lettre que l'université de Paris présente au roi, le 30 juin 1394, et dont la rédaction fut l'œuvre de Nicolas de Clamanges. Il s'agissait d'exposer à Charles VI les diverses voies pouvant conduire à l'union : la « voie de cession », la meilleure, qui consistait dans le désistement des deux papes, après quoi les cardinaux des deux collèges pourvoiraient ensemble la catholicité d'un chef unique ; la « voie de compromis », ou d'arbitrage ; et enfin la « voie de concile », l'Église réunie en assises plénières pouvant régler d'autorité la situation². Pour bien montrer l'urgente nécessité de recourir à l'un de ces remèdes, l'Université brossait le tableau des malheurs procurés par le schisme et, ce faisant, elle touchait aux libertés, en s'interdisant toutefois d'y insister. « Ne parlons pas, disait-elle, des libertés ecclésiastiques arrachées, des anciennes immunités abolies, du patrimoine démembré, dilapidé, vendu ; non, ne parlons pas de tout cela, ce ne sont que choses temporelles. Il est vrai que ces gens-là prisent surtout les choses temporelles ! Mais venons aux dommages et aux scandales dont souffre la foi catholique : nous y attachons, nous, plus d'importance »³.

CONCILE DE 1395 Désirait-il récupérer quelque fragment de ces libertés, le clergé n'envisageait pas encore, dans les premiers mois de 1395, d'autre moyen que de faire des remontrances au pape, pour obtenir de sa conscience un peu plus de modération. Prenant au mot Benoît XIII, qui l'avait invité à rechercher le meilleur

(1) Cf. liv. I, chap. iv.

(2) Pour la question de la supériorité du concile général sur le pape, voir t. II, liv. IV.

(3) *Epistola universitatis parisiensis ad regem Francorum directa super Schismate sedando et unione ponenda in Ecclesia Dei*, dans Du BOULAY, *Historia Universitatis Parisiensis*, t. IV, p. 687-696. *Omittamus Ecclesiae Libertates ereptas, veteres immunitates obliquatas (= abolitas), patrimonium denique distractum, dilapidatum, alienatum. Ista, inquam, omittamus, quia temporalia sunt, quanquam majora isti haec temporalia ducunt. Ad fidei catholicae detrimenta et scandala, quae nos majora ponimus, veniamus* (p. 694). Même texte, avec quelques variantes de mots, dans la *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. II, p. 136-182.

moyen de mettre fin au schisme, Charles VI avait convoqué pour la Chandeleur une assemblée de l'Église du royaume. Ce fut le premier des « conciles gallicans » tenus pour procurer l'union. Il délibéra du 2 au 18 février 1395. Sous la présidence de Simon de Cramaud, patriarche d'Alexandrie, dont la réputation de canoniste, la situation politique, les richesses et le talent d'orateur faisaient un des chefs les plus en vue de l'épiscopat¹, il se prononça, par 87 suffrages contre 22, pour la « voie de cession », c'est-à-dire pour la démission des deux papes. Il se rangeait ainsi à l'avis de l'Université, dont Simon de Cramaud était d'ailleurs le grand admirateur².

AMBASSADE DES DUCS Charles VI fit siennes ces conclusions et une ambassade solennelle, conduite par les ducs de Bourgogne et de Berry, oncles du roi, et son frère le duc d'Orléans, partit au mois de mai pour Avignon, obtenir de Benoît XIII qu'il se prêtât, pour son compte, à la tactique que la France estimait la plus sage³. Les instructions remises aux ducs mentionnent les libertés. Certains évêques se proposaient d'en entretenir le pape : le roi veut que ses ambassadeurs appuient leur requête, à la condition toutefois que les pourparlers relatifs à l'union n'aient pas à en souffrir⁴. En somme, c'est l'attitude même que prenait saint Louis en 1247⁵, avec cette différence que Charles VI se montre beaucoup plus réservé : dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'un appel aux bons sentiments du pape.

SON ÉCHEC Mais la question n'allait pas tarder à changer d'aspect. L'ambassade des ducs se conclut sur un échec : Benoît XIII déclara seule compatible avec sa dignité la « voie de convention », de discussion contradictoire des droits des deux partis ; il se faisait fort de justifier ses titres. Tout au plus accepterait-il, à la

(1) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 33.

(2) Acte notarié du concile de 1395 dans MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. VII, col. 461-465 ; cf. N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 33, note 2.

(3) Sur l'ambassade des ducs, cf. N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 44-67 ; le journal du voyage et des négociations fut rédigé par Gontier Col, secrétaire appointé par le roi ; il est publié dans MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum et monumentorum... amplissima collectio*, t. VII, col. 479-528 : « Cy commence l'ambassade de messieurs les ducs au pape Benedict dernier eleu en pape et ordonnée par le roy nostre sire ». Voir aussi E. JARRY, *La vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*, p. 127-133 ; A. COVILLE, *Jean Petit*, p. 37 (Jean Petit faisait partie de la mission).

(4) « Item, il plaist au roy, et aussi de sa grâce l'accorde à ses prelatz, que sur ce que eux ont à faire aucunes requestes à nostredit saint pere touchant les libertez, franchises et droitz de leurs eglises, qui sont de la fondation et garde du roy, desquels il est protecteur et deffenseur, nosdits seigneurs ambassadeurs du roy soyent instruits desdites requestes par ceux qui seront envoyez par les prelatz pour cette cause devers nostre saint pere, et en suppliant de par le roy et de par eux, et en priant au college, pourveu toutesfoiz que le fait principal de l'union de l'eglise soit premierement conclu et appointié ». *Instruction baillée par le roy nostre sire à messeigneurs les ducs...*, dans MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. VII, col. 457.

(5) Voir liv. I, chap. III, p. 65 et suiv.

rigueur, la « voie de compromis », c'est-à-dire l'arbitrage. Quant à la « voie de cession », oublieux du serment prêté au conclave, il préférerait, dit-il, être écorché vif plutôt que de jamais s'y résoudre¹. Devant cette opiniâtreté, l'université de Paris, de qui partent alors toutes les initiatives, s'insurgea. Puisque notre très saint Père Benoît, décida-t-elle, refuse, contre tout espoir et toute attente, de tenir la place du bienheureux Pierre, qui savait, lui, se détacher de tout pour le Christ, il ne reste plus qu'à lui « résister en face », car son retard le rend répréhensible².

PROGRAMME DE L'UNIVERSITÉ

Le 31 août 1395, elle présente à Charles VI une supplique, où elle le prie de réunir sans retard un concile. Il faut s'occuper, en effet, d'écarter les obstacles qui empêchent l'union. Or, à son avis, il y en a deux principaux : d'abord, la collation des bénéfices et l'octroi de grâces expectatives ; tant que le pape pourra faire ce qu'il veut dans ce domaine, il aura le moyen de se concilier de nombreux partisans ; lui enlever son pouvoir n'implique pas le refus au Saint-Siège de la légitime obéissance qui lui est due : c'est tout simplement un retour au droit commun. En second lieu, les levées de subsides, que font les collecteurs et autres agents pontificaux : elles permettent au pape de gagner des adhérents, de payer des hommes d'armes, de stipendier ceux qui résistent à l'union. Ces levées appauvrissent le royaume, et si l'on ne se décide pas promptement à les interdire, la France se verra bientôt dans l'impossibilité de continuer sa lutte contre le schisme³. Voilà,

(1) N. VALOIS, *loc. cit.*, t. III, p. 63.

(2) ... *Verum, cum res praeter expetita, sperata et expectata geratur, dum noster praefatus pater sanctissimus agere partes Petri recusat, etiam affectu cuncta propter Christum relinquentis, tantum restat eidem Petri successor in facie resistendum, quia reprehensibilis est ex mora.* DU BOULAY, *Historia Universitatis Parisiensis*, t. IV, f. 752r. Cette lettre, écrite aux cardinaux avignonnais, est datée du 28 décembre 1395 ; mais la décision qu'elle mentionne remonte à plusieurs mois ; en effet, l'Université s'excuse d'avoir attendu pour la faire connaître : *Si vero, Reverendissimi Patres, haec aliaque vestris aliquamdiu Dominationibus significare pausavimus, non ex corporis tepore processit, nam nos causae fervor urgentius angit quanto verbis plus ducimur insperatis effectu.* L'occasion lui fut offerte d'écrire par un certain nombre de ses membres, *Sathanae filios, verumtamen non magistros, sed duntaxat in jure canonico licentiatos, baccalarios, vel scholares*, qui, au mépris de la décision officielle de cesser les relations avec Benoît XIII, avaient osé lui présenter un rôle de suppliques pour des bénéfices. L'Université prie les cardinaux de tenir ce rôle pour non avenu.

(3) *Primo quod placeat Domino nostro regi per solemne concilium celebriter advisare qualiter remediari poterit contra impedimenta unionis ecclesiae, quae principaliter sunt duo. Primum collatio beneficiorum et gratiarum, quia, prout videtur pluribus, quamdiu remanebunt domino papae plenaria facultas conferendi beneficia et dandi expectationes gratiarum, tamdiu erunt sibi multi adhaerentes ; nec hoc est recedere ab obedientia sibi debita, sed majus redire ad jus commune. Secundum est de pecuniis quas levant et recipiunt collectores et alii, et easdem sibi mittunt, mediantibus quibus papa ditatur, ex quo movetur ad detinendum in divisione papatum, et per hoc potest sibi acquirere adhaerentes et unioni ecclesiae resistentes per dona seu munera pecuniarum, jocalium, etc. Etiam mediantibus talibus pecuniis posset sustinere et fovere stipendarios et homines armorum ad resistendum laborantibus ad unionem ecclesiae. Item, per subtractionem hujusmodi pecuniarum et deportationem extra regnum depauperantur viri ecclesiastici ejusdem regni, qui, si non apponatur remedium, difficile*

nettement formulées, deux idées grosses de conséquences et qu'attend une rapide fortune : on peut rétablir la saine discipline bénéficiale et reconquérir les anciennes libertés sans le consentement du pape ; il suffit, pour cela, de mettre en pratique le droit ecclésiastique. En outre, puisque les avantages que procurent au pape la provision des emplois et les exactions financières servent à perpétuer la division dans l'Église, les lui enlever est indispensable, si l'on veut hâter l'union. Cette requête de l'Université marque le point de départ d'une campagne finalement victorieuse¹.

Avant d'en exposer les épisodes, peut-être ne sera-t-il pas inutile de rappeler d'abord en quoi consiste la mainmise, dont on se plaignait si fort, de la papauté sur les bénéfices de la France. Cela nous permettra de préciser, en même temps, quelques termes du vocabulaire canonique dont nous serons amené à faire, par la suite, un constant usage.

§ 2. — La papauté et le régime bénéficial, au XIV^e et au XV^e siècles.

En cette fin du XIV^e siècle, toutes les fonctions qui touchaient au culte, à l'instruction élémentaire², à la bienfaisance, étaient occupées par des clercs, et ceux-ci vivaient d'un bénéfice. Certains bénéfices, comme les prébendes capitulaires ou les chapellenies, qui laissaient des loisirs à leurs possesseurs, fournissaient parfois le moyen de compléter le traitement du titulaire d'une charge d'État, d'un universitaire, d'un familier du roi ou de quelque prince. Il suffisait que ce personnage fût d'Église, c'est-à-dire qu'il eût reçu la tonsure³.

poterunt contribuere ad prosecutionem unionis praejatae. MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1135.

(1) L'idée d'user de pression à l'égard des deux papes rivaux s'était manifestée déjà l'année précédente, du vivant de Clément VII. L'Université avait provoqué une espèce de referendum parmi tous ses gradués. Elle fit disposer dans le cloître des Mathurins un grand coffre, en forme de tronc, où chacun était invité à déposer son avis écrit sur le moyen qui lui paraissait le meilleur de faire cesser le schisme. Plus de 10.000 universitaires répondirent à cet appel. Les commissaires chargés de dépouiller et de classer les votes rédigèrent un rapport (*schedula communis*, sur les résultats du scrutin (février 1394). Ils relatèrent que parmi les partisans de la « voie de cession », beaucoup préconisaient la contrainte financière, le retrait de la libre collation des bénéfices et même le refus d'obéissance pur et simple : *Pro compulsione, si juri stare nollent (papa), nec cedere monitionibus premissis instantissimis, convenerunt in hoc quamplurimi, aliis non discrepantibus, quod utrique subtrahatur omnimode obedientia, et administratio quelibet, et conferantur beneficia per ordinarios. Item nullos percipiant proventus ecclesiasticos, sequestrandos penes ad hoc deputandos episcopos vel alios prelatos probos, qui predictos fructus futuro reservabunt pontifici, et sic proportionaliter fiat erga cardinales utriusque. Et hiis factis multi sperant satis cito haberi posse unionem.* DENIFLE et CHATELAIN, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. III, n° 1680, p. 614.

(2) La remarque ne serait plus vraie pour l'enseignement supérieur donné dans les universités, où les professeurs ne vivaient pas d'une prébende d'écolâtre.

(3) On aura l'occasion de voir dans la suite de cet ouvrage quel rôle jouaient les bénéfices dans l'entretien du Parlement, de la cour des Comptes, de l'université de Paris, etc.

ORIGINE DES BÉNÉFICES Mais en quoi consistait un bénéfice ? Dans les premiers siècles, les communautés chrétiennes s'étaient formées d'abord dans les villes, et les membres du clergé participaient à un fonds commun, administré par l'évêque. C'était l'évêque qui assurait à ses collaborateurs la nourriture, le vêtement et le gîte. Lorsque la vie cultuelle déborda le chef-lieu de la *civitas* et que des clercs exercèrent leur ministère au milieu des campagnards, l'évêque abandonna parfois à ces isolés, en précaire, de petites terres lui appartenant et dont ils tiraient leurs moyens de subsistance. Ils en percevaient les fruits, sans avoir sur elles des droits bien établis. Mais quand s'organisèrent les paroisses rurales, aux ^v^e et ^{vi}^e siècles, au curé devenu personnage autonome, il fallut des ressources mieux assises. Elles lui vinrent soit d'un fragment des biens épiscopaux que l'évêque lui abandonna, soit, plus souvent, d'une dotation en biens fonds que lui constituèrent les fidèles. A côté des églises publiques, de pieux propriétaires ouvrirent des églises privées ¹, des chapelles, et ils assurèrent par des fondations la subsistance des clercs qui devaient les desservir. Ces libéralités se multiplièrent dès le haut Moyen Age et pour des fins variées. Mais toutes avaient un but commun : procurer le nécessaire à des gens d'Église qui s'acquitteraient d'une fonction voulue par le fondateur. Les bénéfices consistent donc essentiellement en une charge cléricale, dont le libre exercice est assuré par des biens fonds. Au ^{xiii}^e siècle, l'institution est généralisée depuis longtemps : à tout emploi correspond une fondation ; tout fonctionnaire d'Église est un bénéficiaire ².

NOMINATION AUX BÉNÉFICES Les bénéfices se divisaient en deux catégories. Les uns, dits majeurs, étaient pourvus, au moins en droit, par élection. C'était le cas des évêchés et des abbayes, lesquels, bien que trouvant place dans la hiérarchie des fiefs, étaient avant tout, et par essence, des bénéfices. Aussi le

(1) Sur l'origine des églises privées et leur importance dans le haut Moyen Age, cf. U. STUTZ, *Geschichte des kirchlichen Benefizialwesens*, 1895 ; *Die Eigenkirche als Element des mittelalterlich-germanischen Kirchenrechts*, 1895 (leçon inaugurale où sont dégagées les idées principales du livre précédent) ; *Das Eigenkirchenvermögen*, 1911 ; *Eigenkirche, Eigenkloster*, 1913 ; *Das Eigenkirchenwesen in England*, 1922 (voir l'exposé critique des conceptions de cet auteur qu'a donné P. FOURNIER, *La propriété des églises dans les premiers siècles du Moyen Age*, dans *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, t. XXI, 1897, p. 486 et suiv.) ; IMBART DE LA TOUR, *Les paroisses rurales du IV^e au XI^e siècle*, 1900 ; E. LESNE, *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*, t. I : *Époque romaine et mérovingienne*, 1910 ; H. V. SCHUBERT, *Staat und Kirche in den arisanischen Königreichen und im Reiche Chlodwigs*, 1912 ; *Geschichte der christlichen Kirche im Frühmittelalter*, 1921.

(2) On trouvera un bon résumé de l'histoire des bénéfices, par M. G. MOLLAT, dans le *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ecclésiastiques*, t. VII, col. 1237 et suiv. ; voir aussi E. LESNE, *Les diverses acceptions du mot beneficium du VIII^e au X^e siècle*, dans *Revue historique de droit français et étranger*, 4^e série, t. III, 1924, p. 56.

I^{er} concile du Latran, en 1123, avait-il restauré à leur égard le principe traditionnel de la provision par suffrages, si délaissé au x^e et au xi^e siècle¹. La collation des bénéfices mineurs appartenait généralement aux « ordinaires », évêques ou abbés, dont la liberté, dans le choix des titulaires, était conditionnée par les héritiers des fondateurs, qui gardaient le droit de présentation².

LES MANDATS DE PROVISION Jusqu'au milieu du xiii^e siècle, les papes ne paraissent guère avoir conféré directement de bénéfices mineurs. Ils interviennent dans les provisions, le plus souvent, en faveur de clercs ordonnés sans titre suffisant, et par conséquent dénués de ressources : mais ils se bornent à recommander ces candidats à la bienveillance du collateur ordinaire. Il est vrai que, si leurs sollicitations n'aboutissent pas, il leur arrive de hausser le ton et de rappeler la plénitude de leur juridiction³. A partir, d'Alexandre III et surtout d'Innocent III, ces interventions se multiplient et prennent une forme impérative. C'est le mandat *de providendo*, dont les papes du xiv^e siècle usent couramment⁴.

LA RÉSERVE En 1265, Clément IV formule la première réserve générale : « défense aux collateurs ordinaires de pourvoir aux bénéfices devenus « vacants *in curia* », c'est-à-dire dont le dernier titulaire est décédé, ou a démissionné, dans la ville où réside la cour pontificale ; le pape entend les conférer lui-même. » Ces cas, dans la pratique, ne devaient pas se vérifier bien souvent. Mais les premiers mots de cette décrétale sont à retenir : Clément IV y affirme le droit, pour le Pontife romain, de nommer librement, s'il le veut, à tous les bénéfices vacants de la chrétienté ; bien plus, de désigner d'avance les titulaires qui les occuperont lorsqu'ils viendront à vaquer⁵.

**MULTIPLICATION DES RÉSERVES
SOUS LES PAPES D'AVIGNON** La législation donnait aux papes du xiii^e siècle divers moyens de pourvoir les bénéfices majeurs : en vertu de l'appel, si une élection double ou contestée leur était soumise ; de la

(1) Can. 10 : MANSI, *Ampliss. collectio*, t. XXI, col. 283 ; inséré dans le *Décret* de Gratien, Dist. LXII, c. 3, *Nullus in episcopum*, col. 234.

(2) Inhérent au droit de patronat, par lequel l'Église avait peu à peu remplacé le droit de propriété. La présentation n'était pas une simple recommandation : elle donnait au présenté un *jus ad rem* ; si l'ordinaire ne pouvait opposer de raisons canoniques, c'est-à-dire l'absence, chez le candidat, d'une des qualités exigées par le droit, il était tenu de lui conférer, par l'institution, le *jus in re*.

(3) P. HINSCHIUS, *System des katholischen Kirchenrechts*, t. III, p. 115 et suiv.

(4) G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, p. 41-67.

(5) C'est le fameux canon *Licet*, inséré dans le *Sexte* de Boniface VIII, l. III, tit. iv, *de praebendis et dignitatibus*, c. 2, col. 1021. En voici le début : *Licet ecclesiarum, personatum, dignitatum*

dévolution, si un vice substantiel rendait nulles les opérations électorales ; de la procédure compromissaire ou d'élection à deux degrés, si les électeurs chargeaient le souverain Pontife de choisir à leur place ¹. Mais on peut dire que jusqu'au xiv^e siècle les provisions de bénéfices par le Saint-Siège constituèrent une exception, offrirent un moyen de sortir de situations particulières embrouillées ou de remédier à des abus. Avec les papes d'Avignon, au contraire, l'exception s'érige en règle ; entre leurs mains, la réserve des bénéfices devient un moyen de gouvernement, et cela à plusieurs titres.

RAISONS DE CETTE MULTIPLICATION

Grégoire VII et ses successeurs immédiats avaient accompli une œuvre grandiose : à une Europe inorganique, privée de pensée directrice et déchirée par les égoïsmes particuliers, ils avaient imposé l'ordre, l'unité ; ils avaient réalisé la « Chrétienté ». Qu'on relise certaines lettres d'Innocent III ² et l'on se rendra compte de la place que le vicaire de Jésus-Christ revendiquait sur terre. Qu'il revendiquait et qu'il occupait ³. Ainsi en mesure d'imposer sa volonté, le pape n'avait pas à se préoccuper trop du recrutement des fonctionnaires d'Église, sinon pour en assurer la qualité morale. Or cette situation ne dura pas très longtemps ; l'Europe de Grégoire X et celle de Boniface VIII n'est déjà plus celle d'Innocent III. Les monarchies modernes s'y constituent, s'entourant d'officiers à la dévotion du prince, de légistes qui discutent, armés des textes du droit romain, les titres du Saint-Siège ⁴. Les papes ont la juste impression que l'unité politique de la chrétienté, dont ils ont été les organisateurs et les bénéficiaires, s'effrite. Ils sentent chez les fonctionnaires royaux presque toujours de la défiance, fréquemment de l'hostilité. Il leur faut chercher de nouveaux soutiens, compter sur d'autres auxiliaires. Où les trouver, sinon dans le haut clergé ? Et le moyen d'être sûr de lui, n'est-ce pas de le recruter soi-même ⁵ ?

D'ailleurs, la nomination directe aux évêchés mettait aux mains du pape le plus puissant des leviers politiques. A cette époque où les ambitions nationales étaient particulièrement vives et les querelles

aliorumque beneficiorum ecclesiasticorum plenaria dispositio ad Romanum noscatur Pontificem pertinere, ita quod non solum ipsa, quum vacant, potest de jure conferre, verum etiam jus in ipsis tribuere vacaturis...

(1) G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, p. 153 et suiv.

(2) Notamment la lettre à l'empereur de Constantinople, insérée dans les *Décrétales* de Grégoire IX, l. I, tit. xxxiii, *de majoritate et obedientia*, c. 6, *Solita benignitatis*, col. 196.

(3) J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 36 ; cf. A. LUCHAIRE, *Innocent III : Les royaumes vassaux du Saint-Siège*.

(4) Voir ci-dessus, p. 137 et suiv.

(5) IMBART DE LA TOUR, *La crise religieuse au XV^e siècle*, dans *Le Correspondant*, t. CCVI, 1911, p. 833.

constantes, les princes ne se préoccupaient pas seulement d'avoir dans leur royaume un épiscopat fidèle ; ils tenaient à s'assurer des influences dans les pays dont ils désiraient l'appui : l'on devine quelles concessions la papauté pouvait obtenir d'eux moyennant promesse de les satisfaire dans le choix de tel ou tel prélat ¹.

Quant à la nomination des fonctionnaires subalternes de l'Église, elle ne manquait pas, elle non plus, d'importance, puisqu'elle permettait au Saint-Siège de s'attacher une clientèle nombreuse. Déjà Hadrien IV l'avait deviné, au milieu du XII^e siècle, et il avouait vouloir favoriser les clercs qui le servaient avec fidélité ². Plus tard, prébendes et cures devaient aider les papes à s'assurer la soumission des princes, en donnant à ceux-ci le moyen d'entretenir leurs gens sans trop grever leurs propres finances.

LES GRACES EXPECTATIVES La réserve n'affectait les bénéfices qu'au moment où disparaissait leur titulaire : elle interdisait au collateur ordinaire de s'immiscer dans leur provision. Mais une charge ecclésiastique a beau être occupée, au moins est-il certain que tôt ou tard elle deviendra libre. Ne pourrait-on pas agir d'avance, en prévision de cette éventualité ? Dès le XII^e siècle, quelques évêques le pensèrent, et à des bénéficiers encore vivants ils désignèrent des successeurs, qui entreraient en possession le jour de la vacance. Le III^e concile du Latran, en 1179, condamna cette pratique : elle induisait, dit-il, à souhaiter la mort de son prochain ³. Et Boniface VIII, en termes plus énergiques encore, flétrit cette « détestable perversité » ⁴. Mais ce que le Siège apostolique interdisait à l'épiscopat, il ne tarda pas à le pratiquer lui-même. On se rappelle que Clément IV avait revendiqué la disposition absolue de tous les bénéfices, vacants ou non ⁵. Dès la fin du XIII^e siècle, les papes prirent l'habitude d'accorder à de nombreux solliciteurs le droit de se faire pourvoir, par le collateur ordinaire, de tel ou tel bénéfice en particulier, ou du premier bénéfice de telle catégorie, quand disparaîtrait son occupant. Ce furent les grâces expectatives, dont la légitimité suscita en France de si âpres contestations. Déjà au concile de Vienne, en 1311, l'évêque d'Angers, Guillaume le Maire, élevait à leur propos des plaintes amères. Je sais un évêque, disait-il, dont la cathédrale possède trente prébendes de chanoines. Dans l'espace de

(1) G. MOLLAT, *op. cit.*, p. 199.

(2) *Ibid.*, p. 43.

(3) Can. 8 : dans les *Décretales* de Grégoire IX, l. III, tit. VIII, *de concessione prebendarum et ecclesiarum non vacantium*, c. 2, *Nulla ecclesiastica*, col. 488.

(4) *Sexte*, l. III, tit. VII, *de concessione etc.*, c. 2, *Detestanda*, col. 1037.

(5) Ci-dessus, p. 249, note 5.

vingt ans, au moins trente-cinq vacances se sont produites. Et cet évêque n'a pu nommer que deux fois des candidats de son choix, tellement furent nombreux les porteurs d'expectative, souvent des inconnus, qui n'ont jamais mis les pieds dans la cathédrale ! Et il y en a encore qui attendent en ce moment ¹. Ces doléances n'obtinrent aucun effet. A Avignon, tel était le flot des quémandeurs que quelquefois plusieurs obtenaient promesse de la même prébende ; et l'on devine quels procès s'ensuivaient ². Ce fut pire encore à l'époque du Grand Schisme. Il arrivait aussi qu'au moment de la vacance attendue survenait une réserve spéciale, qui, privant le collateur ordinaire de son droit de provision, permettait au pape de nommer un candidat plus heureux, au préjudice des expectants ³. En règle générale, l'expectant le plus favorisé était celui qui présentait le titre le plus ancien, car les grâces ultérieures étaient censées obtenues par surprise ⁴. Cela explique les efforts, que nous verrons plus loin ⁵, soit de l'université de Paris, soit du Parlement, soit des princes, pour obtenir en faveur de leur « rôle », c'est-à-dire de la liste des candidats qu'ils recommandaient, la priorité de date.

LES COMMENDES Avec la réserve et l'expectative, un moyen pour les papes de s'ingérer dans la vie bénéficiale était l'octroi de commendes ⁶. La commende a varié d'aspect, au cours de son histoire. Les canonistes la qualifient tantôt de « titre provisoire », tantôt de « titre de dispense ». Elle fut d'abord un expédient, à l'époque où le droit n'admettait pas les transferts d'évêques, pour procurer des ressources et un champ d'activité à un prélat que la guerre, les invasions ou tout autre cas de force majeure écartaient de son siège. Il restait titulaire de l'église avec laquelle il avait conclu un mariage indissoluble. Mais provisoirement, et en attendant des temps meilleurs, il en administrait une autre, que le pape lui confiait ⁷.

(1) Cité par G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, p. 290 (la cathédrale dont parle l'évêque d'Angers paraît bien être la sienne).

(2) A l'avènement de Clément VI, qui succéda à Benoît XII en 1342, on ne vit pas à Avignon moins de 100.000 solliciteurs : G. MOLLAT, *op. cit.*, p. 73. Cf. ID., *Les grâces expectatives sous le règne de Philippe VI de Valois*, dans *Revue d'Histoire ecclésiastique* de Louvain, t. XXXII, 1936, p. 303-312.

(3) *Ibid.*, p. 75.

(4) Toutefois les expectants qui parvenaient à obtenir la clause préférentielle dite *anteferri* passaient avant les autres, *ibid.*, p. 77.

(5) Notamment t. II, l. V, chap. 1.

(6) Sur la commende, voir L. THOMASSIN, *Ancienne et nouvelle discipline de l'Eglise*, part. II, liv. III, chap. 10-21, t. V, p. 1 et suiv. ; bon article dans le *Répertoire de jurisprudence* de GUYOT, t. IV, 1784, p. 47 et suiv. ; G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, p. 79-86.

(7) A de tels évêques on donnait couramment, dans le haut Moyen Age, le nom de « cardinal » ; cette acception du terme a disparu assez vite. Voir V. MARTIN, *Les cardinaux et la curie*, 1930, p. 19.

Le terme de *commendare* n'était pas nécessairement employé, mais telle fut bien l'origine de l'institution.

A partir du xvi^e siècle, la commende n'affecte plus que les bénéfices réguliers, abbayes et prieurés, et elle est devenue perpétuelle : elle n'est plus un *titulus provisorius*, mais un *titulus dispensationis*. En effet, les bénéfices conventuels ne pouvaient être conférés qu'à des religieux, suivant l'axiome *regularia regularibus*. S'ils voulaient en gratifier des séculiers, les papes les leur donnaient en commende, ce qui impliquait la dispense nécessaire. Le commendataire jouissait de droits limités : il touchait les revenus, mais sans pouvoir exercer la même juridiction que s'il eût été moine.

Mais au xiv^e et au xv^e siècle, la commende porte encore sur les bénéfices séculiers. Elle est alors un moyen de tourner deux règles : celle qui prohibe le cumul et celle qui interdit de posséder deux charges incompatibles, comme exigeant la résidence dans chacune d'elles ; ce qui était le cas des évêchés et des cures. Le collateur ne les attribue pas à titre définitif, mais il en nomme quelqu'un gérant, pour un temps plus ou moins long. Naturellement, ce gérant percevait les revenus. Grégoire X, au concile de Lyon de 1275, avait édicté que les cures ne pourraient être données en commende pour plus de six mois ; et encore fallait-il que la mesure se légitimât par l'évidente utilité de l'église en question¹. Ce qui répugnait à Grégoire X, ses successeurs avignonnais le pratiquèrent à outrance, notamment en faveur des cardinaux. L'usage ne cessa pas durant le schisme, au contraire. Parfois les commendataires trouvaient plus simple d'affirmer tout bonnement leur commende à qui leur payait le meilleur prix forfaitaire². Les protestations contre les commendes abondent, au cours des démêlés que nous aurons à raconter.

CONFIRMATION DES ÉLECTIONS Dans les cas où l'élection restait possible, elle n'obtenait son plein effet qu'après confirmation³. Celle-ci appartenait de droit, pour les évêques, au métropolitain, et, pour les métropolitains, au concile provincial. Ces assemblées tombant en désuétude, l'usage s'introduisit que les métropolitains se fissent confirmer par le pape. A moins d'exemption, la confirmation des abbés revenait à l'ordinaire diocésain. Le supérieur ne confirmait qu'après avoir constaté la régularité du vote et s'être assuré de l'aptitude canonique de l'élu. Il recevait

(1) Can. 14 du concile : dans le *Sexte*, l. I, tit. vi, *de electione et electi potestate*, c. 15, *Nemo deinceps*, col. 954.

(2) G. MOLLAT, *op. cit.*, p. 85.

(3) Sur la confirmation des élus, cf. L. THOMASSIN, *op. cit.*, part. II, liv. II, chap. 39 (pour les abbayes) et 42-46 (pour les évêchés), t. IV, p. 392, 418 et suiv. ; G. MOLLAT, *op. cit.*, p. 163.

ensuite le serment de fidélité. Tel était le droit des Décrétales. Mais quelquefois, par malveillance ou par intérêt, métropolitains et ordinaires refusaient la confirmation, ou bien, par négligence, ils la retardaient outre mesure. En outre, la fréquence des réserves amenait les élus à se demander si leur titre n'allait pas être contesté par un porteur de bulles. Ils pouvaient craindre, aussi, qu'un rival évincé ne leur intentât procès en curie, sous le prétexte de quelque vice de forme ou en alléguant l'indignité des membres de la majorité : l'élection, en effet, ne résultait pas seulement des suffrages de la *pars major*, mais aussi de la *pars sanior*. Toutes ces raisons firent qu'au *xiv^e* siècle beaucoup d'élus estimèrent plus sûr de demander leur confirmation directement au pape¹. Cette pratique fut l'objet de nombreuses attaques, surtout après le concile de Pise, qui rétablit en partie les élections². En effet, qu'elle procédât du pape ou d'un autre, la confirmation donnait lieu au paiement d'une taxe : et cela nous amène à l'aspect financier de la lutte qui va s'engager contre le Saint-Siège, au nom des libertés de l'Église gallicane.

LA FISCALITÉ PONTIFICALE

Avant que Léon XIII eût ouvert au public les archives du Vatican, Michélet, seulement en parcourant les copies faites sur les registres transportés de Rome à Paris par Napoléon I^{er}, était frappé de la place considérable que tenait la question d'argent dans les soucis des papes du *xiv^e* siècle. « Les finances, écrivait-il, remplissent tout. Elles sont l'alpha et l'oméga de l'administration romaine. Au total, c'est l'histoire moins du pontificat ou de la souveraineté que d'une maison de commerce »³. Faisons la part de la passion, qui donne à ce jugement un caractère trop absolu. Il n'en reste pas moins que les études postérieures, faites sur les documents mêmes de la Chancellerie ou de la Chambre apostoliques, le confirment en grande partie. Le principal artisan de la fiscalité papale fut Jean XXII, « contemporain de Pierre Du Bois et de Nogaret ; comme eux, légiste ; comme eux, imbu de cet esprit doctrinaire et subtil que ses rivaux mettaient au service de la Couronne. Pour un peu, s'il n'eût été cardinal et appelé à la tiare, Jacques d'Euse eût pu être un conseiller redoutable de Philippe le Bel ou de Philippe V... Dans le domaine spéculatif, il ne sera qu'un théologien médiocre et suspect ; tout trahit, au contraire, l'entête-

(1) G. MOLLAT, *loc. cit.*, p. 163 ; THOMASSIN, *loc. cit.*, p. 428-429. Il faut ajouter que quelquefois l'élu était retenu par un empêchement canonique : dans ce cas, il n'y avait pas élection proprement dite, mais *postulation*, laquelle ne pouvait sortir son effet qu'avec l'agrément du pape : la confirmation par lui impliquait la dispense, que seul il pouvait donner.

(2) Voir t. II, liv. V, *passim*.

(3) Cité par SAMARAN-MOLLAT, *La fiscalité pontificale*, Introduction, p. 1.

ment, l'âpreté, l'esprit retors et net du basochien ou de l'argentier de génie, qui feront de ce chef de l'Église un chef de bureaux, l'homme des règlements et des taxes, l'ordonnateur savant de la machine qui va déverser sur le monde chrétien un nombre incalculable de lettres et aspirer une large part de ses ressources »¹. Une des raisons qui amenèrent les papes d'Avignon et ceux du Grand Schisme à intervenir assidûment dans la nomination des fonctionnaires d'Église fut d'ordre financier. Chaque collation fournissait prétexte à de multiples taxes : annates, vacants, dépouilles, communs et menus services. Mais il en levaient d'autres encore, qui n'avaient aucun lien avec le mode de provision. Parlons d'abord de ces dernières : décimes, subsides caritatifs et procurations.

LA DÉCIME L'usage de demander au clergé une contribution extraordinaire pour faire face à quelque nécessité publique remonte fort loin et les papes n'en furent point les introducteurs. Ils s'efforcèrent bien plutôt de défendre les biens d'Église contre le fisc royal et l'on se rappelle que le IV^e concile du Latran, en 1215, interdit aux évêques de consentir à de pareils secours sans l'autorisation du souverain Pontife, « juge de l'utilité commune »². Mais ces anciennes levées n'ont rien à voir avec la décime. Celle-ci est un impôt papal, introduit à l'occasion des croisades. Elle fut primitivement exigée *in subsidium terrae sanctae* ; plus tard, les besoins de l'Église romaine, en général, suffirent à la motiver. Henri II en Angleterre et Philippe-Auguste en France avaient imposé à leurs églises, en 1188, la « dîme saladine », ainsi nommée parce qu'elle devait servir à combattre le sultan de Syrie Saladin (Salah ed-Dîn)³. Dès le début du XIII^e siècle, les papes imitèrent cet exemple et peu à peu la décime devint un impôt à peu près permanent⁴.

La Chambre apostolique envoya partout ses agents, pour évaluer les revenus et les charges de chaque bénéfice et fixer ainsi sa capacité contributive. Cette estimation porta le nom de *taxatio* ; la taxe (*taxa*) représentait le revenu net, toutes charges défalquées⁵ : le bénéfice était tenu d'en payer la dixième partie. Pour les bénéfices qui échappèrent à ce recensement, ils acquittèrent ce qu'on appelait le *subsi-*

(1) IMBART DE LA TOUR, *La crise religieuse au XV^e siècle*, dans *Le Correspondant*, t. CCVI, 1911, p. 836.

(2) Can. 46 : dans les *Décretales* de Grégoire IX, l. III, tit. XLIX, *de immunitate ecclesiarum*, c. 7, *Adversus consules*, col. 656.

(3) L. THOMASSIN, *op. cit.*, t. VI, p. 270 et suiv. (cf. *ibid.*, p. 254).

(4) *Ibid.*, p. 276-278.

(5) SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 13. Parmi les charges, il faut compter l'*honestas sustentatio* du bénéficiaire. Urbain V réduisit de moitié la taxe et par conséquent la décime, qui restait avec elle dans la même proportion de 1 à 10 (*ibid.*, p. 21).

dium loco taxae, proportionné à leurs ressources et laissé à l'appréciation du collecteur.

Si les décimes, en principe, devaient servir à financer la croisade, elles ne trouvèrent plus, au ^{xiv}^e siècle, leur application régulière, puisqu'après saint Louis le départ pour la Palestine fut constamment différé. Quelquefois, on en restitua le montant ; mais, plus souvent, les princes qui l'avaient encaissé obtinrent du pape l'autorisation de l'employer dans un autre dessein. Ainsi Jean XXII permit à Philippe le Bel de ne point restituer le produit de la décime votée pour six ans par le concile de Vienne, en 1312, produit qu'il avait dépensé pour sa campagne des Flandres.

Une fois entrée dans la pratique, la décime y resta, même quand se fut évanoui l'espoir de reconquérir les lieux saints. Benoît XII n'invoque déjà plus la guerre contre les Infidèles : la nécessité de défendre le royaume de France lui est une raison suffisante pour accorder deux décimes à Philippe VI, en 1338 et 1340. Clément VI renouvela plusieurs fois la même faveur, de 1342 à 1348. Accorder une décime est parfois un moyen, pour le pape, de se faire rembourser des dettes qu'il ne recouvrerait pas autrement : Clément VI s'en servit avec Jean le Bon, qui lui devait plus de trois millions et demi de florins ; pour les lui rendre, le roi les leva sur le clergé. Au lieu d'une décime proprement dite, le pape secourait parfois le prince en ordonnant aux bénéficiers de contribuer aux *aides*, comme les laïcs, malgré l'immunité des biens ecclésiastiques. C'est ce que fit, durant tout son pontificat, Grégoire XI pour Charles V.

S'ils abandonnaient au roi le produit de la décime, impôt prescrit par eux, au nom du bien de l'Église, les papes avignonnais d'avant le schisme se désistaient au préjudice de leur propre trésor. Pendant le schisme, au contraire, Clément VII et Benoît XIII prirent les décimes, pour ainsi dire, des deux mains. Ils en prescrivirent au profit de Charles V et de Charles VI ; mais ils en réclamèrent d'autres, en même temps, pour eux-mêmes. L'on devine de quel poids ces charges pesaient sur les bénéfices français et à quelles protestations elles donnaient lieu ¹.

LE SUBSIDE CARITATIF Comme son nom l'indique, le subsidie caritatif est un secours dont le montant n'est pas fixé et que motive la situation particulièrement difficile du supérieur qui l'implore. C'est un des moyens le plus anciennement employés de faire contribuer le clergé à certains besoins extraordinaires

(1) Voir SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 12-22.

de ses prélats. Le III^e concile du Latran, de 1179, le prévoit et l'admet ; il précise toutefois que la contribution doit être modérée et qu'on ne la sollicitera qu'en cas de réelle nécessité¹. Ce mode d'impôt ne semble pas avoir été utilisé par les papes, à leur profit, avant le xiv^e siècle. Jean XXII y recourut, dans la terrible lutte qu'il soutenait, en 1326, à la fois contre les Visconti de Milan et contre les Franciscains révoltés qu'encourageait Louis de Bavière. Il envoya des lettres closes à tous les évêques et archevêques, sollicitant leur générosité et celle de leur clergé, les invitant à faire bon accueil aux commissaires qui se présenteraient de sa part pour recueillir leurs offrandes. Il renouvela plusieurs fois ses instances, pour des raisons diverses, et ses successeurs imitèrent son exemple, à des intervalles plus ou moins rapprochés. Grégoire XI précisa le mécanisme de la levée et arma les commissaires du droit d'excommunier quiconque refuserait de souscrire, pour une somme raisonnable.

Au temps du schisme, ces demandes augmentèrent encore de fréquence, à tel point qu'en 1390 Clément VII n'en présenta pas moins de cinq, aux clercs de la province de Bretagne, dans l'espace de neuf jours. Parfois les subsides caritatifs servirent aux papes, surtout pendant le schisme, à s'assurer les bonnes grâces des rois, à qui ils les abandonnèrent. Bien que motivés par les mêmes raisons qui servaient à justifier les décimes, les subsides caritatifs ne doivent pas être confondus avec elles. Ils s'en différencient surtout par la manière d'asseoir l'impôt : le subside ne fut jamais, à proprement parler, taxé ; laissé d'abord à la généreuse appréciation du donateur, il dépendit ensuite de l'équité des commissaires, qui jouissaient à son égard d'une liberté quasi absolue².

LA PROCURATION De toutes les « exactions » pontificales, aucune n'a suscité, semble-t-il, de clameurs plus indignées et plus unanimes que la procuration. Elle n'eut pas, d'ailleurs, une bien longue existence, puisqu'Alexandre V y renonça au concile de Pise et que le concile de Constance la condamna de façon définitive.

Le droit de procuration consiste essentiellement dans la faculté, pour le supérieur qui effectue la visite canonique des églises de sa juridiction, d'y recevoir ce que nécessite son entretien et celui de sa suite : vivre et couvert. Il est un corollaire de l'obligation qu'a tout prélat de se rendre compte par lui-même si la discipline est exacte-

(1) Can. 4 : dans les *Décrétales* de Grégoire IX, l. III, tit. xxxix, *de censibus*, c. 6, *Quum apostolus*, col. 623 : *Sustinemus autem pro multis necessitatibus quae aliquoties superveniunt, ut, si manifesta et rationabilis causa exstiterit, cum caritate moderatum ab eis valeant auxilium postulare.*

(2) L. FERRARIS, *Prompta bibliotheca canonica*, t. VII, Naples, 1855, p. 347 ; SAMARAN-MOLLAT, p. 56-60.

ment observée sur le territoire dont il a la charge. C'est à l'évêque, en premier lieu, qu'incombe la visite ; dès l'époque carolingienne, l'archidiaque s'en acquitta également¹ et nous voyons qu'au XII^e siècle les doyens ruraux la pratiquent dans leur circonscription.

Comme la procuration se payait en nature, certains évêques ou archidiacres en abusèrent. Sous prétexte de visite, ils arrivaient chez les bénéficiers avec un train nombreux, s'y installaient, y chassaient et s'y faisaient traiter en grands seigneurs. Les conciles réagirent et notamment celui du Latran de 1179 : il décréta que les archevêques ne pourraient amener avec eux plus de quarante ou cinquante chevaux, suivant les provinces ; les évêques plus de vingt ou trente ; les archidiacres se contenteraient de cinq ou sept et les doyens de deux. On leur servirait une table frugale. Interdiction des meutes et des faucons².

Mais l'habitude s'introduisit, au XIII^e siècle, de remplacer les prestations en nature par une somme d'argent. Grégoire X la réprouva, au concile de Lyon de 1274³ ; elle fut pourtant autorisée, un peu plus tard, par Boniface VIII, dans les cas où les clercs visités accepteraient ce moyen de s'acquitter⁴. Par l'extravagante *Vas electionis*, du 18 décembre 1336⁵, Benoît XII fixa le taux maximum de la procuration journalière en argent. En France, Navarre, Dauphiné, Provence, Bourgogne, Savoie et pays de Forcalquier, il s'élevait, pour un archevêque, à trois cents deniers tournois⁶ pour la visite des cathédrales, à deux cent cinquante s'il s'agissait de monastères, prieurés et collégiales comptant au moins douze membres, à deux cents pour les autres églises ou couvents. Ces sommes étaient ramenées respectivement à deux cents, cent cinquante et cent quarante deniers, si le visiteur était un évêque. Les abbés ne pouvaient dépasser cent deniers pour les couvents d'au moins douze moines, quatre-vingts pour tous les autres lieux. Les archidiacres se contenteraient de quatre-vingts deniers et les archiprêtres ou doyens ruraux de huit⁷.

(1) L. THOMASSIN, *op. cit.*, t. VII, p. 37.

(2) Can. 4 : dans les *Décrétales* de Grégoire IX, l. III, tit. xxxix, *de censibus*, c. 6, *Quum apostolus*, col. 623. On voit, d'après ce texte, que certaines églises sont obligées de vendre leurs ornements pour subvenir au luxe du visiteur et que celui-ci « dévore en une heure ce qui pourrait assurer pendant un long temps la vie du bénéficié ».

(3) Can. 24 : dans le *Sexte*, l. III, tit. xx, *de censibus*, c. 2, *Exigit*, col. 1057. Innocent IV avait déjà condamné cette pratique, *ibid.*, c. 1, *Romana ecclesia*, col. 1056. Le concile de Lyon la qualifie de *perversorum audacia*.

(4) *Ibid.*, c. 3, *Felicitis recordationis*, col. 1057.

(5) *Extravag. communes*, l. III, tit. x, *de censibus*, c. unic., col. 1280.

(6) Le pape prend soin de nous indiquer ce qu'il entend par *turonenses argenti*, col. 1283 : *Porro turonenses praedictos intelligimus quod XII. ipsorum valeant unum florenum auri boni, puri ac legalis ponderis, ac cunii Florentini*. Il s'agit donc du denier tournois, qui valait de cinq à six francs-or : « C'était notre pièce de cent sous ». A. BLANCHET et A. DIEUDONNÉ, *Manuel de numismatique française*, t. II, 1916, p. 98 et p. 227.

(7) Ces chiffres et les suivants permettent de se faire une idée exacte de l'importance des procurations et de comprendre les plaintes du clergé.

Ces prestations s'entendaient dans le cas de la visite personnelle. Mais Benoît XII envisageait aussi l'éventualité où l'inspection se ferait par délégué moyennant dispense apostolique. Et même alors il autorisait une procuration, moindre il est vrai, mais qui allait cependant au prélat, non au visiteur effectif. En faveur des archevêques, cent vingt deniers pour les cathédrales, cent pour les communautés d'au moins douze membres, quatre-vingts dans tous les autres cas. Quel que fût l'établissement visité par son délégué, l'évêque pouvait recevoir quatre-vingts deniers, l'abbé soixante et l'archidiacre trente. La délégation n'était pas prévue pour les doyens. Il en résulta que certains prélats, oublieux des origines et de la nature de la procuration, la considérèrent comme un simple impôt et l'exigèrent en dehors de toute visite.

Cela fournit aux papes la possibilité de se substituer à eux¹. Déjà Jean XXII avait créé une manière de précédent. En effet, Boniface VIII, bien avant que le taux des procurations fût fixé, avait accordé un indult à l'archevêque de Bourges, Gilles Colonna, qui résidait en curie, pour lui permettre de les toucher même s'il n'accomplissait pas la visite en personne. A la mort de Colonna, des arriérés demeuraient dus : Jean XXII les fit encaisser par la Chambre apostolique, s'estimant qualifié, dit-il, pour en employer le montant de la façon la plus utile à l'âme du défunt. Sous ce même pape, d'assez nombreux évêques s'étaient avisés, afin d'obtenir plus facilement la dispense nécessaire pour ne point visiter eux-mêmes leur diocèse, d'offrir à la Chambre tout ou partie du produit des procurations. Les premiers papes d'Avignon s'étaient ainsi habitués à considérer la procuration comme une des ressources de leur trésor. De là à l'exiger il n'y avait qu'un pas : Innocent VI le franchit. Il décida que, dans certaines provinces, les deux tiers des droits de visite reviendraient à la Chambre apostolique. Urbain V l'imita et, en 1369, il décréta la réserve des procurations, dans la France entière, pour une période de deux ans : les évêques qui procéderaient à la visite, eux-mêmes ou par mandataires, seraient tenus d'agir gratuitement. Sans doute, cette réserve était donnée comme une mesure exceptionnelle et transitoire ; mais elle fut renouvelée ; et sous Clément VII elle était devenue pratiquement permanente, bien qu'on ne cessât de la dire temporaire. La conséquence fut que les prélats s'abstinrent de visiter les établissements de leur territoire. Pendant ce temps, le fisc avignonnais recourait à l'excommunication, ou au bras séculier, pour faire rentrer l'impôt. A la fin du xiv^e et au début du xv^e siècle, les assemblées

(1) Pour ce qui suit, voir SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 34-47.

ecclésiastiques parisiennes ont beau jeu pour flétrir les abus qu'occasionne cette pratique.

LES ANNATES Décime, subside caritatif et procuration n'ont jamais eu, comme nous l'avons vu, aucun lien avec le mode de provision des bénéfices. Il n'en va plus de même avec les taxes dont il nous reste à dire un mot. Et d'abord, l'annate. Par ce terme, il faut entendre le revenu de la première année d'un bénéfice nouvellement conféré. Il est vrai que Grégoire XI, en 1376, étendit à tous les bénéficiaires, même s'ils étaient pourvus par les ordinaires, l'obligation de la payer¹. Mais elle resta pendant longtemps une conséquence de la réserve.

Là encore, les papes n'eurent rien à inventer : il leur suffit de confisquer à leur profit un impôt pratiqué depuis longtemps par les prélats. L'annate, en effet, n'est pas autre chose que l'ancien *droit de déport*². Dans certaines circonstances exceptionnelles, les évêques obtenaient du Saint-Siège la permission de se réserver les fruits d'une ou de plusieurs années de tous les bénéfices qu'ils conféreraient. Mais il arrivait aussi qu'ils tinssent d'un autre titre la faculté de faire le même prélèvement, et cela à chaque vacance, sur telle ou telle église déterminée. D'ailleurs, ils n'étaient pas seuls à pouvoir jouir du déport : celui-ci appartenait quelquefois à la fabrique, à un particulier, et même au dernier titulaire défunt. Le droit commun reconnaissait la légitimité, à ce propos, de toutes les particularités locales, pourvu qu'elles se fondassent sur une coutume, un privilège ou un statut. Boniface VIII nous en est témoin, dans une de ses décrétales, insérée au *Sexte*³. Il y autorise un évêque, surchargé de dettes, à les amortir en prélevant pendant cinq ans les revenus de la première année de tous les bénéfices auxquels il nommerait ; mais il lui fait bien remarquer que son intention n'est point, ce faisant, de porter préjudice aux tiers qui, « par coutume spéciale, privilège ou statut », auraient déjà droit à ce prélèvement.

En 1317, Jean XXII régla le calcul du déport. Constatant que trop souvent les bénéficiaires, à qui l'on enlevait la totalité de leurs fruits, n'avaient plus rien pour vivre au cours de leur première année de possession, il édicta que l'on ne pourrait saisir autre chose que la part de revenus correspondant à la *taxe* établie pour les décimes : c'est-à-dire le revenu net, toutes charges déduites⁴. A moins toutefois,

(1) SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 26.

(2) Sur l'origine des annates, ou déports, voir L. THOMASSIN, *op. cit.*, t. VII, p. 72 et suiv. et p. 192 et suiv. Dans les textes rapportés par cet auteur, plusieurs visent plutôt les vacants ou le droit de dépouille.

(3) L. I, tit. III, *de rescriptis*, c. 10, *Si propter*, col. 941.

(4) *Extrav. Joan. XXII*, tit. 1, *de electione et electi potestate*, c. 2, *Suscepti regiminis*, col. 1205.

ajoute le pape, que le preneur de déport ne préfère abandonner au bénéficiaire le montant de la taxe et s'approprier le reste. Il devra, en tous cas, faire connaître son option dans les dix jours utiles qui suivront la vacance. Si le bénéfice n'était pas taxé, le déport se monterait à la moitié des fruits, l'autre moitié demeurant affectée à l'entretien du titulaire et à l'acquittement des charges. Ce fut sur cette base que les papes calculèrent l'annate quand ils l'exigèrent pour eux¹. A cette date, d'ailleurs, ils avaient déjà commencé de le faire. Ce qui nous montre que l'annate encaissée par les collecteurs apostoliques n'élimina pas, au moins tout de suite, celle à qui d'autres pouvaient prétendre.

Quand ils essayent d'expliquer doctrinalement l'annate, — ou le déport, — levé par les prélats, les canonistes invoquent l'origine même de la propriété ecclésiastique. Tous les biens, disent-ils, formaient d'abord une masse commune, dont l'évêque détacha peu à peu des fragments, qui, arrondis, devinrent les bénéfices. A la mort de leur titulaire, ceux-ci font retour au premier administrateur, qui peut légitimement, avant de les attribuer de nouveau, distraire une partie de leurs fruits pour les affecter à une œuvre d'intérêt général. Sans doute ce raisonnement n'eut-il guère d'influence sur la pratique. Mais les mêmes auteurs sont plus embarrassés quand il s'agit des papes, qui n'administrèrent pas, à l'origine, le patrimoine de l'Église universelle². Or, dès qu'elle fut installée en Avignon, la papauté se mit à réclamer les annates.

Bien que les Gallicans répètent fréquemment, au xve siècle, que Jean XXII fut le premier pape qui s'appropriâ l'annate, en réalité Clément V le fit avant lui : pas en France, il est vrai, mais en Angleterre et en Écosse, où il se la réserva, en 1306, pour trois ans. Jean XXII imita son exemple en 1316³. Au mois de septembre, il accorda à Philippe le Long l'autorisation de percevoir les annates, pendant quatre ans, en France et en Bourgogne ; trois mois après il se les réserva à lui-même, pour trois ans, dans les provinces de Vienne, Besançon, Aix, Tarentaise, Lyon, Arles et Embrun, qui n'étaient pas encore incorporées au royaume. Dix ans plus tard, le 20 février 1326, il mettait cet impôt en connexion avec la réserve : il le revendiqua sur tous les bénéfices vacants *in curia*, puis sur tous ceux qui seraient pourvus directement par le pape. Ainsi, plus les réserves se multipliaient, plus le produit des annates devenait important. Grégoire XI,

(1) SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 28. On se rappellera qu'Urbain V réduisit de moitié la taxe ; cf. *supra*, p. 255, n. 5.

(2) L. THOMASSIN, *op. cit.*, t. VII, p. 193.

(3) SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 23 et suiv.

en 1371, déclara que donnait lieu à l'annate non seulement la nomination, mais aussi la confirmation papale : en attendant qu'en 1376, comme on l'a dit plus haut, il étendît ses exigences à tous les bénéfices, sans distinction.

Il est vrai qu'alors le prélèvement est plus modéré, puisqu'en 1363 Urbain V avait réduit de moitié la *taxe*, au montant de laquelle l'annate correspondait¹. Les bénéficiers s'ingénierent à trouver des expédients pour se soustraire à l'impôt ; en vain : pendant toute la période avignonnaise les bulles se succèdent, qui éventent de nouvelles mèches, et personne ne se montra, sous ce rapport, plus vigilant que Jean XXII. Peu de bénéfices, en France, échappaient à l'annate : ceux des Chartreux, ceux dont le revenu n'excédait pas dix livres et les chapellenies dont les rentes servaient à acquitter des messes. Au temps du Grand Schisme, les bénéfices soumis au patronage de laïcs en sont exemptés, de même que ceux dont le titulaire paye une pension à un cardinal. Ajoutons que le casuel et les distributions manuelles faites aux chanoines pour leur présence au chœur n'entrent point dans le calcul de la *taxe*².

LES COMMUNS SERVICES

On répète souvent que les bénéfices consistoriaux, évêchés et abbayes, n'acquittaient pas l'annate. C'est vrai en principe, car la *taxe* équivalente à laquelle ils étaient tenus portait un autre nom : le commun service. On l'appelait ainsi parce que le produit en était divisé entre le trésor du pape et celui du Sacré Collège, tandis que l'annate allait tout entière à la Chambre apostolique. Ce n'était donc point là une exemption et, dans les plaintes qui s'élèvent contre la fiscalité pontificale, le terme générique d'annates s'applique assez fréquemment à cette autre façon de prélever les *fructus primi anni*.

Les communs services ont toutefois leur histoire spéciale, qui ne se confond pas avec celle de l'annate³. Ils furent à l'origine de simples *oblaciones*, des dons que les nouveaux prélats offraient bénévolement au pape et à son clergé, à l'occasion d'une promotion. L'usage de faire des libéralités à la curie remontait fort loin et il en est déjà question au temps de saint Grégoire le Grand sous le nom de *pastellus* (nous dirions « épices », ou « pourboire »)⁴ : le pape interdit de l'exiger,

(1) *Supra*, p. 255, n. 5.

(2) SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 29-33.

(3) Sur les communs services, les menus services et les taxes accessoires qui les accompagnaient, voir P.-M. BAUMGARTEN, *Untersuchungen und Urkunden über die Camera Collegii cardinalium für die Zeit von 1295 bis 1437*, 1898 ; A. GOTTLOB, *Die Servientaxe im 13. Jahrhundert*, 1903 ; et surtout A. CLERGEAC, *La curie et les bénéficiers consistoriaux*, 1911.

(4) HEFELE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. III, p. 236. *Pastellus* n'a pas encore le sens qu'il aura au XIII^e siècle dans les textes fixant des redevances en nature, celui de pâté de viande.

notamment de ceux qui reçoivent le pallium, mais il permet aux clercs romains de l'accepter si on le leur propose spontanément. « Des siècles s'écoulaient, la coutume s'établissait. Le don gratuit deviendra obligatoire de lui-même, sans secousse, parce qu'il a toujours existé ». Et cela se produira quand, les ressources des cardinaux diminuant, du fait des guerres qui dévastent l'Italie aux ^x^e, ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, et le nombre des fonctionnaires de curie s'étant considérablement accru, le pape verra là un moyen de pourvoir aux besoins de son personnel. Moyen d'autant plus efficace qu'entre temps les interventions pontificales dans les nominations de prélats se seront faites moins rares.

Au commencement du ^{xiii}^e siècle, Yves de Chartres constate déjà que sous le nom « d'oblations et de bénédictions » ce sont de véritables redevances qu'exigent les officiers de curie. Et bientôt le terme lui-même qui les désigne fait place à un autre, celui de *servicium*, qui appartient à la langue féodale. On le trouve dans les actes d'Innocent IV, au milieu du ^{xiii}^e siècle. D'Alexandre IV à Grégoire X le service fut réglementé : on en fixa le montant, et la répartition entre le pape et les cardinaux. La réserve des bénéfices majeurs, sous les papes d'Avignon, fit des communs services une source considérable de revenus : le seul Jean XXII, dans les dix-huit ans de son pontificat, en tira plus d'un million de florins d'or¹.

Au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle, le commun service est dû par les évêques et abbés nommés, confirmés, consacrés ou bénis par le pape ou son délégué. Le montant n'en est pas fixé *ne varietur*. Quand il n'y avait pas de précédents admis par le débiteur et la curie, la Chambre apostolique chargeait des enquêteurs d'évaluer les ressources du bénéfice et au besoin faisait vérifier leur estimation. En principe, le nouveau prélat devait payer le tiers des revenus bruts d'une année, sans considération des charges. Ce chiffre était inscrit sur les registres de la Chambre, en prévision des vacances futures. Mais il restait sujet à révision. La mense épiscopale ou abbatiale s'enrichissait-elle de possessions nouvelles ? Les collecteurs ou sous-collecteurs, toujours en éveil, le signalaient à temps pour que la taxe fût haussée ; en revanche, les intéressés pouvaient arguer d'un appauvrissement pour se faire dégrever ; et le chiffre rectifié se substituait à l'ancien sur les livres comptables. Au moment de sa promotion, l'évêque ou l'abbé souscrivait l'*obligatio*, où il acceptait de payer la somme fixée et se soumettait d'avance aux contraintes prévues pour le cas de défaut. On

(voir DU CANGE, *Glossarium*, v^o *Pastellus*) ; il est ici un simple diminutif de *pastus*, repas, aliment, et signifie un dîner... ou l'équivalent.

(1) Exactement 1 123 000 : A. CLERGEAC, *op. cit.*, p. 12. Pendant la période d'Avignon, le florin valait, croit-on, de 60 à 70 francs-or ; il baissa ensuite considérablement et à la fin du ^{xv}^e siècle il ne valait plus qu'environ 13 francs : *ibid.*, p. 119.

lui laissait d'ailleurs un certain délai pour s'acquitter. Dès la fin du pontificat de Jean XXII, il fut admis qu'on se libérât en deux termes : le premier au bout de six ou huit mois, le second au bout d'un temps égal. Mais assez souvent ces délais ne suffisaient pas et la Chambre devait consentir des prorogations. Si, par impossibilité ou mauvaise volonté, le prélat n'arrivait pas à solder, malgré l'excommunication qui souvent le frappait, la mort n'éteignait point sa dette : elle passait à son successeur¹. Pape et cardinaux se partageaient par moitié la prestation ; mais sauf exceptions vite révoquées, seuls y participaient les cardinaux présents à la curie, au moment du versement².

LES MENUS SERVICES Quiconque était tenu au commun service devait en outre acquitter les *minuta servitia*, qui en étaient comme le complément³. Le premier document connu qui les mentionne est une lettre d'Urbain IV, du 4 octobre 1263, où l'on voit que l'archevêque de Mayence avait pris l'engagement de payer une certaine somme *pro familia pape*. Au temps d'Avignon, et jusqu'après le Grand Schisme, il y a cinq menus services : l'un va aux employés de la Chancellerie, l'autre à ceux de la Chambre apostolique, le troisième aux chapelains du pape, le quatrième au petit personnel de sa maison, le cinquième aux familiers des cardinaux.

Si la répartition des menus services est minutieusement fixée dans des tableaux où ne sont oubliés ni palefreniers ni marmitons⁴, en revanche on s'est longtemps demandé sur quelle base on en calculait le total : le rapport entre celui-ci et le commun service varie, en effet, presque dans chaque cas. Finalement l'on s'est avisé que les différences tenaient au nombre plus ou moins grand des cardinaux présents, lesquels seuls, comme nous l'avons dit, se partageaient le commun service ; et l'on a constaté que les menus services équivalaient à une part de cardinal : ils étaient donc d'autant plus lourds qu'il y avait moins de cardinaux au consistoire⁵.

LES VACANTS Dans les documents du xv^e siècle, l'annate est quelquefois désignée sous le nom de vacant ou plus exactement de « vacance », et il n'est pas rare que les deux termes soient employés comme explicatifs l'un de l'autre, *annatas seu vacancias*⁶.

(1) A. CLERGEAC, *op. cit.*, p. 80 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 125.

(3) *Ibid.*, p. 157 et suiv.

(4) *Latores utensilium coquine, quilibet cocus magne et parve coquine, brodarum* (ceux qui font le bouillon, *brodium*, d'où est venu brouet et, en italien, *brodo*). Voir les tableaux de répartition dans A. CLERGEAC, *op. cit.*, p. 160-162.

(5) *Ibid.*, p. 159.

(6) Voir notamment *infra*, t. II, p. 193, n. 6.

Toutefois, par le terme de vacant les historiens modernes entendent autre chose, à savoir les revenus qui viennent à échéance entre la disparition d'un bénéficiaire et la nomination de son successeur, les *fructus medii temporis* ou *fructus intercalares*, alors que les annates, on l'a dit plus haut, sont les *fructus primi anni*, ou *fructus unius anni*. Quand ils veulent être précis, du reste, les gens du xv^e siècle emploient plutôt ces périphrases.

D'après la législation des *Décrétales*, lorsqu'un bénéfice vient à vaquer, le supérieur doit y nommer un économe ou vicaire, qui en assume la gérance, satisfait aux charges et réserve l'excédent des recettes pour le remettre au futur titulaire¹. Ce droit commun admettait pourtant des exceptions, pourvu qu'elles se fondassent sur un titre légitime. Boniface VIII interdit aux prélats de s'approprier les fruits de la vacance, qui « doivent être, écrit-il, dépensés au profit du bénéfice ou mis de côté pour le successeur » ; mais il a soin d'ajouter : « à moins que l'on ne puisse arguer d'un privilège spécial, d'une coutume prescrite ou d'une autre cause raisonnable »².

Au témoignage du concile de Vienne, qui trace un tableau fort sombre de la situation des possesseurs de bénéfices réguliers, de trop nombreux abbés ou prieurs invoquaient des privilèges imaginaires pour lever annates et vacants. Ils faisaient même mieux et amenaient de force la vacance en déposant le titulaire sans motif valable ; après quoi, « ils mettent la main sur les chevaux, les bœufs, le trésor et les biens, qui devraient être conservés pour le successeur »³. Ce canon, comme tous ceux de Vienne, fut publié au nom de Clément V. Mais déjà ce pape commence de réclamer pour lui les fruits de la vacance. Jean XXII, aggravant là comme ailleurs les exigences du fisc avignonais, fit de l'appropriation des vacants la conséquence de la réserve bénéficiale. Devant l'impopularité de cet impôt, Clément VI renonça à le lever ; mais ses successeurs le rétablirent. Ils en tirèrent un profit considérable, que les papes du Grand Schisme se gardèrent de négliger⁴.

Aux *fructus medii temporis* étaient assimilés les *fructus male percepti*, c'est-à-dire ceux que touchait un clerc irrégulièrement nommé, soit qu'il n'eût pas obtenu dispense d'un empêchement canonique qui le rendait inhabile, soit qu'il eût été pourvu au mépris de la réserve.

(1) Voir, par exemple, dans les *Décrétales* de Grégoire IX, l. I, tit. xxxi, *de officio jud. ord.*, c. 4, *Quum vos* (Alexandre III), col. 187.

(2) Dans le *Sexte*, l. I, tit. xvi, *de officio ordinarii*, c. 9, *Praesenti prohibemus*, col. 989.

(3) In *Clement.*, l. V, tit. vi, *de excessibus praelatorum*, c. unic., *Frequens et assidua*, col. 1185 ; cf. HEFLE-LECLERCQ, *Histoire des conciles*, t. VI, p. 717.

(4) L. THOMASSIN, *op. cit.*, t. VII, p. 77 et suiv., p. 192 et suiv. (textes mêlés, concernant les vacants, les annates et les dépouilles) ; SAMARAN-MOLLAT, p. 62 et suiv.

Il occupait de fait le bénéfice, mais celui-ci vaquait en droit et, quand les collecteurs s'apercevaient de l'irrégularité, ils exigeaient la restitution du bien mal acquis¹. Naturellement, les vacants ne pouvaient être levés par le pape sur les évêchés soumis à la régale, puisque le roi en disposait déjà².

LE DROIT DE DÉPOUILLE

L'appropriation des vacants est en connexion étroite avec celle de la « dépouille » et dans les textes anciens ces deux exactions vont souvent de pair. Au nom du droit de dépouille on commençait par saisir les biens meubles³ du bénéficiaire défunt. De ce qui restait propriété du bénéfice lui-même, le maître des vacants percevait les rentes jusqu'à la désignation du nouveau titulaire⁴.

Dans la fortune des clercs, l'ancien droit canonique, à la suite du droit romain, distingua deux parts : le patrimoine et le produit des biens ecclésiastiques dont ces clercs ont eu la jouissance. Il leur permit de disposer librement de la première ; sur la seconde, il reconnut à l'Église un droit de récupération⁵. Dans certains cas, l'Église revendiquait même le patrimoine : si le clerc mourait intestat, car alors elle s'estimait héritière directe d'un membre de sa hiérarchie ; s'il ne laissait, en mourant, aucun inventaire de son avoir personnel, car elle présumait que tout ce qu'il possédait provenait des revenus de sa charge. Ces principes régirent la pratique jusque vers le VII^e siècle. Les coutumes barbares s'y substituèrent, qui ne distinguaient plus la provenance des objets possédés, mais donnaient au seigneur, considéré comme haut propriétaire, la faculté de prendre les immeubles sous sa garde pour les remettre au successeur et de disposer librement des biens meubles que le défunt n'aurait pas distribués avant sa mort ; ceux-ci, en effet, ne pouvaient faire l'objet d'un testament.

Les idées primitives retrouvèrent leur crédit au XII^e siècle, grâce à la renaissance du droit romain et à la lutte victorieuse que mena la papauté contre les empiétements séculiers. Par rapport aux biens ecclésiastiques, la notion de propriété laïque céda le pas devant celle de patronage, le *Décret* de Gratien remit en honneur les vieux textes canoniques, les clercs recommencèrent à disposer de leur avoir fami-

(1) SAMARAN-MOLLAT, *loc. cit.*, p. 65.

(2) Sur la régale, voir la récente étude de M. Cl. LAPLATTE, *L'administration des évêchés vacants et la régie des économes*, dans *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. XXIII, 1937, p. 161 et suiv.

(3) Le droit de dépouille n'a jamais porté que sur les biens mobiliers laissés par le titulaire d'un bénéfice.

(4) Les deux choses apparaissent confondues dans le texte du concile de Vienne cité ci-dessus (p. 265, n. 3).

(5) Sur l'histoire du droit de dépouille et son explication juridique, voir F. DE SAINT-PALAIS d'Aussac, *Le droit de dépouille*, 1930.

lial, et quant à la part d'héritage provenant de leur charge, elle put de nouveau revenir à l'Église. La règle fut alors que les économies des bénéficiers enrichiraient le bénéfice lui-même et seraient remises au nouveau titulaire, avec les fruits de la vacance : toujours, bien entendu, sauf privilèges ou coutumes contraires au profit des évêques. S'il s'agissait de bénéfices mineurs, la charge d'assurer la transmission incombait au prélat ; s'il s'agissait d'évêchés, aux chapitres cathédraux. Les mêmes textes qui nous font connaître la loi nous montrent, il est vrai, qu'en pratique elle était fort souvent violée, car ils ont précisément pour objet de réprimer les abus de pouvoir que commettaient les conservateurs¹.

Il ressort de ce qui vient d'être dit que le droit de dépouille trouve son fondement dans le droit de propriété, réel ou prétendu. C'est parce qu'ils considèrent l'Église comme propriétaire unique des biens affectés aux charges cléricales que les anciens canons prescrivent de lui restituer, après la mort de l'usufruitier, l'excédent des revenus ; c'est parce qu'ils s'estiment propriétaires de toutes les possessions, ecclésiastiques ou laïques, de leur territoire que les seigneurs francs, et plus tard féodaux, prennent les meubles des clercs défunts². Dès lors, quand la papauté revendiquera le haut domaine de toute la propriété ecclésiastique, il sera assez naturel qu'elle veuille disposer à son tour de la dépouille. Déjà au XIII^e siècle nous voyons des papes confisquer la succession mobilière de quelques prélats, mais dans des cas particulièrement embrouillés et assez rares. Avec Jean XXII, au contraire, la pratique s'étend et s'organise. Sous son pontificat et celui de ses successeurs avignonnais, y compris ceux du Grand Schisme, on constate qu'en fait le droit de dépouille est d'autant plus exercé que se multiplient davantage les réserves bénéficiales. Il ne semble pas, cependant, qu'il y ait eu pour la France de texte législatif à portée générale mettant les deux choses en rapport de dépendance : la curie avignonnaise intervient à chaque décès pour signifier sa mainmise. Ce qui reste certain, c'est que « l'application du droit de dépouille au XIV^e siècle constitue pour la papauté une des sources de revenus les plus considérables. Il suffit de parcourir les registres de la Chambre, les lettres camérales en particulier, pour voir la place qu'y occupent les commissions destinées à mettre sous la main du pape les biens de tel évêque, de tel abbé, de tel prieur décédés, les compositions avec les successeurs, les inventaires et les

(1) On en trouvera un certain nombre dans L. THOMASSIN, mêlés avec d'autres concernant les déports et les vacants : *loc. cit.*, t. VII, p. 77 et suiv., et p. 192 et suiv.

(2) E. DE SAINT-PALAIS D'AUSSAC, *Le droit de dépouille*, p. 213 et suiv. ; voir également, sur la propriété à l'époque franque et à l'époque féodale, A. ESMEIN, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, aux renvois de la table alphab., v^o *Propriété foncière*.

rapports faits par les collecteurs ou par des commissaires spéciaux, les quittances délivrées à ce sujet par le pape ou le camérier »¹.

Les papes, il faut le reconnaître, entendaient ne lever la dépouille qu'avec modération. Une ordonnance du 16 mai 1345 prescrivit aux collecteurs de payer les dettes du défunt, de lui faire des funérailles décentes et de récompenser ses serviteurs. Le cheptel et les outils de culture, nécessaires à l'entretien des terres, ne devaient pas être saisis². On relève par ailleurs que les séquestres veillaient à l'exécution des legs pieux et que parfois même ils distribuaient, pour le repos de l'âme du trépassé, des aumônes que celui-ci n'avait pas ordonnées³. Mais le zèle maladroit de certains agents leur fit trop souvent méconnaître l'esprit de ces sages dispositions. Ne vit-on pas, sous Benoît XIII, un collecteur emporter la porte neuve de l'hôtel épiscopal, que l'évêque n'avait pas eu le temps, avant de mourir, de faire mettre sur ses gonds ? Un autre « fit despoiller un prestre mort estant en l'église pour enterrer revestu d'une chasuble, en disant que la chasuble estoit bonne, et ly osta »⁴. On imputait ces excès à l'institution elle-même et ils contribuèrent sans doute pour une large part à l'odieux que les contemporains attachaient au droit de dépouille.

AUTRES TAXES A cette liste il convient d'ajouter encore quelques autres impôts, à la vérité moins lourds. A l'occasion de leur sacre ou de leur bénédiction, les nouveaux évêques ou abbés devaient payer la *sacra*, que les textes désignent parfois sous le nom de *jus benedictionis*, ou *sacrae benedictionis*⁵, et en outre le *subdiaconicum* et les quittances. Ces taxes ne furent exigées d'abord que des prélats consacrés ou bénis en curie ; mais dès la fin du xiv^e siècle tous y sont tenus, en quelque lieu que se fasse la cérémonie⁶. La *sacra* s'élevait au vingtième du commun service et le *subdiaconicum* au tiers de la *sacra*. Le produit de la première allait au camérier, aux clercs de la Chambre et aux sergents d'armes ; celui du second aux sous-diacres du pape. Les deux quittances, délivrées par la Chambre et par le trésorier du Sacré-Collège, donnaient lieu chacune à une indemnité que l'on évalue au quart environ du *subdiaconicum*.

Toute provision de bénéfice, majeur ou mineur, par le pape, se faisait par bulles et celles-ci n'étaient délivrées que contre rembour-

(1) SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 52.

(2) *Ibid.*, p. 51.

(3) *Ibid.*, p. 55.

(4) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 436, n. 2.

(5) *Infra*, t. II, p. 194, 288.

(6) A. CLERGEAC, *op. cit.*, p. 166 et suiv.

sement des droits de Chancellerie ¹. Enfin certaines lettres des rois de France, où nous verrons interdire, au ^{xv}^e siècle, les exactions papales, mentionnent le droit de pallium, que les archevêques ou évêques acquittaient quand on leur conférait cet insigne ².

LA LUTTE POUR L'AFFRANCHISSEMENT

La longue énumération qui précède ³ montre dans quel réseau serré la fiscalité pontificale du ^{xiv}^e et du ^{xv}^e siècles tenait l'Église. Loin de nous la pensée d'incriminer d'avarice ou de malversation la papauté avignonnaise. Elle devait faire face à d'onéreuses obligations et il lui fallait bien, pour trouver des ressources, s'adresser au clergé ⁴. Chacune de ces taxes pouvait d'ailleurs se justifier en droit et le « basochien de génie » qu'était Jean XXII, le grand organisateur du fisc avignonnais, n'aurait pas eu de peine à en expliquer doctement les assises juridiques. Mais l'impôt, toujours impopulaire, devient intolérable quand il excède certaines limites et il l'était pour le clergé français de la fin du ^{xiv}^e siècle et du début du ^{xv}^e, épuisé déjà par la guerre de Cent ans. C'est à secouer ce joug qu'il va travailler, comme à récupérer la libre disposition des bénéfices du royaume, sous couleur de rendre à l'Église gallicane ses anciennes franchises. Ses efforts dans ce dessein l'amèneront à chercher la nature même de ces franchises. Il la trouvera dans le droit de se gouverner d'après les canons des conciles et les « maximes des Pères ». Et dès lors le Gallicanisme sera né.

(1) Sur l'expédition des bulles et les frais qu'elle entraînait, cf. A. CLERGEAC, *op. cit.*, p. 188 et suiv.

(2) M. A. CLERGEAC, *op. cit.*, p. 209, dit qu'« il faut venir à la seconde moitié du ^{xv}^e siècle pour trouver mention de la taxe du pallium dans les comptes des dépenses faites par les procureurs et approuvées par la Chambre apostolique ». Cette taxe fut cependant exigée longtemps avant cette date, puisque nous la voyons supprimée par le concile de Bâle, *infra*, t. II, p. 288. Voir également p. 194 et 277.

(3) Les études sur la fiscalité pontificale mentionnent aussi la taxe acquittée au moment de la visite *ad limina*, « redevances dues à l'occasion des visites aux tombeaux des apôtres que les évêques étaient obligés d'effectuer à des intervalles réguliers et bien déterminés ». SAMARAN-MOLLAT, *op. cit.*, p. 11. Ces voyages à Rome ne durent pas être très nombreux à l'époque où la papauté résidait sur les bords du Rhône. En tout cas, il ne pouvait en être question durant le schisme, où la France suivait l'obédience avignonnaise, et nous n'en avons pas trouvé trace dans les doléances du clergé.

(4) Sur les charges du pape avignonnais le plus violemment accusé d'excès financiers, les difficultés de sa trésorerie, ses fondations charitables, son désintéressement personnel, voir l'étude de M. G. MOLLAT, *Jean XXII fut-il un avaro ?* dans la *Revue d'histoire ecclésiastique* de Louvain, t. V, 1904, p. 522-534 et t. VI, 1905, p. 33-46.

§ 3. — Le concile de 1396.

DATE ET BUT Convoqué d'abord pour le 16 avril, puis repoussé de quatre mois¹, le concile réclamé par l'Université s'ouvrit à Paris le 16 août 1396 ; mais il ne tint sa première séance que le 21, le roi n'ayant pu se rendre libre avant cette date². Encore fallut-il attendre plusieurs jours avant de commencer les délibérations. Le 21, en effet, le grand chancelier Arnould de Corbie fit un long historique des négociations antérieures avec Benoît XIII ; puis on élut les présidents, Ameilh du Breuil, archevêque de Tours et Guillaume de Dormans, archevêque de Sens ; la vérification des pouvoirs et le serment de répondre en conscience aux questions du roi prirent une journée. Enfin, le 26, les discussions s'ouvrirent. A partir du 27, le duc d'Orléans, principal soutien de Benoît XIII en France, assista aux assemblées. En l'absence des ducs de Bourgogne et de Berry, occupés à négocier avec l'Angleterre, il représentait seul le roi. Il prit place au-dessus des présidents ecclésiastiques et dirigea les débats. Il commença par déclarer que Charles VI ne demandait point que l'on discutât sur la meilleure voie à adopter, puisqu'il tenait pour acquis que l'on avait déjà choisi la « voie de cession » ; il ne s'agissait donc plus que d'examiner les meilleurs moyens d'obtenir le désistement des deux rivaux³.

PREMIERS ORATEURS L'évêque de Condom, Bernard Alamant, discourut seul ce jour-là. Tout de suite il posa cette question : convient-il d'enlever au pape la collation des bénéfices et les subsides financiers ? Aux arguments pour la négative, « assez légers et communs », dit le procès-verbal, succédèrent les raisons, beaucoup plus fortes, en faveur de la soustraction. Et l'orateur conclut que la mesure s'imposait, puisque le pape « ne paissait pas les brebis à lui confiées par le Christ, mais qu'au contraire il les égorgeait ». Le lendemain, le prieur du couvent parisien des Bernardins, de l'ordre de Cîteaux, soutint la même thèse, mais avec plus d'éclat : la collation des bénéfices permet au pape d'augmenter une clientèle éloignée comme lui de la voie de cession qui apparaît seule susceptible de

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 88.

(2) Il existe de ce concile un procès-verbal d'allure officielle, publié par F. EHRLÉ, dans *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte*, t. VI, 1892, p. 206-224, et qui paraît être dû à la plume du secrétaire Jean de Sanctis.

(3) ... *Dominus dux Aurelianensis... exposuit ex parte regis quomodo rex rogabat omnes ut diligenter intenderent huic rei, quia ipse volebat prosequi negotium omnibus aliis rebus obmissis, et plura alia similia ; et finaliter conclusit quod rex volebat quod disputaretur de via, que et qualis esset tenenda, quia habet pro determinato quod via cessionis ; sed volebat quod deliberaretur de modo tenendo in executione dicte vie, quia intendit prosequi prout fuerit sibi consultum, quicquid decostet.* F. EHRLÉ, *loc. cit.*, p. 218.

conduire à l'union ; les annates, procurations et autres impôts lui servent à séduire clercs et laïcs ; enlevez-lui ces moyens et vous le forcerez à s'incliner. Mêmes idées exprimées, le 29, par le porte-parole de l'Université, Pierre Plaoul¹.

PIERRE LE ROY L'orateur le plus redoutable pour les intérêts pontificaux parla le 30, un des derniers. Pierre Le Roy était à la fois un canoniste de grand renom², qui avait professé avec éclat à la Faculté de Décret de l'université de Paris, et un érudit dont les connaissances historiques s'étendaient beaucoup plus loin que celles de la plupart des députés. Préposé d'abord à l'abbaye de Saint-Taurin d'Évreux, qu'il avait quittée pour celle de Lessay, au diocèse de Coutances, il était, depuis dix ans, abbé du Mont-Saint-Michel. Non seulement il y avait restauré la discipline monastique, agrandi le patrimoine, reconstruit les bâtiments et enrichi l'église, mais il avait pris à cœur d'instruire les moines et de constituer une belle bibliothèque ; lui-même s'était fait le maître des religieux plus âgés, choisissant aux jeunes des professeurs de sa main. Il avait retranscrit les chartes du monastère et constitué des archives bien ordonnées. Chacun vantait sa science, son zèle pour la régularité claustrale et les belles-lettres, ses talents d'administrateur. Charles VI devait l'utiliser pour des missions de confiance et il allait jouer au concile de Pise un rôle de premier plan comme ambassadeur du roi : Alexandre V lui dut en grande partie son élection³. Dans les assemblées parisiennes de 1398 et de 1406, ses discours produiront une particulière impression. En 1396, il aborde une question que les autres orateurs avaient laissée dans l'ombre. La soustraction, qu'ils avaient réclamée pour des raisons empiriques, il établit par l'histoire qu'elle peut se faire légitimement. A travers les quelques pauvres lignes du procès-verbal⁴, on devine les horizons qu'ouvrit le discours du 30 août : Pierre Le Roy citait les textes du droit ancien, les canons des conciles ; et le refus au pape du pouvoir de conférer les bénéfices, la résistance aux exactions des collecteurs apparaissaient comme une restauration de la saine discipline ecclésiastique. L'Université avait donc raison ; les orateurs précédents avaient prouvé d'abondant l'opportunité de la « soustraction » financière et bénéficiaire : celui-ci démontrait que

(1) F. EHRLE, *loc. cit.*, p. 219-221.

(2) Guillaume Fillastre le proclame le plus grand canoniste de France : BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 199, 209.

(3) *Gallia Christiana*, t. XI, col. 526.

(4) ...*Et ad hoc exequendum fecit multas rationes et fundamenta per primeva jura et ordinationes ecclesiae et sanctorum patrum et consiliorum... Sed nolo lacius scribere, quia ab ipso potest haberi et ego dubito defficere in scribendo.* F. EHRLE, *loc. cit.*, p. 221. P. Le Roy avait donc écrit son discours et le tenait à la disposition de qui voulait l'étudier.

le rétablissement des anciennes libertés de l'Église gallicane s'accordait avec le souci de la légalité, qu'il n'était qu'un retour à l'observation des lois les plus vénérables de l'Église.

RÉPLIQUES EN FAVEUR DU PAPE Cependant le duc d'Orléans veillait. Par ses soins, aux discours défavorables au pape, d'autres orateurs, tenants de Benoît XIII, fournirent l'antidote. L'évêque de Mâcon, Pierre Ravat, répliqua à Bernard Alamant, au prieur des Bernardins et à Pierre Plaoul ; il fit surtout apparaître la menace de l'excommunication, suspendue sur la tête de ceux qui oseraient attenter aux droits du Saint-Siège. Le dominicain Sanche Mulier, délégué de l'université de Toulouse, parlant après Pierre Le Roy, développa la thèse que l'on ne devait point pécher, même pour procurer un très grand bien ; l'union était, certes, souhaitable, mais l'on commettait une faute mortelle en refusant au pape ce qu'on lui devait. Un dernier orateur, le doyen de Rouen Hugues Lenvoisié¹, ayant conclu pour la soustraction, l'évêque de Saintes, Élie de Lestrangle, reprit les arguments de ses devanciers et y ajouta des considérations politiques : que diraient les autres peuples, s'ils voyaient le roi de France accabler le pape qu'il a reconnu pour légitime ? Ils diraient qu'il avoue implicitement s'être d'abord trompé, ou qu'il est bien léger : spectacle qui réjouirait fort l'« anti-pape » de Rome² !

LE VOTE Les suffrages s'exprimèrent du 4 au 11 septembre. Chaque membre de l'assemblée consigna son avis par écrit. Les cédulés s'entassèrent dans trois sacs, sur lesquels le duc d'Orléans mit la main. L'on ne publia point les résultats du scrutin. Ils ne furent connus que deux ans plus tard, par quelques mots du chancelier Arnould de Corbie au concile de 1398. Bon nombre de prélats ou députés voulaient que l'on procédât tout de suite à la soustraction ; mais la majorité estima préférable de surseoir encore et de tenter auprès du pape de nouvelles instances. Charles VI se rangea à cette opinion³. Ainsi Benoît XIII obtenait ce qu'il désirait surtout, gagner du temps. Mais ce n'était vraiment qu'un délai : les idées lancées en 1396 devaient faire leur chemin.

(1) Et non pas Gilles des Champs, comme l'a cru F. EHRLE (p. 221, note 1) ; Cf. *Gallia Christiana*, t. XI, col. 118, où le nom est écrit *Le Renvoisié* ; N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 105. La méprise de F. Ehrle s'explique sans doute par le fait que la *Gallia Christiana* mentionne un autre Gilles des Champs comme doyen de Rouen (t. XI, col. 119) ; mais c'est seulement en 1434 qu'il y est élu.

(2) N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 106.

(3) ... *Quo concilio solenniter et diligentissime celebrato fuit advisatum quod major pars concilii erat in opinione quod papa adhuc summaretur : licet magna pars concilii tunc esset in contrarium, scilicet quod sine alia summatione fieret substractio.* DU BOULAY, *Hist. Univ. Paris.*, t. IV, p. 849.

AMBASSADE A AVIGNON ET A ROME

Les vingt mois suivants se passèrent en démarches stériles. Vers la mi-juin 1397, une solennelle ambassade, composée de Français, d'Anglais et de Castillans, se présenta en Avignon et supplia le pape de consentir à la cession. Devant les réponses fuyantes de Benoît XIII, elle n'hésita pas à formuler un ultimatum : si l'union n'est pas faite à la Chandeleur, dit Colard de Calleville au nom des Français, Charles VI avisera à « supprimer les causes qui ont contribué jusqu'ici à la prolongation du schisme ». La menace était claire : à partir du 2 février de l'année suivante, le pape ne tirerait plus un sou du royaume et n'y nommerait plus à aucun bénéfice. L'ambassade continua son chemin vers Rome ; elle trouva Boniface IX d'une opiniâtreté au moins égale et qui se manifestait même en termes plus brutaux¹. Ajoutons que la présence à Rome, au même moment, d'une ambassade avignonnaise ne manqua pas de donner prise à des soupçons d'entente secrète entre les deux rivaux². Bref, le temps passait, des émissaires français parcouraient l'Europe, à la recherche d'ententes en vue d'une action commune³, et la perspective de l'union ne se rapprochait point.

DÉCISION DE L'UNIVERSITÉ

L'université de Paris ne semble pas s'être laissé leurrer par l'espoir d'obtenir quoi que ce fût de la bonne volonté de Benoît XIII. Le concile de 1396 achevé, elle poursuivit son action. Elle tint plusieurs assemblées, où elle examina la situation sous toutes ses faces⁴ et finalement décida, à l'unanimité des présents moins une voix, que la seule chose à faire était d'exécuter la soustraction financière et bénéficiaire⁵. A deux reprises, elle sollicita audience de Charles VI, pour soutenir devant lui son point de vue. Au mois de février 1397, par la bouche de Jean Courtecuisse, docteur en théologie, elle exposa longuement les méfaits des pouvoirs pontificaux dont elle poursuivait le retrait et le roi institua sur cette question un débat contradictoire qui dura

(1) Le pape de Rome protesta notamment que, si jamais on l'amenait à donner à personne le droit de juger de son pouvoir, il consentait à ne plus manger ni boire, à ne plus rien faire qui plaise à Dieu, qu'il renonçait à sa part de Paradis. Cf. N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 122.

(2) N. VALOIS, *ibid.*, p. 120.

(3) Sur les négociations relatives au schisme, pendant la seconde moitié de 1396 et l'année 1397, voir N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 107-137.

(4) Elle le rappelle à Charles VI, dans une lettre du 20 mai 1398 : *Non modicum permoti, pluries solenniter congregati fuimus, ut in discutiendo vias et rationes hinc inde rectus procedendi modus et secundum Dei justitias et leges per nos posset inveniri atque vestrae Majestati regiae praesentari*. DU BOULAY, *Hist. Univ. Paris.*, t. IV, p. 845.

(5) Pierre Ravat, évêque de Saint-Pons, ayant nié le fait au concile de 1398, se vit démentir, au nom de l'Université, par Pierre Plaoul, maître en théologie : F. ENRIE, *Archiv f. Literatur u. Kirchengeschichte*, t. VI, p. 281.

Martin. — I.

plusieurs jours¹. L'année suivante, à la même date, elle renouvela ses instances².

MESURES PRISES PAR CHARLES VI Entre temps, obéissant à une ancienne sollicitation de l'Université³, Charles VI rappelait à ses sujets que la France avait choisi la voie de cession, et il interdisait, « sur grandes et grosses peines, à appliquer à nous, que nulle personne de quelque estat ou condition qu'elle soit, ne soit si ausée ni si hardie, occultement ne en appert, directement ne indirectement, de fait ne de dit, de prêcher, dogmatizer, faire, ne écrire épistres ne autres quelconques écritures ou choses qui puissent donner, faire ou porter aucun préjudice ou empeschement à ladite voye de cession »⁴. Un mois après, il allait plus loin : considérant que les nominations faites par le pape avaient pour résultat de modifier la « bonne et sainte opinion » de ceux qui en étaient l'objet, il avertissait Benoît XIII et les cardinaux avignonnais qu'il n'admettrait plus aucun nouveau prélat, s'il n'avait été régulièrement élu par le chapitre ou si lui-même, roi de France, ne l'avait directement recommandé à la nomination papale. C'était supprimer en grande partie le droit de provision apostolique ; mais « la routine et le laisser-aller, joints à l'intérêt personnel et sans doute aussi à quelque reste de respect pour les droits du Saint-Siège, triomphèrent de cette velléité de réforme autoritaire ». Pratiquement, Benoît XIII continua d'exercer ses prérogatives et les grands du royaume le sollicitèrent comme auparavant en faveur de leurs candidats⁵.

RIGUEUR DE BENOÎT XIII Cependant les nuages s'accumulaient, annonçant l'orage. Après avoir pratiqué, depuis les débuts de son pontificat, une politique lénifiante, où les bonnes paroles et les faveurs personnelles, à défaut d'autre chose, abondaient, le pape adoptait une attitude de combat et parlait du gouvernement français comme d'un ennemi déclaré. Aux menaces de soustraction, il répondait en affirmant son droit de pourvoir à

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, éd. cit., t. II, p. 526.

(2) DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium Chartularii*, t. I, col. 766. L'Université prétendit même imposer à tous ses membres le serment de travailler à faire cesser le schisme en soutenant la voie de cession et en prônant le moyen de la soustraction. Elle rencontra de fortes oppositions et Charles VI évoqua devant lui cette affaire. Voir à ce propos la délibération de la nation anglaise, du 17 décembre 1397, dans DENIFLE et CHATELAIN, *Auctarium*, t. I, col. 753.

(3) Lettre déjà citée du 31 août 1395. *Quarta (requesta) quod nullis detrahentibus viae cessionis praebeat aures, et inhibeat sub omni poena subditis suis quod nullus audeat illi viae directe vel indirecte contrariari, publice vel occulte*. MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1136.

(4) MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1151 : ordonnance du 12 septembre 1397 (exemplaire adressé au sénéchal de Rouergue).

(5) N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 146.

tous les bénéfices (8 août 1397)¹ ; déjà, au mois de novembre de l'année précédente, il avait interdit d'appeler d'une décision pontificale, sous peine de privation de tout office ecclésiastique, d'incapacité à recevoir les ordres et d'excommunication réservée à lui-même, dont l'on ne pourrait être absous qu'à l'article de la mort². Le maître du Sacré-Palais ayant eu le courage de lui dire, au cours d'un sermon, qu'en repoussant la voie de cession il s'exposait à être taxé de négligence pour le bien de l'Église et d'endurcissement de cœur, il le fit jeter en prison. Il refusa de proroger l'autorisation accordée au clergé de France, depuis une trentaine d'années, de contribuer aux aides, au risque de tarir en partie les finances royales³. Dans l'état d'effervescence où se trouvaient les esprits, ces actes ne pouvaient manquer de revêtir, à bien des yeux, l'aspect de provocations. Le terme approchait où les idées lancées par l'Université et soutenues par ses amis allaient porter leurs fruits.

§ 4. — Le concile de 1398.

CONVOCATION Le 7 mars 1398, « pour mettre à effect la conclusion pieça prise ou conseil des prelas⁴... cestassavoir de poursuyr, par voye de cession ou de renonciacion de nostre saint pere le pape et de l'intrus de Rome, la paix et union de nostre mere sainte eglise, qui ja per si long temps a esté et encores est en division pour occasion du pestilent et dolereus scisme qui tant ya duré », Charles VI convoqua tous les évêques du royaume « et autres notables clers » à un nouveau synode. L'assemblée devait s'ouvrir « le XXX^e jour de pasques prouchain venant ». L'invitation était conçue en termes particulièrement pressants : aucun prélat ou « gens d'église » ne devait « espargnier travail de sa personne ne despense de ses biens ». Des processions et des prières seraient faites au préalable dans tous les diocèses, « ad fin que lors le Saint Esprit par sa sainte grace veuille enluminer les pensées... à ce que tele deliberacion soit prise en ce fait qui soit agréable à Dieu, et par la quelle le dit scisme puist estre briefment extirpé ». Et le roi terminait sa lettre sur cette menace : « et sur quant que vous nous doubtez à courroutier, gardez qu'il n'y ait deffaulte ; quar, se faute y est, il nous en desplaira tres fort et y pourverrons ainsi comme nous verrons qu'il appartendra »⁵.

(1) N. VALOIS, *ibid.*, p. 142.

(2) Cette mesure visait directement l'université de Paris, qui comptait déjà deux appels à son actif : textes dans DU BOULAY, *Histor. Univ. Paris.*, t. IV, p. 803 et p. 821.

(3) N. VALOIS, *ibid.*, p. 143.

(4) Il s'agit du concile précédent, de 1396.

(5) Cette lettre est insérée au début du procès-verbal du concile de 1398, publié par F. ENRLE,

ATMOSPHERE

Les débats s'ouvrirent le 22 mai. Tout de suite, il fut évident que l'atmosphère y serait plus défavorable au pape qu'en 1396. Le duc d'Orléans n'était pas seul, comme alors, à représenter le roi. Avec lui, présidaient le roi de Navarre, les ducs de Bourgogne et de Berry, assistés du chancelier Arnould de Corbie et d'une grande partie des membres du conseil ; personne ne se méprenait sur leurs sentiments. Une analyse assez étendue des discours prononcés dans cette assemblée nous permet de voir non seulement les opinions émises, mais aussi les arguments par lesquels on les étaya ¹.

DISCOURS DE SIMON DE CRAMAUD

Simon de Cramaud prit le premier la parole, pour préciser le but de la réunion. Il le fit en séance publique, devant plusieurs milliers d'auditeurs ². Il rappela ce qui s'était passé depuis l'élection de Benoît XIII ; puis il dit avoir commandement du roi de déclarer qu'il ne s'agissait point de discuter sur la voie de cession : elle était admise. Les délibérations devaient donc se restreindre aux moyens d'obtenir un résultat : c'est sur ce point que Sa Majesté désirait des lumières. Or, ces moyens se réduisaient à deux : soustraction totale d'obédience au pape d'Avignon, ou soustraction simplement partielle, consistant à lui retirer la collation des bénéfices et les secours financiers jusque-là fournis par le royaume ³.

ORDRE DES DÉBATS

Le 24, les présidents fixèrent la procédure, ou plutôt l'ordonnance des débats : douze orateurs y prendraient part, six en faveur de la soustraction et six pour s'y opposer. Furent désignés entre autres, comme soutiens des intérêts

Archiv für Literatur und Kirchengeschichte, t. VI, 1892, p. 273-287, *Processus tercii consilii tenti Parisius de anno XCVIII^o, in quo fuit facta substractio*.

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, 1718, Preuves, p. 3-84. Cette analyse est l'œuvre de Guillaume de Longueil, maître ès arts et bachelier en droit canonique, de Dieppe, qui assista à toutes les séances et eut soin de confronter ses notes avec celles que d'autres auditeurs avaient prises. *Scripta et in minutam reducta super scripta fuerunt in concilio supra dicto, anno et diebus supra dictis celebrato, per Guillelmum De Longolio, de Dieppâ Rothomag. Dioecesis, magistrum in artibus et bachalarium in jure canonico, qui licet singulorum minimus et tanto indignus consortio, praesens tamen praedictis actis omnibus et allegatis interfuit concilio ; veniam petens a legentibus si quid allegatorum per D. D. proponentes in supra scriptis propositionibus omissum est. Quoniam si aliquid deest, proponendum verbi velocitate difficultateque eligatur dicta rescribendi, aut ignavia et imbecillitate proprii intellectus factum est. Plurimum tamen scientificorum virorum minutas in dicto concilio continus rescribentes suis cum dictis minutis collationavit, prout potuit fideliter et diligenter. Acta post modum in praescriptam formam grossavit, nullo addito aut remoto, quod facti et allegationis immutet formam et effectum.* P. 84. Les discours furent prononcés en français ; le rédacteur avertit plusieurs fois que c'est lui qui traduit en latin, « pour faire plus bref » (p. 20, 29, 37, 49, 56, 63). Arrivant à P. Plaoul, il dit qu'il parla en français, « comme les autres ».

(2) .. *Et sic finis huic diete, in qua fuerunt existimative ultra X^m hominum et omnia publice dicta.* F. EHRLE, *loc. cit.*, p. 277.

(3) F. EHRLE, *loc. cit.*, p. 276 ; BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 4.

papaux, Pierre Ravat, ancien évêque de Mâcon, récemment promu par Benoît XIII au siège de Saint-Pons de Tomières, dans la province de Narbonne, le dominicain Sanche Mulier, professeur de théologie à Toulouse, qui avaient déjà l'un et l'autre défendu efficacement le pape au concile de 1396, l'archevêque de Tours, Ameilh du Breuil : tous sincères partisans de la conciliation et favorables à Benoît. Ils eurent contre eux le patriarche d'Alexandrie Simon de Cramaud, l'évêque d'Arras Jean Canard, Pierre Le Roy, les théologiens Gilles des Champs, Jean Courtecuisse et Pierre Plaoul, mandatés par l'université de Paris¹.

THÈSES EN PRÉSENCE

Il est difficile de savoir si les orateurs chargés de pousser à la soustraction tenaient leurs arguments préparés d'avance, et si, par conséquent, les idées qu'ils développèrent étaient déjà en circulation ; ou bien, au contraire, si ces idées jaillirent sous la poussée du moment, et comme appelées par les raisonnements des adversaires. En tout cas il n'est pas douteux que les partisans des moyens extrêmes dévoilèrent des horizons nouveaux et que la cause des « libertés » y fit de sérieux progrès.

En réalité, ce sont deux conceptions de l'Église qui s'affrontèrent au concile parisien de 1398, ou plus exactement deux conceptions de la papauté ; et déjà l'on peut justement les qualifier, utilisant des termes qu'on n'opposera que plus tard, de gallicane et d'ultramontaine. C'est surtout par la bouche de Ravat que cette dernière s'exprima. A côté de lui, les autres orateurs du parti font figure d'acolytes ; ils n'apportent guère autre chose que des développements scolastiques sur l'interprétation du serment prêté au conclave de 1394².

ARGUMENTATION DE RAVAT POUR L'OBÉISSANCE AU PAPE

La thèse contraire à la soustraction peut se résumer ainsi : on doit obéir au pape aussi longtemps qu'il n'exige rien de contraire au droit naturel, au droit divin ou à la constitution générale de l'Église³. Peu importe qu'il contredise le droit positif, c'est-à-dire les décisions des conciles ou celles de ses prédécesseurs : il est au-dessus de la loi humaine ecclésiastique, qui a pour fondement l'autorité papale ; il peut donc s'y conformer

(1) F. EHRLE, *loc. cit.*, p. 277 ; BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 4. Ces deux sources ne mentionnent ensuite que les discours de trois des avocats du pape, sur six, et de quatre des partisans de la soustraction. Leur rédaction exclut même que les autres orateurs désignés aient pris la parole. Pierre Ravat intervint deux fois, le premier de tous, le 29 mai, et pour répondre à P. Le Roy et à Gilles des Champs, le 3 juin. De même, le 4 juin, P. Le Roy répliqua à l'évêque de Saint-Pons.

(2) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 13-16 et 17-20.

(3) *Ibid.*, p. 5.

ou s'en libérer, à son choix ¹. Autrefois, il a accordé aux chapitres et aux couvents, par la voix des conciles, la faculté d'élire leurs prélats ; mais il ne s'est point dépouillé pour cela de son pouvoir général de nommer aux charges ; il reste libre d'en user à son gré ². Étant le chef suprême de la communauté, chargé, à ce titre, de pourvoir à des besoins qui l'intéressent tout entière, il lui appartient de lever des impôts ³. Il peut s'approprier même les « procurations », ces taxes que les évêques perçoivent de leur clergé à l'occasion de la visite canonique. Objectera-t-on que, dans ce cas, il n'y aura plus de visites, puisque les évêques n'auront plus les moyens matériels d'y procéder, et que par conséquent les abus se multiplieront ? L'argument ne vaut rien : les évêques ne sont pas obligés de lever les procurations ; ils y sont autorisés en temps ordinaire ; mais si le pape les leur ôte, ils n'y ont plus aucun droit. Ils gardent cependant le devoir de veiller au maintien de la foi, des bonnes mœurs et de la saine discipline dans leur diocèse : ils s'en acquitteront par d'autres moyens que la visite, si celle-ci leur devient impossible ⁴.

Du reste, l'obéissance ne se fragmente pas : elle est une ; et parler de soustraction partielle implique un non-sens ; on se soumet au pape en tout, ou bien l'on se rebelle contre son autorité ⁵. Or, cette obéissance totale, indivisible, le pape y a droit tant qu'il est pape, fût-il de vie scandaleuse, fût-il parjure ⁶. La qualité de pape ne se perd que pour le crime d'infidélité ou d'hérésie. Encore y faut-il une sentence ; le soupçon d'hérésie, l'accusation formelle, ne suffisent pas. Tant que le concile œcuménique, seul compétent pour se prononcer à ce sujet, ne l'a pas condamné, le pape reste le pape ⁷, et quiconque lui refuse obéissance se sépare du chef de l'Église, devient schismatique, pèche mortellement, et encourt l'infamie juridique portée contre ceux qui refusent leur soumission au Saint-Siège ; bien plus, il est lui-même hérétique, car il proclame par ses actes que le pape n'est pas le chef de l'Église ⁸.

De ces principes, Ravat dégage les conséquences pratiques. Supposons la soustraction proclamée, qu'arrivera-t-il ? D'abord, vous tomberez sous le coup de l'excommunication portée en général par la bulle *In cæna Domini* ⁹. Mais vous nommerez aux bénéfices ; puisqu'il

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 5, 11, 55.

(2) *Ibid.*, p. 9.

(3) *Ibid.*, p. 10.

(4) *Ibid.*, p. 10.

(5) *Ibid.*, p. 53.

(6) *Ibid.*, p. 6, 49.

(7) *Ibid.*, p. 6, 7, 49. Pour la compétence de l'Église sur le pape hérétique, voir t. II, liv. IV, chap. I.

(8) *Ibid.*, p. 6.

(9) *Item dubitare debemus processus qui fiunt per papam in die Jovis S. Septimanae contra*

y a réserve, le pape vous excommuniera encore. Et qui aurez-vous pour absoudre ? Qui dispensera des irrégularités ? A qui recourrez-vous pour les empêchements de mariage ? Au grand pénitencier ? Il n'a que des pouvoirs délégués : si le pape les lui retire ou les lui lie, — ce qu'il fera, — vous n'aurez aucun espoir de ce côté. Aux cardinaux ? Mais le Sacré Collège n'a de juridiction propre qu'en temps de vacance du siège, et le siège ne sera pas rendu vacant par votre refus d'obédience. Direz-vous qu'en cas de nécessité les prélats peuvent eux-mêmes absoudre et dispenser ? C'est exact, mais ici le cas de nécessité ne se vérifie pas, car rien ne vous oblige à rompre avec le pape¹. En outre, qui confirmera l'élection des métropolitains ? Ce ne pourra pas être le patriarche d'Alexandrie, dont le titre est purement nominal². La situation sera intenable.

Aussi bien, quels avantages peut-on trouver à cette médecine qu'on nous propose ? On se plaint de l'intervention du pape dans la provision des bénéfices : qu'on revienne au régime de libre collation, et l'on verra la pression des laïcs, l'influence de la brigue, de la faveur³. On veut éteindre le schisme, et c'est un louable désir ; mais au lieu de l'éteindre on le multipliera : nous avons déjà deux papes ; si l'on fait la soustraction, dans la seule obédience avignonnaise on aura ceux qui ne reconnaissent plus Benoît et ceux qui lui restent fidèles, car il y en aura ; et dans les deux camps se trouveront des princes, des prélats, des universités. Ajoutez que sous prétexte que les évêques n'obéissent plus au pape, les clercs et les fidèles n'obéiront plus aux évêques. Cependant, supposons que nous forcions ainsi notre Saint Père à céder ; supposons que l'on en fasse autant dans le camp de l'intrus et que l'on arrive à élire un pape unique : que vaudra tout cela ? Rien du tout. Il y aura eu contrainte, et comme le pape n'a point sur terre de supérieur à qui en appeler pour se défendre en cas de violence, sa démission sera nulle, par manque de la liberté nécessaire à tout acte humain, et nulle aussi, par conséquent, l'élection qui la suivra⁴.

Mais devrait-on même ne point rencontrer ces dangers, qu'il ne faudrait pas décider la soustraction. La morale interdit de commettre

abusores et impediētes jurisdictionem Ecclesiae. Ibid., p. 6. P. Ravat vise ici les *processus generales*, ou liste des délits dont les auteurs encouraient *ipso jure* l'excommunication. Comme cette liste était lue solennellement chaque année, par le pape, le jeudi saint, on lui donnait le nom de bulle *In coena Domini*. Chaque pape la tenait à jour et la modifiait à son gré. Quand le Saint-Siège voulut en imposer la publication dans les divers pays, il se heurta, en France, à de sérieuses difficultés et ce fut une des « libertés de l'Église gallicane » que cette bulle n'y fût pas admise. Sur la question, voir un bon résumé, par A. VILLIEN, dans *Le canoniste contemporain*, t. XXXIX, 1916, p. 19 et suiv.

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 8.

(2) *Ibid.*, p. 9.

(3) *Ibid.*, p. 9.

(4) *Ibid.*, p. 11.

le péché, même pour procurer un bien. Or la désobéissance au pape est un péché certain. Chacun doit penser d'abord à son salut ; le schisme porte préjudice à beaucoup de consciences, mais nous n'en sommes pas responsables, et sous prétexte de le faire cesser nous ne devons point nous rendre coupables d'une faute personnelle ¹.

Il y a le roi, nous dit-on, et lui est obligé, en vertu de sa charge, de travailler à l'union. Certes, il faut louer les princes des efforts qu'ils font pour procurer un tel bien. Mais qu'ils se bornent à multiplier les instances, les ambassades, à promouvoir la tenue de conciles. Dans les questions qui intéressent l'Église, la décision appartient à l'Église. Ils ne doivent rien trancher eux-mêmes ².

Telle est, dans ses grandes lignes, la thèse ultramontaine. Elle se fonde sur ce principe général que le pape jouit dans l'Église d'un pouvoir absolu, à la seule condition de respecter la loi naturelle, les maximes de l'Écriture et la constitution fondamentale de la société spirituelle. Les rois, au contraire, n'ont qu'un rôle de conseillers, d'aides respectueux, sans qu'il leur soit loisible d'imposer d'autorité leur manière de voir. Seul le concile œcuménique peut faire perdre au pape son droit à l'obéissance, en le condamnant comme hérétique ³. Ces postulats étant admis, les conclusions de Ravat en découlent logiquement et l'on peut croire que beaucoup d'auditeurs furent impressionnés par sa dialectique.

POUR LE REFUS D'OBÉISSANCE Le principal effort de ses contradicteurs devait donc tendre à ruiner les principes sur lesquels elle se fondait. Pierre Le Roy surtout s'y attacha, secondé par Gilles des Champs, « maître en théologie très fameux et conseiller du roi » ⁴. Simon de Cramaud insista plutôt sur la question de fait, mettant en évidence les malheurs causés par le schisme, l'opiniâtreté et la mauvaise foi de Benoît, la vanité des craintes que pouvait inspirer le retour au régime des élections et des collations épiscopales ⁵. Dans la bouche de l'abbé du Mont-Saint-Michel et du théologien parisien nous trouvons cette idée d'un pouvoir tempéré du pape, qui fut si chère aux gallicans postérieurs et qui s'étale aux articles II et III de la fameuse *Déclaration* de 1682.

PIERRE LE ROY Pierre Le Roy tend la main, par dessus cinq siècles, à Hincmar de Reims. La puissance du pape, dit-il, est conditionnée par la nature même de sa mission. Jésus-Christ

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 6, 54.

(2) *Ibid.*, p. 11, 50, 54.

(3) Sur la question de la compétence du concile sur le pape hérétique, voir t. II, liv. IV, chap. I.

(4) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 37.

(5) On trouvera l'analyse de son discours *ibid.*, p. 21-28.

a donné à Pierre l'autorité nécessaire pour paître son troupeau, agneaux et brebis, c'est-à-dire pour guider les fidèles et les pasteurs dans le chemin du salut. Pour avoir droit à l'obéissance, il faut donc que le successeur de Pierre ordonne des choses qui aient le salut pour but : son pouvoir se circonscrit dans ces limites. On n'est tenu d'accomplir la volonté du pape que si elle reflète celle de Dieu, si ses ordres tendent au bien de l'Église. Si le pape commande à un seigneur de lui verser mille francs, ou d'accorder la main de sa fille à un inconnu, faudra-t-il lui obéir ? Et cependant il n'y a rien là de contraire au droit naturel, aux préceptes évangéliques ou à la constitution de l'Église¹.

On prétend, dit Le Roy, qu'il ne faut pas faire le mal en vue de procurer un bien. D'accord ; mais loin d'être un mal, la soustraction est elle-même un bien, car elle tend à ramener le pape dans le droit chemin, d'où il s'écarte. S'il veut l'empêcher, ses foudres n'ont aucune force : il sort des limites de sa puissance. Quand le Christ a dit à saint Pierre « tout ce que tu lieras sur la terre sera lié dans le ciel », nous devons, avec tous les grands docteurs, sous-entendre cette condition *clave non errante*, c'est-à-dire que la clef spirituelle ne se trompe pas de serrure, qu'il paise et nourrisse le troupeau, qu'il ne veuille pas le contraire de la volonté divine. Si donc le pape nous excommunie pour avoir fait soustraction, peu importe ; nous n'aurons pas besoin d'absolution, car Dieu n'aura pas lié, lui, ceux qui ne veulent qu'enlever les obstacles à l'union².

L'évêque de Saint-Pons allègue le serment de fidélité prêté par chaque évêque au pape ; mais tout serment implique une condition tacite, à savoir que les choses restent dans le même état : on a juré de défendre le pape quand il voulait le bien de l'Église, il faudrait donc qu'il le voulût encore³. Dans les conditions actuelles, non seulement cette promesse ne tient plus, mais en soutenant le pape on se

(1) *Dico quod ad hoc quod obediatur papae, antequam quis obedire teneatur, requiritur praeceptum salutare, quia ad hoc potestas sua limitatur...* Non tenetur quis obedire nisi in praeceptis Dei et illis quae sunt ad utilitatem et salutem Ecclesiae... etc. — *Papa est ad pascendum oves exemplo, verbo et doctrina.* — ... *Non debet attendi voluntas papae, sed salus populi...* Ibid., p. 30. Simon de Cramaud avait dit déjà : *Si talia agit unde provenit scandalum, sibi non debet obediri...* *Data enim est ei potestas ad aedificationem et non ad destructionem.* p. 23. Et Pierre Plaoul reviendra sur le même sujet, le 7 juin ; cf. *ibid.*, p. 70 et 71.

(2) *Ex hoc concluditur quod si papa hac occasione aliquem excommunicaret propter praedicta, non esset desistendum a prosecutione...* quia in hoc excederet suam potestatem et terminos, quod probatur per auctoritatem quodcumque ligaveris super terram, etc. *Quod intelligitur secundum Doctores clave non errante, ut notat Hostiensis...* *Et ita potestas papae intelligitur secundum Dei voluntatem et ordinationem, ad pascendum et nutriendum oves spiritualiter ; et ob hoc notat Innocent. et recitat Joh. Andreae quod si papa tulit sine causa sententiam excommunicationis, et certum est, non debet timeri, nec est opus absolutione, quia quoad Deum non est ligamen.* Ibid., p. 31.

(3) *Juramentum intelligitur conditionaliter, si res in eodem statu permaneat.* Ibid., p. 33 ; cf. p. 57.

fait son complice *in crimine criminoso* : on lui fournit les fagots qui lui permettent d'alimenter le bûcher du schisme¹.

GILLES DES CHAMPS Pierre Le Roy avait entendu prouver que les adversaires de la soustraction exaltaient outre mesure le pouvoir papal. A son tour, Gilles des Champs s'efforce de démontrer qu'ils minimisent à l'excès les attributions des rois. Le droit d'intervenir d'autorité dans les affaires de l'Église, dit-il, leur appartient à plusieurs chefs. D'abord, la plus ancienne tradition le leur reconnaît. Théodoric réunit les évêques pour s'occuper du « scandale de Symmaque » ; ils se demandaient s'ils pouvaient délibérer, en l'absence de toute convocation papale ; le texte porte ceci : « à l'instigation du Saint-Esprit, le roi dit : je ne veux pas autre chose que la paix de l'Église ; or c'est l'affaire du roi que l'Église ait la paix » ; et les prélats délibérèrent. A la demande de Boniface I^{er}, l'empereur Honorius décida que toute élection double serait tenue pour nulle ; aucun des deux compétiteurs ne pourrait prendre possession du Siège apostolique, et l'on devrait recommencer les scrutins, aux fins de s'entendre sur un même candidat. Mais il y a d'autres arguments que ceux de l'histoire. Le roi de France est le gardien des franchises de son royaume ; au jour de son sacre, il a juré de les maintenir ; il est, en outre, le gardien des fondations, et il doit prendre les moyens opportuns pour qu'on les exécute ; et la tranquillité publique n'est-elle point compromise si la paix ne règne pas dans les esprits chrétiens ? Pour toutes ces raisons, le roi a qualité pour tenir la main au bon état de l'Église dans son royaume. Il ne peut tolérer qu'elle soit soumise au pape de façon totale : elle doit l'être raisonnablement, dans les limites qu'il convient. En effet, le pape n'a point de supérieur à qui l'on puisse se plaindre de lui en cas d'abus. Il faut donc se prémunir contre les excès de pouvoir et veiller à ne pas lui laisser prendre une domination dangereuse². N'est-ce point là une des idées maîtresses qu'admettront plus tard tous les tenants du Gallicanisme ?

(1) ... *Etiam in licitis non est sibi obediendum. Ratio ejus est quod peccat in essentialibus sui officii, ut est dictum. Hic autem effectus causatur ex obedientia ; et per consequens, sibi obediendo, participaremus secum in crimine criminoso, et nutriremus scisma, ut apponendo igni combustibilia.* Ibid., p. 59.

(2) Ibid., p. 37-40. ... *Item hoc sic probatur quod ad regem pertinet providere et servare pacem Ecclesiae, quia ejus interest. Non enim potest esse turbatio in spirituali regulariter et notabilis quin etiam sit in temporalibus... Ex praedictis sequitur quod ad regem pertinet providere quod Ecclesia regni sui non sit subdita papae, nisi ut decet, in terminis rationis, et prout ratio dictat. Primo propter auctoritatem papae, quia est porta auctoritatis. Supremus et principalis fidei defensor esse debet. Item quia superiorem non habet qui eum valeat corrigere... aut ad quem habeat recursum, sicut haberet de alio inferiori episcopus (sic, = episcopo ?) quia coram papa posset conqueri... Ideo princeps debet providere ne nimis dominetur.*

PIERRE PLAUL

Parmi les inconvénients de la soustraction, l'évêque de Saint-Pons avait insisté sur celui-ci : elle risque d'ébranler le trône ; car si l'on se met à faire la critique des droits de l'autorité, pourquoi ne transporterait-on pas cette licence sur le terrain politique¹ ? C'est Plaoul qui répondit à cet argument. Il n'y a pas, dit-il, à comparer l'autorité des papes et celle des rois : elles sont de nature toute différente. Les princes temporels ont reçu de Dieu le pouvoir de dominer, de s'imposer ; mais à ses ministres le Christ a dit : « il n'en sera pas ainsi de vous et le plus grand devra être le serviteur des autres ». Le pape n'est donc pas le maître des évêques. En outre, les excès des rois ne peuvent causer qu'un mal relatif : ils ne portent préjudice qu'aux corps ou aux biens, ils se restreignent forcément à un territoire déterminé ; ceux des papes, au contraire, affectent les âmes et compromettent leur salut éternel, ils peuvent bouleverser la chrétienté tout entière : on ne saurait donc les tolérer de même. Enfin, les princes ne sont pas soumis au peuple, ils ne sont pas ses élus, ils tiennent leur pouvoir de naissance et le transmettent par héritage, tandis que les papes sont choisis par les mandataires de l'Église et restent sous son contrôle².

RÉPONSE A CERTAINES OBJECTIONS Mais quoi ? L'Église, serait-ce une simple assemblée des prélats de France ? Les partisans de la soustraction avaient senti la difficulté. La réunion des conciles œcuméniques, dit Gilles des Champs, demande beaucoup de délais ; ils délibèrent avec lenteur et l'expérience montre que les cabales y trouvent un bon terrain. Pendant ce temps, le mal qu'il faudrait arrêter continue ses ravages. Les conciles particuliers sont parfois un remède beaucoup plus sûr ; ils sont *virtuellement* généraux, et l'histoire montre qu'ils ont suffi à arrêter bien des hérésies. Dans certaines circonstances urgentes, quelques évêques n'ont pas hésité à se réunir entre voisins pour prendre des mesures, et il n'en

(1) *Quomodo confident principes in fidelitate nostra, si papae non fuerimus fideles, cui principaliter sumus astricti ? Ibid., p. 6. ... Esset destruere mundanam politiam, et possent subditi rebellare contra principes, si praeciperent aliquid quod prima facie videretur injustum et subtrahere obedientiam, quod esset maximum inconveniens. Ibid., p. 55.*

(2) *Restat respondere ad unam propositionem sophisticam, de qua ut plurimum fecerunt adversarii coram vestris metuendissimis Dominationibus, scientes vos popularem tumultum timere. Dicunt enim quod subtrahere obedientiam D. N. Papae esset dare occasionem subditis seu popularibus non obedire principibus seu eorum Dominibus temporalibus, ex quo sequerentur rebelliones, rixae et innumerabilia inconvenientia, prout late deduxerunt. Ista enim non sunt nisi minae, nec bene intelligentibus aliquid faciunt ad propositum. Supponunt enim quod idem seu similis sit casus in domino temperati et dignitate seu administratione spirituali, cum tam plures sint differentiae, etc. Ibid., p. 73-74.* La différence de rédaction montre bien, ici, que Guillaume de Longueil résume à grands traits l'argumentation des avocats du pape, tandis qu'il s'efforce de ne laisser perdre aucun mot du célèbre maître. La thèse de Pierre Plaoul ne correspond pas à l'opinion traditionnelle des théologiens français et n'est qu'une arme de circonstance. Sur cette opinion traditionnelle, voir plus haut, p. 238.

a pas fallu davantage ¹. Du reste, pour l'Abbé du Mont-Saint-Michel, il n'y a pas besoin de concile œcuménique, dans le cas présent, puisqu'une sentence n'est pas nécessaire. Les orateurs du parti contraire la tiennent à tort pour indispensable : la notoriété du crime suffit ; or il est notoire que Benoît, par sa cupidité, son ambition, son avarice, maintient la division dans l'Église et qu'il est, de ce chef, schismatique. Il est dans la situation de la femme adultère surprise en flagrant délit : on peut la répudier sans procès. D'autant plus qu'il ne s'agit pas ici d'une déposition, mais d'un retrait provisoire d'obédience, dans le but d'empêcher le pape de s'opposer à l'union ².

Enfin, que l'on n'objecte pas la contrainte, qui rendrait la cession juridiquement nulle. Elle n'a cet effet que lorsqu'elle est injuste, ce qui n'est pas le cas. La crainte du Seigneur est le commencement de la sagesse, lisons-nous dans les saints livres, et l'on peut à bon droit user de pression pour procurer le bien public ³.

CONQUÊTE DES LIBERTÉS Ces raisonnements tendaient à justifier tout retrait d'obédience, de quelque étendue qu'il fût. Mais en faveur de la soustraction partielle d'autres arguments furent encore invoqués. Du point de vue qui nous occupe, ils ont un intérêt spécial. En effet, dans cette assemblée de 1398 s'exprime l'idée que retirer au pape la collation des bénéfices et lui refuser les secours financiers qu'il exige servira à autre chose qu'à hâter l'union : à reconquérir des droits légitimes qu'on a trop longtemps laissé violer. Là encore, c'est surtout le discours de Pierre Le Roy qui va nous fournir d'utiles lumières.

ENCORE PIERRE LE ROY Supposons, dit Le Roy, que l'on ne veuille pas rompre totalement avec le pape : au moins la soustraction bénéficiaire s'impose, ainsi que le refus des taxes. Dans l'ancienne Église, évêchés et abbayes étaient pourvus par élection, les évêques tenaient leur confirmation du métropolitain et la collation des bénéfices mineurs appartenait aux ordinaires. Le principe de l'élection remonte aux apôtres, les conciles l'ont sanctionné, il fut en honneur pendant douze cents ans et plus. En usurpant le droit de pourvoir aux charges, le pape agit contre la saine discipline.

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 43.

(2) *Ibid.*, p. 59 ; cf. p. 32, 34. Cramaud remarque qu'on peut être dit non seulement schismatique, mais hérétique, quand on divise l'Église, *ibid.*, p. 24.

(3) ... *Concluditur quod renunciatio facta per Benedictum, facta subtractione, esset bona et provisio subsequuta bona : non injuriosa, sed justitiae executiva, quia propter bonum facta... Quod probatur, quia coactio justa et juris exequatio non impedit actum. Ibid.*, p. 33 (P. Le Roy) ; cf. *ibid.*, p. 48 (G. des Champs).

En effet, l'on ne doit choisir que des sujets connus pour leurs qualités : les évêques sont mieux à même que le pape de connaître les candidats, puisqu'ils vivent près d'eux. Les canons prescrivent une enquête sur la vie et les mœurs de quiconque doit être promu, et cette enquête est exigée au lieu du domicile ; il faut, en outre, une proclamation à l'église, pour savoir si le sujet en question jouit d'une bonne renommée : comment la curie peut-elle obéir à ces sages prescriptions ? Aussi l'expérience montre-t-elle à combien d'indignes vont ses faveurs. A chacun sa place dans la hiérarchie ; le pape occupe la plus haute : son rôle est de maintenir la doctrine, de gagner au Christ les infidèles, de se consacrer aux affaires générales de l'Église ; il n'est pas de se mêler des provisions de bénéfices, où il perd un temps qui serait mieux occupé ailleurs. Que dire des grâces expectatives ? N'attendre même pas que le titulaire d'un bénéfice décède pour promettre à un autre sa succession, n'est-ce pas inviter à machiner la mort du prochain¹ ?

Aussi bien, inutile d'insister sur les méfaits pratiques du régime actuel : les canons le condamnent, ils réservent aux ordinaires la provision des bénéfices mineurs, ils imposent les élections pour les évêchés et les abbayes : cela devrait suffire. Les textes conciliaires seraient-ils lettre morte ? Alors, pourquoi conserver tant de parchemins qu'ils encombrant ? Non, le pape n'a pas le droit d'enfreindre les décisions des conciles généraux : saint Grégoire l'affirme et prescrit de les observer comme l'Évangile même. Si le pape peut s'arroger le pouvoir ordinaire des évêques, alors il est l'évêque universel ? La constitution de l'Église ne serait-elle donc pas ainsi modifiée ? Les prélats n'ont-ils plus autre chose qu'un titre nominal² ? Rétablissons donc les élections, rétablissons les collations épiscopales.

Mais retirons aussi au pape les procurations. De droit naturel et divin, les évêques doivent visiter les paroisses : il s'agit là d'une obligation essentielle de leur charge, puisqu'ils ont la responsabilité, dans leur diocèse, du service divin, de l'administration des sacrements, de la correction des abus de toute nature. Le visiteur, comme tel, a droit à certaines prestations, en nature ou en espèces : ce sont les procurations. Si le pape les lève pour son compte, fait-il la visite ?

(1) *Ibid.*, p. 34-36.

(2) ... *Quod ordinarii conferant, constitutum est in generalibus conciliis. Igitur non potest per papam immutari, per dictum Gregorij, 15 dist., sicut sancti, quia ut Evangelia per eum recipi jubentur. Nec valet si dicatur quod papa potest contra concilia generalia providere ; nam non videtur quod papa sic possit ab episcopo auferre collationem, quoniam si ita posset, videtur quod posset exercere omnem potestatem episcoporum, sequeretur confusio status ecclesiastici, et praelati haberent nomen sine re, deberetque papa vocari universalis episcopus et princeps personarum, quod est damnatum in c. nullus et c. ecce, 99 dist.... Item quod per hoc jura de electione et alia concilia generalia nulla essent et deberet libros comburere : ut quid enim membranas occuparent, cum nullius essent utilitatis ? (p. 35).*

Il prend donc les biens de l'Église sans s'acquitter des charges correspondantes. Enlevons-lui ces ressources ; ce sera un moyen de hâter l'union ; mais, ce faisant, nous rendrons à l'Église gallicane son ancienne liberté, *et cela intéresse le roi tout spécialement* ¹.

ET GILLES DES CHAMPS Ce que Pierre le Roy avait omis de dire, Gilles des Champs l'ajoute sans fard, et sa déclaration est à retenir : même s'il n'y avait pas le schisme, il serait loisible d'enlever au pape un pouvoir usurpé. L'Église gallicane serait-elle donc incapable de disposer elle-même de ses bénéfices ? « C'est en cela que consiste surtout sa liberté » ². L'occasion se présente de la reconquérir, elle est unique, il faut la saisir : « Et se à ceste fois on n'a regard à la franchise de l'Église de France garder en regard du pape, jamès on n'y recouvrera, puisque la possession sera ainsi lessiée au pape depuis qu'elle aura esté ainsi publiquement et sollemnellement debatue et mise en deliberacion entre les prelas de France » ³.

RÉFORME DÉFINITIVE Mais, dans ce cas, même si le pape cède, même quand le schisme aura pris fin, il conviendra de ne point abandonner ces libertés reconquises ? Sans aucun doute, et c'est bien ainsi que l'entendirent plusieurs évêques : ils prirent soin de l'indiquer expressément dans leur cédula de vote ⁴.

LE VOTE Cependant, la question ne devait pas être tranchée officiellement, cette fois encore. L'Université insista auprès de l'assemblée pour qu'on adoptât le projet de soustraction totale. Voilà 18 ans, dit Pierre Plaoul, que notre tout aimable mère l'Université ne cesse d'examiner la situation sous toutes ses faces. Aussi la connaît-elle mieux que personne. Elle a pour elle le nombre de ses docteurs, la rectitude de ses intentions, et aussi le mérite de ses actes, car elle n'a épargné, pour procurer l'union, ni sa peine ni ses deniers. Elle mérite donc qu'on entende ses objurgations ⁵. Le recteur fit connaître que dans une dernière séance très solennelle, tenue le 11 juin, les quatre Facultés, « c'est à savoir les Facultés de Théologie et de

(1) ... *Et sic rex providere tenetur ut ei subtrahatur quoad hoc obedientia propter duo : 1º, pro reductione Ecclesiae gallicanae ad antiquam libertatem, et in hoc ejus interest specialiter...* (p. 35).

(2) ... *Etiam unita Ecclesia hoc esset licitum... Videtur signum criminis quod papa se immitteret de collatione suorum beneficiorum, aut quod Ecclesia gallicana non sufficeret ad ea conferenda, et in istis maxime consistit libertas Ecclesiae* (p. 46).

(3) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 157, note 2.

(4) N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 157, note 2. Plusieurs membres de l'Université formulèrent le même avis, cf. J. HALLER, *Papsttum und Kirchenreform*, t. I, p. 369, note 1 (d'après des fiches communiquées par le P. Denifle).

(5) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 64.

Décret, d'un commun consentement et accord, sans contradiction d'aucun ; item, la Faculté de Médecine ; item, la Faculté des Arts... en laquelle estoit le nombre de 400 maîtres ou environ », avaient pris la décision, dont ils ne croyaient pas devoir s'écarter, « que l'en doit dès maintenant cesser et se departir du tout de l'obéissance de N. S. Père »¹. La majorité du concile se rangea à cet avis ; les princes l'approuvèrent, et un jour que le pauvre Charles VI, tenu par sa folie loin des conseils pendant la plus grande partie des délibérations, eut retrouvé quelque lueur de raison, ils obtinrent qu'il le sanctionnât².

L'ORDONNANCE DE SOUSTRACTION L'ordonnance de soustraction porte la date du 27 juillet³. Le jeudi suivant, 31, une procession solennelle eut lieu, que suivirent les ducs, la cour, les membres de l'assemblée et une foule considérable. Gilles des Champs y prit la parole et publia, au nom du roi, le document⁴. Cette ordonnance ne contient pas un mot des libertés. En revanche, elle fait à la thèse du pouvoir conditionnel et tempéré des papes de transparentes allusions. Après un très long exposé de ses efforts pour ramener l'union, efforts rendus vains par l'entêtement et la mauvaise foi de Benoît, Charles VI relève que, de l'avis des prélats et de son conseil, les fidèles doivent se soumettre aux chefs de l'Église, « mais non pas cependant jusqu'à les préférer à Dieu », que « ceux-là font schisme qui violent impudemment les constitutions canoniques », que « sous peine de péché mortel, l'on ne peut obéir à un pape, fût-il unique et incontesté, s'il prescrit ou commet des actes de nature à procurer à l'Église le trouble, le bouleversement ou la destruction »⁵. Il affirme le droit des rois d'intervenir pour défendre l'unité ecclésiastique : Dieu et les sacrés canons leur en font un devoir⁶.

Et voici le dispositif : « Puisque lesdits compétiteurs, par leur ambitieuse obstination, rejettent hors de leur obédience tout le peuple chrétien : retranché derrière l'étendard triomphant de la vénérable sainte croix, assisté des princes de notre sang, de plusieurs autres princes, de l'Église de notre royaume et Dauphiné, disant, avec Mathias, *Que Dieu nous soit propice !* Nous, le clergé et le peuple de notre

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 76.

(2) N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 164-170.

(3) Texte dans *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. II, p. 598 et suiv., dans DU BOULAY, *Histor. Univ. Paris.*, t. IV, p. 853 et suiv. (cette copie porte, à faux, la date du 28). Sur les divers manuscrits, cf. N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 183, note 2.

(4) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. II, p. 584 ; cf. BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 83 ; EHRLICH, *loc. cit.*, p. 286.

(5) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. II, p. 634.

(6) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. II, p. 638.

royaume et Dauphiné, sur le conseil et avec l'assentiment des dessus-dits, nous retirons totalement de l'obéissance de Benoît, ne faisant pas ici mention de son adversaire, puisque nous ne lui avons jamais obéi et que nous ne voulons ni ne pouvons lui obéir ; et par les présentes faisons connaître notre retrait. Voulons, entre autres choses, que dorénavant aucun, de quelque condition qu'il soit, n'ose payer rien de ses revenus, provenances et émoluments ecclésiastiques, de quelque façon et pour quelque cause que ce soit, audit Benoît, à ses collecteurs et autres officiers quelconques, à ses fauteurs, complices, partisans ou à leurs procureurs, ni répondre de paiement. Qu'en cas de vacance, les prélatures, dignités et autres bénéfices électifs soient pourvus au moyen d'élections, les autres au moyen de collations, par ceux à qui appartient ou appartiendra ladite élection ou collation, et ce avec les solennités et autres formes ordinaires ou qui seront opportunes. Quant aux bénéfices des complices, fauteurs et partisans des dessus-dits, il y soit dûment pourvu par les ordinaires, ou qu'autrement ils soient confiés en commende, pour être régis et administrés jusqu'à provision canonique, à des personnes idoines, qui se garderont d'en aliéner les immeubles ou meubles précieux. Interdisons rigoureusement à tous et chacun nos sujets et habitants dudit royaume et Dauphiné, tant ecclésiastiques que séculiers, quel que soit leur titre ou dignité, même pontificale, d'oser obéir en quoi que ce soit audit Benoît, à ses partisans, officiers, auditeurs ou justiciers quelconques, ni de rien attenter contre la teneur des présentes, s'ils ne veulent pas encourir les peines graves qui leur seraient infligées par notre autorité et celle de l'Église »¹.

LES ARRIÈRE-PENSÉES Nous avons dit que le maintien définitif des franchises ne fut pas officiellement proclamé en 1398. En effet, la France retirait en bloc son obéissance à Benoît XIII ; si elle se décidait, un jour, à la lui rendre, il suffirait que le roi révoquât son ordonnance et l'ancien pouvoir du pape sur le royaume lui reviendrait, également en bloc. Mais des paroles furent prononcées, des mesures prises, qui laissaient deviner les arrière-pensées.

Le 28 juillet, quatre jours avant que l'ordonnance fût publiée, le chancelier Arnould de Corbie avait fait connaître aux membres de l'assemblée le résultat de leur vote. La fin de sa déclaration est à remarquer. « Le roi, dit-il, a l'intention de prendre les mesures nécessaires pour que l'Église gallicane reste à l'avenir, et *en toute éventualité*, en possession de ses anciennes franchises et libertés, pour en

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 640.

user et en jouir »¹. Il défendit en outre aux évêques de se disperser avant de s'être préoccupés de certaines questions pratiques, que posait la soustraction². Ces points furent précisés dans un règlement « sur les inconveniens qui pourront avenir à cause de la soustraction de l'obeyssance totale »³, dont la date peut se placer un peu après le 12 août⁴. Il nous faudra y revenir un peu plus loin. Mais il convient de noter ici deux paragraphes, qui montrent assez l'intention des prélats de ne plus se laisser ravir certaines « libertés » que la soustraction leur restituait : « *Item*, a esté dit que le Roy et l'Eglise de France ne souffrissent desormais que le pape usurpast, confondist ne enervast ainsi du tout, comme il a fait depuis aucun temps, la puissance et autorité des prelatz de l'Eglise de France quant à la collation et disposition des benefices, laquelle chose a esté faite contre toute raison, l'autorité des saints Conseils et Canons, le ben de la police ecclesiastique, et que l'Eglise de France fust ramenée à ce à ses libertés et usaiges anciens. — ...*Item*, a esté dit outre que le Roy devoit pourveoir que desormais perpetuellement toutes telles exactions comme de vacations, procurations et toutes autres semblables cessassent pour cause des destructions des eglises et autres très grands inconveniens qui en aviennent par chacun jour, et aussi ce sont choses volontairement et de nouvel imposées, et se le pape fesoit son devoir et il avoit besoin, on pourroit bien aviser autre manière de pourveoir à son estat ».

LE CONCILE DE 1398 ET LE GALLICANISME Ainsi, les discours qui préparèrent la soustraction d'obédience de 1398 et les déclarations dont on l'entoura nous permettent de constater quel pas le clergé de France venait de faire dans la voie du Gallicanisme. L'idée triomphe que le pape n'est point, dans l'Eglise, un monarque absolu, que son pouvoir ne se confond point avec l'arbitraire, mais doit s'exercer dans un but déterminé, sous peine de perdre toute légitimité et par conséquent toute force : idée grosse de conséquences, car il sera toujours facile de prétendre

(1) *Subjunxit denique quod intentionis regis est providere quod Ecclesia gallicana de caetero in omnem eventum habeat in suis antiquis franchisiis et libertatibus remanere, ipsisque uti et gaudere.* BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 83.

(2) ... *Dixit ex parte regis quod praelati et alii non recederent adhuc, quousque esset advisatum de exsequutione hujus conclusionis, et appunctuatum et ordinatum de aliquibus punctis hujus negotii... quod in breve fiet.* BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 82.

(3) DU BOULAY, *Histor. Univ. Paris.*, t. IV, p. 851.

(4) Cf. N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 185, note 3. — M. G. BARRACLOUGH a publié dans la *Revue d'histoire ecclésiastique* de Louvain, sous ce titre : *Un document inédit sur la soustraction d'obédience de 1398* (t. XXX, n° 1, janvier 1934, p. 101-115), des *Advisamenta* envoyés par Bernard Alamand, évêque de Condom, à un cardinal de la fraction française à la cour de Benoît XIII. Il s'agit là, suivant toute apparence, du procès-verbal d'une des séances où fut élaboré le règlement.

Martin. — I.

que la volonté pontificale n'est pas orientée vers des fins salutaires. Cette maxime essentielle du Gallicanisme est désormais acquise. Une autre idée se dégage, encore imparfaitement formulée, cependant, et restant un peu vague : celle des pouvoirs du roi sur l'Église du royaume. Elle apparaîtra plus précise huit ans plus tard.

L'affirmation que le pape ne peut rien contre les canons des conciles généraux retrouve son crédit. Sans doute elle n'est pas neuve ; mais la nouveauté consiste en ce qu'elle n'avait été formulée jusque-là qu'épisodiquement, sous le coup d'un mécontentement particulièrement vif et qu'elle ne procurait pas d'effets durables : tandis qu'alors la conviction qu'elle exprime pénètre dans les esprits, pour en prendre de plus en plus possession au cours des années suivantes et y demeurer incrustée jusqu'à la chute de l'Ancien Régime.

Enfin une notion fondamentale du Gallicanisme a commencé de s'éclaircir : celle des « anciennes franchises et libertés de l'Église gallicane ». Nous avons vu à quoi elles répondaient autrefois : aux immunités que les seigneurs et même le roi pouvaient être tentés d'enfreindre. Aux yeux des prélats de 1398, elles consistent surtout dans le droit de résister aux réserves papales sur les bénéfices et aux exactions des collecteurs. Mais le fondement sur lequel on les établit, à savoir la supériorité des décisions conciliaires sur les lois du Saint-Siège, permettra de les multiplier : déjà le principe est trouvé que Pierre Pithou pourra invoquer plus tard pour affirmer qu'elles sont « presque infinies ». Si le Gallicanisme n'est pas encore tout à fait épanoui, au moins nous apparaît-il en pleine éclosion.

CHAPITRE II

ENTRE DEUX RETRAITS D'OBÉDIENCE

§ 1. — Après la première soustraction.

BENOÎT XIII PRISONNIER A AVIGNON La première soustraction d'obédience devait durer cinq ans.

Nous n'avons pas à insister ici sur les violences qui marquent cette période du Grand Schisme¹. La plupart des cardinaux élémentins, abandonnant leur maître, vinrent s'installer sur terre française et adhérèrent à la soustraction. Le peuple d'Avignon se révolta. De connivence avec les cardinaux, Geoffroy Boucicaut, chambellan du roi et possesseur de plusieurs châteaux près du Comtat, investit le palais pontifical. Benoît XIII soutint le siège. A partir de la fin de novembre, grâce à l'intervention du roi d'Aragon, resté fidèle au pape et indigné des traitements qu'on lui infligeait, des négociations s'engagèrent entre le gouvernement de la France et Benoît. Pierre Le Roy et Gilles des Champs y furent mêlés ; elles se traînèrent près de six mois. Le pape finit par promettre de s'engager dans la voie de cession ; mais, conformément à son habitude, il prit toutes précautions pour se dédire le moment venu, accumulant réserves et protestations, grâce à quoi il pourrait toujours alléguer la contrainte. En attendant, il restait prisonnier dans son château, gardé à vue, discutant sur les clauses qu'exigeait Charles VI pour lui accorder sa sauvegarde, sur le choix du gardien qu'on voulait lui donner, voyant ses chances varier selon que dans les conseils du roi prédominait l'influence de son adversaire le duc de Bourgogne ou celle de son ami le duc d'Orléans.

*ORGANISATION PROVISOIRE
DE L'ÉGLISE DE FRANCE* Surtout il comptait sur le temps, qui travaillait pour lui. Au mois d'août 1398, les évêques de France avaient arrêté les mesures qui permettraient à la vie ecclésiastique de se passer provisoirement du pape. Un premier règlement pourvut aux monastères

(1) Voir N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 189-323.

exempts : les dignités devaient y être conférées par voie d'élection ; il appartiendrait à l'ordinaire diocésain de confirmer le résultat des scrutins et de bénir l'élu ; il remettrait à celui-ci des lettres patentes déclarant qu'il n'entendait acquérir par ces deux actes aucune juridiction contraire à l'exemption, aux privilèges ou aux franchises du monastère¹. Le second règlement adoptait la thèse soutenue à l'assemblée par P. Le Roy, à savoir que « les sentences et procès quelconques que pourroit faire le pape » étaient de nul effet et que « par conséquent il ne soit nul besoin d'appeler ». Pourtant, il fallait bien tenir compte des scrupules de quelques prélats, « doutant où il ne faut point douter » ; pour « appaisier » leurs consciences, des instances furent donc prévues. Pour les péchés ou censures réservées au pape, l'on s'adresserait au Pénitencier ; à son défaut, à l'évêque diocésain, qui imposerait au pénitent de faire ratifier son absolution, simplement provisoire, dès qu'on aurait un « pape paisible »². L'évêque diocésain pourrait également dispenser des empêchements de mariage, mais il le ferait rarement, dans les seuls cas d'urgence ou de très grande utilité publique. Les appels judiciaires que l'on portait devant le pape en temps normal iraient au métropolitain, et de là au concile provincial, qui se tiendrait une fois chaque année.

SCRUPULES Les termes de ce règlement laissent assez entendre que tous n'avaient pas une absolue confiance dans la légitimité de ces mesures et que plusieurs conciliaient mal la paix de leur âme avec le refus d'obéir au pape : ils se voyaient opposer la volonté du roi et la force de la majorité³. Or, ni l'une ni l'autre n'était immuable. Au contraire, les scrupules ne pouvaient que ronger de plus en plus douloureusement les consciences timorées.

ABUS ET DÉCEPTIONS Les craintes exprimées au concile de 1398 par Pierre Ravat, au sujet des provisions de bénéfices, ne tardèrent pas à se vérifier. Maint collège électoral

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. II, p. 592 ; voir *ibid.*, p. 588, ce qui se passa pour l'élection de l'abbé de Saint-Denys et la teneur des lettres délivrées par l'évêque de Paris.

(2) « ... C'est assavoir que le Penantier ou Penantiers de cour de Rome, desquels l'office est perpétuel, et lesquels le Collège des Cardinaux pourroient subroger se aucuns enfaillioient..., en pourra absoudre ; et sinon, l'évesque diocésain, en enjoignant à celui que ainsi sera absoulz que si tost que il arra pape paisible il voie devers lui. Et cecy est expressement fourme de droit. Et se on disoit que il y a aucuns cas desquelx le Penantier ne puet absoudre et que sont expressement reservez à la personne du pape : response que de tous ces cas l'ordinaire puet absoudre en la fourme cy-dessus dite ». Du BOUTAY, *Hist. Univ. Paris.*, t. IV, p. 851.

(3) « Quant à ceux qui auroient scrupule de conscience de obeïr à la subtraction, il a esté dit qu'ils sont tenus de eux conformer à la determination du Roy et de déposer leur scrupule, et se ils ne le vouloient faire, le Roy y pourroit et devroit pourveoir, selon ce que autrefois fut dit publiquement et par mon Seigneur le Chancelier. Et posé que il y en ait aucuns qui ne veulent déposer leur scrupule, toutefois en y a sans comparaison plus que sauve conscience ne pourroient obeïr à celui que ce reputent schismatique... ; et on doit pourveoir de raison au greigneur nécessité ». *Ibid.*, p. 852.

eut à subir la pression des grands ¹. Le roi, la reine, les seigneurs, importunaient les collateurs ordinaires en faveur de leurs candidats. L'Université, bien que jouissant d'un tour de préférence grâce à l'appui royal, n'obtenait point pour ses maîtres ce qu'elle avait espéré ²; par mesure de protestation elle alla même jusqu'à suspendre toutes ses leçons et toutes ses prédications pendant le carême de 1400 ³. Au point de vue fiscal, le clergé tombait de mal en pis, et un des premiers effets de la soustraction fut de lui faire sentir plus lourdement le poids du bras séculier : le gouvernement royal exigeait aides et décimes et les prélats se plaignaient que leurs finances servissent surtout au luxe des seigneurs ⁴.

LES OPPOSANTS REPRENENT CONFIANCE

Aussi, les anciens opposants à la soustraction sentaient-ils renaître leur courage. Au début de 1402, l'université d'Orléans osa proclamer qu'elle n'avait point voté la décision de 1398 ⁵; celle de Toulouse écrivit à Charles VI pour lui conseiller de renouer avec le Saint-Siège et offrit de défendre son opinion dans un débat contradictoire ⁶; celle d'Angers émit à son tour, au mois de juillet, un vœu favorable à la reprise des bons rapports ⁷. Même parmi les maîtres de l'université de Paris, de grandes voix, celles du chancelier Gerson, de Nicolas de Clamanges, s'élevèrent pour déplorer les méfaits de la soustraction ⁸. L'ordre des Chartreux, à la suite d'un changement de général, recommença d'obéir au pape ⁹.

ÉVASION DE BENOIT XIII

Au commencement de 1403, le prisonnier d'Avignon jugea le moment venu de tenter sa chance. Le 11 mars, il réussit à s'échapper. Il gagna la terre de

(1) Exemples dans N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 306, 307.

(2) *Super hoc tamen fuit inter prelatos magnus rumor, quod multi dicunt se fore multum gravatos per litteras regis, reginae et aliorum dominorum, et quod non possunt resistere; et multum displicuit eis importuna requisicio universitatis, quia cottidie veniebant ad interrompendum consilia prelatorum et omni die faciebant unam arengam et quasi cum minis et clamoribus petebant super facto ipsorum provideri, intantum quod aliqui prelati tedio affecti ante finita consilia recesserunt.* Procès-verbal du concile parisien de février-mars 1399, p. p. F. EHRLÉ, dans *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte*, t. VII, p. 43.

(3) *Quia prelati Francie, subtractione durante, de beneficiis ecclesiasticis suppositis Universitatis Parisiensis non competenter, ut promiserant, providebant..., per totam quadragesimam a lectionibus et predicationibus cessaverunt. Ob hoc nonnulli scolares de Parisius recesserunt.* — *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. II, p. 476.

(4) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. II, p. 688. Le chroniqueur remarque qu'on attribua généralement ces exigences fiscales aux conseils de Simon de Cramaud et de ceux de sa faction, qui ne songeaient qu'à s'enrichir en se faisant confier des ambassades pour la plupart inutiles.

(5) N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 257.

(6) *Ibid.*, p. 260, 265.

(7) *Ibid.*, p. 269.

(8) *Ibid.*, p. 269, 270.

(9) *Ibid.*, p. 275.

Provence, où il se mit sous la protection du roi de Sicile, Louis II d'Anjou, qui lui avait rendu son obédience depuis quelques mois¹. Sa liberté lui ramena des partisans : les Avignonnais firent leur soumission ; les cardinaux demandèrent de rentrer en grâce ; le roi de Castille se remit sous sa juridiction². La question se posa, pour la France, de rentrer dans l'ordre à son tour.

§ 2. — La restitution d'obédience.

ASSEMBLÉE DE 1403

Le roi avait convoqué une assemblée du clergé pour le 15 mai³. A l'instigation du duc d'Orléans, les archevêques s'informèrent en secret des dispositions de leurs suffragants et des autres députés de leur province⁴. Les moines, en grand nombre, ne cachaient pas leur sympathie pour la restitution d'obédience⁵. Le résultat de l'enquête parut rassurant. Charles VI était juste dans une de ses périodes de lucidité et l'on n'ignorait point qu'il souffrait, personnellement, de se voir brouillé avec « nostre saint paire »⁶. Le 28 mai, accompagné de plusieurs prélats réunis par ses soins, le duc d'Orléans vint exprimer au roi la demande qu'il estimait correspondre aux vœux de la majorité du clergé. Sans même prendre le conseil de ses oncles, les ducs de Bourgogne et de Berry, comme il le faisait d'ordinaire, Charles VI acquiesça incontinent. La main étendue sur un crucifix qu'on lui présenta, il rendit son obéissance à Benoît XIII et jura « par la Sainte Croix de Nostre Seigneur » de la lui faire rendre également dans toutes les provinces de son royaume. Des notaires enregistrèrent ses paroles et peu après toutes les cloches de Paris se mirent à sonner⁷. L'ordonnance de restitution, écrite en latin, porte la date du même jour ; le roi y ajouta de sa main quelques lignes en français⁸. Le surlendemain, 30 mai, Charles VI assista à une grand'messe à Notre-Dame, avec les ducs et les prélats, et Pierre d'Ailly, évêque de Cambrai, annonça au peuple que la France recon-

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 325 ; cf. *ibid.*, p. 272.

(2) *Ibid.*, p. 334.

(3) F. EHRLE, *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte*, t. VII, p. 279.

(4) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. III, p. 91. Le duc aurait agi ainsi avec l'autorisation du roi (*auctorizatus a rege zeloque concordie ac pacis accensus*).

(5) *Consulunt litteratissimi probissimique viri religiosorum ordinum Cluniacensis, Cisterciensis ceterorumque omnium*. Texte de l'ordonnance de restitution d'obédience, dans MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. VII, col. 678.

(6) Lettre de P. Ravat à Benoît XIII, du 17 mars 1402, dans EHRLE, *loc. cit.* t. VII, p. 207 : *Reus autem... omnibus audientibus narravit qualiter predecessores sui ecclesiam et romanos pontifices defensaverant etc. et ipse eciam, et quod volebat nostre saint paire, sic formaliter loquendo, juvare et defensare*.

(7) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. III, p. 92.

(8) « ... En tesmoing de ce nos avons ce escrit de nostre main et volons que celle foy et obeissance soit donnée à ces presentes comme se elles fussent scellées de nostre grand scel, annullons et renonchons toute chose que nos avons peu faire encontre ou ferons le temps à venir ». MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplissima collectio*, t. VII, col. 680.

naissait de nouveau l'autorité de Benoît XIII¹. Aucune réserve n'était mise à la restitution d'obédience ; plus exactement, le roi déchirait l'acte de 1398 : « Nos déterminons, disait-il, estre vraye obeissant à nostre tres-saint pere le pape Benedic XIII et luy rendons vraye obeissance, tant en Langedouel comme en Langedot et en nostre Dalphiné, teile comme il avoit avant la soustraction, et comme vraye vicaire de Dieu, et renonchons et annullons ladite substruction, et promettons en bonne foy en parole de roy de tenir vraye ladite obeissance »². La meilleure preuve que l'on ne retenait point les fameuses libertés, pourtant déclarées naguère inamissibles, fut l'empressement avec lequel le chancelier, le Parlement, l'université de Paris elle-même présentèrent à Benoît XIII la liste des candidats qu'ils désiraient voir pourvus de sa main³.

ENGAGEMENTS DE BENOÎT XIII Pourtant, des circonstances avaient entouré la restitution, qui devaient fournir bientôt prétexte à se ressaisir. En apprenant la décision du roi, les ducs de Bourgogne et de Berry manifestèrent une vive irritation⁴. Le duc d'Orléans avait prévu leur mauvaise humeur et tenait en réserve une « cédule » destinée à les calmer. Il s'agissait d'engagements qu'aurait pris Benoît XIII⁵ et dont le duc d'Orléans se faisait fort d'obtenir confirmation par bulles : le pape consentait à la voie de cession dans trois cas, à savoir si l'« intrus » acceptait lui-même de se désister, s'il mourait ou si on l'écarterait du trône pontifical ; il révoquait toutes les protestations qu'il avait faites jadis contre la dite voie ; il promettait de ne molester personne à propos de la soustraction et de ne point parler d'elle au prochain concile général de l'obédience avignonnaise, qu'il réunirait avant un an ; ce concile s'occuperait de l'union, de la réforme, des libertés ecclésiastiques, des charges que le Saint-Siège faisait peser sur le clergé de France ; les décisions qu'il prendrait seraient exécutoires et Benoît n'y changerait rien ;

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 96 ; cf. F. EHRLE, *loc. cit.*, p. 280 ; MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1273.

(2) MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplis. coll.*, t. VII, col. 680. Cf. *ibid.*, une copie de la lettre adressée aux archevêques et à leurs suffragants, pour leur enjoindre de faire publier la restitution dans les diocèses. Elle est datée du 28 mai et prescrit l'obéissance au pape en termes menaçants : « Obeïssez et faites obeïr par nos subgiez et les vostres de vosdits dioceses à nostre dit saint pere, comme à pape et vraye vicaire de nostre Seignour Jesus-Christ, ainsi comme vos et eulx avés obeïs aus sains peres ses predecesseurs ou temps passeit. Et gardes sur quanques vous doubtez encouurre nostre indignation, qu'il n'y ait faute ».

(3) Cf. N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 347.

(4) N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 339.

(5) Les promesses en question avaient dû être faites oralement par le pape à Pierre Beaulé, évêque d'Uzès, envoyé par le duc auprès de Benoît, et qui était de retour dès le 22 mai ; cf. N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 336 et 339 (P. Beaulé n'obtint jamais d'être confirmé par le pape sur le siège d'Uzès, où il avait été élu en 1398 ; en 1405, Benoît lui donna l'évêché de Séez ; cf. EUBEL, *Hierarchia catholica Medii Aevi*, t. III, p. 511).

de son côté, le roi protestait que ni lui ni l'Église gallicane n'entendaient que l'on mît en question la validité des provisions de bénéfices opérées par les ordinaires durant la soustraction, à moins qu'elles ne fussent entachées de simonie ou d'autre vice canonique ; il s'engageait à solliciter du pape l'allègement de ses exigences fiscales et les ducs se chargeraient de suivre cette instance¹. Le 30 mai 1403, Pierre d'Ailly lut et commenta ces promesses dans le discours de Notre-Dame où il publia, au nom du roi, la restitution d'obédience².

ASPECT CONDITIONNEL DE LA RESTITUTION Sans doute, il ne fut jamais dit que la valeur de la restitution dépendait de l'observation de ces clauses. La cédula portait même cette affirmation liminaire que « la détermination faite par le roy nostre sire » devait être tenue pour « sauve et demourant en sa vertu »³. Toutefois, la révocation de l'acte de 1398 revêtait l'apparence de quelque chose de conditionnel : tout au moins pourrait-on alléguer plus tard, si le pape ne tenait pas ses engagements, qu'il y avait là comme une sorte de pacte et qu'il le déchirait. C'est, en effet, ce qui arriva.

ESPOIRS DÉÇUS Peut-être le clergé de France espérait-il que l'épreuve aurait adouci le caractère de Benoît XIII et que les provisions faites pendant la période du refus d'obédience allaient être généreusement validées. Dans ce cas, il se trompait et il ne tarda pas à s'en apercevoir. Le pape affecta de considérer comme nulle toute élection ou collation faite d'après les principes adoptés par l'Église de France pour le temps de la soustraction. Il prit cette attitude dès le premier moment. L'abbé de Saint-Denis, Philippe de Vilette, fut chargé par le duc d'Orléans d'apporter au saint Père la bonne nouvelle de la rentrée du royaume sous son obéissance. Il le rencontra au Pont-de-Sorgues, vers la fête des saints Pierre et Paul. L'élection de l'abbé avait été confirmée le 12 août 1398 par l'évêque de Paris. Benoît le traita en intrus. Il finit par le nommer, en consistoire, abbé de son monastère, mais après avoir soumis ses mœurs et

(1) Texte de la cédula dans DU BOULAY, *Histor. Univ. Paris.*, t. V, p. 64 ; F. EHRLE, *Archiv für Literatur und Kirchengeschichte*, t. VII, p. 280.

(2) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 96.

(3) F. EHRLE, *loc. cit.*, p. 280. Cependant, l'ordonnance de restitution mentionne, comme une des causes qui ont poussé le roi à rendre l'obédience, l'amélioration des sentiments de Benoît par rapport à la voie de cession : *Nam praedictus Dominus noster papa Benedictus, prout nobis publicis instrumentis et alias legitime apparuit, illam viam cessionis longe uberius, quam initio ab eo petita fuisset, intruso videlicet cedente atque casibus aliis ecclesiae unioni profuturis, accepit*. MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplis. coll.*, t. VII, col. 678. L'allusion à la cédula est transparente. S'il n'y a pas eu condition, au moins les théologiens pourraient-ils dire que les promesses papales avaient été la *causa motiva* de la restitution d'obédience.

son savoir à un examen aussi méticuleux qu'humiliant¹ ; et les bulles qu'il lui délivra le donnaient comme n'étant, jusque-là, qu'un simple moine². Pour avoir quelque chance de garder son bénéfice, il fallait d'abord y renoncer ; après quoi, le pape le rendrait peut-être de sa main. Mais on n'en était jamais sûr : maintes fois Benoît XIII laissa *in puris et nudis*³ les malheureux dépourvus, réservant ses faveurs à ses amis et familiers. L'on vit de nouveau paraître les grâces expectatives, si odieuses à l'Église de France⁴.

FAUX-FUYANTS DU PAPE Quand les ambassadeurs de Charles VI vinrent demander au pape la prompte exécution de ses promesses, au mois de septembre, ils n'obtinrent que des paroles vagues. De même le duc de Berry, accouru à la tête d'un brillant cortège, dans l'intention de le ramener en grande pompe en Avignon. Tous repartirent mécontents, les mains vides⁵.

Enfin le duc d'Orléans rencontra Benoît XIII à Tarascon, au commencement de décembre. Le roi l'avait chargé officiellement de rapporter ce qu'il s'était fait fort d'obtenir⁶. Ils restèrent ensemble jusqu'à la mi-janvier⁷. Finalement il reçut plusieurs bulles dont il affecta, de retour à Paris, d'être pleinement satisfait. Elles étaient loin, cependant, de correspondre à ce que l'on attendait⁸. Au lieu de promettre d'abdiquer dans les trois cas prévus dans la cédula, Benoît XIII affirmait que son intention avait toujours été, et était encore, de déposer spontanément le pontificat lorsqu'il l'estimerait opportun ; il était disposé, disait-il, à sacrifier sa vie, mais n'entendait point renoncer à sa liberté ni se soumettre au jugement des hommes⁹. Dans ces

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. III, p. 100. Le pape accueillit d'abord gracieusement l'abbé et l'archidiacre d'Arras qui l'accompagnaient ; il leur dit qu'il aurait pour recommandé ce que le duc désirait et d'attendre qu'il en eût traité avec les cardinaux. C'est pendant ce délai qu'il fit examiner l'élection de Vilette et que son attitude changea. Ce qui permet au chroniqueur de faire cette réflexion que les bonnes paroles de Benoît XIII ne répondaient guère à ses vrais sentiments.

(2) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. II, p. 363.

(3) L'expression est de Jean Petit, au concile parisien de 1406, BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 114, 116.

(4) N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 364.

(5) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. III, p. 103. Les ambassadeurs de Charles VI étaient l'archevêque d'Aix et l'évêque de Cambrai, Pierre d'Alilly.

(6) E. JARRY, *La vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*, p. 293.

(7) E. JARRY, *op. cit.*, p. 299.

(8) E. Jarry prétend que ces bulles donnaient pleine satisfaction au roi (*loc. cit.*, p. 301). Comme le Religieux de Saint-Denys est d'avis contraire (... *nil retulit quod tangeret regni nec ecclesie gallicane commodum vel honorem*, t. III, p. 128), il le taxe d'ignorance ou de parti pris. Il suffit de comparer le texte de la cédula avec celui des bulles pour se rendre compte que le chroniqueur, au contraire, a pleinement raison.

(9) « ... *Ipse (dux Aurelianensis) nobis cum instancia supplicavit, quatinus exposita sibi de ejusmodi intentione et affectu nostris sub bulla nostra plumbea ei tradi faceremus in scriptis, per quam ipse carissimo in Christo filio nostro Carolo, regi Francorum illustri, fratri suo, sinceritatem nostre intentionis hujusmodi et affectum melius posset et convenientius intimare, et obtinere ora eorum qui, conficta obsequendi materia, veritati contraria divulgantes, nos de sinistra intentione in prosecutione*

limites seulement, il révoquait les protestations qu'il avait pu faire contre la voie de cession¹. Il annulait les poursuites entreprises contre les partisans de la soustraction et promettait de n'en point commencer de nouvelles, mais à la condition qu'à l'avenir ils lui restassent fidèles². Sur le fait du concile, dont le duc s'était flatté d'obtenir la convocation dans l'année et de fixer l'ordre du jour, Benoît XIII se montrait encore plus réservé : il déclarait en désirer la tenue et louait à ce propos le zèle du roi ; mais pas un mot du délai prévu, aucune allusion à la réforme de l'Église, aux libertés à promouvoir, aux charges à alléger³.

CHARLES VI RESTE OPTIMISTE

Malgré ces lacunes et ces réticences, le duc d'Orléans, s'étendant sur les bonnes dispositions du pape, réussit à faire partager son optimisme par le roi et le conseil⁴. Il est vrai que Benoît XIII avait ratifié la concession d'aides faite à Charles VI par le clergé, pendant la soustraction, et nommé des commissaires pour contraindre les prélats de France à s'en acquitter⁵. Cela compensait bien des déceptions, et c'est ce qui explique, sans doute, la révocation hâtive d'une mesure particulièrement intéressante à notre point de vue, et dont il faut dire un mot.

ORDONNANCE DU 29 DÉCEMBRE 1403

L'attitude du pape à l'égard des bénéficiers pourvus, sans lui, pendant la soustraction, la rigueur avec laquelle il se remettait à exiger les taxes, avaient ému le clergé et le gouvernement. Le 29 décembre

unionis ecclesiastice diffamabant. Nos igitur, ne ex silentio et obmissione nostris sancte Dei Ecclesie et nobis aliquod possit imposterum prejudicium generari, pro ipsius Ecclesie et nostri juris conservatione ante omnia premittentes quod per declarationem hujusmodi nostre intentionis, seu hujus nostre Bulle traditionem, non intendimus, sicut nec debemus, quomodocumque restringere Ecclesie libertatem, nec clavium potestati et nostre in aliquo derogare, nec nos judicio hominis cujuscumque submittere, seu cuiquam alteri necessitati astringere... solum ad serenandam mentem predicti filii nostri Regis et aliorum ad quos noticia hujus nostre declarationis pervenerit... declaramus, tenore presentium, nostre intentionis semper fuisse et esse, ubi cessio de papali dignitate et officio per nos fienda esset et erit expediens ecclesie sancte Dei, et per eam et ex ea celeris et indubitata unio in Dei ecclesia utiliter et salubriter sequeretur, et papali dignitati et statui ac juri indubio quod in eis habemus, pro Dei reverentia et animarum salute cedere affectu spontaneo, et personam insuper et vitam exponere corporalem. E. JARRY, *op. cit.*, pièces justif., n° xxiii, p. 446.

(1) ... Si quas hujusmodi cessioni, cum sic ut premittitur expediret... *Ibid.*, p. 447.

(2) ... Nos igitur... supplicationem praedicti regis favorabiliter inclinati, instantia etiam dicti ducis attenta, praedictis regnicolis, illis scilicet qui ad nostram veram et plenam obedientiam, ut praemittitur, sunt reversi, et in ea per Dei gratiam fideliter et filialiter permanebunt, omnes injurias, offensas et damna nobis per dictam subtractionem irrogata et facta, ex certa scientia, speciali gratia et liberalitate nostris remittimus, quittamus, concedimus et donamus, ac etiam relaxamus. *Processus insuper...* etc. MARTÈNE et DURAND, *Veterum scriptorum... amplis. coll.*, t. VII, col. 682.

(3) E. JARRY, *op. cit.*, pièces justif., n° xxv, p. 449 ; MARTÈNE et DURAND, *op. cit.*, t. VII, col. 682.

(4) N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 360.

(5) *Ibid.*, p. 359.

1403, le roi publia une ordonnance où il affirmait sa volonté de maintenir les libertés rétablies en 1398 et commandait la résistance aux prescriptions pontificales ¹. Il est venu à notre connaissance, y lisons-nous, « que nostre dit S. Père, par importunité de requerans ou autrement, s'efforce ou veut s'efforcer d'empescher les archevesques, evesques, abbés, prieurs, chanoines et autres gens d'Eglise, ou aucuns d'iceux, ès prelatures, dignités et benefices auxquels ils ont esté pourvus et qui leur sont conferez par les ordinaires durant le temps de ladite subtraction, par la vertu de nosdites lettres et ordonnances ; et entend de debouter lesdits prelates, beneficiers et personnes d'Eglise, ou aucuns d'eux, de leurs prelatures, dignitez et benefices, par voyes de privations, de translations, de suspensions ou autrement, et les conferer à autres personnes à son plaisir, sous ombre desdites reservations ou autrement. Et outre il a envoyé collecteurs et commissaires par les provinces et diocèses de nosdits royaume et Dauphiné, lesquels, pour et ou nom de luy et de sa Chambre, veulent exiger les services ou vacans des prelatures, contreindre et ont commencé à contreindre les personnes d'Eglise, tant prelates comme autres, par monitions, excommunications et autrement indeuëment à payer très-grandes et excessives sommes de deniers pour les restes des vacans ou services du temps passé, depuis 40 ans ou plus, et aussi pour les restes des procurations et dixiesmes qu'il demande pour le temps dessusdit ; et par especial veult exiger les services ou vacans des prelatures, dignitez et autres benefices qui ont vaqué et ont esté conferez par les ordinaires, comme dit est, le temps de ladite subtraction durant ».

Charles VI remarquait que ces prétentions venaient « directement contre la forme et teneur de nosdites lettres de subtraction d'obeysance, et aussi contre les provisions et seuretez par nous ordonnées et déclarées » ; que les tolérer serait « contre toute raison et contre l'honneur de nous, de ceux de nostre lignage et de nostre conseil » ; que ce serait « semer débats, divisions et haines entre nos sujets, tant clercs comme laïcs ». Par de telles exactions, ajoutait-il, « seroient vidées les finances de nosdits royaume et Dauphiné, et les personnes d'Eglise mises à telle pauvreté et confusion par sentences d'excommunication et autrement qu'il faudroit que le divin service cessât, et seroit tout empesché le fait dessusdit de l'union de l'Eglise ».

Aussi, considérant ces inconvénients « et que nous sommes gardien et protecteur des eglises de nosdits royaume et Dauphiné, voulant... garder les libertez, droits et franchises des eglises, comme tenus y sommes », concluait-il en ordonnant, « par grande et meure delibe-

(1) Texte dans Du BOULAY, *Histor. Univ. Paris.*, t. V, p. 67.

ration », que « tous ceux qui ont esté pourvus à prelatures ou autres dignitez et ausquels aucuns benefices ont esté conferez par les ordinaires, comme dit est, ladite subtraction durant, supposé que lesdites prelatures, dignitez ou benefices feussent auparavant reservez, demeurent pareillement en possession et saisine de leurs prelatures, dignitez et benefices et qu'ils en iouyssent sans empeschement quelconque ». Il interdisait, en outre, qu'ils ne fussent contraints « à payer au pape ou à ses collecteurs ou commis ou autre quelconque aucune finance pour occasion de vacans, de services, de procurations, dixiemes ou autres redevances de quelconque temps que ce soit ». Quant à ceux qui avaient obtenu des bénéfices du pape, soit avant la subtraction d'obédience, soit après la restitution, le roi voulait qu'ils ne fussent tenus de payer aucun arrérage, mais qu'ils restassent, au contraire, « quittes et paisibles ».

Cette ordonnance marquait un progrès dans la voie du Gallicanisme. Sans doute, la cédula annexée à l'acte de restitution précisait que ni le roi ni l'Église de France n'entendaient que l'on troublât les bénéficiers pourvus par élection ou libre collation des ordinaires. Mais, en matières fiscales, ce document ne prévoyait que des instances, en vue d'obtenir du bon vouloir de Benoît XIII l'allègement des charges. En somme, le document du 29 décembre consolidait les résultats obtenus en 1398 ; il donnait raison à ceux qui prétendaient bien ne jamais lâcher les libertés reconquises.

ELLE EST RÉVOQUÉE LE 9 JUIN 1404 Ce sursaut d'indépendance s'apaisa vite. Dès le 9 juin 1404, Charles VI rapportait son ordonnance. Faisant état des nouvelles promesses de Benoît XIII au duc d'Orléans, et mû sans doute par la reconnaissance que lui inspirait le maintien des aides, il ne voulut plus voir que « les voyes » qu'offrait le pape « pour venir le plus brièvement que faire se pourra à ladite union » et « la diligence qu'il y met et se offre à y mettre ». En conséquence, remerciant Dieu d'un si « bon propos », et comprenant « que nosdites lettres dessus transcriptes derogent aucunement, comme il peut sembler, à ladite restitution d'obeyssance par nous faite à nostredit S. Père », il les révoquait, cassait et annulait. Toutes « choses et besongnes » étaient remises « en tel estre comme elles estoient avant le date desdites lettres », et le clergé de France était sommé d'obéir non seulement au pape, mais « à ses officiers, collecteurs et autres, ainsi et par la forme et manière que ès temps passez paravant ladite subtraction »¹.

(1) *Entière et pleine restitution d'obeyssance au pape Benoist XIII*, dans DU FOULAY, *Histor. Univ. Paris.*, t. V, p. 69.

*VICTOIRE MOMENTANÉMENT COMPLÈTE
DE BENOÎT XIII*

Benoît XIII remportait donc une victoire complète. Il éludait en grande partie les engagements que lui avait prêtés le duc d'Orléans et il gardait les mains libres tant pour nommer aux charges que pour lever des impôts. Mais cette victoire même était dangereuse : elle allait le contraindre à révéler le fond de ses intentions et dresser de nouveau contre lui les esprits déçus. Il s'était souvent plaint, en effet, que l'on paralysât son action et il assurait que le jour où il serait tout à fait libre il s'emploierait de toutes ses forces à ramener l'union¹. L'on allait voir ce que valaient ses dires.

INNOCENT VII SUCCÈDE A BONIFACE IX

Or, les années 1404 et 1405 n'apportèrent que désillusions. Au lieu de chercher des accommodements, de se prêter aux concessions, il s'employa surtout à étendre son obédience et à dominer son rival. Boniface IX mourut le 1^{er} octobre 1404 : c'était le moment, pour l'Avignonnais, de tenir sa promesse d'abdiquer dans l'une des trois éventualités prévues dans la cédula de l'année précédente. Il n'en montra nulle envie. Au successeur de Boniface IX, Innocent VII, il déclara la guerre, et ne rêva plus que de marcher sur Rome².

§ 3. — L'université de Paris mène la lutte.

LA FRANCE SE LASSE

Pendant ce temps, en France, la lassitude, le scepticisme gagnaient les esprits. Des prélats, des docteurs se demandaient si l'on avait agi sagement en revenant à l'obéissance³. Puisque l'on ne pouvait plus rien attendre de bon d'un pape si opiniâtre, ne convenait-il pas de s'organiser sans lui ? Une idée germait, qui allait s'affirmer au concile parisien de 1406 : celle d'un repliement sur soi-même, d'un rétablissement des « anciennes libertés », en attendant des temps meilleurs.

MISSION D'ANTOINE DE CHALANT

Cette fois encore, c'est l'université de Paris qui prit l'initiative de la lutte ouverte. Elle réclama d'emblée le retour pur et simple à la soustraction totale. Tout en subissant son impulsion, le clergé, cependant, ne la suivit pas jusqu'au bout. Les hostilités s'ouvrirent au mois de mai 1406. Benoît XIII, qui sentait le mécontentement grandir parmi

(1) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 370.

(2) N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 370-416 ; cf. *ibid.*, p. 422-425.

(3) *Ibid.*, p. 417.

les Français, essaya de retenir les sympathies de Charles VI ; il accrédita auprès de lui, comme ambassadeur, l'ancien chancelier du comte de Savoie, Antoine de Chalant, promu au cardinalat le 9 mai 1404¹. Cet envoyé fut reçu avec froideur ; il attendit plusieurs semaines sa première audience et dut essuyer, entre-temps, les rebuffades du duc de Berry². Enfin, il put haranguer la cour le 29 avril. Pour mieux faire ressortir les mérites de son maître, il accabla l'« intrus ». Notre saint Père, au contraire, méritait tous les éloges : il n'avait rien épargné pour mettre fin à l'exécrable schisme ; ceux qui l'attaquaient n'étaient que « des bavards, indignes de créance ». La meilleure preuve de sa bonne volonté n'était-elle pas son ardent désir d'entrer dans Rome ? Il souhaitait y être escorté par un des princes du sang de France, les plus dignes entre tous de cet honneur, puisque leurs ancêtres avaient toujours été les principaux protecteurs de l'Eglise romaine et que le pape fixait sur leur appui « l'ancre de son espoir ». Chalant concluait en suppliant ses auditeurs de se serrer autour de Benoît, pour le bien de l'Eglise³.

PROTESTATION DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'université de Paris était représentée à cette réunion. Elle attendait que le cardinal « apportast la paix de cession » ; mais, « à parler brief, il n'apporta riens qu'il vausist »⁴. Sur l'ordre du recteur, un professeur de théologie se leva et demanda aux ducs de bien vouloir « entendre ce que pensait à ce sujet la vénérable Université »⁵. C'est seulement pour le 18 mai qu'elle obtint audience⁶. Le 15, elle se réunit en assemblée plénière pour préciser ses positions. Elle conclut *simpliciter et cathégorice* que la soustraction n'avait, en réalité, jamais pris fin⁷ et que l'on restait « en tel estat comme nous estions devant la restitution »⁸. Elle raisonnait ainsi : le duc d'Orléans « s'estoit fait fort que le pape cederait et qu'il

(1) N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 371, note 1 et p. 429, note 2.

(2) Chalant voulait exciter le duc contre l'Université, *asserens quod ex hoc fragoso et tumultuoso nido multi turbati capitis procedebant, qui potius in sententiis propriis optabant apparere quam unioni vacare*. Le duc lui répliqua que c'était bien plutôt à eux, cardinaux, que l'on devait refuser créance, *cum, sicut aspides surdae obturantes aures vestras, viam cessionis audire negligitis ad obtinendum unionem. De qua procul dubio non curantes, nihil aliud intenditis nisi de regni ditari pecuniis, ut sic magnifice et pompose possitis continuare statum vestrum*. — *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 362.

(3) *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 372.

(4) BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 116.

(5) C'était Jean Petit, dont il est abondamment question un peu plus loin. *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 374. Une très importante étude a été consacrée à ce personnage par M. A. COVILLE, *Jean Petit ; la question du tyrannicide au commencement du XV^e siècle*, Paris, 1932.

(6) N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 430 ; A. COVILLE, *Jean Petit*, p. 47.

(7) N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 431, note 1.

(8) A. COVILLE, *Jean Petit*, p. 47.

celebreroit le Conseil dedens un an, et que les promotions faictes durant la subtraction tiendroient... et seroit l'Église de France conservée en ses libertez ». Il est bien évident que la restitution, faite dans ces conjonctures, « doit estre dicte conditionale, car le Roy ne Orleans n'entendoient ladicte restitution fors *in dicto casu* ». Or le pape n'a rien accompli de ce qu'il avait promis¹. Il pouvait très bien tenir ses engagements ; il ne l'a pas voulu ; sa mauvaise foi est entière ; il maintient le schisme. La conclusion s'impose donc : l'acte de 1403 est nul et celui de 1398 garde sa valeur.

Nonobstant son ardeur coutumière, l'orateur mandaté pour soutenir cette thèse, le 18 mai, manqua de courage au dernier moment. C'était le fameux Jean Petit, dont le nom est surtout devenu célèbre pour la justification qu'il entreprit, un peu plus tard, du meurtre du duc d'Orléans et les idées qu'il répandit dans le public, à cette occasion, sur le tyrannicide. Il a joué, dans les événements de 1406, un rôle de premier plan. Dans son discours du 18 décembre, devant le concile de Paris, il avoue sa défaillance et en laisse entendre la raison : « Et fut vray que pour cause d'aucuns de Nosseigneurs, quand je fus ceans tout prest de proposer, je fus détourné de le dire ainsi formellement, comme il me estoit enchargié »². Il vise manifestement ici le duc d'Orléans, dont il connaissait la fidélité à Benoît XIII et qu'il ne tenait pas à trop s'aliéner. Mais l'Université le désavoua et lui enjoignit, pour rentrer en grâce, de se rendre à Troyes, où étaient allés les ducs, et de leur faire connaître, exactement cette fois, l'opinion qu'elle professait³.

L'UNIVERSITÉ DE PARIS
CONTRE CELLE DE TOULOUSE

En même temps qu'elle précisait son attitude à l'égard de Benoît XIII, l'Université voulut la faire approuver, au moins de biais, par les juges séculiers. L'on se souvient que les professeurs de Toulouse avaient écrit à Charles VI, en 1402, une lettre protestant contre la soustraction⁴. Ils y reprenaient les arguments présentés par les avocats du pape au concile de 1398, soulignaient la partialité avec laquelle les présidents de cette assemblée en avaient conduit les débats et montraient quelles angoisses procurait aux bons catholiques une situation si contraire aux exigences de leurs consciences. L'université de Paris obtint du Conseil l'autorisation de déférer cette lettre au Parlement. Le 27 mai, « par maistre Pierre

(1) A. COVILLE, *Jean Petit*, p. 51.

(2) BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 228 v°.

(3) *Ibid.*

(4) Voir plus haut, p. 293.

Cauchon, maistre J. Broillot et autres », elle présenta « ij lettres royaulx par lesquels principal et executoire est mandé à la Court qu'elle face justice au procureur du Roy et à ladicte Université sur certaine espitre injurieuse faicte par l'Université de Tholouse dès le temps de la subtraction faicte au pape et contre icelle, en la deshonneur du Roy, de son Conseil, de son royaume et de ladicte Université »¹.

RÉQUISITOIRE DE JEAN PETIT Ce procès donna l'occasion au fougueux J. Petit d'entreprendre, le 7 juin, un réquisitoire en règle contre Benoît XIII. Il y trahit la préoccupation dominante du clergé français de cette époque. Bien que parlant au nom de l'Université, en effet, et par conséquent en partisan de la soustraction totale, les méfaits qu'il flétrit résultent, en fin de compte, de ce que les libertés gallicanes ne sont point respectées. La vraie conclusion à tirer de son discours, c'est qu'il faut les remettre sérieusement en vigueur et tenir ferme à leur maintien. Après avoir exposé la thèse de la restitution conditionnelle d'obédience, mesure de nul effet, puisque le pape n'a fait honneur à aucune de ses promesses, et déclaré qu'en conséquence les docteurs parisiens s'en tiennent à la « subtraction simplement et absolument et requierent la court qu'elle face tant que la dicte subtraction soit tenue tant devers le Roy que autrement »², l'orateur insiste avec abondance sur les vexations qu'a fait subir le pape aux bénéficiers pourvus suivant les règles canoniques, au temps de la soustraction. Il leur a fallu, dit-il, renoncer à leur titre, se faire réconcilier, payer forte rançon ; alors seulement ils pouvaient recevoir « la benisson de la grant main. Et si disoient : de quoy reconsiliez ? De ce, disoit l'en, que vous avez esté scismatiques »³.

Sur le fait des exactions financières, Petit s'étend encore avec plus de détails. Il montre l'injustice, le mal fondé, des taxes apostoliques. Ce sont des nouveautés. Il n'y a pas six-vingts ans que les vacants furent introduits ; et encore, jusqu'à Philippe le Bel, les papes demandaient-ils licence au roi ou aux seigneurs, pour les lever ; et ce n'était que de temps en temps, pour deux ou trois ans ; en outre, ces taxes ne portaient ni sur les cures ni sur les prébendes, mais seulement « ès prelatures et grans et hautes dignitez ». Quant aux dixièmes, ils « n'estoient prinz anciennement ne levez que pour grant et notable cas eminent, et du consentement du Roy ; mais maintenant les met

(1) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 157. Cf. *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. III, p. 376.

(2) A. COVILLE, *Jean Petit*, p. 51.

(3) *Ibid.*, p. 53.

suz le pape sans distinction et a volenté ». Et les procurations ? « Elles furent introduites pour corriger les subgez, pour quoy fu ordonné que les prelas pour visiter avoient past¹. Mais pour ce que les visitans excedoient en icellui past, fu ordonnée certaine somme d'argent que chacun en son estat auroit, et laquelle leur doit suffire ; *alias* se plus exigent, encourent la peine de droit escript ; et fu ce ordonné à tres bonne fin, pour reformer les meurs indisciplinez et excèz et deliz des subgiez : et pour tel viande espirituel estoit bien raison qu'ils eussent viande corporel ». Or, ce salaire dû aux prélats pour un travail déterminé, le pape se l'approprie : en quoi, il « faut malement », car « il exige les procurations *sine merito et sine debito* ». Dira-t-on que dans certains cas il fait accomplir la visite par un délégué, auquel il donne la moitié de ce que lui-même prélève ? Mais, en vérité, ces procureurs ne sont que « merdaille, concubinaires, exacteurs, qui rien ne scevent et wellent corriger ceulx qui trop mieulx valent que eulx »². Rien ne justifie donc ces impôts.

Or, ils sont tellement excessifs que les bénéfices en « demeurent vaqués et mauserviz », les pauvres clercs « escorchés », le royaume « despoillé et plumé ». Celui qui ne peut payer se voit excommunier ; rien qu'à Paris, « n'a que bien peu de temps », l'on a affiché à la porte des églises une liste de 400 prêtres frappés de censures ; et « se à Paris où le Roy et justice est, est ainsi, avisiez quels sont hors de Paris » ! Dans certaines provinces, lorsqu'un bénéficiaire qui n'a « pas composé va de vie à trespas, il sera inhumé *in loco et terra prophanis* et y pourrira jusques à ce que ses amis aient pour lui composé »³. Sur ce sombre tableau, Petit concluait en demandant au Parlement d'agir « comme le senat de Romme eut peu faire » et de prendre les mesures nécessaires pour que l'Église de France « soi gardée en sa liberté »⁴.

DANGER DE L'EXCOMMUNICATION DES PRINCES Au cours de ces débats suscités par l'épître toulousaine s'exprima, pour la première fois, semble-t-il, une idée intéressante qui devait connaître plus tard une singulière fortune, surtout pendant la Ligue et avant la seconde absolution d'Henri IV : celle des dangers politiques résultant de l'excommunication des princes. Déjà, le 7 juin, un mot de J. Petit laissait entendre que cette préoccupation le hantait. Le duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, était mort le 27 avril 1404. Si les Toulousains avaient raison, et que

(1) *Pastus*, nourriture.

(2) A. COVILLE, *Jean Petit*, p. 54, 55.

(3) *Ibid.*, p. 55, 56.

(4) *Ibid.*, p. 57.
Martin. — I.

la soustraction fût illégitime, il était excommunié, puisqu'il l'avait conseillée et votée. Cependant, on l'avait enseveli chrétiennement ; faudrait-il donc le « deffosser... », comme l'en fit jadis un duc de Tholouse pour l'eresie du paiz et des Albigoiz que soustenoit »¹ ? Le 6 juillet, Petit revient sur la même idée, en termes plus nets. Il est urgent, dit-il, de condamner l'épître ; elle fait courir « moult grant peril au Roy et à sa lignée et au royaume, car s'il avenoit que la chose demourast empeschée et le Roy mourroit, veu que ladite epistole maintient le Roy scismatique, l'en pourroit conquerir le royaume, comme le Roy mesme conquist *in simili casu heresis* la conté de Tholouse, et en tel cas aussi conquist le bastard d'Espagne le royaume de Castelle »². Ne dirait-on pas que le théologien de 1406 prophétisait, en quelque sorte, les événements de 1593 et l'invasion de la France par les armées espagnoles de Philippe II ?

Peut-être ces craintes ne furent-elles pas étrangères à l'attitude de Jean sans Peur, le nouveau duc de Bourgogne. Le 6 juillet, il se porta partie civile dans le procès contre l'épître, « informé qu'elle soit moult diffamatoire contre l'onneur du Roy, de son sanc et de son Conseil »³. Dès le début, le duc de Berry s'était joint à l'instance de l'Université et du procureur du roi⁴. Finalement, le 10, le Parlement se décida à condamner la lettre des maîtres toulousains à être « despecée en pièces en la court de ceans », de même qu'à Toulouse et sur le pont d'Avignon, « et sera fait commandement à son de trompe par tous les bailliages, senechaucées, et jugeries royaulx de ce royaume que quicunques avera la copie ou double d'icelle, qu'il apporte ou envoie en la court dedans iij moiz après ladicte publication, sur peine de cent mars d'argent »⁵. L'arrêt fut publié le 17 juillet⁶.

(1) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 433, note 4.

(2) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 164. Cf. A. COVILLE, *loc. cit.*, p. 58 ; N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 441.

(3) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 163. Il est vrai que cette considération n'était même pas nécessaire pour susciter le courroux du duc : le 8 juin, l'avocat du roi Jean Jouvenel avait assez convaincu de lèse-majesté les auteurs de l'épître, dont les termes étaient si injurieux. N'allaient-ils pas jusqu'à traiter les auteurs de la soustraction de « race de vipère, *viperarum progenies* », de « graine de coucou, *semen cuculi* » : ce qui, remarquait l'avocat, « est moult mauvaise et detestable injure, attendue la nature du cucul ». N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 439. Le passage incriminé est cité dans l'arrêt du Parlement, Du BOULAY, *Histor. Univ. Paris*, t. V, p. 123.

(4) *Le Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 163, mentionne le duc de Berry parmi les demandeurs. Cf. N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 440.

(5) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 164. Le texte intégral de l'arrêt emplit sept pages in-folio de l'*Histor. Univ. Paris* de Du BOULAY, t. V, p. 120-127.

(6) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 165.

AUTRES LUTTES DE L'UNIVERSITÉ

Ce procès n'est qu'un épisode de la campagne menée par l'université de Paris. Le 3 juillet, Charles VI confirma par lettres royaux les élections et collations faites pendant la période de soustraction d'obédience : quiconque, muni de bulles papales, prétendrait troubler les possesseurs ainsi pourvus, serait emprisonné et son temporel saisi, en attendant que le Parlement eût statué sur le fond. En effet, sous prétexte que le pape ou ses juges, étrangers au royaume et peu intéressés à le maintenir en paix, n'étaient point qualifiés pour trancher ces affaires, elles devaient venir devant la cour de Paris¹. Là, l'Université se portait au secours des pourvus par election ou collation épiscopale, contre les créatures du pape. Peu lui importait la personnalité des compétiteurs : elle combattait pour le principe².

LE PARLEMENT SE PRONONCE
POUR LE REFUS DES TAXES PAPALES

Mais elle visait à un succès plus général : amener le Parlement à se prononcer pour la soustraction et à rendre ainsi obligatoire la discipline du temps de rupture. Dans ce but, elle se présente devant la cour le 6 septembre, munie de lettres royaux. L'assistance est particulièrement brillante et nombreuse : deux présidents, deux archevêques, cinq évêques, l'abbé de Saint-Denys, les « seigneurs des ij chambres », « toute la Court » et « pluseurs autres »³. Jean Petit, cette fois encore, parle au nom de la compagnie. Son discours nous permet de voir quelle importance respective l'Université attache à ses diverses revendications. Elle poursuit surtout des résultats d'ordre pratique, et c'est tout de suite qu'elle veut les atteindre ; d'autres demandes lui sont imposées par les exigences de la logique, mais on pourra attendre pour y satisfaire. L'orateur s'excuse d'abord, en termes hyperboliques : « l'en baille au plus foible la chandoille tenir » ; en considérant la « foiblece et petitesse de son entendement et suffisance, la compaignie où le faloit parler et la cause pourquoy », il perdait « senz et mémoire »⁴. Puis, immédiatement, il expose ce dont on l'a chargé. « L'université de Paris se tient en la subtraction autrefois faicte à Benedict et n'est point son entention de obeir à lui, car il est scismatique et suspect

(1) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 442.

(2) N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 443-445.

(3) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 171.

(4) *Ibid.* Ce genre d'exorde était dans la manière de J. Petit. Le 7 juin, devant parler après maître Pierre Plaoul et avant l'avocat du roi Jean Jouvenel, il se compare à la mauvaise haridelle que l'on encadre entre deux forts chevaux pour qu'ils suppléent à son insuffisance (N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 433, note 2), à « un asne entre deux anges, pourquoy il s'esbahist » (A. COVILLE, *Jean Petit*, p. 50).

d'eresie ; si exhorte la Court que ainsy le face et face faire »¹. Mais elle se rend bien compte qu'elle atteindrait malaisément ce but ; aussi va-t-elle au plus important et au plus pressé : « Supposé que subtraction ne l'y seroit faicte en tout, toutevoie, attendu son gouvernement, lui doit estre faicte subtraction en partie, c'est assavoir ès finances qu'il a levées et lieve en ce royaume »². Et Petit s'étend, avec sa complaisance habituelle, sur les abus de la fiscalité avignonnaise : « Ne le pape ne ses menistres n'y gardent ne poix, ne nombre, ne mesure ». Si l'on n'y porte pas remède. « vaudroit trop miex estre savetier que clerc ». Benoît XIII n'observe les préceptes ni de l'Évangile ni « des docteurs et sains canons » ; c'est un « tyran ». Quand un membre trop « se norrist », on lui baille « un restrictif » : il faut donc enlever au pape le moyen d'exténuer les églises du royaume, « arrester les pecunes qui sont ès mains des collecteurs » et défendre « à ceulx qui doivent que ne paient »³.

Le duc de Berry et le procureur du roi appuyèrent cette conclusion et l'Université obtint gain de cause. L'arrêt du Parlement, rendu le 11 septembre, fit défense à « Benedict pape dessusdict », à ses cardinaux, à son « chambellant », d'exiger « les premières années des fruiz et emolumens des prelatures et autres benefices quelxcunques vacans, ou qui ont vaqué ou vaqueront », de revenir sur l'arriéré du temps de la soustraction, de percevoir les « procurations qui sont dehues pour les visitations... ; et pourront pranre les prelas, arce-diacres et autres ordinaires icelles procurations quant il visiteront ». L'argent que les collecteurs ou sous-collecteurs pourraient avoir déjà levé à ces divers titres sera mis sous la main du roi, « et leur sera defendu que audit Benedic ne à quelque autre n'en baillent ou delivrent aucune chose. Et aussi sera defendu à celx qui doivent audit Benedict ou à la Chambre apostolique ou aux cardinaulx dessus diz qu'ilx ne paient ou baillent aucune chose »⁴. Ainsi, grâce aux efforts de l'Université, l'Église de France rentrait en possession de ses « libertés » financières.

LE MÉMOIRE A ADRIEN COTTIN

C'est pendant ce troisième trimestre de l'année 1406 qu'il convient de placer, selon toute vraisemblance, la composition d'un écrit dont nous ne connaissons ni l'auteur ni la date exacte et qui fournit de précieux

(1) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 172. Cf. A. COVILLE, *op. cit.*, p. 59. Il revient sur la nullité de la restitution d'obédience, cf. A. COVILLE, *loc. cit.*, p. 60.

(2) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 172. Cf. A. COVILLE, *op. cit.*, p. 59.

(3) A. COVILLE, *Jean Petit*, p. 61-63.

(4) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 172. Texte entier de l'arrêt dans DU BOULAY, *Histor. Univ. Paris.*, t. V, p. 127-132.

renseignements sur l'état d'esprit d'une portion du clergé. Il s'agit d'un mémoire remis à maître Adrien Cottin, avocat au Parlement¹. Nous y retrouvons la même conception d'un pouvoir limité du pape, que Pierre Le Roy soutenait au concile de 1398. « Et pour venir à la matière, il fault supposer que la puissance que nostre Sauveur bailla à S. Pierre fut à l'édification de l'Eglise, non mie à la destruction, si comme dit la sainte Escripiture... Item, l'Eglise de Rome n'est mie dame des autres eglises, mes mere ; ne le pape n'est mie seigneur des evesques, mes est un d'eulx. Et aussy le dist monsieur S. Bernard *ad Eugenium*²... Item, est sa puissance limitée, tellement qu'il ne puet ne vendre ne aliener les biens immeubles de l'eglise : et se il le fesoit, on l'i devroit resister de fait, si comme dit expressement le chapitre *Non liceat papae*, là où Jehan Gloseur du decret dit *quod licet papa sit solutus legibus, tamen secundum leges debet vivere* ». Quand le pape agit « contre la loy juste et raisonnable, par ambition ou convoitise d'avoir argent, il peche mortellement », car supposé qu'il ait la plénitude du pouvoir, il ne l'a pas *ut dominus*, mais *ut minister et dispensator domini principalis*, comme s'exprime Hostiensis³.

Après avoir posé ces principes, les auteurs⁴ du mémoire passent au fait : « Or veons les maulx et les inconveniens qui aviennent par les exactions que le pape fait ». Ils tracent, avec maint exemple à l'appui, le tableau de la situation où la fiscalité avignonnaise met l'Eglise de France. Même en temps normal et si l'on avait un pape unique, indubitable, on ne devrait point tolérer de pareils abus : « mes dit expressement Innocent, qui fust pape, que se un Prince, un Souverain, fait constitution pourquoy il oste les biens d'un pour bailler à un aultre, telle constitution n'est pas à garder, *nec in foro conscientiae nec in foro judiciali*... Et faust ces choses entendre du pape, *quia* Innocent qui fust pape, et Ho. [stiensis] qui fust cardinal, dient que se le pape commande aucune chose de quoy l'estat de l'eglise

(1) Publié par MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1419 : *Mémoire donné à Maistre Adrien Cottin pour le fait des libertez de l'Eglise de France*. Il est postérieur aux tout premiers jours de juillet, puisqu'il mentionne les instances que l'Université multiplie auprès de Charles VI, et qui commencèrent à ce moment : « l'Université de Paris en requiert le Roy, ainsi que fait ja pieça et fait continuellement tous les jours et presentement » (col. 1424, n° xxxi). Qu'il soit antérieur à l'arrêt du 11 septembre, c'est manifeste, puisque satisfaction n'est pas encore donnée.

(2) *Scias, inquit, Romanam ecclesiam, cui auctore Deo praeest, aliarum ecclesiarum matrem esse, non dominam : te vero non dominum episcoporum, sed unum ex ipsis.*

(3) Nos II-VIII, col. 1419, 1420.

(4) A. COVILLE (*Jean Petit*, p. 64) croit que ce mémoire eut plusieurs auteurs et que J. Petit fut l'un d'eux. L'éloge qui s'y trouve de l'Université fait supposer qu'il émanait de ce milieu et fut présenté en son nom : « On peut bien dire de vérité qu'il y a plus de docteurs en l'Université de Paris en diverses sciences que en tout le royaume de France... Et par ainsy ne puet-on dire que le roy ne puisse et ne doive faire ce que l'Université de Paris requiert... » (n° xxxi, col. 1424).

cheist en turbation ou aucuns grans maulx, en ce cas on ne doit point obeir au pape, *quia futura mala praecaveri debent nec debet juvari ad illa committenda*. Et ceulx qui luy obeissent en tel cas pechent mortellement, ce dit Jo.[hannes] An.[dreae]. Or, « se à un pape paisible on ne doit point obeir en faisant ces griefves exactions par les raisons dessus touchées, par plus fortes raisons ne doit-on pas souffrir a cestuy-cy que l'en dit pape en tel schisme »¹.

Mais à quel remède recourir ? « Monsieur S. Augustin » l'indique lui-même : il appartient au roi d'intervenir, « quand ceulx qui font turbation en l'eglise ne se veulent corriger par l'exortation des prestres et gens d'eglise, que les princes les mettent à raison par leur puissance, et se les princes ne le font, ils en rendront compte devant Dieu ». Car « l'eglise est proprement *universitas fidelium*, et pour garder cette université en bon estat et en bonne disposition... ont les princes temporels puissance ». Dans le roi, il y a l'homme, qui n'est qu'un fidèle ; et il y a le souverain : « comme homme, il sert *vivendo fideliter* ; comme roy, il sert en executant les loys qui commandent les choses justes et defendent les mauvaises »².

Dépouillé de toute considération spécialement tirée du schisme, de toute allusion à la question d'obédience, cet écrit n'est pas autre chose qu'un plaidoyer en faveur des libertés gallicanes³. Il propose comme un moyen terme entre la passivité absolue et la révolte totale. Tout le monde murmurait contre les exactions du fisc avignonnais, et l'un des avocats de Benoît XIII devait faire publiquement cet aveu, au mois de décembre suivant : « en ce, je ne le approuve pas »⁴. Mais beaucoup d'esprits répugnaient à la soustraction totale. Même au sein de l'Université, l'unanimité était loin d'être acquise : un bon tiers des maîtres en théologie redoutaient les conséquences qu'elle pourrait avoir⁵. Comme l'écrit Monstrelet dans sa chronique, « si estoient lors plusieurs notables clers en icellui royaume en grande perplexité »⁶. Les opinions qu'exprime le mémoire à Adrien Cottin n'étaient évidemment pas le propre d'un petit cercle parisien. L'on peut être sûr qu'on les discutait dans la France entière et l'on ne se

(1) Nos ix-xxiv, col. 1420-1423.

(2) Nos xxv-xxviii, col. 1423, 1424.

(3) Le titre, d'ailleurs, le dit expressément.

(4) Discours de Guillaume Fillastre, doyen de Reims, du 3 décembre : BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 129.

(5) Le 11 décembre, Pierre d'Ailly dit qu'une assemblée de la Faculté de théologie s'est tenue le 16 novembre et que, sur 69 docteurs présents, 27 partagèrent son avis, à savoir que mieux valait ne point prendre de décision ferme, mais émettre simplement une opinion et renvoyer de décider à un concile général de l'obédience : cela, afin de ne pas faire « scisme de la foy », qui diviserait le royaume. BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 152-154.

(6) *La chronique d'Enguerran de Monstrelet*, t. 1, p. 132.

tromperait sans doute pas en pensant que l'on voyait là, de plus en plus, la meilleure solution. En fait, elles devaient triompher. Un nouveau concile parisien allait bientôt se tenir. Décidé dès le mois d'août, l'ouverture en était fixée à la fête de la Toussaint¹. C'est là qu'elles reçurent leur consécration.

(1) N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 449.

CHAPITRE III

LE CONCILE DE 1406

§ 1. — Les débats.

DISCOURS DE PIERRE AUX-BŒUFS Au concile de 1406¹, comme aux assemblées précédentes, c'est l'université de Paris qui mène l'attaque contre Benoît XIII. Elle a le rôle de demanderesse et requiert la soustraction totale d'obédience. Deux docteurs introduisirent d'abord sa cause. Le premier, Pierre Aux-Bœufs, théologien renommé appartenant à l'ordre des Frères Mineurs, se contenta de débiter, dans un langage fleuri, d'assez vagues exhortations. Manifestement il ne veut pas, dès le début, heurter qui que ce soit. Il faut faire son devoir : tel est le thème de son homélie. Quand les mariniens voient autour des « grands luminaires » un « cercle nommé halo », ils attendent « infailliblement que s'ensuive grievée tempête » ; ils « soy rendent présents à leur nef, et se recueillent tous en présence pour faire chacun son office ». Or, « halo », c'est le schisme actuel, qui a « bien fourme d'un cercle, où l'on ne trouve ne fin ne issuë ». C'est pourquoi les membres du clergé, « sages mariniens qui se règlent selon la science de l'astrologie navale », se sont réunis, soucieux de « faire chacun son office pour donner secours à la nef »². La contemplation des astres, où se plait l'orateur, lui fournit le moyen de légitimer le présent concile. Quand « le firmament, par ses impétuosités », fait pressentir des cataclysmes, c'est-à-dire quand « le pape, par ses volentés hatives et desordonnées, escandalise l'Eglise, la tient en turbations et met à destruction », les « planettes », qui sont les prélats, doivent « courir à l'encontre et soy constamment opposer » ; ils ont « autorité de soi assembler à Conseil pour y pourveoir, obvier, dicter et sententier, et de faire déterminaisons »³.

(1) Nous possédons des séances de ce concile un très intéressant et très vivant compte rendu, comme une sorte de sténographie. Il a été publié en très grande partie par BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 95-234 (de la p. 224 à la p. 232, le livre n'est que folioté : le même chiffre pour deux pages, recto et verso). Sur les manuscrits de ce compte rendu, cf. N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 458, note 1. Voir aussi un résumé succinct des débats, avec quelques détails étrangers aux discours, dans la *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 465-473.

(2) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 95-98.

(3) *Ibid.*, p. 102.

Ces circonlocutions n'empêchent pas l'orateur, cependant, d'indiquer de façon assez nette le but particulier qu'il faut poursuivre. Il est clair, dit-il, que le pape devrait abdiquer ; mais beaucoup ne veulent pas en convenir. Pourquoi ? Ils se « mettent le bec en la plume », comme les oiseaux de nuit ; quand « ils sentent le soleil luire, ils ne le peuvent endurer ». Ce qui les aveugle, c'est « le feu de ardente convoitise » : entendez l'appétit des beaux bénéfices dont dispose le pape. Il faut donc faire « subtraction », pour que le pape ne puisse plus « conferer nuls benefices ». En effet, « mains y aura de chas huans, plus y aura de clers veans », et ce sont eux qui finiront par imposer l'union¹.

JEAN PETIT Le ton devient tout autre avec le second orateur, Jean Petit, dont on connaît déjà l'âpreté. Il a beau déclarer, en débutant, qu'en présence d'une si auguste compagnie son « engin se esbahit » et sa « mémoire s'enfuit »², il n'en dresse pas moins, au cours de deux séances, un réquisitoire d'une extrême violence contre Benoît XIII, qu'il traite de parjure, de schismatique, de suspect d'hérésie. Il reprend la thèse qui lui est chère : la restitution d'obédience est nulle, parce que les conditions qui l'affectaient n'ont pas été remplies. Pour lui, du reste, ce sont les deux rivaux qu'il faudrait contraindre à se démettre. « S'ils vouloient, en très brief tems ils osterroient ce scisme » ; mais ils ne cherchent qu'à piller l'Église, au lieu de se mettre d'accord : on leur doit donc « sustraire la pille, on ne leur doit pas obéir »³. Et il conclut par ces mots : « faisons sustraxion non mie seulement a luy et à celuy de Rome, mais aussi à leurs successeurs, jusqu'à ce que nous ayions un vray et unique pasteur. On pourveera à l'Eglise par conseaux provinciaux et autrement »⁴.

La question ainsi posée, au nom de l'Université, l'assemblée décida, comme en 1398, qu'un nombre égal d'orateurs parlerait pour et contre la soustraction⁵. L'archevêque de Tours, Ameilh du Breuil, Pierre d'Ailly, évêque de Cambrai, et Guillaume Fillastre, doyen de Reims,

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 101.

(2) *Ibid.*, p. 105.

(3) *Ibid.*, p. 113.

(4) *Ibid.*, p. 117.

(5) « Or parle le chancelier de France ainsy : Nosseigneurs, Monseigneur de Guienne et les autres, pour ce que le Roy ne peut estre de present icy, ont oy ce que l'Université a fait proposer, et me font aussi dire... que autrefois fut appointé à la sustraxion qu'il y auroit aucuns desputés de l'une partie et de l'autre qui debatteront et oupvreront la matiere. Aussi convient-il faire de present. Si avisés qui seront bons pour ce faire et le dites aux gens du Pape s'il en a nuls en cette ville... Vous aviserés, vous y penserés ; encore me font dire que vous avisés plusieurs qui soient bien suffisants pour cette besogne, et les baillés pardevers moy ». BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 117. Au témoignage du Religieux de Saint-Denys, cette mesure d'équité fut vivement combattue par quelques universitaires : *Quod simplex rusticola facile optinisset, nonnulli de gremio Universitatis diu arguerunt recusandum et precipue propter obstinacionem mentis domini Benedicti*. — *Chronique*, t. III, p. 466.

furent désignés comme avocats de Benoît XIII. La tâche de défendre la thèse de l'Université échut à Simon de Cramaud, Pierre Le Roy et Pierre Plaoul.

PIERRE LE ROY Nous ne nous étendrons pas sur la plupart des discours prononcés à ce concile de 1406 : ce sont sensiblement les mêmes arguments qu'en 1398. Il y a lieu, toutefois, d'insister un peu sur la démonstration de Pierre Le Roy, car elle nous semble avoir eu une influence décisive. Il reprend les idées développées déjà huit et dix ans auparavant, mais il les présente sous un jour encore plus vif, il leur donne une forme plus ramassée, plus pressante. La meilleure preuve qu'il fut, bien que « tout indisposé et tout enreumé »¹, l'orateur le plus efficace de la session, c'est que l'on retrouve non seulement ses pensées, mais même beaucoup de ses expressions dans les ordonnances qui sanctionnèrent ces débats et où Charles VI prétendit remettre en vigueur les « anciennes libertés ».

USURPATIONS DE LA PAPAUTÉ Après avoir affirmé, en manière d'exorde, qu'il appartient aux rois de défendre les opprimés, qu'ils doivent empêcher que l'Église ne souffre violence, que quiconque est victime d'oppression peut légitimement recourir à leur aide et que l'Université, au nom du clergé de France tout entier, ne fait pas autre chose en ce jour², l'abbé du Mont-Saint-Michel entre dans le vif de son sujet. Les papes, dit-il, ont usurpé indûment la collation et les fruits des bénéfices : « Les papes qui ont esté au papat ont à eux réservé les dispositions des eglises et des benefices, ont inhibé que l'on ne disposast et ordonné que ce qui seroit fait au contraire seroit nul, et ont donné expectations aux benefices non vacants et ont introduit plusieurs manières de faire et de énerver la puissance et liberté des ordinaires et des prelatz, et de ce est nasqui ce scisme ; car pour la ambition de dominer et d'avoir si grande domination, et aussi pour posseder les émoluments qui en issent, plusieurs ont aspiré et tendu à la papauté, et quand ils l'ont obtenuë, ils ne l'ont voulu déleissier ». Ces procedés sont illégitimes, car « la disposition des benefices, maires et mineurs, et elleites et autres, appartiennent et doivent appartenir de droit commun à vos subgés les prelatz de ce royaume et aux colleges ». La France souffre grandement de ces abus : « Parce que l'en a souffert et toléré

(1) C'est lui-même qui le dit. Il ajoute qu'il s'exprime mal en français, habitué sans doute, dans le commun, à se servir du patois normand : « Ne suis point usité à parler en françois... ; je eusse moult plus chier en parler en latin ». BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 164.

(2) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 165.

cestes choses, en ont esté moult des eglises de vostre royaume destruites et diminuées, et le service conséquemment diminué. Est ainsi la volonté des fondeurs deffraudée... Les granches, les manoirs des benefices en sont rués jus ; les rentes sur quoy les eglises ont esté fondées en ont esté vendues et aliénées, le nombre des ministres de l'Eglise diminué..., le royaume exilié par la diminution des pecunes qui en ont esté ainsi excessivement traittes ».

RETOUR AU DROIT COMMUN Un remède s'impose, le retour au droit commun. « Il est licite, expedient et convenable, pour obvier à ce scisme present et pour conservation de l'état de l'Eglise, que l'Eglise soit ramenée à disposition de droit commun, en ce qui touche la disposition des benefices, elections, confirmations, etc. Et pour declarer ce que j'ay dit, je considere, 1^o, que la puissance et estat papal est estably et ordonné à la conservation de l'Eglise et est fondée celle puissance en celles paroles de Jesus-Christ : *Petre, si diligis me, pasce oves meas*. S. Bernard dit que cest pastour doit paistre ses oeilles en prédications fructueuses, en devotes oraisons ; il les doit paistre de manne spirituelle, il les doit ramener qu'elles ne se fourvoient. Jesus-Christ lui dit *pasce*, il ne lui dit pas : *sustrais-leur leur nourrissement*. Hélas ! selon l'Ecriture, ne doit-il pas mettre son âme pour les conserver ? Il ne leur deust mie querir tant de manières de les depouiller et despourveoir »¹.

LE PAPE NE PEUT MODIFIER LES CANONS DES CONCILES Pourtant, est-il bien sûr qu'il y ait là véritable usurpation ? Que les papes aient agi durement, c'est incontestable. Mais n'avaient-ils pas, juridiquement, les mains libres pour disposer des biens ecclésiastiques ? Non. Quand on parle du droit, qui est contre eux, on entend le droit établi par l'Eglise en ses conciles. « Le pape ne puet immuer les conseaux generaux ou les estatuts faits en iceux, mais ainssois les doit garder et y est astraint ; dit S. Gregoire que aussi les devons garder comme les quatre Evangiles ». Cette obligation de respecter les conciles est fondée en raisons : « 1^o, parce que ce qui y est fait est cuëillet de ladite délibération de l'Eglise universelle ; 2^o, car ce qui y a esté ordonné est establi pour le bien et proufit universel de l'Eglise et des membres d'icelle ; 3^o, parce que ce qui y est ordonné est fait par le don du Saint-Esprit, qui gouverne les conseaux generaux »². P. Le Roy n'a pas de peine à fonder sur des textes conciliaires le pouvoir des divers

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 166.

(2) *Ibid.*, p. 168.

collateurs ; et il tire en ces termes la conclusion de ses prémisses : « Et doncques je conclus que la disposition des benefices appartient de droit commun aux collèges, aux patrons, aux prelates, aux ordinaires ; et que ces réservations qu'il fait impugnent les decrets des saints Pères anciens, lesquels il ne puet pas de sa seule volonté révoquer ne immuer. Mais l'en me dira : il ne les révoque pas, il ne s'en meslera ja de les révoquer, Dieu l'en garde. Je répons : il les révoque assés, car il fait tant par sa manière d'aller avant qu'ils n'ont point d'effet, et pour nient seroient faits les droits s'il n'y avoit personne qui les deffendist et qui les faissent garder »¹.

DE QUAND DATENT LES ABUS Aussi bien, cette mainmise abusive de la papauté sur les bénéfices ne remonte pas très haut. « Se vous voulés visiter les chroniques et les decrets anciens, vous ne trouverez point que les papes facent telles usurpations... Ainssois, quand ils mandoient à un evesque, pour un tout seul clerc à pourveoir, encore estoit-ce grande grace faite de y obéir, et leur sembloit qu'ils chargeoient encore moult les evesques. Mais plus fort : ils les faisoient non mie *imperative*, mais par manière de supplication. Je croy qu'il est assés à croire que s'il eust esté expedient qu'ils eussent ainsi eu la disposition des benefices, qu'ils en eussent usé. Mais l'en me demandera comment fut ce introduit ? Response : ils supplierent pour un, pour deux, pour trois, chacun comme ils vinrent en la besogne, et usurpa l'en tous, tant qu'ils ont tellement usurpé qu'il ne seroit pas en ma puissance, ne ne auroie pas faculté de pourveoir au plus petit benefice que je aye »².

COMMENT ILS SE SONT INTRODUIITS Ce progrès s'explique par le manque de résistance des intéressés. Elle eût, d'ailleurs, été difficile : « Et se vous me demandés que ne se est l'on plustost opposé que les papes ne prensissent ainsi tout, reponse : ou l'on s'y fust opposé singulierement, ou universellement ; non pas singulierement : il n'y eust evesque ni archevesque si grand qui osast lever le doit et qui ne fust tantost tout confondu

(1) *Ibid.*, p. 169. P. Le Roy n'est pas cependant sans prévoir une objection grave : sa thèse a contre elle le droit décrétalien. Mais sa réponse est prête : « Mais l'en me dira : tu hérétiques en droit ; n'as-tu pas le chapitre *licet, de Praeb.*, in VI, qui dist que le pape n'a pas seulement la plenièrè disposition des benefices ecclesiastiques quand ils sont vacants, mais aussi peut *tribuere jus ad vacatura* ? Reponse : aucuns dient que posé que le pape dist ainsi en iceluy chapitre, qu'il ne souffit pas. Pourquoi ? Car ce est ordonné hors du Conseil General, et ainsi ce qui est ordené au Conseil Général il ne peut mie toller ne oster. Item, il n'est pas biens idoine tesmoing en sa cause : l'en n'y doit pas ajouter plaine foy ». *Ibid.*, p. 175 (le texte en question est une décrétale de Clément IV, insérée au *Sexte*, liv. III, tit. iv, de *praebendis et dignitatibus*, ch. 2. Voir plus haut, p. 249, n. 5).

(2) *Ibid.*, p. 171. Voir plus haut, p. 249.

s'il s'en emeut aucunement ; non pas aussi universellement, car il ne se est fait nul conseil general trop long temps a, ne l'en n'a pas trouvé les prelates assemblés, par quoi l'en puist traiter de telles matières »¹.

APPEL AU ROI Seul le roi peut faire cesser l'abus. Son intervention s'impose à double chef : il est patron des églises de France, et il est le protecteur-né de ses sujets opprimés. « *Ex premissis* je infère que toutes fois et quantes que les patrons voyent, et especiallement vous, Sire, ainsi détruire les eglises que eux et leurs predecesseurs ont fondées, ils puent et se doivent opposer que telles destructions ne se fassent..., et ainsi l'on ne se doit pas merveiller se vous mettés la main en ceste besogne... Item, vous en avés l'autorité et puissance, comme j'ay dit cy-dessus, de y remedier. puisque vous apercevés que l'Eglise est opprimée, et y devés pourveoir, car le propre de tout bon prince ce est. Se un larron s'enfuit avec ma chose, je le puis de mon autorité prendre, arrester et empeschier. Nous n'y pouvons pourveoir de present, sinon par le pape ou conseil general de cette obéissance. Par luy, non : c'est sa cause, il est assés ahurté, il n'en feroit qu'à sa teste. Par le conseil general, non : vous voies que l'on n'a oncques tant pu faire avoec luy qu'il l'ait encore volu assembler, et n'a toujours fait que differer »². Il ne reste donc bien qu'un refuge, le roi. Et qu'on n'aille pas prétendre que la résistance au pape entraînerait des censures : « nul du monde ne doit obéir au pape, *circa dispositionem beneficiorum, vel exactionem et usurpationem hujusmodi pecuniarum*, pour doute de excommuniement ne d'autre cose. Je le preuve : car ce seroit nourrir ce present scisme, et seroit obvier à la volonté des fondeurs, et l'en ne doit point obéir au pape quand pour telle obéissance *insurgerent peccata* ». Quiconque lui résiste dans de telles conditions n'est pas « en coupe, il n'a pas besoing d'absolution »³.

QUELLE AIDE IL FAUT DONNER AU PAPE L'abbé du Mont-Saint-Michel ne va pas, cependant, jusqu'à refuser tout subside éventuel au pape ; mais il faut voir ses besoins d'abord. « L'en me dira tantost : tu es trop malement cruel ; voes-tu que le pape meure de faim ? Reponse : le pape n'a point raison de se plaindre. Pourquoi ? Il a assés de quoi vivre, et decha et outre les monts. Et li doit bien suffire pour son vivre. Le pape n'a

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 174.

(2) *Ibid.*, p. 172-173.

(3) *Ibid.*, p. 173.

pas à soutenir si grand tiral ». Cependant, s'il arrive qu'il « n'a de quoy vivre, ne ly aideran pas » ? Si, sans aucun doute, mais à certaines conditions. La première est que le secours soit proportionné au besoin : « quand l'en a nécessité de 26.000, il ne faut pas imposer 100.000 ». En outre, nous n'accorderons que des subsides temporaires : « cettres pactions ne se doivent pas faire par manière de rente perpetuelle ». L'on devra, enfin, tenir compte de la capacité contributive de chaque église et ne point les taxer au delà de leurs moyens : « il y a des eglises qui vaquent souvent ; le pape leve tousjours ; elles ne poroient durer que elles ne fussent destruites. Item, il y en a qui sont diminuées : il ne faut pas, selon raison et equité, que elles payent selon le temps ancien, quand elles estoient en valeur, car, par ce, comme j'ay touché cy dessus, il convient vendre les calices, les bois non taillables, vendre rente à vie. Dieux sceit comment une abbaïe qui est assés près de cy en est gouvernée »¹.

Remettre en pratique les élections et rendre aux collateurs ordinaires le libre usage de leurs prérogatives, refuser de payer au pape les taxes qu'il exige, tout cela sous couleur d'observer le droit commun, dont le roi de France doit se constituer le gardien, tel est le programme de Pierre Le Roy, le plus précis certainement et le plus positif des orateurs qui soutinrent la thèse contraire à Benoît XIII. Dans le langage de 1406, ce programme porte un nom : le rétablissement des anciennes libertés de l'Église gallicane.

*INCIDENT SUSCITÉ
PAR GUILLAUME FILLASTRE*

Les débats prirent fin sur une intervention de Jean Jouvenel, avocat du roi au Parlement. Rien d'étonnant que nous ayons avec lui un point de vue plus politique que doctrinal ou canonique : le point de vue du gouvernement. Jouvenel s'attache surtout à établir la légitimité de l'intervention royale. Dès les premiers jours, un incident fort vif avait montré combien les princes, qui présidaient l'assemblée, étaient chatouilleux quand il s'agissait de la Couronne. Alléguant l'exemple de Pépin le Bref et de Zacharie, le doyen de Reims avança que les rois n'avaient pas qualité pour déposer les papes, mais que les papes pouvaient, au contraire, créer et déposer les rois. Ce langage scandalisa². Fillastre dut se rétracter et s'excuser. Il le fit en termes les plus humbles. « Sire, je viens à vostre clemence. Je suy un povre homme, qui ay esté nourri ez champs. Je suy rude

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 174.

(2) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. III, p. 468. Cf. JEAN JUVENAL DES URSINS, *Histoire de Charles VI*, p. 183 : « Et qui eust creu aucuns du Sang, et autres ieunes, on luy eust fait une très-mauvaise compagnee ».

de ma nature, je n'ay pas demeuré aveuques les rois, ne aveuques les seigneurs, par quoy je sache la manière ne le stile de parler en leur presence. Se j'ay parlé simplement, je en suy moult déplaisant... Sire, je sai bien que vostre Seignourie n'est mie comme aux autres. L'empereur tient son imperance du pape, mais vostre royaume est par heritage. Je say bien que vous n'occupés pas tant seulement le lieu de par homme, mais estes une personne moyenne entre spirituelle et temporelle. Vous estes l'un des *regibus unctis*... Et ensi vostre royaume n'est pas comme les autres. Il est hereditaire, ne le tenés d'aucun. Vous estes empereur en vostre royaume, en terre vous ne connustes nul souverain *in temporalibus*. Et pour ce, Sire, je supplie à vostre clemence et seray au temps à venir plus avisé »¹.

INTERVENTION DE JEAN JOUVENEL Jovenel revient sur cet incident, et en termes comminatoires. « Aucuns, comme le deen de Reims, ont voulu dire que le pape est suserain *in spiritualibus et temporalibus*. Il a tres mal dit, et s'il ne s'en fust révoqué je prensisse conclusion contraire contre lui ». Surtout que nul ne s'avise désormais de se laisser aller à pareil écart de langage : on le « punira si fort et tellement que les autres y devront estre espoantés »². Mais l'avocat au Parlement n'affirme pas simplement l'indépendance absolue du roi dans le domaine temporel, il esquisse une théorie de ce que l'on pourrait nommer le pouvoir indirect du prince en matières spirituelles. « Dieu le Père, dit-il, et toute la Trinité, ordonnèrent deux puissances, non sujettes l'une à l'autre », et par lesquelles « doit estre tout le monde gouverné ». On devine qu'il s'agit du pape, gouverneur de l'« entendement », et du roi, qui domine sur la « sensualité ». Toutefois, leur pouvoir n'a pas, dans son canton respectif, le même caractère. Dieu « bailla au pape ministère non mie ordinaire ou autoritative puissance » ; il en a fait plutôt un lieutenant, un représentant ; « mais à la puissance royale il bailla sur le corps plenièrre puissance »³. Le roi intervient donc pour obliger le « corps » à suivre la voie que lui trace l'esprit, et il le fait d'autant plus nécessairement que l'Église ne dispose pas de moyens de contrainte : « s'il y a un hérétique, ou aussi un autre, il sera baillé à punir à la justice laye... Mais je trouve outre que quand l'Église a besoin de voyes de fait, elle a recours aux seigneurs et princes ». Aussi voyons-nous les rois faire « constitution pour garder la foy » et tenir la main à leur observation, « que nul ne osast heretiquer »⁴. Il est donc faux

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 163.

(2) *Ibid.*, f. 231v.

(3) *Ibid.*, f. 230.

(4) *Ibid.*, f. 231.

que le souverain laïc ne puisse en aucun cas s'ingérer dans le domaine spirituel.

Autre considération : puisque le roi de France est « impereur en son royaume »¹, il lui appartient au premier chef d'y faire régner l'ordre, même s'il est nécessaire de modifier les lois existantes. « Toutes fois qu'il y a esclandre en un gouvernement, il ne faut mie garder les loix civiles en son titre, mais faut pourveoir de oster l'inconvenient... Quand aucuns droits qui ont esté faits a bonne fin tendent *ad noxam*, il les faut oster. Et pour ce disons-nous que quand privileges tendent à trop grande lesion d'autrui, qu'ils doivent estre annullés »². Ainsi, même si l'on pouvait démontrer que les inconvenients dont on se plaint aujourd'hui sont fondés sur des privilèges reconnus ou ont pour eux la prescription³, ce ne serait pas un argument pour n'y point obvier. Or, ces inconvenients ne sont que trop réels. Le pape prétend nommer aux bénéfices mineurs : « les povres sont trop grevés de les aller querir si loin ». Il se substitue aux électeurs pour les évêchés et abbayes : « c'est mal usé et ne le doit mie faire. Et a ce bonne raison, car le pastour d'une eglise se doit mieux elire pour le commun de ceux qui connoissent la juridiction du lieu, la seigneurie temporelle, les mœurs des ministres de l'Eglise. Un que le pape envoie sera encore trois ans ainssois qu'il congnoisse l'habitude des choses »⁴. Et que dire de la fiscalité papale ? Le saint Père entretient sur notre sol « grand moncheau » de « marauts » et de « hapelopins ». Et comment se comportent-ils ! « Ils triboulent, ils gastent, ils dependent, ils excommenient, ils perdent tout. L'autre fois ils estoient au Senne de Paris, en contre la porte de l'eglise, bien trois cents excommeniés »⁵.

Le roi doit donc prendre des mesures : c'est légitime, et c'est urgent. Mais il est non moins légitime qu'il fasse appel aux lumières de ses prélats, et que, dans ce but, il les réunisse en concile. Ils sont d'Eglise, mais ils sont aussi « communément ses vassaux et ainsi il sont doublement liés à lui obéir »⁶. Que les évêques et autres ecclésiastiques ici assemblés, ce qui « souffit pour le conseil de France »⁷, n'aient donc aucun scrupule à voter librement. « Le roy qui est vrai catholique doit estre conseillé par les prelatz de son royaume, et ainsi doncques il les puet assembler et presider en son conseil, et puet avoecques

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, f. 233v.

(2) *Ibid.*, f. 231.

(3) Jouvenel n'admet pas, cependant, l'argument de la prescription. Les papes, dit-il, n'ont pas agi *animo praescribendi*, et le roi a souvent interrompu la série des faits, et « ce qui a esté baillé à un a esté baillé aucune fois a deux ans, sans préjudice, ou à trois ans ». *Ibid.*, f. 233.

(4) *Ibid.*, f. 232.

(5) *Ibid.*, f. 233. « Senne », le Jeudi saint, *Cæna*.

(6) *Ibid.*, f. 231.

(7) *Ibid.*, f. 233v.

Martin. — I.

l'Université déterminer ez choses qui sont à la conservation et salvation de la cose publique de son royaume »¹.

§ 2. — Physionomie du concile.

Nous avons dit plus haut que les arguments présentés de part et d'autre, au cours de la session, étaient sensiblement les mêmes qu'en 1398. Le concile parisien de 1406 a cependant sa physionomie bien à lui, et cela tient à deux particularités, qu'il importe de mettre en évidence.

LA PRÉOCCUPATION DU SCHISME PASSE AU SECOND PLAN

N. Valois a fait remarquer que
« la revendication des libertés de
l'Église de France et la critique

des réserves et exactions pontificales occupaient la plus grande place dans les discours » prononcés par les tenants de l'Université². « On se préoccupait peu des moyens de terminer le schisme. Simon de Cra-maud et Jean Petit n'émettaient, à cet égard, que des idées vagues ou chimériques »³. C'est très exact ; et déjà l'un des orateurs chargés de défendre Benoît XIII, Guillaume Fillastre, le relevait dans sa troisième intervention, à la date du 7 décembre. « Il y a déjà cinq semaines que l'on est cy, pour proceder au fait de l'Eglise, et a l'en tenu déjà sur la matiere le Conseil par trois semaines ; et ne a l'en encore traittié d'aucun moien, ou d'aucune voie, par quoi ce scisme present puisse estre sedé. A ce propos, S. Jérôme demandoit à S. Augustin comment se entendoit cette autorité de sainte Ecriture : *qui uno delinquit, omnium communiter reus*. S. Augustin, pour la luy exposer, entre à parler du peché originel ; et puis, quand il a fort parlé, il conclut qu'il vaut mieux se taire et venir au droit point de la demande de S. Jérôme. Mais crois-je qu'il vaudroit mieux laisser telles questions nouvelles et proceder au fait principal, comment sera sedé ce present scisme. Je mettrai à ce propos un exemple familier. Un bon homme estoit cheu dedans un puits ; passa par emprès un sien voisin, qui le oyt se plaindre dedans le puits, et se approcha ; il regarda dedans : il ly fit plus de cent demandes, comment il y estoit cheu, et que c'estoit très mal à point, et ne pourveoit point à l'en mettre dehors. Cely qui estoit en bas, qui n'estoit pas à son aise, ly dist, quand il fut ennoyé : tu ne deusses mie enquerir comment je suis cheu, mais comment tu m'en pourras traire et mettre dehors. — Aussi au propos :

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, f. 233v.

(2) *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 470.

(3) *Ibid.*, p. 471.

ne allons ja tant au-tour du pot ; ne querons ja comment nous sommes cheus en ce scisme, mais pourveons comment nous en pourrons issir »¹.

L'invitation resta sans écho. Après comme avant, mention du « scisme » revient à chaque instant dans la bouche des anti-papaux ; mais ou bien ils en parlent pour maudire ses fauteurs, ou bien il leur sert d'argument pour condamner plus fort les abus qu'ils veulent voir extirper : ces abus qui ont de tels inconvénients pour l'Église de France et qui — par surcroît, pourrait-on dire — entretiennent la division. Il y a eu, en effet, comme une interversion dans l'ordre des soucis. Dans les assemblées précédentes, le retour aux libertés apparaissait comme un simple moyen, bien que déjà, en 1398, l'on envisageât leur maintien comme perpétuel ; le but restait l'union. Il semble qu'en 1406 le clergé ait acquis le sentiment de son impuissance vis-à-vis de la brisure et qu'il limite ses vues à un objectif restreint mais immédiatement réalisable. Il se replie sur lui-même et se préoccupe d'abord de ce qui le touche de près.

*LES SOUCIS SE LIMITENT
A L'ÉGLISE DE FRANCE*

D'où la seconde particularité qui caractérise cette assemblée : l'on y traite de l'Église de France, d'une affaire nationale.

Les orateurs qui prêchent la soustraction ne le disent pas en propres termes, mais tous leurs développements laissent entendre qu'il en est ainsi. Pierre Le Roy n'est pas loin de l'avouer. Il convient, dit-il, « pour obvier aux scismes, pour la conservation et reformation de l'Église perpetuelle, que l'Église soit ramenée, et especialement l'Église de France, à la liberté et manière ancienne »². Pourquoi spécialement l'Église de France, s'il ne s'agit que de l'union ?

AVEU DE JOUVENEL

Mais ce que pensent la plupart, Jean Jouvenel, lui, ose le proclamer, et sa déclaration vaut d'être retenue : « Se l'en me dit : vous donnés une grande sentence contre le pape et un dur jugement deffinitif, je respons que nous ne traitons mie sa cause, mais la nostre »³. Et il ajoute cette comparaison : si les murs de Saint-Eustache menaçaient ruine, ne faudrait-il pas les étayer ? Ainsi, l'Église de France s'occupe de ses propres affaires. Une occasion se présente d'opérer une réforme qu'elle estime nécessaire, elle la saisit.

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 200.

(2) *Ibid.*, p. 172.

(3) *Ibid.*, f. 293v.

SENS DU SCRUTIN Que tel ait été le sentiment de l'assemblée, le résultat du scrutin le montre assez. Bien que l'Université réclamât la soustraction pure et simple, bien que les avocats du pape eussent fait tous leurs efforts pour le maintien du *statu quo*, le clergé n'adopta ni l'une ni l'autre de ces deux solutions. Las des exactions fiscales et de la mainmise d'Avignon sur les bénéfices, il ne voulut pas, cependant, se soustraire à la juridiction spirituelle du pape qu'il tenait pour vrai. A une très forte majorité, il se prononça pour le rétablissement des « anciennes libertés de l'Église gallicane » et fut d'avis que le roi l'assurât ¹.

Un détail montre bien qu'à ses yeux il s'agissait d'une réforme légitime, d'un retour au droit commun, et non pas d'une révolution. Le 4 janvier 1407, Simon de Cramaud, qui s'était arrogé la mission de recueillir les avis, donna publiquement lecture d'une cédula qu'il avait préparée, et qui correspondait à l'opinion des neuf dixièmes des membres de l'assemblée. En voici la teneur : « Pour ramener l'Église gallicane à la liberté, en ce qui concerne les élections de prélats, la collation des bénéfices par les ordinaires et autres à qui elle appartient par droit ou coutume ainsi que les présentations patronales, il semble qu'il faille conseiller au roi d'ordonner lui-même que, durant le schisme, le pape ne confère aucun bénéfice de ce royaume ou du Dauphiné de Vienne, ni prélature ou dignité ; qu'au contraire les prélats soient choisis par election, en forme de droit ; que dans l'ordre de Cîteaux, et autres instituts de religieux exempts, on procède suivant le mode usuel ; que les bénéfices soient conférés par les ordinaires et autres à qui il appartient par droit ou coutume. Cela s'entend d'un retour perpétuel, à maintenir même après la fin du schisme. Exception n'est faite que pour les bénéfices dont les titulaires décèdent en curie. Sauf dispositions différentes que pourrait prendre le concile général, auxquelles se soumet d'avance l'Église de France et du Dauphiné » ².

L'assemblée approuva ce texte qui fut inséré dans le procès-verbal de la séance, rédigé par notaires. Elle déclara, en conséquence, qu'elle suppliait le roi de « prendre lui-même ces mesures, de les exécuter et conduire à plein effet ». Elle lui demanda de délivrer à tous les lettres patentes qui les rendraient obligatoires.

Mais certaines de ces expressions ne tardèrent pas à faire naître des scrupules. Le 12 du même mois, la question fut reprise. L'intention du concile, porte le procès-verbal de la réunion, est de ramener l'Église

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. III, p. 472 ; MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1307.

(2) MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1309.

de France à son ancienne liberté et de l'y maintenir ; elle n'est point de faire modifier le droit. Il conviendrait donc que le document du 4 janvier ne portât pas ces mots : « ordonné par le roi » ; ils pourraient laisser croire au désir d'instaurer une discipline nouvelle. L'on devrait, au contraire, insister sur ceux-ci : « retour à la liberté », qui traduisent exactement la pensée du concile. Les neuf dixièmes de l'assemblée partagèrent cet avis, et cet autre texte, définitif, fut rédigé : « Les archevêques... etc... déclarent et déterminent que l'Église de France et du Dauphiné, en général et en particulier, en elle-même et en ses membres, doit être ramenée à sa liberté et observance ancienne, et à l'avenir tenue et régie suivant icelle. Comme le veulent les statuts des conciles généraux, et les décrets des saints Pères, soient désignés les prélats par élection des chapitres, couvents et collèges, les confirmations faites par ceux à qui il appartient de droit, privilège ou coutumes et semblablement les présentations par les patrons : cessant, rejetées et non obstant toutes réserves quelconques, générales ou spéciales, prohibitions, expectatives et grâces, même par décret du pape ou en son nom, faites ou à faire ». Suit la mention du concile général et des modifications qu'il pourrait éventuellement apporter, auxquelles l'Église gallicane se soumet d'avance. Après quoi, les membres de l'assemblée « supplient le roi notre sire et instamment le requièrent de vouloir et daigner tenir la main, dans la mesure qu'il dépend de lui, à ce rétablissement de l'ancienne observance et liberté, dans ladite Église de son royaume et Dauphiné, le défendre et protéger, et concéder sur ce, à qui les demandera, les lettres patentes opportunes »¹.

Nuances un peu subtiles, dira-t-on peut-être. Elles ont leur intérêt : elles nous permettent de discerner, dès sa naissance, les véritables traits du Gallicanisme. Pour la première fois, le clergé de France assemblé se tourne ouvertement vers le roi et lui demande de rétablir, malgré le pape, contre le pape, les anciennes franchises et d'assurer leur maintien ; mais il reste soucieux de ne point sortir des limites que lui fixe le droit tel qu'il l'entend. Il conçoit l'idée d'une Église nationale libre de ses mouvements, mais dans le sein de la catholicité. Il refuse de laisser concentrer tout le gouvernement ecclésiastique dans la curie papale, mais sans vouloir porter atteinte à la foi ni à la tradition canonique. Or, le Gallicanisme a toujours prétendu, jusqu'à sa mort, garder cette attitude.

(1) MARTÈNE et DURAND, *ibid.*, col. 1310

CHAPITRE IV

LES ORDONNANCES DU 18 FÉVRIER 1407 ET LA DÉCLARATION DE NEUTRALITÉ DE 1408

Les ordonnances de Charles VI, qui sanctionnèrent les délibérations du concile parisien de 1406, répondirent, par leur rédaction, aux vœux du clergé. Elles portent la date du 18 février 1407. L'une pourvoit au rétablissement des élections et de la provision des bénéfices par les collateurs ordinaires, l'autre porte remède aux exactions du fisc avignonnais. Quand on les publia, des événements s'étaient produits, qui leur donnèrent un aspect qu'elles ne devaient pas avoir primitivement : en apparence, elles firent bloc avec la déclaration de « neutralité ». Mais comme elles sont l'aboutissement normal des discussions que nous venons d'exposer, c'est le lieu de les analyser ici. On verra avec quel soin le roi s'abstient de paraître rien innover et se donne comme le protecteur obligé du droit traditionnel, indûment violé par les derniers papes.

§ 1. — Les ordonnances de 1407.

LA PROVISION DES BÉNÉFICES D'abord, la question bénéficiale¹. Après un court historique rappelant les débats conciliaires, l'intervention, à l'instance du procureur général, de l'avocat Jouvenel, l'invitation faite à l'assemblée de délibérer, le document résume les griefs des ecclésiastiques. « Ils nous ont exposé, avec de graves doléances, que la puissance papale était principalement établie pour la pâture corporelle et spirituelle du troupeau du Seigneur et pour la conservation du corps mystique de l'Église ; qu'il ne convenait pas, ni n'était permis, que le pape fît servir à son profit personnel les institutions tendant à l'utilité publique et au bien com-

(1) Texte de l'ordonnance dans *Chronique du Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 470 ; de même, dans P. DUPUY, *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. II, p. 13. Cette ordonnance, comme la suivante, est datée, d'après le style de l'époque, du 18 février 1406, l'année ne commençant qu'à Pâques.

mun ; qu'il ne devait point transgresser les règles établies par nos pères, lesquels ont édicté que chaque Église garderait ses droits... ; que les décrets des saints Pères doivent être l'objet d'une vénération intégrale et perpétuelle, et qu'on ne les doit violer sous aucun prétexte, quand la nécessité ou l'utilité de l'Église n'y obligent pas absolument ; qu'entre autres mesures salutaires relatives au bon gouvernement et à la conservation perpétuelle de l'état de l'Église, les statuts des conciles généraux et les décrets des saints Pères ont réglé, comme on sait, que les prélats seraient promus aux églises cathédrales et collégiales par élection, etc. » Suit le rappel des prescriptions conciliaires touchant la provision des bénéfices.

« Néanmoins, continue le texte, depuis quelques années, les Pontifes romains, au mépris desdits décrets des saints Pères et des conciles, qu'ils n'observent plus du tout, ont réservé à leur disposition, indifféremment, toutes les dignités ecclésiastiques, cathédrales, collégiales, et autres quelconques inférieures à l'épiscopat. Ils ont accordé, sans distinction ni limite, à qui les demandait, des grâces expectatives, donnant ainsi, contrairement aux saints conciles généraux, l'occasion de désirer la mort d'autrui et ouvrant aux bénéfices un accès irrégulier. Ils ont créé d'innombrables moyens d'absorber complètement la puissance des prélats, chapitres, collèges et tous autres, portant des prohibitions et des décrets qu'ils veulent obligatoires même pour ceux qui les ignorent, fulminant des sentences contre les contrevenants, au point que l'on ne trouverait à peu près personne à qui soit laissée la possibilité d'exercer sur un seul bénéfice son droit de collation ou de présentation. Ils ont pris l'habitude d'introduire dans leurs bulles diverses clauses, parfois inexplicables ; il s'y trouve quantité de règles, étrangères ou contraires au droit, que tantôt ils imposent et tantôt révoquent : si bien qu'un examen attentif ne permet même pas de discerner, parmi de multiples impétrants, celui qui possède le bon titre. D'où résultent des intrusions, de très lourds procès, que l'on va plaider à grands frais hors du royaume, au préjudice des gens du pays ». Les bans, l'appel au témoignage du peuple, sont supprimés ; et comme le pape ne peut connaître tout le monde, il nomme souvent des indignes. Il en est qui ne mettent jamais le pied sur les domaines de leur église.

On ne constate que trop les conséquences de tels abus : les droits bénéficiaux, créances, servitudes actives, ne sont plus défendus et se perdent, les bâtiments tombent en ruine, le culte divin est négligé. La réserve des bénéfices a entraîné celle des vacants et donné lieu à d'innombrables extorsions : « le royaume en est continuellement vidé de ses pécunes et ressources » ; l'intention des fondateurs est fraudée ;

la volonté des conciles généraux et des saints Pères n'a plus d'autre effet que d'« occuper d'inutiles parchemins ». Et les « malheureux évêques, si on leur interdit ainsi, sans distinction, l'usage de leurs prérogatives, que feront-ils dans l'Église ? Par de tels errements l'on ne fait autre chose que brouiller et détruire la hiérarchie ecclésiastique, dont le pape le premier devrait assurer le maintien ».

Justement émus de ces désordres, les membres du concile ont arrêté ce qui suit. Là, mot à mot, la formule adoptée à la séance du 12 janvier. Enfin, le dispositif : « C'est pourquoi, considérant que si les prêtres doivent prêcher librement la vérité qu'ils ont apprise de Dieu, le prince, de son côté, a le devoir de défendre fidèlement et de mettre à efficace exécution la vérité qu'il tient des prêtres et que prouve l'Écriture ; après en avoir mûrement délibéré et traité diligemment avec plusieurs princes de notre sang et d'autres nobles et renommés personnages : Nous avons jugé, de notre science certaine, devoir admettre comme juste, raisonnable et conforme aux décrets des conciles généraux et des saints Pères, dans la forme que dessus, la supplique et requête desdits prélats et autres ecclésiastiques, ainsi que de notre procureur ; ratifions lesdites délibérations et conclusions ; estimons que lesdites églises et ecclésiastiques doivent être ramenés, sur les points susdits, à leur liberté ancienne et disposition de droit ; les y ramenons en ce qui dépend de nous, et voulons par les présentes qu'ils soient par nous, à l'avenir, maintenus et conservés dans ladite liberté. Mandons et ordonnons expressément à nos amés et féaux conseillers les gens tenant aujourd'hui et devant tenir à l'avenir notre cour de Parlement, à nos baillis, sénéchaux, juges, vicaires et autres justiciers ou officiers quelconques, qui sont ou seront établis dans nosdits royaume et Dauphiné, ou à leurs lieutenants, de faire publier, autant qu'il appartiendra à chacun d'eux, suivant les formes et coutumes usitées en pareil cas, toutes et chacune desdites choses, telles qu'elles ont été exposées ci-dessus, dans les cités, villes et principaux lieux desdits royaume et Dauphiné, de les faire observer inviolablement et intégralement par tous ceux qui y seront intéressés, et de protéger lesdites personnes ecclésiastiques contre tout empêchement et toute violence dans lesdites élections, postulations, présentations et collations suivant le mode et la forme énoncés plus haut, en punissant de manière exemplaire toutes les personnes qui iraient à l'encontre, de quelque état et condition qu'elles soient. Car nous voulons et ordonnons par les présentes qu'il en soit ainsi ».

LA QUESTION DES FINANCES

La seconde ordonnance, rédigée sur le même plan que celle que nous venons de voir, affecte le même esprit conservateur¹. Le roi y rappelle la législation des anciens conciles et constate que les derniers papes la transgressent ; il relève les effets désastreux des nouveaux errements et termine en renouant avec la tradition. Le préambule annonce déjà les mesures et à la fois leur justification : « Si doter et enrichir de nouvelles églises, ou augmenter les ressources des anciennes, est une œuvre d'éclatante charité, il est beaucoup plus louable encore de relever celles qui sont abattues et de porter une aide efficace à celles qui ploient sous les charges ». Or, qu'un grand nombre, ou plutôt toutes celles de France, se trouvent dans une situation lamentable, c'est ce dont les princes, le clergé et l'Université viennent récemment de se plaindre.

« Suivant la doctrine apostolique, le pape tient du Christ son pouvoir en vue d'édifier l'Église, non de la détruire ; il doit pratiquer la justice et prononcer ses arrêts suivant le droit. Il ne lui appartient pas d'imposer aux églises et aux fidèles, au gré de son bon plaisir, des exactions, des réquisitions et des mesures tyranniques. Le Seigneur lui a enjoint de paître et d'enseigner son troupeau, il ne lui a pas dit d'aspirer aux gains terrestres et de se complaire dans l'avarice. Aussi bien les statuts des conciles généraux que la piété des fondateurs exigent que les revenus des églises et bénéfices de toute sorte, même pendant leur vacance, servent à sustenter les ministres, à accroître l'éclat du culte divin, à nourrir les pauvres, à racheter les captifs, à réparer les édifices et leurs annexes, à assurer la culture et l'amélioration des terres et à faire face aux charges de tout genre incombant au bénéfice. A la mort des prélats, les biens qu'ils laissent doivent être réservés à leurs successeurs, pour être employés à l'utilité de l'Église », sauf dans les parties du royaume où un usage établi reconnaît aux ecclésiastiques le droit de tester. Toujours d'après les anciennes règles conciliaires, les prélats sont tenus de visiter chaque année leur territoire, pour y réprimer les abus, instruire les ignorants et exercer les fonctions de leur charge. Pour cela, ils ont licence de toucher, en nature ou en espèces, au gré de l'église visitée, ce que l'on nomme les procurations.

Tel est le droit, fondé sur les décrets des saints Pères. Or, que voyons-nous, cependant ? « Des collecteurs ou officiers des Pontifes romains, surtout du pape actuel, écrasent, depuis quelques années, les églises et ecclésiastiques desdits royaume et Dauphiné sous le poids de charges

(1) Texte dans MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1545 ; de même, dans P. DUPUY, *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. II, p. 11.

et servitudes multiples et insupportables ». Ils s'en prennent surtout à ce que l'on appelle les dépouilles des morts, c'est-à-dire les biens laissés par les prélats et autres bénéficiers décédés ; ils mettent la main sur les fruits du temps de vacance, lèvent des taxes et prétendent faire rentrer des créances remontant jusqu'à des temps oubliés. Sous menace de censures, ils exigent qu'on leur paye l'annate, c'est-à-dire le revenu de la première année, dont la moitié, en ce qui concerne les principales dignités, va au collège des cardinaux¹. Il faut encore leur verser les « menus services », pour les familiers du pape. Ils font promettre tout cela par serment, et si l'on ne paye pas à temps, l'on est excommunié comme parjure. Les procurations dues aux prélats à l'occasion des visites, ils les taxent et les perçoivent, mais sans rien visiter ; et si des églises sont exemptes de procuration, ils lèvent sur elles ce qu'ils nomment l'« équivalent ». Sans préjudice des décimes et autres subsides qu'ils imposent à leur gré, sans consulter les prélats. Dans ces exactions, ils n'observent aucune règle, ne font preuve d'aucune miséricorde, ne tiennent compte d'aucune équité. Comme un prélat ne peut faire aucun acte d'administration avant d'avoir reçu ses bulles, et que les bulles ne sont délivrées qu'après versement de l'annate, il faut bien payer ce qui plaît au collecteur ; et un candidat, quels que soient ses mérites, s'il n'a pas d'argent, n'est jamais promu.

A cause de toutes ces charges et d'autres innombrables, beaucoup d'églises et de monastères, dans le royaume ou en Dauphiné, sont irréparablement ruinés ; les champs restent en friche ; on a vendu ou hypothéqué les immeubles, aliéné à vil prix les meubles précieux, les reliquaires, les ornements sacrés, les calices, les livres, coupé des bois qui n'auraient pas dû l'être ; les églises succombent sous le poids des dettes, elles ne peuvent plus entretenir les ministres de Dieu en nombre suffisant. Ceux qui leur restent attachés tombent sous le coup des censures pour ne pouvoir payer ce qu'ils ne doivent pas, mais qu'on veut leur extorquer ; plusieurs sont contraints de mendier ; « notre royaume, naguère si florissant en hommes de sciences, parmi lesquels se recrutaient les magistrats, en est aujourd'hui, ô douleur ! vidé à l'excès ». Le culte divin et les œuvres de charité, privés de leur aliment, cessent de toute part, l'intention des fondateurs n'est plus respectée, « le royaume est grandement appauvri d'argent et de ressources, chaque jour éclatent d'innombrables scandales, que l'on peut à peine raconter ».

« Ces abus s'étaient à la vue de tous, ils sont manifestes, ils vont

(1) D'où le nom, qui est plus habituellement donné à cet impôt, quand il s'agit d'évêques et d'abbés, de « commun service » ; voir plus haut, p. 262.

directement contre la fin pour laquelle le pouvoir papal est établi ». Mainte fois le pape actuel et ses prédécesseurs ont été requis d'y porter remède et de convoquer pour cela le concile général. En vain : ils se sont maintenus sans qu'on fît rien pour les déraciner ; jusqu'au jour où, récemment, « un arrêt de notre cour de Parlement a ordonné qu'ils cessassent, jusqu'à ce qu'il en soit, par ladite cour, autrement décidé ». Or, « pour donner à cette mesure un effet perpétuel, plus large et plus plein, notre procureur royal, au concile des prélats et clergé desdits royaume et Dauphiné célébré à Paris... a proposé et requis que l'on ordonnât et fît de telle sorte que les exactions et oppressions dessus dites cessassent complètement et tout à fait. Sur quoi les prélats et autres ecclésiastiques, après mûres discussions plusieurs fois réitérées, ont semblablement délibéré et conclu que... telles oppressions et usurpations, selon Dieu et selon la conscience, ne pouvaient commodément ni ne devaient plus être tolérées. Ils nous ont donc très humblement supplié de daigner, pour la gloire de Dieu, l'utilité publique, la conservation des libertés desdites églises du royaume et Dauphiné, y porter remède opportun, efficace et perpétuel ».

Et c'est ce que Charles VI entend faire par les présentes. Dans les arguments par lesquels il justifie son intervention, nous reconnaissons l'écho des discours de Pierre Le Roy et de Jouvenel. « Considérant que le pouvoir royal, d'après la disposition divine, doit tendre à la stabilité de l'Église, et que le royaume céleste tire avantage du royaume terrestre quand par la rigueur des princes sont terrassés ceux qui détruisent l'Église ; bien plus, que les saints canons enseignent de recourir aux rois quand les coupables sont de grands dignitaires de l'Église et que les saints docteurs conseillent de refuser l'obéissance même au pape pour les choses où l'état de l'Église recevrait un trouble notoire. Reconnaisant, comme nous le devons, que nous-même somme tenu spécialement de défendre l'Église en vertu de notre serment et que nous rendrons à ce sujet des comptes au Christ. Instruit par l'exemple de nos ancêtres, qui, animés du zèle de la foi et d'une pieuse dévotion, après avoir comblé les très saintes églises et gens d'icelles d'immenses faveurs et privilèges, avoir construit leurs édifices et relevé leurs ruines, ont tenu à cœur de les défendre contre toute oppression et empiétement : Nous, qui nous glorifions d'être de même leur vigilant protecteur et champion, toutes les choses que dessus dûment méditées et préalablement délibérées avec les princes de notre sang royal et autres puissants personnages, ainsi qu'avec beaucoup d'hommes prudents et notables de notre royaume qui nous assistent dans notre conseil, ne pouvant fermer plus longtemps les yeux sur une si grave et si manifeste défiguration et destruction des églises

de nosdits royaume et Dauphiné ni sur la désolation des ecclésiastiques, avons ordonné et par les présentes ordonnons que toutes les exactions et oppressions dessus dites et chacune d'elles doivent cesser et cesseront dans nosdits royaume et Dauphiné ; que les mesures prises et prononcées à ce sujet par ledit arrêt de notre cour de Parlement, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, seront tenues à perpétuité dans lesdits royaume et Dauphiné et inviolablement observées. Avons ordonné que les présentes lettres... etc. »

PLACE DES ORDONNANCES
DANS L'HISTOIRE DU GALLICANISME

Les ordonnances du 18 février
1407 peuvent être considérées
comme l'acte de naissance offi-

ciel du Gallicanisme. Il y a loin entre l'attitude d'un Charles VI et celle d'un saint Louis, n'hésitant pas à adresser au pape Innocent IV les plus sévères réprimandes pour la façon dont il traite les églises, mais ne se jugeant pas autorisé à faire cesser lui-même les abus qu'il stigmatise¹. L'on ne peut, non plus, comparer ces ordonnances à l'interdiction de Philippe le Bel de laisser partir vers Rome l'argent du royaume : coup de force, riposte au refus pontifical d'autoriser les subsides du clergé, cet acte d'hostilité n'avait aucune prétention à la pérennité, et surtout il ne cherchait pas sa justification dans le droit constitutionnel de l'Église. En 1407, le roi et le clergé s'unissent pour doter la France d'une réforme qu'ils veulent perpétuelle et ils le font au nom d'une doctrine canonique aussi nette que nouvelle, dont la pierre angulaire consiste en une notion rectifiée des « libertés gallicanes ». Désormais, l'arme existe qui permettra de s'opposer au pape, tout en affectant d'être aussi respectueux que lui, et même beaucoup plus, des saintes lois de l'Église. Aucun roi de France n'avait encore parlé comme Charles VI ; mais ses successeurs, Louis XIV lui-même, ne tiendront pas un langage différent : tous feront appel aux « anciennes libertés », au respect des saints canons, pour assigner des limites de plus en plus précises à l'exercice de la puissance romaine dans le royaume des fleurs de lys².

§ 2. — Déclaration de neutralité.

Pour la question qui nous occupe, les événements qui suivirent la décision du concile de 1406 ne présentent pas grand intérêt. Il est

(1) Voir plus haut, p. 64-67.

(2) Dans un intéressant article : *Qu'est-ce que les libertés de l'Église gallicane ?* (*Recherches de Science religieuse*, octobre 1933, p. 385-410) le P. J. LECLER a émis à ce propos des idées qui nous paraissent tout à fait justes.

cependant nécessaire de les rappeler en gros ¹, pour montrer comment la France, au lieu de s'en tenir, comme elle le voulait tout d'abord, à la restauration des anciennes libertés gallicanes, fut amenée, en fait, à proclamer sa neutralité.

MORT D'INNOCENT VII Les débats conciliaires s'étaient déroulés dans une atmosphère de lassitude et de désillusion. Ne croyant plus à l'efficacité des moyens réputés capables, naguère, de mettre fin au schisme, l'Église de France, repliée sur elle-même, s'était préoccupée de mettre de l'ordre dans ses propres affaires. Or, juste comme l'assemblée procédait au scrutin, une nouvelle inattendue vint réveiller tous les espoirs : « l'anti-pape » de Rome, Innocent VII, était « alé de vie à trespassement », et l'on disait que les « anti-cardinaux », avant de procéder à toute élection, allaient se mettre en rapport avec le roi de France. Cette nouvelle ne changea rien au vote ; comme les gens du roi avaient « ordené et conclu de dire les oppinions » sur les matières débattues ², le dépouillement fit connaître, à leur sujet, l'avis de la majorité : pas de soustraction totale, mais rétablissement des anciennes libertés. Ce résultat demeurait acquis. Néanmoins, la possibilité apparut d'obtenir autre chose et d'aboutir enfin à cette union si vivement souhaitée. Peut-être Benoît XIII tiendrait-il sa promesse d'abdiquer en cas de mort de l'« intrus » ; s'il refusait, le roi demanderait aux cardinaux des deux obédiences de s'assembler pour élire un pape unique. La confiance était telle qu'elle ne faiblit pas quand on apprit que les Romains avaient donné, sans plus attendre, un successeur à Innocent VII ; en même temps que l'élection de Grégoire XII, n'annonçait-on pas ses bonnes dispositions ? Il était prêt à se démettre du pontificat ³.

ACTIVITÉ DIPLOMATIQUE DE CHARLES VI Dès lors, toute l'activité des Français tend vers ce but : amener les deux rivaux à s'entendre pour faire cesser le schisme. Le roi leur dépêcha une ambassade d'une exceptionnelle solennité. Elle ne comptait pas moins de trente-six membres, représentant toutes les opinions : Simon de Cramaud, Jean Petit, Pierre Le Roy, Gilles des Champs y coudoyaient Ameilh du Breuil, Pierre d'Ailly et Guillaume Fillastre ; Gerson, l'homme pondéré par excellence, en

(1) Ces événements sont racontés tout au long par N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 476-616.

(2) Lettre de l'Université au duc d'Orléans, dans N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 477, note 1.

(3) Cf. N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 476-489.

faisait partie. L'assemblée du clergé, qui n'était pas encore dissoute, vota une demie décime pour la défrayer¹.

L'ambassade reçut des instructions très détaillées, datées du 13 mars. Si l'on ne mettait pas en doute la sincérité de Grégoire XII, l'expérience montrait assez qu'il convenait, à l'égard de Benoît XIII, de se montrer prudent. Aussi, dans le cas où ils le trouveraient opiniâtre à repousser la voie de cession, ou s'il paraissait ne chercher que des expédients pour gagner du temps, ou encore s'il se refusait à confirmer par bulle ses promesses verbales, les ambassadeurs devaient, après un délai de dix jours, lui déclarer que « le roy et l'Église de France et du Dauphiné sont departis de lui et s'en departent de tout, comme de homme precis de l'Église et schismatique pertinax... et luy signifieront cecy par vertu des lettres patentes qu'ils emportent ». Puis, incontinent, ils feraient savoir la chose à Paris pour que le roi remette en vigueur les ordonnances de soustraction de 1398². D'après les lettres patentes dont il est ici question, l'on voit que cette soustraction éventuelle était décidée de concert avec le concile, qui tenait toujours, à Paris, des assises intermittentes³.

A AVIGNON L'on n'avait pas tort de rester méfiant vis-à-vis du vieux manœuvrier qui avait démenti si souvent les espoirs fondés sur sa parole. Il ne marchandait pas les belles protestations, mais sans vouloir accepter de se lier à l'unique voie de cession : il fallait, disait-il, compter sur sa sollicitude, le laisser faire pour le mieux. Quand il s'agit d'obtenir des bulles, tous les efforts échouèrent. Cependant, les envoyés du roi ne jugèrent pas opportun de se prévaloir des lettres patentes qu'ils tenaient en réserve : Benoît XIII avait déjà conclu, le 21 avril, avec des mandataires de Grégoire XII, un accord aux termes duquel il se rencontrerait avec lui à Savone ; ils ne voulurent pas compromettre cette entrevue par une maladroite précipitation⁴.

(1) Cf. N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 499.

(2) Art. xv des instructions ; on trouvera le texte de celles-ci dans MARTÈNE et DURAND, *The-saurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1358 : « C'est l'instruction de ceulx qui sont ordonné à présent par le Roy et l'eglise de France et le Dauphiné pour pourchassier la paix et union de l'Eglise entre le pape Benedict et celui que l'on appelle Gregoire à Rome et leurs colleges ».

(3) Texte dans BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 502. ... *Sed si papa Benedict., quod prohibeat Deus, subterfugia quaesierit, viam vel vias alias cessioni praetulerit, negotium quovis modo retrahere ac protelare conatus fuerit, aut illo Romano, cujus litterae conventionis personalis nullam faciunt mentionem, in absentia locoque suo aut per procuratores cedere volente, confirmatâ sententiâ, extra conventionem personalem cedere, nullo pacto voluerit, ex nunc prout ex tunc, conformiter ad concilii Ecclesiae Regni nostri sententiam, et charissimarum filiarum nostrarum Universitatum Parisiensis, Aurelianensis et Andegavensis deliberationem, nisi ante finem decem dierum ab ejus summatione computandorum, de viâ cessionis sine ambiguitatibus petita constiterit, et ante finem aliorum decem dierum proxime succedentium, de circumstantiis ejusdem viae executionem respicientibus ambaxiatoribus praefatis satisfecerit, ab eo, velut a scismatico et ab Ecclesia praeciso recedimus...*

(4) Cf. N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 507-517.

A ROME L'ambassade poursuivait donc son voyage vers Rome, où elle se retrouva au complet le 16 juillet. Des envoyés de Benoît XIII y étaient déjà parvenus le 29 juin. Le choix de Savone avait été accepté par les négociateurs de Grégoire ; restait que lui-même le ratifiât. Or, il y répugnait fort : « la nécessité, non seulement de sortir de son obédience, mais de s'aventurer sur les terres du roi de France, et surtout dans un pays gouverné par Boucicaut, devait causer une vive appréhension à un pontife qui, en sa qualité de vénitien, tenait tout ce qui touchait à Gênes pour suspect et qui avait expressément refusé par avance d'accepter cette dernière ville comme lieu d'entrevue. Chose curieuse, loin de le rassurer, la vue des précautions multiples prises pour garantir sa sécurité à Savone ne fit qu'augmenter ses craintes. Il en exprima son déplaisir à Antoine Correr dès le premier moment, en parla de même à Thierry de Niehem, et ajouta, devant je ne sais quel autre de ses familiers, qu'entre gens de bonne foi un tel luxe de précautions était bien inutile ». Bref, après avoir hésité longtemps, être sorti de Rome et avoir gagné Sienne, il finit par refuser de venir à Savone. On négocia pour fixer un autre lieu de rendez-vous ; Benoît tenait qu'il fût sur le littoral, Grégoire le voulait au milieu des terres : ce qui amenait un irrévérencieux de l'époque à comparer « l'un à un animal aquatique, l'autre à un animal terrestre, auxquels la terre et l'eau font également peur. Mais ce n'étaient, ajoute-t-il, que terreurs affectées, attendu qu'ils eussent été aussi bien en sûreté et sur terre et sur mer »¹.

**BRUIT DE COLLUSION
ENTRE LES DEUX RIVAUX**

Déjà, peu après l'arrivée à Rome des émissaires avignonnais, au mois de juin, l'on avait parlé d'entente secrète entre les deux papes. Ces bruits prirent de plus en plus consistance. « Benoît XIII, disait-on, envoyait à Grégoire du bon vin et différents cadeaux. Il lui faisait même parvenir d'étranges conseils, si j'en crois le cardinal de Todi et le secrétaire Léonard d'Arezzo, celui, par exemple, d'emprisonner ses cardinaux, tandis qu'il ferait de même de son côté, après quoi quatre arbitres, choisis de part et d'autre, éliraient le nouveau pape qui ne pourrait être que l'un des deux pontifes rivaux Benoît XIII ou Grégoire XII »². Les beaux espoirs conçus en France au début de 1407 s'envolaient en fumée : il fallait renoncer à obtenir l'union de la bonne volonté des deux antagonistes.

(1) N. VALOIS, *loc. cit.*, p. 575.

(2) *Ibid.*, p. 576.

LA NEUTRALITÉ EST DÉCIDÉE Le 12 janvier 1408, le conseil du roi, auquel avait été convoqué plus de monde qu'à l'ordinaire, arrêta les termes d'une ordonnance qui fut enregistrée le 26 au Parlement. Elle fixait le délai extrême laissé aux deux papes pour finir le schisme : le 24 mai, fête de l'Ascension. Passé ce terme, la France prendrait le parti de la neutralité. « En cas que dedans le jour de la feste de l'Ascension de Nostre-Seigneur prochain venant n'aurons union en nostre mère sainte Eglise, et un seul vray et sans doute pape et pastour de l'Eglise universelle, nous, le clergé et autres gens de nostredit royaume et aussi de nostredit Dauphiné de Vienne, serons neutres, ne ferons, presterons, donnerons, ne souffrirons par aucuns de nos subgiés estre donnée, de lors en avant, aucune obeissance à l'un ne à l'autre d'iceux contendants qui siegue ou occupe ledit estat »¹.

RAISON DE CETTE ATTITUDE Jusque-là, il n'avait été question que de soustraction d'obédience, et cela se comprend, la France reconnaissant pour légitime un seul pape, celui d'Avignon. Pourquoi cette attitude nouvelle ? La raison en est très clairement indiquée dans une lettre destinée aux princes étrangers et préparée le même jour. Il importe que tous les pays adoptent une même ligne de conduite, à quelque obédience qu'ils appartiennent ; l'initiative de Charles VI est un exemple que les autres princes, espèrent-on, voudront bien suivre. « Pour nous, qui n'avons rien plus à cœur, après le salut de notre âme, que de voir à nouveau resplendir, de notre vivant, la face très sereine de la paix, nous pensons, d'après les considérations exposées ci-dessus et autres semblables, que le remède le plus efficace en ce moment pour guérir un mal si désespéré, c'est que le peuple chrétien ne prête désormais obédience à aucun des deux prétendants ni à ceux qui pourraient leur succéder. Faute d'aliment, en effet, cet infernal incendie s'éteindra de lui-même, avec l'aide de Dieu... Comme les princes et seigneurs des deux obédiences ne peuvent s'assembler assez promptement pour traiter en commun de cette neutralité, nous supplions que personne n'attribue à un sentiment de mépris que nous n'ayons pas attendu ou provoqué cette réunion ; que personne ne croie, non plus, que cette déclaration de neutralité ruine ou même affaiblisse les droits du parti que notre auguste père et nous-même avons soutenu jusqu'à présent par les raisons les plus plausibles. Car il ne s'agit pas, aujourd'hui, du droit de celui-ci ou de celui-là ; il s'agit, pour arriver à l'union, de renoncer à ses droits,

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 259.
Martin. — I. 22

vrais ou prétendus. Nous vous en prions donc tous, et chacun de vous en particulier, au nom du Christ, nous vous en conjurons par la compassion que vous inspirent les déchirements affreux de l'Église, son épouse immaculée, adoptez avec nous ce remède puissant et efficace, qui, nous l'espérons, avec l'aide de Dieu détruira cette peste »¹.

RÉPONSE DE BENOÎT XIII Des émissaires royaux allèrent communiquer à Benoît XIII la décision du Conseil. Au messenger chargé d'apporter sa réponse à Paris, Sanche Lopez, le pape confia deux documents : d'abord, une lettre close où il rappelait ses sentiments de tendresse à l'égard du roi et lui adressait d'affectueux reproches ; il y faisait allusion aux ordonnances rétablissant les libertés gallicanes, ordonnances non publiées encore, sans doute, mais dont on se prévalait pour entraver l'exercice de ses droits ; il s'y plaignait de la menace de neutralité : était-ce le langage d'un fils à son père ? Une telle idée ne pouvait provenir que de conseillers impies, qui jetaient le déshonneur sur la maison de France. Mais la fin de la lettre démentait cette attitude inoffensive et affligée. Si le roi, portait-elle en conclusion, ne cessait pas de se laisser induire en erreur et n'agissait pas de façon à pouvoir mériter de nouveau la bénédiction apostolique, il encourrait les peines prévues dans une autre lettre, qu'apportait le même messenger².

Il s'agissait d'une bulle préparée dès le 19 mai 1407, aussitôt que Benoît XIII avait connu la signature des ordonnances. Elle flétrissait les « fils d'iniquité » qui s'efforçaient, par des « moyens illicites et frauduleux », d'empêcher le pape de travailler à l'union, et, « sous couleur d'un zèle simulé », « au mépris des sanctions ecclésiastiques », « avec une audace téméraire », tâchaient de « déchirer la foi chrétienne ». Après avoir gardé trop longtemps le silence, le pape agissait enfin. Contre quiconque oserait entraver les négociations en cours, destinées à faire cesser le schisme, en appeler de lui-même ou de ses successeurs, ou lui retirer l'obéissance qu'il lui doit, contre tous ceux-là et chacun d'eux, qu'ils soient cardinaux, patriarches, archevêques, évêques, empereurs ou rois, il lançait l'excommunication. Si le coupable ne venait pas à résipiscence dans les vingt jours, les laïcs, « fussent-ils princes », verraient toutes leurs « terres, villes, cités et camps » tomber *ipso jure* sous le coup de l'interdit ecclésiastique, et leurs vassaux et sujets, relevés de leur serment de fidélité, ne leur devraient

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 257 ; même texte, avec quelques variantes de copiste, dans *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. IV, p. 18.

(2) Voir le texte de cette lettre dans DU BOULAY, *Historia Universitatis Parisiensis*, t. V, p. 152 ; elle est datée de Port-Vendre, le 13 des Calendes de mai, 14^e année du pontificat. Le *Religieux de Saint-Denys* en insère une analyse dans son récit, t. IV, p. 5.

plus aucune obéissance. Quant aux clercs, ils seraient déchus de tous leurs bénéfices ou dignités¹.

PROCLAMATION DU 25 MAI 1408 Ces menaces firent scandale. On lacéra la bulle², et le lendemain de l'Ascension, 25 mai 1408, des lettres patentes de Charles VI publièrent la neutralité : quiconque obéirait à l'un ou à l'autre « des deux contendants » ou à leurs successeurs, « jusqu'à ce qu'il y ait un seul vrai et sans doute pape et pasteur de l'Eglise universelle, comme dit est », serait puni « en corps ou en biens ou autrement, selon l'exigence des cas, et tellement que nostre honneur y soit gardé et que tous autres y preignent exemple »³.

PUBLICATION DES ORDONNANCES Que devenaient, pendant ce temps, les ordonnances du 18 février 1407, rétablissant les libertés gallicanes ? Au moment où elles furent scellées, l'ambassade destinée aux deux papes se disposait à prendre le chemin d'Avignon. Ses instructions la chargeaient de traiter avec Benoît XIII la question des libertés. L'article XXIV porte, en effet : « Item, parleront lesdits messagés des libertez de l'Eglise de France, tant au regard des élections et collation des benefices comme des finances et autres choses »⁴. Plutôt que de régler unilatéralement ces points de discipline ecclésiastique, ne serait-il pas bien préférable d'arriver au même résultat d'accord avec le saint Père ? L'Université et les partisans des mesures radicales ne le pensaient pas ; mais certains éléments de la minorité conciliaire, ayant à leur tête Guy de Roy, archevêque de Reims, multiplièrent dans ce sens les démarches auprès de Charles VI. Ils auraient même voulu qu'on ne scellât point les ordonnances, remontrant qu'elles « jetaient la honte sur notre saint Père Benoît », qu'elles « confondaient et deshonorait ses adhérents », qu'elles « portaient atteinte à la plénitude de juridiction du vicaire de Jésus-Christ », qu'elles « allaient contre le droit et la tradition », etc. Ils n'arrivèrent pas entièrement à leurs fins ; mais, appuyés par le duc d'Orléans, toujours favorable à Benoît XIII, ils obtinrent que l'on réservât ces lettres, et qu'on n'en délivrât aucune copie à qui voudrait les faire exécuter⁵.

(1) Texte dans Du BOULAY, *loc. cit.*, p. 143 ; la bulle est datée de Saint-Victor de Marseille, le 14 des Cal. de juin, 13^e année du pontificat.

(2) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. IV, p. 8.

(3) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 261.

(4) MARTÈNE et DURAND, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, col. 1362.

(5) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. III, p. 484. Le chroniqueur ajoute que ces délais étaient très impatiemment supportés par l'Université et ses tenants. De part et d'autre on s'injurait, même en vers : *Ab hinc omnes sunt indignacionis stimulo agitati, et a nonnullis latens odium sic*

Elles demeurèrent donc dans les cartons du Conseil pendant près d'un an. Quand l'Université connut l'enregistrement des patentes de janvier 1408, annonçant la neutralité pour la fête de l'Ascension si le schisme durait encore à cette date, elle se sentit plus forte et redemanda les ordonnances pour les faire mettre en vigueur. Elle obtint qu'elles fussent confiées à la garde du grand Maître d'Hôtel, Jean de Montaigu, qui jura et fit « très grans seremens » de les remettre à la dite Université et aux prélats « le jour des Brandons », c'est-à-dire le dimanche après Carnaval, 4 mars 1408¹.

Ainsi fut fait. Mais alors les pourparlers entre Benoît XIII et Grégoire XII traversaient une phase un peu moins alarmante et l'on se reprenait, momentanément, à espérer. Le Conseil jugea inopportun de frapper un coup qui ne manquerait pas d'avoir de fâcheuses répercussions sur les dispositions de l'Avignonnais. Il fit décider par le roi que l'on attendrait encore jusqu'à l'Ascension².

L'arrivée de la bulle comminatoire de Benoît XIII précipita le dénouement. La publication des ordonnances fut la première riposte. Un mandement du 14 mai enjoignit au Parlement et au prévôt de Paris d'y procéder sans retard, comme à chose « moult proufitable à l'avancement de l'union de la Sainte Eglise ». Elles furent en effet publiées le lendemain et enregistrées au livre des Ordonnances. Ainsi, « le roy volait que les eglises de son royaume usassent et joissent de leurs droiz, franchises et libertez, accoustumées d'ancienneté et qui sont de droit »³. Dix jours plus tard, la neutralité était officiellement proclamée. Ces mesures peuvent donc paraître ne faire qu'un tout. Si l'on veut bien y regarder de près, cependant, l'on verra qu'elles résultent de préoccupations très distinctes et n'ont entre elles guère plus qu'un synchronisme.

indecenter erupit, ut absque erubescencie velo invectivis satiricis mutuo se impingentes conviciis et rithmicis disceptacionibus jamam eciam majorum et qui ceteris auctoritate precellebant publice denigrarent.

(1) Lettre du duc de Berry à Benoît XIII, du mois de mars 1408, publiée par N. VALOIS, *op. cit.*, t. III, p. 600, note 1.

(2) *Ibid.* « ... Tentevoies monseigneur de Guienne, beau neveu de Secille, beau neveu de Bourgoigne, beau neveu de Bretagne et moy, et aussi la plus grant et saine partie du Conseil de monseigneur le Roy, ont esté tous d'opinion que la ditte lettre n'avra aucun effect, et que à ycelle ne sera aucunement obey ne obtemperé jusques à l'Ascencion prochain venant, et en a mon dit seigneur fait faire une au contraire et ycelle a fait publier en Parlement et en ses autres cours de ce royaume par laquelle mon dit seigneur vult et ordonne que à la ditte lettre ne soit aucunement obey, et que elle soit de nul effect et valleur jusques au dit jour de l'Ascension, comme vous pourrez veoir, s'il vous plaist, par la ditte lettre, laquelle je vous envoie avecques ces presentes ».

(3) *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 230.

CHAPITRE V

COMMENT EXPLIQUER LA DÉCISION DE L'ÉGLISE GALLICANE

AUDACE DES DÉCISIONS DE 1406 Nous verrons plus loin¹ la fortune des libertés ainsi rétablies. Mais il nous semble qu'avant de clore le présent livre, une question doit être posée. Comment le clergé de France en est-il venu à l'indépendance dont il fait preuve à l'égard de Benoît XIII ? Nous n'entendons pas parler ici des mesures toutes temporaires concernant les absolutions, les instances judiciaires, etc., prises en 1398 pour le temps de la soustraction et en 1408 pour celui de la neutralité² : aux yeux de leurs auteurs, elles se légitimaient par des raisons de force majeure, qui n'ont rien à voir avec le Gallicanisme. Mais il reste ceci : tout en prétendant demeurer soumis à l'autorité du pape, tout en laissant au pape l'exercice de sa juridiction spirituelle, le clergé de France a fixé au pouvoir papal sur les biens ecclésiastiques des limites très précises, alors qu'au contraire les progrès du droit canonique, admis généralement dans l'Église d'Occident, donnaient à ce pouvoir un caractère à peu près discrétionnaire. En d'autres termes, le clergé de France n'a pas craint, en 1406, de s'inscrire en faux contre la législation décrétalienne en vigueur depuis plus d'un siècle. Certains prélats sentirent parfaitement la gravité de cette hardiesse. Au concile de 1398, l'évêque de Saint-Pons, Pierre Ravat, expose en termes très nets les conceptions du droit que l'on peut dire classique ; il les met au-dessus des atteintes légitimes d'une Église nationale ; on ne peut y contredire sans révolte³. En pleine assemblée de 1406, Ameilh du Breuil, archevêque de Tours, pousse cette exclamation indignée : « Ma raison s'enfuit, les droits ont horreur, toute la nature s'en merveille. Ce est contre droit civil, contre droit canon, contre droit naturel, contre droit divin »⁴. En 1407, l'archevêque de Reims, Guy de

(1) T. II, liv. V.

(2) Pour 1398, voir ci-dessus, p. 291 ; pour 1408, N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. IV, p. 31.

(3) BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 5-13, 49-56.

(4) *Ibid.*, p. 142.

Roy, et ses amis n'attaquent pas seulement les ordonnances de février au nom de l'opportunité : ils les flétrissent comme anti-juridiques ; elles s'opposent, disent-ils, à la plénitude de juridiction que la société chrétienne reconnaît au vicaire de Jésus-Christ, elles sapent l'autorité de « ceux à qui il appartient de créer le droit dans la sainte Église de Dieu »¹. Ces objurgations n'obtinrent aucun effet. Nous nous sommes efforcé, plus haut, de montrer les conditions historiques qui expliquent l'union du roi et du clergé². On peut y voir ce que des scolastiques appelleraient la « cause éloignée » des événements qui nous occupent. C'est leur « cause prochaine » qui reste à dégager.

§ 1. — Rôle de l'université de Paris.

IMPORTANCE DE L'UNIVERSITÉ Quel est le protagoniste du mouvement révolutionnaire ? Sans contredit possible, l'université de Paris. Constamment sur la brèche, elle talonne le roi, le Conseil, le Parlement ; dans les assemblées, dont elle est, du reste, presque toujours l'instigatrice, elle soutient l'accusation contre Benoît XIII. Rien ne se fait qu'à ses instances, et si elle n'obtient pas tout ce qu'elle demande, au moins toute mesure anti-papale est pour elle une victoire. Mais quand on parle de l'université de Paris il ne faut pas entendre seulement les professeurs en exercice et les élèves en cours d'études. On ne cesse pas de lui appartenir pour la raison qu'on a soutenu ses thèses, que l'on quitte sa chaire pour un évêché ou une abbaye. Le serment qu'on lui a prêté le jour de la promotion aux grades crée des liens infrangibles ; pour tous, elle reste « ma mère » et il faut sentir tout le respect, toute la vénération que ses anciens élèves mettent dans ce vocable. Pour les grandes circonstances, c'est par centaines que ses membres se réunissent : grands prélats, magistrats, clercs séculiers, moines, religieux mendiants. Simon de Cramaud fait d'elle ce magnifique éloge : « Quant est de moy, j'ai esté au Conseil des papes, des rois, des ducs et des princes, et spécialement Monseigneur de Berry, qui cy est, et ay esté son chancelier par l'espace de dix ans ; mais je ne fus oncques en lieu où je trouvasse meilleure ne plus saine conclusion que j'ay fait en l'université de Paris bien assemblée. Et ce n'est pas cose de quoy l'en se doibt émerveiller ; car quand ils sont bien assemblés, ils se trouvent plus de mille maîtres et docteurs »³. Même ceux qui ne lui appartiennent pas n'en parlent qu'avec la plus grande révérence :

(1) *Chronique du Religieux de Saint-Denys*, t. III, p. 486.

(2) Livre I, chap. II.

(3) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 123.

« Ma très-belle dame l'Université, dit Guillaume Fillastre, je ne l'appelle pas ma mère, car je ne suis pas digne d'être son fils ; mais je me répute serviteur d'elle »¹. La moitié des gens d'Eglise est formée par elle ; parmi les autres, elle jouit d'un prestige incontestable. C'est donc en la regardant que l'on a le plus de chance de trouver des éléments d'explication à l'attitude du clergé.

L'UNIVERSITÉ ET LE SCHISME

Constatons d'abord que l'université de Paris était la première à souffrir du schisme, et elle en souffrait dans ce qui lui tenait le plus à cœur : son rayonnement, son prestige. Jusqu'à la fin du pontificat de Grégoire XI, le dernier pape incontesté, elle était la grande institutrice de l'Europe, la dispensatrice de la science en Occident. De tous les pays, l'on accourait au pied de ses chaires. Il n'en fut plus de même quand la France eut pris le parti de Clément VII. Non seulement le recrutement de sa clientèle se raréfia, mais plusieurs de ses maîtres les plus réputés la quittèrent ; quelques-uns s'en furent prêter leur concours à de jeunes rivales, fondées juste à cette occasion comme Cologne ou Heidelberg ; d'autres allèrent enseigner à Prague, à Vienne surtout. Le célèbre Henri de Langenstein, après avoir abandonné Paris pour Vienne, pouvait écrire avec raison que l'enseignement s'évanouissait sur les bords de la Seine : « le soleil de la sagesse y subit une éclipse »². L'on comprend que l'université de Paris ait poursuivi l'union avec acharnement, par tous les moyens, et qu'elle se soit faite la propagandiste de cette idée qu'il fallait appauvrir le pape d'Avignon pour l'obliger à céder.

Mais si cette considération peut expliquer la première attitude du clergé, celle de 1398, où le retrait des provisions bénéficiales et l'interdiction des taxes apostoliques apparaissent comme un moyen de faire cesser le schisme, elle s'avère insuffisante quand ces deux mesures prennent l'aspect d'une réforme définitive et indépendante du dualisme papal. Il convient donc de chercher autre chose, sans toutefois sortir de l'Université.

LE MOUVEMENT DES IDÉES AU XIV^e SIÈCLE

Si l'on veut comprendre la hardiesse du clergé de 1406, il faut tenir compte, en premier lieu, de la fermentation qu'ont subie les idées au cours du XIV^e siècle. Les démêlés de Boniface VIII avec Philippe le Bel n'avaient pas été sans faire réfléchir les hommes d'étude. Théologiens et canonistes se demandèrent jus-

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 125.

(2) N. VALOIS, *op. cit.*, t. I, p. 366-368.

qu'où s'étendaient, en réalité, les pouvoirs du pape, que Boniface tenait pour quasiment illimités. Ils n'envisagèrent pas simplement les rapports entre les deux puissances, spirituelle et temporelle, mais aussi la place du pape dans le droit constitutionnel de l'Église. Quelques-uns, ennemis des extrêmes, surent nuancer leur pensée et, tout en demeurant respectueux de la puissance papale, ne point la confondre avec un arbitraire effréné. Ils connurent le succès ; les esprits mesurés les suivirent par tendance, et les adversaires du pouvoir papal se prévalurent d'autant mieux des restrictions qu'ils trouvaient dans leurs écrits qu'elles émanaient d'autorités moins suspectes de passion.

JEAN DE PARIS Parmi les théologiens, le célèbre Jean de Paris, qui acheva son traité *De potestate regia et papali*¹ vers la fin de 1302, eut l'occasion d'y toucher à la question des droits du pape sur les biens ecclésiastiques. Il s'exprime ainsi : « Le pape n'en est pas le seul maître, bien plus, il n'en est pas le maître ; il en est seulement le dispensateur général ; l'évêque et l'abbé en sont les dispensateurs immédiats... D'où il résulte à l'évidence que le pape ne peut pas s'approprier une partie des biens d'Église ou les détourner de leur destination, et [l'on ne peut dire] que tout ce qu'il ordonne à leur sujet ait valeur de droit²... Ainsi, dans le cas où le pape s'emparerait des biens d'Église ou les dépenserait injustement, c'est-à-dire dans un autre but que le bien commun, auquel il doit pourvoir en sa qualité de souverain évêque, on pourrait le déposer s'il ne se corrigeait pas après admonestation³... Il n'a pas le droit, contrairement à la volonté expresse de Dieu et pour son bon plaisir, d'enlever à quelqu'un, à moins qu'il ne soit manifestement coupable, l'administration que celui-ci détient suivant les règles »⁴. Mais qu'entendre par cette « administration », sinon la nomination aux charges et l'emploi des revenus ?

Plus loin, il en arrive aux abus dont le pape se rendrait éventuellement coupable. Il commence par se demander s'il peut légitimement en traiter, si ce n'est pas, comme disent certains, « porter la main

(1) Imprimé dans GOLDAST, *Monarchia S. Romani Imperii*, t. II, p. 108-147. Cf. J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, p. 148-150, 280-300.

(2) *Ex quo etiam patet quod Papa non potest ad libitum detrahare seu distrahere bona ecclesiarum, ita quod quicquid ordinet de ipsis teneat*. P. 115.

(3) *Ita si appareret quod Papa bona ecclesiarum infideliter distraheret seu detraheret, scilicet non ad bonum commune, cui superintendere tenetur, cum sit summus episcopus, deponi posset, si admonitus non corrigeretur*. P. 115.

(4) *Contra Dei voluntatem expressam non potest Papa de jure pro libito, non interveniente culpa manifesta, auferre jus administrationis quod quis debite et rite recepit et habet. Haec ergo potestas est quam habet papa in bonis ecclesiasticis*. P. 115.

sur la montagne » et « élever la tête jusqu'au ciel »¹. Après de subtiles explications, il conclut que la vérité a ses droits et que personne ne peut être condamné à ne point voir clair. Il ne reculera donc pas devant cette matière délicate ; et comme exemple d'abus, il choisit notamment celui-ci : si le pape donne les prébendes pour des motifs d'intérêt personnel, et non point en vue du bien général. Sans doute il convient, dit-il, d'interpréter ses actes dans le sens le plus favorable et de ne point le réputer coupable à la légère. Mais si vraiment « il prive les églises de leurs droits, disperse le troupeau du Seigneur, scandalise la communauté », alors chacun peut juger sa conduite, lui donner des avis, lui faire des reproches, sans toutefois aller jusqu'à des sanctions pénales. Pourtant, il faut envisager le pire : si le pape commet de telles outrances qu'il y ait péril de troubles publics, s'il « abuse du glaive spirituel au point d'exciter des soulèvements populaires », que faire ? Dans ce cas, s'il n'y a pas d'espoir de le ramener autrement, « je pense que l'Église doit lui résister..., et le prince se servira de son glaive à lui pour repousser celui du pape : avec mesure, cependant ; en l'occurrence, ce ne sera point contre le pape qu'il agira, mais contre son ennemi et l'ennemi de l'État »².

Évidemment, Jean de Paris se tient dans le domaine de la spéculation ; mais de tels principes, malgré leur forme modérée, pouvaient conduire loin : tout se ramenait, dans la pratique, à une appréciation de cas d'espèce. Or Jean de Paris a toujours été tenu pour une des lumières de la théologie parisienne, pour un des maîtres sur le nom de qui l'on jurait. L'on ne peut guère douter que ses conceptions sur le pouvoir du pape n'aient été en honneur dans l'Université du xiv^e siècle³.

LE CARDINAL LE MOINE Parmi les autorités dont se recommandaient les canonistes, il faut faire une bonne place au cardinal Jean Le Moine⁴. L'université de Paris, du reste, lui devait beaucoup. Non seulement il avait donné des statuts aux collèges de Sorbonne et de Navarre, mais il avait fondé lui-même le fameux collège portant son nom. Sa glose du *Sexte* était classique :

(1) *Nunc vero inquirendum videtur si sit reprehensibile judicare de factis Papae : et quod aliqui dicunt quod est tangere montem et ponere os in coelum.* P. 141.

(2) *Si tamen periculum Reipublicae sit in mora, quia scilicet trahitur populus ad malam opinionem, et est periculum de rebellionem, et Papa commoveat populum indebite per abusum gladii spiritualis : ubi etiam non speratur quod desistat aliter, puto quod in hoc casu Ecclesia contra Papam debet moveri et agere in ipsum ; princeps vero violentiam gladii Papae posset repellere per gladium suum, cum moderamine : nec in hoc ageret contra Papam, sed contra hostem suum et hostem reipublice... Hoc enim agere non est contra Ecclesiam agere, sed pro Ecclesia.* P. 143.

(3) Cf. J. RIVIÈRE, *Le problème de l'Église et de l'État au temps de Philippe le Bel*, passim (à la table détaillée, v^o J. de Paris).

(4) Cf. *Histoire littéraire de la France*, t. XXVII, p. 201-224.

la « glose d'or », disait-on. Mais il avait également commenté des décrétales éparses de Boniface VIII, qui trouvèrent place, plus tard, dans la collection des *Extravagantes communes*. Une de ces décrétales, en apparence bien anodine, puisqu'elle concernait une affaire de citation judiciaire, avait fourni à Jean Le Moine l'occasion de dire son mot sur les pouvoirs du pape¹. Or, voici sa thèse. Le pape, dit-on, est au-dessus du droit : c'est vrai, mais il convient de s'entendre sur le sens de cette expression. Le pape, et lui seul, peut faire prévaloir sur le droit écrit sa conception de l'équité ; il peut donc dispenser de la loi, ce que ses inférieurs ne sauraient faire. Mais à la condition que la raison l'exige, c'est-à-dire qu'il y ait nécessité pour l'Église ou évidente utilité. Le pape ne pourrait toucher à la loi dans le but de « remplir la bourse » de celui qu'il favorise. Autrement ce ne serait pas une *dispensatio*, mais une *dissipatio*. Le pouvoir du pape, en effet, par rapport à la loi, est un pouvoir d'explication, de direction : il consiste à autoriser la violation de la lettre quand l'esprit d'équité, qui l'inspire lui-même, aurait également inspiré le législateur, s'il avait connu à temps le cas qui se présente après coup².

On le voit : nous sommes loin d'un pouvoir absolu du pape sur la loi préexistante. Aussi bien, ce que veut surtout Jean Le Moine, c'est une garantie contre l'arbitraire, une assurance contre la tyrannie. « Il y a, dit-il à la fin de sa glose, deux sortes de domination, l'une despotique, l'autre politique. La première est celle du maître sur son esclave ; elle exclut la résistance. La seconde s'exerce sur des hommes libres, qui ont le droit de résister sur certains points. Et telle est la domination de l'Église sur ses sujets ; car il n'est pas vraisemblable que le pouvoir de l'Église soit despotique : nous ne sommes pas les fils de la servante, mais de la femme libre, [libres nous-mêmes] de la liberté que le Christ nous a conquise »³.

Pierre Le Roy, l'ancien professeur de la Faculté de Décret, ne manquera pas de rappeler ce texte, en 1406 ; il en fera sonner la finale.

(1) C. *Rem non novam*, dans *Extrav. com.*, l. II, tit. III, *de dolo et contumacia*, cap. unic.

(2) *Ad primum arg. in oppositum dic quod papa est supra jus in hoc quod ipse solus potest aequitatem non scriptam ex sui interpretatione praeferre juri scripto... Si supra jus dispensat, hoc debet esse cum ratio postulat... utpote propter urgentem necessitatem vel evidentem utilitatem Ecclesiae... non propter bursae repletionem illius cui providit... Nam princeps est numerus explicans, hoc est director, ut statuat vel dispenset contra jus aut contra scriptum si aequitas, quae movet ipsum, movisset legislatorem si casus nunc emergens esset sibi expositus.* Édition glosée du *Corpus juris canonici*, Lyon, 1584, t. III, col. 222.

(3) *Ad quartum dicendum est quod secundum Philosophum in I Politi. duplex est principatus, despoticus et politicus. Primus est domini ad servum, qui non habet jus resistendi, eo quod servus est domini totaliter secundum quod huiusmodi. Secundus est principatus liberorum, qui habent jus in aliquo resistendi, et talis est principatus Ecclesiae circa subditos : non enim verisimile quod principatus Ecclesiae sit despoticus. Non enim sumus ancillae filii, sed liberae, qua libertate Christus nos liberavit (allusion aux deux fils d'Abraham, Ismaël, né d'Agar l'esclave, et Isaac, issu de Sarah, l'épouse légitime). Ibid., col. 224.*

Contre « le chief qui veut tout haper », il citera « Jean Le Moine, qui glosa le Sexte » ; il « fut cardinal », mais cela ne l'empêche pas de dire « trop bien, en l'Extravagante *rem non novam*, que nous ne sommes pas comme sont les serfs à l'égard de leurs seigneurs. Pourquoi ? *Quia liberi sumus* »¹. Il aura garde d'omettre la théorie du cardinal sur le pouvoir du pape vis-à-vis de la loi. « L'en me arguera que le pape n'est pas lié de ses loix. Je te respons que quoy qu'il ne soit pas lié *quoad vim coactivam*, il est bien lié *quantum ad vim obligativam et observativam*... Ainsi le note Jehan le Moyne, sur l'Extravagante *rem non novam* »². Quant à l'autorité de Le Moine, en général, parmi les canonistes du xiv^e siècle, elle ressort assez du fait que non seulement Pierre Le Roy, mais aussi Cramaud se montrent nourris de ses doctrines³.

OCCAM Mais une autre influence, à la fois, peut-être, plus profonde et plus vague, s'était exercée sur les universitaires parisiens, celle de Guillaume d'Occam. Nous aurons l'occasion d'y insister plus loin, à propos de la suprématie conciliaire ; mais nous ne pouvons nous dispenser d'en dire un mot déjà ici⁴. A cette influence, peu de gens avaient échappé, quoique beaucoup, sans doute, l'eussent subie à leur insu. Le plus important des traités occamistes sur la constitution de l'Église, le *Dialogus*⁵, que le célèbre franciscain anglais écrivait aux environs de 1340, alors que, réfugié à la cour de Louis de Bavière, il soutenait la cause de l'empereur contre la papauté, connut certainement à Paris une assez grosse fortune. Certains passages des thèses que Pierre d'Ailly soutint devant la Faculté de théologie, pour obtenir son titre de docteur, en 1381, en sont tirées presque mot pour mot⁶. En plein concile de 1398, Gilles des Champs se recommande du *Dialogue*⁷. Or, qu'y disait Occam ? Que l'Église se compose de tous les fidèles, que c'est comme telle qu'elle a reçu les promesses du Christ ; le pape, les cardinaux, le clergé, n'en sont

(1) BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 172 (le texte porte « Jean le Moine, qui glosa le scisme », ce qui est inintelligible et provient d'une erreur de scribe).

(2) *Ibid.*, p. 169.

(3) Cf. *ibid.*, p. 24, 123.

(4) Voir t. II, liv. IV, chap. II.

(5) Texte dans GOLDBAST, *Monarchia S. Romani Imperii*, t. II, p. 399-957.

(6) *Utrum Petri Ecclesia lege reguletur*, thèse de « vespérius », dans *J. Gersonii opera*, éd. d'ELLIES DU PIN, t. I, col. 662-671 ; *Utrum Petri Ecclesia rege gubernetur, lege reguletur, fide confirmetur, jure dominetur*, thèse de *resumpta*, *ibid.* col. 672-693. Cf. L. SALEMBIER, dans *Diction. d'hist. et de géogr. ecclés.*, t. I, col. 1154. Voir le relevé de quelques lieux parallèles dans J. HALLER, *Papatum und Kirchenreform*, p. 342, notes 6 et 7. P. d'Ailly cite déjà le *Dialogue* d'Occam dans un petit traité de l'année précédente, *Utrum indoctus in jure divino possit juste processu*, dans *Gersonii opera*, t. I, col. 650, 653.

(7) *Quia papa et membra sunt unum corpus et papa caput. Si ergo papa est extra Ecclesiam, non est plus papa sed perdit papatum ipso jure, nec requiritur declaratio, et hoc tenet Okam in Dialogo*. BOURGEOIS DU CHASTENET, *loc. cit.*, p. 42.

qu'une partie, ils peuvent errer, tomber dans l'hérésie, et même le concile général tel qu'on le conçoit d'ordinaire. La vraie foi, et la charité qui caractérise le fidèle, peuvent n'exister plus que chez quelques laïcs, chez une pauvre femme, chez un enfant : dans ce cas, représentant seuls l'Église universelle, ce sont eux les dépositaires des promesses divines, eux qui jouissent de l'infaillibilité. Les laïcs peuvent donc prendre l'initiative de convoquer le concile qui jugera le pape ; mais ce concile, pour parler au nom de l'Église, devra comprendre des laïcs aussi bien que des clercs¹. Dans cet énorme traité, Occam agite les questions les plus variées et il n'est pas toujours facile de voir, dans l'exposé qu'il fait des opinions diverses, à quelle solution il se rallie. Mais au moins y discerne-t-on nettement que, pour l'auteur, le pape est loin d'être tout-puissant, qu'il n'a, somme toute, qu'un pouvoir beaucoup plus restreint que certains théologiens ne l'ont déduit de leurs méditations mystiques sur des textes scripturaires.

Cependant l'influence d'Occam s'est exercée beaucoup moins, dans le milieu de l'Université, par ses idées sur la constitution de l'Église que par l'esprit même qui inspire toute son œuvre. On sait quelles batailles acharnées se livrèrent à Paris, pendant le xiv^e et le xv^e siècle, autour de sa théorie de la connaissance². Partisans et ennemis en gardèrent quelque chose : le goût de la critique, un certain scepticisme qui déteint sur tout, une tournure d'esprit rationaliste qui incline à examiner soi-même, et à réviser au besoin, les conceptions admises. Grâce à Occam, le clergé formé par l'Université n'a même plus l'idée, vers 1400, de se demander, comme le faisait Jean de Paris en 1302, s'il n'y a pas de sacrilège à « toucher la montagne » et à « élever la tête jusqu'au ciel »³.

§ 2. — L'influence anglaise.

Qu'à l'irritation violente contre les pratiques bénéficiales et fiscales de la papauté d'Avignon vienne s'ajouter l'appel d'un exemple tout proche, qu'il suffise d'imiter pour faire cesser les abus, alors les dispositions que nous venons de constater auront grand'chance d'inspirer des décisions hardies. Et, précisément, cet exemple existait. A propos

(1) Pour toutes ces propositions, voir les références exactes au *Dialogue* dans O. v. GIERKE, *Les théories politiques du Moyen Age*, trad. J. de Pange, p. 204-206. Cf. *ibid.*, p. 191, note 183, et notamment le renvoi au docteur parisien Jean Courtecuisse, tributaire d'Occam.

(2) Cf. P. VIGNAUX, *Originalité philosophique et théologique d'Occam*, et E. AMANN, *L'université de Paris et la doctrine occamiste*, dans *Diction. de théol. cath.*, t. XI, col. 876-889, 895-903.

(3) A la différence d'Occam, il ne semble pas que Marsile de Padoue ait exercé sur le clergé français une influence importante : du moins ne le trouve-t-on pas allégué. Nous ne parlons pas ici des légistes et de ce qu'ils peuvent devoir au *Defensor pacis*.

des origines du parlement de Paris, Ch. V. Langlois constate que « les progrès des institutions anglaises au Moyen Age ont été beaucoup plus nets, plus marqués et plus rapides que ceux des institutions françaises. Même quand ces progrès ont suivi dans les deux pays des directions parallèles, ils n'ont jamais été synchroniques : l'Angleterre a marché devant »¹. La remarque serait également juste pour les rapports avec la papauté. Longtemps avant la France, l'Angleterre s'était émancipée dans le domaine bénéficial : au moins en principe, car, en fait, collations et taxes subirent le contre-coup des sentiments variables qui animèrent les Plantagenets à l'égard de la curie, et la fréquence des mesures de protection montre elle-même qu'elles ne produisaient que des effets passagers². Il restait, toutefois, que l'Angleterre, à l'occasion, savait s'affranchir.

PARLEMENT DE CARLISLE DE 1307 Au parlement réuni à Carlisle le 21 janvier 1307³, à la suite des doléances que les « contes, barons et tote la communauté de la terre » adressèrent à Édouard I^{er} au sujet des « oppressions » que « l'apostolle fait faire en ceste roialme, en abbessement de la foi Dieu et anyntissement de l'estat de seinte eglise en roialme et desheritez et prejudice du roi et de sa coronne et des autres bones gentz du dite roialme et en offens et destruction de la lei de la terre et a graunt damage et enpoverissement du poeple et en subversion de tut l'estat du roialme et encountre la volonté et l'ordenement des princes foun-dours »⁴, il fut arrêté, « du consentement du roi et de l'avis de tout le parlement », que l'on ne tolérerait point, dans le royaume et terres anglaises, ces « injures et extorsions ». L'agent que Clément V entretenait dans le pays, Guillaume Teste, reçut l'ordre de ne plus s'immiscer dans les provisions de bénéfices, de révoquer « comme vaines, irritées et sans valeur », les mesures déjà prises par lui, et de tenir en réserve, sur territoire anglais, « en attendant que le roi et son conseil aient statué à ce propos », tout l'argent perçu⁵.

PARLEMENT DE WESTMINSTER DE 1343 Les mêmes plaintes se renouvelèrent au parlement tenu à Westminster en avril 1343 : la plus grande partie des bénéfices est aux mains d'étrangers, « les almoignes sont soustretes qui soleient estre faites », l'argent est « molt apporté par delà », les « lieges clers

(1) Ch. V. LANGLOIS, *Les origines du parlement de Paris*, dans *Revue historique*, t. XLII, p. 80.

(2) Cf. G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, p. 238-269.

(3) *In octabis sancti Hilarii* ; la Saint-Hilaire tombe le 14 janvier.

(4) *Rotuli parliamentorum*, t. I, p. 219.

(5) *Ibid.*, p. 221.

suffisantz » du pays se voient les « meyns avancés »¹. Tout cela, « la dite commune ne le poet ne le voet plus endurere ». Édouard III répondit qu'il était « advisez de cel meschief », qu'il voulait « que entre les grantz et les communes soit ordeignez remede et amendement » et que les mesures délibérées recevraient sa sanction². De fait, dans une série d'ordonnances, il décréta la prise de corps contre quiconque exécuterait des bulles accordées pour des bénéfices à nomination royale³, interdit à tout délégué, exécuteur ou commissaire, de faire sortir effet à des provisions ou expectatives en faveur d'étrangers, porta défense aux Anglais d'obéir aux agents pontificaux⁴. Ceux qui introduiraient dans le royaume, recevraient ou utiliseraient des documents apostoliques attentatoires aux droits du roi ou de ses sujets, furent menacés de prison⁵.

PARLEMENT DE 1351 Le parlement de 1351 se plaignit que, si l'on n'arrêtait pas les incessants empiètements de la papauté, les « almoignes, hospitalités et autres œvres de charité » deviendraient désormais impossibles, que les « lais patrons... perdroient lour presentementz », que des « biens sans nombre seroient emportés hors du roialme, en adnullacion de l'estat de seinte eglise d'Engleterre..., en offens et destruccion des lois et droitures du roialme et grand damage de son poeple »⁶. Ces doléances produisirent leur effet accoutumé. « De l'assent des countes, barons, nobles et tote ladite communalte, a lour instante requeste, consideres les erreurs, grevances et damages susdites, en le dit pleniere parlement feust purveu, ordeigne et establi qe le ditz grevances, oppressions et damages en mesme le roialme desadonques mes ne serroient suffertz en ascune manere »⁷. Le *Statute of Provisors*, qui sanctionna cette décision, interdit de tenir compte d'aucune provision ou réserve papale ; il enjoignit aux patrons de présenter leurs candidats dans les six mois qui suivraient la vacance et aux ordinaires de les pourvoir un mois au plus tard après ce « demi-an ». Quiconque négligerait d'user de ses droits dans les délais fixés les perdrait pour cette fois et le roi exercerait « les presentementz et collacions » comme s'il s'agissait d'un bénéfice de sa propre avouerie⁸.

(1) *Rotuli parliamentorum*, t. I, p. 143.

(2) *Ibid.*, p. 144.

(3) Th. RYMER, *Foedera, conventiones, litterae et cujuscumque generis acta publica inter reges Angliae et alios...* Éd. de Londres, vol. II, 2^e partie, 1821, p. 1226 (ordonnance du 15 juin).

(4) *Ibid.*, p. 1230 (ord. du 23 juillet).

(5) *Ibid.*, p. 1237 (ord. du 20 octobre).

(6) *Rotuli parliamentorum*, t. II, p. 232.

(7) *Ibid.*, p. 233.

(8) *Statutes of the realm, printed by command of His Majesty King George the Third*, t. I, 1810, p. 316.

PARLEMENT DE 1376 La rancœur anglaise s'exhale en termes plus vifs encore au « Bon parlement » de 1376 : les clercs perdent « esperance d'estre avancé par lour clergie et talent d'apprendre » ; on en est venu à ce point que les parents n'osent même plus « mettre lour enfantz à l'escole ». La « substance de seint esglise et de nostre seint foi » court à son « declyn et anient ». Les étrangers qui reçoivent des bénéfices en Angleterre n'y mettent pas les pieds et « jammes ne verront lour parochiens » ; il ne reste à ceux-ci qu'à « perier en corps et alme »¹. Cette fois, c'est grâce à une entente entre Édouard III et Grégoire XI que les mécontents reçurent une satisfaction relative².

PARLEMENT DE 1380 Satisfaction momentanée, aussi bien, car les mêmes plaintes s'élèvent encore en 1380 : les « ordinaires et pastours, dit le parlement du 16 janvier, ont esté ensi destourbez et enpeschez de leur dictes collations par provisions, expectations et reservations de la courte de Rome, qu'ils n'ont peu d'aucun benefice purvoir franchement, selonc l'entention de voz ditz progenitours, einz toutes les dictes dignités et autres benefices ont esté depuis comunement donez en la dicte courte de Rome, as gentz d'estrange lange et sovent as enemys, lesqueux ne fesoient unques residence en ycelles »³. Le statut du 12 mars renouvela donc les anciennes interdictions : défense de recevoir aucun bénéfice « forsque tantseulement des liges de Nostre Seigneur le Roy de meme le Roialme, sans especial et expres congie de Nostre dit Seigneur le Roi par ladvis de son conseil » ; défense, en outre, d'obéir à tout mandat de la cour de Rome en matières fiscales, et, par conséquent, d'envoyer « ore, argent, nautre tresor ne commodite hors du dit Roialme, par lettre d'eschange, par marchandie, nen autre maniere quelconque, au profit des ditz Aliens⁴, sans semblable congie du Roi par ladvis de son dit conseil ». Les contrevenants s'exposeraient aux peines prévues dans « lestatut des provisours »⁵.

LA FRANCE A SUIVI DE PRÈS L'EXPÉRIENCE ANGLAISE De ce côté-ci du détroit, l'on suivait l'expérience anglaise avec attention et intérêt. Déjà, en 1344, des conseillers suggéraient au roi de France. Philippe VI de Valois, de pratiquer une politique analogue. Averti, le pape Clément VI lui écrivit pour le détour-

(1) *Rotuli parliamentorum*, t. II, p. 338.

(2) G. MOLLAT, *La collation des bénéfices ecclésiastiques sous les papes d'Avignon*, p. 267.

(3) *Rotuli parliamentorum*, t. III, p. 82.

(4) C'est-à-dire des étrangers (*alieni*).

(5) Statut du 12 mars 1380, dans *Statutes of the realm*, t. II, 1816, p. 14.

ner de cette voie et lui dire qu'il envisageait l'emploi des censures contre Édouard III¹. Mais au temps du schisme, l'exemple anglais exerça une spéciale attraction. Il semble bien que les Français ne connurent pas simplement en gros les mesures décrétées, depuis 1307, contre l'ingérence pontificale, mais qu'ils eurent sous les yeux le texte même des doléances et des *bills*.

IDENTITÉ DE VOCABULAIRE Dans la bouche des orateurs de 1398 et de 1406, sous la plume du rédacteur des ordonnances de février, nous retrouvons les mêmes phrases que dans les documents britanniques. Sans doute, il s'agissait de griefs analogues, exprimés dans la même langue : il n'est donc pas surprenant que les formules se ressemblent. Pourtant, la similitude d'expressions est trop grande pour qu'il n'y ait que rencontre, et non pas dépendance. En lisant, dans les actes des parlements de 1307 ou de 1380, que les ecclésiastiques lettrés du pays sont du tout exclus des provisions, que l'on ne pourra bientôt plus recruter de clercs pour les conseils du roi, que le culte est diminué, les aumônes suspendues, que les bâtiments tombent en ruine, que les intentions des fondateurs sont frustrées, que la dévotion s'en va, que les finances prennent le chemin de l'étranger, au grand détriment des besoins du royaume, nous retrouvons les propres termes des ordonnances de 1407. Et ce cri d'indignation : « Dieux ad commis ses ouweles à nostre seint pier le pape à pasturer et non pas à tounder ! » n'est-il pas de Jean Petit, ou de Pierre Le Roy ? C'est au « Bon parlement » qu'il retentit, en 1376². L'on a fait cette remarque, qui ne manque pas d'une certaine justesse : que l'un des arguments utilisés par les Français n'a guère de sens qu'en Angleterre. En effet, quand on se plaint, outre-mer, que l'argent du pays s'en aille à l'étranger, nous comprenons très bien ; mais Avignon est-il tant que cela « l'étranger », pour la France, alors surtout que des Français peuplent la cour de Benoît XIII³ ?

(1) G. MOLLAT, *op. cit.*, p. 257.

(2) *Rotuli parliamentorum*, t. II, p. 338.

(3) J. HALLER, *Papsttum und Kirchenreform*, t. I, p. 467. Il ne faudrait pas aller jusqu'à soutenir, cependant, comme le fait J. Haller avec insistance, que toute la substance des revendications et des griefs formulés aux conciles parisiens soit d'origine anglaise. Que les Français se soient inspirés de l'exemple anglais, qu'ils aient emprunté aux Anglais leurs formules, nous le croyons. Mais ces formules elles-mêmes, ou tout au moins les idées qu'elles exprimaient, étaient répandues en France dès le xiv^e siècle : on les trouve dans le *Songe du Vergier*, par exemple au l. I, chap. LX (éd. BRUNET, p. 60-62). Déjà les abus de la papauté, et les inconvénients qui en découlent, sont stigmatisés dans le *Dialogue du clerc et du chevalier*, composé en 1302. Or le *Songe*, où le *Dialogue* est passé tout entier, était connu en Angleterre : voir l'« appendice » que M. A. COVILLE consacre aux manuscrits du *Songe*, dans son ouvrage sur *Évrard de Trémaugon et le Songe du Verger*. Vraisemblablement ce sont des idées françaises qui reviennent en France, après un voyage en Grande-Bretagne.

AVEUX FORMELS

Quoi qu'il en soit de la dépendance verbale, au moins l'influence réelle de l'exemple anglais sur les décisions prises à Paris en 1398 et en 1406 est-elle indiscutable. A plusieurs reprises, les partisans du pape reprochent à leurs adversaires de vouloir assimiler les deux pays. « Si l'on dit qu'en Angleterre la soustraction est faite, note l'archevêque de Tours sur son bulletin de vote, en 1398, on répondra que... les Anglais n'ont pas la réputation d'être aussi bons catholiques que les Français ». Un autre opinant fait cette réflexion, également sur sa cédula : « l'on ne prouve rien en disant que les Anglais ont déjà procédé de la sorte : s'ils ont mal agi, il ne s'ensuit pas que nous devions mal agir à notre tour »¹. Au conseil du roi, à la même occasion, les princes motivèrent assez longuement leur avis ; quand vint le tour du duc de Berry, parmi les arguments qu'il alléguait pour justifier la soustraction figure celui-ci : « considéré comment les Englois se gouvernent »².

DIFFÉRENCE ENTRE LA FRANCE
ET L'ANGLETERRE

Mais si les Français trouvaient dans l'exemple de l'Angleterre un encouragement à la résistance, ils ne pouvaient fonder leur opposition au pape sur les mêmes bases juridiques. Entre les deux pays, une différence profonde existait. L'Angleterre admettait sans doute le droit canonique, mais avec des réserves. Guillaume le Conquérant avait introduit dans l'île, en 1078, les *Coutumes* normandes, que confirmèrent et précisèrent, en 1164, sous le règne d'Henri II Plantagenet, les fameuses constitutions de Clarendon.

(1) J. HALLER, *loc. cit.*, p. 374, notes 1 et 2 ; N. VALOIS, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, t. III, p. 157, note 2 : « plus d'un membre de l'assemblée jetait un regard d'envie du côté de l'Angleterre. Mais à cela l'on répondait... etc. ».

(2) L. DOUET D'ARCO, *Choix de pièces inédites relatives au règne de Charles VI*, t. I, p. 147. La ponctuation rend cependant le sens de ce passage un peu douteux. Le voici dans son contexte : « Monseigneur de Berry... touche que, par le délai de sommer, les aydes sont en voye d'estre abatues et s'elles chéent une fois elles sont en voye de jamais estre remises sus, qui seroit une moult dure chose pour ce royaume, considéré comment les Englois se gouvernent, considéré aussi l'opinion de l'Université, qui procède de bonne entencion, et pour ce n'oseroit conseiller ne estre en lieu ou l'en conseillast au Roy plus de délai. Et lui samble que l'en doit faire au pape totale subtraction, et s'il avoit un sien filz pape, ainsi le conseilleroit ». Évidemment, il faut, quelque part, un point au lieu d'une virgule ; mais le faut-il avant la phrase en question, ou après ? Si on le met seulement après, le duc veut dire que la suppression des aides serait particulièrement dangereuse en un moment où les Anglais ont une attitude menaçante à l'égard de la France. Si on le met avant, l'exemple anglais est un argument à part, tout comme l'opinion de l'Université. Il semble que l'expression « considéré aussi l'opinion de l'Université » conseille plutôt de couper le texte après « pour ce royaume », et de prendre la mention des Anglais comme un argument à part.

Les adversaires des ordonnances de 1407 essayèrent de les faire rapporter en 1423. Or ils prétendirent de nouveau qu'il ne convenait pas de vouloir copier les Anglais : *Et non valet illud quod aliqui arguunt quod rex Anglie non observavit istum modum nec tolleravit in suo regno, et reputant hoc eidem regi Anglie in franchisiam et libertatem, et obedienciam aliorum in servitutem et illibertatem. Qui quidem sic simpliciter arguentes non considerant quid est libertas, quia tota libertas jacet in obediendo suo superiori in spiritualitate secundum Deum et in hoc quod est rationis.* Cité par J. HALLER, *Papsttum und Kirchenreform*, t. I, p. 473, note 2.

Martin. — I.

Coutumes et constitutions réduisaient au minimum l'intervention de l'autorité pontificale en Angleterre et donnaient à la Couronne des pouvoirs étendus sur l'Église du pays¹. Les papes pouvaient protester et lancer l'anathème, les évêques résister, — et quelques-uns, comme saint Thomas Becket, jusqu'à la mort, — ils obtenaient des satisfactions passagères, des dérogations ; mais la loi demeurait et le clergé ne manquait pas de s'en prévaloir lui-même quand c'était avec le roi, contre le pape, que ses intérêts le liguèrent. Aussi voyons-nous revenir à chaque instant, dans les doléances des parlements comme dans les *bills* des souverains, la mention des « droitures » du royaume, de « la loi de la terre », des « bones loys et custumes ». Leur maintien fait même l'objet spécial du premier vœu, au parlement de 1380².

IL SUFFIT AUX ANGLAIS
DE MAINTENIR LEURS COUTUMES

Dans une lettre du 28 juillet 1342, adressée à « vénérables et discrètes personnes les chapelains du seigneur souverain Pontife et auditeurs de son sacré Palais », Édouard III rappelle l'existence de ce droit particulier en des termes d'une politesse impertinente. « Vous êtes savants dans le droit, et vous connaissez les lois générales, impériales et autres. Mais les coutumes et statuts locaux, parce qu'elles résultent d'une situation de fait, sans doute pouvez-vous les ignorer. Or, dans notre royaume d'Angleterre, nous avons certaines de ces coutumes et statuts spécialement en vigueur, ainsi que des prérogatives nous appartenant. Nos ancêtres les rois d'Angleterre de célèbre mémoire, depuis un temps immémorial, et nous, depuis que nous avons pris en main les rênes dudit royaume, en avons eu continuellement le pacifique usage et jouissance. De peur que, dans les procès que vous avez à examiner dans votre dit palais, vous ne fassiez rien, par ignorance, à l'encontre de ces dites coutumes, statuts et prérogatives spéciales, nous désirons vous les faire connaître par les présentes... Toutes ces particu-

(1) Cf. P. RICHARD, *L'Église anglo-normande, les Plantagenets et les Tudor*, dans *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, t. III, col. 173-194. Et surtout, pour les rapports de l'Église d'Angleterre avec la papauté jusqu'à l'avènement de Jean sans Terre (1199), Z. N. BROOKE, *The english church and papacy, from the conquest to the reign of John*, Presses universitaires de Cambridge, 1931. La politique religieuse de Guillaume le Conquérant y est parfaitement caractérisée au ch. IX : *William the Conqueror. The traditional outlook*. Si ce roi considérait comme « impensable » une double autorité dans le royaume et s'il entendait être « le maître de tous ses sujets », il n'ambitionnait nullement d'être le créateur d'une Église nationale indépendante. Il n'était pas un Henri VIII ; il admettait l'autorité du pape (p. 136, cf. p. 145). Mais celui-ci n'aurait en Angleterre que le pouvoir que lui reconnaissait la coutume normande : « William recognised the papal headship in England as he had in Normandy, allowing in the degree of authority to which he had been accustomed, and no more. Everything that was traditional and customary was to be maintained » (p. 137).

(2) Actes du parlement du 16 janvier 1380 (sous Richard II), dans *Rotuli parliamentorum*, t. III, p. 71. Le texte est repris dans le statut du 12 mars, *Statutes of the realm*, t. II, p. 13.

larités sont notoirement tenues pour loi dans le royaume, avec la connaissance, la tolérance et l'approbation des prélats, des nobles et des communes. Nos ancêtres, les rois d'Angleterre, les ont magnifiquement défendues en leur temps : avec la grâce de Dieu, nous continuerons à le faire, comme nous le devons »¹.

Les Anglais n'avaient donc pas à chercher ailleurs d'autres fondements juridiques à leur résistance, et, de fait, ils n'en cherchaient pas : ils maintenaient, disaient-ils, les coutumes de leur pays.

LE DROIT CANONIQUE RECONNU EN FRANCE

En France, la situation était tout autre. L'Église y vivait sous le régime du droit canonique pur et simple, reconnu par l'État. D'où cette conséquence : que si le roi voulait toucher à la discipline ecclésiastique, il ne pouvait le faire, à moins de tomber dans l'arbitraire et se voir taxé de tyrannie, que sous couleur de maintenir le droit canonique. Telle avait été, d'ailleurs, l'attitude historique de la monarchie capétienne. Les princes avaient sanctionné les décisions conciliaires, au besoin ils les avaient provoquées ; mais jamais ils n'avaient prétendu opposer à un article de la loi ecclésiastique, reconnue comme telle, une décision du pouvoir séculier. Tout ce qu'ils pouvaient faire, c'était de nier le caractère légal de telle ou telle pratique, s'appuyât-elle sur des textes, et de la traiter d'abus. De même, quand le clergé faisait appel à la protection royale, de quoi arguait-il ? De la violation soit de la loi de l'Église, soit des privilèges octroyés à l'Église.

Or le droit décrétalien reconnaissait au Pontife romain la faculté de s'immiscer dans la provision des bénéfices² ; les papes revendiquaient le pouvoir de lever des taxes comme un corollaire obligé de leur juridiction suprême : ce pouvoir découlait de la conception même qu'ils se faisaient de leur souveraineté. Que le roi ou le clergé de France voulussent s'opposer aux errements de la papauté avignonnaise, comme ils ne pouvaient s'appuyer sur aucune coutume territoriale, force leur était de se tourner vers le droit canonique lui-même, et de lui faire subir une interprétation de leur cru, différente de celle du Saint-Siège.

(1) Th. RYMER, *Foedera*, t. II, 2^e partie, p. 1208.

(2) *Licet ecclesiarum, personatum, dignitatum aliorumque beneficiorum ecclesiasticorum plenaria dispositio ad Romanum noscatur Pontificem pertinere, ita quod non solum ipsa, quum vacant, potest de jure conferre, verum etiam jus in ipsis tribuere vacaturis : collationem tamen... etc.* Décrétale de Clément IV, du 27 août 1265 : l. III, tit. iv *de praebendis et dignitatibus*, c. 2, in VI^o, col. 1021.

SEULE SOLUTION POSSIBLE :
OPPOSER LES CANONS AUX DÉCRÉTALES

En mettant au-dessus de
tout la législation conciliaire
et en lui donnant un caractè-

re intangible ; en lui assimilant les « décrets des saints Pères », c'est-à-dire des vieux papes dont la mémoire faisait l'objet de l'universelle vénération ; en ne laissant à l'autorité législative du souverain Pontife, comme tel, qu'un rôle de complément, — le pouvoir, en somme, d'accommoder la loi aux circonstances nouvelles, par additions ou retouches, mais en lui conservant son esprit et en ne sacrifiant que le minimum de ses dispositions, — le synode parisien de 1406 fournit donc à l'opposition du clergé la seule assise juridique qui fût possible en France.

Mais elle supposait un travail préalable, qui s'était fait plus ou moins obscurément dans les esprits. Ce qu'il y a de fécond pour le Gallicanisme, dans cette période de dix années que nous venons d'étudier, ce n'est point le réveil de la vieille croyance, toujours latente, au caractère sacré de la législation conciliaire ; ce n'est pas, non plus, une recrudescence d'attachement pour les libertés et franchises entendues dans leur sens traditionnel. Non : c'est la fusion définitive de deux éléments jusque-là indépendants l'un de l'autre et auxquels on fait subir une profonde transformation. En effet, l'on s'est habitué à substituer le pape aux laïcs du royaume, comme adversaire éventuel des Libertés et à entendre, par ce dernier vocable, non plus la jouissance de privilèges matériels accordés par la Couronne, mais la faculté de se gouverner suivant la discipline ancestrale. Ainsi, défendre les Libertés, c'est résister au pape.

FÉCONDITÉ DU PRINCIPE ADOPTÉ

Le principe juridique qu'adoptait l'assemblée de 1406 dépassait de beaucoup les applications pratiques qui avaient donné l'occasion de le dégager. Définir les Libertés gallicanes comme le droit, pour l'Église de France, de se régir conformément à la discipline ancienne et de nier le caractère obligatoire des décisions pontificales qui y contreviennent, c'était formuler tout un programme d'avenir : c'était créer le Gallicanisme. Pierre Pithou écrira, en 1594 : « Encores que le pape soit recogneu pour souverain ès choses spirituelles, toutesfois en France la puissance absoluë et infinie n'a point de lieu, mais est bornée par les canons et règles des anciens conciles de l'Église receus en ce royaume ». Il ajoutera : « en cela surtout consistent les Libertez de l'Église gallicane »¹ ; mais il remarquera aussi,

[1] Art. v des *Libertez de l'Église gallicane*.

et avec juste raison, que « les particularitez de ces Libertez pourront sembler infinies »¹. L'on aurait pu tenir le même langage dès la publication des ordonnances de février 1407.

ROLE DE PIERRE LE ROY

Pierre Le Roy fut le principal artisan de cette élaboration doctrinale. On ne saurait, à notre avis, faire la part trop belle à l'abbé du Mont-Saint-Michel dans l'histoire du Gallicanisme. Il lui inspirait le souffle vital quand il répétait sans se lasser que « le pape ne puet immuer les con-seaux » et que les maintenir contre lui n'était autre chose qu'user de la vraie liberté ecclésiastique. Sans sa trouvaille, l'opposition de la France à la papauté risquait fort, ou d'avorter ou de prendre figure de schisme. Il lui donna, au contraire, l'apparence d'une réforme légitime. Ce professeur de la Faculté de Décret, que les Français tenaient pour le plus grand canoniste de l'époque², cet érudit amoureux des vieux textes, dont le premier soin, une fois préposé à la grande abbaye normande, fut de la doter d'une riche bibliothèque³, connaissait assurément les précédents historiques. Il ne s'embarrasse pas de citer, devant un auditoire qu'il jugeait sans doute mal préparé, ni Hincmar de Reims, ni les conciles de Saint-Basle ou de Chelles, ni Guillaume Durand le Jeune⁴; mais on peut gager qu'il ne les ignorait point, qu'il s'était assimilé leur doctrine et avait compris le parti qu'il en pouvait tirer. Parmi tous les orateurs des synodes parisiens, il occupe une place à part et se tient sur un terrain bien à lui. Ses discours contrastent avec les injures d'un Jean Petit ou les accusations passionnées d'un Simon de Cramaud : ils sont d'une autre inspiration, reflètent d'autres soucis. En fait, ils ont ouvert la voie où la royauté française et l'Église gallicane ont marché pendant quatre siècles.

Les discussions qui occupèrent ces dix années ne purent que favoriser la maturation d'une autre idée encore, qui reste confuse en 1406, mais qui va bientôt s'éclaircir, aux approches du concile de Constance. Si les décrétales des papes ne peuvent rien contre les statuts conciliaires, n'est-ce pas que les autorités respectives d'où procèdent ces deux espèces de lois appartiennent à des plans différents, et ne doit-on pas admettre, en fin de compte, que le concile, dans l'Église, est supérieur au pape ? Cette conviction ne tardera pas à devenir une des pièces maîtresses du Gallicanisme. Il nous reste à chercher maintenant comment elle a pris corps.

(1) *Ibid.*, art. III.

(2) Le mot est de Guillaume Fillastre, dans BOURGEOIS DU CHASTENET, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 199 et p. 209.

(3) Voir plus haut, p. 271.

(4) Au moins n'en est-il pas fait mention dans les procès-verbaux de 1398 et de 1406 ; on ne saurait en dire autant pour le concile de 1396. Cf. plus haut, p. 271, note 4.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	Pages 7
LISTE DES OUVRAGES CITÉS	9

LIVRE PREMIER

NATURE DU GALLICANISME ET CONDITIONS HISTORIQUES QUI ONT FAVORISÉ SA FORMATION.

CHAPITRE PREMIER. — QU'EST-CE QUE LE GALLICANISME ?	29
§ 1. — La physionomie du Gallicanisme.	29
Traits qui ne suffisent pas à la caractériser, 29. Éléments spécifiques, 30. Essai de définition, 31.	
§ 2. — Causes d'erreur pour l'historien	31
Variations des défenseurs du Gallicanisme, 31. Rôle de l'intérêt, 32. Le vocabulaire, 33. L'expression d'Église gallicane, 33.	
§ 3. — Le prétendu Gallicanisme de Charlemagne.	35
Rôle ecclésiastique qu'assume Charlemagne, 35. Rien de comparable sous Louis XIV, 36. Charlemagne et les rois du xvi ^e siècle en face des conciles, 36. Le droit divin, 37.	
§ 4. — Quand apparaît le Gallicanisme proprement dit ? . .	38
Concile parisien de 1398, 38. Et de 1406, 38. Sens des décisions de 1406, 39. Le Gallicanisme est un phénomène français et d'Ancien Régime, 39. Il suppose une longue préparation, 39.	
CHAPITRE II. — LIENS QUI UNISSENT LE CLERGÉ DE FRANCE AU ROI.	41
§ 1. — Appui mutuel que se prêtent le roi et le clergé. . . .	41
Le clergé et l'avènement des Capétiens, 41. Secours du clergé dans l'ordre politique, 42. Financier, 42. Militaire, 42.	
§ 2. — Le roi et les élections.	43
Avant les Capétiens, 43. Sous les Capétiens, 44. La querelle des investitures, 45. Elle fut peu violente en France, 45. Pourquoi ? 46. Attitude du clergé, 47. Après la querelle, 47.	
§ 3. — Le roi et les conciles nationaux	48
Convocation des conciles par les Mérovingiens, 48. Par les	

Carolingiens, 49. Charles le Chauve, 50. Les Capétiens, 52. Le « concilium regium », 52.	
§ 4. — Le roi et la législation canonique.	54
Confirmation des décrets conciliaires, 54. Surveillance de la discipline, 54.	
§ 5. — Le roi et les biens temporels de l'Église	55
Pendant la vacance des sièges, 55. Le droit de régale, 56. Les aliénations, 57. Les acquisitions. La mainmorte, 57. Le droit de garde, 58. Les différents gardes, 58. La garde spéciale, 59. La garde générale, 60.	
§ 6. — Le roi et les privilèges ecclésiastiques.	61
L'Église et l'impôt avant l'an mille, 61. Efforts de l'Église franque pour se libérer du fisc, 62. Théorie du privilège, 62. Application à la pratique, 63. Le roi gardien des immunités, 64. Saint Louis et Innocent IV, 64. Les successeurs de saint Louis, 68.	
CHAPITRE III. — CARACTÈRE RELIGIEUX DE LA MONARCHIE FRANÇAISE	71
§ 1. — Le sacre	71
Importance de l'onction, 71. L'huile miraculeuse, 73. Origine de la légende, 73. Vénération qui entoure la Sainte-Ampoule, 74.	
§ 2. — Prérogatives spirituelles des rois de France	74
Communion sous les deux espèces, 74. Vases sacrés. Indulgences. Office propre au bréviaire, 75. Pouvoir de guérir les écrouelles, 75. Origine et signification, 76. Attitude d'abord réservée du clergé, 77. Après saint Louis, 77. Influence imprévue de saint Thomas d'Aquin, 77. Rappel des privilèges spirituels du roi au concile parisien de 1406, 78.	
CHAPITRE IV. — LES LIBERTÉS DE L'ÉGLISE GALLICANE DANS LEUR ACCEPTION PRIMITIVE	79
Importance de la coutume au Moyen Age, 79.	
§ 1. — Le serment du sacre	81
La formule du serment, 81. Dédoublement de la formule, 83. La partie visant l'Église reste une condition du sacre, 84. Le serment du sacre n'est pas une pure formalité, 84. Le <i>privilegium canonicum</i> , 85. Première catégorie de franchises. Les immunités et privilèges, 86. Seconde catégorie : le droit de se régir suivant les canons, 87. Droit ancien et droit moderne, 87.	
§ 2. — Exagérations des théoriciens du Gallicanisme	88
Attachement du clergé de France à la vieille discipline, 88. Doctrine d'Hincmar de Reims, 88. Concile de Saint-Basle, 89. Concile de Chelles, 90. Témoignage de Raoul Glaber, 90. Yves de Chartres, 91. Concile de Bourges de 1225, 91. Guil-	

laume Durand, 92. Force du courant contraire, 92. L'intérêt individuel : chez les évêques, 92. Chez les rois, 93. Les Fausses Décrétales, 94. La réforme grégorienne, 94. Le *Décret* de Gratien et les Décrétales de Grégoire IX, 95. Les libertés gallicanes sont des coutumes plus souvent violées qu'observées, 96. Persévérance de l'ancien sens du mot « libertés », 96.

LIVRE II

L'INDÉPENDANCE DU ROI DE FRANCE AU TEMPOREL.

CHAPITRE PREMIER. — LA PAPAUTÉ ET LE POUVOIR CIVIL AVANT BONIFACE VIII

101

§ 1. — La papauté avant Grégoire VII

102

Saint Gélase : lettre à Anastase, 102. Le « Tome », 103. Zacharie et Pépin, 103. Sous Charlemagne, 104. Décadence de l'Empire : Hincmar de Reims, 104. Nicolas I^{er}, 106. France, Empire germanique et papauté, 107. Grégoire V, 107. Sylvestre II, 108. Persistance de l'idée, 108.

§ 2. — Grégoire VII

110

Abus du mot « théocratie », 110. Le pape gardien de la morale et de la discipline chrétiennes, 110. Du ix^e au xi^e siècle, 111. Grégoire VII et Henri IV, 112. La vraie position de Grégoire VII, 113.

§ 3. — Le pouvoir direct

114

Prétendu texte de Nicolas II, 114. La Donation de Constantin, 115. Les deux glaives, 115. Position d'Innocent III, 116. Rôle de saint Bernard, 118. Décrétistes et décrétalistes, 120. Grégoire IX, 122. Innocent IV, 123. Caractère universel des prétentions politiques de la papauté, 125. Les rois de France cohéritiers de l'empire carolingien, 127. Souci des Capétiens de se rattacher par les femmes à Charlemagne, 128. Parti qu'en tire la papauté, 129.

CHAPITRE II. — LES CONCEPTIONS DES LÉGISISTES FRANÇAIS

133

§ 1. — La renaissance du droit romain

134

Le droit romain avant la fin du xi^e siècle, 134. Réapparition des textes de Justinien, 135. L'école de Bologne, 135. En France, 136. La méthode dialectique, 136. Les jurisconsultes coutumiers, 136. Faveur dont jouit le droit romain, 137.

§ 2. — Influence du droit de Justinien

137

Psychologie des romanistes, 137. La souveraineté laïque, 138. Limite qu'établissent les légistes entre le spirituel et le temporel, 139. Exemple d'Accurse, 139. De Beaumanoir, 140. Les légistes rejoignent le pape Gélase, 141.

§ 3. — Les légistes français et la souveraineté du roi

141

La question de l'empereur, 141. Méfiance des rois de France,

142. Les légistes français et la difficulté impériale, 143. La décrétale *Per venerabilem*, 144. La souveraineté affirmée à l'occasion des procès, 144. Aphorisme de procédure transporté sur le plan politique, 145. Les légistes, principaux adversaires de l'hégémonie papale, 146. Pourquoi le conflit n'a pas éclaté plus tôt, 147.

CHAPITRE III. — LE PREMIER CONFLIT ENTRE BONIFACE VIII ET PHILIPPE LE BEL (1296-1300). 149

L'aide financière du clergé, 149. La bulle *Clericis laicos*, 150. Réaction de Philippe le Bel, 150. Riposte de Boniface, 151. En réalité, il recule, 152. Explications, 152. Le débat est clos, 153. Le pape s'est rendu compte que le clergé de France ne le suit pas, 154. Il a besoin de l'argent français, 155. Il craint l'alliance de Philippe avec les Colonna, 155. Anciens sentiments de Boniface pour la France, 156. Principe allégué par le pape, 157. Précautions de Philippe le Bel, 157. Le jubilé de 1300, 158. Influence des ambassadeurs de Flandre, 159. Discours du cardinal d'Aquasparta, 160. Philippe le Bel et les Colonna, 161. Philippe le Bel et Albert d'Autriche, 162. Excès des levées royales, 162. Bernard Saisset, 163.

CHAPITRE IV. — LA BULLE « AUSCULTA, FILI » ET LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1302. 165

§ 1. — Chances de Philippe le Bel 165

Vulnérabilité de Boniface VIII, 165. Mauvais bruits qui courent sur lui, 165. On y croit en France, 166. L'épiscopat français, 167. Il est pressuré par le pape, 168. Abus des réserves, 168. Le clergé garde de la légation de Gaetani un mauvais souvenir, 169.

§ 2. — La bulle *Ausculta, Fili* du 5 décembre 1301. . . . 170

Boniface VIII et l'affaire Saisset, 170. La bulle *Salvator Mundi*, 170. Teneur de la bulle *Ausculta, Fili*, 171. Affirmation des principes, 171. Reproches au roi, 171. Mesures prises, 172. Convocation du clergé à Rome, 173. Quelles nouveautés renferme la bulle, 173. Erreurs psychologiques de Boniface, 174. Publication d'un résumé apocryphe, 174. Réaction de l'opinion, 175. Prétendue réponse, 176.

§ 3. — Les États généraux de 1302 177

Exposé de Pierre Flotte, 177. Intervention du roi, 177. Lettre de la noblesse aux cardinaux, 177. Le Tiers-État, 179. Lettre du clergé au pape, 180. Ordonnance du 10 avril, 181.

CHAPITRE V. — LA BULLE « UNAM SANCTAM » 183

Réponse du pape au clergé, 183. Des cardinaux à la noblesse et au Tiers, 183.

§ 1. — Consistoire de juillet 1302.	183
Discours du cardinal d'Aquasparta, 184. Affirmation du double pouvoir, 184. Discours du pape, 185. Menaces, 186. Maintien du concile convoqué pour la Toussaint, 186. Apparente contradiction. Sens du mot « tenir », 187. Boniface exclut la subordination féodale, 187. Mais il maintient la dépendance temporelle du roi à son égard, 188. Précision de langage chez le pape, 188. Confusion chez les gens des États, 189. Défaite de Courtrai, 189. Contre-coup sur les dispositions des prélats, 189.	
§ 2. — Caractère et suites de la bulle <i>Unam sanctam</i> . . .	190
Portée générale, 190. Valeur dogmatique, 190. Maintien des rapports entre Rome et Paris, 191. Légation du cardinal Le Moine, 191. Philippe le Bel excommunié, 193. Boniface et Albert d'Autriche, 194. Le pape essaye de détacher de la France les anciennes terres d'Empire, 195.	
CHAPITRE VI. — DÉFAITE DE BONIFACE VIII.	197
§ 1. — L'accusation d'hérésie	197
Les mobiles de Philippe le Bel, 197. Appel de G. de Nogaret, 198. Départ de Nogaret pour l'Italie, 200. L'assemblée de juin 1303, 200. Réquisitoire de G. de Plaisian, 201. Engagement de Philippe le Bel, 202. Adhésion du royaume, 202. A l'étranger, 203. Réaction d'abord modérée de Boniface, 203. Mesures extrêmes, 204.	
§ 2. — Le drame d'Agnani.	205
Campagne de Nogaret, 205. Revirement, 206. Mort de Boniface VIII, 206. En quoi réside le succès de Philippe, 206. Le procès de Boniface, 207. L'indépendance politique du roi de France définitivement assurée, 208.	
CHAPITRE VII. — LA LITTÉRATURE ISSUE DU CONFLIT. .	209
§ 1. — Opuscules d'esprit légiste	209
<i>Antequam essent clerici</i> , 209. Nouvelle idée d'Église gallicane, 209. Dialogue du clerc et du chevalier, 210. Définition du droit, 210. Discussion sur la souveraineté des papes, 211. Rôle du clergé, 212. Droits temporels de l'Église, 212. Le contrôle appartient au prince, 213. Tendance du libelle, 214. Le traité <i>Rex Pacificus</i> , 214. Le problème, 215. Arguments juridiques contraires à la thèse papale, 215. Arguments théologiques, 215. Opinion de l'auteur, 216. Réponse aux objections, 218. Supériorité de l'État, 220.	
§ 2. — Le songe du Vergier	220
Sujet de l'ouvrage, 221. L'apologue, 221. Rapports de l'Église et de l'État, 222. Limitation des préoccupations à la France seule, 224. Souci de ne point tomber dans le schisme, 226.	

§ 3. — Écrits d'inspiration théologique 228

La *Questio in utramque partem*, 229. Différence avec la théorie des légistes, 230. Glose de la bulle *Unam sanctam*, 231. Pouvoirs respectifs de l'Église et de l'État, 232. Le *De potestate regia et papali* de Jean de Paris, 233. Souci du juste milieu, 234. Le pape et la propriété ecclésiastique, 234. Le pape et les biens laïcs, 235. Cas de nécessité, 235. L'Église et le pouvoir temporel, 236. Différence entre les deux doctrines, 237. Origine de la souveraineté, 238.

LIVRE III

LE « RÉTABLISSEMENT » DES ANCIENNES LIBERTÉS.

CHAPITRE PREMIER. — LES CONCILES PARISIENS DE 1396 ET DE 1398 243

§ 1. — Les débuts du pontificat de Benoît XIII 243

Serment prêté à l'élection, 243. Efforts de la France pour qu'il soit tenu, 243. Lettre de l'Université, 244. Concile de 1395, 244. Ambassade des ducs, 245. Son échec, 245. Programme de l'Université, 246.

§ 2. — La papauté et le régime bénéficial, au xiv^e et au xv^e siècles. 247

Origine des bénéfices, 248. Nomination aux bénéfices, 248. Les mandats de provision, 249. La réserve, 249. Multiplication des réserves sous les papes d'Avignon, 249. Raisons de cette multiplication, 250. Les grâces expectatives, 251. Les commendes, 252. Confirmation des élections, 253. La fiscalité pontificale, 254. La décime, 255. Le subsidie caritatif, 256. La procuration, 257. Les annates, 260. Les communs services, 262. Les menus services, 264. Les vacants, 264. Le droit de dépouille, 266. Autres taxes, 268. La lutte pour l'affranchissement, 269.

§ 3. — Le concile de 1396 270

Date et but, 270. Premiers orateurs, 270. Pierre Le Roy, 271. Répliques en faveur du pape, 272. Le vote, 272. Ambassade à Avignon et à Rome, 273. Décision de l'Université, 273. Mesures prises par Charles VI, 274. Rigueur de Benoît XIII, 274.

§ 4. — Le concile de 1398 275

Convocation, 275. Atmosphère, 276. Discours de Simon de Cramaud, 276. Ordre des débats, 276. Thèses en présence, 277. Argumentation de Ravat pour l'obéissance au pape, 277. Pour le refus d'obéissance, 280. Pierre Le Roy, 280. Gilles des Champs, 282. Pierre Plaoul, 283. Réponse à certaines objections, 283. Conquête des libertés, 284. Encore Pierre Le Roy, 284. Et Gilles des Champs, 286. Réforme

définitive, 286. Le vote, 286. L'ordonnance de soustraction, 287. Les arrière-pensées, 288. Le concile de 1398 et le Gallicanisme, 289.

CHAPITRE II. — ENTRE DEUX RETRAITS D'OBÉDIENCE . . . 291

§ 1. — Après la première soustraction. 291

Benoît XIII prisonnier à Avignon, 291. Organisation provisoire de l'Église de France, 291. Scrupules, 292. Abus et déceptions, 292. Les opposants reprennent confiance, 293. Évasion de Benoît XIII, 293.

§ 2. — La restitution d'obédience. 294

Assemblée de 1403, 294. Engagements de Benoît XIII, 295. Aspect conditionnel de la restitution, 296. Espoirs déçus, 296. Faux-fuyants du pape, 297. Charles VI reste optimiste, 298. Ordonnance du 29 décembre 1403, 298. Elle est révoquée le 9 juin 1404, 300. Victoire momentanément complète de Benoît XIII, 301. Innocent VII succède à Boniface IX, 301.

§ 3. — L'université de Paris mène la lutte. 301

La France se lasse, 301. Mission d'Antoine de Chalant, 301. Protestation de l'université de Paris, 302. L'université de Paris contre celle de Toulouse, 303. Réquisitoire de Jean Petit, 304. Danger de l'excommunication des princes, 305. Intervention de Jean sans Peur, 306. Autres luttes de l'Université, 307. Le Parlement se prononce pour le refus des taxes papales, 307. Le mémoire à Adrien Cottin, 308.

CHAPITRE III. — LE CONCILE DE 1406. 313

§ 1. — Les débats 313

Discours de Pierre Aux-Bœufs, 313. Jean Petit, 314. Pierre Le Roy, 315. Usurpations de la papauté, 315. Retour au droit commun, 316. Le pape ne peut modifier les canons des conciles, 316. De quand datent les abus, 317. Comment ils se sont introduits, 317. Appel au roi, 318. Quelle aide il faut donner au pape, 318. Incident suscité par Guillaume Fillastre, 319. Intervention de Jean Jouvenel, 320.

§ 2. — Physionomie du concile. 322

La préoccupation du schisme passe au second plan, 322. Les soucis se limitent à l'Église de France, 323. Aveu de Jouvenel, 323. Sens du scrutin, 324.

CHAPITRE IV. — LES ORDONNANCES DU 18 FÉVRIER 1407 ET LA DÉCLARATION DE NEUTRALITÉ DE 1408 327

§ 1. — Les ordonnances de 1407 327

La provision des bénéfices, 327. La question des finances, 330. Place des ordonnances dans l'histoire du Gallicanisme, 333.

§ 2. — Déclaration de neutralité	333
Mort d'Innocent VII, 334. Activité diplomatique de Charles VI. 334. A Avignon, 335. A Rome, 336. Bruit de collusion entre les deux rivaux, 336. La neutralité est décidée, 337. Raison de cette attitude, 337. Réponse de Benoît XIII, 338. Proclamation du 25 mai 1408, 339. Publication des ordonnances, 339.	
CHAPITRE V. — COMMENT EXPLIQUER LA DÉCISION DE L'ÉGLISE GALLICANE	341
Audace des décisions de 1406, 341.	
§ 1. — Rôle de l'université de Paris.	342
Importance de l'Université, 342. L'Université et le schisme, 343. Le mouvement des idées au xiv ^e siècle, 343. Jean de Paris, 344. Le cardinal Le Moine, 345. Occam, 347.	
§ 2. — L'influence anglaise	348
Parlement de Carlisle de 1307, 349. Parlement de Westminster de 1343, 349. Parlement de 1351, 350. Parlement de 1376, 351. Parlement de 1380, 351. La France a suivi de près l'expérience anglaise, 351. Identité de vocabulaire, 352. Aveux formels, 353. Différence entre la France et l'Angleterre, 353. Il suffit aux Anglais de maintenir leurs coutumes, 354. Le droit canonique reconnu en France, 355. Seule solution possible : opposer les canons aux décrétales, 356. Fécondité du principe adopté, 356. Rôle de Pierre Le Roy, 357.	
TABLE DES MATIÈRES.	359